Mohammed Harbi

LE FLN : MIRAGE ET RÉALITÉ

Des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)

page2:

SYLLEPSE

LE FLN, MIRAGE ET RÉALITÉ

LE FLN, MIRAGE ET RÉALITÉ

DES ORIGINES À LA PRISE DU POUVOIR (1945-1962)

MOHAMMED HARBI

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

L'AUTEUR

Né en 1933 à El-Harrouch, Mohammed Harbi adhère dès l'adolescence au PPA-MTLD. Étudiant à Paris en 1953-1954 il devient secrétaire général de l'AEMNA, puis rejoint le FLN dès les premiers mois de la lutte armée. Membre de la direction de la Fédération de France du FLN en 1956-1958, il occupe ensuite jusqu'en 1962 différents postes de responsabilité au sein du GPRA, dont expert aux premières négociations d'Évian. Après l'indépendance, il est conseiller auprès du président Ben Bella pour le secteur autogéré et directeur de *Révolution africaine* en 1963-1964. Opposant au coup d'État de juin 1965, il est arrêté et emprisonné jusqu'en 1973, année de son évasion d'Algérie. Il reprend ses études en France puis enseigne à l'université. Historien, Il entreprend alors un travail critique et lucide sur l'Algérie contemporaine.

Il est auteur de *Autogestion en Algérie: une autre révolution? (1962-1965)* (Syllepse, 2022); *L'Algérie et son destin: croyants ou citoyens* (Bouchène, [1992] 2016); *Une vie debout, mémoires,* t. 1 (La Découverte, 2001); *La guerre commence en Algérie* (Complexe, [1984] 1998); *Archives de la révolution algérienne,* (Jeune Afrique, 1981); *Aux origines du FLN* (Bouchène, [1975] 2020); *La guerre d'Algérie 1954-2004 : la fin de l'amnésie* (avec Benjamin Stora [dir.], Robert Laffont, 2004); *Le FLN, documents et histoire: 1954-1962* (avec Gilbert Meynier, Fayard, 2004).
Aux éditions Syllepse, il a préfacé *Les camarades des frères* (2002), *L'Algérie au cœur* (2015) et collabore à *L'Encyclopédie de l'autogestion* (2015).

Édition revue et augmentée, préparée avec le concours d'Émir Harbi, Robi Morder et Irène Paillard.
Remerciements également à Charles-André Udry et à Bouchène.

© ÉDITIONS SYLLEPSE 2024 POUR L'ÉDITION FRANÇAISE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS (FRANCE)
EDITION@SYLLEPSE.NET
WWW.SYLLEPSE.NET
ISBN : 979-10-399-0245-8
PREMIÈRE ÉDITION : JEUNE AFRIQUE, 1980
COUVERTURE : HELIOS FIGUEROLA GARCIA / H@PUTSH.ONE

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT 11

QUESTIONS DE MÉTHODE 17

QUELLE PROBLÉMATIQUE ADOPTER ?
LE CLIENTÉLISME
CRITIQUE DE L'UNANIMISME
NATURE DE LA CRISE ALGÉRIENNE
QU'EST-CE QUE LE FLN ?

INTRODUCTION 37

DE L'INSURRECTION À LA BUREAUCRATIE

CHAPITRE 1
LES BASES HISTORIQUES DU NATIONALISME POPULAIRE (1926-1946) 45

FORMATION DE L'IDÉOLOGIE POPULISTE
LE MESSALISME ENTRE 1927 ET 1946
MUTATION SOCIALE ET POLITIQUE

CHAPITRE 2
L'ÈRE DES CONTROVERSES : DEUX CLANS ET UN ARBITRE, MESSALI (1946-1948) 69

LA CONFÉRENCE DES CADRES
LE CONGRÈS DE FÉVRIER 1947
LES DÉCISIONS DU CONGRÈS
L'ESSOR DU MTLD ET LA NAISSANCE DE L'OS
LE BLOCAGE DE LA VOIE ÉLECTORALE ET SES CONSÉQUENCES

CHAPITRE 3
UNE UNANIMITÉ PRÉCAIRE AU SEIN DU PPA-MTLD (DÉCEMBRE 1948-MARS 1949) 85

LE RAPPORT D'AÏT AHMED À ZEDDINE
LA FORME DE LA LUTTE DE LIBÉRATION
LA SITUATION DU PARTI
LES PERSPECTIVES
LA RECHERCHE D'ALLIÉS DANS LE MONDE ARABE
UN LEADER SANS PROJET : LAMINE DEBAGHINE

CHAPITRE 4
LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT BERBÉRISTE ET LA CRISE DE 1949 (1945-1949) 99

LE MOUVEMENT BERBÈRE : BUTS ET MANIFESTATIONS
LES CONSÉQUENCES DU MOUVEMENT : L'AFFAIBLISSEMENT DE L'AILE RADICALE

CHAPITRE 5
VIE ET MORT DE L'OS (1947-1950) 109
LA MISE EN PLACE DE L'ORGANISATION (FÉVRIER 1947-DÉCEMBRE 1948).
LES PRÉPARATIFS DE LA GUERRE DE LIBÉRATION : DÉCEMBRE 1948-DÉCEMBRE 1949
VERS L'IMPASSE : JANVIER 1949-MARS 1950.

CHAPITRE 6
LE MTLD À LA VEILLE DE LA CRISE (1946-1953) 119
SOCIOLOGIE DU MOUVEMENT
TENTATIVES DROITIÈRES
LA POSITION DE MESSALI
LA POSITION DES ORGANES DIRIGEANTS
RUPTURE AU SEIN DE LA DIRECTION

CHAPITRE 7
LA SCISSION DU MTLD (1953-1954) 133
MESSALI CONTRE LE COMITÉ CENTRAL
ACTIVISTES ET CENTRALISTES CONTRE MESSALI (AVRIL-JUILLET 1954)
LA LUTTE SUR LE TERRAIN
KRIM ET OUAMRANE FACE AUX « 22 »
LA DÉFECTION DU « GROUPE DE CONSTANTINE »
L'APPROFONDISSEMENT DES DIVISIONS

CHAPITRE 8
LES TROIS TENDANCES À LA VEILLE DE L'INSURRECTION (1954) 149
LE VISAGE DU MESSALISME
LES CENTRALISTES
LES CARACTÉRISTIQUES DU GROUPE FONDATEUR DU FLN
DEUX QUESTIONS SUR LES ORIGINES DU FLN

CHAPITRE 9
LE SUCCÈS DU PROJET INSURRECTIONNEL (1954-1956) 163
LA SITUATION À LA VEILLE DE L'INSURRECTION
UNE IMPLANTATION RAPIDE

CHAPITRE 10
LES RALLIEMENTS AU FLN (1955-1956) 173
DU RALLIEMENT DE L'UDMA...
... À CELUI DES CENTRALISTES...
... ET À CELUI DES OULÉMAS
L'ÉCHEC DU PCA
LA NAISSANCE DE L'UGTA (UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS)

CHAPITRE 11
GUERRE DANS LA GUERRE : LE FLN CONTRE LE MNA (1954-1962) 187
QUE SAIT LE MNA À LA VEILLE DE L'INSURRECTION ?

LA NOUVELLE ORGANISATION DES MESSALISTES
LA PHASE DIPLOMATIQUE
L'ÉPREUVE DE FORCE EN ALGÉRIE
LE RAPPORT DE FORCES EN 1956
LA NAISSANCE DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE DU FLN
À LA RECHERCHE D'UNE TRÊVE
LE SECRET D'UNE VICTOIRE

CHAPITRE 12
LE PREMIER VISAGE DU FLN (1954-1956) 209
LA NATURE DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE
LES CONFLITS ENTRE CHEFS
LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM
LES FORCES MATÉRIELLES DE LA RÉVOLUTION
LA PLATE-FORME POLITIQUE
L'ORGANISATION DE L'ALN
LES AMBIGUÏTÉS DU CONGRÈS
LA COMPOSITION DES ORGANISMES DIRIGEANTS ET SON SENS POLITIQUE
LA CRISE INTERNE
LA LUTTE SUR LE TERRAIN
LA CONTROVERSE AVEC LE CCE
UNE QUERELLE DE PERSONNES ?
UNE LUTTE ENTRE ARABES ET BERBÈRES ?

CHAPITRE 13
L'ÉCHEC D'ABBANE (1956-1957) 235
LE FLN DURCIT LE TON
LA TRAGÉDIE DE LA BATAILLE D'ALGER
LE NOUVEAU RAPPORT DE FORCES AU SEIN DU FLN
LA LIQUIDATION D'ABBANE

CHAPITRE 14
UNE DIRECTION SANS STRATÉGIE (1955-1958) 247
LA RIPOSTE FRANÇAISE
LES PRESSIONS MAGHRÉBINES
LA CONFÉRENCE DE TANGER (27-30 AVRIL 1958)
… ET CELLE DE TUNIS (16 JUIN 1958)
LE CONTRÔLE DE L'ALN
MALAISE DANS LES BASES ARRIÈRE
LA CRÉATION DU COMMANDEMENT MILITAIRE OPÉRATIONNEL
LA FORMATION DU GPRA
LA CRÉATION DU GPRA

CHAPITRE 15
L'AFFAIBLISSEMENT DE KRIM (1958-1960) 265
LE COMPLOT AMOURI

L'ÉCHEC MILITAIRE DE KRIM AUX FRONTIÈRES EST (1958-1959)
LA MONTÉE DES PÉRILS DANS LES WILAYAS
LA RÉUNION DES COLONELS DE L'INTÉRIEUR (6-12 DÉCEMBRE 1958)
KRIM EN PERTE DE VITESSE
LE MOUVEMENT DES OFFICIERS LIBRES

CHAPITRE 16
NAISSANCE D'UNE FORCE DE RELÈVE : L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL (1959) 285

LA PARALYSIE DU GPRA
L'AFFAIRE AMIRA
LA POSITION DE BEN KHEDDA
LA RÉUNION DES CHEFS MILITAIRES : ÉTÉ-AUTOMNE 1959
LA RÉUNION DU NOUVEAU CNRA, 16 DÉCEMBRE 1959-18 JANVIER 1960
LE FLN FACE À LA POLITIQUE FRANÇAISE

CHAPITRE 17
L'ÉTAT-MAJOR CONTRE LE GPRA (1960) 317

LA REMISE EN ORDRE
SUCCÈS SUR LE TERRAIN POLITIQUE
L'ÉTAT-MAJOR CONTRE LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA GUERRE
LITIGE AVEC LE GOUVERNEMENT TUNISIEN
LA DÉMISSION DE L'ÉTAT-MAJOR
LE GPRA ET LES NÉGOCIATIONS AVEC LA FRANCE

CHAPITRE 18
DUALITÉ DES POUVOIRS (1961-1962) 337

L'ÉCHEC DE LA PACIFICATION
FERHAT ABBAS CONTESTÉ
L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS
LA RÉUNION DU CNRA (TRIPOLI, 9-27 AOÛT 1961)
LE GPRA EN ÉCHEC
LA RIPOSTE DU GPRA
DISSENSIONS SUR LES ACCORDS AVEC LA FRANCE
LE SENS DU CONFLIT
BEN BELLA ET BOUDIAF FACE AU CONFLIT

CHAPITRE 19
L'AVÈNEMENT D'UNE BUREAUCRATIE (1954-1962) 359

LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LES CADRES
LES HIÉRARCHIES DE POUVOIR
UN NOUVEAU SYSTÈME POLITIQUE
THÉORIE ET PRATIQUE DU POUVOIR AU SEIN DU FLN
LE RÉGIME INTÉRIEUR DU FLN
LES RAPPORTS AVEC LE PEUPLE

UNITÉ ET CONTRADICTIONS DANS L'APPAREIL
LES ORIGINES SOCIALES
LA VICTOIRE DU POPULISME

CHAPITRE 20
LE GPRA DANS L'IMPASSE (MARS-MAI 1962) 381
LES DÉCHIREMENTS DE LA PAIX
L'ÉCHEC DU GPRA
LES PRÉPARATIFS DU CNRA
LE PROGRAMME DE TRIPOLI

CHAPITRE 21
L'ÉCHEC DU CNRA (MAI-JUIN 1962) 399
LES FORCES EN PRÉSENCE
LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX
FORMATION DE LA COALITION BENBELLISTE
L'ACCORD FLN-OAS
LES EXIGENCES DU COMITÉ INTERWILAYAS

CHAPITRE 22
LA GUERRE DE SUCCESSION (FIN JUIN-SEPTEMBRE 1962) 417
L'IMPOSSIBLE COMPROMIS (FIN JUIN-22 JUILLET)
VEILLÉE D'ARMES
LES DERNIÈRES TRACTATIONS (9-21 JUILLET 1962)
L'OCCUPATION DE CONSTANTINE
LA DÉSAGRÉGATION DES WILAYAS
LA CRISE DE L'INTÉGRATION (AOÛT-SEPTEMBRE 1962)
CONFUSION EN WILAYA 2
LA WILAYA 4 FACE AU BUREAU POLITIQUE
LA NOUVELLE RÉPARTITION DU POUVOIR

ÉPILOGUE 1
DE BEN BELLA À CHADLI 439

ÉPILOGUE 2
DE L'ILLUSION LYRIQUE À LA GLACIATION (1962-1992) 447
L'INTERMÈDE BEN BELLA
L'ÈRE DU BOUMEDIENNISME
RÉGULATION POLITIQUE ET PRÉDATION
L'APRÈS BOUMEDIENE
LES CHEMINS DE LA CRISE OUVERTE
LES CADRES POLITIQUES DE SUBSTITUTION (1980-1988)
LA FAUSSE SORTIE D'UN RÉGIME AUTORITAIRE
ÉVALUATION CRITIQUE

POSTFACE À LA NOUVELLE ÉDITION 493

ANNEXES 499

1. GÉNÉALOGIE DU NATIONALISME ALGÉRIEN DES ORIGINES À L'INSURRECTION
2. TABLEAU DES CHEFS DE WILAYA ET DES MEMBRES DE L'EMG (1956-1962)
3. TABLEAU ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES DE LA DIRECTION DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE (1954-1962)
4. DIRECTEURS DE CABINET, CONSEILLERS POLITIQUES DES MINISTRES GPRA ET IDÉOLOGUES
5. MEMBRES DES CONSEILS DE WILAYA EN MARS 1962
6. FONDATEURS DU FLN, MEMBRES DU CNRA ET DES CONSEILS DE WILAYA MOTTS AU COMBAT
7. LE PPA ET LE MTLD EN ORANIE
8. PROCLAMATION DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE
9. JE NE RÉPONDRAI PAS
10. COURRIER DES PRISONNIERS DE LA SANTÉ, EN RÉPONSE AU CCE, APRÈS LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM
11. LETTRE DE KHIDER À OUAMRANE (1956). MISE AU POINT CONTRE LES RUMEURS
12. PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CCE EN DATE DU 10 JUIN 1957
13. RAPPORT DE ABBANE RAMDANE AU CNRA (1957)
14. COURRIER DES PRISONNIERS DE LA SANTÉ (26 FÉVRIER 1958)
15. INSTRUCTIONS AUX CHEFS RESPONSABLES DE LA PRESSE, DE LA RADIO, DE LA PROPAGANDE EN ALGÉRIE ET À L'ÉTRANGER
16. RAPPORT SPÉCIAL SUR LA SITUATION EN WILAYA 6
17. RAPPORT SUR LA SITUATION PSYCHOLOGIQUE ET POLITIQUE EN ALGÉRIE (PÉRIODE DU 14 AU 25 OCTOBRE 1958
18. INTERVIEW DE FERHAT ABBAS PAR SIMONE LACOUTURE
19. PROCÈS-VERBAL SUR L'ABANDON PAR BEN KHEDDA DE LA RÉUNION DU CNRA DU 7 JUIN 1962
20. CADRES SUPÉRIEURS VICTIMES DES PURGES INTERNES
21. DÉCLARATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE ALGÉRIENNE

REPÈRES CHRONOLOGIQUES 591

GLOSSAIRE 601

INDEX 603

INDEX DES ORGANISATIONS ALGÉRIENNES 615

LES ORGANISATIONS FRANÇAISES ET INTERNATIONALES CITÉES 619

AVERTISSEMENT

Cet avertissement m'est inspiré par les controverses entre acteurs de la révolution comme par les considérations des médias sur l'objectivité de la connaissance historique. Sa fonction est d'énoncer quelques règles relatives à l'écriture de l'histoire et de permettre au lecteur algérien de garder de la distance à l'égard des débats qui souvent s'enlisent dans l'anecdote et le règlement de comptes.

L'histoire, on le sait, met en scène des milliers d'hommes dans des milliers d'actions. Il est illusoire, dans ces conditions, de croire qu'il est possible de cerner les faits et les idées de tous les acteurs qui ont contribué à la résistance anticoloniale. Par nécessité, les historiens choisissent donc les faits et le mode de leur assemblage. Contrairement à une opinion largement répandue, l'événement à lui seul ne dit rien. C'est l'historien qui lui donne intelligibilité et signification. Il n'existe pas de faits indépendamment d'une interprétation. Dans les sciences exactes (mathématiques, physique, chimie, etc.) comme dans les sciences humaines (histoire, sociologie, anthropologie, sciences politiques), l'objet est construit.

Si le choix des faits relève de l'historien, ne peut-on légitimement lui reprocher d'agir d'une manière arbitraire dans la sélection des faits? Oui, si l'on pense qu'il est possible de choisir les faits sans idées préconçues. Or, répétons-le, l'analyse du processus de la connaissance nous montre qu'il n'existe pas de faits bruts, de faits à l'état pur. L'historien commence toujours son travail par la formulation d'hypothèses qui lui sont dictées par l'état du savoir historique dans lequel sa recherche s'inscrit, quitte à les rectifier ou à les reformuler si les matériaux choisis ne les confirment pas. L'impartialité de l'historien, qui se doit de livrer ses sources, consiste, dès lors, à ne pas éliminer, à ne pas occulter les faits qui pourraient, éventuellement, contrecarrer sa démonstration, déranger ses assertions. Cela étant, on peut mieux comprendre pourquoi les historiens qui travaillent à partir de documents et de témoignages identiques produisent des relations

différentes. Ce qui les singularise les uns par rapport aux autres, ce sont les questions qu'ils posent à l'histoire. Ce qui les réunit, c'est leur honnêteté à l'égard du document qu'ils traitent et c'est cette honnêteté que l'on appelle l'objectivité[1].

Si l'objectivité consistait à supprimer les différences individuelles entre les chercheurs, à exclure radicalement toute subjectivité, elle ne serait qu'un leurre. Comment peut-on alors maîtriser le facteur subjectif, l'action du sujet sur la connaissance? Par une réflexion de l'auteur sur lui-même, sur les idées et les préjugés de son milieu humain, mais aussi «dans et par le processus social du progrès de la science, dans et par l'accumulation de vérités partielles...», souligne justement Adam Schaff[2]. Le passage de la connaissance individuelle à la connaissance entendue comme processus social permet d'atteindre progressivement la vérité. Selon Henri Pirenne[3], «Chaque auteur éclaire un élément, met en relief quelques traits, considère certains aspects. Plus ces apports, ces contributions sont nombreux, plus la réalité se libère de ses voiles. Tous ces récits sont incomplets, tous sont imparfaits, mais ils contribuent tous au progrès de la connaissance.» Les vérités établies par la recherche ne sont donc ni totales, ni définitives. Elles sont sujettes à des retouches. La réinterprétation intervient quand se manifestent les effets nouveaux des événements passés. Le dépassement est dans la nature de l'histoire qui est, de temps à autre, réécrite.

Le débat scientifique sur la révolution algérienne est encore dans les limbes. *Primo*: les matériaux ne sont pas tous accessibles aux chercheurs. *Secundo*: le débat médiatique se présente d'une manière sélective et idéologique. *Tertio*: l'instrumentalisation politique de cet événement par des acteurs en mal de justification, aux itinéraires parfois truqués, tend à écraser la pluralité des mémoires sociales, à privilégier le temps court sur le temps long et l'histoire politique sur l'histoire sociale. La professionnalisation de la recherche est d'autant plus hypothéquée que la pensée monopolistique n'a pas fini de dérouler ses effets. Il

1. Les conditions de recherche doivent être explicitées: j'ai commencé à collecter des témoignages dès que j'ai pu le faire quand j'étais en résidence surveillée, et poursuivi ensuite. Il faut rappeler encore les grandes difficultés d'accès aux archives publiques. Néanmoins, j'ai pu consulter un nombre important d'archives privées.

2. Adam Schaff, *Histoire et vérité*, Paris, Anthropos, 1971. Ce philosophe polonais a, entre autres ouvrages, publié *Le marxisme et l'individu*, Paris, Armand Colin, 1968.

3. Henri Pirenne, *Histoire belge*, 7 tomes, Bruxelles, Henri Lamertin, 1re édition 1900-1931.

faudra du temps, beaucoup de temps, pour qu'à côté de la politisation et de la manipulation puisse se développer une histoire scientifique.

Quelles que soient les limites de l'ouvrage – et elles sont réelles, notamment sur la vision de la résistance par les gens ordinaires et par les wilayas[4] – sa seule prétention était de remettre en cause la vision officielle de l'histoire. Commencé en 1978, il a été achevé en septembre 1979, publié en 1980 et réédité en 1985. Initialement, la période couverte par le récit devait prendre fin avec la formation du premier gouvernement de Ahmed Ben Bella. Après la mort de Houari Boumediene, l'éditeur m'a demandé un épilogue couvrant la période 1962-1979. J'ai donc ajouté à mon travail un texte succinct dans lequel, sans prétendre prévoir l'avenir, j'ai envisagé, comme scénario possible, la sud-américanisation de la scène politique et l'évolution vers la privatisation de l'économie. Nous y sommes.

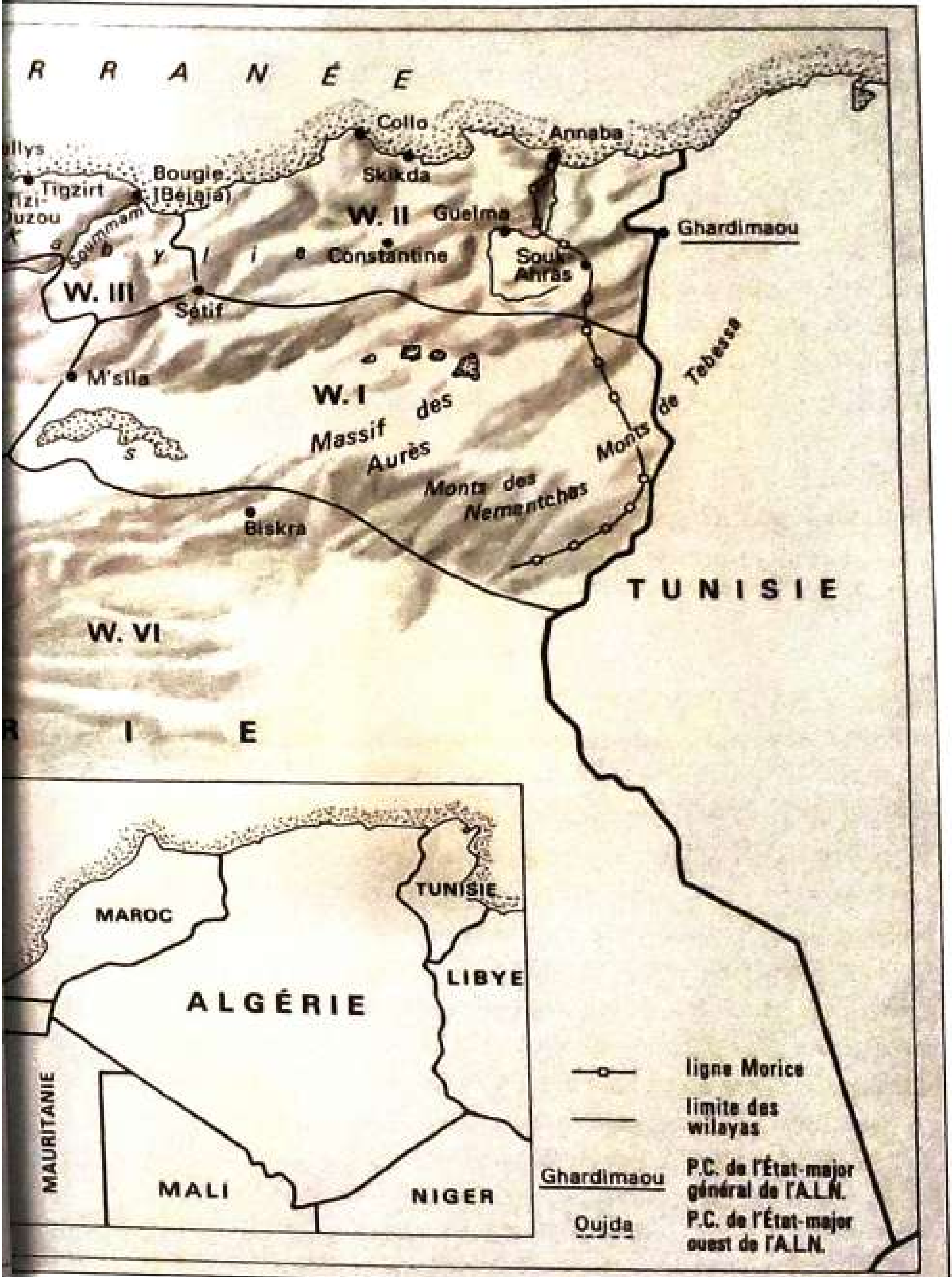
On pourrait me reprocher de ne pas avoir actualisé ce livre. Il m'est apparu qu'avec ses défauts, il méritait d'être donné tel quel, à la condition de l'inscrire dans le temps de son écriture. C'est dans d'autres textes que j'ai franchi de nouvelles étapes dans la connaissance de la révolution. L'Algérie et son destin n'est qu'un aspect de ce projet.

Ainsi, pour la présente édition, j'ai rajouté une introduction à partir essentiellement d'un texte, « Questions de méthode ». Celui-ci avait été écrit pour répondre à différentes questions posées à l'occasion de la sortie de la première édition du livre. J'ai rajouté également un dernier épilogue qui va de l'indépendance à la fin du FLN en tant que parti unique, ainsi qu'une postface introduisant aux nouveaux documents en annexe, ajoutés pour la présente édition.

Paris, mai 1993-octobre 2024

4. Il faut souligner, que dans ce domaine, la documentation existante, est, en général, de type apologétique et difficilement vérifiable.

ESPAGNE
M E R M É D I
Tenès
Cherchell
El-Asnam
Boghari
Mers El-Kébir
Oran
Relizane
Ouarsenis
Aïn-Témouchent
Chellala
Tlemcen
Saïda
Marnia
Oujda
W.V
A
A L G
Monts des Ksour
MAROC
Colomb-Béchar
0
100
200 km
Wilaya I : Aurès-Nementcha
Wilaya II : Nord-Constantinois
Wilaya III : Kabylie
Wilaya IV : Algérois
Wilaya V : Oranie
Wilaya VI : Sahara (Sud)



RRANÉE
Collo
Annaba
llys
Tigzirt
Bougie
[Béjaïa]
Tizi-
Ouzou
Skikda
W. II
Guelma
Ghardimaou
Soummam
Constantine
Souk
Ahras
W. III
Sétif
M'sila
W. I
Massif des Aurès
Monts de Tebessa
Monts des Nementchas
Biskra
TUNISIE
W. VI
RIE
MAROC
TUNISIE
LIBYE
ALGÉRIE
MAURITANIE
MALI
NIGER
ligne Morice
limite des wilayas
Ghardimaou
P.C. de l'État-major général de l'A.L.N.
Oujda
P.C. de l'État-major ouest de l'A.L.N.

QUESTIONS DE MÉTHODE[1]

Un certain nombre d'hypothèses ont nourri *Le FLN : mirage et réalité.* Ma problématique a été élaborée de manière à éviter toute confusion entre l'historicité propre de la société algérienne et celle du capitalisme mondial. J'ai également amorcé une critique de l'unanimisme, des visions militaristes de la crise algérienne et essayé de définir le FLN. Il va de soi que ma documentation comme mes analyses se sont améliorées depuis la première édition, avec le temps, à la fois du fait des observations qui m'ont été faites et de la maturation caractéristique de toute recherche. On ne s'étonnera donc pas de me voir réviser certains points.

QUELLE PROBLÉMATIQUE ADOPTER ?

La première question posée était le choix d'un schéma d'interprétation de l'évolution de l'Algérie contemporaine. J'ai écarté de prime abord toute analyse en termes de révolution démocratique bourgeoise. Ce paradigme explicatif ne me semblait pas à la hauteur de l'intention critique qu'il supposait et obstruait la voie de l'observation des faits.

Rappelons que pour les marxistes, la révolution bourgeoise est une révolution qui crée les conditions dans lesquelles la propriété bourgeoise peut prospérer. Sa spécificité réside dans cette caractéristique beaucoup plus que dans l'appartenance sociale de ses acteurs.

On peut discuter du rôle que Marx attribuait au politique dans son rapport à l'économie. Il suffit d'évoquer ses textes sur le Second Empire français pour être amené à nuancer. N'y montre-t-il pas, en effet, un type d'État (l'État « bonapartiste ») dont la logique ne se réduit pas à la fonction d'instrument de la classe dominante ?

---

1. Cet article a été publié dans la revue *NAQD*, n° 2, janvier 1992, avec en sous-titre « À propos de *Le FLN : mirage et réalité* ». J'y ai intégré un passage sur le clientélisme extrait d'un entretien, « Clientélisme et clanisme », que j'ai accordé à *NAQD*, publié dans le n° 19-20, 2004/1.

Mais on ne saurait contester que, pour la tradition marxiste[2], le politique a toujours été défini comme une superstructure qui n'aurait d'autre rôle que de perpétuer et de légitimer le mode de production qui l'aurait engendrée. Or cette approche, présentée donc comme marxiste, dont il n'est pas certain qu'elle soit pertinente pour les sociétés capitalistes occidentales, ne l'est certainement pas pour des sociétés différentes et hypothéquerait toute analyse sérieuse.

Dans le cas algérien, cet instrument d'analyse a, de fait, désorienté les idéologues et les hommes qui s'en sont servis pour expliquer la dynamique sociale et les tendances de développement, les incitant à créer artificiellement et arbitrairement une classe féodale et à faire de la petite bourgeoisie le relais et le substitut de la bourgeoisie. Cette transfiguration de la réalité au nom de l'histoire universelle se ramenait à une spéculation qui se dispensait, au nom d'un schéma téléologique, à retenir des données concrètes, objectives de la situation analysée. À l'intérieur d'un système monde, les structures sociales de chaque pays et ses expressions politiques sont le résultat d'une histoire particulière. Fondée sur la primauté de l'économie, sur la différenciation entre les sphères économique, politique, culturelle et sur l'émergence de l'individu social, l'idée d'une révolution démocratique bourgeoise a été conçue dans et pour les sociétés capitalistes avancées. C'est, du reste, un idéal-type où les classes sont soit épanouies, soit discernables, capables d'hégémonie, d'intervention sur la scène politique en fonction de leurs intérêts et avec leur style.

L'interprétation «occidentaliste» revenait à nier à la société algérienne toute historicité propre, à abuser du recours à l'analyse en termes de classe, à dévoyer et à stériliser la recherche. Certes, la différenciation sociale existait, la stratification était en cours, mais les classes du capitalisme étaient faibles, informes, perturbées dans leur cristallisation par les lignes de clivage régionales, la politisation de la culture et le conflit politique entre les générations. Jean Leca souligne, à juste titre que «le principe commandant la relation du leadership algérien à la structure sociale n'était pas une commune position dans la production mais plutôt, pour la plupart de ses membres, un commun éloignement des positions centrales de la société bourgeoise». Et d'ajouter que «ces

2. Exception faite pour Gramsci dont l'œuvre a été longtemps marginalisée et qui a donc pu influencer la tradition d'orthodoxie.

classes étaient soit étrangères, soit faibles ou défaites comme classes politiquement actives[3] ».

La mise en œuvre d'un schéma évolutionniste et linéaire, l'approche en termes de séquences historiques exclusives les unes des autres me semblait inapte à rendre compte de la complexité de la formation sociale algérienne. Historiquement, l'Algérie a évolué cinq siècles durant dans le cadre de l'empire ottoman. Cet empire connaissait un système patrimonial de domination. Des études postérieures à notre travail montrent que l'État, centre constitutif de l'organisation sociale et économique, s'appuie sur un réseau de patrons et de clients. Dans ce système, l'autonomie des sphères de l'activité sociale est inconnue. L'économie est littéralement « enchâssée », selon une expression de Polanyi, dans le politique[4].

Comment comprendre les formes prises par la combinaison entre le mode de production capitaliste et les processus sociaux propres à l'Algérie précoloniale, situer les lignes de résistance à l'intériorisation de l'esprit du capitalisme, sans examen préalable du milieu dans lequel a pénétré le capitalisme colonial? Comment décoder les codes et les symboles, cerner le caractère particulier des rapports entre le politique et l'économique?

Cette question, je me la suis posée mais je ne pouvais, faute de travaux exhaustifs sur l'Algérie ottomane, l'explorer avantageusement. Je suis parvenu, en revanche, à montrer que l'idéal unitaire de l'« Umma » était à l'origine de la faible différenciation du politique. En effet, le nationalisme est porteur d'un projet de communauté et non d'un projet de société. Le contact avec la colonisation a favorisé l'émergence d'une société civile. Mais cette émergence a été contrariée autant par la permanence des solidarités traditionnelles que par une culture politique fondée sur la prééminence de la communauté. Les îlots de modernité qui fondaient l'hégémonie des villes sur les campagnes ne sauraient occulter la fragilité des institutions nouvelles dont le dynamisme ne peut être abstrait du caractère de plus en plus urbain de la puissance sociale européenne. Le développement

3. Jean Leca, « État et société en Algérie », dans Kodmani Darwish, Basma (dir.), *Le Maghreb : les années de transition*, Paris, Masson, 1990, p. 35.

4. Ilkay Sunat, 1980, « Anthropologie politique et économique : l'Empire ottoman et sa transformation », *Annales ESC*, n° 3-4, 1980, p. 551-579. Voir également Jean Leca et Yves Schemeil, 1983, « Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe », *International Political Science Review*, 1983.

démographique et l'exode rural menaçaient constamment le rôle de moteur que les élites urbaines et villageoises rêvaient de tenir dans la formation d'une société nouvelle. Après novembre 1954, la politique du FLN qui condamnait l'existence de groupes sociaux autonomes, oriente le développement de la société dans une autre direction. Engagée dans la voie d'une révolution militaire et rurale, cette politique instrumentalise les classes nouvelles (intelligentsia, bourgeoisie et prolétariat) et les condamne à un rôle subordonné.

L'édification d'un appareil fort face à une société faible, maîtrisée non sans graves préjudices, mais avec succès, reproduit dans des conditions nouvelles (stratification sociale, formation incomplète d'un marché national, accroissement des ressources politiques du centre, etc.) un trait ancien : toutes les composantes de la société sont considérées comme de simples rouages de l'État, d'un État où les allégeances personnelles, les relations patrons-clients remplacent les engagements politiques et idéologiques, et où, l'économie est soumise à la loi du politique.

Pour toutes ces raisons, il me semblait fallacieux de retenir le schéma de la révolution démocratique bourgeoise comme modèle explicatif, surtout si l'on considère, comme j'ai essayé de le montrer plus tard, dans *La guerre commence en Algérie*[5], que la ville n'est pas, comme dans l'expérience occidentale, l'antithèse de la campagne, l'expression de formes nouvelles de la vie sociale, de formes dynamiques et intégratrices, mais le miroir des maux et des blocages de l'ensemble de la société.

Ma préférence allait vers un instrument d'analyse qui me permettait de lire les phénomènes sociopolitiques en termes d'ensembles cohérents. Les thèses de Socialisme ou Barbarie sur la montée d'une nouvelle classe, la bureaucratie, dont l'URSS fournirait le modèle[6] avait alors mes faveurs. Ce schéma d'inspiration marxiste s'insérait, certes, dans une conception économiste et téléologique analogue à celui de la révolution démocratique bourgeoise. L'illustration de ces thèses, sur le cas algérien, a été faite par Jean-François Lyotard[7]. Mais au moment où mon ouvrage a été mis en chantier, les animateurs de

5. Mohammed Harbi, *La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Complexe, [1984] 1998.

6. *Socialisme ou Barbarie*, n° 1, mars-avril 1949, p. 7-46.

7. Voir Jean-François Lyotard, « La guerre des Algériens », dans *Écrits 1956-1963*, préf. Mohamed Ramdani, Paris, Galilée, 1989.

Socialisme ou Barbarie y avaient renoncé. Je savais, grâce à ma pratique du terrain, qu'elles n'étaient pas totalement adéquates à l'objet, ne serait-ce que parce que leur caractère économiste leur faisait négliger les cadres culturels et les systèmes de relations que constituent le patriarcat, le clientélisme, les régionalismes et leur traduction dans le champ politique. J'ai néanmoins résolu d'en faire l'axe central de ma recherche, en les dépouillant de leur caractère économiste et en renonçant à toute explication qui ferait de l'économie le moteur premier, mais en tenant compte des contextes qui interviennent dans la production et la reproduction des différentes classes de la société et des changements dans la division du travail.

Contrairement à d'autres chercheurs, j'avais conscience que toute systématisation dans la compréhension des phénomènes sociaux était prématurée, d'une part parce que la connaissance scientifique était encore à l'état de balbutiement et, d'autre part, parce qu'une telle option ne peut encore s'inscrire dans la longue durée.

Je ne me suis pas contenté de rejeter toute explication du politique par l'économie. Je me suis également démarqué des thèses de la dépendance qui font du phénomène impérialiste la cause de tous les problèmes de la société et, sans reprendre à mon compte les théories de la segmentarité, j'ai insisté sur l'importance des solidarités parentales et communautaires dans les crises qui ont jalonné la formation d'une armée.

Quoi qu'il en soit, la mise en œuvre des thèses de la «révolution bureaucratique», amendée sur nombre de points, me semblait plus adaptée à l'étude des origines spécifiques des capitalismes du tiers-monde. Elles accordaient une place importante au déclassement social et à ses effets sur les formes de recomposition sociale et politique ainsi qu'à la socialisation par la culture politique. La petite bourgeoisie, conservatrice ici, progressiste là, n'y était pas le *deus ex machina* de l'histoire. On insistait plutôt sur les rythmes de sa métamorphose. Dois-je préciser que j'ai utilisé le concept de bureaucratie pour décrire une tendance et non une réalité achevée? Il n'était pas question d'assimiler l'expérience algérienne à celle de l'URSS. Leur histoire procède de logiques idéologiques différentes. Au reste, l'Algérie, comme l'Égypte et d'autres pays du tiers-monde, n'a produit qu'une variété atrophiée de système bureaucratique. Mes conclusions, en 1979, confirmées par l'évolution récente, postulaient l'inaptitude du FLN à devenir un

véritable parti et mettaient en relief les virtualités d'une évolution vers la privatisation de l'économie. C'est qu'en Algérie, l'État se présente comme un lieu d'affrontement d'intérêts sociaux différenciés. Et la distinction entre secteur privé et secteur public est arbitraire. Tous les deux émanent d'une même dynamique : la gestation d'une classe dominante. Sur un point important, l'enquête historique et sociologique infirme l'hypothèse d'une bureaucratie homogène animée par une unité de volonté. Ce résultat éclairait a posteriori les errements de ma pratique en matière d'alliances. J'avais cependant prévu le triomphe de l'état-major sur le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et le coup d'État du colonel Boumediene de juin 1965. En avril 1964, j'écrivais :

> Une nouvelle couche sociale, en formation accélérée, risque d'intervenir du côté de la poussée instinctive antisocialiste de la bourgeoisie bureaucratique qui se forme dans les appareils de l'administration, de l'État et de l'économie, grâce au sentiment de puissance que lui donne l'exercice du pouvoir. Cette force, par sa position dans la machine de l'État et de l'économie, peut s'avérer plus dangereuse pour l'évolution sociale et démocratique que n'importe quelle autre force dans le pays[8].

Une des questions à résoudre était de savoir si l'évolution vers un système bureaucratique était une nécessité. La formation d'une bureaucratie comme couche dominante a été favorisée par les traits de la société algérienne : faiblesse et caractère pluriel des classes dites fondamentales, divorce entre la paysannerie en crise et les notables, tradition autoritaire, etc. Dans les villes et les villages vivaient, dans des conditions précaires, des couches importantes de déclassés ayant une certaine culture et prédisposés par leur psychologie sociale à une lutte impitoyable pour le pouvoir et les avantages matériels. Ces couches vont émerger à travers les appareils politiques du nationalisme populaire, s'agréger des éléments d'autres classes et s'ériger en

8. *Charte d'Alger*, Alger 1964, p. 39. Notons que l'histoire des années 1962-1965, actuellement en cours sous la forme d'un témoignage, a été simplifiée et déformée. Au cours des débats à l'intérieur du FLN, nous avons proposé au président Ben Bella, avant de devenir un de ses conseillers, la substitution au FLN d'un parti de type travailliste. Il a donné son accord puis, sous la pression d'autres groupes, il s'est rétracté. Je suis revenu, mais en vain, à la charge en demandant la liberté d'organiser des tendances.

direction de la société. Le FLN-ALN intégrera à son appareil l'ensemble des élites nationalistes, mais aussi des adversaires du nationalisme, magistrats, policiers, officiers, fonctionnaires qui avaient participé, jusqu'en 1958 et parfois plus tard même, à des opérations répressives. Ce phénomène exprime davantage un mouvement de la société avec toutes ses contradictions qu'une organisation d'avant-garde.

Au lendemain de l'indépendance, l'appareil de la révolution, socialisé dans la clandestinité et dans la guerre, affaibli par des crises et des dissensions récurrentes, ne pouvait s'ériger, sans délai, en direction omnipotente. L'élan romantique de ses fondateurs, à peine sortis de la nuit coloniale, son faible degré de différenciation l'ont obligé à composer avec les tendances qui animaient les travailleurs et à s'opposer à toute privatisation du domaine européen devenu vacant. Mais l'autogestion à peine née s'est retrouvée sous la coupe des organisations du FLN-ALN. La vague de nationalisations que connut l'Algérie, dès 1962, sous Ben Bella et Boumediene, allait bientôt faire de l'État un «démiurge[9]». Premier employeur, unique banquier, l'État est le tuteur de toutes les organisations politiques et sociales. L'accélération de l'histoire, à un moment où la prégnance du tiers-mondisme livrait le pouvoir intellectuel aux économistes de tous bords, introduisait une confusion réelle dans la caractérisation du système algérien. Faute d'ouverture à la réalité du neuf, la spéculation envahit le territoire de la recherche. Les choix politiques dictaient les hypothèses. Antichambre du socialisme ou bonapartisme pour les uns, socialisme pour les autres, le régime algérien était jugé à l'aune des canons définis à Moscou et ailleurs[10].

Dans la marche vers la victoire des forces rurales et bureaucratiques, le dénouement de la crise de 1962 a marqué une étape importante dans la mesure où il a entraîné à la fois la défaite des forces virtuellement bourgeoises, mais aussi une fracture importante des forces socialistes. Cette issue s'est trouvée facilitée, grâce à l'action de l'OAS et à l'exode européen.

---

9. Sur cet aspect, voir Gauthier de Villers, *L'État démiurge, le cas algérien*, Paris, L'Harmattan, 1987.
10. Jean Leca et Jean-Claude Vatin, «Lle système politique algérien», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, CNRS, 1977, p. 158. Sur la multiplicité des interprétations du régime algérien, voir René Galissot, «Classes sociales, État et développement en Algérie depuis l'indépendance», dans *Connaissance du tiers-monde*, Paris, Christian Bourgois 1978. Gauthier de Villers, «L'État et les classes sociales en Algérie à l'époque du président Boumedienne», *Peuples méditerranéens*, n° 27-28 avril 1984, p. 207-232.

LE CLIENTÉLISME

Selon moi, l'économie politique reste l'approche la plus stimulante pour la compréhension du politique. Une fois qu'on a intégré les identités religieuse, linguistique et culturelle et déterminé leur place dans les mobilisations politiques, il faudra bien revenir au contexte économique, surtout si la scène politique fonctionne indépendamment du contrôle de la société comme nous l'avons expérimenté depuis 1954. Au cours même de la guerre, il était possible de percevoir les pulsations fondamentales de notre société.

A) PENDANT LA GUERRE

L'insurrection a commencé par la scission du PPA/MTLD et indépendamment des partis existants. Il fallut aux révolutionnaires construire de toutes pièces un nouvel appareil. Sa construction a été une entreprise essentiellement guerrière commencée à l'intérieur du pays où dominaient les liens de dépendance patrons/clients. En prenant la relève de l'encadrement traditionnel ou en s'appuyant sur lui, les cadres de l'ALN ont renoué, les uns consciemment les autres à leur insu, avec des pratiques que le nationalisme urbain combattait. Deux caractéristiques valables pour l'ensemble de l'ALN se sont affirmées : l'importance des relations personnelles et la primauté des processus informels. On voit alors naître des réseaux en toile d'araignée à partir des clans familiaux et régionaux. Alors que les partis avant 1954 insistaient sur le brassage des populations et sur la prééminence du national, les nouveaux cadres, tout en se réclamant du national, reproduisaient du fait de la régionalisation de l'ALN les clivages et les particularismes de la société. Les réseaux de clientèles se forment à partir du sommet et génèrent des factions politiques autour des chefs : Krim, Boussouf et Bentobbal principalement. Ce phénomène se voyait à l'œil nu en 1958-1959 aux frontières algéro-tunisiennes que j'ai eu l'occasion de visiter et d'étudier. L'ALN y apparaissait comme une juxtaposition de clientèles contrôlées par des patrons comme Amara Bouglez, Nouaoura, Aouachria, Salah Ben Ali, Laiffa Mahdjoub, etc. Leurs positions tenaient à leur capacité de démontrer qu'ils étaient le point de passage obligé pour le ministère des forces armées dans sa tentative de capter les forces militarisées. Comme l'entrée dans l'appareil constituait parfois un moyen d'échapper aux difficultés matérielles et même à l'engagement sur le terrain, les luttes

étaient féroces. On peut comprendre pourquoi. D'une part, les chefs de l'appareil ne tenaient pas à ce que celui-ci devienne une structure d'assistance et de parasitisme, même si sa stabilisation dépendait en partie de la corruption et du népotisme. Et d'autre part, la faiblesse des ressources ne permettait pas d'enfermer tout le monde dans le système clientéliste. L'alternative prébendière n'était pas toujours une fatalité, comme on a pu le voir mais d'une manière fugace avec la constitution de l'état-major général en 1960. Ce qu'il faut savoir, et j'insiste sur ce point, c'est que la stratégie des pouvoirs clientélistes consiste à empêcher toute possibilité de solidarité horizontale au prix de l'émiettement des forces sociales. On assiste même à la clientélisation de catégories entières et de leur représentation, comme ce fut le cas pour le monde ouvrier. On condescend à échanger une loyauté politique contre quelques avantages qu'on peut renier quand c'est nécessaire, c'est-à-dire quand l'allocation de ressources n'est plus possible, mais on s'oppose à toute autonomie des forces sociales.

B) LE CLIENTÉLISME POLITIQUE

Le clientélisme politique ne concerne en aucune façon les seuls pays en voie de développement. Selon les professeurs Jean Leca et Yves Schemeil, «même dans les systèmes "modernes", il existe des situations où le marché des biens valorisés est segmenté ou relâché, Les ressources sont – ou sont perçues comme – inextensibles [...], ce qui pousse les dominants à maintenir des réseaux particularistes de clients en qui ils ont entièrement confiance, parce que ces clients leur doivent tout. Ce qui pousse aussi les dominés à adopter une posture de déférence pour en tirer en retour un accès aux ressources rares. Le monde arabe ne constitue ni une exception, ni une anomalie». Nuançons cette remarque en rappelant que les sociétés modernes auxquelles se réfèrent Jean Leca et Yves Schemeil, ne connaissent pas la privatisation de l'État telle qu'elle existe dans le monde arabe.

Peut-on dire alors que le clientélisme politique est négatif? Dans les conditions sociales actuelles cela ne fait aucun doute, mais dans la constitution d'un centre dirigeant en 1956 il a pu jouer un rôle positif. Après le congrès de la Soummam, le pouvoir du CCE ne s'étendait pas sur tout le territoire national. Il était trop faible pour ne s'imposer que par la force. Le CCE a donc cherché à limiter les espaces par où des forces sociales pouvaient le contrer. C'est dans ces conditions par exemple que le colonel Ouamrane a reconnu l'autorité

de Amara Bouglez sur une partie du territoire qu'il contrôlait en wilaya 2 et qu'on a appelé la base de l'Est. En échange, Bouglez facilitait l'acheminement des armes vers les wilayas. L'analyse du clientélisme peut réserver des surprises. Il peut advenir que le patron devienne, dans certaines situations, l'obligé de son client. Le client n'est donc pas le simple pion, comme on aurait tendance à le croire. Pour ne l'avoir pas compris, Boussouf a cédé le pas à Boumediene et Krim à Mohammedi Saïd.

CRITIQUE DE L'UNANIMISME

L'histoire de la révolution algérienne a pâti d'une double hypothèque : le contrôle du pouvoir et l'autocensure de la société, l'inflation héroïque, la jactance verbale et l'incantation y prédominent. Loin de rendre justice au mérite et à l'engagement des combattants algériens, la censure qui répond au souci de légitimité des dirigeants, les banalise surtout quand le «héros» d'hier correspond au bureaucrate d'aujourd'hui. Il fallait donc dépoussiérer l'histoire et revoir les analyses concernant l'attitude des populations à l'égard de l'insurrection et de son programme. La plupart d'entre elles en Algérie se basent sur un modèle centré sur le principe de l'unanimité. Je montre, au contraire, que l'évolution des attitudes est un processus complexe, douloureux et d'un coût social élevé. Chaque composante de la nation s'engage dans la mêlée par un cheminement propre et dans des formes différentes.

Historiquement, la socialisation politique des classes urbaines s'est faite dans les partis politiques (UDMA, PCA, PPA-MTLD), dans les syndicats (CGT principalement), dans les associations culturelles (oulémas[11]) et autres (scouts, associations sportives). Elle gardait, malgré la capacité de mobilisation des nationalistes, un aspect élitaire. La socialisation des classes rurales s'est faite aussi dans les partis, mais à un degré infiniment moindre que dans les villes. Elle s'opérera essentiellement dans le cadre de l'armée et dans un contexte de guerre et de violence.

Comment déterminer le rôle du mouvement populaire et ses rythmes? Le premier critère à prendre en considération est la politique du FLN dans ses rapports avec la société. Or, pour ce mouvement, toute politique où la lutte armée ne serait qu'un moyen parmi d'autres

11. Oulémas : savants en sciences religieuses, docteurs de la loi musulmane.

était entachée de suspicion. La foi exagérée dans les forces militaires détermine le style de travail. Il ne s'agit plus, comme en Tunisie ou au Vietnam, d'insérer l'action violente dans une vision d'ensemble où les méthodes sont multiples, mais bien de ramener tous les recours sur le plan de l'affrontement armé.

Cette vision est parfois corrigée comme le montrent les grèves de juillet 1956 et de janvier 1957 mais, fondamentalement, l'intervention populaire, celle des hommes et des femmes, est envisagée comme une logistique dont les indicateurs sont les rapports entre les réseaux du FLN et les populations urbaines dans les villes. Signalons que l'engagement militant des femmes, mis en lumière dans un ouvrage de Djamila Amrane[12] qui témoignait de leur volonté d'inscrire leur libération dans le contexte de la libération de tous les individus, n'a pas empêché les hommes de les cantonner dans des secteurs où elles ne pouvaient ni prétendre à l'égalité, ni accéder au politique, ni acquérir du pouvoir. Ainsi donc, le front de la résistance est partout, mais ses rythmes restent déterminés par la recherche d'hégémonie du FLN. Dans cet ordre d'idées, les journées de décembre 1960, qui consacrent le triomphe politique du nationalisme et du FLN, constituent un épisode exceptionnel. L'événement se produit dans un contexte particulier. Depuis 1958, le poids du FLN a diminué dans les villes, la reconstitution de ses réseaux y est lente et difficile, ses liens avec la population plus lâches. La spontanéité populaire peut, dès lors, se donner libre cours, ramenant la question militaire à sa dimension de facteur second par rapport aux enjeux politiques.

Le second élément d'appréciation du rôle du mouvement populaire réside dans le rythme d'adhésion à la résistance armée, son intensité et sa durée.

Entre 1954 et 1956, les noyaux constitutifs de l'ALN en formation ne trouvent, face à eux, aucune force organisée. À quelques exceptions près, celle de la petite Kabylie et de l'Ouarsenis par exemple, les notables à l'instar de Sayah Abdelkader à El-Asnam et d'El Hachemi Benchenouf à Khenchela abandonnent toute prétention à la représentativité. Par ailleurs, l'état de sous-administration du pays bénéficie à la résistance. Malgré ces avantages, les témoignages des premiers combattants, notamment celui de Lakhdar Bentobbal, membre fondateur

12. Djamila Amrane, *Les femmes algériennes dans la guerre*, préf. de Pierre Vidal-Naquet, Paris, Plon 1991.

du FLN, nous laisse penser que l'adhésion à la résistance n'a rien de spontané[13]. Ce sont des maquisards en état d'extériorité par rapport aux populations qui en sont le moteur. Les populations ne se précipitent pas, comme on le repète souvent, pour leur apporter leur soutien. Le cas des Aurès où, après une levée en masse, la segmentation reprend le dessus, est exceptionnel.

L'étude des réactions populaires doit donc distinguer la période fondatrice (1954-1956), la période d'élan romantique (1956-1958) où le messianisme révolutionnaire atteint le zénith et la phase incertaine (1958-1960) où se manifestent à la fois la fragmentation du mouvement populaire, l'insubordination des appareils militaires aux frontières (tentative de putsch du colonel Lamouri contre le GPRA en 1958 et révolte d'Ali Hambli en 1959, à l'Est, révolte du capitaine Zoubir à l'Ouest), la contestation intérieure (réunion des wilayas à l'initiative du colonel Amirouche) et la démoralisation consécutive à la coupure entre les fronts intérieur et extérieur (contacts du colonel Si Salah avec l'Élysée).

Cette fragmentation a des sources subjectives et objectives. Le GPRA s'avère politiquement incapable de mettre au point une stratégie adaptée aux données concrètes d'une situation caractérisée par l'efficacité des barrages électrifiés, l'arrêt de l'approvisionnement des résistants en armes, l'absence d'une vision claire de la lutte politique, etc.

«Le plus important dans la guérilla, note Gérard Chaliand, c'est son infrastructure politique au sein de la population relayée par les cadres moyens. D'elle vient la possibilité de se développer[14]» et j'ajouterais, de durer... Or, le FLN-ALN a mis l'accent sur le facteur militaire. Cette erreur première a été multipliée, dans ses effets sur le terrain, par la forte tendance des détachements armés, mal dirigés, mal formés et qui ne savaient pas comment résoudre les problèmes d'intendance autrement que par pression administrative. Récemment, un officier de l'ALN, en Kabylie, Mohammed Benyahia, mit en scène dans ses mémoires des cadres corrompus, arrogants, et peu soucieux de la détresse paysanne[15].

13. Daho Djerbal, *Lakhdar Bentobbal : Mémoires d'un combattant, 1942-1952,* Paris, Messidor, 1983.
14. Gérard Chaliand, *Stratégie de la guérilla, anthologie historique de la longue marche à nos jours,* Paris, Gallimard, 1984, p. 37.
15. Mohamed Benyahia, *La conjuration au pouvoir : récit d'un maquisard de l'ALN,* Paris, Arcantère, 1988.

L'idéalisme des premiers combattants avait cédé, ici et là, la place à la recherche des avantages matériels et à la dérobade devant les nécessités du combat. La rotation rapide des cadres, consécutive à l'efficacité de la répression, y était pour beaucoup. Cette situation a favorisé la formation de *harkas*[16], de *moghaznis*[17] et de milices d'autodéfense. À l'instar des notables et des confréries religieuses sur lesquels la France s'était appuyée avant novembre 1954, ces groupes participent de l'archaïsme de la société, ne sont pas porteurs d'une alternative algérienne et ne forment pas une troisième force, mais constituent une composante de la «guerre contre-révolutionnaire» menée par les officiers français. Leur existence, tout en entretenant l'idée d'une division des Algériens, a pour but de couper les résistants de tout contact avec les populations. Même si leur action s'inscrit dans le cadre de la stratégie française de reconquête du terrain, leur nombre, plus de 200 000, pose problème et renvoie au refus des élites pétries de l'idéal européen de l'État-nation de prendre en compte les formations sociales originales existant dans le monde rural. Cette vision réductrice de la société, qui postule l'existence d'une nation éternelle, transcendante, et se refuse à envisager la guerre d'indépendance comme le processus de création d'une nation, contraint les populations rurales à correspondre à des caractéristiques non vécues et recèle donc en elle, une forte dose d'autoritarisme. Dans ces conditions, il est erroné d'expliquer la massivité de la collaboration avec les autorités françaises par les seules erreurs de l'ALN.

Il faut savoir distinguer les mercenaires et les maquisards «retournés» des communautés qui se sont organisées en autodéfense. Soulignons que dans nombre de cas, des documents que j'ai pu consulter après la parution de mon ouvrage l'attestent, l'action de ces communautés ne fut pas à l'origine dirigée contre le FLN-ALN en tant que tel, mais débuta par des griefs contre l'injustice d'un responsable ou des manquements au code de l'honneur. Lorsque l'ALN, au lieu de répondre positivement à leurs protestations, eut recours à la violence,

16. NdÉ. *Harka :* dans les pays arabes et berbères du Maghreb, troupe de milice levée par une autorité politique ou religieuse. Les harkis sont les soldats d'Afrique du Nord qui servaient dans une *harka* sous l'autorité de l'armée française.

17. NdÉ. Les *moghaznis* étaient des supplétifs des sections administratives spécialisées (SAS) et des sections administratives urbaines (SAU) de l'armée française durant la guerre d'Algérie. Au nombre de 20 000 environ, les *moghaznis* étaient chargés de la protection des SAS et de la population.

elles n'hésitèrent pas à demander collectivement aux militaires français des armes pour se défendre. Fondamentalement, le FLN-ALN n'avait pas produit les outils intellectuels pour comprendre les réalités rurales. Malgré les aspects nouveaux, nationalistes, introduits dans les campagnes, les vieilles communautés continuaient à suivre le développement qui leur était propre depuis des générations.

Le jacobinisme des appareils militaires réactiva partout, comme au temps de l'émir Abd el-Kader, mais avec moins de force et de continuité, les conflits traditionnels et les rivalités locales. Ces types de conflictualité se transposent dans l'ALN et alimentent la compétition pour le pouvoir. Le colonel Ali Mellah, dans le Sud et Bachir Chihani, dans les Aurès et d'autres le paieront de leur vie. La réalisation du consensus national est également menacée par les divisions internes du nationalisme. Il est légitime de rejeter la méthode qui revient à étudier la guerre civile entre le FLN et le MNA en fonction des positions des tendances du PPA-MTLD face à la question de l'insurrection. D'autres voies s'ouvrent à la réflexion. La première est l'appropriation par les fondateurs du FLN de l'idée de lutte armée en vue de la construction d'une légitimité. La seconde doit faire appel à l'anthropologie pour expliquer les différentes formes de gestion de la violence existant dans la société algérienne (vendetta, émasculation, nez coupés, etc.) Entre le FLN et le MNA, l'enjeu était le pouvoir. L'oubli du passé dans les deux camps, surtout dans le FLN, pour élargir le recrutement à des auxiliaires de la colonisation, pendant que les forces nationalistes se détruisaient mutuellement, est en lui-même significatif.

Les résultats de notre travail s'inscrivent en faux contre toute théorie linéaire de l'unité nationale, révèlent plusieurs types de conflictualité et démentent toute hiérarchisation entre les logiques externes et les logiques internes. Le schème d'un antagonisme principal avec la France et d'antagonismes secondaires entre Algériens provient d'une élite évolutionniste dans sa démarche intellectuelle et y reste confinée. Une quantité énorme d'énergies et de vies a été gaspillée dans les luttes internes: luttes pour la prééminence, luttes pour l'appropriation de l'espace, luttes pour se forger des relais politiques, marchander des relais politiques, marchander les armes et l'argent avec le centre dirigeant. Et l'on ne peut décemment évoquer le coût humain de la guerre sans s'y référer.

Les élites algériennes sont-elles réellement dupes de la fiction de l'unité ? On est en droit d'en douter. Majoritairement, elles n'ont pas confiance dans leur société et ne la pensent pas apte à s'unir d'elle-même et à porter la liberté. La conception unitaire chez les populistes, «massive» chez les marxistes staliniens, étatique chez les libéraux, participe d'un même phénomène : la croyance en l'incapacité de la société à surmonter ses carences et donc la nécessité de la tutelle du parti ou de l'État sur un peuple mineur.

NATURE DE LA CRISE ALGÉRIENNE

La nature exacte de la crise a une importance capitale pour l'appréciation de son issue, à savoir l'indépendance de l'Algérie. Les officiers de l'armée coloniale considèrent que le général de Gaulle, en négociant avec le FLN, leur a volé leur victoire militaire. De leur côté, les dirigeants de l'Armée de libération surestiment le facteur militaire en en faisant le moteur du succès. La réflexion s'égare à suivre les acteurs sur ce terrain. L'étude de la guerre, de sa conduite n'était pas l'objet de notre travail. Je lui ai cependant consacré quelques développements pour mieux affirmer le caractère politique de la crise algérienne. L'application sans correctifs des thèses de Mao-Tsé-Toung sur la guerre révolutionnaire, la comparaison avec la guerre du Vietnam ne permettent pas de saisir la réalité de la guerre d'Algérie dans sa complexité.

J'ai eu recours au schéma de la guerre de longue durée qui détermine les conditions auxquelles un combat inégal, militairement parlant, peut être gagné. L'examen des données stratégiques m'a convaincu que la guerre n'était pas pensée du côté algérien et qu'il fallait l'examiner comme un enchaînement d'initiatives et de ripostes, indépendamment donc d'une théorie globale. L'affirmation contradictoire, par exemple, des dirigeants du FLN selon laquelle d'une part le terrorisme urbain à Alger est une réplique au terrorisme européen et d'autre part qu'il avait pour fonction d'aider les campagnes accablées par la répression, participe de la justification et révèle l'incohérence de la pensée. L'objectif stratégique commandait de diviser les Européens et non de favoriser leur rassemblement. Entre les classes urbaines agissant dans un milieu à dominante européenne où elles ne disposent d'aucun moyen de vivre autrement que par leurs employeurs et les classes des campagnes, misérables mais disposant de ressources propres, le style d'action ne

peut être uniforme. La lucidité politique qu'on attribue volontiers à Abbane Ramdane et à Larbi Ben M'hidi ne les a pas empêchés, en tout cas, de commettre de graves erreurs d'appréciation sur le rôle des villes dans la guerre. Les conséquences dramatiques de ces erreurs ont conduit le FLN à deux doigts du désastre. La démoralisation va alimenter toutes les opérations d'action psychologique : retournement de militants, manipulations, actions d'intoxication qui aboutiront à des purges sanglantes en Kabylie.

La comparaison avec le Vietnam est inopérante. La création de zones franches que Krim proposait en 1957-1958 et que Bentobbal combattit avec ténacité n'est possible que si la résistance dispose de sanctuaires inviolables. Or, l'étanchéité de la ligne Morice et l'attitude des gouvernements tunisien et marocain sur l'utilisation de leurs territoires respectifs comme champ de guerre ne le permettaient pas. Dans ces conditions, les résistants algériens ne pouvaient vaincre l'armée française militairement. Ils pouvaient – et c'est ce qu'ils ont fait – exercer une pression constante sur elle, l'empêcher de restaurer l'ordre, et l'action internationale aidant, obtenir une solution politique favorable au nationalisme.

Les théories de la guerre contre-révolutionnaire[18] étaient viciées à la base. Elles supposaient que les populations étaient une masse inerte dont l'ALN et l'armée française se disputaient le contrôle. Autrement dit, elles faisaient table rase du sentiment national algérien. On connaît les développements de ce travestissement des idées de Mao-Tsé-Toung, assaisonnées d'un zeste d'idéologie, prônant la supériorité des valeurs morales de l'Occident, par l'institutionnalisation de la torture[19], l'ouverture de camps de regroupement[20], la création de zones interdites et, pour finir, la gestion directe de la société au détriment du pouvoir civil. Robert Stéphane dresse un réquisitoire sévère des pratiques de la contre-révolution. « L'atteinte, écrit-il, portée au peuple algérien par la pacification n'est pas douteuse. Sous couleur d'épurer, d'organiser et de récupérer, la pacification a procédé à une

18. Voir Lucien Poirier, « Un instrument de guerre révolutionnaire, le FLN », *Revue militaire d'information*, n° 289, décembre 1957 et n° 290, janvier 1958. A. Souyris (capitaine), « Les conditions de la parade et de la riposte à la guerre révolutionnaire », *Revue militaire d'information*, n° 281, fevrier-mars 1957. Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, La Table ronde. 1961.

19. Pierre Vidal-Naquet, *La torture dans la République*, Paris, Minuit, 1972. Voir également du même auteur, *Face à la raison d'État*, Paris, La Découverte, 1989.

20. Michel Cornaton, *Les regroupements de la décolonisation en Algérie*, Paris, Éditions ouvrières, 1967.

destruction partielle des centres nerveux de la population... Elle a effectué des regroupements de populations qui sont autant d'atteintes caractérisées à la structure sociale existante... La théorie supposait le ralliement des autochtones à une organisation politique plus efficace et plus juste que l'organisation révolutionnaire. [...] La pratique aboutit à la prostration des masses par énervation, ségrégation et terreur, ce qui a notamment eu pour effet de multiplier la puissance des incitants de base à considérer le passage au FLN comme la seule issue à ses maux présents[21]. »

QU'EST-CE QUE LE FLN ?

Le FLN n'est pas un rassemblement d'organisations politiques autonomes. Le refus de tout pluralisme et de toute concurrence n'en fait pas un parti de type totalitaire. Sa vie intérieure ne peut être décodée en termes de tendances et de courants. Deux facteurs singularisent le FLN : le factionalisme et une militarisation du mouvement politique fondée sur une construction à deux niveaux. D'un côté, on a les fondateurs, chefs politico-militaires qui monopolisent le pouvoir de nomination et de sélection des élites et dirigent la guerre, de l'autre, on a des civils, des cadres politiques, socialisés en majorité dans le cadre des partis d'avant novembre 1954. Ces cadres qui assument les tâches de gestion, de représentation et de propagande sont organisés en réseaux politiques informels souvent liés par des affinités anciennes.

LE FACTIONALISME

Le factionalisme a ses racines dans l'histoire algérienne mais deux phénomènes vont lui donner un lustre et une force insoupçonnés. Il y a d'abord la ruralisation des appareils. N'oublions pas que le FLN ne s'est sérieusement inséré dans les villes qu'en 1956. Il y a ensuite la dispersion de la mobilisation. Ce sont des réseaux décentralisés qui sont à l'origine de la formation des wilayas.

À l'encontre des thèses qui fondent la légitimation du FLN, le factionalisme n'est ni une survivance du passé, ni, comme l'a cru Ben Bella, un effet du ralliement des anciens partis dont le comportement troublerait l'harmonie du groupe fondateur. L'échec du mouvement urbain témoigne de la fragilité des partis fondés sur des options

21. Stéphane Bernard, *Le conflit franco-marocain (1953-1956)*, t. 2, Bruxelles, Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1963, p. 116.

politiques et idéologiques, face au système des relations de type clientéliste, qui gouverne le jeu des factions. Les efforts d'Abbane Ramdane pour parvenir à la centralisation en 1956 butent sur l'existence des machines politiques particularistes. Son assassinat, fin 1957, sonne le glas des tentatives d'intégration des différents segments de l'élite algérienne. Sa démarche recouvrait, non sans mépris affiché à l'égard des «militaires», la volonté de rompre avec les modes de pensée et d'action d'une société régie par des loyautés particulières et organisée en réseaux basés sur les relations personnelles. Ainsi, se mettent en place, les éléments d'un système caractérisé par une forte résistance à l'exercice du pouvoir bureaucratique et à la formation d'un État moderne. Les luttes d'influence, entre les chefs de factions cherchant à asseoir leur pouvoir sur l'appareil et sur la société par la distribution de prébendes, la corruption et la violence sous toutes ses formes, limitent les capacités d'intégration politique et sont à l'origine de la faiblesse de décision, de la surenchère et de la fuite en avant. Dans un tel contexte, le refus d'allégeance à l'autorité centrale exprime moins, comme on le croit souvent, la vivacité des particularismes régionaux que «la crainte (des populations) d'être reléguées dans une citoyenneté de seconde zone[22]».

LA MILITARISATION

Le FLN est-il indépendant de l'armée? Peut-on le comparer au Vietminh? Mon ouvrage montre la superficialité de toute comparaison avec le cas vietnamien. Le FLN n'est ni un front d'organisations autonomes rassemblées sur un programme comme le laisse penser son étiquette, ni un parti politique. C'est une formule originale de regroupement de forces sociales et politiques, née dans les conditions d'un développement en impasse. On ne peut l'analyser par référence à d'autres expériences, mais, en partant de l'impossibilité, dans une société déchirée à de multiples niveaux par les contradictions sociales et culturelles, de former un front stable aussi bien politique que de libération. Les conditions qui ont déterminé la formation d'un front de ce type sont également à l'origine de la tentation de résoudre toutes

22. Clifford Geertz, «The Integration Revolution, Primordial sentiment and Civil Politics», dans *Old Societies and New States : The Quest for Modernity in Asia and Africa*, Londres, Collier-Macmillan, 1963, p. 105-157. Voir également les travaux de Ernest Gellner, «Système tribal et changement social en Afrique du Nord», *Annales marocaines*, 1969, p. 3-19 et, pour l'Algérie, Jeanne Favret, «Le traditionalisme par excès de modernité», *Archives européennes de sociologie*, 1967/8.

les questions par des stratégies d'assaut. En faisant de l'affrontement armé la seule forme de lutte, et en dépréciant toutes les autres, les fondateurs du FLN ont fait de l'ALN le noyau autour duquel s'est formée la couche dirigeante. Le niveau de cette armée squelettique au départ, sera tributaire de l'afflux massif de nouvelles recrues, aspirant à la promotion sociale, peu éduquées et sans formation politique. En ce sens la militarisation est concomitante d'une certaine «démocratisation». La guerre va permettre l'émergence de milliers d'hommes jusque-là relégués au bas de la société et sans voix et entraîner une modification des relations entre les classes privilégiées et les classes pauvres. L'armée se présente comme le principal canal d'ascension sociale d'élites nouvelles issues du monde rural. Mais ces élites devant lesquelles s'ouvrent, en un laps de temps très court, des carrières jadis inimaginables, n'avaient rien à voir avec le monde du travail et savaient, par expérience, que leur accès à l'État dépendait d'appareils forgés sur la base de l'expropriation politique du peuple. De leur ancienne condition, ne perdurera que la volonté de revanche sociale. Après les Ottomans et les Français, les Algériens se donnaient de nouveaux maîtres, cette fois, issus d'eux.

INTRODUCTION

DE L'INSURRECTION À LA BUREAUCRATIE

Ce livre se veut une analyse des controverses et des conflits qui ont déchiré le nationalisme populaire en Algérie, entre 1946 et 1962. Il constitue la première partie d'un projet plus vaste qui porte sur la société algérienne.

J'ai essayé de montrer que, pendant toute cette période, les crises, les changements fréquents du personnel politique n'ont été que des moments dans la formation d'une nouvelle force sociale, la bureaucratie. En 1954 avec le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) comme en 1962 avec le FLN (Front de libération nationale), le mouvement nationaliste éclate, mais pour se reformer autour de son noyau le plus centralisateur et le plus autoritaire : l'OS (l'Organisation spéciale) en 1954, l'ALN (l'Armée de libération nationale) des frontières en 1962. Pour Messali Hadj, l'absolutisme bureaucratique en Algérie est né le 1er novembre 1954 avec le FLN et pour Mohammed Boudiaf, en 1962, avec l'arrivée au pouvoir de Ben Bella. Mais ces thèses introduisent une coupure arbitraire dans l'ordre historique, en ne liant pas les différentes phases du développement du mouvement nationaliste entre elles.

L'évolution de l'Algérie présente un cas limite dans l'histoire de la décolonisation. En Tunisie et au Maroc, c'est une bourgeoisie qui a assuré un passage relativement pacifique à l'indépendance. Au Vietnam, c'est une bureaucratie se réclamant de la classe ouvrière qui a mené le peuple à la victoire. En Algérie, pays où la domination coloniale n'a pas créé une bourgeoisie et un prolétariat capables de diriger la lutte pour l'indépendance, l'adhésion des élites au marxisme n'a pu se réaliser du fait du socialisme colonial du prolétariat européen et de la politique du mouvement communiste. Le lien entre la question nationale et la question sociale n'a pas trouvé ses interprètes au plan politique.

C'est dans ces conditions particulières qu'émergent au sein du mouvement national les éléments constitutifs d'une bureaucratie qui se développe et s'affirme dans la clandestinité d'abord, dans la lutte armée ensuite. La répression coloniale et les pesanteurs d'un passé qui ignorait l'individu et la liberté conjuguent leurs effets pour imposer au nationalisme populaire des structures d'encadrement autoritaires et une forme particulière de rapport avec le peuple. Les références constantes à la nécessité de sauvegarder une organisation dissimulent la volonté de commander et la méfiance à l'égard des masses.

En marge de l'économie et de l'État colonial, sans expérience des affaires publiques, les élites populaires vont peu à peu[1], à partir de 1945, se substituer aux bourgeois dans les villes et aux notables dans les campagnes. Leur mission historique est la destruction du colonialisme et la reconstruction du pays sur de nouvelles bases. Produit d'une décomposition sociale, la bureaucratie algérienne a pour origine le blocage du système économique avec son corollaire, le déclassement. Elle sera un appareil de parti avant de devenir l'embryon de l'État. En 1962, sa prise de conscience n'est pas encore achevée. Elle ne le sera qu'après le coup d'État du 19 juin 1965. Sa fonction sociale, ses pratiques et son rapport aux autres classes n'ont rien à voir avec ceux de la petite bourgeoisie à laquelle le marxisme vulgaire l'assimile. Sa politique à l'égard de la petite bourgeoisie (commerce de détail et petits producteurs), après l'indépendance, est d'ailleurs édifiante. Le chapitre que je consacre à la bureaucratie résume mes conclusions à cet égard. Je l'ai introduit, avant de traiter la crise de l'été 1962, pour mieux permettre au lecteur d'en suivre le déroulement.

Les événements que je relate, j'en ai été l'un des acteurs. Quelles qu'aient été mes erreurs, j'ai toujours placé mes responsabilités envers mon pays et l'idéal socialiste auquel je crois au-dessus des fonctions que j'ai été appelé à exercer.

La scission du MTLD en juillet 1954 a été l'épreuve la plus douloureuse de ma vie de militant. Avec la section universitaire de Paris, dont j'étais l'un des responsables, je me suis rangé aux côtés du Comité central avant d'appuyer le CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action). Convaincu par M'hammed Yazid et Mourad Didouche que les divergences au sein du parti ne portaient pas sur

1. À Alger, en fait, cela débute dès 1937.

la lutte armée, mais sur les méthodes de direction, je me suis opposé à Messali. La violence physique d'Abdallah Filali à l'égard des étudiants d'abord, l'utilisation de la démagogie religieuse dans une lutte politique ensuite, l'assassinat d'un vieux militant, Saïfi, au printemps 1955, enfin, m'ont confirmé dans mon choix.

Le PPA-MTLD était mon parti. Je m'y suis engagé totalement. Il me semblait que les divergences que j'avais avec les responsables sur la question de la démocratie intérieure, sur les méthodes staliniennes à l'égard des autres partis, sur le rôle de la classe ouvrière et sur la place de la religion ne remettaient pas en question le caractère progressiste du mouvement. J'ai compris, a posteriori, qu'elles étaient les premiers signes d'un rejet des ambiguïtés du nationalisme populaire. En 1955, au cours d'une controverse sur le caractère de l'union nationale des étudiants, je me suis allié aux communistes pour combattre les thèses de Belaïd Abdesslam, Ahmed Taleb et Layachi Yaker, qui définissaient la nationalité algérienne par l'appartenance religieuse.

Ma démarche au sein du FLN a été tout autre que dans le MTLD. Ce mouvement n'a représenté pour moi qu'un cadre nécessaire conçu comme provisoire, pour faire aboutir des aspirations et des idées socialistes qui n'ont jamais été celles de sa direction; d'où l'accusation fallacieuse, souvent portée contre moi, de noyauter le FLN au profit des communistes selon les uns, des trotskistes selon d'autres. Dans un milieu sans grande consistance politique, il n'est pas de moyen plus efficace pour neutraliser l'action des militants attachés à leur indépendance d'esprit que de les enfermer dans des schémas préétablis.

Je m'étais pourtant refusé à organiser une fraction au sein du FLN. Tout d'abord parce que les conditions politiques ne s'y prêtaient pas. Le passé du mouvement national était réduit à une période de «jeux stériles» et l'écrasante majorité des nouveaux militants, ruraux pour la plupart, avait la mystique de l'unité et de la lutte armée sans référence aucune à une stratégie cohérente. Il ne fallait surtout pas reconstituer des noyaux à partir des anciennes appartenances si on voulait prendre racine. Ensuite parce que les mœurs policières du FLN n'étaient pas non plus propices à des regroupements autres que ceux qui se faisaient autour des propriétaires de l'appareil. Les «dissidents» étaient situés, fichés et surveillés. Beaucoup de militants de gauche, qui ne prenaient pas en considération ces données, finissaient sous les pressions et le chantage comme indicateurs.

Avec nombre de camarades en France d'abord, dans l'Armée de libération nationale (ALN) ensuite, il m'est apparu qu'il valait mieux mettre à profit les limites inévitables de l'activisme et leurs conséquences pour susciter, à visage découvert, prises de position et débats sur les moyens et les buts de la révolution. Mes idées se sont fixées en fonction de l'expérience chinoise et des possibilités d'information que me donnait ma situation au sein de l'appareil. J'ai soutenu, dès janvier 1956, une ligne politique fondée sur la perspective d'une guerre de longue durée et sur le renforcement du potentiel militaire, d'abord contre ceux qui attendaient du front républicain en France un règlement rapide de la question algérienne, ensuite contre tous ceux qui concevaient la lutte armée comme une série d'actions autonomes les unes des autres.

J'ai préconisé l'alliance stratégique avec le nassérisme et les pays de l'Est. Conscient des visées hégémoniques égyptiennes, il ne m'échappait pas que les défenseurs d'une stratégie exclusivement maghrébine voulaient consciemment ou non donner une solution bourgeoise à la question nationale.

Les thèses que j'ai défendues au cours des discussions sur le programme de Tripoli (1962) et sur la charte d'Alger (1964) ne sont pas des leçons tirées après coup des événements, mais des positions affirmées dans le feu de l'action. Mes appréciations sur le mouvement berbériste, la réévaluation du messalisme et la remise en cause de l'image que le FLN donne de lui-même, susciteront malheureusement des réactions émotionnelles. Pour tous ceux qui estiment que toute vérité est bonne à dire, voici quelques éclaircissements utiles sur ces trois points :

J'ai examiné la crise «berbériste» de 1949 et ses prolongements au cours de la guerre de libération sans souci des tabous. De toute évidence, l'arabo-islamisme présente une vue unitaire d'une réalité extrêmement diverse. L'existence d'une culture berbère est une donnée objective, indiscutable, qu'aucun militant sérieux ne peut nier. Elle est le patrimoine commun de tous les Algériens et je ne vois aucune raison d'en dissimuler la réalité sous le prétexte fallacieux de sauvegarder l'unité nationale, encore moins de cautionner les entraves apportées à son libre épanouissement.

Je crois aussi nécessaire de relever la confusion entretenue à dessein entre la crise de 1949, l'attitude de Krim qui réclamait en 1959 un

équilibre entre Kabyles et Arabes au sein de la direction du FLN et le soulèvement du Front des forces socialistes d'Aït Ahmed en octobre 1963. Ces questions ne sont pas de même nature. Krim, à l'instar d'autres dirigeants du FLN, tentait de se maintenir au premier rang en utilisant une argumentation fondée sur la défense des intérêts de sa région. Son régionalisme était un moyen de négociation. Le soulèvement d'Aït Ahmed dépassait le cadre régional. C'était celui d'une opposition qui ne disposait d'aucun moyen institutionnel d'agir sur l'exécutif. C'est donc à tort qu'il a été considéré comme une manifestation du particularisme kabyle.

Depuis 1956, le messalisme occupe dans l'univers algérien la place que le trotskisme avait dans l'univers stalinien : l'erreur absolue et la trahison absolue. Entre 1954 et 1957, le poids des nécessités politiques immédiates a conduit les fondateurs du FLN à établir une fausse chronologie de la rupture au sein du PPA-MTLD entre centralistes, messalistes et activistes. Ils ont fait remonter cette rupture à la fin 1950 (date de la dispersion de l'organisation paramilitaire) afin d'instituer, après coup, un fossé plus profond entre les tendances. Le but était de faire des membres de l'Organisation spéciale (OS) les seuls précurseurs de la révolution et de présenter tous les autres militants comme des attentistes ou des réformistes. On peut noter en passant qu'on tend à mesurer ainsi le militantisme politique à la seule aune de l'activisme paramilitaire, le reste n'étant que discussions oiseuses et temporisation.

Cette analyse fait le silence sur les tentatives de Messali de redresser le PPA-MTLD. Elle escamote le fait que les activités de l'OS tendaient à résoudre sur le plan pratique et tactique, non sur le plan idéologique et stratégique, des problèmes qui se posaient de manière urgente. Cette mythologie fait des protagonistes du mouvement nationaliste, non plus des militants d'un même parti déchirés par leurs dissensions politiques, mais des adversaires bien campés, les uns du bon côté, les autres du mauvais.

Parce que le messalisme est vu comme trahison, tout jugement non manichéen porté encore aujourd'hui sur lui peut être interprété comme une adhésion rétroactive à ses vues. En réalité, ce que j'ai voulu faire c'est réinscrire Messali Hadj et les authentiques patriotes qui le suivaient, dans l'histoire de la révolution, sans pour cela ignorer leurs erreurs et la facilité avec laquelle certains dirigeants du MNA ont été

soudoyés par des officiers colonialistes. Mais on ne peut pas décemment dissocier leurs avatars de la politique du FLN à leur égard. Il ne s'agit donc pas pour moi de substituer à une image dépréciative un tableau idyllique, mais le moment est venu pour l'Algérie de récupérer dans la complexité de leurs choix et de leurs itinéraires tous ceux qui, à travers leurs querelles et leurs divergences, ont contribué à faire de l'Algérie ce qu'elle est aujourd'hui : une nation indépendante.

Le regard critique que je jette sur la vie du FLN ne me fait pas oublier que, malgré une lutte inégale et de nombreuses incertitudes, ce mouvement a atteint son but : l'indépendance de l'Algérie. Par-delà le fracas des intérêts individuels et des passions, par-delà leurs manœuvres et leurs conspirations, les dirigeants du FLN avaient tous en commun leur participation totale à la guerre d'indépendance et leur patriotisme. Mais ceci doit-il empêcher de voir, en même temps, que dans ces victimes et ces rebelles de la colonisation sommeillent des maîtres dont le modèle n'est ni le fonctionnaire ni le colon, mais le caïd et le notable rural, symboles d'un pouvoir qui trouve ses racines dans la tradition nationale et qui favorise l'apparition d'un personnel politique dont les pratiques rappellent plus celles de la cour et du sérail que celles du militantisme.

Ce phénomène bureaucratique s'explique par des facteurs historiques particuliers. Les libertés politiques telles que les connaît l'Occident n'ont jamais eu cours en Algérie. L'absence de démocratie se traduisait dans les institutions et touchait profondément les structures mentales de tout un peuple qui n'avait d'autre référence que son expérience historique. Les droits politiques n'ayant eu qu'un rôle secondaire dans la lutte pour l'indépendance, la libération du pays a été reconnue comme la condition principale de la réforme de la société. La brutalité de la répression coloniale dans les villes et l'action consciente du FLN ont renforcé les facteurs objectifs et ont fortement contribué à briser la continuité du mouvement national. Si faibles que fussent, avant novembre 1954, les aspirations démocratiques, elles n'en existaient pas moins et animaient de larges fractions de l'opinion citadine. Ces dernières ont été détruites ou marginalisées et privées de toute influence sur la formation des nouvelles structures.

Malgré leurs divergences, les fondateurs du FLN ont veillé à ce que l'organisation des masses et leur encadrement fassent table rase du passé. Comme ils n'étaient pas soutenus, au moment de leur entrée en

scène, par un mouvement populaire dynamique et réel, ils prirent le pouvoir dans le mouvement par la force et le gardèrent par la force. Convaincus qu'il fallait agir avec résolution pour se protéger contre les adversaires de la lutte armée, ils choisirent de manière délibérée la voie autoritaire. L'absolutisme a été érigé en principe contre les tendances à la conciliation. Rentré dans la place, il y demeurera en maître.

CHAPITRE 1

LES BASES HISTORIQUES DU NATIONALISME POPULAIRE (1926-1946)

Il n'est pas possible de comprendre la signification de la montée et des déchirements du nationalisme populaire si on ne part pas d'abord des particularités du développement de l'Algérie. Le premier trait marquant de la société est le caractère totalitaire d'une domination extérieure renforcée par la présence d'un peuplement européen. Avant la Seconde Guerre mondiale les colons ont accaparé les terres les plus riches et les plus productives (65 % de la production agricole). Le capitalisme français, qui contrôle les banques, le commerce et l'industrie, a le monopole du marché algérien. L'encadrement du pays est presque exclusivement européen. De surcroît, l'État colonial exerce une emprise totale sur les activités culturelles et religieuses de la communauté algérienne pour déraciner, par la francisation, la culture arabe et l'islam. Les conséquences de cette situation sont doubles. D'une part, la violence et l'ampleur de l'expropriation provoquent une paupérisation quasi complète, qui suscite à son tour une identification entre nation dominée et classes exploitées. D'autre part, la résistance au colonialisme confond les objectifs sociaux, culturels et religieux. Le droit d'apprendre sa langue, d'exercer en toute liberté sa religion, de reconnaître son passé culturel sont autant de manières d'affirmer le refus de l'exploitation. Ces conditions sont propices au développement d'un populisme respectueux de la tradition.

Le second trait distinctif est l'assimilation de l'Algérie à la France. Divisée en départements dès 1848, l'Algérie est comprise dans l'unité politique de l'État français. En 1881, le système des rattachements autorise les ministères français à traiter directement des questions algériennes. Enfin, les décrets de 1898 accordent l'autonomie budgétaire à l'Algérie et instituent les délégations financières[1] qui resteront en fonction jusqu'en 1947. Minoritaires en nombre dans le pays, les Européens y

1. Assemblées créées pour gérer le budget de l'Algérie et dominées par les colons.

détiennent la majorité politique. L'assimilation administrative au système français concerne les villes et les centres à fort peuplement européen. Le reste du pays, c'est-à-dire l'essentiel du territoire, est organisé en «communes mixtes» dirigées par un administrateur français, assisté de fonctionnaires algériens, les caïds. L'État colonial s'est borné dans une large mesure à aménager les formes d'encadrement héritées des Turcs et à s'appuyer, comme eux, sur les notables. Cette alliance se traduit par l'abandon aux caïds d'un pouvoir quasi discrétionnaire sur la personne et les biens des administrés. Recrutés au départ parmi les «familles de grande tente[2]», les caïds étaient liés par leur origine aux populations qu'ils dirigeaient, ce qui les mettait dans l'obligation de respecter un minimum de règles. Choisis plus tard parmi les parvenus, ils appliqueront sans vergogne et avec morgue le principe selon lequel «ceux qui travaillent de leurs bras sont gouvernés par les autres ; ceux qui sont gouvernés entretiennent les autres[3]» (Mencius).

Troisième trait marquant: l'émiettement de la société. Les seuls clivages sociaux sont impuissants à en rendre compte. Les conceptions européocentristes de l'histoire sont un obstacle à la connaissance de la structure sociale et du système des classes. On oublie trop facilement que l'Algérie nouvelle a été bouleversée par l'introduction du capitalisme et non par un développement naturel. Elle s'est donc constituée à la fois en rupture et en continuité avec le passé. En dépit des mutations intervenues, les mentalités, les comportements et les particularismes façonnés par une tradition séculaire demeurent. Jusque vers 1930, les privilèges des notables ruraux et l'esprit de caste des vieilles familles citadines faisaient obstacle au brassage des populations. Le code de l'indigénat, en vigueur jusqu'en 1928, empêchait le libre déplacement des Algériens qui, en l'absence de liberté politique, n'arrivaient pas à acquérir le sens de la solidarité indispensable à la formation d'un mouvement national. Ce n'est donc pas un hasard si le sens d'une identité algérienne apparaît d'abord chez les travailleurs émigrés en France. Le mouvement des Jeunes Algériens, qui domine la scène politique au début du siècle[4], et la Fédération des élus du

2. Aristocratie d'origine guerrière ou religieuse.

3. NdÉ. Mencius, III. A, 4. Mencius est un philosophe chinois confucéen, Voir Yuan Tcho-Ying, *La philosophie politique et morale de Mencius*, Paris, Geutner, 1927.

4. NdÉ. Mouvement intellectuel et politique qui apparaît au début du 20e siècle, notamment au sein des couches intellectuelles, administratives, académiques, bousculant les élites traditionnelles.

Constantinois du Dr Bendjelloul[5] et de Ferhat Abbas (1927) optent pour la promotion individuelle et demandent l'assimilation. L'Association des oulémas réformistes de Cheikh Abdelhamid Ben Badis souhaite, elle, une évolution progressive qui ne bouleverse pas les hiérarchies existantes et limite la participation populaire à la vie politique. La nation algérienne, encore en gestation, n'a pas de cohésion sociale et culturelle. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le mouvement politique ait dépensé une telle énergie dans les luttes internes.

La quatrième particularité à noter est la faiblesse des classes urbaines et la précarité de leur domination politique sur les campagnes. Ce ne sont ni la bourgeoisie ni la classe ouvrière qui ont été les acteurs principaux de l'histoire récente.

La bourgeoisie, trop faible pour postuler valablement à la direction de la société algérienne, s'est intégrée à l'appareil productif dans les secteurs marginaux où cela lui a été possible. Trois facteurs ont dissimulé son importance : l'ampleur de la prolétarisation, le caractère de mouvement de résistance des partis politiques nationalistes et, surtout, sa structure historique différente de celle de ses homologues de l'Europe occidentale. Il s'agit, en effet, d'une bourgeoisie de la fonction publique conçue comme moyen d'influence et d'accès à la propriété (notables fonctionnarisés, caïds, cadis, etc.), de l'avoir (propriétaires fonciers, commerçants et fabricants) et du savoir (oulémas, intellectuels et professions libérales). C'est une bourgeoisie qui a des activités dans des secteurs distincts. Comme toutes les classes de l'histoire, elle est hétérogène. Entre les descendants des familles maraboutiques, les fils de «grande tente», les élites citadines et les parvenus de la plèbe, l'entente fonctionne au détriment de la paysannerie, car ils sont tous intéressés à l'investissement foncier. La position des notables ruraux, dont l'existence ostentatoire et les dépenses de prestige absorbent une grande partie du capital accumulé, est ébranlée par la montée d'une bourgeoisie nouvelle, plus économe et plus industrieuse. Divisée politiquement et culturellement, la bourgeoisie est unie par la conscience aiguë de son rang. L'union, en 1936, entre l'Association des oulémas de cheikh Ben Badis et la Fédération des

5. Bendjelloul (Dr). Originaire d'une famille de Constantine. Fondateur de la Fédération des élus du Constantinois (1927). Député à l'Assemblée nationale. Membre du groupe des «61» qui ont appuyé le FLN. Mourra en exil après 1962.

élus du Dr Bendjelloul a fait l'objet d'un commentaire pertinent de Roger Le Tourneau :

> Si l'on considère leurs tendances politiques, c'est du côté de l'Étoile nord-africaine[6] que les oulémas devraient chercher alliance puisque, comme elle, quoique moins catégoriquement, ils condamnent la situation politique existante et en souhaitent la transformation de fond en comble. Or, c'est avec les élus que les oulémas cherchent et parviennent à s'entendre, bien que leurs idéaux soient très éloignés les uns des autres, sinon contradictoires. Comment expliquer ce paradoxal compagnonnage ? Ne serait-ce pas qu'élus et oulémas sont les uns et les autres des bourgeois, alors que les gens de l'Étoile nord-africaine sont presque tous des prolétaires[7] ?

Paralysée entre sa volonté de combattre le régime colonial et son impuissance à y parvenir sans s'appuyer sur le peuple, la bourgeoisie voit lui échapper, dès 1937, la direction du mouvement national.

Quant à la classe ouvrière, handicapée par le poids, en son sein, des ouvriers européens et par la politique du Parti communiste, elle n'a jamais manifesté sa volonté de conquérir la société. Les conditions objectives, il est vrai, ne s'y prêtent pas. Minoritaire dans un pays à prédominance rurale, la classe ouvrière algérienne est une juxtaposition de groupes divers, souvent organisés selon l'origine régionale. Les couches les plus exploitées, mineurs (d'origine rurale) et ouvriers agricoles permanents ou saisonniers, sont en général des propriétaires d'exploitations agricoles peu viables ou des paysans sans terre qui doivent, pour survivre, avoir plusieurs emplois. Leur influence sur le mouvement syndical est nulle. La classe ouvrière urbaine (dockers, etc.) se trouve dans une position défensive face aux sans-travail, en même temps que la séduisent les possibilités d'ascension sociale

6. Le renouvellement de la perspective historique en Algérie commence par l'entrée en scène de l'Étoile nord-africaine (ENA, mars 1926), organisation de travailleurs émigrés constituée sous l'égide du Parti communiste français (PCF). Son but politique est l'indépendance de l'Algérie. Expression d'un nationalisme populaire (populisme), l'ENA, interdite en 1937, évolue sous les noms successifs de Parti du peuple algérien (17 mars 1937-septembre 1939), puis de Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (novembre 1946-novembre 1954).

7. Roger Le Tourneau, *Évolution de l'Afrique du Nord musulmane, 1920-1961*, Paris, Armand Colin, 1962, p. 322.

ouverte aux meilleurs de ses éléments. Son encadrement est très proche, socialement, des couches intermédiaires.

On peut comprendre, dès lors, la relative audience que trouve en son sein le mouvement communiste. Celui-ci, en appliquant une politique de stabilisation dans le cadre de la lutte antifasciste, puis de la guerre froide, élude la revendication d'indépendance au profit d'un discours social et syndical qui défend «les intérêts» de classe, en les isolant de leur contexte national.

L'absence d'une classe capable et désireuse de diriger la lutte nationale valorise le rôle politique des couches intermédiaires. Selon Charles-Robert Ageron, celles-ci représentent avant 1945 4 % de la population musulmane. Ces couches, qui forment un conglomérat sans unité de tradition et de formation, s'infiltrent dans tous les mouvements politiques. En leur sein, ce sont les employés, les fonctionnaires et les étudiants et, à partir de 1954, les militaires professionnels qui sont les candidats naturels au pouvoir. Venus tard au nationalisme, ils ont pu acquérir de l'influence en raison de leur niveau culturel et de leur connaissance des affaires publiques.

Depuis le début du siècle, le dernier trait marquant de l'évolution de l'Algérie est la crise de la paysannerie (pasteurs et cultivateurs) avec ses conséquences: les mouvements migratoires. Les Algériens sont d'abord des ruraux. C'est dans les villages et les douars que se déroule la vie du peuple algérien. Vingt pour cent des Européens seulement vivent à la campagne. Avec l'échec de la colonisation agricole mentionné par le professeur Charles-André Julien dès 1930[8], la désertion des petits centres dans le département de Constantine et de la Kabylie après mai 1945, c'est la reconquête pacifique du terroir. L'Algérie de l'intérieur «s'arabise et se défrancise». Le contraste avec la ville s'accentue. Apparaît dès lors la fragilité de la domination politique de la ville «contaminée par l'étranger» sur le village inculte «refuge de l'authenticité».

Le développement démographique, sans augmentation correspondante des ressources, rejette les paysans hors de leur terroir. Trois solutions s'offrent à eux: l'exode vers les riches plaines de colonisation, vers les villes, ou l'émigration en France, en Tunisie et au Maroc. Les mouvements migratoires ont une portée considérable sur le plan

8. Charles-André Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord: Tunisie, Algérie, Maroc*, Paris, Payot, 1931.

politique et social. L'idée de la nation devient accessible. Le peuple remplace la tribu, le parti, la confrérie religieuse. Exclus de la société officielle, les fils de la paysannerie pauvre dans l'émigration et dans les villes se détournent des courants modérés. Déclassés, déracinés, ils formeront le gros des troupes du nationalisme populaire. La clientèle des notables ruraux devient celle des partis politiques. Il ne fait pas de doute que l'étude des processus de migration et de ruralisation des villes et des bourgs et celle de l'influence de l'armée des paysans sur la reconstitution des classes urbaines, dispersées pour l'essentiel après la conquête, seraient d'un grand apport à la connaissance du populisme algérien, de son dynamisme et de ses contradictions.

FORMATION DE L'IDÉOLOGIE POPULISTE

Les ferments de nationalisme sont, au premier chef, la conséquence de l'oppression coloniale. Mais ce qui précipite l'éveil national en Algérie, c'est la révolution d'Octobre en Russie, et corollairement la naissance du Parti communiste français. Ces événements contribuent grandement à la création d'une force politique active dans l'émigration.

Le nationalisme algérien commence comme une page d'histoire du mouvement communiste. Son fondateur, Messali Hadj (1898-1974) en a été membre. Et c'est à ce titre qu'il sera un des dirigeants de l'Étoile nord-africaine. Ce fils d'un paysan pauvre de la banlieue de Tlemcen apparaît comme le symbole de la prolétarisation d'un peuple. Contraint de travailler dès sa plus jeune enfance, il connaît les meurtrissures de la misère et de la pauvreté. Au cours de la Première Guerre mondiale, il accomplit son service militaire en France où il s'installe définitivement après. Il exerce alors divers métiers : livreur, marchand forain, etc.

Deux tendances sont aux prises au sein de l'Étoile nord-africaine (ENA) : la première reflète le point de vue du PCF. Elle subordonne l'indépendance de l'Algérie à la réalisation du socialisme en France et privilégie la modernisation de la pensée en mettant en cause la culture traditionnelle.

La seconde, avec Messali Hadj, considère la nation comme une catégorie porteuse de valeurs révolutionnaires, donne la priorité au critère de la position politique vis-à-vis du colonialisme et non à l'appartenance de classe et met l'accent sur les aspects égalitaires du fonds culturel arabo-islamique. Ce n'est pas un hasard. Messali est

membre de la confrérie des Derkaoua qui, marquée par la pauvreté, rêvait d'une cité utopique sans riches ni pauvres. Cette confrérie avait dirigé plusieurs révoltes contre l'oppression turque et animait en 1834-1835 une résistance qui, contrairement à celle d'Abd el-Kader, rejetait tout compromis avec les Français.

Au cours de sa vie militante dans le mouvement communiste, Messali a gardé un grand attachement pour les principes d'organisation léniniste, un sens aigu de la solidarité des victimes du colonialisme. Il ne modifiera pas le programme de l'ENA qu'il a exposé lui-même le 25 février 1927 au congrès anti-impérialiste de Bruxelles. En voici la teneur[9] :

> *Les recommandations immédiates*
>
> 1. Abolition immédiate de l'odieux code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exception.
> 2. Amnistie pour tous ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction au code de l'indigénat ou pour délit politique.
> 3. Liberté de voyage absolue pour la France et l'étranger.
> 4. Liberté de presse, d'association, de réunion, droits politiques et syndicaux.
> 5. Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement national algérien élu au suffrage universel.
> 6. Suppression des communes mixtes et des territoires militaires, remplacement de ces organismes par des assemblées municipales élues au suffrage universel.
> 7. Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction ; fonction égale, traitement égal pour tous.
> 8. L'instruction obligatoire en langue arabe, accession à l'enseignement à tous les degrés, création de nouvelles écoles arabes. Tous les actes doivent être simultanément rédigés dans les deux langues.

9. Extraits des mémoires de Messali Hadj. Archives privées. Les mémoires sont composés de 4 400 pages manuscrites sur 17 cahiers. Une édition fortement condensée a été publiée, *Les mémoires de Messali Hadj*, préf. A. Ben Bella, Paris, Jean-Claude Lattès, 1982. Voir notes de Guy Pervillé dans *Outre-Mers*, n° 262-263, 1984 et de Benjamin Stora dans *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 36, 1983.

9. Application des lois sociales et ouvrières. Droit au secours de chômage aux familles algériennes en Algérie et aux allocations familiales.

Le programme politique

1. L'indépendance totale de l'Algérie.
2. Le retrait total des troupes d'occupation.
3. Constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une assemblée constituante élue au suffrage universel.
Le suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité dans toutes les assemblées pour tous les habitants de l'Algérie.
La langue arabe considérée comme langue officielle.
4. La remise en totalité à l'État algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics accaparés par les conquérants.
5. La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et la restitution aux paysans des terres confisquées. Le respect de la moyenne et petite propriété. Le retour à l'État algérien des terres et forêts accaparées par l'État français.
6. L'instruction gratuite et obligatoire à tous les degrés en langue arabe.
7. La reconnaissance par l'État algérien du droit syndical de coalition et de grève, l'élaboration de lois sociales.
8. Aide immédiate aux fellahs pour l'affectation à l'agriculture de crédits sans intérêts pour l'achat de machines, de semences, d'engrais ; organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communication, etc.

Ce programme qui condamnait l'Algérie à demeurer une société agraire sera repris par l'assemblée générale du 28 mars 1933 qui interdit la double affiliation à l'ENA et n'accepte donc plus l'adhésion de militants communistes. Il sera amendé sur un point. L'ENA appelle les Algériens à se conformer aux principes de l'islam et à ne pas accepter de porter les armes contre d'autres musulmans. Le projet d'étatiser les secteurs clefs de l'économie a été assimilé, à tort, à une volonté de socialisation.

Elle apparaît surtout comme un acte de souveraineté et n'exclut ni la propriété privée ni le salariat. On doit tempérer l'audace qu'on a prêtée à la proposition d'étatisation par la référence à la tradition nationale. Avant 1830, les groupes privilégiés étaient inféodés à l'État qui avait le monopole de certains secteurs économiques. La contribution de Messali à la formation de l'idéologie nationaliste a, cela dit, été décisive, et c'est à juste titre que l'on peut parler de messalisme. En voici les principaux aspects.

Le populisme. Originellement, le messalisme est un mouvement ouvrier par ses assises et par son encadrement. Pour cette raison on a, dans certains milieux en France, assigné à sa politique des motifs de classe, interprété ses actes avec une grille empruntée à l'univers européen. Rien n'est plus erroné. L'idéologie messaliste est d'essence populiste. La révolution ne s'appuie pas sur la lutte des classes, mais sur le peuple au sens plébéien, la classe ouvrière se confondant avec les pauvres en général, sans identité particulière ni intérêts spécifiques.

Le spontanéisme. Messali ne définit pas d'une manière nette les assises de classe de sa stratégie indépendantiste et s'adapte à l'évolution spontanée des forces sociales. Homme d'action d'abord, il s'en remet à l'expérience et se décharge sur la créativité populaire du soin de résoudre les problèmes au fur et à mesure de leur apparition. L'ENA, le PPA (Parti du peuple algérien) et le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), ces trois mouvements animés successivement par Messali, sont dans le prolongement l'un de l'autre. Ce serait pourtant une erreur de les considérer comme des formations identiques, car elles ont été forgées par des réalités sociales et politiques différentes.

L'arabo-islamisme. L'accent est mis unilatéralement sur les particularités linguistiques et culturelles de l'Algérie. On ne doit pas oublier aujourd'hui, quand on évoque ce point, qu'il s'agit d'une réaction contre la croyance à l'infériorité morale et intellectuelle des Algériens. L'arabisme est à la fois un retour aux sources de la morale ancestrale, une revalorisation du passé et une recherche d'alliances dans le monde arabe, pour faire face à l'isolement du mouvement nationaliste. L'islam est considéré comme le fondement de la personnalité et un facteur d'intégration et d'unité des Algériens. C'est un substitut de la nationalité. Ces conceptions ferment la voie à la recherche d'une nouvelle

identité culturelle et empêchent la remise en cause des contraintes sociales, familiales et morales de l'ancienne société.

La sacralisation du peuple. Sujet absolu de l'histoire, le peuple est considéré comme infaillible. Tout ce qui lui arrive est mis sur le compte des «erreurs» ou de la «trahison des dirigeants». Que le peuple puisse soutenir une politique contraire à ses intérêts ou suivre une direction qui le trompe semble exclu. Ce démocratisme abstrait interdit toute lutte contre les idées qui, dans le peuple, s'opposent au progrès. C'est la base du despotisme. Le populisme, l'arabo-islamisme, l'élan vers une communauté d'égaux et la méfiance à l'égard des nantis sont des éléments communs à tous les leaders nationalistes issus de l'émigration en France.

Messali et l'écrasante majorité des militants de l'ENA qui l'ont suivi considèrent le communisme comme une réhabilitation de leur classe et de leur pays. Leur opposition au PCF est initialement motivée par le refus d'être traités en instruments d'un appareil, mais aussi par le mépris qu'ils ne peuvent manquer d'apercevoir dans les propos des communistes français sur l'Algérie et sur l'islam. Pauvres en moyens intellectuels, ils ne sont pas à même de repenser leur héritage culturel. Leur amour du peuple et leur soif de dignité et d'égalité les amènent à s'accommoder des aspects conservateurs d'une idéologie qui, après 1962, sera d'ailleurs utilisée par les bénéficiaires du nouvel ordre social.

Messali puise ses idées sociales dans l'islam. Un de ses compagnons et futur adversaire, Amar Imache, secrétaire général de l'ENA jusqu'en 1936, les emprunte quant à lui à l'organisation traditionnelle et à la coutume berbère. Ancien employé de l'administration, Amar Imache[10] a adhéré à l'ENA après avoir émigré en France. Militant de la deuxième génération, c'est un polémiste brillant. Il appartient, comme Abbane et Boudiaf plus tard, à cette frange de la jeunesse radicale qui dédaigne les carrières administratives et se range aux côtés du peuple. Amar Imache est convaincu de l'importance du *'arch* (terres appartenant à la collectivité tribale) disparu vers 1934, et de la *djemâa*, conseil des notables élus, et pense que ces institutions donneront à l'Algérie indépendante un caractère social et démocratique. Il soutiendra même

10. Amar Imache. Secrétaire général de l'ENA jusqu'en 1936. Ne fait pas partie du PPA. Rentre en Algérie en 1947 et adopte des positions réformistes. Instituteur en Kabylie. Décède au cours de la guerre.

«que le premier gouvernement à forme républicaine et démocratique fut institué en Kabylie pendant qu'en France et ailleurs on ignorait ces mots[11]». En Kabylie ces idées influencent nombre de jeunes, qui après 1949 militent au Parti communiste algérien ou en deviennent des compagnons de route.

Quel que soit son passéisme, le nationalisme populaire est, avec les oulémas, à l'origine de la formation de la conscience nationale. Il faut toutefois souligner que, chez les oulémas, incarnation de la bourgeoisie traditionnelle, la conscience de classe a priorité sur la conscience nationale. Les classes populaires, au contraire, voient leur conscience nationale précéder leur conscience de classe. Toute la force du messalisme lui vient de la prise en charge de la question nationale. L'absence de réformes et les tensions sociales déterminent son rythme. Son horizon culturel est moins cohérent que celui des oulémas ou des intellectuels d'expression française. Son horizon social est moins ouvert que celui du Parti communiste algérien, mais son idéologie correspond à la sensibilité profonde du peuple. Le messalisme a dérouté tous ses adversaires, de gauche comme de droite. C'est une variété de populisme qui présente l'originalité d'avoir pris naissance au sein d'une société industrielle dans le contact avec le mouvement ouvrier européen, mais qui reste marqué par les idées, le discours social et les pratiques de la confrérie des Derkaoua. En introduisant en Algérie le mode d'organisation léniniste dont il aggrave les défauts, le messalisme a permis au peuple algérien de résister plus efficacement à l'oppression. Il a également imposé, dans la vie politique, la mobilisation de masse, rappelant ainsi les grands moments de l'histoire des confréries religieuses. C'est en ce sens surtout que le messalisme, parti d'action immédiate, a porté des coups aux oulémas, bourgeois apeurés par la violence populaire, qui estimaient avec Mohammed Abduh[12] «qu'il n'est pas sage de donner à la foule ce qu'elle n'est pas prête à recevoir».

---

11. Amar Imache, *L'Algérie au carrefour, la marche vers l'inconnu*, Paris, Imprimerie centrale, 1937.
12. NdÉ. Mohammed Abduh (1849-1905) est un journaliste et théologien égyptien, fondateur avec Djemâl ad-Dîn al-Afghâni du mouvement moderniste islamique. Nommé Grand Mufti d'Égypte en 1899, il est considéré comme le père du mouvement réformiste égyptien.

LE MESSALISME ENTRE 1927 ET 1946

La période héroïque, décisive, de la formation du mouvement messaliste va de 1927 à 1937. Ce sont les ouvriers d'usine qui sont d'abord attirés. Prolétaires et plébéiens ont le leadership. L'émigration donne le ton au mouvement national. D'elle partent les mots d'ordre et les initiatives. On ne saurait décrire la frayeur qui s'empare de la bourgeoisie algérienne devant l'entrée en scène des nouvelles catégories sociales issues de la prolétarisation mieux que ne le fait Mohammed Zahi de l'Association des oulémas :

> L'ENA a fortement impressionné les milieux de travailleurs nord-africains. Elle a beaucoup de partisans et ces derniers font la contradiction de tout. [...] Le mouvement a créé dans la société algérienne une certaine terreur. [...] C'est un élément agissant, actif qui a créé une opposition systématique, étroite et qui est entouré d'une ignorance excessive et astucieuse qui souille la religion, la moralité et la courtoisie de la discussion ainsi que les principes élémentaires de l'instruction[13].

Mise en cause dans sa recherche d'une fusion avec les privilégiés européens, la bourgeoisie croit pouvoir maintenir sa suprématie en invoquant les bonnes manières *(El-Adab)*. Pour reprendre la terminologie traditionnelle, les gens de droit d'exception *(Khassa)*, privilégiés du savoir et de l'avoir, doivent garder l'exclusivité de la direction des problèmes posés à la société et interdire au menu peuple *(El'amma)*, les gens sans esprit *(Safih)*, de s'en mêler.

L'enracinement du mouvement messaliste est faible en Algérie et les forces sociales intéressées à la destruction du système colonial sont encore dans l'expectative. L'appui de la classe ouvrière française polarise les espoirs des messalistes, malgré des rapports tumultueux avec le PCF. La désillusion ne tarde pas. Le Front populaire se charge de l'administrer. La dissolution de l'ENA le 27 janvier 1937, avec l'appui du PCF, par le gouvernement de Léon Blum, marque une étape nouvelle dans l'histoire du mouvement messaliste. Il ne rompt pas avec le mouvement ouvrier français, mais s'en éloigne. Le 11 mars 1937, le PPA (Parti du peuple algérien) naît à Nanterre. Le 18 juin, Messali qui en est le président en transfère le siège à Alger.

13. *Al-Baçaïr*, n° 126.

La période algérienne (1937-1944). La pénétration du messalisme en Algérie est antérieure au transfert de son siège à Alger. Elle a commencé dans la capitale avec le ralliement à son programme du Parti national révolutionnaire créé en 1930 à l'initiative d'un militant communiste, Sid Ahmed Belarbi dit Boualem[14], qui, de retour de l'École des cadres de Moscou, protestait ainsi contre la non-arabisation de la «région algérienne» du PCF et la mise à l'écart des cadres autochtones formés initialement pour prendre la relève des Européens (témoignage d'André Ferrat, responsable de la section coloniale du PCF jusqu'en 1936). L'implantation de l'ENA dans le pays s'est accélérée à partir du 2 août 1936.

Ce jour-là, Messali intervient au cours d'un meeting organisé au stade d'Alger par les oulémas, les communistes et les élus bourgeois alliés au sein du Congrès musulman pour soutenir le projet Blum-Viollette, qui visait à accorder la nationalité française à près de 21 000 Algériens et que les oulémas acceptaient sous réserve du maintien du statut personnel musulman. «Cette terre est à nous. Elle n'est pas à vendre», déclare Messali qui condamne tout rattachement de l'Algérie à la France. Son message, dont le ton novateur tranche sur celui des partisans de l'assimilation, conquiert Alger.

Bourgeois et communistes sont acculés à la défensive. Messali développe une critique incisive, vérifiée par l'événement, des illusions de ses adversaires. La reculade du gouvernement du Front populaire devant les pressions de la grosse colonisation[15] hostile au projet Viollette renforce le camp de la révolution nationale. Le Front populaire n'épouse pas la cause des colons, mais cède à leur pression comme cédera, deux décennies plus tard, Guy Mollet[16]. Humilié par le gouvernement du Front populaire, le Congrès musulman perd grandement de son prestige aux yeux des Algériens. La population d'Alger sanctionne

14. Belarbi, Sid Ahmed dit Boualem (1905-?). Fils de muphti de Miliana, à Alger ouvrier cordonnier puis conducteur de tramway, militant de la CGTU et des Jeunesses communistes, premier «indigène» à devenir secrétaire de la Région communiste d'Algérie; animateur de la grève des éboueurs en 1927; délégué au congrès de l'IC (Internationale communiste) à Moscou en 1928, élève de l'École d'Orient; après le congrès des ouvriers arabes à Alger (1930), lance la tentative d'un Parti nationaliste révolutionnaire en 1931-1933; exclu du parti à la fin de l'année 1934 (Notice Amar Benamrouche et René Gallissot dans *Le Maitron en ligne, dictionnaire des Algériens*.

15. Expression couramment utilisée en opposition aux «petits blancs».

16. Le 6 février 1956, Guy Mollet, qui avait nommé le général Catroux gouverneur général de l'Algérie, cède devant une manifestation des Européens d'Algérie à Alger, revient sur sa décision et remplace Catroux par Robert Lacoste.

ses errements en élisant Messali, pourtant emprisonné pour reconstitution de ligue dissoute, conseiller général d'Alger (octobre 1937). La bourgeoisie perd le contrôle de la capitale. L'élection au conseil général en 1939 de Mohammed Douar, receveur de tramways et militant du PPA, est un indice de la transformation des rapports de classe au sein de la société algérienne. Mieux que des statistiques, il révèle l'essor du messalisme. L'événement, car c'en est un, est un avertissement pour la colonisation, pour la bourgeoisie, pour les communistes. L'Algérie française est en question, comme l'est la croyance en une évolution lente, par étapes, du système colonial. Les autorités coloniales répondent par la répression. Elles veulent maintenir le statu quo et s'en donnent les moyens. Les communistes ne révisent pas leur orientation et essayent de limiter les effets de la désaffection de leur clientèle électorale en accusant le messalisme de collusion avec le fascisme. L'amalgame calomnieux tient lieu de politique.

La bourgeoisie est en désarroi. L'absence de toute réforme la prive de perspectives. Le messalisme lui en fournit de nouvelles et fait une ouverture aux oulémas. L'idée d'un parlement algérien, élu au suffrage universel, avancée dès juin 1936[17] pour infléchir les positions respectives du Front populaire en France, de la bourgeoisie algérienne et de la minorité européenne, passe au premier plan des revendications.

Nous sommes en 1938. La perspective de la guerre incite le messalisme à aller vite pour ne pas être devancé par l'événement. Une lettre de Messali à cheikh Ben Badis, leader de l'Association des Oulémas, reste sans réponse. Une entrevue à Tlemcen avec cheikh Bachir El-Ibrahimi, un autre dirigeant des oulémas, tourne court[18]. La bourgeoisie craint davantage l'alliance avec les plébéiens que le maintien de la domination étrangère. La Seconde Guerre mondiale, qui accélère la crise de l'impérialisme français, la trouve dans un état d'impréparation totale.

Le messalisme, quant à lui, poursuit sa marche solitaire. Le 29 septembre 1939, le PPA est interdit et ses dirigeants à nouveau emprisonnés. Désormais, il évoluera dans l'ombre.

---

17. Voir *El-Ouma*, juillet-août 1936.

18. Témoignage de M. Guenanèche. (Archives privées). Né en 1915, vieux militant du PPA- MTLD. Il est auteur de *Le mouvement d'indépendance en Algérie entre les deux guerres, (1919-1939)*, Alger, Entreprise nationale du livre, Office national des publications universitaires, 1990.

La politique de la bourgeoisie et des communistes entrave le développement de la question nationale d'autant plus que la victoire allemande et l'occupation de la France ont des effets inattendus. Pour compenser les déboires de l'histoire, vichyssois et résistants, dans des sens évidemment différents, se tourneront vers l'empire colonial comme symbole de la grandeur française. Mais, dans le même temps, cette grandeur, du fait de la défaite des armées françaises, n'est plus reconnue par les Algériens, ce qui aura d'énormes conséquences.

Les communistes participent à cette mystique nationaliste. On peut lire dans le programme du PCF:

> Le but à atteindre est clair, unité et intégrité de la plus grande France, des Antilles à Madagascar, de Dakar à Casablanca, à l'Indochine et à l'Océanie. Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne se découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit des grands États, en abdiquant en leur faveur sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses, en consentant soit à des détournements politiques, soit à de trop grandes concessions économiques. Cette raison ne saurait être la raison d'un plus fort[19].

Les communistes français font allusion ici à une initiative américaine: les USA, par la voix de Roosevelt (juillet 1940), avaient proposé le principe d'une internationalisation des colonies européennes d'abord, et plus tard celle des seules colonies françaises.

Face à ce nationalisme français, qui trouve son prolongement dans la politique du Parti communiste algérien (PCA), le messalisme lance le mot d'ordre: «Aucune préférence pour aucun impérialisme. Démocrates et totalitaires constituent deux blocs qui ne sont pas dissemblables quant à leur esprit et leur méthode impérialistes[20].» Le messalisme place toutefois l'idéologie démocratique bien au-dessus de l'idéologie totalitaire. Et, de fait, il se trouve plus près de la démocratie. Cependant, il constate que «le bloc démocratique, qui proclame son respect pour la liberté et son amour pour la paix, combat avec acharnement et par des moyens tout aussi condamnables que ceux

19. Georges Cogniot, *Au service de la renaissance française: propositions du Parti communiste relatives aux premières mesures à prendre lors de la libération par les différents départements ministériels*, Paris, Parti communiste français, 1944, p. 18.
20. *Le Parlement algérien*, n° 1.

employés par le bloc totalitaire, les aspirations de liberté et de justice de l'islam méditerranéen[21] ». En vertu de cette ligne politique, Messali rejette personnellement toutes les ouvertures faites dans sa direction par le gouvernement de Pétain comme par celui d'Hitler.

Mais les persécutions de l'administration coloniale, qui n'ont pas cessé avec la défaite de la France, rejettent une fraction du PPA, dont les leaders à Alger sont Mohammed Taleb[22] et Hadj Cherchalli[23] et à Paris Si Djilani[24] et Amar Khider[25], vers l'Allemagne dont elle attend des moyens matériels pour le déclenchement d'une insurrection. Cette fraction est exclue du PPA à l'initiative de Messali dès mai 1939. Elle ne réintégrera le parti qu'en 1943, après avoir reconnu ses erreurs.

Entre 1939 et 1943, la direction clandestine du PPA est assurée par le Dr Lamine Debaghine[26], Filali Abdallah[27], Ahmed Bouda[28], Ahmed Mezerna[29] et Khellil[30]. Ils exerceront leurs activités en rapport étroit

21. *Ibid.*

22. Mohammed Taleb. Adhère à l'ENA en 1935. Membre du comité directeur en 1937. Exclu en 1937, réintégré en 1943. Fonde en 1944 l'Action algérienne. Condamné en 1944 à un an de prison, puis en 1948 à huit mois. Décédé le 15 février 1952.

23. Hadj Cherchalli. Membre de la direction du PPA, 1939-1951. Membre de la commission de propagande du FLN en France 1957-1958. Directeur du cabinet de Ben Khedda aux affaires sociales (1958-1959), de Mehri (1960-1961). Conseiller à la présidence du Conseil (1961-1962).

24. NdÉ. Djilani. Travailleur émigré à Paris ; un des fondateurs de l'ENA en 1926, directeur de son journal. Hostile au transfert du siège du PPA en Algérie. À nouveau membre du comité directeur de l'ENA réorganisée par Messali en 1933 et du PPA en 1937. Après l'interdiction du PPA en 1939, il se joint à Amar Khider pour continuer une action légale en créant l'Union des travailleurs nord-africains sous le régime de Vichy.

25. Khider. Personnage très attachant, berger en Kabylie, puis ouvrier saisonnier, émigré en France en 1933. Milite dans les syndicats. A toujours appartenu à l'aile radicale. Collabore avec l'Allemagne pour des raisons nationalistes. Militant de l'ENA, membre de la direction du PPA-MTLD (1947-1951), chef de la délégation du MTLD au Caire, membre de la direction du FLN (1953-1963). Ministre d'État (1958-1962). Assassiné à Madrid en 1967.

26. Lamine Debaghine (Dr.). Membre de la direction du PPA (1939-1949). Député (1946-1951). Membre de la direction du FLN (1956-1959). Ministre des affaires étrangères du GPRA (1958-1959)

27. Filali Abdallah. Né le 13 septembre 1913 dans la région du Collo. Adhère à l'ENA (1932). Membre dirigeant du PPA-MTLD (1937-1953). Arrêté en 1938, puis en 1939. Condamné à 5 ans de travaux forcés en 1941 – libéré fin 1943 – condamné à mort en 1945. Membre de la direction du MNA 1954-1957. Meurt le 7 octobre 1957 à la suite d'un attentat FLN le 23 septembre 1957.

28. Ahmed Bouda. Originaire d'Aïn Taya dans l'Algérois. Adhère au PPA en 1937. Directeur du Parlement algérien en 1939. Membre du comité central (1939-1956) et du bureau politique (1939-1953). Représentant du FLN en Irak, puis en Libye jusqu'en 1962.

29. Ahmed Mezerna. Militant du PNR (1930-1933), de l'ENA (1933-1939). Membre de la direction du PPA-MTLD (1943-1954), du MNA (1954-1955), arrêté au Caire en juillet 1955 à la demande du FLN.

30. Khellil. Restaurateur à Alger, rue de la Lyre, boite à lettres de l'organisation clandestine.

avec Messali toujours emprisonné à Maison-Carrée (El-Harrach dans la banlieue d'Alger). «Personnellement, note Messali dans ses Mémoires, j'ai pu, par personnes interposées, intervenir, recommander, diriger et orienter la marche du parti...»

Au moment où le messalisme ressoude ses forces, la bourgeoisie algérienne sort de l'expectative et se pose timidement en interlocuteur de la France à l'intérieur de ces institutions coloniales que sont les délégations financières. Le débarquement des Alliés en Afrique du Nord (novembre 1942) va lui en fournir l'occasion. Au contact du représentant américain à Alger, Robert Murphy, la démarche de Ferhat Abbas s'enhardit. Selon Mohammed Memchaoui[31], qui s'est entretenu avec lui fin avril 1943, en compagnie de Khelifa Ben Amar[32], Ahmed Boumendjel[33] et Chawki Mostefaï[34], celui-ci aurait déclaré, au cours de la conversation: «J'ai des promesses de la part des Américains. Nous allons former un gouvernement.»

De novembre 1942 à mai 1943, le pouvoir français perd l'initiative en Afrique du Nord. Son représentant, le général Giraud, ne dispose d'aucune liberté de manœuvre à l'égard des Américains. Le contexte paraît donc favorable à la bourgeoisie algérienne. Le 10 février 1943, Ferhat Abbas lance le Manifeste du peuple algérien qui préconise un État algérien fédéré à la France. Le général Giraud temporise, puis l'accepte comme «base des réformes à venir». La bourgeoisie fait un pas en direction du messalisme et négocie un accord avec lui. Messali propose à Ferhat Abbas de faire place aux aspirations populaires. Selon Mohammed Memchaoui, les vues de Messali apparaissent dans les statuts des AML (Amis du manifeste et de la liberté), de coloration plus sociale; c'est le fruit des négociations entreprises par Ahmed

31. Mohammed Memchaoui. Né à Tlemcen. Artisan tonnelier de son métier. Adhère à l'ENA. Membre dirigeant du PPA-MTLD (1937-1953), du MNA (1955-1962).

32. Khelifa Ben Amar. Originaire de Laghouat. Membre dirigeant du PPA (1939-1943). Milite au MNA pendant la guerre. Se sépare de Messali Hadj en 1961 et crée, avec des éléments pro-français, le Front algérien démocratique (FAD).

33. Ahmed Boumendjel. Originaire de Beni-Yenni en Kabylie. Avocat de Messali (1938-1939). Dirigeant des AML (Amis du manifeste et de la liberté) (1944-1945), puis de l'UDMA (1946-1954). Membre de la direction de la Fédération de France du FLN (1957). Membre du Conseil national de la révolution (1957-1962). Ministre des travaux publics (1962-1963), dans le premier gouvernement de l'Algérie indépendante

34. Chawki Mostefaï. Médecin, membre de la direction du PPA (1945-1951). Conseiller de Krim Belkacem (1958). Chef de mission du GPRA à Tunis (1960), au Maroc (1961-1962). Membre de l'exécutif provisoire (1962). Négociateur des accords avec l'OAS (juin 1962).

Boumendjel avec une délégation du PPA composée de Hocine Asselah[35] et Hocine Mokri[36]. L'égoïsme des classes dirigeantes y est condamné. Le 26 mai 1943, les élus rendent public le projet de création d'un État autonome, après convocation d'une assemblée constituante souveraine, élue par tous les habitants de l'Algérie.

Le messalisme ne veut pas être l'héritier de l'État colonial. Le gouvernement à venir doit tenir ses pouvoirs du peuple souverain auquel on doit le respect de la parole donnée.

Le projet des élus algériens se heurte au veto du nouveau gouverneur, le général Catroux, représentant du général de Gaulle. L'intransigeance dont il fait preuve en dissolvant la section musulmane des délégations financières et en envoyant Ferhat Abbas et Abdelkader Sayah[37] en résidence surveillée, reflète un nouveau rapport de forces entre le mouvement national algérien et l'impérialisme français. Cela tient essentiellement à l'évolution de la situation en France. La reconstitution d'un État français avec l'appui russe et américain contrecarre les desseins de la bourgeoisie algérienne. L'ordonnance du 7 mars 1944 confère la citoyenneté française à 65 000 personnes environ et porte à deux cinquièmes la proportion des Algériens dans les assemblées locales. Progrès par rapport au passé, ces miettes tardives ne touchent en rien la domination française et la prépondérance des colons. L'intelligentsia bourgeoise se joint au mouvement messaliste pour rejeter l'ordonnance du 7 mars 1944.

La politique de dialogue a abouti à un échec. La voie des tractations est bloquée. Comment sortir de l'impasse ? Avec des années de retard, l'élite bourgeoise se décide à chercher une légitimité populaire en participant, au sein des Amis du manifeste et de la liberté (AML créé le 14 mars 1944), à une alliance avec le PPA. Sans s'en rendre compte, elle remet son sort entre les mains des forces sociales qui, à travers le mouvement messaliste, n'attendaient que le moment de lui faire payer ses compromissions.

---

35. Hocine Asselah. Né en 1917 à Tizi Ntletla (Draâ El-Mizan). Écrivain public. Fonde, de sa propre initiative, une organisation nationaliste en 1939. L'intègre au PPA. Organise en septembre 1943 une manifestation pour la libération de Ferhat Abbas et Aabdelkader Sayah. Membre de la direction du PPA (1943-1948). Réorganise la Fédération de France (1946). Décède en janvier 1948.

36. Hocine Mokri. Membre de la direction du PPA (1937-1951). Partisan de Messali. Conseiller politique de Mohammed Bellounis (1955-1958) qui le fera assassiner parce qu'il est resté fidèle à Messali.

37. Abdelkader Sayah. Notable d'Orléansville. Membre des délégations financières. Président de l'Assemblée algérienne. Se retire de la vie politique en 1956.

Le mouvement messaliste ne se dissout pas au sein des AML et s'en distingue par son programme qui reprend celui de l'ex-Étoile nord-africaine. Ses militants feront des AML une organisation de masse.

MUTATION SOCIALE ET POLITIQUE

Au cours de la période où le mouvement messaliste ravit l'initiative à ses concurrents, des modifications importantes affectent sa composition sociale, son encadrement et ses techniques de combat.

L'émigration algérienne ne constitue plus son principal support. La base du messalisme s'élargit vers les couches intermédiaires (petit commerce, artisanat) et les travailleurs indépendants (employés, etc.). Elle est de nature plus composite. C'est une combinaison inédite de forces sociales propres à un ensemble agraire en voie de prolétarisation et que seul un projet de refonte totale de la société peut unifier. L'élément plébéien prend le pas sur l'élément ouvrier.

Son encadrement change radicalement. Jusqu'en 1939, le réservoir des cadres reste l'émigration. Après l'arrestation des principaux dirigeants du PPA en 1937, ce sont Kehal Arezki d'abord[38], Abdallah Filali ensuite, qui prennent la tête de l'organisation. Mais en 1939, le secrétaire général du parti qui assure leur relève est un commerçant, Messaoudi. De 1939 à 1944, diplômés, jeunes étudiants, employés affluent dans les rangs du mouvement. Le PPA ne formant pas de cadres utilise ceux que la société lui fournit. Les intellectuels arrivent avec leur formation propre. Leur supériorité culturelle les pousse au premier rang. Nombre d'entre eux se hissent aux postes de direction à l'échelle régionale et nationale. On peut citer les diplômés : le Dr Debaghine, Derdour (dentiste), Hadj Saïd Cherif (avocat), Mahfoudi (professeur), Demaghlatrous (interprète), Maïza (avocat) ; les étudiants Ben Khedda, Mostefaï, Ben M'hel ; les lycéens Aït Ahmed, Ould Hamouda, Omar Oussedik, Laïmèche ; les employés Temam, Belouizdad, etc. De surcroît, avec la mort de Ben Badis en 1940, l'Association des oulémas perd, dans l'Oranie et dans le Constantinois, une partie de ses élites au profit du mouvement messaliste[39]. C'est

38. Kehal Arezki. Originaire de Guenzet. Membre de la deuxième génération des militants de l'ENA. Envoyé de France pour remplacer la direction emprisonnée en Algérie. Arrêté en 1938. Meurt en prison.

39. On trouve parmi eux : Chadly El Mekki (Tébessa), Cheikh Saïd Zemouchi (Oran), Abbad (Oran), Cheikh Kerbouche (El-Arrouch), Cheikh Belkacem El-Baïdaoui (Aïn Beïda), Bey Lagoun (Oued Zenati), Sid Saïd Ali (Skikda), etc.

cette nouvelle génération, socialement et idéologiquement mal structurée, sans unité réelle, qui exploite sous le couvert des AML tout un capital politique accumulé par les pionniers de l'Étoile nord-africaine dont plusieurs sont morts dans les prisons : Kehal Arezki mort à la prison Barberousse (avril 1939), Hassane Nour à l'hôpital militaire d'Alger (décembre 1939), Belaïd Mohammed, Menad Mohammed et Amirouche à la prison de Berrouaghia en 1940 et 1941, Djenadi Smaïl à Barberousse fin 1941, Cassi Rabah et Stamboul à Barberousse, Douar Mohammed à Lambèse (23 janvier 1943), Karrour Mustapha à la prison militaire d'Oran (1944). Faute de programme politique net, l'autorité morale de Messali sert de point de ralliement. C'est dans ces conditions que se forme une des caractéristiques de la politique algérienne qu'on retrouvera après 1962 : la personnalisation du pouvoir.

Les nouveaux cadres sont des produits du terroir, ils n'ont pas l'expérience des méthodes révolutionnaires modernes et manquent d'ouverture sur le monde extérieur. Entre eux et leurs devanciers de l'ENA il y a discontinuité. La répression provoque une rupture entre les générations. Le souvenir des principes tactiques empruntés au mouvement ouvrier s'estompe dans le lointain. Une seule chose compte : s'enraciner dans le peuple, l'entraîner, le soulever. Les pratiques des confréries religieuses, formes traditionnelles de l'encadrement populaire, refont surface. On retrouve une stratégie qui fut celle d'Aziz Ibn Cheikh El-Haddad, un des leaders de la confrérie des Rahmanya qui a été à l'origine du soulèvement de 1871. « Lorsqu'on est en insurrection, déclarait-il devant le tribunal, le djihad est un moyen d'action et je m'en suis servi... Du moment que j'étais insurgé, je devais mettre en œuvre tous les moyens utiles à ma cause ; le djihad comme les titres que j'ai pris ou qu'on m'a donnés d'émir des musulmans, de défenseur de la religion... n'étaient que les procédés d'exécution imposés par les circonstances. »[40] Le messalisme cesse d'être peu à peu un parti politique pour devenir, par ses méthodes, une conspiration. L'explication et l'analyse politique cèdent au subterfuge et à l'occultation. À l'égard des militants, la dissimulation est érigée en principe. La clandestinité justifie tout. Ces méthodes pénètrent l'ensemble du parti et ont cours dans les rapports entre dirigeants. Les questions fondamentales sont réglées au niveau

40. Louis Rinn, *Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie*, Alger, Librairie Jourdan, 1891, p. 202.

du comité directeur. Mais cet organisme est un ensemble de cliques davantage unies par des liens personnels que par une communauté de vues politiques. Le clan algérois domine.

Cette ambiance nouvelle, caractéristique d'un milieu autoritaire, ne permet pas au mouvement messaliste d'être au niveau des exigences de l'heure. Le patriotisme populaire se fait étroitesse nationaliste. La volonté de rassembler le plus grand nombre d'Algériens et de ne pas laisser aux oulémas le privilège de défendre la religion infléchit son idéologie dans un sens conservateur. La défense des valeurs traditionnelles de la société algérienne y devient un article de foi.

D'une manière spontanée, la ligne insurrectionnelle prend forme. Une seule considération la soutient : engager le peuple dans le combat final avant la fin de la guerre. Dans cette perspective, c'est encore l'expérience de l'insurrection de 1871 qui sert de modèle. Si l'issue de cette insurrection a été négative, c'est parce que le soulèvement du bachagha[41] Mokrani était intervenu après la fin de la guerre franco-allemande, pensent les dirigeants du PPA. C'est pourquoi ils envisagent la proclamation de l'indépendance et la formation d'un gouvernement algérien avant tout armistice entre l'Allemagne et les Alliés.

Selon Messali, le PPA, les AML et les oulémas se sont réunis en février 1945 pour examiner les possibilités de tenir un congrès national concernant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie. À cet effet, des émissaires du PPA se rendent à Chellala où Messali était en résidence surveillée pour le consulter. Au congrès de mars, le mouvement plébéien entend affirmer son hégémonie sur la bourgeoisie : le programme initial des AML – la revendication d'un État autonome fédéré à la France – est rangé au magasin des accessoires au profit du mot d'ordre de l'indépendance. L'Algérie doit devenir un État séparé de la France et uni aux autres pays du Maghreb. La majorité des congressistes considère Messali comme le « leader incontestable du peuple algérien ».

Un plan, soumis à Messali par Hocine Asselah et Lamine Debaghine, prévoit son évasion pour gagner une ferme des environs de Sétif, futur siège d'un gouvernement provisoire. Messali acquiesce et quitte Chellala, le 19 avril 1945, pour se rendre à un lieu de rendez-vous préalablement fixé. Mystérieusement, il n'y trouve personne, retourne

41. NdÉ. Dans la nomenclature turque en vigueur en Algérie avant 1830 et conservée par les Français : fonctionnaire situé au-dessus du caïd.

à 4 heures du matin à Chellala investi par l'armée[42]. La police l'arrête, l'interroge sur son emploi du temps et le transfère à El-Goléa avant de le diriger sur Brazzaville, le 23 avril 1945. L'« évasion » de Messali était-elle un élément d'un plan d'insurrection qui n'a pas pris forme? Il semble plus probable qu'il s'agisse d'une improvisation sans esprit de suite. Mais on reste perplexe devant le fait qu'aucune leçon politique n'en ait été tirée. Ce qui est certain, c'est que la mobilisation populaire continue. La bourgeoisie prend peur. Son accord avec le mouvement messaliste s'avère fragile. Début avril, à l'initiative de Ferhat Abbas, le bureau central des AML lance un appel stipulant que « les AML, n'entendant assumer aucune responsabilité dans les incidents que des éléments suspects pourraient provoquer... invitent les militants à lui déférer tout élément perturbateur[43] ».

La bourgeoisie tente de freiner l'essor du mouvement populaire en faisant pression sur la représentation du PPA au sein des AML. N'y parvenant pas, elle multiplie les mises en garde, puis cherche à se couvrir en se tournant vers les socialistes et les communistes dont les options ne sortent pas du cadre politique français.

C'est en mars-avril 1945 qu'intervient la rupture entre la bourgeoisie et le mouvement populaire et non pas en avril 1946 lors de la naissance de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA). En décembre 1953, les réformistes du MTLD, réinterprétant l'histoire pour justifier une union sans principes avec l'Union démocratique du manifeste algérien, ont expliqué cette rupture par un malentendu.

Or, l'alliance des plébéiens et des bourgeois ne pouvait durer que si le PPA acceptait de marcher au rythme de la bourgeoisie et d'épouser ses méthodes. Et le PPA dans toutes ses composantes ne l'entendait pas ainsi.

Le 1er mai 1945, des manifestations de masse sont organisées à travers tout le pays. L'indépendance de l'Algérie et la libération de Messali constituent les principaux slogans. À Alger, à Oran, à Bougie, la police tire sur les cortèges. Il y a des morts et des blessés. Des dirigeants du PPA, dont Mezerna et Asselah (qui s'évadera de l'hôpital), sont arrêtés. Le succès des manifestations du 1er mai attire vers le PPA de très nombreuses recrues, principalement dans le Constantinois, en

42. À l'occasion de la visite du préfet Louis Périllier, le PPA a provoqué des manifestations. Parmi les organisateurs, citons Sandid et Saad Dahlab, futur ministre des affaires étrangères du GPRA.
43. *Égalité*, organe des AML.

Kabylie et à Oran où le mouvement messaliste double, voire quadruple, ses effectifs. À Skikda, les effectifs passent de 50 à 200, et à Oran de 446 à un millier (témoignage de Rabah Kaouane et Ahmed Abbad). L'adhésion aux mots d'ordre messalistes contribue à donner aux dirigeants du PPA une confiance démesurée en eux-mêmes.

Bousculée par la pression d'une base jeune et dynamique, grisée, la direction du PPA expose au danger le mouvement de masses en le laissant sans orientation précise.

Alarmés par la situation, les représentants de la population européenne demandent à l'administration de réprimer le mouvement nationaliste. Çà et là, des milices se préparent. Sans ligne insurrectionnelle claire, le PPA appelle à manifester le 8 mai, jour de l'armistice. Face à l'attitude hostile de la police, les organisations du PPA réagissent différemment selon les endroits. À Sétif et à Guelma, les manifestations tournent à l'émeute. Des incidents, qui auraient pu être circonscrits sans l'intervention disproportionnée de la police, des milices européennes et de l'armée française, dégénèrent. Le PPA a avancé le chiffre de 45 000 morts, mais sans donner ses sources.

Confronté aux conséquences de son initiative, le Comité directeur du PPA perd son contrôle et accepte la demande des responsables du Constantinois qui proposent l'insurrection générale. La décision est prise par le clan algérois.

Des émissaires partent d'Alger avec mission de donner ordre aux organisations de passer le 23 mai à l'action armée. L'ordre ne rencontre nulle part l'enthousiasme. Selon Ahmed Abbad, «la direction fédérale d'Oran se réunit pendant trois jours. La longueur des réunions témoigne de l'hésitation des responsables à suivre la direction centrale. On cherche alors des faux-fuyants. On demande une somme de 100 000 anciens francs à laisser aux familles des responsables pour pourvoir à leurs besoins. Malgré ses réticences, la fédération d'Oran communique la directive aux militants. Mais les masses ne suivent pas[44].»

Peu avant le 23 mai, des membres de la direction, dont Abdoun[45] et Chawki Mostefaï, arguent de la connaissance du projet par l'administration et reviennent sur la décision du comité directeur. Le contre-ordre

44. Témoignage d'Ahmed Abbad. Voir en annexes.

45. Abdoun. Employé des contributions, membre de la direction d'Alger du PPA. Contribuera, au cours de la guerre, à mettre au point avec Ben Khedda un système de collectes financières à partir des états des contributions.

parvient trop tard à Dellys, à Tigzirt, à Saïda et à Cherchell où il y a des sabotages, suivis d'arrestations.

La remise en cause du système colonial par la lutte armée n'était pas encore mûre. Mais là n'est pas le plus important. La leçon politique de la semaine sanglante de mai 1945 réside dans ce qu'elle nous révèle des tendances à l'œuvre dans la société algérienne et des mutations de son avant-garde, le PPA. Par cela surtout, elle constitue une anticipation étonnante de ce que sera l'insurrection de novembre 1954. «La position adoptée par les divers éléments politiques, à ce moment tragique, devait être jugée par les deux camps comme une pierre de touche, préageant leur position future dans une situation de plus en plus polarisée[46].»

L'idée d'une société multiraciale ne résiste pas à l'épreuve. Le fossé entre le peuple algérien et la minorité européenne s'élargit au point de devenir impossible à combler.

Les émeutes sont essentiellement le fait de la paysannerie et des plébéiens des villes. Ces deux forces leur donnent un caractère furieux et chaotique. L'origine sociale des émeutiers dicte les formes de leur lutte. Les paysans croient aux vertus du soulèvement en masse, les sous-prolétaires des villes à celles du terrorisme.

Malgré la pusillanimité des chefs, le PPA résiste à la secousse. À travers tout le pays, tracts et inscriptions murales appellent à la libération des détenus politiques. Mais l'union entre plébéiens et bourgeois a vécu, même si des réactions identiques à l'égard des élections au Conseil général voilent momentanément la fissure. Jusqu'au 9 mars 1946, date du vote de la loi d'amnistie par le Parlement français, ils boycottent ensemble les élections. Après cette date, leurs chemins divergent. Ferhat Abbas crée en avril 1946 l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), se réclame de l'héritage des AML et décide la participation aux élections législatives de juin. La bourgeoisie veut parler en son nom propre. Elle a désormais son parti.

Le mouvement messaliste continue à boycotter les élections et accuse ses anciens alliés de tourner le dos au congrès des AML de mars 1945 et de trahir l'islam. Pour ses dirigeants, la seule condition de la révolution est une bonne organisation de la conspiration. Le PPA doit donc rester clandestin.

---

46. Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1976, p. 140.

CHAPITRE 2

L'ÈRE DES CONTROVERSES : DEUX CLANS ET UN ARBITRE, MESSALI (1946-1948)

Quand Messali rentre en Algérie, en octobre 1946, il retrouve un mouvement qui fait du refus de l'action légale son credo. Il va s'y opposer et persuader le comité central[1], où les dirigeants amnistiés en mars 1946 reprennent leur place, de revenir sur le boycott des élections. Il crée le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) pour pouvoir présenter, malgré l'interdiction du PPA, des candidats aux élections législatives de novembre 1946.

Dans le Constantinois et en Kabylie, régions très éprouvées par les événements de mai 1945, les organisations locales estiment que les militants engagés loin dans la dénonciation de la participation de l'UDMA aux élections ne sont pas préparés à un tournant aussi brutal. Elles évoquent, par ailleurs, une autre raison: le PPA a axé sa lutte contre ses adversaires politiques sur des thèmes religieux. Renoncer à une position anti-électoraliste, en faisant marche arrière, ne donnerait-il pas raison a posteriori aux laïcs qui lui reprochent l'utilisation de la religion à des fins politiques et aux oulémas qui l'accusent de «souiller l'islam en le commercialisant»? Contre leur soutien provisoire à la ligne de la direction, les opposants exigent la tenue d'un congrès. Pour désamorcer leurs critiques, la direction convoque une conférence nationale. Prend-elle cette attitude pour éviter le remaniement des organismes dirigeants et le retour à une ligne anti-électoraliste? On peut le supposer quand on sait que l'opposition était dominante dans le parti, qu'elle contrôlait le comité d'organisation et regroupait les sections les plus importantes en effectifs, celles du Nord-Constantinois et de la Kabylie, car celles de l'Est et l'Ouest algérien ne prendront leur essor qu'à partir de 1946-1947.

---

1. Depuis son implantation en Algérie, le PPA n'a pas tenu de congrès. Le comité central constituait son organisme suprême.

Quoi qu'il en soit, la décision de substituer une conférence à un congrès limitait le champ de la réunion prévue puisqu'une conférence avait moins de pouvoirs qu'un congrès et que ses organisateurs pouvaient réduire le nombre des participants. Ce calcul aurait eu quelque chance de réussir si le comité directeur avait été homogène. Mais au sein de cette instance coexistaient deux clans rivaux, chacun ayant ses fiefs. Leur leadership était fondé davantage sur le coefficient personnel que sur leur attachement à une ligne politique claire, ce qui explique leur fragilité. Socialement proches, les deux clans sont le produit d'itinéraires historiques différents et ont dirigé ensemble le parti de 1943 à 1946. C'est leur histoire qui nous met sur la trace de leurs divergences.

Le premier groupe a pour chef de file Hocine Asselah. Connu sous le nom de «groupe d'Alger», il influence sans partage Alger-Casbah et entretient des rapports confiants avec le monde du commerce. Il tente d'assurer sa protection en se conciliant les bonnes grâces de Messali et surtout de Hocine Lahouel. Dans ce groupe, on trouve Mohammed Taleb, Hadj Cherchalli, Abdoun, Hamza[2], etc. Les sympathies de Chawki Mostefaï vont à ce groupe dont tous les membres se sont heurtés, pour des raisons différentes, au Dr Lamine Debaghine. Membre de la direction du PPA, réputé partisan de l'unité avec la bourgeoisie, Hocine Asselah est un homme de compromis. Ses bonnes relations avec Ferhat Abbas font peser des soupçons sur ses positions et l'opposent à Debaghine. Mohammed Taleb n'a accepté qu'après bien des louvoiements de remettre au Dr Lamine Debaghine le matériel d'impression qu'il avait entre les mains. Ses partisans ont, au cours de la guerre, menacé de mort Ahmed Bouda, responsable du comité d'organisation et proche de Debaghine. Hadj Cherchalli traduit Lamine Debaghine en conseil de discipline sous le chef d'accusation d'avoir provoqué les événements de Sétif. Son argumentation se fonde seulement sur la coïncidence entre la présence de Debaghine à Sétif et les émeutes. Comme il est de ceux qui ont préconisé l'extension du soulèvement, ses adversaires ont eu beau jeu de soutenir qu'il cherchait à rejeter sur d'autres les responsabilités qu'il avait prises en avançant un mot d'ordre aventureux. Chawki Mostefaï a fait lui

2. Hamza. Ébéniste. Membre de la direction du PPA à Alger. Éliminé au congrès de février 1947.

aussi partie du conseil de discipline qui a entendu Debaghine sur les événements de mai à Sétif.

Le second groupe a pour chef de file Lamine Debaghine et comprend entre autres Ahmed Bouda, Abdallah Filali et Messaoud Boukadoum[3]. Prépondérant au comité d'organisation, il est le véritable centre du pouvoir. Son influence est très marquée dans le Constantinois, la Kabylie, Alger-Belcourt et Oran-Ville. Ce groupe passe pour le plus radical et tient son autorité de sa fidélité à l'orientation donnée au parti en 1939, mais son chef estime que Messali est un homme fini et qu'il appartient à la nouvelle génération de prendre en main le destin du PPA. Là est l'explication de sa rencontre avec les jeunes intellectuels de Kabylie qui choisissent de se ranger derrière un «homme cultivé».

Entre ces deux groupes qui, jusqu'au 8 mai 1945, étaient unanimes sur la question de l'insurrection, Messali Hadj, Hocine Lahouel[4] et Brahim Maïza[5] occupent une position particulière. Ils n'ont pas été mêlés aux dissensions qui les déchirent désormais. Pour eux, le parti est en danger. Il faut, dans l'immédiat, faire taire les querelles et tout subordonner à l'unité pour faire face au PCA, à l'UDMA et aux oulémas qui veulent mettre à profit les événements de mai et discréditer la voie armée de la révolution.

Par certains aspects, la situation du MTLD rappelle celle de l'ENA et du PPA en 1936-1937. Bourgeois et communistes font cause commune pour isoler le PPA et, avec l'appui de la SFIO et du PCF au pouvoir en France, veulent aménager le cadre de la domination coloniale et faire entrer l'Algérie dans l'Union française. Mais là s'arrête la comparaison. Le nationalisme plébéien s'est renforcé, entraînant massivement dans son sillage la jeunesse. Depuis cette période, le souci de mettre fin aux querelles internes pousse Messali et Lahouel sur un terrain mouvant. Contre les adversaires du cours nouveau, ils font adopter le principe de la solidarité collective entre les membres du comité directeur et du comité central. La bataille politique est

---

3. Boukadoum. Originaire d'El-Arrouch. Membre de l'ENA (1933) et du PPA. Dirigeant des AML dans le Constantinois. Membre de la direction du PPA (1947-1951). Député (1946-1951). Directeur du cabinet de Lamine Debaghine, 1958-1959. Chef de mission du GPRA à Belgrade (1960-1962).

4. Hocine Lahouel. Originaire de Skikda. Militant de l'ENA, puis du PPA. Membre de la direction (1937-1954). Délégué du FLN, 1955. Cesse toute activité politique en 1956. Cosignataire d'une déclaration avec Ben Khedda, Abbas et Kheireddine contre la politique de Boumediene (1975).

5. Brahim Maïza. Avocat, originaire de Sétif. Adhère au PPA au cours de la guerre. Membre du comité central (1946-1947). Meurt dans un accident de voiture le 19 novembre 1947.

évitée et toute clarification sur le rapport entre la stratégie et les formes de lutte devient impossible.

LA CONFÉRENCE DES CADRES

La conférence des cadres se tient à la Bouzaréah dans la banlieue d'Alger en octobre 1946. Messali, Lahouel et Maïza défendent la participation aux élections. Leurs adversaires, Omar Oussedik[6], Tayeb Boulahrouf[7] et Amar Ould Hamouda[8] préconisent la clandestinité totale et la préparation immédiate de la lutte armée. Messali fait valoir la nécessité de combiner la lutte légale et illégale et de ne pas laisser le champ libre à l'adversaire si l'on veut préparer le peuple à un affrontement. Dans le souci d'emporter l'adhésion de ses contradicteurs, Messali évoque le conseil d'Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe : « Votre problème n'est pas connu. Faites-le d'abord connaître si vous voulez sortir du tête-à-tête avec la France et l'internationaliser. Mettez l'opinion mondiale de votre côté. » Bennaï Ouali[9], qui n'avait aucune sympathie pour la Ligue arabe, considère l'intervention d'Azzam Pacha comme inadmissible. Dans certains milieux, on commence à parler de la Ligue arabe avec des sourires entendus. L'arabisme de Messali alimente l'hostilité de ses adversaires en Kabylie. L'idée d'une Algérie algérienne se profile à l'horizon. Au cours des débats, le Dr Lamine Debaghine se tait. Les adversaires des élections interprètent son silence comme une désapprobation du cours nouveau.

La conférence se termine sans que les partisans de l'action immédiate aient réussi à faire adopter leurs projets. Il s'ensuit un malaise qui touche la Kabylie et Alger-Belcourt, et une pression considérable des

6. Omar Oussedik. Originaire de Grande Kabylie. Adhère au PPA en 1942. Membre du comité central, 1947-1949. Membre du CNRA (1957-1962). Secrétaire d'État du GPRA (1958-1959). Chef de mission à Conakry (1960-1961). Conseiller politique de la zone autonome d'Alger. Ambassadeur en Bulgarie (1963-1964), à Moscou, puis à New Delhi et à Rome.

7. Tayeb Boulahrouf. Originaire d'Annaba. Milite au PPA au cours de la Deuxième guerre. Membre du comité central (1951-1954). Membre du comité fédéral du FLN en France (1956-1957). Représentant du FLN en Suisse (1958), à Rome (1959-1962). Après l'indépendance, ambassadeur à Rome, à Belgrade, puis à Buenos Aires et à Lima.

8. Amar Ould Hamouda. Originaire de Grande Kabylie. Adhère au PPA en 1942. Prend le maquis le 14 mai 1945. Membre du comité central (1947-1949). Rejoint le FLN. Assassiné au cours de la guerre pour ses positions lors de la crise berbériste de 1949.

9. Bennaï Ouali. Petit maraîcher originaire de Djemâa Saharidj. Membre du comité central (1947-1949). Assassiné au maquis pour ses positions en 1949.

opposants se fait sentir à l'intérieur du PPA clandestin. Elle aboutit à la création d'un comité de vigilance dont font partie Mohieddine (Belcourt), Djemâa (Tizi-Ouzou) et Bennaï Ouali (Djemâa Saharidj), qui exige la convocation d'un congrès et se met en devoir de le préparer avec un objectif précis : le remaniement des organismes dirigeants. Le Comité directeur ne peut faire face : l'invalidation de certaines listes MTLD[10] à Alger et à Oran aux élections législatives de novembre 1946, le truquage électoral donnent plus de crédibilité aux partisans de la lutte armée.

LE CONGRÈS DE FÉVRIER 1947

Le congrès se tient le 15 février 1947, à Bouzaréah d'abord, à Belcourt ensuite. Selon Omar Oussedik, il y a 55 congressistes. Vingt délégués représentaient l'Oranie, l'Algérois, le Constantinois et la Kabylie. Le reste se composait des membres de l'appareil.

Les fondateurs du FLN font du congrès de février 1947 un grand événement. Messali ne partage pas cet avis :

> Ce congrès, écrit-il, s'est déroulé dans une atmosphère de méfiance et de règlements de comptes. Aucun des problèmes et des événements écoulés n'a été sérieusement étudié. Ce fut plutôt des intrigues, des luttes de clans et la course au pouvoir. Sortir de la clandestinité pour entreprendre la lutte sur le plan légal nécessitait une analyse extrêmement sérieuse, franche et loyale, car les moyens de lutte et les méthodes d'action ne sont plus les mêmes. Mais ce congrès s'est occupé de tout autre chose ; ce fut une scène de grande démagogie, de fanfaronnades, de gauchisme stupide où l'étude objective d'un plan d'action conforme à la période de lutte que nous venions de commencer par notre participation aux élections, n'avait pas sa place[11].

Trente ans après ce congrès, les témoignages recueillis auprès des participants permettent surtout de reconstituer des itinéraires individuels ou des frictions entre dirigeants.

---

10. Ont été élus : L. Debaghine, M. Boukadoum et D. Derdour à Constantine. A. Mezerna et M. Khider à Alger.

11. Rapport au congrès d'Hornu, document ronéotypé de 48 pages. Archives privées. Publication intégrale dans Mohammed Harbi, *Aux origines du FLN*, Saint-Denis, Bouchène, 2020, p. 175-244.

> Mais ces frictions qui donnent au débat un caractère décousu sont révélatrices des opinions des individus et des groupes.

Messali ne participe pas aux controverses et justifie plus tard cette tactique d'expectative en ces termes :

> Ayant été éloigné du parti pendant dix ans, ne connaissant pas la plupart des dirigeants et me trouvant isolé presque de tout, j'ai dû, par modestie et par tempérament, accepter l'effacement [...]. Je me consacrais à mieux connaître les dirigeants, les problèmes politiques et la vie du parti, avant de porter un jugement définitif et objectif[12].

Les sources profondes des polémiques entre les groupes se trouvent en fait dans leurs divergences politiques. Leur évaluation de la situation, du rapport de forces avec l'impérialisme, des voies de la révolution nationale diffère radicalement.

Selon Aït Ahmed[13], il existe alors en Algérie une situation révolutionnaire :

> En 1945, la direction voulait l'insurrection armée, mais elle n'avait aucune idée de ce qu'il fallait faire. Les uns pensaient à un soulèvement dans le style de celui de 1871 ; d'autres pensaient au terrorisme. Ce sont là des idées périmées. Le parti avait besoin d'un bras militaire, car c'était un leurre de croire que nous obtiendrions l'indépendance par étapes[14].

Toujours selon lui, si le PPA ne veut pas se retrouver dans la situation de l'année 1945, il lui faut créer un état-major de l'insurrection et un réseau de brigades armées qui entreront en action sur ordre du comité directeur. Dans cette perspective, on ne peut faire confiance ni aux nostalgiques de l'union avec la bourgeoisie, c'est-à-dire au groupe d'Alger, ni aux partisans de la participation aux élections.

Messali, pour sa part, veut conquérir le peuple, le soustraire à l'influence réformiste et croit que l'affrontement armé avec la France

12. Messali Hadj, rapport au congrès d'Hornu. *Idem*.
13. Hocine Aït Ahmed. Né en 1921. Milite au PPA-MTLD de 1942 à 1954. Membre du comité central et du bureau politique (1947-1949). Responsable de l'OS (1947-1949). Condamné dans l'affaire de l'OS, gagne Le Caire en 1951 et représente le PPA-MTLD dans les conférences internationales sous le nom de Saïd Farhi. Membre fondateur du FLN. Appartient à son CNRA (1956-1962). Ministre d'État (1958-1962). S'opposera au régime Ben Bella et dirige en 1963 une révolte armée sous l'égide du Front des forces socialistes. Arrêté en 1964, condamné à mort puis gracié, il s'évade de la prison d'El-Harrach le 30 avril 1966. Exilé en Europe.
14. Entretien avec Aït Ahmed. Archives privées.

est inévitable : « L'indépendance s'arrache, mais ne se donne pas », mais il estime que la création d'une organisation paramilitaire est prématurée. Pour préserver l'image du grand leader et faire croire que, dès le début, il a adhéré à la création de l'OS (1947) avec conviction, les historiographes de Messali et Messali lui-même ont préféré retoucher le passé. Mais il n'est pas vrai qu'en 1947, Messali ait cru que la voie militaire devait être empruntée rapidement. Plus prudente et plus nuancée, sa position répondait mieux aux exigences et aux possibilités du moment[15]. Messali veut écarter son parti des chemins de la conspiration, craignant que le manque d'expérience des jeunes cadres et leur penchant excessif pour l'activisme ne compromettent les progrès du mouvement et ne le livrent sans défense à la répression coloniale.

Alors que l'argumentation des activistes se cristallisait sur les suites du 8 mai 1945, c'est-à-dire sur l'ordre d'insurrection du 22 mai et son annulation le 23 mai, Messali, dont les positions sont défendues par Lahouel et Mostefaï, estime que l'Algérie a raté sa libération en novembre 1942. Selon lui, le mouvement populaire a été contenu à cette date pour plusieurs raisons. Tout d'abord, bourgeois et communistes portent une responsabilité écrasante dans la tournure prise par la question nationale au cours de la Seconde Guerre mondiale : « Si en 1936, ils n'avaient pas fait le jeu de l'administration algérienne... le 8 novembre 1942 aurait marqué le début de la libération de l'Algérie. À ce moment-là, toute la France était occupée par les Allemands, très peu de forces existaient en Algérie. Non seulement les congressistes[16] avaient retardé en 1936 la marche du mouvement de libération par leur politique d'assimilation, mais encore le 8 novembre 1942 ils n'ont pas voulu profiter de cette magnifique occasion pour proclamer l'indépendance de l'Algérie, libérer les détenus et créer un gouvernement algérien de résistance[17]. » La conformité du contenu de ce document avec les positions de Messali en 1947 nous a été confirmée par ses adversaires comme par ses partisans. Par ailleurs, toujours selon Messali, « le Parti communiste algérien soutenu par les six députés qui étaient réfugiés à Alger se consacrait à l'effort de

15. Consulter sur ce sujet : Comité de liaison des trotskistes algériens, *Bilan de la révolution algérienne*, journée d'études, première partie, « 1925-1954, de l'ENA au MTLD. » Paris, 1976. Archives privées.
16. Par référence au Congrès musulman de 1936.
17. Document intitulé « Éducation et Culture » (non daté). Archives de Messali. Fondation Messali Hadj.

guerre en abandonnant la cause algérienne. Les Amis du Manifeste passaient un temps infini à mener des entretiens avec les parlementaires français et les hauts fonctionnaires du Gouvernement général d'Algérie. Les dirigeants du PPA, qui étaient à la remorque des Amis du Manifeste, n'ont pas été à la hauteur de leur tâche. Ils n'ont jamais organisé une résistance à la hauteur des événements et ont laissé passer toutes les occasions[18] ». Enfin, Messali pense que la proclamation de l'indépendance par le congrès des AML de mars 1945 était « une action purement platonique ». Un tel but requiert « un plan d'action extra-politique disposant d'une force susceptible d'atteindre tous les objectifs. Cela ne pouvait réussir parce qu'il était trop tard et c'est le 8 novembre 1942 qu'il fallait prendre cette initiative[19]. »

Les opinions de Messali sur la situation de l'Algérie en 1942 péchaient par optimisme, mais son point de vue sur le présent ne manque pas de lucidité. Le PPA se trouve en présence d'une situation nouvelle. Il est le seul parti à préconiser l'indépendance hors de l'Union française. La constitution d'un front national est donc impossible avec le PCA, les oulémas et l'UDMA.

En France, la cause de l'indépendance de l'Algérie ne suscite pas d'écho en raison de l'hostilité des partis de gauche. La tenue des états généraux de la colonisation à Paris, le 3 août 1946, influence une large partie de la Résistance française (Mouvement républicain populaire et radicaux socialistes) et absout la grosse colonisation du péché de vichysme. Le monde arabe suivait avec sympathie la cause nationaliste, mais n'offrait que des alliés potentiels. Dans ces conditions, la voie de la conspiration menait droit à l'échec.

LES DÉCISIONS DU CONGRÈS

Le choc des tactiques différentes se termine lors du congrès de février 1947 par un compromis sur les questions fondamentales. Chacun pense que l'objectif premier est de préserver l'unité du parti, fût-ce aux dépens de la clarification politique. Dans tous les domaines, les décisions du congrès reflètent les principales thèses en présence. Sur le plan de l'organisation, le mouvement est divisé en trois branches : le PPA clandestin, le MTLD légal et l'Organisation spéciale (OS). Le MTLD doit développer une action publique pour la conquête des

18. *Ibid.*
19. *Ibid.*

masses et lutter contre l'orientation des mouvements PCA, oulémas, UDMA, considérés comme réformistes. L'OS doit préparer la révolution armée. Quant au PPA, il doit veiller à ce que le MTLD ne sombre pas dans l'électoralisme. Le principe de la participation aux élections avait été en effet retenu. Mais il devait être appliqué d'une manière restrictive en ce qui concerne les élections au Parlement français. Les élus devaient utiliser leur mandat pour expliquer la question algérienne à l'opinion et ignorer les débats du Parlement. L'incohérence de ces décisions allait singulièrement peser sur le devenir du mouvement. Toujours est-il que le PPA devait garder des cellules de réserve à l'écart de l'activité légale, afin de parer à tout mauvais coup des autorités coloniales. Parmi ces trois organisations, l'OS se voit accorder la priorité. Divisés sur la participation électorale, les congressistes sont unanimes sur ce point, car personne n'ose exprimer ouvertement ses réticences de peur de passer pour un modéré.

Le vote sur la question électorale permet de mesurer le rapport de forces réel entre les groupes. L'orientation défendue par Messali est majoritaire. Elle rassemble 29 voix sur 55. Parmi ses défenseurs, il faut distinguer les vétérans de l'Étoile nord-africaine et du PPA, préoccupés de discipline et de sécurité et le groupe d'Alger, plus attaché à l'union nationale avec la bourgeoisie. Le courant anti-électoraliste, plus porté à l'action directe, se range derrière Lamine Debaghine et dispose de 24 voix. C'est une alliance circonstancielle dont l'homogénéité n'est ni politique ni doctrinale. Son chef veut supplanter Messali, mais sans s'en donner les moyens. Chacune des composantes de ce courant a tendance à généraliser les conclusions qu'elle tire des problèmes spécifiques de sa région. Les cadres du Constantinois ne pensent qu'à venger les victimes du 8 mai.

Ceux de Kabylie, en butte à la répression et à l'action des milices, subissent nécessairement l'influence des militants qui tiennent le maquis depuis 1945. La puissance de leur organisation (près d'un tiers des effectifs du PPA) et l'incorporation de nouveaux groupes de combattants, dont de nombreux étudiants, les prédisposent à brûler les étapes.

Les partisans de Lamine Debaghine ont, avec Messali, une conception identique des alliances : l'hégémonie du PPA dans le mouvement national est une nécessité qui tire sa justification du fait qu'il est le seul parti à lutter sans réserve pour l'indépendance. S'ils croient à l'inéluctabilité de la lutte armée, celle-ci reste cependant à leurs yeux

l'apanage d'une élite : ce sont des adeptes de la théorie des minorités agissantes et d'un contrôle strict du comportement populaire. Pour cette raison, la convergence avec Messali, partisan d'un lien direct entre le leader et les masses, ne sera pas toujours aisée.

Les arrière-pensées des chefs se manifestent à propos du choix des futurs dirigeants. Debaghine et Messali s'affrontent par personnes interposées. Les délégués de la Kabylie, qui suivent Debaghine plus en raison de son statut social que pour son respect de la démocratie, rejettent la proposition de confier à Messali le soin de désigner le comité central. « C'est au cours de ce congrès que j'ai commencé à me rendre compte que la personne du chef du parti n'était pas grand-chose », dira plus tard Messali dans son rapport au congrès d'Hornu de juillet 1954. Les congressistes désignent alors une commission des candidatures avec Messali, Lamine Debaghine, Ahmed Bouda, Hocine Lahouel et Ahmed Mezerna. Debaghine et son allié Bouda, qui participent sans interruption à la direction du PPA de 1939 à 1947, font avaliser les noms de leurs partisans. En effet, Messali, Lahouel et Mezerna ne connaissent que les vétérans.

Le remaniement des organismes dirigeants donne donc un net avantage à Debaghine. Une partie de ses adversaires du groupe d'Alger est éliminée. Ils reviendront plus tard au comité central, tel Saïd Amrani, puis au bureau politique en 1949-1950, à la faveur de la cooptation dans le sillage de Messali et Lahouel. Ses partisans sont majoritaires au comité central, mais leur influence ne se retrouve pas au bureau politique dont la composition sociale est à dominante plébéienne (Messali, Lamine Debaghine, Hocine Lahouel, Ahmed Bouda, Ahmed Mezerna, Hocine Aït Ahmed, Mohammed Belouizdad, M'hammed Ben M'hel et Mohammed Khider). Les intellectuels qui y accèdent sont d'origine populaire. Seul Aït Ahmed vient d'une grande famille maraboutique de Kabylie.

Le congrès de février 1947 met en lumière la jeunesse et l'inexpérience du PPA-MTLD, la confusion des tactiques et des idées. Le choix d'une méthode pour conquérir le pouvoir domine les travaux. Les questions fondamentales de la construction d'une société nouvelle et des besoins concrets des masses restent sans examen. Les militants doivent donc se contenter de généralités et de symboles. Lieu de rencontre où s'allient et s'opposent des forces sans autre lien de solidarité que la volonté de rompre avec le présent, le PPA-MTLD

ne s'est même pas donné des statuts pour organiser sa vie intérieure. Le bureau politique et le comité central sont le centre des confrontations décisives. Leurs membres sont à la fois juges et parties. Seule la bureaucratie du parti a des droits réels. Les militants ne sont que des exécutants. La solution des conflits éventuels entre dirigeants ne dépend pas d'eux. Le caractère équivoque des décisions du congrès et la rivalité Messali-Debaghine annonçaient les orages futurs.

La situation politique les favorise, le Parlement français ayant adopté en septembre un statut de l'Algérie. La loi considère désormais l'Algérie comme un groupe de départements doté de la personnalité civile et financière et confie le pouvoir exécutif à un gouverneur général français assisté d'un Conseil de gouvernement et le pouvoir législatif à l'Assemblée nationale. L'assemblée financière est transformée en une Assemblée algérienne composée de 60 délégués européens (1er collège) et de 60 Algériens (2e collège). Ses décisions doivent être soumises à l'homologation et prises à la majorité des deux tiers. Le statut de l'Algérie prévoit la suppression des communes mixtes, l'indépendance du culte musulman, l'enseignement de la langue arabe à tous les degrés et le droit de vote des Algériennes.

Il soumet toutefois ces clauses aux décisions de l'Assemblée algérienne, qui n'en fera jamais cas.

L'ESSOR DU MTLD ET LA NAISSANCE DE L'OS

Au lendemain du congrès, la direction du PPA-MTLD se fixe deux objectifs : préparer les élections municipales d'octobre 1947 ; répartir les forces du mouvement entre le MTLD et l'OS. Ce programme inverse en fait l'ordre des priorités décidé par le congrès. Avant même que la répartition des effectifs entre les différentes branches du mouvement intervienne, l'aile légale accapare la quasi-totalité des cadres et des militants aguerris pour garnir les conseils municipaux.

Au cours de la campagne électorale, le PPA-MTLD décide de populariser le mot d'ordre de l'indépendance et se bat sur deux fronts : contre la colonisation et contre ses concurrents bourgeois et communistes. Les élections sont mises à profit pour lancer une vaste campagne dans les douars et dans les villages. Des sections très puissantes se forment en Oranie : à Nemours, à Marnia, dans l'Est algérien, à Souk-Ahras, Guelma, Tébessa, Arris. Les élections d'octobre 1947 constituent un plébiscite pour le PPA-MTLD et font

de lui le premier parti d'Algérie. L'échec des projets fédéralistes du PCA et de l'UDMA ôte toute crédibilité à la croyance dans une évolution progressive. Une poussée populaire sans précédent ratifie le mot d'ordre central du MTLD : « Contre tout statut, Constituante algérienne souveraine ». L'audience du parti en sort grandie. La polarisation de la vie politique algérienne s'accentue : le nationalisme populiste du côté algérien, l'ultra-colonialisme du côté européen, Et, à terme, apparaît l'impossibilité de trouver au problème algérien une solution dans un cadre légal.

Théoriquement, le PPA, le MTLD et l'OS sont dirigés et coordonnés par un même comité central et un même bureau politique. Ahmed Bouda est responsable du PPA, Ahmed Mezerna du MTLD, Mohammed Belouizdad de l'OS. La réalité met en évidence le formalisme de ce schéma. En pratique, le PPA s'étiole et dépérit rapidement. Ses militants sont sollicités par le MTLD et l'OS. Les cellules fondent à vue d'œil. En l'espace d'un an, il n'en reste rien. Çà et là, la fiction demeure, mais ce sont les mêmes militants qui sont au PPA et au MTLD. La branche légale est en meilleure position que l'OS dans la course à l'héritage du PPA. D'abord, elle bénéficie des efforts des dirigeants les plus influents, Messali Hadj et Hocine Lahouel. Ensuite, le groupe d'Alger, écarté par le congrès, y investit toutes ses forces. Enfin, l'action au grand jour renforce le MTLD et fait affluer dans ses rangs des adhérents des couches intermédiaires à la recherche d'un cadre favorisant leur ascension sociale.

L'OS ne s'organise qu'à partir du 13 novembre 1947. Le congrès, on l'a vu, lui donne la priorité, mais ses décisions restent lettre morte. Dans les faits, les questions d'organisation, plus que les débats politiques, tranchent entre les tendances. Dépourvus de moyens, condamnés à l'anonymat, les chefs de l'OS ne voient pas sans déplaisir leurs collègues du MTLD se laisser envelopper par la cohorte des arrivistes qui flairent le succès. Insensiblement, le MTLD et l'OS, théoriquement complémentaires, s'avèrent concurrents. Le MTLD devient « le Parti » alors que l'OS n'est qu'un appareil en formation qui pâtit de la crainte de certains membres du bureau politique de le voir se transformer en instrument aux mains de Lamine Debaghine. Cette situation crée des frictions constantes entre porte-drapeaux des deux organisations, principalement sur trois points : l'armement, le recrutement et le cloisonnement entre le MTLD et l'OS.

La question de l'armement se pose au bureau politique dès le mois de mars 1947. On convient que sa solution doit être recherchée auprès des partis anticolonialistes, des pays arabes et des gouvernements intéressés au combat libérateur de l'Algérie. La consigne à ce sujet est donnée à tous les députés et en particulier à Lamine Debaghine, responsable aux affaires extérieures, de chercher des sources d'approvisionnement. Elle ne reçoit aucune suite. L'état-major de l'OS trouve des expédients. L'argent manque. Le budget de fonctionnement alloué à l'OS est de 100 000 anciens francs par mois[20]. Sur ces 100 000 francs sont prélevées les mensualités des chefs de région, 6 000 francs anciens par permanent jusqu'en décembre 1948. Le fonds de roulement de l'OS n'excède pas 3 000 à 4 000 francs anciens. Ces chiffres témoignent de la pauvreté en moyens du PPA-MTLD. Malgré ces difficultés, l'OS acquiert un premier lot de 300 armes en Libye[21]. Un second lot d'armes est acheté grâce à une quête faite à l'insu du parti par Bennaï Ouali. Il comprend 20 mitraillettes, 30 colts, cinq fusils de guerre et deux caisses de grenades offensives. D'autres armes en petit nombre sont achetées sur des marchés spécialisés dans ce trafic. Elles serviront en novembre 1954.

En matière de recrutement, l'OS se heurte à la résistance de l'appareil du PPA à Alger et à l'action des dirigeants hostiles à Lamine Debaghine. Fin 1947, Ahmed Bouda confie la réorganisation d'Alger à Aït Ahmed. Ce dernier dissout un organisme propre à la capitale, le «comité central jeunes» auquel appartient Mourad Didouche[22] et intègre à l'OS les effectifs nécessaires à la formation de sept brigades. Elles couvrent Belcourt, Ruisseau, la Redoute, Clos-Salembier, Alger Centre, Casbah, Bab-el-Oued, Saint-Eugène, les hauteurs: El-Biar, la Bouzaréah. Cette opération est interprétée comme une tentative de détruire un appareil pour en forger un autre favorable à Lamine Debaghine. La dissolution du «comité central jeunes» fait l'objet de discussions serrées au bureau politique.

20. «Rapport d'Aït Ahmed, membre du bureau politique du PPA, au comité central élargi», tenu à Zeddine en décembre 1948, *Les archives de la révolution algérienne*, Paris, Jeune Afrique, 1981, p. 15-49.
21. Mohammed Boudiaf, «La préparation du 1er novembre», *El-Jarida*, organe du Parti de la révolution socialiste, n° 15, novembre-décembre 1974.
22. Mourad Didouche. Militant du PPA, membre de l'OS (1947-1950). Responsable dans la Région d'Annaba. Adjoint de Boudiaf à l'organisation en France (1952-1954). Membre fondateur du FLN et chef de la région du Nord-Constantinois. Mort au combat en janvier 1955.

Enfin la question du cloisonnement est mise en évidence par un autre conflit. Lors d'une tournée d'inspection dans le Constantinois, Aït Ahmed et Boudiaf décident de faire transférer vers El-Harrouch la dynamite stockée à Collo. Souidani Boudjemaa[23] en assure le transport. Intercepté par la gendarmerie à proximité d'El-Harrouch, il parvient à s'enfuir, mais ses deux compagnons, dont un conseiller municipal du MTLD de Collo, Benyounès, sont arrêtés. Aussi, Mezerna, au bureau politique, reprochera à Aït Ahmed d'impliquer un élu dans des aventures et de compromettre le mouvement au regard de la légalité. Aït Ahmed se réfugie derrière la priorité donnée par le congrès à l'OS : « Si vous nous aviez donné les effectifs que nous vous avons demandés, nous n'aurions pas recruté un élu. » Notons que s'il arrivait aux dirigeants de l'OS de débaucher des militants de la branche légale, l'inverse était également vrai.

À la veille de l'élection de l'Assemblée algérienne en avril 1948, l'état-major de l'OS avait prescrit aux membres de cette organisation plusieurs mesures de prudence : ne pas prendre part à la campagne électorale sous quelque forme que ce soit ; ne pas accepter des missions le jour du vote comme délégués, scrutateurs ou membres du service d'ordre du MTLD ; éviter de laisser les documents dans des endroits où d'éventuelles perquisitions les feraient tomber entre les mains de la police. Non seulement ces recommandations ne sont pas respectées, mais deux membres de l'état-major de l'OS, Ahmed Ben Bella et Amar Ould Hamouda, sont désignés comme candidats du MTLD, le premier à Marnia, le deuxième à Aïn El-Hammam. Au bureau politique, Aït Ahmed dénonce alors un « électoralisme qui fait flèche de tout bois et tient lieu de perspective ».

LE BLOCAGE DE LA VOIE ÉLECTORALE ET SES CONSÉQUENCES

Le statut du 20 septembre 1947, qui avait créé l'Assemblée algérienne, est unanimement condamné par les colons. Dans une série d'articles dans *L'Écho d'Alger*, Jacques Chevallier, député d'Alger, exprime leurs préoccupations : « Le jour où, au sein de l'Assemblée, une coalition issue du suffrage universel ferait sienne une motion quelconque de tendance séparatiste, la question, inévitablement exploitée sur le plan

23. Souidani Boudjemaa. Originaire de Guelma, militant de l'OS (1947-1950). Membre du comité des 22 qui décide l'insurrection. Chef adjoint de la zone algéroise. Mort au combat le 16 avril 1956 dans la Mitidja.

international, prendrait un aspect d'une exceptionnelle gravité [...]. Cette fois-là, le champ serait libre à l'aventure[24]. » Il faut donc éviter que les représentants du mouvement national algérien « ne s'érigent en constituants d'une république illusoire ». Comment? D'abord en obtenant la majorité à l'Assemblée algérienne, ensuite en changeant le gouverneur général, jugé trop libéral. « Allez-vous-en », écrit *L'Écho d'Alger* dans une lettre ouverte adressée à Yves Châtaigneau. Enfin, en engageant le combat contre le Parti communiste algérien[25], pour le déloger des positions acquises dans le collège électoral européen au lendemain de la libération de la France et y assurer à nouveau la prééminence des colons.

Les libertés que le nouveau gouverneur général, Edmond Naegelen, dirigeant de la SFIO, prend avec le suffrage universel aux élections du 4 avril 1948, comblent les espoirs des colons. Dans le collège européen, les communistes perdent leurs positions sauf à Sidi Bel-Abbès. Dans le collège musulman, les élections sont truquées à grande échelle.

La brutalité avec laquelle la répression s'abat sur le PPA-MTLD et les populations[26] constitue un choc particulièrement rude pour les militants. La campagne électorale est coûteuse : saignée en argent, saignée en hommes. Hocine Lahouel et Hadj Cherchalli, arrêtés le 3 avril 1948 au cours d'un meeting à Blida et condamnés à six mois de prison, diront : « Il faut revoir notre politique. Purger de la prison, d'accord, mais au moins que ça en vaille la peine[27]. » Ce sentiment est celui de la quasi-totalité des cadres des centres ruraux aussi bien que des populations : « Ne nous appelez plus aux urnes, donnez-nous des armes. » Ce cri traduit plus le désenchantement que des dispositions immédiates à l'action. À l'intérieur du MTLD, il est repris et amplifié.

Les rapports des responsables de l'organisation plaident contre l'investissement des forces du parti dans « l'escroquerie démocratique ». Dans les prisons, les militants refusent de reconnaître pour porte-parole ceux que la direction désigne et n'acceptent pas le système de défense

24. Jacques Chevallier, « Nous maintiendrons », *L'Écho d'Alger*, 17 septembre 1947.

25. « Un seul but, échec au communisme », éditorial, *L'Écho d'Oran*, 18 octobre 1947.

26. Il y eut 398 arrestations et quatre morts. À Champlain : 40 blessés et 200 arrestations ; à Deschmya : 7 morts et de nombreux blessés.

27. Rapport Aït Ahmed au comité central du PPA, décembre 1948, *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*

qu'on leur propose. Ils rejettent toutes les formes du légalisme et appellent à une action radicale et immédiate. La colère gronde.

Le nationalisme algérien se trouve dans une impasse : l'administration coloniale jugule ses progrès par la violence. Pour faire évoluer le rapport de forces en sa faveur, il ne peut pas se laisser cantonner dans les grandes villes où les Européens sont souvent majoritaires. La voie électorale est bloquée. Malgré ses ambiguïtés et la confusion des aspirations qu'il charrie, le chemin de la lutte armée, tracé par le premier congrès, reste d'actualité.

CHAPITRE 3

UNE UNANIMITÉ PRÉCAIRE AU SEIN DU PPA-MTLD (DÉCEMBRE 1948-MARS 1949)

C'est dans un contexte dominé par les retombées des élections du 4 avril 1948 que le comité central du PPA se réunit à Zeddine (petit hameau de l'Algérie médiane) dans la ferme de Belhadj Djilali[1], fin décembre 1948. Ben Bella situe l'événement en 1949 et en fait un congrès. Or, la réunion de Zeddine a eu lieu en décembre 1948. Ce n'était pas un congrès imposé par les militants, mais un comité central élargi[2]. Les événements ont donné tort à ceux qui comme Mostefaï, Derdour[3] et Cherchalli cherchent confusément une issue légale à la question algérienne. Le durcissement du pouvoir colonial commande une cohésion à toute épreuve. Le rapport présenté par Aït Ahmed et adopté par le comité central est, à maints égards, prémonitoire. Il est inédit à ce jour et nous en citerons de larges extraits.

LE RAPPORT D'AÏT AHMED À ZEDDINE

Ce rapport se divise en quatre parties et traite successivement de la forme de la lutte de libération, de la situation du PPA-MTLD, et des perspectives avant de proposer en conclusion un calendrier d'application des mesures adoptées.

---

1. Belhadj Djilali. Connu sous le nom de Kobus, il deviendra agent des services français. Crée des groupes armés anti-FLN. Fut assassiné par ses partisans, noyautés par la wilaya 4, en 1958.
2. Voir Robert Merle, *Ahmed Ben Bella*, Paris, Gallimard, 1965, p. 77. On retrouve la même erreur chez Amar Hamdani, *Krim Belkacem : le lion des djebels*, Paris, Balland, 1973, p. 102. Ont assisté au comité central : Messali, Lahouel, Mezerna, Bouda, Cherchalli, Lamine Debaghine, Mohammed Khider, Belouizdad, Boukadoum, Ben M'hel, Aït Ahmed, Oussedik, Mahsas, Ben Bella, Filali, Boutlilis, Menchaoui, Ould Hamouda, Benaï, Aouati-Asami, Derdour, Mostefaï, Radjeff.
3. Derdour. Dirigeant de la Fédération des AML dans le Constantinois. Membre du comité central (1947-1951). Député de Constantine (1946-1951). Exclu en 1951 pour avoir assisté à un match de football aux côtés du préfet de Constantine le jour de la commémoration des massacres du 8 mai 1945.

LA FORME DE LA LUTTE DE LIBÉRATION

L'idée d'un soulèvement général est rejetée. Cette conception de la lutte, dont le rapport explique l'existence par les souvenirs historiques de l'insurrection de 1871 et par la croyance à la vertu du nombre, «n'est pas partagée par les populations de Kherrata qui ont connu le massacre de mai 1945». Le soulèvement général est une forme de lutte anachronique.

> La notion de supériorité de la multitude a déjà bouché la conscience que devraient avoir nos dirigeants du bouleversement engendré par l'armement moderne dans l'art de se battre pour se libérer[4].

L'insurrection de 1871 n'est pas un exemple auquel on doit se référer, si ce n'est pour savoir ce qu'il faut éviter parce que, «sur le plan militaire, elle fut une régression par rapport à la guerre de résistance conduite par Abd el-Kader[5]».

Le terrorisme généralisé prôné par «de nombreux dirigeants» et «le gros de nos effectifs» est sévèrement condamné parce qu'il vise des individus «sans se soucier du système et des forces sociales qui les sécrètent». Il ne peut être «le vecteur principal du combat libérateur», mais «sous sa forme défensive ou d'appoint, il peut jouer un rôle dans le cadre de la guerre populaire, comme en Indochine»[6].

La constitution d'une zone franche, avancée par Belouizdad, est à écarter. La référence à la guerre de partisans en Chine et en Yougoslavie relève du raisonnement par analogie. Les conditions sont autres en Algérie. «La défense d'une zone libérée suppose l'appui des masses, une armée déjà dotée d'une puissance de feu minimum, des défenses naturelles, forêts vierges, immensités montagneuses, frontières communes avec une puissance amie capable de prendre des risques militaires et diplomatiques afin d'assurer un appui logistique permanent»[7].

Enfin, le rapport écarte une idée fumeuse selon laquelle des manifestations populaires gigantesques pourraient obliger l'Assemblée algérienne à se proclamer Constituante. Cette stratégie était défendue par le dirigeant communiste français André Marty. Il avait en effet

4. «Rapport d'Aït Ahmed, membre du bureau politique du PPA au comité central élargi (décembre 1948)», dans *Les archives de la révolution algérienne*, Paris, Jeune Afrique, 1981, p. 15-49.
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*

confié à son collègue à l'Assemblée, Debaghine, après l'adoption du statut de l'Algérie par l'Assemblée nationale française :

> C'est vrai, l'Assemblée algérienne prévue par ce statut est dépourvue de pouvoirs, mais n'oubliez pas que la Révolution de 1789 a été faite par le peuple de Paris à partir d'une assemblée qui pourtant n'avait qu'un caractère consultatif en matière financière[8].

L'idée a été prise au sérieux... L'issue tragique des manifestations de mai 1945 est une réponse éloquente à ce type d'approche. Quelle forme prendra donc la lutte de libération ?

> Ce sera une guerre. Elle assumera les proportions d'un conflit avec la puissance coloniale et tout son potentiel militaire, économique et diplomatique, donc politique... Nous n'avons pas seulement affaire aux colons et aux garnisons qui les protègent... Ils ont toujours pu dresser la France contre le peuple algérien et pourront toujours réussir, en cas de conflit, à déclencher la croisade. Par conséquent, c'est bel et bien à l'une des plus grandes puissances du monde que nous aurons à arracher notre indépendance[9].

Cette guerre sera une guerre populaire, c'est-à-dire « une guerre de partisans menée par les avant-gardes militairement organisées, des masses populaires elles-mêmes politiquement mobilisées et solidement encadrées[10] ». Les paysans en seront le fer de lance.

Le rapport souhaite enfin une entrée en scène simultanée des trois pays du Maghreb, mais jauge lucidement les difficultés : « L'Algérie se condamnerait... si elle faisait une condition *sine qua non* d'un dispositif maghrébin préalable. Ce dispositif suppose une unité de vues, de sentiments, d'intérêts chez les dirigeants. Nous n'en sommes pas encore là, en dépit des déclarations[11]. »

Après avoir abordé certains problèmes de stratégie, le rapport analyse la situation politique et les faiblesses du Parti.

---

8. *Ibid.*
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*

LA SITUATION DU PARTI

L'analyse politique est optimiste. La foi en la nation algérienne et l'idée d'indépendance ont gagné les masses. «La scission intervenue au sein du mouvement national au lendemain des massacres de Sétif et de Guelma n'a pas entamé le sentiment national»[12]. Ferhat Abbas et cheikh Bachir El-Ibrahimi qui «se font les champions d'une lutte pacifique intelligente qui n'expose pas le peuple à la répression et aux aventures» et le PCA «qui court derrière le peuple dont il prétend être l'avant-garde[13]», ne peuvent plus s'opposer au processus de libération nationale. Depuis le trucage des élections le 4 avril 1948, «le peuple algérien dans son ensemble a découvert le caractère dérisoire et vain du réformisme, basé sur la légalité coloniale[14]». En conséquence, le parti doit se mettre au niveau des événements et dépasser ses faiblesses. Quelles sont-elles? Le rapport en dénombre quatre : l'insuffisance de l'implantation rurale, le manque de cadres et de formation idéologique, la dispersion des structures organiques et les difficultés faites à l'OS.

Le parti est présent et agissant dans les zones rurales de Kabylie, de l'Algérois et du Nord-Constantinois. Mais dans le Sud et l'Oranais, l'influence du PPA-MTLD, quoique prépondérante, ne se traduit pas de façon organisée. Au demeurant, les alliances dans la région de Mostaganem, de Constantine et de Mascara avec les confréries religieuses ne doivent pas faire oublier que la tâche des organisations rurales est de déraciner «le féodalisme». «Les foyers révolutionnaires doivent être créés au sein des masses révolutionnaires et non téléguidés des villes avoisinantes.» En effet, les directions avaient leur siège dans les villes ou les bourgs.

Aussi, Aït Ahmed propose-t-il la suppression du PPA :

> Il est puéril de croire encore au caractère semi-légal et semi-clandestin de structures dont tous les responsables et les militants sont MTLD sans le savoir et sans le vouloir peut-être. Ils sont fichés chez la police en tant que tels. Mais, si cela peut satisfaire leur vanité, on peut les assurer qu'en cas de coup dur, ils seront arrêtés en tant que membres du PPA pour «reconstitution de ligue dissoute»[15].

12. *Ibid.*
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*

Le rapport rejette l'idée de Messali et de Bouda qui souhaitent l'élaboration d'un plan de sécurité pour le MTLD. Il reste centré sur la perspective d'une révolution immédiate et réclame «la priorité... à l'OS dans la ventilation des cadres que la réorganisation rendra disponibles[16]».

Après avoir énuméré les entraves faites à l'OS par la direction, Aït Ahmed aborde le problème de la formation:

> Sur le plan technique, on procède à l'étude théorique et pratique du maniement des armes modernes et des explosifs, aspects principaux du combat individuel. Sur le plan tactique, nous avons choisi dans des ouvrages récents traitant de la guérilla, de la guerre des partisans, des «commandos», des leçons s'adaptant le mieux aux données de notre pays et qui sont d'un niveau accessible à nos militants... Nous avons multiplié les stages de formation en campagne, afin de familiariser les éléments avec les problèmes posés par la guérilla[17].

La formation ne déroge pas au principe hiérarchique:

> De nombreux pelotons ont permis à nos responsables d'unités d'acquérir la formation militaire de leurs rangs respectifs... Bien que nous ne donnions pas de grades, notre ambition est de fournir des officiers supérieurs à la révolution, de petits et moyens cadres militaires au service du parti et des masses[18].

Le service des transmissions et celui du génie, qui disposent de quelques ateliers à Alger et en Kabylie, doivent pouvoir se créer à l'échelle nationale. La réalisation de ce projet dépend des moyens matériels qui seront donnés à l'OS.

LES PERSPECTIVES

La situation du parti exposée, le rapport esquisse la direction dans laquelle il faut œuvrer dans l'avenir. Il ne s'agit pas seulement d'un catalogue de tâches pratiques, mais aussi des conditions politiques nécessaires au déclenchement de la révolution dans un avenir prévisible.

16. *Ibid.*
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*

La propagande du parti doit être réorientée : « Aujourd'hui, la conscience révolutionnaire consiste à exploiter l'impasse légaliste et les fiascos réformistes afin de familiariser les masses avec l'idée d'une véritable guerre[19]. »

– Le contenu social de la lutte de libération doit être explicité. Le recours aux subterfuges n'est pas viable :

> Nos montagnards répugnent à la légèreté et surtout à la duperie. Ils sauront gré à ceux qui leur diront : l'imam El-Mahdi n'existe pas. Le seul miracle ne peut provenir que de votre volonté et de votre énergie... Les terres expropriées par les armes ne seront reprises que par les armes[20].

– L'organisation des campagnes est fondamentale :

> Au lieu de reprendre les directives mensuelles vagues et sans effet stimulateur, redoublez d'activité et de vigilance. Le comité central devra faire l'inventaire de nos cadres actuels ou potentiels pour les répartir et « concentrer » leurs efforts sur les régions rurales auxquelles la stratégie confère la priorité[21].

– L'hégémonie du PCA sur les syndicats doit être battue en brèche :

> Il faudra faire une conquête discrète mais profonde de la CGT par le noyautage de l'appareil et une campagne d'explication menée par la presse contre la politique discriminatoire des dirigeants syndicalistes à l'égard du prolétariat, du sous-prolétariat et des chômeurs d'origine algérienne[22].

Les cadres doivent être renouvelés et affectés selon leur origine régionale :

> L'expérience de l'OS démontre que le parti a eu tort de se fier aux mêmes hommes pour accomplir les mêmes rites dans la même défiance de la base. [...] C'est parmi les jeunes et les étudiants d'origine rurale qu'il convient de recruter les futurs responsables destinés à l'organisation politique des campagnes. Les citadins seraient recrutés

19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*

> pour le travail dans les villes. L'expérience prouve que leur insertion rurale est difficile. Les paysans préfèrent les cadres du terroir, ils ont besoin d'avoir confiance pour s'engager[23].

La stratégie d'élargissement de la révolution à tout le Maghreb exige des contacts avec le Néo-Destour[24] et l'Istiqlal[25] et la mise sur pied en Tunisie et au Maroc d'organismes de combat identiques à l'OS. Ainsi, pourra-t-on éviter l'obstacle qui provient de l'existence dans les trois pays de mouvements de libération exprimant des forces sociales différentes et ayant des perspectives différentes.

> La généralisation de la guerre au Maghreb [...] pourra se réaliser avec ou sans les états-majors politiques. Faute d'une entente préalable, une fois amorcé, le processus de libération en Algérie trouvera à l'Est et à l'Ouest des hommes et des instruments d'élargissement et de généralisation sérieux. L'aveuglement des réactions coloniales se chargera de donner raison aux élites révolutionnaires, contre les directions opportunistes[26].

En matière d'alliance, il faut œuvrer à un «Front révolutionnaire des peuples opprimés», tenir compte de ce que l'Algérie est dans la zone d'influence occidentale, et que «jamais les USA ne permettront qu'elle passe du côté de l'Est[27]».

Des développements particuliers sont consacrés à ce que le rapport appelle l'action subversive en France. Tout en notant que les organisations de gauche ont failli sur la question coloniale, le rapport souligne que «le prolétariat français et une partie de l'intelligentsia issue de la résistance sont déjà avertis contre le système colonial. Il y a

23. *Ibid.*
24. NdÉ. Parti politique tunisien fondé le 2 mars 1934, issu d'une scission du Destour, jugé trop légaliste. Le parti vise à libérer le peuple tunisien du protectorat français. Son dirigeant principal, Habib Bourguiba, devient à l'indépendance, le premier chef du gouvernement en 1956, puis, en 1957, président de la République.
25. NdÉ. Parti politique marocain, fondé en 1934, mais c'est en 1934 qu'il prend le nom d'Istiqlal (indépendance). À la fin du protectorat français en 1955, il est le principal parti politique du pays, doté d'une monarchie constitutionnelle. Mehdi Ben Barka qui en est un membre dirigeant, devient le président de l'Assemblée consultative de 1956 à 1959. Voir Mehdi Ben Barka, *Écrits politiques, 1948-1965*, Paris, Syllepse, 2021.
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*

des traditions de lutte anticolonialiste que le souvenir de l'oppression nazie peut ranimer et revigorer auprès des organisations de gauche»[28], mais le retournement de l'opinion française dépendra avant tout de la «puissance du mouvement de libération et de ses répercussions dans le monde. La paix interviendra quand les Français… se rendront compte que l'addition est excessive et ne correspond plus à la valeur de l'objectif politique que les tenants de la domination coloniale leur feront miroiter». Au demeurant, l'Algérie possède «sur les arrières de l'adversaire, un potentiel. La tâche du parti est de l'organiser dans les perspectives d'un combat implacable et prolongé[29].»

En fixant des délais très brefs au déclenchement de la révolution, le rapport qui ne souffle mot de la question de l'union puisque les autres partis nationaux sont considérés comme «des alliés objectifs» du colonialisme, dévoile l'impatience qui rongeait les cadres de l'OS. Cette impatience avait des justifications. Une fuite, un accident pouvaient déboucher sur un démantèlement possible de l'appareil mis en place. Mais au-delà de cet aspect, ce qui ressort avec le plus de force, c'est que le parti était aux prises avec une génération nouvelle, d'esprit plus pratique, qui préférait les actes aux discours et les ruraux aux citadins.

Le rapport sera adopté à l'unanimité moins deux voix, celles de Derdour qui vota contre et de Messali qui s'abstint. Si l'attitude de Derdour ne pose pas de problème, il ne croyait qu'à l'action légale, celle de Messali reste une énigme. Estimait-il que la suppression du PPA et la mise en cause des vieux cadres étaient des attaques contre sa personne ou que le plan présenté était prématuré ? Ce sont des hypothèses plausibles. Lorsque l'heure des polémiques fractionnelles sonnera, ce vote sera coté à la bourse des griefs.

En cours de réunion, une alerte oblige le comité central à quitter Zeddine pour Blida où se poursuivront ses travaux. Une initiative maladroite d'Ould Hamouda va briser le consensus réalisé et ranimer la lutte des fractions. Ould Hamouda demandait au comité central d'accorder les pleins pouvoirs à Lamine Debaghine pour diriger la politique extérieure du Parti. Il pensait ainsi résoudre le problème de l'approvisionnement en armes. Sa proposition est approuvée, mais le bureau politique, entraîné par Hadj Cherchalli, donne sa démission. Il considérait cette initiative comme un putsch à l'intérieur de la

28. *Ibid.*
29. *Ibid.*

direction et une mesure de défiance à son égard. Pendant deux jours la session du comité central se poursuit dans une ambiance hystérique où s'échangent menaces et injures. Pour Messali, le moment est venu d'en finir avec Debaghine. Après consultation des membres du comité central sur les moyens de sauvegarder l'unité de la direction, il propose la création d'un secrétariat général et avance la candidature de Hocine Lahouel.

Comme le groupe Debaghine estimait que les principaux véhicules du réformisme étaient Ahmed Mezerna, Hadj Cherchalli et Chawki Mostefaï, le choix de Lahouel est accepté. La réunion du comité central prend fin sur un compromis. Pour Debaghine, c'est un marché de dupes. Il a, certes, les pleins pouvoirs pour diriger les relations extérieures, mais l'appareil passe entre les mains de ses adversaires qui font bloc derrière Lahouel.

Les deux groupes qui dominent le bureau politique et le comité central n'ont aucune unité de programme. Le groupe Messali-Lahouel n'est soudé que par sa commune hostilité à Lamine Debaghine. Le groupe Debaghine est divisé sur la question culturelle entre algérianistes et arabo-islamistes. Des reclassements étaient donc prévisibles.

LA RECHERCHE D'ALLIÉS DANS LE MONDE ARABE

Au lendemain du comité central de décembre 1948, le PPA-MTLD oriente sa politique dans deux directions : recherche d'une jonction avec le Néo-Destour tunisien et l'Istiqlal marocain sur un plan militaire ; sondage sur les possibilités de se ravitailler en armes auprès de la Ligue arabe.

En janvier 1949, deux délégations sont désignées pour proposer à l'Istiqlal et au Néo-Destour une stratégie commune et la création d'organismes paramilitaires. Alors que Cherchalli et Khider se rendent à Tanger pour s'entretenir avec Allal El-Fassi, Boukadoum, Ben Bella et Derdour prennent le chemin de Tunis. Convaincre les nationalistes des deux pays limitrophes du recours à la lutte armée pour résoudre le contentieux né de la question coloniale n'était pas tâche aisée.

Côté marocain, Allal El-Fassi, leader de l'Istiqlal, accueille avec intérêt les propositions des délégués du PPA-MTLD. Il ne les rejette ni ne les réfute. Cependant, son exposé montre à l'évidence que la politique de l'Istiqlal exclut a priori une épreuve de force :

> Il s'agit de jouer la carte du sultan qui est acquis aux vues du parti. Le peuple marocain soutiendra son souverain qui, déjà, incarne une légalité sur le plan international et possède de nombreux appuis en cas d'échec de l'action personnelle de Sa Majesté.

Les conversations entre Lamine Debaghine et Mehdi Ben Barka, autre dirigeant de l'Istiqlal, en juillet, montreront que les appuis en question venaient du gouvernement américain. L'Istiqlal envisage-t-il une autre voie au cas où l'action diplomatique du sultan n'aboutirait pas? Le propos de Allal El-Fassi se fait allusif. Il affirme que «de nombreux officiers marocains de l'armée française sont en contact avec le parti[30]». La suite des événements prouvera le contraire.

Côté tunisien, le dialogue avec Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour, tourne court. Prenant ses interlocuteurs de haut, il qualifie leur démarche d'«enfantillage». La brutalité de son appréciation est diversement accueillie par les membres de la délégation algérienne. Djemal Derdour est conforté dans son rejet des perspectives ouvertes par le comité central de Zeddine, mais par patriotisme de parti, il n'adhère pas à la formulation péremptoire et cassante de Salah Ben Youssef. Ben Bella, quant à lui, en retire l'impression qu'il a déjà entendu ce genre de réflexions ailleurs, chez les amis de Ferhat Abbas et de Cheikh El-Ibrahimi. Sa croyance dans une alliance entre les nationalistes au Maghreb n'est pas ébranlée. Une rencontre entre Ben Bella et des activistes du Néo-Destour, dont Chadly Qelala qui fera plus tard partie des premiers maquis de Tunisie avant de rejoindre Le Caire, ranima les espoirs algériens. Mais Ben Bella tentera en vain de les gagner à ses vues. En militants disciplinés, ceux-ci considéraient que la question d'une organisation paramilitaire était du ressort de la direction de leur parti, le Néo-Destour. Ce qui les intéressait surtout, c'était d'apprendre à fabriquer et à manipuler des explosifs. Ben Bella fera un deuxième voyage en Tunisie en compagnie de Belhadj Djilali pour mettre au point la coopération sur un plan exclusivement technique entre le Néo-Destour et le MTLD. Au printemps 1949, des artificiers se rendent à Tunis pour faire bénéficier de leurs connaissances leurs camarades destouriens. Un député du MTLD,

30. Notre relation des conversations algéro-maghrébines est faite d'après des entretiens avec Lahouel, Hadj Cherchalli, Ben Bella et Aït Ahmed. Archives privées.

Boukadoum, porteur de documents et d'une brochure d'instruction de l'OS les rejoint avec l'intention de persuader l'ensemble du Destour, à défaut au moins sa fraction «activiste», de la justesse des vues du MTLD-PPA. Ce sera en pure perte. La pénétration politique dans le camp destourien s'avère difficile.

La volonté unitaire du MTLD au Maghreb pèche par naïveté. Les dirigeants pensent inciter le Néo-Destour et l'Istiqlal à réviser leur orientation grâce à une confrontation des idées. En vérité, ils font fi des présupposés d'une ligne que déterminent les intérêts sociaux et nationaux des classes bourgeoises. Par ailleurs, Marocains et Tunisiens perçoivent clairement que, maghrébine en apparence, la vision de la lutte du MTLD même conçue dans des cadres militaires, reste nationaliste et algérienne. Ce parti cherchait à travers des alliances au Maghreb à convaincre les adversaires du nationalisme algérien de l'identité entre les problèmes des trois pays.

Une nuance est nécessaire. Au MTLD, l'approche du problème des alliances au Maghreb n'est pas homogène. Les cadres de l'OS ne subordonnent pas l'insurrection à l'accord de leurs partenaires maghrébins. Ils estiment que c'est dans l'action que la rencontre se fera. Messali, qui a vécu les échecs de l'Étoile nord-africaine, pense de même. Pour les adversaires de l'insurrection immédiate, la fusion des trois mouvements sur le plan militaire constitue un préalable. Aller seuls à l'action, c'était se jeter dans l'aventure.

Si la stratégie d'unification des mouvements nationalistes nord-africains ne trouve pas d'écho positif, les sondages faits au Moyen-Orient auprès de la Ligue arabe ne donnent pas non plus les résultats escomptés. L'influence française y reste forte. L'internationalisation de la question algérienne n'est pas encore possible.

Les contacts pris en Afrique du Nord et dans le monde arabe donnent lieu à un constat: le nationalisme ne trouve nulle part de concours actif. Mais le PPA-MTLD ne renonce pas aux buts qu'il s'est fixés en février 1947. En son sein, les activistes marquent des points. Aux élections cantonales de mars 1949, le MTLD appelle le peuple à l'abstention. Le 5 avril de la même année, un commando de l'OS attaque la poste d'Oran et emporte 3 170 000 anciens francs. L'action décidée à partir d'un renseignement fourni par Nemiche

Djelloul[31] est préparée par Aït Ahmed avec le concours de Ben Bella, chef de l'OS en Oranie[32] et exécutée par un commando dont font partie Souidani Boudjemaa, Belhadj Bouchaïb[33], Mohammed Khider[34] et Omar Haddad[35]. Le secrétaire général du PPA-MTLD, Hocine Lahouel, donne son accord à l'opération. Des mesures sont prises pour dégager la responsabilité du parti en cas de bavure ou d'échec et les membres du bureau politique sont avisés pour ne pas être pris au dépourvu. Le PPA-MTLD se donne les moyens financiers dont l'absence hypothèque sa liberté d'initiative. L'opération aurait pu être le point de départ d'un nouvel essor. Les luttes internes en décident autrement.

UN LEADER SANS PROJET : LAMINE DEBAGHINE

Depuis le congrès de février 1947, Lamine Debaghine n'a pas su donner au parti une direction opérationnelle. Il aurait fallu en finir avec le goût du secret, définir le régime intérieur du parti, répartir les tâches au sein des organismes dirigeants et faire sortir les débats du cadre étroit du comité central en y associant les militants. Or, Debaghine reste un conspirateur. Il s'entoure d'éléments fidèles et agit d'une manière incontrôlée. Son manque de respect des décisions du congrès en matière électorale, son étroitesse nationaliste et son style de travail trop personnel dressent contre lui l'écrasante majorité du bureau politique.

Le congrès avait recommandé aux élus au Parlement français de ne pas participer à ses travaux. En rupture avec cette décision, dès son arrivée à Paris, au lendemain de son élection, Lamine Debaghine

---

31. Nemiche Djelloul. Plus connu sous le nom de Capitaine Bakhti. C'est lui qui rétablira l'ordre à Oran en 1962. Préfet, ambassadeur en Guinée puis à Nouakchott (1979).

32. Contrairement à ce que nous avons, à la suite de nombreux auteurs, écrit dans *Aux origines du FLN*, l'organisateur de l'attaque de la poste d'Oran n'était pas Ben Bella, mais Aït Ahmed.

33. Belhadj Bouchaïb. Originaire d'Aïn-Temouchent, militant de l'OS (1947-1950). Membre du Comité des 22. Arrêté dès les débuts de la révolution. Après l'indépendance, député et membre du comité central jusqu'en juin 1965.

34. Mohammed Khider. Originaire d'Alger, homonyme du député Khider. Militant de l'OS (1947-1950), organise matériellement le congrès d'Hornu (1954). Chef des groupes armés messalistes (1955-1956).

35. Omar Haddad. Militant au PPA au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Militant de l'OS (1947-1949). Maquisard depuis 1945. Participe à l'attentat contre le Bachagha Aït Ali en septembre 1945. Quitte l'Algérie pour Le Caire en 1953 à la suite d'un différend avec Krim sur le meurtre du militant Azzoug. À partir de 1954, sera affecté à la logistique. Après 1962, député et membre du comité central jusqu'au 19 juin 1965.

déclare aux étudiants nord-africains : « Être au Parlement sans y mener un combat retentissant apparaîtra, qu'on le veuille ou non, aux yeux des masses d'Algérie, comme un abandon de la défense de leurs intérêts. Nous ne sommes pas des Ferhat Abbas. » Cette tactique peut paraître plus cohérente que celle adoptée par le premier congrès, mais elle n'en respecte pas les résolutions. Lors des débats au Parlement français sur Madagascar et l'Indochine, Debaghine, chef du groupe parlementaire MTLD, fait preuve d'une mollesse étonnante, résultant d'un nationalisme étroit et de la crainte d'être accusé de collusion avec le communisme. Sur ces questions, l'UDMA et le PCA sont plus combatifs. Nanti des pleins pouvoirs pour diriger la politique extérieure, Lamine Debaghine ne travaille pas en liaison avec le secrétariat général du parti. Au sein du groupe parlementaire, dont il est le leader, il n'y a aucune harmonie. Seuls Mohammed Khider et Ahmed Mezerna se conforment aux directives du parti.

C'est au début 1949, au moment même où se décide l'accélération des préparatifs de la révolution, que le sort de Lamine Debaghine est scellé. La question culturelle, soulevée par ses partisans de Kabylie, fait éclater son groupe et rallie à Messali une partie de ses supporters.

CHAPITRE 4
LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT BERBÉRISTE ET LA CRISE DE 1949 (1945-1949)

Centralisateur, jacobin, le messalisme a, dès les origines, affirmé l'unité culturelle de l'Algérie. Dans cette optique, le particularisme et la réalité des différences culturelles et linguistiques ne lui apparaissent que comme des survivances entretenues de façon intéressée par la puissance coloniale.

Il surestime donc l'unité culturelle de l'Algérie et ne tient pas compte des réalités. À ne prendre que le Mzab et la Kabylie, leur originalité est indéniable. Le particularisme est encore plus prononcé en Grande Kabylie, région rurale cantonnée dans une attitude défensive et fermée sur elle-même. Avec la colonisation, le sentiment d'appartenance régionale prend de l'importance et se charge d'un contenu nouveau. Grâce à la multiplication des échanges du fait de la pénétration capitaliste, de petits univers fermés, isolés s'ouvrent aux idées du monde extérieur. Sanctuaire de la pauvreté, la Kabylie exporte pour survivre ses hommes en France et à l'intérieur de l'Algérie. Dans les régions de plaine et dans les villes algériennes, ils sont souvent confrontés à une habitude de méfiance et de mépris qu'on nourrit à leur égard à cause de leur position sociale et de leur différence. Le sentiment d'appartenance régionale s'avive. Nationaliste face aux Français, le Kabyle se découvre régionaliste face aux Algériens arabophones même si, par la force des choses, il reste unitaire. Aux différences très sensibles dans le genre de vie et les coutumes d'une région à l'autre du pays, s'ajoutent en Kabylie le fait linguistique, la résistance du parler berbère à l'arabisation et l'existence d'une littérature orale très vivante.

Le brassage des populations unifiées par une réaction commune à la domination coloniale ne peut se faire sans heurts majeurs si on fait abstraction de l'histoire particulière des régions qui composent le pays. On peut se demander pourquoi la question régionale a engendré une crise dans le messalisme et non dans les autres mouvements. La réponse

est aisée. Le PCA reconnaît l'originalité berbère même si, à tort, il la met sur le même pied que celle de la minorité européenne. Quant aux partis bourgeois, mouvements de notables, ils sont régionalistes par définition et n'ont pas d'organisation à l'échelle nationale. Au sein du PPA la conjonction de l'absence de démocratie, de l'impasse politique et d'une orientation où l'arabisme et l'islam tenaient lieu de programme va faire dévier après la Seconde Guerre mondiale les débats sur le problème régional.

LE MOUVEMENT BERBÈRE : BUTS ET MANIFESTATIONS

L'Algérie est-elle un pays arabo-musulman ? Doit-on la définir par la langue arabe et la religion musulmane ? La question n'est pas nouvelle dans le mouvement messaliste. Elle s'est déjà posée en 1936, dans l'émigration algérienne en France, au cours des luttes qui opposent Messali à l'un de ses lieutenants, Amar Imache. Messali met en avant l'idée d'un parlement algérien alors que Imache s'en tient au programme traditionnel de l'ENA, c'est-à-dire l'indépendance. C'est pour désamorcer les critiques des partis du Front populaire et de ses alliés au sein du Congrès musulman que Messali a avancé l'idée d'un parlement algérien. Bien que l'antagonisme entre les deux hommes soit politique, il donne lieu à un regroupement régional. En effet, Imache a derrière lui uniquement des Algériens de Kabylie alors que Messali rassemble des militants de toutes les régions. Le même clivage se retrouvera au cours de la Seconde Guerre mondiale, quand les dirigeants de Paris, parmi lesquels Si Djilani et Khider Amar, originaires de Kabylie, sont exclus pour avoir voulu engager le PPA aux côtés de l'Allemagne. Le mouvement berbériste après 1945 prend appui sur trois données de base : les séquelles des luttes entre Messali et ses rivaux de Kabylie depuis 1936, l'expansion rapide du nationalisme en Kabylie et dans l'émigration en France et les erreurs tactiques de la direction du PPA à propos de la question de l'insurrection. Mais cette fois les plébéiens réalisent leur jonction avec un groupe d'intellectuels qui donneront au problème berbère un contenu linguistique et culturel. Avec la Seconde Guerre mondiale, le PPA en Kabylie bénéficie du retour de nombreux émigrés, les premiers gagnés au nationalisme et qui ont été mêlés à la vie de l'Étoile nord-africaine. De ce fait, le niveau politique et organisationnel est meilleur que dans

d'autres régions. En Oranie, dans le Sétifois et la Mitidja, l'émigration intérieure kabyle fraie la voie à l'implantation du PPA.

La conviction, répandue en Kabylie, d'être politiquement en avance sur les autres régions du pays se traduit par une certaine fierté. On n'a plus honte d'être kabyle. À Alger et ailleurs, on commence à revendiquer ouvertement son appartenance régionale. On chante la patrie en berbère. Sur cette ambiance générale vont venir se greffer un certain nombre de faits et de situations.

En 1945, au comité d'organisation du PPA, Bennaï Ouali demande l'unification en une seule région de toute la zone berbérophone. À l'appui de sa proposition, il invoque les liens humains et linguistiques existant entre les populations des deux côtés du Djurdjura. La direction refuse. On parle déjà du régionalisme kabyle.

En septembre 1945, la direction du PPA ordonne au district de Kabylie d'abattre les candidats de l'administration aux élections. La région est en proie à la répression. Des dizaines de militants ont pris le maquis. L'organisation est démantelée. Le chef de district Sid Ali Halit, les chefs de région de Draâ El-Mizan, Mohand Aouchiche, et d'Azzefoun, Mohand Boudjemaa, sont entre les mains de la police. Aussi le comité de district rejette la directive. Un notable de douar justifie cette attitude :

> Si nous abattons les candidats, les Français brûleront nos villages. Avons-nous les moyens de les en empêcher ? Allons-nous évacuer les villages pour fuir vers les montagnes ? Dans ce cas, pouvons-nous affronter l'armée qui viendra nous déloger ? Comment et avec quoi ? [...] Nous pouvons tirer et prendre le maquis si le parti a prévu le djihad comme étape suivante[1].

Devant le refus du comité de district, la direction du PPA convoque directement à Alger le chef de la région Dellys-Tigzirt, Zeroual, et l'invite à passer à l'action. Zeroual obéit. Avec Mohand Saïd Mazouzi[2] et Omar Haddad, il organise le 5 septembre 1945 un attentat contre le *bachagha* Aït Ali près de Tigzirt en Kabylie. L'attentat échoue. Zeroual et Mazouzi sont arrêtés. Quand les membres du comité de

---

1. Aït Ahmed, « Rapport d'Aït Ahmed au comité central de décembre 1948 », art. cité.

2. Mohand Saïd Mazouzi. Arrêté en 1945, libéré à l'indépendance. Responsable de la fédération de Tizi-Ouzou. Membre du comité central du FLN et député (1964-1965). Préfet de Tizi-Ouzou, ministre du travail puis des anciens moudjahidines. Membre du BP du FLN (1979).

district s'aperçoivent que l'ordre d'assassiner les candidats n'a été donné qu'en Kabylie[3], certains d'entre eux pensent qu'on fait bon marché du sort des populations dont ils ont la charge. À ces faits s'ajoute l'inadéquation des organismes dirigeants du PPA par rapport à la mutation quantitative et qualitative intervenue en Kabylie où de nombreux étudiants ont rejoint le parti. Ceux-ci réfléchissent en groupe sur les problèmes tactiques et stratégiques de la révolution nationale et constituent un *brain-trust* pour les cadres plébéiens de la région.

À la commission de presse du journal *El-Maghrib El-Arabi*[4], dirigée par Ben Youssef Ben Khedda, les militants de la Kabylie sont majoritaires. On y retrouve, aux côtés de Ben Khedda, Temam, Belhocine, Henine et Amioud. Leurs exigences politiques et doctrinales sont grandes. Influencés par le marxisme, ils cherchent à donner au nationalisme un fondement rationnel, trouvent trop simpliste de définir la nation algérienne par la langue arabe et la religion musulmane, trop simpliste de réduire la propagande du parti à l'exaltation du rôle de son chef Messali. Aussi bien refusent-ils de lui consacrer une brochure comme le souhaite la direction. Les militants kabyles sont également choqués quand Ben Khedda refuse l'insertion d'un article célébrant la victoire de Mao Tsé-toung en Chine sous prétexte que les partenaires naturels du parti sont dans le camp nationaliste.

La question culturelle berbère fait émerger des problèmes d'importance qui n'ont pas été abordés au congrès de février 1947 : quel nationalisme pour la libération de l'Algérie, et avec quels alliés? Déroutée par la nouveauté des problèmes, la direction refuse toute discussion. Les opposants mettent alors en cause le fonctionnement interne du parti, l'absence de démocratie, la promotion des éléments les plus conformistes. De novembre 1946 à mars 1949, la méfiance gagne de proche en proche et obère les rapports à tous les niveaux de l'appareil.

Les arrestations successives d'Amar Ould Hamouda, Omar Oussedik et Omar Boudaoud[5] vont l'attiser. Des étudiants, Aït Medri, Sadek

3. Très certainement à cause de sa situation géographique.

4. Organe du PPA, mais dont le directeur, cheikh Saïd Zahiri n'appartenait pas au parti. Accusé d'être lié au service des liaisons nord-africaines du gouvernement général de l'Algérie, il sera exécuté par le FLN au début de la guerre.

5. Omar Oussedik est arrêté au jardin Marengo, Ould Hamouda dans un autobus, Omar Boudaoud à la descente d'un car à Rebeval. Boudaoud sera responsable de la Fédération de France du FLN de 1957 à 1962. Après cette date, il sera député et membre du comité central du FLN jusqu'en juin 1965.

Hadjerès[6] et Mabrouk Belhocine, sont convaincus qu'ils ont été livrés à la police.

Une question se pose : le mouvement berbériste s'est-il constitué en fraction à l'intérieur du PPA pour y développer une politique concertée à tous les niveaux ? Messali y répond positivement :

> Grâce au clan Lamine-Bouda, les berbéristes, grands et petits, pénétraient dans le corps du parti, un peu partout comme un microbe dans un corps déjà affaibli. Ils se déplacèrent facilement et allèrent ainsi semer le virus dans toute la France [...]. À vrai dire, pendant quelque temps, ils étaient les maîtres du parti[7].

Certes les documents saisis par la police sur Bennaï Ouali[8], arrêté à Oran alors qu'il s'embarquait à destination de la France à l'insu du parti, constituent des preuves de l'existence d'une fraction. Mais la question n'est pas épuisée pour autant : on ne sait pas quand cette fraction s'est constituée et à quelles fins. Sur ces points précis, les documents disponibles ne permettent pas de trancher. Et c'est l'attitude des protagonistes face à la direction du PPA qui nous permet de juger des buts du mouvement berbère. Ce mouvement n'est pas homogène, sa tactique et ses buts ne sont pas identiques dans l'émigration algérienne en France et en Algérie.

En France, Rachid Ali Yahia, élu au comité fédéral par le congrès de novembre 1948 et appuyé par Bennaï Ouali et Amar Ould Hamouda, s'oriente vers la création d'un Mouvement populaire berbère (MPB) et lance ses partisans dans une épreuve de force avec la direction du PPA-MTLD.

Sur 32 membres du comité fédéral, 28 rejettent toute idée d'une Algérie arabe et musulmane et se prononcent pour la thèse de l'Algérie algérienne. La crise prend de l'ampleur au moment où le PPA ouvre une souscription pour la Palestine. Rachid Ali Yahia s'y oppose. De la défense de l'originalité berbère, on glisse très vite vers l'hostilité à tout ce qui est arabe. L'excès se nourrit de l'excès.

---

6. Hadjerès. Médecin, adhère au PCA après 1949. Dirige avec Camille Larribère et Hadj Ali Bachir le PCA au cours de la guerre. Premier secrétaire du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS).
7. Voir Mohammed Harbi, *Aux origines du FLN*, Paris, Bourgois, 1975.
8. Ces documents ont été communiqués aux avocats au moment de l'instruction.

En avril 1949, la direction du PPA réagit, prononce la dissolution de la Fédération de France et charge Belkacem Radjeff[9], le capitaine Saïdi Sadok et Chawki Mostefaï, tous les trois berbérophones, de reprendre la situation en main. Les affrontements commencent par la tentative des loyalistes d'occuper les locaux du parti qui se trouvaient 13, rue Bisson dans le 20e arrondissement à Paris. Ils sont particulièrement violents à Rouen où Mohammed Khider, député et membre du bureau politique, est battu et une dizaine de militants hospitalisés.

L'implantation en France du courant berbériste nous donne une idée des régions algériennes les plus réceptives à la question de l'identité berbère. Ce courant est puissamment représenté dans la région parisienne et dans toutes les localités où les émigrés sont originaires de Fort-National et d'Aïn El-Hammam (Michelet). Les bastions du courant berbère étaient Saint-Denis, Saint-Ouen, Puteaux, Nanterre, Courbevoie et le 18e arrondissement de Paris. Dans les 4e et 5e arrondissements de Paris, il était moyennement implanté. Là où les émigrés viennent de Tazmalt et du Guergour (en particulier dans les 19e et 20e arrondissements de Paris), il n'arrive pas à s'enraciner. Dans le Sud de la France, en Meurthe-et-Moselle et dans le Nord, régions dirigées par Bachir Boumâaza et Bourzah, tous deux originaires de la Petite Kabylie, l'impact du courant berbériste est nul. En définitive, le mouvement tire toute sa force de la Grande Kabylie.

Il est utile de relever dans quels milieux se recrutent les idéologues du mouvement berbériste. Certains d'entre eux dont Ould Hamouda et Omar Oussedik sont des produits de l'École normale de la Bouzaréah. Ils sont profondément marqués par son enseignement et malgré un attachement profond à la cause populaire, ils restent élitistes et affichent un laïcisme agressif. D'autres, comme Rachid Ali Yahia, sont issus de familles de statut français. Ils ont dû ressentir dans leur jeunesse les blessures infligées par une société hostile à tout ce qui touche à l'idéal communautaire parce qu'elle confond nationalité et religion. Ils y ont réagi diversement, les uns en se réfugiant dans la dévotion religieuse, les autres en s'attaquant ouvertement à l'islam.

Si, en France, la crise de mars 1949 touche profondément l'émigration sans pour autant que soient atteints les objectifs des leaders du mouvement berbère, en Algérie elle est plus limitée dans ses effets et

9. Belkacem Radjeff. Adhère à l'ENA en 1933. Membre de la direction du PPA (1937-1939) et puis 1947-1954.

n'affecte que les sommets du parti et les milieux estudiantins. C'est sous le couvert d'un «comité d'opposition du PPA» que se manifestent clandestinement les tenants de l'Algérie algérienne (par opposition à l'Algérie arabo-musulmane). Personne n'y défend ouvertement les thèses d'Ali Yahia Rachid. La défense de la laïcité s'appuie sur la nécessité de l'indépendance de l'État par rapport à la religion, mais ne va pas jusqu'à mettre en cause l'islam. Sur le plan politique, ils contestent l'évolution réformiste de la direction du PPA-MTLD.

Commencée en janvier en France, la crise de 1949 s'étend à l'Algérie au mois de mars. À ce moment, seul Aït Ahmed se trouve en liberté. Les autres membres du comité central, Bennaï Ouali, Ould Hamouda, Oussedik sont en prison. Aït Ahmed a pour ligne de conduite de poser les problèmes au sein du parti et rejette toute initiative qui peut mener à une scission ou même au séparatisme berbère à l'échelle du pays. Dans cet esprit, il se différencie de Bennaï Ouali tout en se refusant à le condamner comme le souhaitent Messali et Lahouel. Il rallie à ses vues Amar Ouamrane et Cheikh Amar[10], tous les deux futurs officiers de l'ALN, et dépêche un militant de l'OS, Khelifati, en France pour signifier à Rachid Ali Yahia que la discussion du problème culturel en dehors du parti conduit droit à l'impasse. Les maquisards de Kabylie appuient la direction. Krim tire sur Ferhat Ali, un des adversaires les plus décidés de Messali et le blesse. La Kabylie restera messaliste.

LES CONSÉQUENCES DU MOUVEMENT : L'AFFAIBLISSEMENT DE L'AILE RADICALE

Mêlant étroitement les problèmes politiques et la question culturelle berbère, la crise de 1949 a de lourdes conséquences pour l'avenir du nationalisme populaire. En France, la fédération du PPA perd son autonomie. Ses dirigeants sont désormais nommés et non plus élus. Ils constituent une délégation qui relève de l'exécutif du parti à Alger. Il n'y a pas de scission ethnique dans le parti. La majorité demeure berbère, mais la suppression des structures démocratiques va empêcher l'émigration ouvrière de s'exprimer librement et de peser sur son orientation.

Les organismes dirigeants connaissent des changements importants. Au bureau politique une nouvelle majorité se dessine.

10. Cheikh Amar. Premier chef de l'ALN dans la région de Michelet, aura à sa mort Amirouche pour successeur.

- Par cooptation, les vaincus du congrès de 1947 entrent au comité central qui est remanié. En sont exclus Bennaï Ouali, Ould Hamouda, Oussedik et, en dépit de ses positions nuancées, Aït Ahmed. Les sections de l'OS en Kabylie, que dirige Ould Hamouda, sont dissoutes. Aït Ahmed est remplacé à la tête de l'OS par Ben Bella. Le Dr Lamine Debaghine est isolé. Les alliances de Messali et son refus de prendre en considération la question régionale en Kabylie[11] ont pour résultat logique que l'épuration est utilisée non seulement contre les cadres de cette région, mais également contre la coalition radicale qui, en février 1947, a hissé Lamine Debaghine au premier plan. Messali ne l'emporte qu'en apparence, car il devient le leader d'une coalition où les réformistes sont plus nombreux.

- Le PPA et le MTLD fusionnent. Seule l'organisation paramilitaire (l'OS) conserve son caractère clandestin.

- Le courant «berbériste» se disperse. À sa sortie de prison, Bennaï Ouali se rend en France, prend contact avec le PCF et lui demande, mais sans succès, de l'aider à créer un parti nationaliste progressiste[12]. L'échec de cette démarche donne le signal de la dispersion. Une partie des militants adhère au PCA[13] ou au PCF[14], une autre partie jouera le rôle de compagnons de route[15].

En analysant ces itinéraires, on constate que ces militants qui revendiquent la démocratie et la révolution armée, rejoignent des partis qui ne s'accommodent ni de l'un, ni de l'autre. S'ils y cherchent manifestement une reconnaissance de l'originalité berbère, une doctrine indépendante de la religion, ils n'y trouvent néanmoins pas les satisfactions politiques qu'ils en attendent puisqu'ils réintègrent massivement le FLN après novembre 1954.

Cependant, leur cheminement et leurs excès de langage contre la religion donnent au PPA-MTLD une justification a posteriori dans la mesure où ils sont présentés comme le cheval de Troie du PCA dans le

11. Dans son rapport au congrès d'Hornu, Messali affirme : «Je continue à croire que les berbéristes étaient une création colonialiste pour détruire l'arabisme, force de résistance et de lutte permanente», mais il constate aussi que l'épuration avait été poussée très loin et qu'elle a touché des éléments qui n'avaient rien à voir avec le courant berbère.

12. L'entrevue eut lieu avec Thévenin, responsable à la section coloniale du PCF.

13. Hadjerès, Henine, etc.

14. Belkacem Benyahia qui, en 1962, sera directeur d'*El-Moudjahid*, puis ambassadeur en Guinée, au Congo-Brazzaville et enfin en Allemagne démocratique.

15. Abbad Ahmed et Smaïn Menaa.

mouvement messaliste. Désormais, l'étiquette «berbéro-matérialiste» constituera un barrage efficace contre tout courant rationaliste et une arme utilisée par tous les ambitieux pour écarter leurs rivaux.

La crise de 1949 annihile les espoirs de voir un nationalisme radical se développer indépendamment de la foi religieuse. L'aventure de Bennaï Ouali, de Ali Yahia Rachid, a engagé la lutte pour la démocratisation du PPA-MTLD dans une impasse. La saisie rationaliste et laïque du problème politique s'efface dorénavant au profit de l'approche mystique. L'épuration du mouvement berbériste a abouti à l'élimination de cadres de valeur pour faciliter la promotion des médiocres liés à l'appareil et redoutant par-dessus tout d'être taxés de matérialistes et de marxistes. Les chefs plébéiens de Kabylie resteront très méfiants à l'égard des intellectuels. Et cette attitude persistera clairement au sein du FLN.

De tout le groupe «berbériste» seul Aït Ahmed demeure au MTLD. Cependant il sera désormais condamné à ne jouer qu'un second rôle sur le plan national: ses adversaires des années 1947-1949 ne lui pardonnent pas son intransigeance hautaine et sa lucidité dont le rapport au comité central de décembre 1948 porte témoignage. Dans le micro-milieu de la concurrence qu'est tout parti politique, ce sont des qualités de caractère qu'arrivistes et médiocres n'apprécient guère.

Une dernière conséquence enfin de la crise de mars 1949, et c'est la plus grave: la seule région du pays (la Kabylie) où la fusion entre le courant plébéien et les intellectuels est réalisée, perd ses meilleurs éléments. Il en résultera une baisse du niveau politique qui fera cruellement sentir ses effets au cours de la guerre de libération. L'aile radicale du PPA-MTLD en sort affaiblie.

D'accord avec Messali sur la question culturelle, Lamine Debaghine flaire le danger qui peut en résulter pour sa position. Il propose à Aït Ahmed, vers mars 1949, de faire bloc avec lui et de lui apporter le soutien de l'OS. Soucieux de laisser cet organisme en dehors des dissensions internes, Aït Ahmed se récuse. Il pense qu'il ne suffit pas d'occuper les locaux du parti pour l'emporter. Lamine Debaghine fera une autre tentative en cherchant à mobiliser contre la direction les cadres du Constantinois. Il est exclu en décembre 1949 pour travail fractionnel. De plus, il aurait gardé par-devers lui tout son traitement de député dont une partie revenait normalement à l'organisation. Aussitôt après son exclusion, commence son procès dans le parti:

les militants restent sceptiques sur les raisons de la mesure qui frappe Debaghine. Que les fondateurs du FLN lui aient demandé en 1954 de prendre leur direction n'a donc rien d'accidentel. Il a gardé dans l'organisation une aura de «dur».

En définitive, l'appareil a le dernier mot. Désorientés, les radicaux gardent cependant un espoir : l'OS.

CHAPITRE 5

VIE ET MORT DE L'OS (1947-1950)

Contrairement à une vision simpliste qui s'est imposée par glissements progressifs à partir de la crise du MTLD en 1954[1] et qui est devenue un dogme, l'OS n'est pas l'expression des radicaux par opposition au MTLD qui regrouperait les réformistes. La création de l'OS relève d'une division des tâches. Au cours des crises qui secouent le MTLD, ses membres et ses cadres se retrouvent aussi bien parmi les fondateurs du FLN (Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, etc.) que parmi les messalistes (Mohammed Maroc, Chaïeb Tchouar, Djilali Reguimi, Ali Boudjadja). Le congrès de février 1947 porte à la tête de l'OS Mohammed Belouizdad[2], membre du bureau politique du MTLD. Avant de prendre ses fonctions, celui-ci doit mettre en place, avec Ahmed Mahsas, les nouvelles structures du mouvement dans le Constantinois.

Il demande à Aït Ahmed, membre du bureau politique et trésorier du parti, de l'aider à organiser l'OS. On peut distinguer plusieurs périodes dans la vie de l'OS.

LA MISE EN PLACE DE L'ORGANISATION (FÉVRIER 1947-DÉCEMBRE 1948)

Belouizdad et Aït Ahmed, en association avec Lamine Debaghine et Boukadoum, mettent au point les structures de la nouvelle organisation et établissent son programme de travail. Belouizdad cherche des éléments dans le Constantinois, Aït Ahmed dans l'Algérois, Ould Hamouda en Oranie. Au cours de cette période, le bureau politique décide à deux reprises de désigner un comité chargé de hâter les préparatifs révolutionnaires, d'abord en mars 1947 après le discours

1. Voir chapitres 6 et 7.

2. Mohammed Belouizdad. Né le 3 novembre 1924 à Alger. Secrétaire d'Augustin Berque au Gouvernement général. Adhère au PPA en 1943 et fonde la section «Jeunes de Belcourt». Recherché en 1945. Réorganise le Constantinois après les événements de mai 1945. Membre du comité central et du bureau politique du MTLD (1947-1949). Hospitalisé à Bobigny en décembre 1949. Décédé le 14 janvier 1952 en France au sanatorium de la Bruyère.

du président américain Truman, qui avait laissé croire à l'imminence d'une guerre mondiale, puis en octobre 1947, après les grèves dites «insurrectionnelles» en France. Trouver des cadres éprouvés ayant des aptitudes politiques et militaires n'est pas une tâche facile.

La première réunion des huit membres de l'état-major (Belouizdad, Aït Ahmed, Belhadj Djilali, Ben Bella, Boudiaf, Reguimi, Mahsas[3] et Maroc[4]) se tient le 13 novembre 1947 au domicile de Belouizdad à Kouba. Le responsable de l'Oranie était Ahmed Ben Bella qui avait été recommandé au cours de l'été 1947 à Belouizdad par le Dr Lamine Debaghine. Ben Bella n'assistait pas à la première réunion.

C'est au cours de la seconde réunion – la dernière à laquelle participe Belouizdad, car à partir de cette séance Aït Ahmed assure de fait la direction de l'OS –, que sont définis l'organigramme et le contenu de la formation militaire. Selon Aït Ahmed, qui en a été l'inspirateur, les structures de base sont le groupe (quatre éléments dont un chef de groupe), la section (trois groupes et un chef de section, soit treize militants) et la brigade (trois sections et un chef de brigade, soit 40 militants). Entre les différents groupes le cloisonnement est strict. Selon Mohammed Boudiaf, les structures étaient différentes : il y avait le demi-groupe, le groupe et enfin la section. Les documents de police corroborent sa version. Cependant, les deux témoignages ne se contredisent pas nécessairement, car il est possible que l'organisation originale ait été revue après le départ d'Aït Ahmed en décembre 1949. L'instruction est conçue pour une année. Fin 1949, l'OS devait être prête à entrer éventuellement en action.

La brochure d'instruction militaire, mise au point par Aït Ahmed et Belhadj Djilali et tirée à 50 exemplaires numérotés, contient douze leçons et porte sur le «maniement des armes, des éléments du combat individuel, des notions essentielles sur la guérilla et l'action des commandos». Elle n'est donnée qu'aux chefs de brigade. C'est probablement en multipliant le nombre de brochures distribuées, à savoir 50, par l'effectif d'une brigade, c'est-à-dire 40, qu'on a pu évaluer le nombre total des membres de l'OS à 2000. Mais ce chiffre est surfait.

3. Mahsas. Arrêté en 1950. S'évade en 1952 avec Ben Bella. Membre du CNRA (1956-1957). Membre du comité central (1947) et du bureau politique du FLN (1964-1965). Ministre de l'agriculture (1963-1967). Vit depuis en exil.

4. Maroc. Militant du PPA. Adjoint au maire de Miliana (1947). Membre de la commission syndicale de la Fédération de France du MTLD (1952-1954). Membre du bureau politique du MNA (1955-1958).

Il nous semble que celui avancé par Mohammed Boudiaf, 1 000 à 1 500 est plus près de la réalité. Pour notre part, nous penchons pour un chiffre plus près de 1 000 que de 1 500. C'est du moins la conclusion approximative qu'on peut tirer des dossiers des procès de l'OS qui ont eu lieu au cours des années 1951-1952.

Le niveau politique de l'état-major est faible. En son sein, seuls Aït Ahmed, Ould Hamouda et Ahmed Mahsas, plus mêlés aux débats internes du parti, ont une formation politique. La participation des membres de l'OS aux discussions est limitée. Ils attendent de la direction l'ordre de passer à l'action. Toute leur énergie est tendue vers ce but. À leurs yeux, les problèmes politiques sont du seul ressort de la direction. Les appréciations sur Boudiaf et Ben Bella, par leurs compagnons d'alors, révèlent en partie le secret de leurs désaccords futurs :

> De Boudiaf ou Ben Bella[5], c'est plutôt le premier qui a la mentalité de l'adjudant au sens noble du terme. C'est un homme discipliné aussi dur pour les autres que pour lui-même, homme d'appareil, parfait symbole du permanent régional tel que les dirigeants du PPA l'ont toujours conçu[6].

L'état-major organise deux stages. Le premier a lieu fin janvier 1948. Les conférences portent sur la guerre de partisans et les mouvements révolutionnaires en Irlande, en URSS et en Algérie. Des textes de Marx et Engels sur l'art insurrectionnel servent de référence. Le second stage se déroule du 22 au 25 août 1948 dans le Dahra. Deux critères guident le choix de cette région : la possibilité d'y parachuter des armes ; l'éventualité envisagée par Aït Ahmed et Belhadj Djilali d'y installer, en cas d'insurrection, le siège de l'état-major.

Après le stage de l'état-major, des équipes prospectent le littoral de Tenès, à Cherchell en septembre, puis l'Ouarsenis en octobre 1948. On commence à recueillir des données sur l'implantation de l'armée française et à ébaucher un plan d'action, «le plan vert». À la lumière des études entreprises, Aït Ahmed décide le redécoupage des circonscriptions de l'OS (la zone n'épousera plus le département) et la création d'un service de télécommunications et du génie et d'un service de renseignements. Si les deux premières mesures dépendent

5. Ben Bella était alors adjudant.
6. Archives privées.

de l'état-major de l'OS, la création d'un service de renseignements engage le parti tout entier et relève du bureau politique. Aït Ahmed soumet la question au bureau politique :

> Le rôle du service serait de pénétrer les rouages les plus vitaux de l'appareil colonial : gouvernement général, régions militaires, polices [...], faire l'inventaire des hommes clés du corps politique et de la haute administration avec leur curriculum vitae respectif. Comment pénétrer les rouages décisifs sinon en y plaçant des hommes de confiance bien entraînés pour ce genre d'activité ou en les plaçant de telle manière qu'ils puissent exploiter les complicités [...]. Il nous faut des renseignements [...] pour aujourd'hui afin de déjouer les mauvaises surprises, les projets de répression individuelle ou collective et de situer les sources d'information dont disposeront Costes et Havard, de la Police des renseignements généraux (PRG), et le colonel Schoen[7] en notre sein ; pour demain, et c'est plus essentiel qu'on ne le pense, pour être en mesure de détecter les intentions stratégiques, politico-militaires des services adverses...[8]

Le bureau politique approuve le principe d'un service de renseignements. Lahouel fait un plaidoyer solide en faveur de l'initiative proposée. Messali suggère de confier à son secrétaire Ben M'hel, qui avait commencé à ficher les personnalités importantes, la responsabilité de mettre au point un projet d'organisation. Dessaigne émet des réserves sur le projet. Selon lui un appareil autonome présente de grands dangers pour le parti, car il risque « de dégénérer en un appareil para-policier avec ses excès inquisiteurs et les liquidations fratricides qu'il peut entraîner[9] ». Vision prophétique quand on sait ce que sont devenus les services de renseignements de la révolution entre les mains de Abreulandia Boussouf[10], futur ministre des liaisons

7. Schoen (colonel). Responsable du Comité d'information et d'études (CIE) puis du Service des liaisons nord-africaines (SLNA).
8. Note d'Aït Ahmed. Archives privées.
9. *Idem*.
10. Abdelhafid Boussouf. Cadre de l'OS (1947-1950). Chef de la *daïra* de Skikda 1952, de Tlemcen (1954). Membre du Comité des 22. Responsable adjoint pour l'Oranie (1954-1956). Chef de la wilaya 5 (1956-1958). Membre du GPRA, ministre des liaisons et communications, qui devient à partir de 1959 ministère de l'armée, des liaisons et des communications (1958-1962).

générales : une organisation de la délation au service d'un groupe d'hommes.

En tête à tête avec Aït Ahmed, Dessaigne exprime plus librement ses craintes. Il ne veut pas qu'un service de renseignements tombe entre les mains de ses rivaux du groupe d'Alger qui dispose de groupes de choc constitués par des hommes du milieu fraîchement reconvertis.

LES PRÉPARATIFS DE LA GUERRE DE LIBÉRATION : DÉCEMBRE 1948-DÉCEMBRE 1949.

La réunion du comité central élargi en décembre 1948 « rétablit un ordre de priorité[11] décidé par le congrès, mais renversé par l'évolution du mouvement[12] ». Les responsables du PPA-MTLD détachent immédiatement les militants demandés par l'OS. Au sommet les structures changent. Le travail d'élaboration et l'exécution sont séparés. Les chefs de zone ne font plus partie du conseil supérieur (CS) qui remplace l'état-major. Le CS comprend cinq membres : l'inspecteur général Belhadj Djilali, son adjoint Reguimi (en même temps chef d'Alger-ville), le chef d'état-major et son adjoint, le responsable des services généraux, transmissions et génie, Mohammed Maroc.

Au niveau régional, le Constantinois est partagé en deux zones : le Nord-Constantinois et le Sud-Sud-Est (Aurès et Zibans). Dans l'attente de trouver un responsable pour les Aurès, les deux zones restent entre les mains de Boudiaf. Alger et la Mitidja, qui constituaient deux zones, fusionnent. Elles auront pour chef Djilali Reguimi. Le Sahara est constitué en zone. Mahsas en prend la tête. Membre du comité central, il estime avoir été mis sur une voie de garage. La région dont il a la charge ne dispose que de deux sections, à Laghouat et à Djelfa. Ailleurs, tout reste à faire. Mécontent de sa nouvelle situation, Mahsas proteste auprès de son supérieur hiérarchique, Belhadj Djilali. Convoqué par Aït Ahmed en présence du secrétaire général, Lahouel, il reçoit un avertissement. Il en gardera à Aït Ahmed une solide rancune. Les zones de Grande Kabylie, avec Ould Hamouda, et de l'Oranie, avec Ben Bella, restent sans changement.

Les services généraux sont mis en place assez rapidement. Il s'agit d'initier les militants à la technique des explosifs et du sabotage. Ce sont les possibilités matérielles qui décident en ce domaine. Trois ateliers sont créés, l'un à Alger dans un garage de la rue Rovigo,

11. Priorité à la lutte armée s'entend.
12. Aït Ahmed, archives privées.

un second à Hussein-Dey dans la banlieue algéroise, le troisième en Kabylie. À Hussein-Dey et en Kabylie, le financement des ateliers est assuré par des militants. C'est le responsable adjoint de la région d'Alger, Salah, qui est chargé de former un technicien par zone. Chacun d'entre eux doit à son tour en former d'autres. Dans le domaine des transmissions, les ambitions se heurtent à la médiocrité des moyens. Mohammed Maroc réussit à confectionner un poste émetteur-récepteur de portée réduite. L'apprentissage se limitant au codage et au décodage des messages, on s'oriente très vite vers la recherche d'éléments ayant fait leur service militaire dans les transmissions, et on en trouve. Citons les noms de Mechati, qui fera partie du comité des 22, de Aïssa Boukerma, etc.

VERS L'IMPASSE : JANVIER 1949-MARS 1950.

L'instruction est terminée. Le remplacement d'Aït Ahmed par Ben Bella provoque des changements dans la composition de l'état-major. La caractéristique principale de cette période est l'impatience qui gagne cadres et militants qui attendent le passage à l'action.

Absorbé par la réorganisation du PPA-MTLD, consécutive à la crise «berbériste», le bureau politique ne se rend pas compte des risques que court son organisme paramilitaire. Jusqu'en décembre 1949, l'OS avait accompli avec succès un certain nombre de missions. Seule l'une d'entre elles, l'attaque de la poste d'Oran, est connue du grand public.

Nous évoquerons ici trois autres opérations qui ont, elles, un caractère plus spécifiquement politique. Il s'agit de la liquidation des milices en Basse Kabylie, du dynamitage de la statue de l'émir Abd el-Kader à Cachrou en Oranie et de la prise en charge des maquisards de Kabylie.

La liquidation des milices en Basse Kabylie. À la suite de la poussée électorale du MTLD en octobre 1947, les autorités coloniales en Kabylie décident, avec l'aide du bachagha Aït Ali, de briser le mouvement populaire. Des mercenaires algériens sont recrutés pour abattre des patriotes. La région de Kabylie fait appel au parti pour l'aider. Saisi par Aït Ahmed, le bureau politique temporise. L'assassinat du militant Rabah Si au douar Errich[13] par les mercenaires laisse présager des réactions incontrôlées. Sous la pression de l'événement, le bureau politique décide une riposte. Les frères Khettab, Amar et Lounès, l'un

13. Ce sera un des douars où l'affrontement entre MNA et FLN sera très violent.

au maquis depuis 1945, l'autre depuis 1948, adressent une lettre aux autorités pour les aviser qu'ils feront payer la dette de sang.

L'action patriotique se dissimule derrière la pratique de la vendetta. Au cours d'une seule opération, douze miliciens sont abattus. Leur chef Ougaras prend peur et se réfugie à Alger dans la Casbah. Un chef de brigade de l'OS, Mourad Didouche, est alors désigné pour l'abattre. Mis en présence d'Ougaras, Didouche hésite à deux reprises à tirer, puis renonce à la mission qui lui est confiée. Il n'est pas facile de mettre de sang-froid fin à la vie d'un homme, fût-il criminel. Mais la crainte de voir se reconstituer les milices est grande. Vingt-quatre heures après le désistement de Didouche, un maquisard tue Ougaras à bout portant de six balles. Les membres du bureau politique ne sauront jamais qu'un de leurs militants en était l'auteur. Seuls Reguimi et Aït Ahmed étaient au courant.

Le dynamitage de la statue d'Abd el-Kader à Cachrou. Pour essayer de contrer le mouvement national, le Gouvernement général fait édifier une statue à l'émir Abd el-Kader. Le bureau politique présidé par Messali décide de la dynamiter. L'action est confiée à un commando de cinq hommes dirigés par Mohammed Maroc. Les gardiens du monument ont été neutralisés, mais son dynamitage échoue. Les matériaux utilisés étaient en mauvais état. Il a fallu chercher la dynamite à Colomb-Béchar et les détonateurs à Relizane. Ceux-ci, enterrés sans précautions, étaient mouillés. Le cordon bickford était inutilisable.

La prise en charge des maquisards de Kabylie par l'OS. Entre 1945 et 1948 une cinquantaine de militants, en butte aux tracasseries policières, ont pris le maquis. Les villages dont ils étaient originaires devaient, après chacun de leur passage, subir perquisitions et fouilles des autorités. La direction du parti décide de les transférer à Alger. Sans pièces d'identité, mal logés, coupés de leurs familles, ces enfants du peuple se voient parfois confier des travaux dégradants par les bourgeois, membres du parti, qui les hébergent. Un certain nombre d'entre eux finissent par reprendre le chemin de la montagne. La direction s'affole et finit par confier leur sort à l'OS. Ce sont Ben Boulaïd dans les Aurès et Ben Bella en Oranie qui les prennent en charge et mettent au point un système de liaison qui les garde en contact avec leurs familles. Si les opérations qui se sont déroulées avant décembre 1949 n'occasionnent pas de difficulté au parti, il n'en est pas de même après, car il s'agit d'empêcher tout militant de l'OS

de démissionner en vertu de l'application du règlement intérieur. À Biskra, une expédition punitive effectuée par un commando venu de Constantine et comprenant Mechati, Habachi et Guerras échoue. Les membres du commando peuvent regagner sains et saufs leur base de départ. Leur victime, un militant, n'avait pas cru nécessaire, par patriotisme sans doute, de demander protection à la police. L'utilisation de la violence dans le règlement de questions intérieures engage l'OS dans une voie dangereuse pour son existence. L'affaire Khiari va le confirmer. Le 18 mars 1950, Abdelkader Khiari, un militant de Tébessa, est enlevé par un groupe de quatre personnes (Benaouda, Benzaïm, Adjoumi Brahim et Baccouche Abdelbaki). Le kidnapping réussit. Mais au cours du transport en voiture, le prisonnier, prévenu par expérience du sort qui l'attendait, se débat au point de faire perdre la direction au chauffeur. La voiture s'écrase contre un arbre. Khiari parvient à se sauver. Rattrapé et assommé, il reprend ses esprits, se rend au commissariat et parle. La voiture du commando est interceptée avec ses occupants à hauteur du village de Oued-Zenati dans le Nord-Constantinois.

L'affaire Khiari donne le signal des arrestations qui se déroulent du 19 mars au 27 mai. Celles-ci commencent à Tébessa. Elles touchent le Constantinois d'abord (Guelma, Souk-Ahras, Annaba, Skikda), puis l'Algérois (Aumale, Ténès, Orléansville, Miliana, Médéa), enfin l'Oranie (Tlemcen, Oran, Mascara, Tiaret, Aïn-Témouchent). Le 13 mai, Ben Bella est arrêté à Alger.

Les réseaux de sécurité de l'OS ne s'acquittent pas de leur tâche qui est d'assurer la protection des militants. C'est le résultat du désarroi des chefs de l'OS et de certains dirigeants du MTLD. Face à la répression, deux attitudes se dessinent dans le parti. La direction du PPA nie l'existence d'une organisation paramilitaire pour éviter au parti la dissolution. Elle soutient la thèse d'un complot colonialiste aux fins de détruire le mouvement national. Les cadres de l'OS, dont Ben Bella et Mahsas emprisonnés, proposent au contraire d'affirmer l'existence de l'OS devant l'opinion publique. La direction refuse cette argumentation qui, selon elle, justifie certains membres de l'OS qui ont parlé devant la police. Pendant les procès qui se déroulent à Alger, Oran, Bougie, Tizi-Ouzou et Annaba, le système de défense est celui préconisé par la direction.

Au cours de la crise du MTLD en 1954, Boudiaf accuse la direction d'avoir élaboré un système de défense en fonction de sa propre sécurité. Son attitude d'alors visait à dévaloriser les dirigeants du PPA et à les faire passer indistinctement, aux yeux des militants, pour réformistes.

Certes l'OS a été victime des errements du PPA. Les prisons, les tortures, la clandestinité ont profondément marqué ses membres. Ils se sont retrouvés, après de grandes espérances, prisonniers d'un mouvement qui tournait le dos à ses promesses. Une vie démocratique du PPA-MTLD leur aurait sans doute permis de distinguer au sein de la direction les radicaux des modérés. Cela ne justifie pas pour autant l'amalgame.

CHAPITRE 6
LE MTLD À LA VEILLE DE LA CRISE (1946-1953)

Entre 1946 et 1953, le MTLD se convertit en parti de masse. Il pénètre de larges fractions des couches moyennes et exerce une emprise quasi hégémonique sur le sous-prolétariat des grandes villes, qu'il organise en comités de chômeurs. Les historiens de l'Algérie contemporains insistent beaucoup sur le caractère urbain du nationalisme. Ils sous-estiment de ce fait les relations qui se sont établies dès les origines entre l'émigration algérienne en France, qui est essentiellement d'origine rurale, et le mouvement politique.

SOCIOLOGIE DU MOUVEMENT

Les effets de l'opposition traditionnelle entre les villes et les campagnes sont atténués par la nature hybride d'une population mi-urbaine mi-rurale. L'importance numérique des paysans dans les gros bourgs et les villes permet une progression rapide du MTLD dans les campagnes, en particulier dans le Nord-Constantinois (communes mixtes de Collo, d'El-Milia, de Jemmapes, région de Guelma), en Kabylie (communes mixtes de Draâ-El-Mizan, Akbou), dans l'Ouarsenis (Molière et Bou-Caïd), dans les Aurès (communes mixtes de Khenchela, Arris, etc.), dans le Sud-Algérois (commune mixte de Chellala), en Oranie (région de Marnia, Nemours, et commune mixte de Cassaigne[1]), dans l'Est (région de Souk-Ahras et Tébessa). Il faut cependant souligner que les organisations rurales sont très instables. Leurs membres sont toujours confrontés aux provocations des gardes-champêtres, des caïds, etc., ce qui les force soit à taire leurs opinions, soit à émigrer dans les bourgs. Dans les villes, la composition des *kasmas*[2], sections locales, reflète la survivance des structures sociales traditionnelles : c'est ainsi que les adhésions se font par groupements d'originaires ou par familles entières. La cohésion du parti s'en ressent. Ainsi, à

1. Voir *L'Algérie du demi-siècle*, enquête du Gouvernement général.
2. Subdivision de wilaya, organe local correspondant à la commune.

Constantine, la *kasma* est dirigée par des militants originaires d'El-Milia[3] habitant presque tous la rue Perrégaux. À Skikda, la direction locale est composée de militants originaires d'un faubourg de la ville, le Faubourg de l'Espérance[4]. Le poids du monde rural, donc des anciennes formes sociales, façonne tout l'édifice politique. Il en résulte une personnalisation de la vie politique et la constitution de clientèles que favorise la règle de la cooptation.

Le mouvement a une capacité de mobilisation exceptionnelle, mais il est fragile et instable. Son niveau politique est très bas. Benabdelmalek Ramdane[5], chef de *daïra*[6] en Oranie, en a dressé le tableau suivant, saisissant dans sa simplicité :

> Notre organisation est faible, elle n'est pas capable de répondre à la situation actuelle. La formation militante est insuffisante [...]. La qualité morale n'est pas très bonne. Cette faiblesse touche la base et tous les échelons du parti jusqu'à la tête. Les permanents sont des administrateurs et non des militants. L'éducation [...] a été délaissée pour un travail de pure administration. L'esprit bureaucratique règne. L'esprit révolutionnaire s'émousse par suite de la politique du parti [...]. Notre organisation n'est pas capable, dans les conditions actuelles, de mener le peuple algérien vers [...] son indépendance. Elle n'est pas capable également de soutenir les assauts de l'administration. On recherche plus à faire entrer les finances dans les caisses du parti qu'à se perfectionner [...]. La routine s'instaure. Les militants sont déçus par des réunions sans intérêt [...]. On demande aux responsables de savoir rédiger un rapport et on ne se penche pas sur la tâche d'éducation. Toutes ces tares retombent sur la direction[7].

---

3. Témoignage de Youssef Haddad (dit Hamada Mohammed), membre du Comité des 22, chef de wilaya à Paris (1958), responsable de la Fédération de Constantine (1962-1963). Archives privées.
4. Témoignage de A. Zerrouk. Archives privées.
5. Benabdelmalek Ramdane. Membre du Comité des 22 (1954), responsable adjoint de l'Oranie. Décédé le 1er novembre 1954 à Cassaigne.
6. Les structures du parti épousaient, en gros, celles de l'administration, département (wilaya), *daïra* (sous-préfecture), commune *(kasma)*.
7. Intervention au deuxième congrès (avril 1953). Ce diagnostic doit être resitué dans le contexte du conflit de son auteur avec la direction du MTLD.

Ce sont précisément ces tares qui empêchent une insertion durable du parti dans le monde ouvrier. C'est dans les syndicats pro-communistes que les militants ouvriers du MTLD acquièrent leur expérience. Ces militants condamnent la politique de la CGT, qui se cristallise exclusivement sur les avantages matériels immédiats que la classe ouvrière peut tirer de ses luttes. Mais ils considèrent que la lutte pour l'indépendance, sans référence à la question sociale et sans le développement d'une conscience de classe ouvrière, favorise au sein du parti les couches qui n'ont d'autre but que le pouvoir. À leurs yeux, le retard dans le travail syndical et l'absence de promotion de dirigeants issus du monde ouvrier traduisent une méfiance certaine à l'égard des aspirations ouvrières.

Au sein du MTLD, en effet, le populisme se combine avec une conception du développement politique qui accorde un rôle de premier plan à la culture et aux intellectuels. La structure sociale du parti est édifiante. L'analyse des organismes dirigeants de 1946 à 1953 montre d'une manière très nette la montée des intellectuels à la direction ; ils sont treize sur trente au comité central issu du congrès de février 1947 ; onze sur trente au comité central mis en place en juillet 1951 ; ils seront dix-sept sur trente après le deuxième congrès en avril 1953. À partir de 1949, ces intellectuels ont tendance à se démarquer plus nettement du marxisme. Les éléments plébéiens et les clandestins sont refoulés vers les organismes d'exécution (chefs de wilaya et chefs de *daïra*). À l'exception de Ben M'hel, tous les membres du bureau politique et du comité central vivent dans une légalité totale.

L'analyse socialeu monde des dirigeants peut être complétée par celle des candidats du MTLD aux élections à l'Assemblée algérienne d'avril 1948. Sur 52 candidats dont la profession est connue, six appartiennent au corps judiciaire, neuf au corps enseignant, trois au corps médical, deux à la fonction publique, deux au monde étudiant ; onze sont commerçants, quatre agriculteurs et un artisan. On compte également deux comptables, deux militaires à la retraite et dix permanents du parti. Il n'y a pas dans la représentation du parti un seul ouvrier. On voit par contre apparaître pour la première fois, aux élections législatives de juin 1951, un grand bourgeois d'Alger, Benouenniche. Ces données sociales montrent clairement que les plébéiens ont perdu du terrain au profit des couches moyennes.

TENTATIVES DROITIÈRES

Les germes d'une infection réformiste existent dans le PPA-MTLD. La nécessité de préserver la légalité du mouvement leur a permis de se développer dès 1948. Malgré son faible support social, sa force s'explique par une série de facteurs : l'adhésion de plus en plus grande des couches moyennes au nationalisme ; l'échec des tentatives d'union en Afrique du Nord[8] ; la pression politique de la bourgeoisie algérienne ; l'indifférence des grandes organisations ouvrières françaises. Il faut ajouter à cela la dispersion de ce qui restait de l'OS, démantelée en partie en 1950 et qui laissait les mains libres aux légalistes. Cependant l'absence de toute ouverture politique les empêchait d'agir au grand jour. Or la découverte d'une organisation armée fait sortir de leurs songes certains chefs de file de la colonisation, dont Jacques Chevallier. «De nouveau le feu couve en Algérie. Attisée par quelque souffle mystérieux, de temps à autre, une flamme jaillit qui éclaire ce qui se trame dans l'ombre[9].»

Pour éviter la détérioration de la situation, Jacques Chevallier considère qu'il faut associer au pouvoir les représentants réels des masses algériennes : «Dans le choix des hommes politiques, considérons aujourd'hui qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des "demi-rebelles" que des domestiques[10].» Ces perspectives prennent appui sur l'imminence d'une guerre mondiale. «Une guerre de désintégration interne qui doit livrer les peuples démoralisés, épuisés, suicidés aux mains du matérialisme moscoutaire[11].» Il faut donc protéger ses arrières et ne pas se compromettre avec ces «marionnettes», que sont les «élus» administratifs.

En mai 1951, Jacques Chevallier crée l'intergroupe des libéraux, dont font partie des bourgeois algériens, Abderrahmane Farès, Imlahayène, etc. Dans le MTLD, les milieux dirigeants, y compris les futurs chefs de l'aile réformiste, comprennent bien que la préoccupation essentielle des leaders éclairés de la colonisation est de dissocier les «élites» des masses. Les vieux réflexes aidant, on préfère penser que

8. Au cours de l'été 1950, Chawki Mostefaï se rend à Tunis pour renouveler les propositions d'union faites en janvier 1949 au Néo-Destour, sans succès.
9. Jacques Chevallier, *Nous Algériens*, Paris, Calmann-Levy, 1958, p. 94.
10. *Écho d'Alger*, 11 avril 1950.
11. *Écho d'Alger*, 19 décembre 1950.

cette opération n'intéresse que l'UDMA. Mais l'avenir montrera que les compagnons de route de Jacques Chevallier viendront du MTLD.

En effet, en avril 1953, les dirigeants de ce mouvement, dont Abderrahmane Kiouane, concluent un accord de gestion municipale avec les porte-parole de la fraction néo-coloniale et en échange de quelques mesures sociales s'abstiennent seulement de voter le budget au lieu de s'y opposer.

Mais à partir de 1950, des signes avant-coureurs de dispositions légalistes se manifestent au sein du bureau politique avec l'affaire Khider, le projet d'un front électoral avec l'UDMA et les oulémas, et la création du Front algérien.

L'AFFAIRE KHIDER

La question soulevée par l'affaire Khider est de savoir si un dirigeant dont l'action tombe sous le coup des lois doit se rendre à la justice ou se soustraire à son action. Député au Parlement français, Mohammed Khider est impliqué par les dirigeants de l'OS dans l'affaire de la poste d'Oran[12]. Le bureau politique lui demande de ne pas se soustraire à la justice au cas où son immunité parlementaire serait levée. En septembre 1950, le comité central se réunit pour examiner le cas Khider. Messali s'oppose à la décision du bureau politique : «Ce sera une honte pour un mouvement révolutionnaire de conduire un de ses responsables devant le juge d'instruction[13].» Le comité central l'approuve. Khider ne doit pas se livrer à la justice coloniale. Mais le lendemain de la réunion du comité central, le bureau politique passe outre à la décision du comité central et demande à Khider de trouver un alibi. Six membres du comité central (Memchaoui, Filali, Boulahrouf, Yazid, Djilani et Boulkeroua) se rendent auprès de Messali pour lui demander d'intervenir en faveur de Mohammed Khider auprès du bureau politique, ce qu'il fait. Entre-temps Abdallah Filali et M'hammed Yazid[14] décident, contre l'avis de la direction, de prendre en charge l'acheminement de Khider à l'étranger.

12. Voir chapitre précédent p 114.

13. Témoignage de Memchaoui. Archives privées.

14. M'hammed Yazid. Membre du comité central (1950-1954). Représentant du FLN à New York (1955-1958). Ministre de l'information du GPRA (1958-1962). Député de l'Assemblée (1962-1965), puis ambassadeur à Beyrouth.

LA QUESTION DU FRONT ÉLECTORAL

En décembre 1950, de nouveaux affrontements ont lieu au comité central. Une partie de la direction veut écarter toute idée d'action illégale. Le comité central, entraîné encore une fois par Messali, soutient qu'il s'agit, d'une manière détournée, de remettre en cause le programme du PPA.

Ces escarmouches entre réformistes et radicaux culminent début 1951. À l'approche des élections législatives du 17 juin 1951, l'UDMA et les oulémas entreprennent des démarches auprès du MTLD pour réaliser un front électoral unifié. Les discussions commencent en janvier et prennent fin en mars 1951. Me Boumendjel et le Dr Francis[15] représentent l'UDMA, Larbi Tebessi[16] et Cheikh Kheireddine[17] les oulémas. Ceux-ci transmettent des propositions écrites à Messali exigeant une déclaration sur les points suivants : dissolution du PPA ; condamnation de toute action révolutionnaire et de tout terrorisme pour le passé, le présent et l'avenir ; renonciation à toute action auprès des Nations unies et de la Ligue arabe ; cessation de tout rapport avec le Néo-Destour et l'Istiqlal.

Ces exigences sont assorties de commentaires pour le moins surprenants. Cheikh Larbi Tebessi demande à Messali de cesser « d'être un révolutionnaire pour devenir un homme politique… ». « Tu es porté, lui dit-il, sur les registres du Gouvernement général comme un révolutionnaire et un agitateur[18]. »

Ces propositions trouvent audience auprès de quatre membres de la direction : Mostefaï, Chentouf, Amrani et Cherchalli. Mostefaï pour sa part considère que « c'est une proposition sage et intelligente. Si le parti l'accepte, je me représenterai aux élections. S'il la refuse, je ne m'y présenterai pas ». Messali rappelle à Chawki Mostefaï les décisions du congrès de 1947. « Ce n'est pas au moment où nos amis vont comparaître devant les tribunaux pour des actes révolutionnaires que je vais désavouer leurs actes et dissoudre le PPA[19]. » Mostefaï annonce

15. Francis (Dr). Dirigeant des AML, puis de l'UDMA. Membre du CNRA du FLN (1956-1962). Ministre des Finances du GPRA (1958-1961). Ministre des finances de Ben Bella (1962-1963).

16. Larbi Tebessi. Dirigeant des oulémas. Assassiné en 1956 dans des conditions non éclaircies.

17. Cheikh Kheireddine. Dirigeant des oulémas. Membre du CNRA du FLN (1959-1962). Représentant à Rabat (1959-1961). Député de l'Assemblée (1962-1964). Auteur avec Abbas, Ben Khedda et Lahouel d'une déclaration contre Boumediene en 1976.

18. Témoignage de Memchaoui. Archives privées.

19. *Ibid.*

alors sa décision de quitter le mouvement. Chentouf agit de même. «Moi aussi, je ne reste pas dans ce comité central d'ignares et d'idiots.» Devant la levée de boucliers de ses collègues, il retire ses propos. La dissension s'installe au comité central. À son tour Saïd Amrani, un des adversaires les plus implacables du groupe Debaghine, quitte le bureau politique. Hadj Cherchalli, lui, demande sa mise en disponibilité. Le renouvellement des instances dirigeantes s'impose. Messali Hadj désigne à nouveau Hocine Lahouel, le tribun de la plèbe, pour former la direction. «Sid el-Hadj, le parti est en danger, la responsabilité est trop lourde», répond Lahouel qui éclate en sanglots[20].

À la suite de consultations des membres du comité central, cet organisme est dissous. Une commission est désignée pour diriger le mouvement, préparer les élections législatives de juin 1951 et former un nouveau comité central[21]. Ben Youssef Ben Khedda entre à la direction. D'un attachement à la religion proche de la dévotion, l'homme est courageux au physique comme au moral. Arrêté pour la première fois à Blida le 5 mai 1943, ce vieux militant ne suscite que des sentiments neutres. Ce n'est ni un homme d'action ni un idéologue, mais un gestionnaire scrupuleux.

Ce nouveau remaniement, qui traduit dans un langage bureaucratique l'impossibilité et le refus de la voie parlementaire, n'est pas porté à la connaissance des militants. Lorsqu'au deuxième congrès du parti qui se tient à Alger en avril 1953, Demaghlatrous demande des explications au sujet du départ de Mostefaï et de Chentouf, Ben Khedda lui répond: «Nous avons convenu avec eux d'un *modus vivendi*: vous ne dites rien, nous non plus[22].»

Le parti est donc la propriété de ses dirigeants; ses militants sont traités avec méfiance. Leur rôle s'arrête là où commencent les problèmes politiques.

---

20. *Ibid.*
21. Le comité central est mis en place en juillet 1951. Il comprend Lahouel, Sid Ali, Messali, Mokri, Mestari, Maïza Salah, Moulay Merbah, Ben Khedda, Temam, Memchaoui, Yazid, Boulkeroua, Radjeff, Boulahrouf, Boudjerida, Dekhli, Reguimi, Moundji, Ben M'hel, Souiyah, Ben Boulaïd, Ladjouzi, Djilani, Bouda et Ferroukhi. Le bureau politique comprend Messali, Ben Khedda, Lahouel, Mezerna, Sid Ali, Djilani, Bouda, Ferroukhi.
22. Archives privées.

LE FRONT ALGÉRIEN

Le truquage des élections en juin 1951 pousse les courants nationaux à se regrouper en août au sein du Front algérien dont l'objectif était uniquement la défense et le respect des libertés. Les partisans de l'accord au sein du MTLD – Mezerna, Ben Khedda, etc. – sont ceux-là mêmes qui, en mars 1951, se sont opposés à une union contraire au programme du parti. L'union des partis nationaux devient un dérivatif pour tous les temporisateurs qui hésitent devant un conflit ouvert avec le colonialisme.

L'accord est interprété par les militants comme une abdication devant les pressions réformistes. L'absence de Messali, qui estime que ce Front ne répond pas à la situation, renforce le poids des réformistes dans le parti. Il suffit d'une année pour que les forces nationales péniblement rassemblées se dispersent dans la confusion[23]. L'alliance, réalisée au terme de marchandages serrés entre des appareils désorientés par la désaffection populaire, portait en elle des espoirs chimériques. Aucun des partenaires ne joue le même jeu. Le peuple algérien attend un adjuvant, on lui administre un soporifique.

De 1950 à 1953, le PPA-MTLD vit dans un état de crise larvée. Le mouvement se trouve, en vérité, confronté à un dilemme : la voie parlementaire est impossible tandis que les forces du parti sont décimées dans des batailles sans grande utilité. Il faut trancher : ou bien préparer la guerre de libération, mais la dissolution feutrée de l'OS écarte, sans le dire, cette alternative ; ou bien revenir en arrière et transiger. Mais, dans cette perspective, le succès n'est pas garanti. L'expérience de l'UDMA est, à cet égard, probante : ce parti qui, en 1947, veut un État autonome fédéré à la France, se voit demander par le ministre de l'intérieur SFIO, Édouard Depreux, la renonciation à un drapeau distinct de celui de la France. Il accepte sans rien obtenir en échange. Tout se passe comme si des objectifs limités nécessitent, pour aboutir, le recours à des moyens radicaux.

À partir du comité central de mars 1951, deux stratégies se font jour : celle de Messali, populiste, qui prend appui sur la mobilisation populaire, et celle de la direction du mouvement, qui cherche à tout prix une union au niveau des appareils. Le comité central est tiraillé

23. En ce qui concerne le Front algérien, les nationalistes ont pris l'habitude de rendre le PCA responsable de sa dislocation. En réalité, c'est le refus des oulémas et de l'UDMA de s'associer à la grève lancée à l'occasion de la déportation de Messali, qui lui a donné le coup de grâce.

entre ces deux stratégies mais, jusqu'au deuxième congrès d'avril 1953, il hésitera à se ranger derrière la direction.

LA POSITION DE MESSALI

Les germes de réformisme qui paralysent le MTLD le mènent à la faillite. Messali en prend conscience, il croit d'abord à une mauvaise appréciation de la situation, puis réalise que la politique de la direction «n'est pas un fait accidentel», qu'elle tire sa source du refus «de regarder les réalités algériennes bien en face», qu'elle est «réfléchie, [...] élaborée peu à peu et injectée dans les veines du parti» sous le couvert d'une politique d'union[24].

Messali reproche à la direction du parti de surestimer les divergences dans le camp occidental et de nourrir des rêves chimériques sur une opposition entre la France et les USA, d'avoir une vision des alliances internes qui met le parti à la remorque des mouvements réformistes et de se refuser à tout engagement aux côtés des peuples tunisien et marocain. Sur le plan organisationnel, il l'accuse de saborder l'appareil clandestin et de se refuser à envisager la reconstitution de l'OS. Au lieu de débattre de la question dans les instances régulières du parti et d'y présenter une plate-forme de redressement, il décide d'en appeler directement à l'opinion publique. Pourquoi cette tactique? Certainement pour faire pression sur la direction. Il ne semble pas que Messali ait eu un autre but puisqu'il garde par-devers lui les secrets du sérail et continue à se poser comme homme d'appareil.

Il décide d'entreprendre une tournée qui commence le 13 juillet 1951, parcourt la France (Bordeaux, la région parisienne, l'Est), rencontre secrètement Aït Ahmed dans la forêt de Chantilly et lui demande de lui préparer un plan de reconstitution de l'OS[25]. De France, il se rend au Moyen-Orient, prend des contacts, sollicite des appuis, mais ne trouve une oreille attentive que chez le roi Séoud d'Arabie[26]. À son retour d'Orient, il s'arrête à Paris où il participe dans les coulisses à la session des Nations unies. Au cours de son séjour il adresse un message à Ben Youssef Ben Khedda pour lui demander de sélectionner des militants en vue de les envoyer se former militairement

24. Messali, rapport au congrès, doc. cit.

25. Selon Aït Ahmed, le rapport a été fait et transmis à Messali par l'intermédiaire de Moundji.

26. Le roi d'Arabie avait promis à Messali de poser la question algérienne à l'ONU en cas d'événements graves.

au Caire. Messali considère donc qu'il n'y a pas d'autre remède à la crise algérienne que la préparation à la lutte armée.

Le 16 janvier 1952, après un an d'absence, il regagne l'Algérie et reprend en avril son bâton de pèlerin malgré les réticences de la direction. «Je ne sais ce qu'a Si El-Hadj, disait Ben Khedda. Depuis son retour d'Orient, il ne pense qu'à créer un climat d'insécurité[27].» Sa tournée dans l'Est algérien connaît un grand succès. Les autorités coloniales prennent peur et le ramènent *manu militari* à la Bouzaréah le 25 avril 1952. La direction du parti respire. Il n'y a pas eu de dégâts. Une semaine après son refoulement de Skikda, Messali décide de continuer son périple. La direction s'y oppose, mais il passe outre. À la base, les cadres de l'organisation issus de l'OS transgressent les directives du sommet qui leur font obligation d'éviter les rassemblements populaires. Les visites de Boghari, Chellala, Blida, Miliana et Duperré ont un grand écho populaire et se déroulent dans l'ordre. À Orléansville (El-Asnam), la police intervient au moment de la dispersion du cortège. Il y a deux morts. Messali est arrêté et déporté à Niort le 14 mai 1952. Son absence va précipiter le regroupement de ses adversaires et déclencher une crise qui aboutira à la scission du MTLD.

Pendant ce temps, la situation au Maghreb se détériore. À l'est de l'Algérie, la Tunisie s'engage dans l'action armée, ce qui provoque une nouvelle impatience dans les rangs du parti. Un rapport de la wilaya de Constantine signale «qu'un courant favorable à l'action directe vient de réapparaître à la suite de l'assassinat de Ferhat Hached et des événements de Casablanca[28], ce qui permet d'apprécier le degré de formation de nos militants et responsables, et calculer leurs réactions qui sont plutôt sentimentales que réfléchies et positives[29]». Cette appréciation reflète scrupuleusement les vues de la direction.

LA POSITION DES ORGANES DIRIGEANTS

Sous prétexte d'éviter les provocations, la direction et ses délégués départementaux freinent la combativité populaire. Si d'aventure un

27. Memchaoui, doc. cit.

28. À la nouvelle de l'assassinat à Tunis du chef syndical tunisien Ferhat Hached par les Français, des émeutes éclatent les 7 et 8 décembre 1952 au bidonville des Carrières centrales à Casablanca. On peut dénombrer une centaine de victimes.

29. Rapport de la wilaya de Constantine, voir Slimane Chikh, *La révolution algérienne,* thèse pour le doctorat de sciences politiques, Grenoble, 1975, p. 793-802.

responsable va dans le sens du courant populaire, comme c'est le cas de Abdelhafid Boussouf qui organise à Skikda en novembre 1952 une manifestation contre les arrestations arbitraires, le bureau politique ne craint pas de sanctionner. À la spontanéité, expression de la volonté de se battre, s'oppose l'inertie conservatrice des dirigeants.

Bousculée par les événements, la direction du MTLD cherche essentiellement à survivre en administrant le parti. En mars 1952, elle propose l'appel à un congrès de toutes les tendances du mouvement national[30]. D'accord pour une alliance, dit Messali, mais pas au prix de la coexistence, car la frontière politique qui sépare l'UDMA, les oulémas et les élus administratifs n'est pas nette. Quelques faits, citons-en quatre, permettent d'ailleurs d'étayer ce constat : 1. En décembre 1948, Ferhat Abbas déclare au sujet de l'élection de Boumendjel au Conseil de l'Union française :

> Lorsque l'Administration n'intervient pas [...] le courant d'opinion va irrésistiblement vers le Manifeste, même chez certains bachaghas, même chez certains élus «administratifs» (voir *El-Maghrib El-Arabi,* n° 35). 2. Aux élections cantonales de mars 1949, Tahar Imlahayène appuie Ourabah, grand propriétaire foncier à La Fayette. 3. Ahmed Yahia, candidat UDMA démissionne parce qu'un article de *La République algérienne* a mis en cause l'administrateur de la commune mixte de Châteaudun (voir *Dépêche de Constantine* du 29 mars 1949). 4. Dans l'Algérie du demi-siècle, le commissaire de police de Sétif, les administrateurs de Cassaigne et de Touggourt signalent que les dirigeants de l'UDMA n'écartent pas toute idée de rapprochement avec l'administration.

À deux reprises, en mars 1951 et en mars 1952, Messali parvient à éviter le triomphe d'une ligne réformiste. Chaque fois il croit reprendre la situation en main et chaque fois elle lui échappe. C'est que, s'il ne s'est pas trompé dans son diagnostic sur le sens des initiatives de ses collègues du comité central et du bureau politique, il en méconnaît par contre les causes, attribuant à la crainte de la répression des positions qui ont en réalité une base sociale.

30. Le même projet avait été proclamé par l'UDMA en novembre 1947, voir *Égalité,* n° 103, 21 novembre 1947.

Les organismes dirigeants du parti tournent le dos à la voie révolutionnaire non par peur, mais parce qu'ils sont devenus des lieux de regroupement d'éléments néobourgeois. La ligne politique, radicale en principe, se heurte en fait à la résistance de l'appareil dont ils ont les commandes.

Alors que les réformistes de l'UDMA reconnaissent la nécessité de parvenir à l'indépendance par étapes, la fraction néobourgeoise du MTLD a une démarche plus subtile. Elle ne propose pas une révision d'ensemble du programme et maintient l'objectif de l'indépendance. De même, elle ne condamne pas la lutte armée, mais résiste à la création de toute organisation paramilitaire.

Cette rupture avec la ligne politique adoptée au premier congrès s'opère en apparence[31] à l'intérieur d'une continuité. En réalité, elle substitue à la lutte pour l'indépendance la lutte pour l'application du statut de l'Algérie et s'inscrit dans la stratégie définie par Jacques Chevallier.

À travers les luttes qui se sont développées entre 1947 et 1950, la position des modérés se renforce constamment, leurs adversaires sont écartés ou exclus. C'est le clan algérois, éliminé au congrès de février 1947, qui constitue le pôle de rassemblement des réformistes[32]. C'est lui qui, en 1952, domine le parti et exige une nouvelle formulation du programme. À la direction, toutes les tendances sont d'accord pour trancher les divergences au sein d'un congrès.

RUPTURE AU SEIN DE LA DIRECTION

Condamné, du fait de son éloignement à Niort, à se défendre par personne interposée, Messali, minoritaire au sein de la direction, essaye dans un message au congrès d'Alger en avril 1953 de faire connaître ses positions. Son porte-parole, Moulay Merbah, ne réussit, après des marchandages serrés avec la direction, qu'à faire passer la moitié du message. Le congrès n'étant pas informé des divergences, le courant légaliste réussit à faire adopter son orientation : participation

31. L'historiographie du MTLD met en évidence ce virage à droite. Selon le rapport du comité central au deuxième congrès, la politique du parti a connu deux phases : la phase de propagande et d'enracinement de l'idée nationale, et la phase d'organisation du peuple. Dans la deuxième phase, le but à atteindre par le peuple algérien est de prendre une plus grande place dans un domaine partagé avec l'impérialisme ou occupé exclusivement par celui-ci.

32. Il y eut d'abord Hadj Cherchalli et Saïd Amrani, puis Kiouane et Sid Ali Abdelhamid, sur les positions desquels finissent par s'aligner d'anciens radicaux : Ben M'hel, Yazid, Djilani, Ben Khedda, etc.

aux élections et alliance avec les partis nationaux sur une base réformiste. Fait important pour les luttes ultérieures, le courant légaliste donne au parti des statuts qui font du comité central et du congrès les organismes suprêmes.

Pour la majorité de la direction, l'institutionnalisation de la vie du parti vise à le «démocratiser», mais aussi à lever toute opposition de Messali à sa ligne. Mais elle n'arrive à faire passer cette ligne qu'en donnant des gages à Messali et aux activistes dont le représentant, Benabdelmalek Ramdane, demande la création d'un organisme paramilitaire: «La situation nous oblige à prendre des mesures de sécurité, car le parti repose actuellement sur un seul pied et le second est négligé[33].» La décision de recréer l'OS est prise en avril 1953. Ben Boulaïd fait partie entre autres, avec Messali, de la commission qui doit assurer sa mise en place.

Bénéficiant de l'appui d'un congrès où les idées de Messali ne peuvent s'exprimer librement, la fraction néobourgeoise entraînée par Sid Ali, Lahouel et Kiouane met en place un comité central à son image. Elle se sépare des militants (Memchaoui, Filali, Boudjerida, trois militants de l'ENA et du PPA, et Mestari) qui, en mars 1953, s'étaient prononcés contre la participation aux élections. À son tour, le comité central, en partie coopté, élimine les derniers alliés de Messali au bureau politique. L'isolement de Messali dans l'appareil s'accentue. Le mouvement lui échappe totalement. Mais il pressent que la direction ne sera pas suivie par les grandes masses du parti et il l'attend à l'œuvre.

En avril 1953, le MTLD participe aux élections municipales. La tactique électorale consiste à élargir les alliances à droite. Pour la première fois le MTLD se lance dans la bataille en laissant de côté son programme politique. Les candidats ne sont pas, comme en 1947, choisis par les militants réunis en congrès locaux, ce qui indispose les victimes de cette procédure. Les accords entre partis n'ayant pu se faire à l'échelle nationale, l'établissement des listes d'union est laissé aux soins des dirigeants locaux et se fait dans le désordre et de façon opportuniste. Ainsi, à Alger, à Skikda et à Annaba, le MTLD se bat avec ses propres mots d'ordre. À Oran, il s'allie au PCA contre l'UDMA et à Sidi-Bel-Abbès avec l'UDMA contre le PCA. Cette

33. Intervention au deuxième congrès. Archives privées.

chute dans l'électoralisme désoriente les militants. Les organisations locales ne se sont pas encore remises de la secousse provoquée par la nouvelle orientation, qu'elles reçoivent l'ordre de bannir les questions politiques des assemblées locales. La direction étend à l'ensemble du pays la politique convenue entre Abderrahmane Kiouane et Jacques Chevallier. En une période très courte, les militants découvrent brutalement les dégâts que cette politique pour les élections municipales entraîne dans le parti. Car tout ce qui la remet en cause est passé sous silence. On peut citer à ce sujet le silence des élus d'Alger après la fusillade du 14 juillet 1953 qui, à Paris, fit plusieurs morts parmi les émigrés.

La rupture entamée au sein de la direction est consommée en août 1953. Le calendrier de travail proposé par Ben Khedda à Messali accorde la priorité à la convocation d'un congrès national algérien. On revient au projet rejeté par le comité central du 14 mars 1952. Messali avait longtemps différé un combat inévitable avec la direction. En attendant un changement d'attitude ? C'est probable. Dans ce cas, il s'agit d'une erreur d'appréciation qu'il paiera cher, même s'il devait emporter avec facilité la première manche.

Dans la lutte qui va s'engager, Messali n'accepte aucun compromis. Le 2 octobre 1953, il reçoit une délégation du comité central comprenant Lahouel, Sid Ali, Dahlab et Souiyah, et note dans son journal : « Après entretiens laborieux, pas de résultats. » Le 20 octobre le comité central projette de se réunir. Messali écrit à Boulkeroua pour lui signifier son refus de le convoquer. Le 22 décembre, il rejette une demande d'audience de Lahouel. Le 24 décembre, il prépare avec Filali et Merbah son message à la conférence fédérale du 27 décembre 1953 pour porter les divergences au sein de la direction à la connaissance des militants de France.

CHAPITRE 7
LA SCISSION DU MTLD (1953-1954)

Les sentiments d'inquiétude et de mécontentement que le renoncement progressif à une politique révolutionnaire a fait naître chez les militants se cristallisent sur la personne de Messali. Parlant du sommet, il dit ce que la plupart pensent en leur for intérieur. Le 27 décembre 1953, dans un message à la conférence fédérale du parti qui se tenait à Paris, Messali attaque ouvertement la direction, et, au mois de mars, il annonce la création d'un comité de salut public (CSP).

MESSALI CONTRE LE COMITÉ CENTRAL

Dans son appel du 11 mars, Messali expose ses divergences avec le comité central, prend la défense des adversaires de la ligne officielle et dénonce le régime intérieur du parti :

> Le Mouvement national traverse une crise qui n'est pas sans gravité [...]. Il y a plus de trois ans que je lutte au sein du parti dans le silence et par la voie hiérarchique pour protéger le mouvement national du glissement vers l'aventure et de l'abandon des principes révolutionnaires [...]. Ainsi, une politique de facilité et de compromission a vu le jour depuis cette époque, et une véritable bureaucratie avec ses fonctionnaires, ses téléphones, ses pachas et ses *chaouchs*[1], s'est instaurée dans le parti. [...] Durant mon séjour à Bouzaréah, à Chantilly comme à Niort, j'ai reçu des centaines de militants et même de responsables qui venaient protester auprès de moi contre le silence du parti tant à Paris qu'à Alger. [...] Leurs protestations portaient également sur le silence qu'observait le parti sur les événements qui se déroulaient en Tunisie et au Maroc [...]. Ils ne comprenaient pas davantage l'absence du parti

1. NdÉ. *Chaouch*, nom donné en Afrique du Nord aux appariteurs des services publics, plus largement émissaires, huissiers, gardiens.

> sur la scène politique française où tant de problèmes, qui nous touchent de près, étaient agités par différents partis politiques français [...] la direction, qui s'accroche à ses privilèges, se cramponne au pouvoir, par le jeu démocratique d'un comité central qui, dans sa majorité, est composé de fonctionnaires à [son] image [...]. Depuis deux ans que je suis à Niort, je n'ai jamais été consulté ni sur la marche du parti, ni sur les événements graves qui se sont déroulés en Afrique du Nord [...]. Il y a, en effet, dans le parti un système d'étouffement, de police et de mouchardage à l'égard de tous les militants qui osent faire la moindre critique sur la marche du parti, [ses] dépenses et [son] manque d'activité. Ainsi de nombreux militants sont frappés de suspension, de déplacement, d'exclusion et d'amendes.

Ce Comité de salut public de quatre membres – Filali (permanent), Boudechiche (ouvrier de Renault), Abdallah Saadji (horloger), Aouine (cafetier à Levallois) – organise la révolte ouverte contre la direction du parti. Une circulaire résumant tous les griefs de Messali est diffusée à travers la France. Partout des comités locaux se constituent et bloquent les fonds destinés au parti.

En Algérie, un état-major messaliste se forme après une visite de Filali. Il comprend Moulay Merbah, porte-parole de Messali au comité central, Mezerna, Memchaoui et Aïssa Abdelli[2]. L'appel de Messali contre la direction est suivi massivement en Orange, en Kabylie, dans l'Est algérien et une partie de l'Algérois. Pour endiguer la révolte militante, le comité central demande aux chefs de *daïra,* vers le 25 février, d'appeler les organisations de base à adopter une attitude de neutralité en attendant la tenue d'un congrès. La manœuvre se révèle particulièrement payante dans le Constantinois mais Messali reste intransigeant. Toutes les délégations dépêchées à Niort pour trouver un compromis échouent dans leur mission. Le 16 janvier 1954, c'est Yazid qui se rend auprès de Messali. Ben Boulaïd lui succède le 23 février, puis Messali reçoit Maïza Hammoud, membre du comité

2. Aïssa Abdelli. Gendarme à la retraite, candidat MTLD à l'Assemblée algérienne (1948). Membre du CNR et du bureau politique du MNA (1954-1962). Quitte le MNA en emportant ses fonds pour les remettre au FLN (1962).

central et Reguimi, cadre de l'organisation, et le 27 du même mois Mestari et Kébir, responsables en Orange.

Le 28 mars, le comité central se réunit pour constater son échec et remet ses pouvoirs à Messali pour organiser un congrès. Celui-ci désigne à son tour une délégation provisoire (DP) pour diriger le parti. Messali a-t-il gagné la partie? Il ne le croit pas encore lui-même. Le 29 mars, il s'entretient avec Moulay Merbah, à Niort, et note sur son journal: «J'ai fourni un immense effort [...] tant du point de vue physique qu'intellectuel. Mais les mois qui vont suivre seront plus durs et plus pénibles, car les pachas[3] n'ont reculé que pour mieux lutter, mentir et jeter le désordre[4].» En réalité, le comité central ne fait qu'une concession à Messali: l'organisation d'un congrès. Il garde par-devers lui les fonds du parti et s'en sert pour ne pas perdre l'appui de l'appareil.

À partir du mois d'avril 1954, la tactique du comité central va se déployer dans trois directions:

- faire obstacle par des mesures organisationnelles à la prise en mains de l'appareil par les messalistes; pousser les militants à ne plus verser de cotisations de façon que Messali n'ait plus les moyens financiers d'une action;
- faciliter la mise en congé des permanents en leur versant plusieurs mensualités d'avance;
- riposter politiquement à l'accusation de réformisme en s'alliant aux activistes, afin de présenter le messalisme non pas comme critique politique, mais comme une tentative de diviser le parti.

Le thème du culte de la personnalité, emprunté à l'histoire de l'URSS, commence à être propagé. Deux anciens dirigeants de l'OS, Boudiaf et Didouche, traumatisés par le soulèvement de la base en France en janvier 1954, répondent à l'appel des membres du comité central qu'on désignera désormais par le qualificatif de «centralistes». Cadres supérieurs, leur réaction est celle de membres d'un appareil redoutant d'une façon confuse les remises en cause d'une hiérarchie où proliféraient les petits despotes. D'ailleurs Boudiaf, responsable de l'organisation en France, saisi par Filali du contenu du message

3. Ce terme désigne les membres du comité central.
4. Journal de Messali. Archives Messali Hadj.

de Messali à la conférence fédérale du 27 décembre 1953 avait, par esprit de discipline, refusé d'en donner lecture aux militants.

ACTIVISTES ET CENTRALISTES CONTRE MESSALI (AVRIL-JUILLET 1954)

Illégaux, les activistes de l'ex-OS dépendent pour leur hébergement, leurs papiers, leurs besoins matériels, de la direction. Ni la situation intérieure du parti, ni leur propre formation, dans laquelle le culte de la discipline et de la hiérarchie tient une place de choix, ne les inclinent à se regrouper en fraction. Cependant, soupçonnés continuellement de fronde, objets d'ostracisme, vivant en permanence dangereusement, les militants OS, bien que dispersés, ont entre eux des liens de solidarité très forts. On a à ce sujet parlé d'un « esprit OS ». Aussi gardent-ils le contact entre eux, quitte à violer les consignes de sécurité[5] que la direction imagine pour les empêcher de se concerter. Leur conspiration s'arrête là.

Elle prend une autre tournure dès décembre 1953, date à laquelle les divergences entre Messali et la majorité du comité central sont portées à la connaissance des militants. Spontanément, les illégaux, maquisards et anciens cadres de l'OS présents en Algérie, prennent position pour Messali. De France, Mahsas écrit à Aït Ahmed, Ben Bella et Khider et leur demande d'appuyer le leader dissident[6]. La polarisation du mouvement en deux forces, l'une entraînant l'écrasante majorité du parti, l'autre s'appuyant sur les cadres de l'appareil en place, semble acquise, malgré une tentative de Mahsas de créer un courant neutre, quand, fin mars 1954, Mohammed Boudiaf lance l'idée d'une troisième force, le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). Fils d'une famille de grande tente du Hodna, déclassée par la colonisation, Mohammed Boudiaf a gardé de son origine sociale la fierté et le sens du commandement. D'une humeur difficile, il a en horreur les solutions moyennes. C'est un radical. Ses compromis sont le fruit de la confusion des idées caractéristiques des cadres du PPA-MTLD. Le CRUA est une alliance entre les centralistes qui veulent contenir le courant messaliste sous couvert d'un congrès leur donnant toutes les garanties et les activistes de l'OS soucieux de recréer l'unité du parti pour engager la lutte armée.

5. La surveillance des cadres par la police était constante.

6. Témoignage d'Aït Ahmed qui, au nom de la délégation du Caire, donna une réponse négative à Mahsas. Archives privées.

Jusqu'en mars donc, le conflit est perçu essentiellement comme une lutte entre deux orientations différentes et non pas seulement comme une lutte pour le pouvoir au sein du parti. Boudiaf présente comme un conflit entre dirigeants une opposition de caractère politique. Sans aboutir à un bouleversement immédiat du rapport de forces, son initiative imprime un autre cours aux événements. Boudiaf impute à Messali la responsabilité majeure de la scission en lui reprochant de ne pas hésiter à mettre en question l'unité du parti par un appel direct aux militants, au lieu de chercher un compromis dans une discussion entre chefs. C'est ce qu'atteste le texte suivant:

> Très inquiets de ce qui se passait et réagissant en tant que responsables de l'organisation, nous fîmes savoir par Filali, qu'en notre qualité de militants du rang (par opposition aux membres des organismes de direction), nous resterions à nos postes, sans prendre parti, si Messali de son côté s'engageait à circonscrire le conflit aux sphères dirigeantes. Cette position nous était dictée par la crainte d'un déchirement au sein de la base qui serait ainsi amenée à épouser des querelles qui n'étaient pas les siennes et à être détournée des véritables problèmes. Par ailleurs, ayant entrepris un travail en profondeur au point de vue organisationnel dans la fédération, nous attendions beaucoup de la constitution de noyaux de militants solides, capables le moment venu de ne pas se laisser tromper. Enfin, ce parti était notre parti, nous avions beaucoup sacrifié pour son existence. Nous sentions que Messali, pour rétablir son autorité, était prêt à tout casser[7].

Ce témoignage de Boudiaf, donné vingt ans après l'événement, transcrit d'une manière fidèle les motifs qui le sensibilisent alors aux manœuvres du comité central, soucieux de se laver de l'accusation de réformisme. En même temps, il souligne son peu d'intérêt pour l'expression militante quand elle ne se moule pas dans des cadres préétablis. Si, publiquement, les centralistes invoquent contre Messali le culte de la personnalité, leur propagande à l'échelle nationale s'attache surtout à souligner «son incompétence» et «son manque

7. Voir Mohammed Boudiaf, *La préparation du 1er novembre* suivi de *Lettre aux Algériens*, Paris, El Jarida, 1976.

de culture». Ces arguments, peu fondés, constituent un appel aux cadres et aux intellectuels. On ne peut pas ne pas voir derrière ces jugements une attitude de classe.

L'invocation du culte de la personnalité par les adversaires de Messali est un argument qui mérite examen. L'importance de Messali dans le PPA-MTLD a été déduite de la place qu'il occupe dans le discours officiel des dirigeants qui évoquent constamment son nom et son exemple pour justifier la ligne politique du moment. Les écrits et les interventions des principaux leaders du PPA-MTLD donnent l'impression aux militants et aux observateurs extérieurs que Messali est un chef tout-puissant. Le constat se révèle sans fondement dès qu'on examine scrupuleusement les débats des organes dirigeants. Il en ressort nettement que loin d'avoir été «un autocrate», Messali n'est qu'un chef de file, souvent en posture difficile et dont l'autorité repose sur un jeu d'alliances complexes.

Le déroulement des luttes au sein de la direction montre en réalité que ce sont toujours les légalistes qui ont remis en cause les décisions de la majorité, comme en font foi l'affaire Khider et le projet du congrès national algérien rejeté en mars 1952 par le comité central et reproposé une année plus tard après renouvellement des organes dirigeants. La lecture des écrits de Messali et de ses interventions semble justifier les accusations de ses adversaires. Il parle souvent de sa personne et des «offenses» qu'il a subies à la manière d'un «monarque». Ce serait pourtant une erreur grossière d'assimiler ce comportement à de la mégalomanie.

Messali vit son leadership à la fois d'une façon moderne dans la mesure où ce leadership s'exprime à travers un appareil politique impersonnel, et d'une façon traditionnelle en ce sens que le lien entre le chef et ses affiliés est un rapport personnel, un rapport d'homme à homme qui engage la personnalité dans toutes ses dimensions. La séparation entre le privé et le public n'y a aucune place. Une lecture non avertie faite par ceux qui ont pris l'habitude de la langue de bois des congrès peut donc entraîner des contresens. À ne pas voir les relations affectives interpersonnelles dans le discours de Messali, ses adversaires révélaient qu'ils étaient coupés de leurs racines et prisonniers de l'univers bureaucratique abstrait du monde politique industriel.

Ceci étant, il serait hasardeux de réduire l'antagonisme entre Messali et ses adversaires à sa seule dimension politique. Il s'agit aussi d'un

conflit de légitimité. Les centralistes sont des hommes d'appareil. Leur légitimité se fonde sur une organisation avec ses statuts et son système de relations. C'est une légitimité impersonnelle, semblable à celle que tirent les fonctionnaires de leur appartenance à l'appareil d'État. Messali, au contraire, comme après lui Ben Bella, entretient un lien charismatique avec le peuple et tire sa légitimité d'une relation personnelle quasi mystique. Cette légitimité ne saurait être menacée, sinon par les appareils et leurs prétentions. Ainsi Messali sera-t-il un critique féroce de la bureaucratie et tiendra-t-il d'abord et avant tout un discours politique.

Pour être contraires, les deux attitudes sont grosses de dangers: celui qui développe un pouvoir de nature mystique et celui qui porte en lui un pouvoir d'appareil.

LA LUTTE SUR LE TERRAIN

Dans le Constantinois et en Orange, les messalistes affrontent dès le mois d'avril la coalition des activistes et des centralistes. La lutte a lieu sur une toile de fond dominée par une accentuation de la répression. Le 8 avril, des perquisitions et des arrestations touchent l'ensemble de l'organisation, en Algérie et en France. On entre dans une période confuse où – tout débat clair étant rendu impossible par l'exacerbation de la situation coloniale – les protagonistes s'engagent dans une concurrence, qui n'est pas toujours loyale, pour étendre leur influence respective et se partager les forces du parti.

Partout les activistes essayent d'empêcher les partisans de Messali de prendre en main les sections locales, œuvrent sous couvert de leur qualité de chefs de *daïra* et organisent des réunions fractionnelles d'où sont exclues les sections favorables à Messali. Ainsi à Oran, deux chefs de *daïra* ex-OS, Ramdane Benabdelmalek et Abdelhafid Boussouf, et trois centralistes, Souiyah, Mestari, Belkébir[8] convoquent certaines *kasmas* à l'insu de la délégation provisoire (DP). Avertis par des militants, Mezerna et Memchaoui arrivent à la réunion avec les *kasmas* non convoquées. Boussouf prend la parole et souligne que la réunion est ouverte aux seuls cadres de l'organisation. Mais après intervention de Memchaoui, les chefs de section décident, à l'unanimité, d'exclure les permanents, Boussouf et Benabdelmalek, de la

8. Belkébir. Commerçant, puis fonctionnaire à la préfecture de Paris. Après 1962, préfet de Tiaret, puis ambassadeur à Madrid.

réunion et votent une motion de confiance à Messali. Cette motion est également votée par des partisans du comité central présents à la réunion (Souiyah, Mestari, Belkébir).

Le 15 avril, à Constantine, lors d'une réunion des sections locales de l'Est algérien, les partisans de Messali sont moins heureux. Le responsable de Skikda, qui présidait la réunion, s'oppose à la présence de Mezerna, qui relève le caractère irrégulier d'une assemblée départementale réunie à l'insu de la délégation provisoire. Les chefs des sections locales en conviennent, mais passent outre.

À la même période paraît à Alger le bulletin du CRUA, *Le Patriote*, qui invite les militants à observer une position neutre tout en critiquant indirectement Messali. L'attitude des chefs de *daïra* laisse penser aux messalistes que ce bulletin est édité par un comité clandestin auquel appartiennent des cadres de l'appareil. Ce sentiment se vérifie début mai. Le contrôleur général de l'organisation, un centraliste, Ramdane Bouchebouba[9], est surpris en train de distribuer *Le Patriote*. Cette publication fournit un prétexte à l'administration pour perquisitionner à nouveau en mai 1954 les locaux du parti et y saisir les ronéos et les machines à écrire.

En Kabylie, des militants auxquels sont adressés des exemplaires du *Patriote* sont arrêtés par la police française. Le 6 mai 1954, la délégation provisoire qui a remplacé la direction du PPA-MTLD suspend Bouchebouba de ses fonctions et convoque les chefs de wilaya pour le condamner. Le 7, les chefs de wilayas se présentent à la réunion en compagnie de Bouchebouba et s'en déclarent solidaires. La réunion est renvoyée à deux heures plus tard. Les chefs de wilayas ne se présentent pas et sont suspendus de leurs fonctions à leur tour, en même temps que les chefs de *daïra* et le responsable de l'organisation, Dekhli, un membre du comité central.

Les messalistes sont contraints de remanier de fond en comble l'appareil. La connivence des cadres avec les centralistes oblige les messalistes à faire appel à des hommes sans grande expérience.

Le 9 mai, la violence fait son apparition dans la lutte entre les fractions. Un groupe de choc messaliste de la Casbah attaque Mohammed

9. Ramdane Bouchebouba. Contrôleur général de l'organisation, cadre du FLN en France (1956-1962). Commissaire à la réforme agraire pour le département de Chélif. Secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs de la terre, puis directeur de l'Office national de la commercialisation des vins. Vit en France depuis 1973.

Boudiaf et Rabah Bitat, dirigeants du CRUA. Assommés, ils n'échappent par ailleurs à une rafle de police que grâce à une intervention de Bouchebouba. Deux jours plus tard, les activistes attaquent le local du parti «pour ne pas laisser l'agression impunie» (Boudiaf). Un peu partout, en France et en Algérie, les heurts se multiplient et font des victimes. Le fossé s'élargit entre les fractions, mais sans que cessent pour autant les tentatives de conciliation. Elles dureront jusqu'au congrès que les messalistes tiendront en Belgique, à Hornu, le 14 juillet 1954, mais buteront sur une exigence de Messali: que le comité central et le bureau politique reconnaissent s'être fourvoyés dans une déviation réformiste. Ces deux instances ne veulent rien reconnaître, la scission est inévitable.

C'est dans la réunification du MTLD que les activistes, avec Boudiaf, mettent toutes leurs espérances. Toutefois, le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) ne constitue pas encore une troisième tendance indépendante. Pour le comité central, c'est un faire-valoir. Le danger, à ses yeux, n'est pas tant représenté par ces extrémistes que par Messali.

La fissure entre centralistes et activistes se produit dans la deuxième quinzaine de juillet 1954. La fronde des illégaux de la base qui trouvent la collusion avec les centralistes compromettante aux yeux des militants, mais aussi les divergences de vues devant la perspective d'un congrès messaliste y contribuent.

Le comité central veut riposter en tenant son congrès. Les activistes l'estiment inutile et préconisent la préparation immédiate de l'insurrection. Fin juin, ils tiennent une réunion à laquelle participent vingt-deux militants (les 22) et désignent une direction de cinq membres (Boudiaf, Ben Boulaïd, Didouche, Bitat et Ben M'hidi) chargée d'organiser concrètement l'action armée. La rupture avec les centralistes n'est toutefois pas définitive. Elle passera par deux phases. En juillet 1954, au cours d'une rencontre à Berne entre Boudiaf, Ben Boulaïd, Didouche et Ben M'hidi, Lahouel et Yazid promettent la dissolution du comité central, la cession des fonds du parti aux activistes et l'envoi de membres du comité central à l'étranger pour renforcer la délégation extérieure. Lahouel et Yazid sont désavoués par le comité central, mais la séparation définitive n'interviendra qu'en octobre lorsque chacun des partenaires acquit la conviction qu'il ne pouvait plus entraîner l'autre sur ses propres positions. C'est au cours

de ce mois que Lahouel et Yazid se rendent au Caire demander à Ben Bella, qui s'était réfugié dans la capitale égyptienne après son évasion de la prison de Blida en 1952, de surseoir à l'action.

Deux épisodes dans l'incubation du mouvement insurrectionnel sont intéressants à élucider : tout d'abord les positions de Krim et Ouamrane qui tiennent le maquis en Kabylie, à l'égard des « 22 » ; puis les divisions au sein des « 22 ».

KRIM ET OUAMRANE FACE AUX « 22 »

Dans *Les fils de la Toussaint,* Yves Courrière attribue à Mourad Didouche l'échec, en mai, des contacts des « 22 » avec les maquisards de Kabylie. Selon lui, Didouche, entraîné par sa jeunesse et son désir de garder pour les « fondateurs » du CRUA « l'initiative complète des opérations », profite de l'absence des autres leaders pour « snober les Kabyles [...] et exagérer les possibilités du groupe[10] ».

C'est oublier que Didouche traduit fidèlement la pensée de ses collègues. Il n'agit pas individuellement. Selon Mohammed Mechati, membre des « 22 », « l'usage du bluff et du mensonge [...] n'était malheureusement pas l'arme utilisée par le seul Didouche, mais aussi et surtout celle dont se servait habituellement et avec mépris celui qui se voulait être le chef exclusif et incontesté de l'OS[11] », c'est-à- dire Boudiaf.

Jusqu'en août, les négociations entre Krim et Ouamrane pour le compte de la Kabylie, Boudiaf et Ben Boulaïd pour les « 22 », achoppent sur deux questions : les liens de Boudiaf et de ses amis avec les centralistes et la répartition des responsabilités. La première hypothèque est levée en juillet, la seconde en août. Les réserves de Boudiaf, Didouche, Ben Boulaïd, etc. sur la constitution de la Kabylie en région distincte de l'Algérois s'expliquent par le souvenir de la crise de 1949 et par la crainte de la résurgence d'un courant « berbériste ». Il faut souligner que Krim restera pour les messalistes le chef de leur wilaya de Kabylie jusqu'en novembre 1954. En août, il essaie d'ailleurs, mais en vain, d'élargir ses compétences territoriales en absorbant la Basse-Kabylie jusqu'à Larba[12]. Le 23 octobre, il assiste encore à une

10. Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, t. 1 : *Les fils de la Toussaint*, Paris, Fayard, 1968, p. 110.
11. Lettre de Mechati à *Révolution africaine* (sans mention de date). Archives privées.
12. Témoignage de Mezerna. Archives privées.

réunion du Comité d'organisation messaliste[13]. Les chefs de régions qu'il a sous ses ordres mis à part[14], l'ensemble des militants ont la conviction d'être engagés sous la bannière de Messali. Cette ambiguïté ne sera levée d'une manière définitive qu'en 1956. L'accord entre Krim et Boudiaf, qui décident d'unifier leurs forces, se traduit par un élargissement de la direction du mouvement insurrectionnel. Elle se compose désormais de six membres, Belkacem Krim rejoignant les «cinq». Ce fils de notable du douar Aït Yahia Ou Moussa, en Kabylie, venu au nationalisme en 1945, tient le maquis depuis sept ans, à la suite d'une histoire où les questions politiques se mêlent étroitement à des rivalités familiales. Insaisissable, «le Lion des djebels» est un être de ruse. Affable mais autoritaire, ses paroles ne sont que propos de circonstance. Krim ne décide jamais l'offensive sans avoir préparé la retraite. Il s'engage avec Boudiaf, mais sans rompre avec Messali. Sait-on jamais ce que réserve l'avenir? Toutes les alliances sont bonnes, pourvu que le retournement soit possible.

LA DÉFECTION DU «GROUPE DE CONSTANTINE»

Lors de la réunion des «22», quatre participants[15], tous originaires de la ville de Constantine, récusent la direction désignée sans remettre en cause la lutte armée. Selon l'un d'entre eux, Youssef Haddad:

> La réunion n'avait pas de caractère démocratique. Elle a adopté le principe de la cooptation et nous étions contre la cooptation. Nous voulions nous référer en tout à la base du parti. Nous demandions également que les délégués à l'extérieur soient désignés démocratiquement. Et nous craignions que notre organisation ne soit livrée aux centralistes[16].

Derrière ce désaccord sur les méthodes, se cache en fait un problème politique. Les responsables de Constantine veulent rester à égale distance des messalistes et des centralistes, car toute position

13. Témoignage de Memchaoui. *Ibid.*

14. Ce sont Touil Moh (Draâ-El-Mizan), Ali Zamoum (Tizi-Ouzou), Mohammed Zamoum (Si Salah) (Mirabeau-Dellys), Ali Mellah, Saïd Babouche (Fort-National), Mohammed Yazourène (Azazga et l'Akfadou) et Ahmed Guemraoui (de la région Sud-Djurdjura).

15. Ce sont: Saïd Bouali, Rachid Mellah, Youssef Haddad et Brahim Mechati.

16. Témoignage de Youssef Haddad, dit Hamada Mohammed. Archives privées.

qui aurait fait preuve de parti-pris contre Messali aurait affaibli leur autorité sur les militants. Mohammed Mechati confirme :

> Mon premier désaccord personnel ainsi que celui des dirigeants de Constantine (avec lesquels j'étais lié dans le passé pour avoir été un de leurs responsables du temps de l'OS) était dû au fait d'avoir été traité de messaliste par Boudiaf, qui nous reprochait de n'avoir pas chassé et bastonné les responsables messalistes dont Mezerna [...] venus s'expliquer devant l'organisation [...] Boudiaf est très mal placé pour faire tant de reproches aux gens : tout en se réclamant du neutralisme, il continuait à entretenir des rapports étroits avec les centralistes. Ceci aurait été moins grave s'il ne confirmait cette position équivoque par écrit à travers plus d'un article dans son journal *Le Patriote*. À cette occasion [...] je l'avais mis en garde contre les conséquences de ce comportement[17]...

La méfiance du groupe de Constantine à l'encontre de Boudiaf se manifeste ouvertement lors de l'élection de la direction. La procédure retenue vise indéniablement à faire ratifier par les « 22 » la candidature de ceux qui ont convoqué la réunion. Selon Mechati, « il avait été décidé d'élire deux personnes à bulletin secret, mais seulement parmi les cinq organisateurs de la réunion ; par la suite, les deux élus choisiraient à leur tour par cooptation les autres membres du comité. Ces deux élus furent Ben Boulaïd et Boudiaf ».

> Lors de ce scrutin, j'ai manifesté ouvertement encore une fois mon désaccord avec Boudiaf, le contestant dans sa qualité de chef, en votant pour Ben Boulaïd et Ben Abdelmalek. Sans chercher à dissimuler les deux noms que j'avais portés sur le bout de papier, je l'exhibais clairement pour ceux qui étaient à mes côtés afin de susciter [...] une discussion à ce sujet[18].

Cette version n'est pas corroborée par Boudiaf dans son récit de la préparation du 1er novembre. Selon lui, la procédure de désignation de la direction avait pour but de sauvegarder l'anonymat de ses membres ;

17. Témoignage de Mechati. Archives privées.
18. Mechati, lettre citée.

il fut donc convenu d'«élire seulement le responsable national à la majorité des deux tiers» et de lui laisser le choix de coopter ses pairs[19].

En formant une tendance, les activistes ne sont pas parvenus à présenter une ligne politique autonome. Si la confusion qui règne et qui est entretenue, l'absence d'informations, le poids des liens et des dépendances hiérarchiques expliquent que, jusqu'en juillet 1954, certains activistes se trouvent, de fait, alliés aux centralistes contre Messali, le refus de celui-ci de les considérer comme interlocuteurs et de discuter avec eux du déclenchement de la révolution armée ne facilite pas la clarification.

L'APPROFONDISSEMENT DES DIVISIONS

En juillet, la scission du MTLD est consommée. Dès lors le front des luttes se déplace insensiblement. Pour les centralistes, le danger principal est incarné désormais par les activistes dont l'impatience d'agir, la révolte contre les dirigeants et le désespoir créent une situation incontrôlable. Contre Messali, les centralistes crient à l'aventure. Contre les activistes, ils dénoncent «l'opération suicide».

Pour les activistes, l'adversaire reste le messalisme dont les militants, animés d'une sensibilité populiste, leur paraissent compromettre l'existence de toute organisation capable d'agir efficacement et en bon ordre.

Chez les militants de base, la faiblesse de la formation politique favorise la confusion et les règlements de compte, mais le fraternalisme et le patriotisme de parti restent vivants et s'opposent à une décantation rigoureuse. Il y a donc une erreur à ne pas commettre dans l'analyse des courants. Aucun n'est définitivement cristallisé: en 1954, au sommet comme à la base, il existe de multiples points de contact entre les différentes tendances. Deux membres du comité central qui s'étaient prononcés contre la politique de Messali, Moundji Zine El-Abidine[20] et Souiyah Houari[21], restent en relation avec ses partisans. Ben Boulaïd garde, jusqu'à la veille de l'insurrection, l'illusion de voir les centralistes apporter leur concours aux activistes et leur servir de

19. Mohammed Boudiaf, *La préparation du 1er novembre*, *op. cit.*

20. Moundji Zine El-Abidine. Membre du comité central (1953-1954). Membre du comité fédéral du FLN (1956-1958). Ambassadeur à Bamako (1980).

21. Souiyah Houari. Membre du comité central en 1953-1954. Préfet d'Oran en 1962-1963. Député en 1962. Membre du comité central du FLN (1964-1965).

propagandistes à l'étranger. Mahsas prône d'abord la neutralité entre le comité central et Messali avant de rejoindre ce dernier, puis s'en éloigner à nouveau après le 1er novembre. Le secret entoure encore nombre d'itinéraires, tels que celui de Abdelhamid Mehri, de Salah Maïza et de M'hammed Yazid, qui ont fait quelques promesses aux tenants de la voie armée. À Aïn-Temouchent, Rio-Salado, Constantine, etc., des messalistes militent avec les activistes.

L'étude de la liste des participants au congrès messaliste et au congrès centraliste d'Alger permettrait de rendre compte des ambiguïtés, du double jeu des individus et des groupes. L'adhésion à l'une ou l'autre des tendances ne correspond pas toujours à des options claires. Les liens personnels et les considérations d'ordre psychologique jouent un rôle considérable. On ne saurait sous-estimer l'importance qu'ont eue, dans cette période de grande confusion, la difficulté de toute information et l'impossibilité de tout débat démocratique.

Au fond, les enjeux politiques n'étaient clairs qu'au sommet. La base, elle, ne pensait qu'à l'action. Pour cette raison, toute entreprise qui pourrait rompre avec le byzantinisme où s'enfonçaient les discussions avait des chances de succès. Le mouvement qui porte spontanément la grande masse des militants vers Messali traduit le besoin d'une action de rupture avec un cours légaliste. Cependant, préoccupé par la «remise en ordre du parti», Messali reste enfermé dans une perspective étroite de règlements de comptes dans l'appareil au lieu de sortir rapidement de l'impasse. La même sensibilité qui lui a rallié les masses va pousser celles-ci vers ceux qui oseront appeler à la révolte armée.

L'âpreté des luttes qui dressent les uns contre les autres les militants, ne prend pas fin avec la scission du MTLD. La bataille pour le patrimoine, que gèrent à leur profit les centralistes, ouvre un nouveau cycle de violence au mois d'août. Des incidents ont lieu à Skikda (Philippeville), Annaba (Bône), Tébessa, Alger, Boufarik, El-Eulma (Saint-Arnaud). De Niort, en France, Messali encourage ses partisans à ne pas laisser les locaux du mouvement entre les mains du comité central :

> L'initiative des militants d'Alger qui s'est manifestée le 28 courant août[22] a réalisé la volonté du peuple algérien

22. Les messalistes avaient repris à Belcourt les garages et les voitures du parti.

> de rentrer en possession de ses biens. Personnellement, je salue cette heureuse et énergique initiative et adresse mes félicitations les plus chaleureuses aux militants d'Alger et au peuple qui, par son soutien et son appui, a facilité leur tâche[23].

Çà et là, la volonté punitive, partie de la base, dégénère. On pourchasse les diffuseurs du journal centraliste *La Nation algérienne.* Les menaces de mort contre Lahouel, Bouda, Ben Khedda et Kiouane se multiplient[24].

Centralistes et activistes doivent se soumettre, tel est l'objectif des messalistes. Une lettre de Mustapha Sahraoui, responsable de Larba, reflète bien cet état d'esprit :

> Je vous annonce, écrit-il à Messali, que notre localité marche très bien et les partisans de Lalla[25] sont complètement inexistants, bien que Chikh El-islam considère notre contrée comme son fief. [...] D'ailleurs il ne s'est jamais avisé de rendre visite à sa famille depuis longtemps et cela, je ne lui conseille pas[26].

Les violences à l'égard des militants édifient un mur de haine entre anciens compagnons de lutte. Boudiaf, Bitat, Ben M'hidi, Boussouf, tous fondateurs du FLN, en seront victimes. Les ressentiments accumulés préparent la voie à d'autres règlements de compte, plus implacables et plus meurtriers.

On peut se demander si la violence n'a pas été exacerbée par l'action des services de répression français. Il est peu vraisemblable en effet que ceux-ci soient restés passifs. Cependant, nous possédons peu d'éléments pour étudier cette action et les différentes manœuvres d'infiltration et d'intoxication. Nous savons que, dans le camp activiste, l'administration avait deux indicateurs : Djilali Belhadj et l'adjudant Slimane (Djouden). Mais si le pouvoir colonial a pu utiliser les contradictions politiques et sociales, nous pensons que son action n'a pas été décisive dans l'évolution des rapports entre les tendances.

23. Cité par *La Nation algérienne,* organe du comité central, n° 3.
24. *Ibid.*
25. Terme péjoratif signifiant femmelette. Les messalistes désignaient ainsi les partisans du comité central.
26. Lettre de Sahraoui à Messali. Archives privées

Nous avons essayé de relater l'essentiel des faits qui ont marqué la crise du MTLD. Il serait présomptueux de laisser croire que nous en avons retracé un tableau complet. Il faudrait, par exemple, disposer des témoignages de Lahouel, Yazid et Dekhli pour restituer dans leur réalité les tenants et les aboutissants de l'alliance entre les activistes et les centralistes. Il faudrait également disposer des procès-verbaux du comité central pour mesurer les divergences et les nuances entre ses membres quant à leurs positions à l'égard de Messali et des activistes.

Ce travail reste à faire.

CHAPITRE 8
LES TROIS TENDANCES À LA VEILLE DE L'INSURRECTION (1954)

Le mouvement messaliste devait initialement tenir son congrès à Saint-Denis, dans la banlieue parisienne. Le PCF avait promis de mettre une salle à la disposition des congressistes. Ce parti ayant, en dernier ressort, renoncé à prêter ses locaux, le congrès se tient du 14 au 17 juillet 1954 à Hornu en Belgique. Près de 300 délégués y assisteront.

LE VISAGE DU MESSALISME

Depuis la dissolution de l'Étoile nord-africaine, ce sont les premières assises du messalisme qui ne font pas la part belle à l'appareil du mouvement. Au demeurant, cet appareil a connu, au cours des récentes luttes, une mutation importante. Ses membres devenaient en majorité l'émanation des comités de base. Les rapports soumis à l'examen des délégués reprennent les analyses politiques de Messali. Les principales décisions des congressistes portent sur l'épuration du MTLD, le remaniement des organismes dirigeants et la rupture avec l'orientation des centralistes.

L'épuration n'est pas draconienne. Messali est partisan de l'indulgence à l'égard des cadres. La liste des dirigeants à exclure qu'il dresse le 12 juillet, deux jours avant le congrès, comprend huit membres du comité central dont Ben Khedda, Lahouel, Sid Ali, Kiouane, Bouda, Yazid, Louanchi et Ferroukhi. On remarquera qu'aucune sanction n'est prise contre les activistes. Les mesures proposées par Messali sont ratifiées. Mais il fallut bien des pressions et des interventions dans les coulisses du congrès pour dissuader les avocats d'une attitude radicale de ne pas pousser plus loin le conflit entre dirigeants et dirigés.

Le comité central est remplacé par un Conseil national de la révolution (CNR). Socialement il est composé de petits commerçants, paysans moyens, ouvriers devenus professionnels politiques et de déclassés.

Au bureau politique, on retrouve Moulay Merbah (*oukil*[1] judiciaire), Mezerna (ancien traminot), Filali (ex-ouvrier peintre), Aïssa Abdelli (gendarme à la retraite), Memchaoui (artisan tonnelier) et Messali.

Géographiquement, sur 30 membres du CNR, dix viennent de l'Algérois (Mezerna, Ladjali, Boudjeroudi, Sid Ali Adab, Abdallah Habachi, Basta Arezki, Boualem, Bouzid, Allal Melzi, Mostefa Ben Mohammed), quatre des régions du Sud (Moulay Merbah de Chellala, Doua et Abdelaziz Mohammed de Laghouat et Nasba d'Oued-Souf), quatre du Constantinois (Filali de Collo, El-Baïdaoui de Aïn-Beïda, Rafa Abdelmajid de Souk-Ahras, Bekhat de Annaba), neuf de l'Oranie (Messali, Bensid, Memchaoui, Tchouar Chaïeb de Tlemcen, Abdelli, Tayeb, Stambouli de Mascara, Benaïssa Khaldoun de Marnia, Boucheria de Mers El-Kebir), deux de Kabylie (El-Hadj de Palestro et Oulebsir de Tazmalt). Le caractère géographique de la représentation messaliste montre d'une manière très nette la prépondérance des villes. En cela, elle se différencie de celle des activistes où les éléments appartenant aux villages et aux régions montagneuses sont plus nombreux. Par ailleurs, le niveau d'instruction des dirigeants messalistes est plus élevé que celui des activistes, mais plus faible que celui des centralistes. On retrouve parmi eux deux *oukils* judiciaires (Merbah et Rafa), un enseignant en arabe (El-Baïdaoui, disciple de Ben Badis) et un instituteur (Basta Arezki).

Sur le plan politique, le congrès décide de reconsidérer la politique électorale et la politique d'union, d'élever le niveau des responsables en ouvrant une école de cadres, de nouer des rapports «plus efficaces avec les partis politiques du peuple français et les mouvements nationaux des peuples opprimés, de faire participer la femme à la lutte[2] et de procéder à l'arabisation, c'est-à-dire de faciliter la promotion des cadres de formation arabe[3]». La rupture avec le centralisme est nette. Pour les militants et nombre de dirigeants, le congrès d'Hornu est un prélude à une mobilisation populaire intense, condition indispensable pour ouvrir la voie à la lutte armée.

Le nouveau visage du mouvement messaliste n'est pas celui d'un parti de classe. La sensibilité de ses cadres reste marquée par une méfiance

1. Avocat de la défense pour les affaires musulmanes.

2. «Mais étant donné la délicatesse et la fragilité de ce problème, il importe de l'aborder avec beaucoup de prudence et de précaution».

3. Messali Hadj, «Message au bureau politique», *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 92.

instinctive à l'égard de l'étranger. La masse de ses militants, prolétarisée ou menacée par la prolétarisation, est hostile à la bourgeoisie, mais n'a pas de conscience sociale propre. Elle est cependant plus informée sur la vie intérieure du mouvement national et son expérience que celle des militants des autres tendances. Entre décembre 1953 et septembre 1954, tous les problèmes et les débats qui ont surgi dans le mouvement national, depuis la naissance de l'Étoile nord-africaine, sont portés à sa connaissance. Outre le rapport au congrès, on peut citer également un document sur la Fédération de France et le manifeste d'Hornu. Dans son message au bureau politique, Messali met l'accent sur l'information au sein du parti. Il recommande également l'austérité. « L'argent du parti est un bien sacré. C'est aussi la transpiration des ouvriers, le produit d'un dur labeur dans les usines où l'ouvrier algérien donne sa santé, ses poumons et bien souvent sa jeunesse, sa vie. Chaque fois que l'un de nous manipule cet argent, il doit penser à cela. » La religion n'est pas oubliée.

> Notre conduite en tant qu'hommes dignes et notre observance des principes islamiques doivent présider à l'accomplissement de notre noble mission. [...] Rien ne doit être négligé ni dissimulé. J'insiste pour que toutes les choses soient au contraire très au clair et examinées avec le souci constant de les clarifier et de situer en même temps les responsables et les responsabilités[4].

Si les partisans de Messali, agitateurs efficaces, se distinguaient par une grande combativité, leur méfiance à l'égard des intellectuels, considérés comme les véhicules de l'embourgeoisement et du réformisme, allait détourner d'eux beaucoup d'éléments. Il faut souligner à ce sujet que cette attitude de réserve n'est pas dénuée de tout fondement.

L'anti-intellectualisme au sein du mouvement messaliste a derrière lui un long passé. Conséquence de la démission des intellectuels devant le fait colonial jusqu'en 1942, il survivra à l'adhésion de nombre d'entre eux au nationalisme. À partir de 1946, la dénonciation des intellectuels se charge d'un autre sens. Elle est une réaction contre l'élitisme de l'UDMA et des oulémas qui réclament la direction de la société au nom du savoir-faire et de la culture de leurs dirigeants, d'où l'exaltation de l'esprit de sacrifice et de la combativité érigés

4. Message de Messali au bureau politique, 2 août 1954. Archives privées.

en vertus inhérentes aux seuls hommes issus du petit peuple. À l'intérieur du PPA-MTLD l'anti-intellectualisme est une résultante de la compétition pour la possession de l'appareil entre les pionniers du nationalisme, les hommes de foi profondément attachés à la voie révolutionnaire mais souvent sans grande culture politique et des intellectuels arrivistes plus enclins à se substituer à eux pour les entraîner dans la voie réformiste qu'à les aider à dépasser leurs limites. Détaché de la lutte des différentes classes pour la direction de la société, l'anti-intellectualisme n'a été, en définitive, qu'une compensation illusoire au renforcement du poids des couches privilégiées dans la société et dans le mouvement nationaliste. Mais les faits, au cours de la crise, montrent aussi que les intellectuels sont, comme nombre de dirigeants plébéiens, partagés en modérés et en radicaux. Pour certains cadres d'origine populaire, les attaques contre les intellectuels et les transfuges des autres classes doivent faciliter leur ascension rapide dans la hiérarchie. Les intellectuels messalistes qui ont conscience de ce phénomène évoquent leur malaise devant Messali :

> Chef, que de torts Monsieur El-Khaffif[5] vous faits en vous rendant débiteur de cette idée de méfiance des intellectuels. Faut-il permettre à Monsieur El-Khaffif de dire crûment et en votre nom : «Messali n'a que faire des intellectuels. Zoubir[6], Ben Khedda et autres Kiouane en sont des échantillons.» Je voudrais qu'il sache que Bouda, Sid Ali et combien d'autres n'ont pas fréquenté assidûment l'école. Cette idée que l'on débite en votre nom est hélas reprise avec commentaires[7].

LES CENTRALISTES

La tendance centraliste s'organise en deux temps. Le 14 juillet, au moment même où les messalistes tiennent leurs assises, elle réunit en conférence les cadres et les sections qui lui sont fidèles et envoie à Messali une délégation composée de Ladjouzi, Guedroudj, Hachani, pour lui demander de «reconsidérer ses positions». Le 15 août, elle convoque un congrès auquel participent deux dirigeants des Aurès,

5. Pseudonyme de Filali, membre du bureau politique.
6. Pseudonyme de M. Yazid.
7. Djaffar, «Lettre du professeur Djaafar à Messali», dans *Les archives de la révolution algérienne, op cit.*, p. 97.

le chef de *daïra* Bachir Chihani, adjoint de Ben Boulaïd, et le responsable de la ville de Khenchela, Laghrour Abbès. Ce congrès qui, sur le plan politique, entérina les positions du comité central, mit en évidence l'existence d'un fort courant de sympathie à l'égard des activistes. C'est ce qu'attestent les interventions de Larbi Madi (section étudiante de Paris), Benyoucef (section de Somâa), Ali Mendjeli (section de Azzaba), Benhamla (section de Guelma), toutes favorables au groupe Boudiaf.

Socialement, les dirigeants centralistes s'appuient sur la petite bourgeoisie et les éléments de la bourgeoisie soucieux de contrôler strictement la participation populaire aux luttes politiques. La composition du groupe qu'ils forment est moins hétérogène que celle de leurs rivaux. On peut lui accoler valablement l'étiquette «petite-bourgeoise» dans la mesure où les intellectuels y sont majoritaires. On peut citer parmi eux Ben Khedda et Benteftifa (pharmaciens), Kiouane (avocat), Djilani (instituteur), Ferroukhi (diplômé des Hautes études islamiques), Belaïd Abdesslam (étudiant en médecine), Ben M'hel, Salah Louanchi, Saad Dahlab et Messaoudi Zitouni (journalistes), Bencheikh El-Hocine, Kacem Rouzik et Abdelhamid Mehri (enseignants en arabe), Yazid et Abdelmalek Benhabylès (étudiants en droit), Boulkeroua (propriétaire terrien). La fonction publique est représentée par Temam et Aïssat Idir, la paysannerie aisée par Ladjouzi, Boukadoum et Salah Maïza (un caïd qui a quitté son poste pour des raisons politiques), le commerce par Radjeff (marchand ambulant en France), Guedroudj (marchand de lait), Hamoud Benyahia (boulanger) et Souiyah. Hocine Lahouel et Taïeb Boulahrouf sont d'origine petite bourgeoisie commerçante. L'élément plébéien dans ce groupe (Bouda, Sid Ali, Dekhli) peut être considéré comme en instance de transfert de classe puisqu'il possède un niveau culturel relativement élevé.

Sur un total de 30 membres du comité central ayant exercé des responsabilités entre avril 1953 et août 1954, treize viennent de l'Algérois[8],

8. Nous englobons dans la catégorie «Algérois» tous les éléments qui vivent dans cette région depuis une longue date même s'ils sont originaires d'ailleurs. Citons Ben Khedda, Yazid et Bouteftifa (Blida), Benyahia et Bouda (Belcourt), Temam, Sid Ali, Lahouel, Kiouane (Alger-Casbah), Aïssat, Louanchi (Alger), Ben M'hel (Berrouaghia), Ferroukhi (Miliana).

deux du Sud algérien[9], neuf du Constantinois[10], un de l'Oranie[11], un de la Kabylie[12] et un de l'émigration en France[13]. En définitive, le courant centraliste tire l'essentiel de ses forces d'Alger et de Blida. Dans la capitale, son implantation à la Casbah n'est pas négligeable.

On pourrait énumérer cinq traits qui distinguent les «centralistes» de leurs adversaires messalistes : l'accent mis sur la culture et corollairement la «compétence»; la volonté de donner au mouvement des institutions pour régler les conflits internes ; la distance à l'égard de la tradition ; l'orientation vers le pluralisme politique ; et l'origine idéologique (de classe) de leur hostilité aux communistes.

Malgré la faiblesse de leur enracinement populaire, les centralistes ont réussi en un laps de temps relativement court à sélectionner des dizaines de cadres pour créer des relais solides dans le mouvement syndical, le mouvement étudiant et le mouvement scout. Ils avaient tendance à reléguer à l'arrière-plan les cadres d'origine plébéienne pour assurer la promotion des étudiants et des intellectuels et à s'appuyer, dans les syndicats, sur le groupe des employés.

Depuis la création d'un secrétariat général du parti en 1949, les leaders du comité central mobilisent toutes leurs forces pour convaincre les organismes dirigeants de la nécessité de définir statutairement les rapports au sein du mouvement et pour régler les divergences sans crise majeure. En tournant le dos au puritanisme inquisiteur qui sévissait dans le MTLD et en prenant leurs distances à l'égard de la tradition, tout en demeurant attachés à la religion, les «centralistes» ont répondu aux aspirations de larges couches urbaines et freiné l'exode des cadres vers le PCA, qui attirait étudiants et intellectuels.

Depuis avril 1953, les centralistes ont renoncé à une aspiration largement répandue parmi les grandes masses du mouvement, mais qui n'était pas ouvertement formulée, celle de domestiquer les autres partis[14]. Alors que les messalistes considèrent le PCA d'abord comme un adversaire politique, le comité central du MTLD voit clairement en lui l'agent d'une société où la propriété privée serait bannie.

9. Dahlab (Chellala) et Kacem Rouzik (Laghouat).

10. Mehri (Oued Zenati), Benhabylès (Fedj-M'zala), Guedroudj (Skikda), Maïza, Belaïd Abdesslam (Aïn El-Kebira).

11. Souiyah.

12. Ladjouzi.

13. Radjeff.

14. Kiouane, «Le CNA respectera l'indépendance des partis», *L'Algérie libre*, 12 mars 1954.

Tous ces traits désignent le courant centraliste comme l'embryon d'un groupe libéral dans une situation qui n'était pas mûre pour sa domination. Ses conceptions sont apparues trop tard au premier plan. L'adhésion massive des masses prolétaires au MTLD exerçait des pressions différentes de celles qui correspondent aux aspirations modernistes et libérales de l'intelligentsia francisée.

LES CARACTÉRISTIQUES DU GROUPE FONDATEUR DU FLN

Le Front de libération nationale (FLN) est apparu publiquement le 1er novembre 1954, mais il est né le 23 octobre à l'issue d'une réunion du Comité des six. Il est fondamental de connaître sa genèse. Son noyau originel s'est constitué en trois étapes. Nous avons vu qu'au départ le CRUA était une association entre activistes et centralistes. En son sein les partisans de l'insurrection immédiate (Ben Boulaïd et Boudiaf) se sont regroupés à part dès juin 1954 et se sont appuyés sur le groupe des 22 auquel se joint en juillet la délégation extérieure du MTLD (Aït Ahmed, Ben Bella et Khider qui siègent au Caire), ainsi que la wilaya de Kabylie (qui fait pourtant encore partie de la tendance messaliste). Les vues politiques de ce noyau ont été élaborées au sein de l'OS. C'est seulement leur expérience commune de l'action qui en fait un groupe monolithique face aux autres.

Le groupe fondateur du FLN estime qu'il existe en Algérie une situation révolutionnaire depuis 1947 et que la politique de la direction du PPA-MTLD se refuse, par peur du risque et par réformisme, à l'exploiter. Cette appréciation ne peut être comprise indépendamment de l'itinéraire de ses membres. Dans leur écrasante majorité, ils ont adhéré au PPA par réaction contre les massacres du 8 mai 1945 et ils ont souvent tendance à généraliser leur expérience propre.

Les 33 hommes qui ont pris ainsi l'initiative de l'insurrection appartiennent à l'encadrement supérieur du parti. Parmi eux, deux ont appartenu au bureau politique (Khider et Aït Ahmed), quatre au comité central (Aït Ahmed, Ben Bella, Ben Boulaïd et Khider), huit ont exercé des responsabilités importantes dans l'organisation (Boudiaf, responsable de l'organisation en France ; Didouche, adjoint de Boudiaf ; Ben M'hidi, Boussouf, Benabdelmalek, Mechati, Bouali, Krim). Toutefois, ceux qui ont une connaissance du pays, de ses problèmes et de l'histoire interne du parti sont en minorité. Les principaux leaders sont originaires des petits centres. Les Européens

restent pour eux « ceux d'en face ». Beaucoup n'ont guère franchi les frontières de leur région natale et sont, de ce fait, enclins à admettre un régionalisme naturel.

Sur le plan de l'instruction, ils ont presque tous leur certificat d'études primaires. Un certain nombre a même entamé des études secondaires[15] en français et en arabe. On peut cependant considérer qu'ils sont des autodidactes et qu'ils ont acquis l'essentiel de leur formation sur le tas. Géographiquement, ils ne représentent pas toutes les régions du pays. Seize viennent du Constantinois, six de l'Algérois, deux de l'Oranie et neuf de la Kabylie. Une analyse plus fine montre que, si le Constantinois est bien représenté de façon homogène, les délégués de l'Algérois sont tous d'Alger-ville et ceux de la Kabylie ne peuvent parler qu'au nom de la Grande Kabylie. Les centres de rayonnement d'où les forces du FLN vont essaimer sont à la fois limités et concentrés géographiquement. C'est parce que les forces sont faibles dans le Sud, en Petite Kabylie et en Oranie que les affrontements avec les partisans de Messali seront très durs dans ces régions.

On a souvent décrit les fondateurs du FLN comme issus de la petite bourgeoisie[16] ou comme représentant l'expression politique de cette couche. Ces jugements ne peuvent que fausser l'analyse et rendre les faits inintelligibles. Comme l'a très bien montré Jean-François Lyotard :

> [Ces hommes] sont distincts idéologiquement et politiquement de la petite bourgeoisie [...]. Leur vue sur l'économie et la société est qualitativement autre, leur désaliénation par rapport à la possession des biens de production irréductible à la religion de l'argent qui est celle des petits-bourgeois. À cette divergence sociologique s'ajoute l'espèce de mépris que les clandestins traqués pendant des années [...] ne peuvent manquer d'éprouver pour une classe dont l'ambition la plus extrême a toujours été jusqu'à l'insurrection d'être assimilée à la petite bourgeoisie française[17].

Définir donc la nature politique et idéologique des fondateurs du FLN par leur origine sociale, c'est s'exposer à ne pas comprendre

15. Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf, Boussouf, Bentobbal, Ben M'hidi, Ali Zamoum, Rachid Mellah, Mechati, Lamoudi, Beji, Zamoum, Didouche.

16. Par exemple dans Gérard Chaliand et Juliette Minces, *L'Algérie indépendante*, Paris, Maspero, 1972.

17. Jean-François Lyotard, « Le contenu social de la lutte algérienne », *Socialisme ou barbarie*, n° 29, décembre 1959-février 1960.

leurs actes ou, ce qui revient au même, à les expliquer par des concepts-miracles.

Il s'agit d'un groupe politique composé en majeure partie de déclassés. S'y côtoient ceux qu'on appelle les fils de «grandes tentes» atteints par la colonisation dans leur pouvoir et parfois dans leurs biens (Zamoum, Guemraoui, Aït Ahmed, Boudiaf, Ben M'hidi), des prolétaires ayant réalisé leur promotion sociale à l'intérieur du parti (Khider, Bitat), des employés (Bouadjadj, Merzougui), des notables ou fils de notables ruraux (Ben Boulaïd, Krim), des artisans (Zighoud), des fils de commerçants ou de paysans n'ayant jamais connu le travail (Didouche, Ben Bella, Bentobbal, Belouizdad), etc. Les membres de ce groupe ont rompu leurs attaches avec leur milieu d'origine pour en nouer d'autres avec la plèbe urbaine et rurale: «Les masses exploitées sont les plus hospitalières surtout à l'égard des militants dont elles comprennent le dévouement[18].»

Une idée fixe anime les fondateurs du FLN. Elle leur vient directement du PPA: l'indépendance ne s'imposera que par la guerre. Il leur apparaît qu'aucun progrès ne peut se réaliser à l'intérieur du cadre colonial. L'idée même de son aménagement les heurtait. Ils condamnent pêle-mêle Ferhat Abbas, les oulémas et le PCA, et plus tard les centralistes, non parce que ceux-ci sont hostiles à l'indépendance, mais parce qu'ils croient à sa réalisation par étapes successives. De là vient leur indifférence, pour ne pas dire leur mépris, pour ceux qui font trop de cas de la revendication sociale. Le matérialisme, pour eux, ne s'identifie pas à une philosophie, mais à la lutte sordide pour des buts immédiats, de nature matérielle. Ils ont le culte du peuple, mais ils en gardent une conception abstraite.

Mus par une vision messianique d'une société égalitaire, ils ont une foi absolue dans les idées. Leur enracinement dans les couches exclues de la production contribue à renforcer chez eux cette croyance en la primauté des idées. Anti-électoralistes, adversaires de toute union avec les partis qui n'envisagent pas l'action armée, ils poussent leur refus de la société établie jusqu'à désirer par moments une aggravation de la situation des masses pour précipiter l'évolution qu'ils souhaitent.

La fin du système colonial leur importe davantage que l'exercice des libertés. La recherche par les courants bourgeois de la liberté

18. «Rapport d'Aït Ahmed, membre du bureau politique du PPA au comité central élargi (décembre 1948)», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*

pour les seuls privilégiés, le caractère terroriste des lois coloniales accentuent leur indifférence aux droits des individus au profit de ceux de la communauté. Et ce d'autant plus que l'Algérie anté-coloniale ne connaissait pas la démocratie. Dans les traditions du pays, l'intolérance, le rejet de la critique, le pouvoir d'user et d'abuser restent vivants et agissants.

La fin justifiait tous les moyens : les subterfuges pour mobiliser les paysans, le discours religieux pour combler artificiellement la distance qui les sépare des classes populaires écrasées par la vie quotidienne. Les valeurs nouvelles inspirées par le contact avec l'Occident se fraient difficilement la voie. Le capitalisme est rejeté au nom des valeurs anciennes et d'une justice distributive. La condition sociale des masses algériennes est, à leurs yeux, liée à la colonisation et non à l'introduction d'un nouveau mode de production.

En dernière analyse, l'idéologie dominante du groupe fondateur du FLN est nationaliste et populiste. Ses membres estiment que la nation algérienne était achevée antérieurement à la colonisation. « L'Algérie devient une personne traversant l'histoire[19] » dont le destin est de retrouver sa pureté originelle. De cette conception découle le rejet des individus extérieurs à la communauté arabo-musulmane, exception faite pour les Juifs. Mais cette concession reste théorique.

> Nous pouvons, affirme Bentobbal, être persuadés que le peuple algérien n'acceptera pas de placer un Européen ou un Juif au sein du gouvernement ou à un poste de responsabilité, ceci pour des raisons de confiance faciles à comprendre[20].

Cette attitude à l'égard de la minorité européenne est un des traits qui différencient les nationalistes populistes des autres tendances nationalistes. Quiconque s'en éloigne est aussitôt mis en accusation et dépassé au profit des plus intransigeants.

La scission du MTLD a marqué les promoteurs du FLN plus profondément que les autres tendances du parti. Ils en garderont une rancune tenace aux dirigeants, et plus spécialement à Messali. Pour eux, le fait d'avoir appartenu à une autre tendance que la leur figure

19. Pour citer René Gallissot.
20. Bentobbal, « Conférence aux cadres », mars 1960, dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 287.

dûment au dossier de l'intéressé comme motif éventuel de suspicion, pesant sur sa carrière. Plus spécialement, l'ancienne appartenance aux tendances messaliste et centraliste reste à leurs yeux comme une tare ineffaçable. Pourtant, ils ont tous, avant novembre 1954, oscillé entre Messali et le comité central.

S'opposant aux messalistes, qui veulent trancher les divergences politiques avant de s'engager dans l'action armée, et aux centralistes, qui estiment l'insurrection prématurée, leur programme est d'agir d'abord. Les problèmes de direction et les questions politiques ne se poseront à eux que plus tard.

DEUX QUESTIONS SUR LES ORIGINES DU FLN

Les origines du FLN soulèvent deux questions d'importance. La première est de savoir pourquoi la paternité de l'insurrection a été longtemps attribuée au CRUA. La seconde provient de l'occultation des débats politiques qui ont eu lieu au cours de la crise.

De 1954 à août 1956, la thèse la plus courante sur les origines du FLN accordait la paternité de l'insurrection au CRUA. Par une de ces bizarreries dont l'histoire a le secret, toutes les tendances qui se sont affrontées au sein du MTLD se retrouvent d'accord sur cette version fausse des faits. La référence au CRUA qui n'a eu l'agrément ni de Ben Bella ni de Krim, convient aux centralistes. Elle leur permet de rappeler qu'ils ont été liés aux activistes de mars à juillet 1954 et de mettre entre parenthèses leur politique qui ne brille pas par son radicalisme.

Devancés sur le terrain de la lutte armée qu'ils croient leur être réservé de droit, les dirigeants messalistes, qui ont dénoncé en juillet 1954 le CRUA comme «paravent du comité central», ne lui dénient pas l'initiative de l'insurrection. Ils en font l'agent d'une machination montée par les centralistes[21]. Ils n'ignorent pourtant rien de la rupture entre centralistes et activistes. Tous les témoignages concordent sur

21. Cette idée d'une machination a été développée dans un mémoire du MNA au président du Conseil de Syrie (10 mars 1957). On y lit: «Cette action, qui était prévue pour une durée éphémère et devait alerter les forces répressives du colonialisme, était destinée par ses auteurs à empêcher les préparatifs de la révolution de s'accomplir et à neutraliser les dirigeants du MNA en les faisant emprisonner (puisqu'ils n'ont pas été avertis), afin que le corps du mouvement soit repris en main par le CRUA, c'est-à-dire indirectement par les exclus réformistes» (*Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 133).

ce point. Se basant sur des notes inédites de Vincent Monteil et une interview de Mezerna, Daniel Guérin écrit :

> Le 15 août[22], Ben Boulaïd quitta les Aurès pour Tripoli afin d'y porter deux lettres dont l'une destinée à un certain « Ahmed », qui n'était autre que Ben Bella. [...] Un centraliste eut vent de l'affaire. [...] Aussi rendit-il visite à un responsable messaliste pour l'informer de ce qui se tramait. Le déclenchement de l'opération était fixé, selon ce rapporteur, à la fin septembre. [...] Mezerna, aussitôt prévenu, prit à Alger l'avion afin de rendre visite à Messali à Niort et de lui relater ces préparatifs, que d'ailleurs les deux hommes ne prenaient pas trop au sérieux, ni sur la date envisagée, ni sur le fond[23].

Si les raisons pour lesquelles centralistes et messalistes font du CRUA le responsable des actions du 1er novembre sont compréhensibles, reste à savoir pourquoi les fondateurs du FLN ont eux-mêmes laissé ce mythe se développer. Le véritable enjeu, en novembre 1954, était de rallier les militants du MTLD autour d'une direction nouvelle. Une lettre de Mohammed Khider, en date du 7 février 1955, indique sans équivoque que c'est d'abord l'adhésion des militants MTLD qui est recherchée :

> Cette lutte qui ne doit avoir qu'un seul aboutissement, notre indépendance, a besoin pour être efficace de toutes les énergies. C'est cet impératif qui permettrait avant tout le regroupement des forces vives du pays, c'est-à-dire de notre mouvement. Devant la scission née de la crise qui a dangereusement miné le parti, le souci de provoquer par tous les moyens le regroupement du mouvement ne nous a jamais quittés.

Ce langage s'adresse à des militants désireux d'agir mais qui, dans leur écrasante majorité, suivent Messali et le comité central. « Nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir », souligne la proclamation du 31 octobre 1954. Leurs intérêts du moment poussent les fondateurs du FLN à faire silence sur le cheminement et les péripéties qui les ont opposés à leurs anciens chefs qu'ils n'affronteront

22. Mohammed Boudiaf donne la date du 9 août et non du 15, *La préparation du 1er novembre*, *op. cit.*
23. Daniel Guérin, *Ci-gît le colonialisme*, Paris, Mouton, 1973, p. 49.

ouvertement qu'à l'heure du succès. Plus tard, lorsque leur position commune dans le MTLD n'est plus qu'un souvenir lointain et que les luttes pour le pouvoir dans la révolution et pour son avenir les opposent, on donne d'autres versions des origines de l'insurrection et du rôle de chacun. L'occultation des débats, le silence sur les discussions entre centralistes et messalistes ne sont pas innocents,

Depuis mai 1945, la question qui se posait à l'Algérie était : domination des colons ou destruction du régime colonial ? On peut répondre à cela que d'autres voies étaient possibles. Mais l'opposition forcenée des colons à toute réforme et le viol du statut de l'Algérie par ceux-là mêmes qui l'avaient octroyé démontrent, si besoin est, l'inanité de tout espoir dans une évolution progressive. Malgré le verdict des faits, tournant le dos aux exigences populaires, les centralistes tentent une conciliation impossible avec le pouvoir colonial qui retarde le combat décisif et fait éclater le MTLD dans des circonstances historiques favorables à l'action armée. C'est Messali qui prend la responsabilité de la rupture en appelant ouvertement la base à se soulever contre ses dirigeants et à mettre un terme à l'évolution réformiste. C'est sa tendance qui vainc le centralisme et supprime l'obstacle majeur à l'action armée. Les fondateurs du FLN bénéficient de son action. Ils n'auraient pas pu, à eux seuls, briser la digue réformiste, car leurs forces étaient trop faibles, leur audience dans le MTLD limitée.

CHAPITRE 9

LE SUCCÈS DU PROJET INSURRECTIONNEL (1954-1956)

Le FLN est le produit d'une scission. Ses premiers pas s'en ressentent. La préparation de l'insurrection s'effectue à la hâte. Officiellement le CRUA a cessé d'exister le 20 juillet 1954. En fait, son acte de décès est du 25 juin, date de la réactivation de ce qui restait de l'OS. L'action armée commence le 1er novembre. En quatre mois, il a fallu recruter, armer et organiser parmi les militants du MTLD une force à vocation militaire. Le témoignage de Boudiaf nous livre la clé de cette précipitation : « Le temps pressait, car il fallait profiter de la confusion créée par la crise et du rideau de fumée des surenchères et des disputes pour échapper à une répression toujours possible[1]. » Il fallait aussi éviter l'extension des défections dans les rangs activistes provoquées par les centralistes, par les messalistes à Blida, à Aïn-Temouchent, à Constantine[2].

Outre ces raisons, il y a également des considérations politiques importantes : les déboires de la politique coloniale française commencent à s'estomper. Les perspectives de paix en Indochine, les espoirs de négociation en Tunisie et au Maroc laissent craindre une concentration de tout le potentiel militaire français en Algérie ; selon le militant de l'OS, Lakhdar Bentobbal[3] :

> La seule issue possible qui s'offrait au peuple algérien était de précipiter le déclenchement armé de la révolution sans attendre une étude minutieuse et précise à suivre, sans attendre l'élaboration complète d'un programme d'action et d'une coordination à tous les échelons. Deux solutions

---

1. Mohammed Boudiaf, *La préparation du 1er novembre*, *op. cit.*, p. 13.
2. Voir la défection du groupe de Constantine, chapitre 7.
3. Lakhdar Bentobbal. Militant de l'OS réfugié dans les Aurès, membre du comité des 22, membre suppléant du CNRA (1956), chef de la wilaya 2 (1956-1957), chef du département de l'intérieur et membre du Comité de coordination et d'exécution (CCE, 1958), ministre de l'intérieur (1958-1960), ministre d'État (1961-1962), PDG de la Société nationale de sidérurgie après 1965.

> s'offraient au "groupe des 22": organiser d'abord et déclencher ensuite ou déclencher d'abord et organiser ensuite [...]. Nous étions obligés de choisir la deuxième solution[4].

LA SITUATION À LA VEILLE DE L'INSURRECTION

Les moyens financiers sont dérisoires. Les armes font défaut. Les stocks de l'OS ne sont pas suffisants. Début décembre, les questions de la représentation politique du mouvement et la définition de son programme n'ont pas encore été résolues.

Peu connus, sans rayonnement en dehors du milieu étroit des illégaux, les fondateurs du FLN s'adressent à Lamine Debaghine pour prendre leur direction. L'ouverture que lui font Boudiaf, Ben Boulaïd et Krim Belkacem reste sans résultat[5]. D'autres tentatives auprès d'Abdelhamid Mehri[6] et Larbi Demaghlatrous[7] n'ont pas plus d'effet. Il faut se résigner à aller de l'avant sans porte-drapeau connu. Les hommes qui ont fait le 1er novembre manquent de confiance en eux-mêmes. Ils sont tellement convaincus de leur infériorité politique que longtemps après leur consécration, ils hésitent à paraître sur le devant de la scène et à parler pour eux-mêmes. Alors que leur force est d'être plus sensibles que d'autres à la lassitude de l'opinion devant les querelles des partis algériens et d'avoir répondu à ses interrogations.

Sur le plan politique, la destruction de l'ordre colonial reste le but suprême. Pour y parvenir, il est fait appel «à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens[8]». L'indépendance nationale doit aboutir à:

> La restauration de l'État algérien souverain, démocratiquement social dans le cadre des principes islamiques [et] le

4. Lakdar Bentobbal, «Conférence aux cadres du FLN de Tunis, 5 février 1960», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 277.

5. Se reporter au récit qu'en fait Mohammed Boudiaf dans son étude sur la préparation du 1er novembre (*La préparation du 1er novembre, op. cit.*).

6. Abdelhamid Mehri. Membre du comité central du MTLD (1953-1954), représentant du FLN en Syrie (1955-1956), membre du CCE (1957-1958), ministre du GPRA (sept. 1955-août 1961), secrétaire général du ministère de l'enseignement secondaire (1965-1976), membre du comité central du FLN (1979).

7. Larbi Demaghlatrous. Délégué du MTLD à l'Assemblée algérienne (1948-1952), membre de la délégation extérieure du FLN (1957-1960), secrétaire général adjoint du groupe de Casablanca (1960-1962), ambassadeur à Djakarta, puis à Belgrade.

8. Déclaration du 31 octobre. *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 101.

> respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races ni de confessions[9].

Il n'est nulle part fait mention du programme de réformes et de transformations à entreprendre. La restructuration de la société se fera après les négociations avec la France et la prise du pouvoir. La contradiction entre l'offre faite aux Européens de prendre la nationalité algérienne et la nature de l'État à mettre en place en conformité avec les principes islamiques n'est pas entrevue. Ces clairs-obscurs devaient nécessairement relancer plus tard les controverses qui ont déchiré le MTLD.

En ce qui concerne l'organisation, l'Algérie est divisée en six zones: les Aurès avec Ben Boulaïd, le Constantinois avec Didouche, la Kabylie avec Krim, l'Algérois avec Bitat[10] et l'Oranais avec Ben M'hidi. Le Sahara devait être plus tard érigé en zone et confié à l'adjudant Slimane, fils du cadi de Colomb-Béchar. Connu sous le nom de Djouden, il était en fait un agent de renseignements au service de l'ennemi. C'est lui qui en mars 1955 livrera Bitat à la police.

Quant à l'instrument de lutte politique, il est désigné le 1er novembre par le sigle «Front de libération nationale» (FLN). Incarnation de la Nation, il est seul à représenter «la volonté algérienne». Il est le parti-nation avant de devenir l'État-nation.

L'outil militaire prend le nom de l'Armée de libération nationale (ALN). Deux principes d'organisation sont retenus:

> La décentralisation: compte tenu de l'étendue du territoire national, il était impossible à tout organisme centralisé de diriger la lutte, c'est pourquoi il fut décidé de laisser toute liberté d'action à chaque wilaya.
> La primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Principe juste dans son esprit dans la mesure où il signifiait que rien ne pouvait être fait sans l'accord de ceux qui se battaient sur le terrain[11].

Le schéma de l'action militaire prévoit trois étapes.

---

9. Déclaration du 31 octobre, *idem*

10. Initialement, Bitat avait été désigné pour la zone de Constantine. Contesté par cinq membres du «Groupe des 22», il changera de poste avec Didouche.

11. Mohammed Boudiaf, *La préparation du 1er novembre, op. cit.*, p. 13-14.

La première est celle de la mise en place du «dispositif militaire et politique de préparation et d'extension de l'insurrection». Il s'agit de se manifester par des opérations pour prouver son existence, puis de se livrer à un travail d'explication politique, d'éviter l'affrontement avec l'ennemi, de s'attaquer aux agents de l'autorité coloniale et aux mouchards pour donner confiance aux masses.

La seconde étape consiste à généraliser l'insécurité, mener des luttes de masses et créer un contre-pouvoir. «Les masses devaient prendre en charge les tâches d'administration et de justice dans le but de couper l'autorité coloniale. Les renseignements, la logistique et le ravitaillement étaient aussi de leur ressort[12].»

La dernière étape, enfin, vise à la constitution de zones franches «fortifiées et soustraites totalement à l'atteinte de l'ennemi. C'est dans cette dernière étape que la fusion devait se faire entre aspect militaire et aspect politique, afin de dégager les différents organes du pouvoir révolutionnaire, préfiguration de celui qui dirigerait le pays après l'indépendance[13]».

Parallèlement à ces tâches internes, Aït Ahmed, Ben Bella et Khider doivent mettre en place, avec l'aide égyptienne, des réseaux logistiques pour ravitailler les maquis en armes et exploiter sur le terrain de la propagande et de la diplomatie le choc créé par l'insurrection. Les objectifs à atteindre sur le plan militaire devaient leur être communiqués avant la date de l'action armée fixée au 31 octobre à minuit[14]. Ce plan, séduisant dans sa limpidité, laisse de côté la question primordiale des conditions politiques et matérielles de la lutte et envisage les rapports avec les autres tendances du MTLD en termes d'épreuve de force. L'action armée n'est pas seulement une déclaration de guerre à la France, mais aussi un putsch contre la direction du MTLD. Les animateurs de l'OS escomptent entraîner tous les militants du MTLD et les soustraire à l'influence de Messali et du comité central, en attirant sur ces derniers les foudres de la répression.

Ce calcul «dépendait d'une faute éventuelle de l'adversaire : il la commit, comme nous l'escomptions, et nous en tirâmes un bénéfice

12. Mohammed Boudiaf, *La préparation du 1er novembre, op. cit.*, p. 14.

13. *Idem.*

14. La date, fixée au 15 octobre, communiquée à Yazid par Allal El-Fassi, lui-même probablement informé par la délégation extérieure, sera reportée au 31. Pour rassurer Yazid et Lahouel, rendez-vous est pris avec eux par Boudiaf au Caire. Le 1er novembre les surprendra dans la capitale égyptienne.

immense. Nous n'ignorions pas, en effet, qu'en cas de "coup dur" le gouvernement français ne manquerait pas de dissoudre le MTLD et d'emprisonner ses responsables. Ce qu'il fit à notre indicible soulagement[15] ». Le calcul est néanmoins simpliste. Les coups reçus par les messalistes et les centralistes ne sont pas automatiquement capitalisés par le FLN. Dans leur majorité, les militants restent, pendant une longue période, fidèles aux choix qu'ils ont faits au cours de la crise du MTLD.

Le but à atteindre, l'indépendance du pays, paraît disproportionné en regard des forces dont dispose le FLN dans l'immédiat. Mais le plan d'action comporte aussi des faiblesses graves pour le développement futur de la lutte. Élaboré à partir des tâches de la guerre et sans référence explicite à ce que sera la société à construire, il privilégie les aspects techniques relatifs à l'implantation de la guérilla sur les aspects politiques, et la constitution de l'appareil militaire sur la construction d'un parti. Dans ce genre de lutte, si important que soit le recours aux armes, il doit rester subordonné au politique, c'est-à-dire au programme et à l'organisation qui l'applique. Or, quelle était cette organisation ? Le FLN ? Ce n'est encore qu'un sigle, puisque ses fondateurs se trouvent presque tous à la tête de régions militaires. Dès l'origine, le pouvoir réside dans l'ALN. Rien n'est prévu quant à la définition des rapports de celle-ci avec le FLN au cas où prendraient vie les cellules politiques dont le plan d'action prévoit la formation.

Tous les auteurs qui ont étudié la Révolution algérienne soulignent la filiation entre l'OS et le FLN. Mais ce fait indéniable mérite d'être nuancé. Les premiers chefs de l'OS reconnaissent la primauté indiscutable du parti sur son organisation militaire. Ils ont une claire conscience des conditions matérielles de la lutte armée. Aucun d'entre eux ne songe à la création d'une zone libérée ou à un soulèvement des populations, mais tous croient à une guerre de longue durée[16] et à la nécessité d'un commandement unifié au départ. L'expérience de l'OS n'a donc pas été entièrement assimilée par les cadres qui en ont fait partie. La crise du MTLD, plus que les leçons du passé, a déterminé leurs perspectives et, partant, l'évolution ultérieure du FLN. Un acte volontariste (la lutte armée) préside à sa naissance ; le spontanéisme domine son développement. En dépit de la soudaineté

15. Ahmed Ben Bella dans Robert Merle, *Ahmed Ben Bella*, *op. cit.*, p. 96-97.

16. Aït Ahmed, « Rapport au comité central élargi » (décembre 1948), *op. cit.*

et des circonstances dans lesquelles elle est intervenue, l'explosion de violence du 1er novembre est l'aboutissement d'un long travail de préparation dans lequel le PPA-MTLD a tenu le premier rôle. Elle ne s'explique pas sans une connaissance approfondie de la période qui la précède, des années où le nationalisme issu de l'émigration ouvrière en France s'implante en Algérie et cristallise les actions.

Le FLN apparaît à un moment où le mouvement national est conscient de ses objectifs et de ses possibilités. Alors que les mouvements insurrectionnels antérieurs ont provoqué un renforcement de la mainmise impérialiste, celui de novembre 1954 fait partie d'un mouvement d'affranchissement qui secoue l'Asie, le monde arabe et commence à se manifester en Afrique du Nord. Ce contexte sans précédent dans l'histoire de l'Algérie donne au caractère vague et inachevé de l'entreprise du FLN ses chances de réussite.

Du 1er novembre 1954 à avril 1955, le FLN et le MTLD sont, par leur composition, la suite l'un de l'autre. À tous les niveaux, surtout dans l'Armée de libération, les initiateurs de la lutte armée se rendent compte que seuls sont sensibles à leur projet les militants du MTLD. Le gouvernement Mendès France ne s'y est pas trompé en interdisant le 5 novembre le MTLD. Il impute à toutes les tendances de ce mouvement la responsabilité de l'explosion de violence. De cela, un document distribué aux membres de la délégation française à l'ONU en 1956 porte témoignage :

> Les dirigeants messalistes semblent avoir été surpris par les événements. Le parti n'était pas en mesure de prendre la tête d'une insurrection. Cependant, certains chefs locaux avaient eu des contacts avec le CRUA et ont participé aux attentats de la Toussaint (cela est vrai pour la région d'Aïn Temouchent). Quoi qu'il en soit, les dirigeants messalistes portent une part de responsabilité en raison de la haine xénophobe qu'ils avaient répandue et de la formation de groupes de combat qu'ils avaient commencée. Les lahouelistes partagent cette responsabilité. Ils étaient au courant des projets du CRUA qu'ils estimaient toutefois prématurés[17].

Le résultat le plus tangible de l'action armée est le changement des attitudes. Les maquis offrent à tous le moyen d'exprimer leur refus

17. Dossier Algérie : cabinet du ministre résident, 1956.

d'une société bloquée. Revendications et intérêts individuels donnent lieu désormais à une contestation globale de l'ordre colonial.

Les nouvelles conditions de lutte imposent un véritable changement tactique et stratégique. On ne risque plus sa vie pour des objectifs limités comme l'application du statut de septembre 1947. Les Algériens reprennent confiance en eux-mêmes. Leurs exigences sont plus grandes. À l'avenir, les mesures prises par l'Administration française pour satisfaire des revendications autrefois dédaignées sont perçues comme des concessions forcées ou des tentatives de freiner la marche vers l'indépendance.

UNE IMPLANTATION RAPIDE

La transposition de la lutte sur le plan militaire est le fait d'une minorité, bloquée dans le MTLD, bloquée dans la société, et qui souffre avec plus d'intensité que les autres victimes du système colonial, de l'impasse politique. Le désespoir n'est pas étranger à son entreprise. Cette minorité, qui constitue un appareil dans le sens que lui donne Karl Wittfogel[18], est numériquement faible. Dans le Nord-Constantinois où le MTLD avait près de 7000 militants, les effectifs sont dérisoires. Bentobbal les évaluait à 50 combattants[19]. Le nombre d'hommes en armes était de 350 dans les Aurès[20], 450 en Kabylie[21], 50 dans l'Algérois[22], 60 en Oranie[23]. L'armement est partout en mauvais état, sauf dans les Aurès.

Cette situation, la population la ressent d'instinct. La sympathie que l'action armée suscite n'est pas exempte d'inquiétude. Les massacres de mai 1945 à Sétif et à Guelma sont encore présents dans les mémoires. À Cassaigne, en Oranie, ce sont les paysans qui livrent les guérilleros aux gendarmes.

Peu de gens, y compris parmi les initiateurs de l'action armée, imaginent alors que le FLN va, dans un délai relativement court,

18. « Toute organisation qui donne à ses représentants un pouvoir sans contrôle […]. peut être considérée comme un appareil », dans Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental*, Paris, Minuit, 1964, p. 107.
19. Bentobbal, « Conférence aux cadres du FLN de Tunis, 5 février 1960 », dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 277.
20. Chiffre avancé par Krim.
21. « Procès-verbal du Congrès de la Soummam », dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 160.
22. *Idem*
23. *Idem*. Sur les 60, 50 seront tués ou arrêtés.

trouver un appui massif dans les campagnes, soustraire les villes à l'emprise des forces politiques existantes et rallier l'UDMA, les centralistes et les oulémas sous son drapeau. C'est que le peuple n'a pas retiré immédiatement sa confiance aux partis. Et les partis, tout en se différenciant du FLN et en cherchant à tirer profit de son initiative, ne l'affrontent pas directement. Ils rusent et biaisent jusqu'au jour où l'extension de la guerre ne laisse plus de place à l'action légale.

Les niveaux de la conscience nationale diffèrent selon les positions sociales et les situations géographiques. La lutte du FLN renvoie à une tradition qui n'est pas étrangère à la paysannerie. Si la jonction avec une partie de cette classe est rapide dans le Nord-Constantinois, les Aurès, la Grande Kabylie, elle se réalise sur fond d'opposition non seulement au Mouvement national algérien (MNA) fondé par Messali Hadj en décembre 1954, mais aussi à d'autres éléments de la paysannerie regroupés derrière des notables pro-français (Bachagha Boualem dans l'Ouarsenis, Ourabah dans la vallée de la Soummam, Belhadj Djilali dans le Cheliff, Sebti dans les Aurès, etc.).

Entre le 1er novembre 1954 et l'été 1956, l'action s'est étendue à l'ensemble du territoire. Le premier foyer de lutte armée d'importance est le massif des Aurès. Le 20 août 1955, Zighoud[24]rassemble tous ses hommes (175 en tout[25]), et soulève les populations du Nord-Constantinois. Son action a cinq objectifs : intimider les colons en leur montrant qu'ils sont vulnérables, récupérer des armes, aider la zone des Aurès où la concentration des troupes ennemies est très forte, manifester à l'occasion de l'anniversaire de la déposition de Mohammed V sa solidarité avec le Maroc, obliger les autres nationalistes à se retirer de la scène[26] ou à se rallier. La Kabylie est entrée en action début 1955. Au printemps, des troupes de l'ALN de cette zone essaiment vers l'ouest, sous la direction d'Ouamrane et vers

---

24. Zighoud. Forgeron à Condé-Smendou et conseiller municipal de son village du Constantinois. Membre de l'OS. Arrêté en 1950. S'évade de la prison d'Annaba (1952). Membre du « Comité des 22 ». Responsable du Nord-Constantinois. Mort au combat le 24 septembre 1956.

25. Chiffre fourni par Abdelaziz Khalfallah, secrétaire de la wilaya 2. Archives privées. Ce chiffre, relevé sur les registres de la wilaya, corrige celui cité par Yves Courrière qui est de 500 hommes.

26. Selon Jacques Soustelle, la décision du 20 août aurait été prise en Suisse. Le docteur Hafed Ibrahim (un militant destourien installé à Madrid qui a joué un grand rôle dans la résistance algérienne et marocaine) nous a raconté avoir assisté à un entretien entre Allal El-Fassi, Boudiaf et Ben Bella. El-Fassi avait demandé une action pour le 20 août 1955. Ses interlocuteurs algériens lui auraient répondu que l'ALN n'était pas encore prête.

la région de Bou Saada et Djelfa, sous la direction d'Ali Mellah. En octobre 1955, l'Oranie ouvre un nouveau front de concert avec l'Armée de libération marocaine qui entame son action dans le Rif. Le succès de la grève générale du 5 juillet 1956, lancée pour tester l'audience du FLN, témoigne des progrès de son influence dans les centres urbains. Ainsi l'action passe progressivement des campagnes vers les villes. La répression, malgré sa dureté[27], est impuissante à l'enrayer.

Le caractère fruste et inachevé de l'entreprise initiale du FLN fait place à une activité révolutionnaire. Plus que les tensions internes, le combat contre l'adversaire transforme le FLN et le radicalise. De conspiration, il est devenu en deux ans un mouvement de résistance. Sa volonté d'être le seul interlocuteur de la France explique la force avec laquelle il empêche tout concurrent de s'affirmer d'une manière ou d'une autre.

La mise en œuvre de cette orientation échoit à un militant de valeur, Abbane Ramdane, qui dominera l'histoire du FLN pendant trois ans. Son adhésion date de février 1955, mais ce n'est pas un homme nouveau. Originaire d'Azouza, en Grande Kabylie, Abbane appartient à une famille modeste. Fonctionnaire de la commune mixte de Châteaudun-du-Rhumel dans le Constantinois, il adhère au PPA après 1945. Chef de la wilaya d'Annaba, il est impliqué dans l'affaire de l'OS à cause de ses relations avec l'organisation paramilitaire en 1951 et condamné à 5 ans de prison. Il se fait remarquer par un tempérament de lutteur en prison et Messali lui rendra publiquement hommage. Il n'a rien dit sous la torture. Victime de nombreuses mesures disciplinaires après une grève de la faim, une des plus longues jamais vues dans les prisons françaises, Abbane est transféré en France dans une prison près de Nancy[28].

Quelque temps avant sa libération, il est envoyé à la prison de Maison-Carrée (El-Harrach). La guerre de libération a déjà commencé. Le directeur de l'établissement, qui connaît Abbane de réputation, ne tient pas à fournir aux détenus politiques un organisateur. Il lui accorde une remise de peine et le libère en janvier 1955. Le jeu légal, encore respecté dans certains appareils de l'État français, permet au

27. Un document conservé aux archives de la ville de Skikda évalue les victimes des représailles du 20 août 1955 à 12000.

28. Abbane Ramdane sera membre du CCE (1956-1957), et assassiné au Maroc en décembre 1957.

Front de libération nationale, à l'intérieur du territoire, de trouver la tête politique qui lui fait défaut.

De 1945 à 1950, Abbane a connu tous les futurs dirigeants du FLN, Ben Bella et Mahsas, dont il a été le subordonné, Ben Khedda et Dahlab, futur ministre des affaires étrangères dont il a été le camarade de collège, Boudiaf et Ben M'hidi. Ceux qui l'ont approché au cours de cette période, gardent de lui l'image d'un homme ascétique dans sa vie personnelle, aussi exigeant à l'égard de lui-même que vis-à-vis des autres. D'une franchise brutale, tranchant dans ses jugements, il a des admirateurs et des adversaires, peu d'amis.

L'entrée en scène d'Abbane va troubler l'harmonie factice qui régnait entre les chefs historiques de l'intérieur et de l'extérieur. Ben Bella et Boudiaf voulaient faire du FLN l'organisation des anciens de l'OS. Il en fera, lui, un large rassemblement national.

CHAPITRE 10

LES RALLIEMENTS AU FLN (1955-1956)

Par son existence et son action, le FLN transforme le champ politique et met tous les partis dans l'obligation de se définir par rapport à lui. Comment ceux-ci réagissent-ils à la lutte armée ? Il est illusoire d'apprécier leurs réactions sur la base de leurs seules déclarations, car tous rendent le colonialisme responsable du recours à la violence et réprouvent la répression. L'action armée dérange trop leurs habitudes pour être acceptée de gaieté de cœur. Mais la férocité de la répression et la désaffection de leurs militants les poussent dans les rangs du FLN. Encore certains dirigeants n'y viendront-ils qu'après avoir essayé de trouver des solutions moyennes, que Ramdane Abbane dénoncera en ces termes :

> Des bruits courent [...] au sujet d'entretiens secrets Soustelle-Abbas, commandant Monteil-Kiouane et un envoyé du ministère de l'intérieur. L'administration colonialiste, tout en continuant à faire venir chaque jour des renforts pour briser notre action armée, se ménage d'ores et déjà une porte de sortie [...]. Elle espère, par l'intermédiaire des Abbas, Kiouane et autres Messali, arrêter l'action de l'Armée de libération nationale moyennant quelques réformes politiques[1].

L'itinéraire des hommes qui représentent les courants qui viennent s'agréger petit à petit au FLN est intéressant pour comprendre les rapports au sein de cette organisation.

DU RALLIEMENT DE L'UDMA...

Le leader de l'UDMA, Ferhat Abbas, ne voit au départ dans la lutte armée que « désespoir, désordre et aventure ». Il attend beaucoup de

1. Tract du FLN, reproduit dans un numéro spécial de *Consciences maghrébines*, revue dirigée par André Mandouze et daté du 15 juin 1955, reproduit sans mention de date dans Colette et Francis Jeanson, *L'Algérie hors la loi*, Paris, Le Seuil, 1955, p. 310-312.

Mendès France, président du Conseil du gouvernement français, mais il ne peut ignorer qu'il existe, grâce au FLN, une autre perspective.

> Si Paris capitulait devant les oligarchies financières, s'il se révélait impuissant, non seulement à tenir les promesses de la France, mais même à appliquer et à faire respecter la loi votée, il ne resterait aux Algériens que la perspective d'aller en prison ou de rejoindre le maquis[2].

Le 25 février 1955, Abbas demande explicitement l'application du statut de l'Algérie et, après en avoir énuméré les dispositions, il écrit : « Ces points sont facilement réalisables pourvu que les pouvoirs publics fassent preuve d'un minimum de probité. Et ils ne mettent pas la présence française en danger[3]. »

Le truquage des élections cantonales d'avril 1955 tire Abbas de ses rêveries et le convainc, qu'incapable de faire accepter des changements par les Européens, le gouverneur général Jacques Soustelle manipule les Algériens dans le but d'isoler le FLN. L'acceptation du statu quo semble à Abbas hors de question. Laisser écraser les maquisards, c'est entrer dans le jeu français sans aucun profit pour le sien propre. Tout en nouant des relations vers la mi-mai 1955 avec le FLN, Ferhat Abbas ne rompt pas avec le délégué du gouvernement français et lui donne des assurances publiques dans un article intitulé « Les hors-la-loi et les élections » :

> Pendant que l'incendie consume une partie du département [...] les administrations [...] continuent le jeu criminel qui nous a valu la naissance du terrorisme. Ces responsables essaient aujourd'hui de trouver un dérivatif : celui de prêter à l'UDMA des idées subversives pour justifier des méthodes dont le bilan est désastreux. L'UDMA ne craint pas la calomnie. Son passé est garant du présent et de l'avenir. Elle demeure fidèle au combat dans la légalité[4].

Au cours d'une entrevue fin mai-début juin avec les dirigeants du FLN, Abbane Ramdane et Ouamrane, « la tête et les jambes », Ferhat Abbas accepte d'aider le FLN qui, en retour, l'assure que sa politique ne le gêne pas. Il garde donc son autonomie. Prenant appui sur le

2. *La République algérienne*, n° 50, 28 janvier 1955.
3. *La République algérienne*, n° 54, 25 février 1955.
4. *La République algérienne*, n° 62, 20 mai 1955.

texte d'une lettre d'Abbane Ramdane à Krim Belkacem saisie sur Rachid Ouamara le 21 juin 1955, Claude Paillat soutient qu'à cette date, Abbas fait partie du FLN. Cet auteur sollicite trop les textes. Le rapport adressé à cette occasion, par Jacques Soustelle au ministre de l'intérieur Bourgès-Maunoury, n'étaye pas cette interprétation :

> Une mesure contre un Ferhat Abbas ou contre un Tebessi s'accompagnerait nécessairement d'une action d'envergure contre l'UDMA et contre les Oulémas. Ce serait pourvoir la rébellion [...]. Je compte, d'ailleurs, faire savoir à Abbas et à Tebessi, dès que l'enquête policière sera plus avancée, que je n'ignore rien des contacts qu'ils ont pris et que j'attends d'eux un changement formel d'attitude[5].

Le FLN et l'UDMA sont encore des organisations concurrentes. Cela apparaît clairement lors de l'insurrection du Nord-Constantinois, quand la direction de la zone de Constantine donne ordre d'abattre des dirigeants de l'UDMA et des oulémas. Le 20 août 1955, Me Cherif Hadj Saïd[6] est grièvement blessé. Tandis que Bencheikh El-Hocine Abbas[7] échappe de peu à un attentat, le neveu de Ferhat Abbas, Allaoua, y laisse la vie.

Malgré ce drame, Abbas reste en contact avec le FLN et persuade tous les dirigeants bourgeois de rallier l'idée d'un rassemblement national, seul moyen d'éviter les luttes civiles. Francis Jeanson, qui a été un défenseur de l'UDMA avant de devenir celui du FLN, a su mettre en lumière le fil conducteur de la pensée de Ferhat Abbas et des dirigeants de l'UDMA :

> Le recours à la force des masses n'est certes pas radicalement exclu ; au contraire, il doit demeurer toujours là à titre d'horizon, à titre de menace et de caution, pour conférer à leurs thèses un poids plus décisif que celui de leur abstraite vérité. Inacceptable en lui-même, ce recours leur est indispensable à titre d'argument[8].

---

5. Claude Paillat, *Dossier secret de l'Algérie, 1954-1958*, t. 2, Paris, Presses de la cité, p. 157-160.
6. Hadj Saïd Cherif. Avocat, membre PPA de la fédération de Constantine des AML (1944-1945), adhère à l'UDMA en 1946, délégué à l'Assemblée algérienne (1948-1952), rejoint le FLN en 1956, membre du cabinet d'Ahmed Francis au ministère des finances du GPRA.
7. Bencheikh El-Hocine Abbas. Dirigeant de l'Association des oulémas, représentant du FLN puis du GPRA en Arabie saoudite (1957-1962), préside le Conseil supérieur islamique après cette date.
8. Francis Jeanson, *op. cit.*, p. 217-218.

En faisant un pas en direction du FLN, Abbas ne renonce pas à ses perspectives propres. Il se refuse cependant à servir d'alibi à une administration française plus soucieuse d'anesthésier l'opinion que de résoudre la question coloniale. L'Algérie est en état de guerre. La légalité y est moribonde. La violence marque de son empreinte les positions des différentes parties. Les événements du 20 août 1955 accélèrent les reclassements politiques dans le mouvement national.

En décembre 1955, répondant à la demande du FLN de boycotter les institutions coloniales, les élus UDMA démissionnent de leurs postes. Le 30 janvier 1956, les principaux dirigeants de l'UDMA se réunissent en Suisse pour décider de leur ralliement au FLN. Selon Roland Miette[9], la désaffection populaire ne fut pas étrangère à cette décision :

> Une étude immédiatement entreprise par les militants de l'UDMA montre que ce parti est en train de perdre son audience dans les campagnes qui, à 90 %, se rallient à l'insurrection. L'un des politiques les plus lucides du parti, Boumendjel [...] convainc Abbas et Ahmed Francis que leur adhésion au FLN est devenue indispensable. Ils se rendent à ses arguments.

Le 22 avril 1956, Abbas rallie officiellement le FLN au Caire en compagnie de Ahmed Francis et de Tewfik El-Madani. « Les choses sont aujourd'hui sorties d'entre nos mains », déclare Francis. On doit cependant préciser que Ferhat Abbas reste adversaire du parti unique et qu'il compte reprendre sa liberté politique, une fois la solution du problème algérien acquise. Son ralliement est bénéfique pour le FLN dont l'audience s'accroît dans les villes de l'Oranie où l'UDMA a de fortes positions.

... À CELUI DES CENTRALISTES...

Les centralistes ont toujours fait de l'union de tous les nationalistes un préalable à l'action armée. Informé de la fixation du jour J pour le 15 octobre 1954, le comité central mandate Hocine Lahouel et M'hammed Yazid pour se rendre au Caire, intervenir auprès de Ben

9. Membre du comité central de l'UDMA ; se reporter à son étude sur « Les prémisses de l'insurrection algérienne », *Cahiers du CHEAM*, n° 6, décembre 1977.

Bella et le persuader de subordonner l'action armée à la réalisation du projet de Congrès national algérien.

C'est un point d'histoire important. Avisés par Ben Bella que l'Égypte est prête à donner son appui à une insurrection en Algérie, les centralistes croient fermement que l'engagement de Boudiaf et de ses amis est suscité par Ben Bella. Ils imputent donc à celui-ci le déclenchement de l'insurrection et l'en rendent responsable.

Le 1er novembre, les centralistes considèrent les attentats comme une aventure et prédisent une régression du mouvement national. Alors que Lahouel et Yazid, condamnés par la force des choses à rester au Caire, se mettent au service du FLN, les membres du comité central – Ben Khedda, Kiouane, Sid Ali, Bouda, etc. – présents à Alger se réfugient dans l'attentisme et se trouvent placés dans une situation où l'impuissance commande à la fois de ne pas s'engager et de n'écarter aucune alternative. Leur arrestation leur donne le temps de voir se développer les événements. Libéré le premier en mars 1955, Kiouane défend une solution fondée sur l'autonomie interne de l'Algérie. D'autres comme Hadj Cherchalli sont favorables à la reconstitution d'une organisation légale. Élargis en mai, Bouda et Ben Khedda se concertent en juin avec Abbane Ramdane, conseiller politique de la zone de Kabylie, devenu responsable politique de la capitale après l'arrestation de Bitat (mars 1955). Quel a été le résultat de leur discussion ? Si l'on sait qu'elle a été le prélude à leur adhésion au FLN, on en ignore les conditions. On a par contre connaissance du contenu des discussions qui ont eu lieu à San Remo en Italie entre Ben Bella, Ben Khedda, Temam et Louanchi.

Selon Ben Bella[10], les trois centralistes proposaient la création d'un parti légal représentant les intérêts des maquisards pour se poser en interlocuteur et entrer en négociation avec le gouvernement français. Toujours selon Ben Bella, cette proposition avait l'assentiment du Gouvernement général. Le fait est que la délégation centraliste a déployé tous ses efforts pour avoir comme interlocuteurs Hocine Lahouel ou Mohammed Khider, plus proches d'eux. Et ce n'est que sur l'insistance de Boudiaf et Ben M'hidi que Ben Bella est mandaté pour s'entretenir avec eux. Les propositions de Ben Khedda ont-elles par ailleurs la faveur des chefs de la Kabylie, Abbane, Krim et

10. Notes personnelles.

Ouamrane ? Cette hypothèse n'est pas à exclure si l'on se réfère au passage de l'interview donnée par Ouamrane et Abbane à Robert Barrat le 15 septembre 1955 : «Nous sommes des réalistes : l'indépendance doit être réalisée par étapes et démocratiquement. À qui la France accorderait-elle, d'ailleurs, l'indépendance[11] ?»

Le ralliement des centralistes, qui accèdent très rapidement à des postes clés dans l'appareil de la résistance[12] va ouvrir l'ère des luttes entre les fondateurs du FLN. Ainsi Ben Bella et Boudiaf sont hostiles à des «solutions intermédiaires» qui «dans les conditions actuelles ne visent qu'à affaiblir le potentiel révolutionnaire du peuple algérien et à mettre dans le jeu de l'impérialisme français certains secteurs de l'opinion algérienne[13]».

… ET À CELUI DES OULÉMAS

De toutes les tendances du mouvement nationaliste, la position des oulémas a été la plus lente à se dessiner. Le 1er novembre 1954, Cheikh Bachir El-Ibrahimi, sollicité par Ben Bella pour appeler les Algériens à se lancer dans la lutte armée refuse catégoriquement. À Alger, l'organe de l'Association des oulémas s'abstient de tout commentaire sur l'événement. La réserve est de rigueur :

> Actuellement, nous ne possédons pas des informations détaillées et satisfaisantes […]. Nous ne pouvons donc en faire le moindre commentaire. […] Ce n'est d'ailleurs pas *Al-Baçaïr*[14] qui pourrait se permettre de faire preuve de précipitation dans de pareils domaines[15].

En janvier 1955, les oulémas lancent un appel à un rassemblement populaire algérien groupant «toutes les organisations nationales et les personnalités indépendantes connues pour leur sympathie à la cause algérienne[16]».

11. «Un journaliste français chez les hors-la-loi algériens», *France-Observateur*, 15 septembre 1955.
12. Louanchi prend la direction politique de la Fédération de France. Dahlab est chargé avec Temam de la propagande et de l'information. Ben Khedda des liaisons, Aïssat Idir des syndicats.
13. «Déclaration de la délégation algérienne du FLN», dans Colette et Francis Jeanson, *op. cit.*, p. 315-317.
14. Journal de l'Association des oulémas.
15. *Al-Baçaïr*, cité par Ahmed Nadir, *Le mouvement réformiste algérien*, thèse de 3e cycle, Université de Paris, faculté des lettres et sciences humaines, 1968, p. 159.
16. *Ibid.*, p. 163.

Cette initiative va directement à l'encontre des buts poursuivis par le FLN et rejoint par certains aspects l'appel lancé par les centralistes le 2 novembre 1954. Au sein des oulémas, Cheikh Kheireddine, un gros possédant de la région de Biskra, est favorable à des contacts avec les autorités françaises[17]. Ils ont lieu effectivement, mais n'aboutissent pas. D'une manière générale, les oulémas estiment l'indépendance irréalisable. En juillet 1955, ils souhaitent la suppression du deuxième Collège, la libération des détenus n'ayant pas participé à la préparation de l'insurrection et des élections libres. Leur changement d'attitude intervient fin 1955.

Leur président, Cheikh Larbi Tebessi, multipliera alors les contacts avec le Front. Et le 7 janvier 1956, désespérant de trouver un écho en France, pressés par les événements et l'impatience de leurs jeunes cadres[18], les oulémas publient un manifeste où ils conviennent:

> qu'il n'est pas possible de résoudre d'une façon définitive et pacifique l'affaire algérienne autrement qu'en reconnaissant solennellement et sans détour la libre existence de la nation algérienne, ainsi que sa personnalité spécifique, son gouvernement national, son assemblée législative souveraine et ceci dans le respect des intérêts de tous et la conservation des droits de chacun[19].

Même pour des bourgeois, que les méthodes expéditives de certains responsables du FLN, contraires aux prescriptions religieuses[20], ne rassurent pas, une époque prend fin.

La politique française et les solutions en cours en Tunisie et au Maroc y ont autant contribué que l'attrait des perspectives ouvertes par la lutte.

---

17. Participe à la rencontre avec Jacques Soustelle le 28 mars 1955. Rejoint le FLN au Maroc et devient son représentant dans ce pays jusqu'en 1961. Coopté au CNRA.

18. L'Association des oulémas fournira au FLN des cadres militaires tels que Guettal Louardi, le colonel Chaabani, le colonel Mohammed-Salah Yahiaoui, le commandant Brahim Mezhoudi, le commandant Amar Mellah, le colonel Hachemi Hadjerès, etc.

19. Le manifeste est reproduit dans la thèse de Ahmid Nadir, *Le mouvement réformiste algérien*, *op. cit.*, p. 265-267.

20. Le 7 juin 1955, au micro de La Voix des Arabes, Cheikh Bachir El-Ibrahimi rappelle que «la torture, le meurtre des femmes, vieillards et enfants sont proscrits au même titre que l'incendie des récoltes et l'abattage d'animaux domestiques», cité par J. Carret dans «L'Association des oulémas réformistes d'Algérie», *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, n° 48, 1958, p. 23-44.

L'ÉCHEC DU PCA

C'est au nom de sa vocation à représenter la classe ouvrière que le PCA conteste au FLN sa prétention à parler au nom de toute la nation. Pris au dépourvu par les événements, le PCA s'est évertué dans un communiqué en date du 2 novembre 1954 à rappeler ses positions de principe sur la question algérienne. On y note une absence totale de toute référence à la revendication d'indépendance. Certes on n'y trouve pas non plus une prise de position explicite contre cette revendication. Cependant il y a un souci si scrupuleux des «intérêts de la France» et un appel à une «solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie» que, dans la conjoncture, un tel communiqué prend très clairement le sens d'une condamnation du mouvement, présenté – de fait – comme minoritaire et irresponsable. Et les Algériens – y compris les militants communistes – ne s'y trompent pas. On y note aussi le refus de la violence et l'appel à une solution démocratique dans le cadre de la coexistence entre les communautés. Cette coexistence est-elle possible dans le cadre colonial? Rien dans le communiqué ne permet de penser le contraire, même si la cause des actions armées se trouve dans «la politique colonialiste d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage». La première réaction du PCA se différencie de celle du PCF qui avance comme hypothèse vraisemblable après le 1^er^ novembre l'idée d'un complot et condamne les attentats individuels. Est-ce à dire que la position du PCA est indépendante? Nullement.

L'absence de toute référence à l'indépendance de l'Algérie démontre la subordination du PCA à une ligne élaborée en dehors de lui et qui soumet le problème algérien à une stratégie globale: celle du «camp socialiste». Entre novembre 1954 et avril 1955, l'écart entre les explications et les recommandations du PCF et du PCA se réduit. Le 14 novembre d'abord, le 13 janvier ensuite, le PCA reprend à son compte les critiques portées par le PCF contre les partisans de l'action armée: «Les communistes n'ont jamais préconisé les actes individuels, parce qu'ils traduisent en général un manque de confiance dans l'action de masse». Cette appréciation part d'une confusion entre la violence populaire organisée et le terrorisme.

Le double discours du PCA traduit dans le langage démocratique les pressions divergentes de ses adhérents selon leurs origines: les Algériens

veulent participer à l'action armée (très vite les militants communistes des Aurès, en particulier Guerrouf et Lamrani, prennent contact avec Ben Boulaïd), les Européens y sont hostiles. L'engagement de quelques dizaines d'Européens dans la lutte nationale veut témoigner pour l'avenir, mais son poids dans la balance des forces est quasiment nul.

Jusqu'en juin 1955, le PCA, divisé contre lui-même, ne croit pas à l'avenir de l'insurrection et cherche surtout à faire agir le Secours populaire et le collectif des avocats[21]. Mais la situation évoluant, la réunion du comité central de juin révise les positions initiales. Dans le Cheliff et la région de Blida, comme dans le monde étudiant, les militants commencent à se tourner vers le FLN. Il est temps de se déterminer, ne serait-ce que pour sauver le PCA de la déroute.

En mars 1956, le PCA fonde une organisation militaire qui lui est propre : les Combattants de la libération[22].

Dans quelle perspective ? Selon Bachir Hadj Ali, « les communistes ont créé les Combattants de la libération tout simplement parce qu'on n'a pas répondu à leur demande réitérée d'entretiens avec le FLN [...]. Il n'a jamais été dans les intentions des communistes algériens de créer une force à garder de façon autonome [...]. Je crois même pouvoir dire que c'est nous qui avons proposé l'intégration des combattants dans l'ALN en affirmant que nos camarades n'auraient pas de lien organique et politique avec le parti, mais qu'ils garderaient leurs convictions politiques[23] ».

C'est le 1er juillet 1956 que les Combattants de la libération, ou plutôt ce qu'il en reste, sont intégrés à l'ALN. La mesure fait suite aux entretiens entre Abbane et Ben Khedda pour le FLN, Hadjerès et Hadj Ali pour le PCA. « Ce que nous voulions, dira plus tard Ben Khedda, c'était empêcher l'existence de toute autre force militaire que la nôtre. Le reste était sans importance[24]. » Pour le PCA, c'est

21. NdÉ. Le Secours populaire est l'héritier du Secours rouge international (SRI) fondé en 1922 par l'Internationale communiste. La section française du SRI est devenue Secours populaire de France et de ses colonies en 1936, puis, après la Libération, Secours populaire français. Voir Axelle Brodiez-Dolino, « Le Secours populaire français pendant la guerre d'Algérie : mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième siècle : revue d'histoire*, n° 86, 2006.

22. La direction des Combattants de la libération était composée de Bachir Hadj Ali, du Dr Hadjerès, de Camille Larribère et de Jacques Salor. Guerroudj était le responsable pour Alger, William Sportisse pour Constantine et Boualem Khalfa pour Oran. Les maquis ont été implantés dans le Cheliff et à Ténès. Le 5 juin 1956, ils furent presque tous décimés par l'armée française.

23. Interview à M. Teguia. Archives privées.

24. Conversation avec Ben Khedda. Archives privées.

l'échec sans rémission. Les Européens le désertent. Les nationalistes mettent fin à son hégémonie sur les syndicats. Ses groupes armés[25] n'ont même pas pu survivre dans le Cheliff où son rayonnement dépassait par endroits, avant novembre 1954, celui de ses concurrents nationalistes. Une grande illusion finit en drame. Drame pour les ouvriers européens qui ont servi d'alibi à la politique du PCA. Drame pour les communistes algériens qui rejoignent les maquis et qui ont à faire face aux préjugés et à la méfiance de leurs compagnons de lutte nationalistes.

En wilaya 4 où les communistes sont les plus nombreux, c'est à un de leurs anciens compagnons de route, Omar Oussedik, qu'est confié le soin de «les intégrer» à l'ALN. Le choix est intentionnel. Ou bien Omar Oussedik s'acquitte de cette tâche avec complaisance, et il risque gros, ou bien il l'accomplit avec sévérité et il se coupe d'alliés éventuels. On lui demande donc des gages. Selon le commandant Azzedine, Oussedik «les orienta d'abord dans les zones difficiles, à des postes d'intendance comme trieurs de courrier. Ils avaient très peu de rapports avec la population, mais nous rendirent d'appréciables services. Beaucoup moururent au champ d'honneur. [...] D'autres, par la suite, s'intégrèrent si bien à l'ALN que nous oubliâmes leurs anciennes positions.» Ce que le commandant Azzedine omet de dire, c'est que ceux qui sont morts au champ d'honneur ont été souvent massacrés dans les combats avec l'armée française parce qu'on s'est avisé par anticommunisme, de ne pas leur donner d'armes[26]. Ceux qui ont donné des gages de fidélité deviendront les adversaires les plus farouches du PC et ceux qui ont refusé d'en donner, comme Mostefa Saadoun et Abdelhamid Boudiaf, membre du comité central du PCA, se verront tout le temps accuser de complot.

Que les communistes aient été, lorsque l'occasion leur fut donnée, des combattants valeureux et parfois exemplaires, la chose est indéniable. Que les communistes européens (Laban, Iveton, Maillot[27],

---

25. Commandant Azzedine, *On nous appelait Fellaghas*, Paris, Stock, 1976, p. 261-262.
26. Ce fut le cas de l'étudiant Noureddine Rabbah. Selon Boudiaf, c'est à la suite du congrès de la Soummam (août 1956) qu'intervinrent le désarmement et l'élimination des communistes, voir «Rapport d'Abdelhamid Boudiaf, officier de l'ALN (wilaya 4), 3 mars 1959», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 235-240.
27. NdÉ. Maurice Laban, né en 1914 à Biskra (Algérie), abattu par l'armée française le 5 juin 1956 lors de la dislocation du maquis communiste des Combattants de la libération ; communiste depuis 1936 ; instituteur ; lieutenant des Brigades internationales, arrêté et condamné au procès des 61

etc.) qui, coupés de leurs origines sans être pleinement reconnus par le peuple algérien, aient eu de la grandeur dans leur tragédie, personne ne peut le contester. Mais la question n'est pas là. Elle est d'ordre politique. Bien mieux, leurs attitudes exemplaires et leurs sacrifices, rendus inutiles par la ligne politique à la fois irréaliste et manœuvrière de leur parti, font apparaître encore plus scandaleuse la position du PCA et, derrière lui, du PCF.

LA NAISSANCE DE L'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

La lutte qui oppose, dans les syndicats, les communistes aux nationalistes, connaît de nouveaux développements avec l'insurrection. Dès 1952, le MTLD met en place une commission ouvrière présidée par un membre du comité central, Aïssat Idir[28]. À la suite de contacts avec la Confédération internationale des syndicats libres (CISL)[29], le MTLD décide de conquérir les syndicats de l'intérieur ou de créer des syndicats à sa dévotion. L'éclatement du MTLD donne un répit aux communistes. Il est mis à profit, en juin 1954, pour transformer la Confédération générale du travail (CGT) en Union générale des

---

communistes (mars 1942), libéré en mars 1943; conseiller municipal de Biskra, blâmé deux fois par le PCA; organisateur des groupes communistes paysans des oasis et aidant dès novembre 1954 les maquisards de l'Aurès; appelé par la direction clandestine du PCA à rejoindre le maquis des Combattants de la libération dans le massif de l'Ouarsenis en avril 1956. Il est tué par les troupes françaises près de Lamartine le 5 juin 1956.

Fernand Iveton. Né le 12 juin 1926 à Alger; électricien syndicaliste, militant des Jeunesses communistes puis du PCA, engagé en 1956 dans le commando de choc du Grand Alger composé de communistes et de jeunes du FLN préparant des attentats à la bombe. Le tribunal militaire d'Alger le condamne à mort le 24 novembre 1956; son recours en grâce est rejeté par le président René Coty, il est guillotiné, le 11 février 1957 à la prison Barberousse d'Alger.

Henri Maillot, né en 1928 à Alger, ami d'enfance de Fernand Iveton, militant du PCA; secrétaire de l'Union de la Jeunesse démocratique algérienne, participe aux congrès mondiaux de la jeunesse. Incorporé dans l'armée avec le grade d'aspirant en 1956, il déserte en détournant un camion d'armes et rejoint un groupe de maquisards communistes. Condamné à mort par contumace par le tribunal militaire d'Alger. Il est capturé vivant le 5 juin 1956, torturé, et tué par balles le même jour.

28. Aïssat Idir. Employé aux Ateliers industriels de l'air (AIA.) puis à la Caisse d'allocations familiales du bâtiment, membre du comité central, arrêté en novembre, libéré le 22 décembre 1954, arrêté en 1956 et envoyé dans un camp, assassiné en 1958.

29. Dès 1951, des contacts sont pris par l'intermédiaire de Jean Rous avec Irving Brown. Y ont participé : Bachir Boumâaza, Mezerna et Yazid. Dans son ouvrage, *Vérités sur la révolution algérienne*, Paris, Gallimard, 1970, p. 36, Mohammed Lebjaoui relate que l'affiliation de l'UGTA à la CISL a été obtenue par lui à la suite d'une « discussion serrée » avec les dirigeants du FLN dont il était. À notre connaissance aucune des tendances du mouvement nationaliste n'a envisagé son adhésion à la Fédération syndicale mondiale (FSM). Voir René Gallissot, « Syndicalisme ouvrier et question coloniale en Algérie », *Le Mouvement social*, n° 66, janvier-mars 1969.

syndicats algériens (UGSA). Le nouveau sigle ne changera rien quant à la subordination du mouvement syndical algérien à l'égard de son homologue français, la CGT. C'est une réponse inadéquate à la menace d'éclatement. En septembre 1954, les 22 et 23, les messalistes réunissent à Alger les cadres ouvriers afin de jeter les bases d'une organisation syndicale. Ils sont les seuls, à cette période, à concurrencer sérieusement les communistes. L'insurrection bouleverse leurs plans.

Au printemps 1955, les messalistes raniment la commission ouvrière du MTLD. Quatre de ses membres – Boualem Bourouiba (cheminot), Rabah Djermane (docker), Benaïssa (hospitalier) et Ramdani (traminot) – préparent le lancement de nouveaux syndicats. L'un d'entre eux, Bourouiba, met, en juillet 1955, Ben Khedda au courant des projets messalistes. Ce dernier lui recommande de freiner les militants du MNA, car les dirigeants de l'ALN sont opposés à la création d'une centrale ouvrière, inséparable à leurs yeux de la lutte de classes. Les préparatifs traînent donc en longueur. En décembre, la commission syndicale se rend à Paris, rencontre Moulay Merbah qui l'assure de l'appui matériel du MNA. Elle s'entretient également avec Irwing Brown, de la CISL, puis se rend à Bruxelles. La CISL, influencée par l'attitude de Force ouvrière en France, ne l'encourage pas à créer des syndicats algériens. Début 1956, les messalistes tentent de forcer la main à Boualem Bourouiba, Rabah Djermane, etc. De guerre lasse, ils créent le 16 février 1956 l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA)[30].

Aussitôt après, Ben Khedda renoue avec Bourouiba. Lors d'une réunion au domicile de ce dernier, Ben Khedda, Abbane Ramdane, Aïssat Idir préparent en une nuit tous les documents nécessaires à la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et choisissent sa direction. Le FLN avance les fonds nécessaires pour l'aider dans ses premiers pas[31]. Le 24 février 1956 naît l'UGTA[32]. Celle-ci reprend aussitôt la démarche de son tuteur, le FLN, et exige le monopole syndical. Elle se refuse à ouvrir toute discussion avec

30. Faisaient partie de la direction : Ramdani (traminot, Alger), Tefaha (traminot, Alger), Djermane (traminot, Alger), Lahmar (traminot, Alger), Allouch Saïd (Électricité gaz d'Algérie, EGA), Djemaï (hôpital Mustapha), Lamari (EGA), Mamari (EGA), Kheffache Laïd (traminot, Alger).

31. Le FLN a avancé 6 millions de francs qui lui seront remboursés. Plus tard, l'UGTA prélèvera, au profit du FLN, une cotisation sur les ouvriers.

32. Parmi les membres fondateurs, on peut citer Aïssat Idir, Boualem Bourouiba, Rachid Ali Yahia, Benaïssa.

l'USTA (messaliste) et l'UGSA (communiste)[33]. Alors que les intérêts du monde ouvrier exigent plus que jamais une organisation solide, le syndicalisme algérien, politiquement utilisé jusqu'alors par le PCA, éclate en plusieurs tendances rivales.

L'unité syndicale nécessitait une entente entre les tendances organisées et non une soumission des plus faibles aux plus fortes d'entre elles. La volonté d'hégémonie de l'UGTA ne va pas peu contribuer à dissoudre le mouvement ouvrier et à lui interdire toute expression politique autonome. La répression fera le reste. Bientôt tous les syndicalistes, qu'ils soient messalistes, FLN ou communistes, sont internés dans des «camps d'hébergement[34]».

L'UGSA est interdite de fait par les pouvoirs publics en novembre 1956. Par une ironie de l'histoire, les syndicats nationalistes opposés aux pratiques hégémoniques du PC, mais constitués eux-mêmes par en haut, à partir de tentatives extérieures au monde ouvrier, sont dès leur naissance semblables à ce qu'ils reprochent d'être aux syndicats UGSA: une organisation bureaucratique. Avant même que les syndicats aient pris leur essor, les fonctionnaires supplantent les militants. C'est, désormais, la subordination à la mystique populiste et au FLN qui détermine le succès ou l'échec des «représentants ouvriers» et non leurs liens avec les ouvriers et la défense de leurs intérêts.

La position du FLN sur la question syndicale procédait d'une conception politique globale. Entré par effraction sur la scène politique, le FLN avait défini d'une manière autoritaire le mode de constitution des alliances, les buts de la revendication nationale, les moyens de les imposer. Des mouvements qui l'ont précédé, il exigeait la dissolution et l'intégration en son sein de leurs militants à titre individuel. Son exclusivisme prenait appui sur deux données: l'éclatement dans le passé de tous les «fronts nationaux» fondés sur l'autonomie des organisations ainsi que l'impasse à laquelle a abouti la voie légale. Le mouvement national algérien a vu dans son histoire se réaliser trois fronts. Le premier, le Congrès musulman, rassemble en 1936 toutes les forces algériennes sauf l'Étoile nord-africaine, adversaire du projet Blum-Viollette. Il se désintègre à partir de 1937. Les Amis du manifeste et de la liberté formés en 1944, qui groupent toutes les

33. L'UGSA se dissout en novembre 1957 et appelle ses membres à rejoindre l'USTA.
34. Créés par la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence en Algérie, où étaient enfermés les militants connus pour leurs activités patriotiques.

tendances nationalistes, se dispersent après les événements de mai 1945. Le Front algérien pour la défense et le respect des libertés, fondé sur des objectifs restreints, se compose de tous les partis politiques. Né en 1951, il s'effiloche en 1952.

Favorables au monopole politique, les dirigeants du FLN sont divisés sur les méthodes à mettre en œuvre pour parvenir à leurs fins. Pour Mourad Didouche comme pour ses successeurs à la direction du Nord-Constantinois, Youssef Zighoud et Lakhdar Bentobbal, seule la violence amènera les dirigeants des partis à disparaître de la scène politique. Il ne s'agit pas seulement de provoquer la rupture entre les communautés en présence, mais de supprimer physiquement, s'il le faut, les porte-parole du nationalisme modéré. Par contre, pour Krim et Ouamrane, conseillés par Ramdane Abbane, la violence du colonisateur entraîne dans le camp de la révolution tous ceux qui n'envisageaient pas au départ de trancher le conflit franco-algérien par la voie des armes. Il faut dialoguer avec toutes les forces politiques sans leur reconnaître pour autant une autonomie.

Tous les chefs du FLN s'accordent donc sur la liquidation des anciens partis. Mais que se passera-t-il si un mouvement refuse de se plier au diktat du FLN et forme ses propres troupes de combat? Dans ce cas-là, dit Krim au dirigeant messaliste Abdelkader Oualane, « ce sera la guerre[35] ».

35. Témoignage d'Ahmed Zahouane, agent de liaison de Belkacem Krim. Archives privées.

CHAPITRE 11
GUERRE DANS LA GUERRE : LE FLN CONTRE LE MNA (1954-1962)

Où en est, en novembre 1954, la préparation de l'action armée que Messali envisageait dès 1951 ? Les directives données le 2 août 1954 au bureau politique du MTLD par Messali lui recommandaient de préparer un plan d'action susceptible de favoriser l'internationalisation du problème algérien[1], c'est-à-dire son examen par l'ONU. Cette orientation reposait sur les promesses faites par le roi Séoud d'Arabie[2] de soulever en septembre 1954 la question algérienne devant les instances internationales. Messali invitait également le bureau politique « à créer un service de sécurité pour assurer la bonne marche du parti, la sécurité des dirigeants et des militants en cas de répression ou de dissolution du parti[3] ». Dans ces directives, il est question de radicalisation de l'action du MTLD. Sans plus.

QUE SAIT LE MNA À LA VEILLE DE L'INSURRECTION ?

Deux dépositions à la police, celle de Mohammed Khider, homonyme de l'ancien député d'Alger, et d'Ali Boudjadja[4], montrent de manière indiscutable que les messalistes n'ont pas encore, en novembre 1954, étudié les problèmes militaires soulevés au cours de la crise dans leurs rangs et en dehors.

Mohammed Khider, responsable des groupes de combat dans la capitale en 1955, relate en ces termes un entretien avec Moulay Merbah, secrétaire général du mouvement messaliste :

> Je lui ai déclaré que j'étais impatient de voir le parti changer de ligne de conduite comme il avait été décidé au

1. Messali Hadj, « Extrait du message au bureau politique », dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 92-94.
2. Ces promesses ont été faites à la suite d'une entrevue avec Abed Bouhafa, militant nationaliste tunisien qui représentait le MNA à New York.
3. *Idem*.
4. Responsable de la wilaya d'Oran, connu sous le nom de Si Lakhdar.

> congrès d'Hornu et de passer à l'action. Il me fit savoir que, financièrement, le parti était en difficulté et qu'il fallait attendre. J'ai attendu environ deux mois[5].

Le responsable de la wilaya d'Oran, Ali Boudjadja, ancien cadre de l'OS, souligne, lui, qu'entre juillet et novembre 1954, ses supérieurs lui ont recommandé de recruter des adhérents, de collecter des fonds et de susciter l'aide aux sinistrés d'Orléansville victimes d'un tremblement de terre[6]. Ces témoignages peuvent laisser croire que le 1^er^ novembre a surpris les messalistes au même titre que les autres partis. Cette thèse n'est pas acceptable. Dès le 29 octobre, Mohammed Goffal, chef de la *daïra* d'Aïn-Témouchent, est avisé par un militant de l'imminence d'actions armées. Sa déposition à la police en fait foi :

> Durant le mois d'octobre, j'ai assuré les liaisons dans ma *daïra*. Jamais je ne me suis rendu compte que les responsables d'Aïn-Témouchent avaient également adhéré au CRUA. Ce n'est que l'avant-veille des événements de la Toussaint que j'ai appris par Mezouar ce qui allait se passer. De retour à Oran, le dimanche matin, j'ai rendu compte à Si Lakhdar. Le soir même les événements confirmaient ce que nous savions[7].

La déclaration de Mohammed Goffal est confirmée par le témoignage de Mohammed Memchaoui :

> Mezouar m'a avisé que le groupe auquel il appartenait avait reçu l'ordre d'être prêt le 31 octobre. Il m'a demandé s'il fallait rester dans le groupe ou le quitter. Je lui ai dit d'y rester[8].

Ces informations permettent de tirer certaines conclusions :

1. Après le congrès d'Hornu, les messalistes n'ont mis en place aucun organisme pour préparer la lutte armée. « Messali avait une confiance mystique dans la base, il ne pensait pas à créer un état-major », dira plus tard Mohammed Maroc, membre du bureau politique du MNA.

5. Procès-verbal d'interrogatoire du 26 septembre 1955. Archives privées.
6. Procès-verbal n° 58, sans date. Archives privées.
7. Procès-verbal d'interrogatoire du 20 novembre 1955. Archives privées.
8. Témoignage de M. Memchaoui. Archives privées.

2. Contrairement aux partisans de Boudiaf, les anciens de l'OS qui ont suivi Messali ne pensent pas à une action militaire, mais à des actions individuelles, de type terroriste[9].

3. Les messalistes sont surpris le 1er novembre, non par ignorance mais parce qu'ils ne prennent pas au sérieux leurs adversaires activistes[10]. On ne peut expliquer autrement leur incapacité à exploiter à leur profit les renseignements précieux fournis par leurs militants.

4. Les militants du MTLD ont en général choisi leur camp en fonction du projet insurrectionnel. Si, au sommet, on conçoit l'appartenance à une tendance comme exclusive, il n'en va pas de même à la base. On peut à la fois être messaliste ou centraliste et soutenir les activistes.

LA NOUVELLE ORGANISATION DES MESSALISTES

L'effet de surprise passé, les messalistes se rangent rapidement dans le camp de la lutte. Les structures du mouvement sont adaptées à la situation. Les cellules de base ne comprennent plus que trois à cinq militants. L'organisation est décentralisée. Chaque région a son autonomie. La direction nationale n'a qu'un rôle politique. Dans le Constantinois, à Skikda, le terrorisme messaliste fait son apparition en décembre. Un commando[11] liquide un policier algérien, Chenoufi. Cette action, que Didouche considère comme une tentative de sabotage – pour lui, tout ce qui était en dehors du FLN était du sabotage –, aura pour conséquence le démantèlement total de l'organisation messaliste dont les militants de base du Constantinois sont repris en main par le FLN. Pour l'Oranie, Ali Boudjadja donne le témoignage suivant :

> J'ai décidé d'organiser militairement les groupes pour contenter nos militants qui critiquaient nos précédentes méthodes. C'est moi qui ai institué la prestation de serment sur le Coran et j'ai moi-même prêté serment de fidélité devant les groupes[12].

C'est en décembre 1954 que les messalistes donnent une nouvelle appellation à leur organisation : le Mouvement national algérien (MNA)

9. Voir déposition Khider. Archives privées.

10. Voir Daniel Guérin, *Ci-gît le colonialisme*, *op. cit.* À la page 49, Guérin relate que ni Mezerna ni Messali ne prenaient au sérieux les préparatifs des activistes.

11. Le commando se composait de Maghlaoui Mohammed, Salah Boulkeroua et Hamadi Krouma. Arrêtés, ils s'évaderont de la prison de Constantine avec Ben Boulaïd et militeront au FLN.

12. Procès-verbal d'interrogatoire, n° 58. Archives privées.

remplace le MTLD dissous. Le secrétaire général Moulay Merbah ayant été arrêté après le 1[er] novembre, une nouvelle répartition des tâches a lieu au niveau central. Larbi Oulebsir est chargé des relations avec la Kabylie, puis de l'achat des armes au Maroc, Oualane des relations avec Paris, Mokhtar Zitouni de la trésorerie et Mostefa Ben Mohammed de l'action armée. Au mois d'avril, le MNA procède à des attentats à Alger et appelle au boycott de l'alcool et du tabac. Ces techniques, utilisées par le PPA-MTLD pour pénétrer les classes populaires en 1946-1947, et pour renforcer la loyauté des individus et la cohésion de la communauté musulmane, réapparaissent. Le MNA s'attaque aux commerçants mozabites sous prétexte qu'ils ne se solidarisent pas avec leurs compatriotes.

Un embryon d'armée est constitué sous la direction de Mohammed Bellounis[13], militant nationaliste, notable de Bordj Menaïel qui s'est déjà signalé aux élections municipales d'octobre 1947 en faisant abattre des adversaires du MTLD. L'implantation militaire recoupe géographiquement les zones qui ont suivi Messali au cours de la crise du MTLD. Le MNA est prééminent dans le Sud, en Oranie, à Alger, en Kabylie, dans la région de Bouira et la vallée de la Soummam. De France et de Belgique, des militants partent en grand nombre pour rejoindre les rangs du MNA. En quelques mois le MNA croit avoir rattrapé son retard sur le FLN. Mais son contentieux avec lui passe au premier plan et ruine ses ambitions.

LA PHASE DIPLOMATIQUE

Issus tous les deux du MTLD, le FLN et le MNA ont le même objectif : l'indépendance de l'Algérie. Mais ils sont aussi tous les deux le fruit d'une scission. Le contentieux qui en résulte et la question du pouvoir dans la révolution les orientent peu à peu vers une lutte ouverte. Selon Mohammed Maroc : «Jusqu'en avril [1956], l'intransigeance est du côté du MNA. Après cette date le FLN lui rendra la monnaie de sa pièce.»

Pendant toute une période qui prend fin au printemps 1956, le MNA cherche à s'intégrer le FLN. Si les dirigeants du FLN au Caire sont très clairs dans leur refus de suivre Messali, ceux d'Alger louvoient pour gagner du temps, tout en renforçant leurs positions. À

13. Selon un rapport de Mokhtar Zitouni datant de décembre 1955, Bellounis disposait de 1200 fusils et 40000 cartouches. Archives privées.

Alger, le MNA prend contact avec Krim, lui remet une forte somme d'argent et l'invite à mener la lutte sous la bannière de Messali. Krim temporise et essaie d'attirer de son côté les cadres messalistes qui ont appartenu à l'OS. Il rencontre Mohammed Khider chez Yacef Saâdi[14], avec l'espoir de le débaucher. Ses propositions se heurtent à un refus. Début 1955, les contacts ne sont pas encore interrompus. Krim a la conviction que tant que la rupture n'est pas intervenue, les messalistes ne constitueront pas des groupes de combat[15]. Et tant qu'ils ne le font pas, l'exode des militants radicaux continuera vers le FLN. Ce jeu dure tant que le FLN ne peut engager une bataille politique avec le MNA. Aucun de ses cadres présents en Algérie n'est à même de la mener à bien. À partir de février 1955, nous l'avons dit, l'adhésion de Abbane Ramdane, le seul intellectuel qui soit également un homme d'action, donne au FLN de l'intérieur du pays la tête politique qui lui manque. Désormais, on ne permet plus que le MNA se présente à l'opinion comme l'initiateur de l'insurrection, ce que croient beaucoup de militants qui suivent Krim. À telle enseigne qu'après les attentats de la Toussaint, ceux d'entre eux qui participent à l'action dans la région de Boufarik confient toutes les bombes inutilisées à Saïd Boudjeroudi, dirigeant messaliste d'Alger.

Au Caire, les discussions qui ont lieu entre Aït Ahmed, Ben Bella, Khider, Boudiaf et Mezerna, dirigeant messaliste, se déroulent dans une ambiance crispée. Néanmoins, elles aboutissent à une déclaration commune en date du 10 février 1955 qui annonce la création d'un Front de libération nationale. Mezerna refuse, au départ, d'apposer sa signature aux côtés de celle de Hocine Lahouel qu'il considère comme un exclu de son parti. Il cède en fin de compte aux pressions de Fethi Dib, un des responsables du service de renseignements égyptien, et signe à la condition que le front soit élargi plus tard aux Oulémas et à l'UDMA. En acceptant que le rassemblement national prenne l'appellation d'une organisation déjà existante depuis novembre 1954, Mezerna désoriente les militants messalistes en laissant croire au ralliement du MNA au FLN, d'autant plus que Khider et Lahouel envoient à ce sujet une circulaire d'information aux militants de toutes les tendances du MTLD.

---

14. Militant de l'OS, chef de la branche militaire de la zone autonome d'Alger (1956-1957).
15. Entretien avec Krim. Archives privées.

En France, les militants FLN s'emparent de la circulaire pour la retourner contre le MNA. Messali se sépare de Mezerna. Dans une lettre à Aïssa Abdelli, membre du bureau politique du MNA, Mezerna se justifie et reproche à Boudiaf d'avoir donné volontairement une fausse interprétation à son geste :

> Quant à la décision que vous aviez prise contre moi, je pense que vous avez trop hâté les choses. Je comprends que vous vivez dans une autre atmosphère et je ne pense pas être responsable de l'acte déloyal de Smaïn[16]. Vous auriez pu attendre une explication de ma part. Un criminel a droit à sa défense[17].

Après la déclaration du 10 février, les dirigeants du FLN reviennent sur l'accord avec Mezerna, mais des pressions égyptiennes les contraignent à respecter les engagements pris. Mezerna pense avoir abouti à un résultat positif en trouvant, contre Ben Bella, Boudiaf, etc., des alliés en la personne de Cheikh Ibrahimi des oulémas et Bayoud de l'UDMA :

> Le mouvement commence à reprendre progressivement sa place et si nous avons utilisé la formule de front, c'est à l'intention des autres mouvements pour entraîner tout le monde dans cette bataille gigantesque que mène la patrie devant un impérialisme forcené et non pour les militants d'un même mouvement. Ces derniers doivent réintégrer le mouvement purement et simplement[18].

Le FLN, lui aussi, s'en tient à son exclusivisme. C'est l'impasse.

L'ÉPREUVE DE FORCE EN ALGÉRIE

Au printemps 1955, les relations entre le FLN et le MNA se détériorent. La guerre des tracts annonce l'épreuve de force qui se déroulera sur tous les théâtres, en Algérie, en France et dans le monde. L'assassinat de Saïfi, vieux militant PPA dont l'hôtel-restaurant de la rue Au Maire dans le 3e arrondissement de Paris abritait les illégaux,

16. Pseudonyme de Boudiaf en 1954.
17. Lettre de Mezerna à Aïssa Abdelli, 12 mars 1955, dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 117.
18. Lettre de Mezerna à Salah Hassan, 18 mars 1955, *ibid.*, p. 118.

va précipiter l'affrontement. Le 1er juin une mise en garde rédigée par Abbane Ramdane est adressée au MNA[19].

En septembre, le ton monte. Si en juin le FLN demande encore à Messali de se rallier à lui, il le désigne désormais comme l'ennemi à abattre : « Il a déjà été le briseur de l'unité du mouvement national. Il est aujourd'hui l'auxiliaire du colonialisme dans sa lutte contre les forces combattantes[20]. » En décembre 1955, le MNA, à l'instigation de Mokhtar Zitouni, diffuse un tract intitulé « Le panier de crabes ». Selon lui la direction du FLN est composée de traîtres, « c'est-à-dire de personnes exclues du MTLD : Ben Khedda, Lamine Debaghine, etc. ». Erreur funeste que celle de s'attaquer aux dirigeants les moins disposés à trancher les litiges politiques par la voie des armes.

Après l'arrestation de Zitouni, le MNA change de tactique et cherche, en février 1956, à réaliser l'union sur un pied d'égalité :

> Le but du MNA n'est pas de diriger ses efforts [...] contre un mouvement frère [...]. La situation rend indispensable la réalisation d'une unité nationale [...]. Continuer l'œuvre de désunion serait un crime contre la patrie[21].

Le FLN rejette cette avance : « On ne s'allie pas aux traîtres. On les abat[22]. » En février-mars, la bataille entre le FLN et le MNA fait rage en Kabylie. Des accrochages ont lieu à Bouira, Draâ El-Mizan, aux Ouadhia, à Seddouk, à Guenzet, dans le Guergour, au douar Beni Bou-Addou et Amlouline, mais aussi à Aïn-Bessem et à Ménerville. Les combats se déroulent sous les yeux de l'armée française qui attend de voir qui sera le vainqueur pour se lancer contre lui. On ne peut souscrire à la thèse de Courrière selon laquelle les messalistes et l'armée française étaient en collusion en 1956. Si cette dernière s'est souvent tournée contre le FLN, c'est parce que le sort des armes lui a été favorable. Le MNA l'eût-il emporté, il aurait subi ses coups. En Kabylie, le combat entre les deux organisations nationalistes revêt un aspect militaire. À Alger, il a le visage du terrorisme. En Oranie, où le MNA est très fortement enraciné, les événements annoncent avec force l'émergence de méthodes bureaucratiques pour résoudre les questions politiques.

---

19. Directive aux militants responsables, 1er juin 1955. Archives privées.
20. Tract en date du 15 septembre 1955. Archives privées.
21. Dossier Algérie, cabinet du ministre résident, 1956.
22. *Idem*.

En juin 1955 les sections messalistes reçoivent des directives pour agir :

> Nous avons reçu l'ordre de nous armer et de préparer des engins explosifs en vue de passer à l'action directe. Je tiens à préciser que j'ai reçu l'ordre de Si Lakhdar. Je pense, sans pouvoir l'affirmer, que lui-même avait cet ordre de Si Mustapha[23], conseiller municipal d'Alger[24].

Les armes sont rares. Le MNA dispose de 20 pistolets, deux mousquetons et deux mitraillettes à Tlemcen, de sept fusils de guerre italiens à Geryville et de huit revolvers à Oran[25]. Les actions ont lieu dans la nuit du 19 octobre. Les arrestations interviennent peu après. Quarante-neuf responsables messalistes sont incarcérés. Le MNA attribue l'efficacité policière à des dénonciateurs anonymes venant du FLN. On retrouve cette version dans les documents préparés par les services du Gouvernement général en septembre 1956 à l'intention de la délégation française à l'ONU. Si on ne peut se prononcer catégoriquement sur cette accusation, faute d'informations, on peut par contre émettre l'hypothèse que la police coloniale avait intérêt à faire croire aux militants MNA à des dénonciations, pour attiser la rivalité avec le FLN. L'efficacité policière s'explique très bien par la masse des informations qu'elle a collectée pendant la crise du MTLD. Elle dispose entre autres du fichier complet des participants au congrès d'Hornu, établi pour son usage par la police belge et du rapport de Memchaoui à Messali sur la situation de l'organisation en Oranie, rapport saisi chez Messali au cours d'une perquisition. Les opérations du mois d'octobre secouent fortement le MNA mais ses forces armées ne sont pas encore décapitées. Dans le Sud-Oranais et dans le djebel Amour, elles sont intactes. C'est par la combinaison du terrorisme et de la ruse que le FLN, dont l'état-major agit à partir d'Oujda au Maroc, aura raison d'elles, comme l'atteste cette péripétie. El-Abad, responsable du MNA de Marnia est assassiné. Le pourvoyeur d'armes Larbi Oulebsir, qui appartient à la même organisation, disparaît au Maroc sans laisser de traces. Les militants qui prennent leur relève sont invités à une réunion à Oujda pour discuter de l'union entre FLN et MNA. Ils acceptent la proposition

23. Il s'agit de Mustapha Ben Mohammed, dit Negro.
24. Procès-verbal d'interrogatoire de Mohammed Goffal, 9 novembre 1955, n° 57, Oran. Archives privées.
25. Archives privées.

et déléguent Mustapha El-Hassar et Massoum Boumediene[26]. Partis sans arrière-pensée, ces militants tombent dans un traquenard et y laissent leur vie. Les sections MNA passent, dès lors, sous le contrôle du FLN qui désigne leurs nouveaux responsables.

LE RAPPORT DE FORCES EN 1956

À l'est, le FLN contrôle totalement en 1956 les régions qui bordent la frontière tunisienne, celles de Collo et d'El-Milia, la Petite Kabylie et la Grande Kabylie. À l'ouest, les zones limitrophes du Maroc ainsi que les régions d'Oran et de Tlemcen sont passées sous sa direction. Au centre, le FLN développe une activité intense dans la Mitidja, mais il n'a pas encore pénétré la vallée du Cheliff. L'influence du MNA à Alger reste grande. L'enterrement d'un de ses militants, le cafetier Ougueni, rassemblera plus de 3 000 personnes. Militairement, il est présent dans le Sud algérien et dans quelques centres arabophones à la lisière de la Kabylie, dont Melouza. La population de ce centre sera d'ailleurs massacrée le 2 juin 1957 par le FLN, ce qui incite Mohammed Bellounis à rechercher la protection française et à trahir ses convictions politiques.

En France, le MNA draine la majorité des émigrés. Le nombre d'adhérents attribué au FLN en mai 1955 par Yves Courrière sur la foi d'un témoignage de Mourad Tarbouche est fantaisiste[27]. Selon Courrière, le FLN aurait eu 2 000 militants en mai 1955. Or début 1956, la wilaya de Paris ne comptait que 200 militants (archives privées). Il est possible que la confusion vienne d'une assimilation entre militants et cotisants.

Un rapprochement entre le FLN et le MNA est-il impossible ? Toutes les tentatives de parvenir à un accord échouent comme celle de Filali en mai 1955 et celle de Debaghine après septembre 1955. L'écart entre les positions des uns et des autres s'avère difficile à combler. Le FLN demande la dissolution du MNA avant d'envisager la participation de ses responsables à sa direction. En ce qui concerne la solution du problème algérien, le FLN exige la constitution préalable d'un État indépendant et se considère comme le seul interlocuteur de la France. Le MNA pour sa part souhaite que tous les mouvements engagés dans la lutte ouvrent des négociations avec la France sur le

26. Archives privées.
27. Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, t. 2 : *Le temps des léopards*, Paris, Fayard, 1969, p. 142.

statut de l'Algérie et laisse en dernier ressort au peuple algérien le soin de trancher.

C'est en août 1956 qu'a lieu la dernière tentative du FLN en direction du MNA. Notre information, à ce sujet, est d'origine MNA. Selon un document intérieur de ce mouvement adressé aux membres du bureau politique, un intermédiaire égyptien aurait suggéré une réunion entre Ben Bella et le MNA pour discuter le 12 août 1956 d'une série de propositions. La date est importante. À cette période, les tensions entre l'intérieur et l'extérieur sont très grandes et on peut se demander si l'Égypte, dont les prétentions à l'hégémonie sur le FLN sont mises en cause à Alger, n'a pas cherché une alternance dans la réconciliation avec le MNA.

Il est cependant intéressant de voir, à la lumière de la lettre, à ce sujet, aux membres du bureau politique du MNA, comment Messali juge le FLN. Pour lui, le front est un rassemblement d'exclus du MTLD et de mouvements réformistes. «Ben Bella et consorts se sont rangés, non sans louvoyer, avec les centralistes» et ont «soumis le parti aux ordres de Nasser». Il établit même un parallèle entre le Congrès musulman de 1936 et le FLN. Il s'agit d'une «répétition».

On se rend compte, à travers cette analyse, combien Messali reste prisonnier du passé. Le raisonnement par analogie lui cache les transformations de l'échiquier politique et des partenaires du jeu. Contester le FLN au nom de l'historicité n'aide pas à une clarification. Muré dans son expérience, Messali pense que sa perte d'influence est momentanée : «Si de temps en temps, le FLN s'adresse à nous, cela veut dire qu'il a échoué dans sa politique et qu'il a besoin de nous pour se redresser et revaloriser son prestige en détérioration[28].» Il se trompait lourdement. Son erreur est de croire que sa supériorité sur le FLN en France ne peut être mise en cause et sera décisive. À deux périodes cruciales de l'histoire de l'Algérie, l'émigration algérienne a décidé de la marche des événements. C'est elle qui, en 1936, met un terme à l'hégémonie réformiste dans le mouvement national. C'est elle encore qui, en décembre 1953, donne le coup de grâce aux réformistes dans le MTLD. Comment ne pas espérer qu'une fois encore elle emporte la décision et que l'histoire recommence? Si, jusqu'en 1956, l'émigration est dans sa quasi-totalité acquise au

28. Lettre aux membres du bureau politique, août 1956, dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 125. .

messalisme, son attitude se modifie progressivement avec la formation de la Fédération de France du FLN.

LA NAISSANCE DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE DU FLN

La mise en place de la Fédération de France est l'œuvre de Boudiaf. Son objectif premier est de ranimer les organisations qui, au cours de la crise du MTLD, ont opté pour la neutralité entre Messali et le comité central. Il tient, début 1955, une réunion au Luxembourg à laquelle participent les cadres de l'Est de la France (Forbach, Mulhouse, Sochaux) et charge Tarbouche de regrouper tous les antimessalistes, ex-centralistes, neutres, militants découragés par les luttes intestines, etc. Ce dernier sonne le rappel des permanents du MTLD, professionnels politiques qui connaissent l'état des forces messalistes et leur encadrement. Il contacte aussi, mais sans succès, le Dr Chawki Mostefaï, ancien dirigeant du MTLD et Me Boumendjel, de l'UDMA. Son action sera éphémère.

Le comité qu'il dirige est décapité à la suite de renseignements fournis par la police suisse à la police française[29]. La relève en est rapidement assurée. La nouvelle direction évolue dans des conditions difficiles et avec des moyens rudimentaires. Elle a à faire face simultanément à la répression policière, aux messalistes et à un groupe lié à Krim qui l'accuse de «centralisme» et ne reconnaît pas sa légitimité.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître aujourd'hui, les rapports entre FLN et MNA ne sont pas encore en 1955 des rapports d'hostilité ouverte. Les militants du FLN se font entendre dans les cafés et les foyers à dominante messaliste, notamment à Lyon, Grenoble, dans le 18e arrondissement à Paris. Les discussions tournent autour de la question de savoir qui est à l'origine de la lutte armée? La réponse va de soi pour la majorité des messalistes: la crise du MTLD continue. Les centralistes, car c'est le visage qu'ont pour eux les militants du FLN, essayent de récupérer une initiative à laquelle ils sont étrangers.

Le FLN s'efforce d'effacer cette image. De Kabylie, des Aurès, du Caire[30], des lettres sont envoyées pour expliquer aux émigrés que le FLN est un mouvement nouveau, qu'il n'a rien à voir avec

29. En faisaient partie trois anciens permanents du MTLD – Tarbouche, Guerras, Mahsas – et deux étudiants – Madi et Zerrouki. Mahsas avait gagné l'étranger. C'est Guerras qui reformera la direction de la Fédération dont feront partie Mechati, Doum, Taleb, Boulahrouf et Moundji.
30. Les Auressiens en France enverront, avant de se rallier au FLN, Cheikh Derdour s'informer au Caire.

les centralistes et que l'ALN est son outil militaire. Les progrès du FLN sont démultipliés par les adhésions des nouveaux émigrés dont un grand nombre sont des ex-militants du MTLD[31] qui savent qui a déclenché l'insurrection. Pour freiner l'implantation du FLN, le MNA essaye de faire croire que les centralistes :

> machinèrent un complot d'une démagogie tragique qui devait non seulement décapiter le MNA, mais aussi étouffer dans l'œuf tout sentiment révolutionnaire chez le peuple algérien. Aidés par quelques éléments irresponsables, groupés dans un prétendu « Comité révolutionnaire d'unité et d'action » (CRUA), ils provoquèrent une action d'éclat le 1er novembre 1954 [...] L'attaque du CRUA a duré un jour. Mais les exclus ne s'emparèrent pas pour autant du MNA. Plus prompt pour l'action, celui-ci, sans attendre la fin de ses préparatifs, donna l'ordre le 2 novembre à ses militants de rentrer dans la bataille et d'ouvrir sans tarder l'ère de la révolution, en entretenant l'action dans la région la plus avancée : l'Aurès[32].

Les faits plaident contre cette version. Mais l'objectif du MNA est le garder, coûte que coûte, l'appui de l'émigration.

Au mois de juillet 1956, les affrontements en Algérie vont avoir leur prolongement en France. Selon Nasba Ahmed dit El-Glaoui, responsable de l'organisation du MNA en France et membre de son bureau politique : « Dès juin-juillet, Messali, prenant position violemment, donnait l'ordre de "descendre" les cadres du FLN [...] 82 cadres du FLN, dont l'implantation en France l'inquiétait, étaient tués[33]. » Le FLN est pris de court. Il se préparait alors à la lutte contre l'appareil répressif français. À cet effet, l'organisation avait été scindée en deux

31. On peut citer parmi eux, Messaoud Guedroudj, membre du comité central du MTLD qui sera chef de la wilaya du Nord, puis du Centre et enfin membre de la direction fédérale ; Ahcène Zerrouk, chef de la *kasma* de Skikda du MTLD, qui sera chef de la wilaya de Paris, Haddad, membre du Comité des 22 qui sera chef de la wilaya du Sud de la France ; Mustapha Ferroukhi, ex-membre de la direction du MTLD qui coiffera les élus réfugiés en France (Farès, Mesbah, etc.).

32. Lettre de la direction du MNA au président du Conseil de Syrie, 10 mars 1957, dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 133-139.

33. Rapport de Nasba Ahmed au GPRA. Archives privées.

branches. La première avec Guerras[34], Mechati[35] et Bensalem[36] devait s'occuper de l'organisation politique, la seconde avec Ahmed Doum dit Réda[37] de l'action armée. Mais la répression frappe. Guerras, Mechati et Bensalem sont arrêtés. Les décisions prises sont gelées. L'attention va alors se tourner vers le MNA dont les attentats contre le FLN provoquent l'impatience, puis l'exaspération. Les dirigeants de la Fédération, Louanchi, Boulahrouf, etc., ne sont pas favorables à une riposte. Aussi, militants et cadres moyens pensent-ils à tort à un accord tacite avec le MNA.

Au cours d'une réunion[38] qui a lieu à Ivry en automne 1956 au domicile d'Ali Yata, les responsables régionaux du FLN exigent l'armement des militants et la création de groupes de choc. Avant toute décision, les sections de la région parisienne gardent par-devers elles une partie des collectes pour acheter des armes. À son corps défendant, la direction avalise leurs initiatives. Les militants du FLN ont bonne conscience. «La chasse aux éléments non conformistes [...] date de la scission du MTLD», elle «ne laissait au Front qu'une seule voie d'existence : la riposte aux messalistes avec les mêmes armes qu'ils utilisent : la force qui s'est avérée rentable[39]», souligne un rapport du responsable de l'organisation.

En décembre 1957, le FLN prend le dessus en France. Le MNA cède du terrain, mais reste prépondérant dans le Nord, l'Est et les Ardennes. À Denain et Reims, les forces des deux organisations rivales s'équilibrent. Dans la région parisienne, le MNA conserve des positions à Argenteuil, à Montreuil. Dans le Centre il a des noyaux importants à Clermont-Ferrand, à Châteauroux, Montluçon, Lyon.

34. Guerras. Militant de l'OS, recherché en Algérie, est affecté comme délégué régional du MTLD à Lyon en 1952, prend position pour le comité central en 1954, suit le CRUA à partir d'avril, membre de la direction du FLN en France (1955-1956), arrêté en août 1956, membre de la fédération de Constantine du FLN (1963).

35. Mechati. Militant de l'OS, membre du «comité des 22» et de la direction FLN en France (1955-1956), dirige la Fédération de Constantine du FLN (1962-1963). Consul d'Algérie en Tunisie.

36. Bensalem. Militant PPA responsable du MTLD pour l'Est de la France jusqu'en 1954, membre de la direction du FLN en France (1955-1956), arrêté en août 1956, s'évade en 1960 et devient responsable du FLN au Maroc et membre du CNRA jusqu'en 1962.

37. Ahmed Doum. Adhère au PPA en 1945, émigre en France en 1950, employé de la SNCF, membre de la *kasma* de Sochaux, la rallie au FLN, membre du comité fédéral (1955-1956), eut le rôle le plus important de 1955 à 1956, arrêté en août 1956.

38. Y ont participé : Guedroudj, Ladlani, Haddad, Zerrouk et Menaa.

39. Rapport d'A. Ladlani, responsable de l'organisation en France, décembre 1957. Archives privées.

Cette évaluation du rapport de forces entre le FLN et le MNA dans l'émigration doit être nuancée. Dans son ensemble, l'émigration est hostile à des règlements de comptes meurtriers et de surcroît devenus incontrôlables. Personne n'y mesure la part qu'y ont les infiltrations policières. Ces luttes sont devenues le fait d'appareils armés, et dans de nombreuses localités, les émigrés font allégeance à l'un ou à l'autre camp, en dehors de tout critère politique.

À LA RECHERCHE D'UNE TRÊVE

La guerre de libération sort les Algériens de leur réserve. Dans l'émigration, la quasi-totalité des travailleurs participe à l'effort de guerre. Avant 1954, les effectifs du MTLD en France sont d'environ 7000. Début 1957, le département de l'organisation estime ceux du MNA entre 10000 et 15000. Les effectifs du FLN sont voisins. Selon un rapport de police, «dans leur majeure partie les milieux algériens ont accepté ou subissent, selon le cas, cette influence du MNA et du FLN. Ainsi l'état d'esprit de la communauté algérienne est tel que la mobilisation matérielle actuelle est devenue tout à fait possible[40]». C'est précisément la nécessité de la mobilisation qui incite en février 1957 la commission de propagande de la Fédération du FLN en France[41] à alerter la direction sur le danger que représente l'engrenage de la tuerie. Elle en rejette, par ignorance de ce qui s'est passé en Algérie, la responsabilité sur le seul MNA. La commission de propagande émet d'abord un constat sur l'atmosphère politique dans l'émigration: «Le conflit armé qui nous oppose à eux (le MNA) s'est élargi jusqu'à la base. Aujourd'hui il y a rupture presque totale de haut en bas. Les contacts à la base sont devenus très difficiles et les ralliements au front de plus en plus limités. Si l'on y ajoute la survivance tenace de l'esprit de famille, de *çoff* [clan], on comprend mieux le débordement qui se produit et qui parfois devient incontrôlable.»

En conclusion, la commission recommande de ne pas dilapider les forces de la révolution dans des luttes entre Algériens:

> Il est dans l'intérêt de la révolution que l'émigration combatte en bon ordre, qu'elle ait une claire conscience de la lutte à mener, des formes qu'elle doit revêtir. Nous

40. Dossier de l'affaire Maroc, audience du 7 décembre 1956, 17e chambre. Archives privées.
41. Elle était composée de Benmiloud, Ahmed Hadj Ali, Hadj Cherchalli, Harbi et Sahli.

> devons épargner les souffrances évitables à nos compatriotes, économiser le potentiel humain révolutionnaire de notre communauté et inculquer le respect de l'individu que le colonialisme a voulu détruire en nous[42].

Quelques mois plus tard, la direction de la Fédération de France accepte la suggestion de la commission de propagande de ne pas recourir aux attentats en Belgique. La décision est prise après une entrevue entre Aziz Benmiloud[43] et le ministre de l'intérieur belge. Cette rencontre est le fruit des efforts de la gauche belge, en particulier du professeur Pierre Le Grève. Unilatéral, le cessez-le-feu est observé par les messalistes.

En septembre, la direction fédérale est saisie d'un projet d'arrêt des attentats en France. Sur six de ses membres (Boudaoud, Ladlani, Harbi, Bouaziz, Guedroudj et Moundji), trois (Moundji, Harbi, Guedroudj) se prononcent pour ; la voix du responsable de la liaison avec le CCE étant prépondérante (Boudaoud), la proposition est rejetée, mais il est stipulé que le comité fédéral doit être saisi de toute action qui engage sa responsabilité. La recommandation reste lettre morte. Les cadres de l'organisation armée et les services de renseignements sont quasi autonomes. Les sanctions qu'Omar Boudaoud prend contre plusieurs responsables ne changent rien au climat qui prévaut. Seule une réorientation radicale de l'action de la Fédération pouvait faire évoluer les choses.

De son côté le MNA essaye à la mi-juin 1957, de sortir les relations avec le FLN de l'impasse. La direction prend contact à Rome et à Cologne avec Ahmed Mahsas, et arrête de concert avec lui un protocole d'accord à soumettre à Ben Bella, alors détenu à la prison de la Santé. Le document qui lui est communiqué par Mohammed Maroc, membre du bureau politique du MNA, son ancien collègue à l'état-major de l'OS, est axé sur deux points : a) la cessation des luttes fratricides ; b) la formation «partout où cela est possible de comités propres à imposer la satisfaction des aspirations du peuple algérien[44]».

---

42. Rapport au comité fédéral, février 1957. Archives privées.
43. Aziz Benmiloud. Membre de la commission de propagande (1956-1962), chef de la division des pays arabes aux affaires étrangères (1962-1963). Président d'EGA. Avocat à Alger.
44. Texte du projet d'accord soumis par Mohammed Maroc à Ben Bella en date du 17 juin 1957, dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 140.

Selon Mohammed Maroc, Ben Bella en a accepté le contenu tout en soulignant qu'il était dans l'impossibilité de le signer en raison de sa situation particulière et de l'opposition de ses camarades de détention.

Par l'intermédiaire de Mohammed El-Kebir qui lui rendait régulièrement visite en prison, Ben Bella suggère un appel de Messali à la cessation des attentats. L'appel est lancé le 1er septembre 1957. Le geste de Messali ne constituait pas une manœuvre, comme l'a écrit la Fédération de France dans un tract en date du mois de septembre, puisque Abdallah Filali désarme les groupes de choc du MNA qui resteront trois semaines durant dans l'expectative.

D'autres initiatives, semble-t-il, eurent lieu ou furent projetées. C'est ce que suggèrent les extraits d'une lettre du 11 août 1957 d'Ahmed Mahsas au Docteur Ibrahim Hafid :

> Les frères marocains veulent faire quelque chose en matière d'union avec le MNA. Ils doivent toutefois prendre garde de ne pas faire le jeu de l'ennemi par une division des forces réelles qui combattent. Avec le MNA, l'intérêt réside dans le fait qu'une union sur des objectifs précis (en attendant d'autres, tels que cessation des tueries, même position à l'ONU) désarmerait l'ennemi et renforcerait considérablement notre position sur le plan diplomatique. Pour ma part, j'ai aplani le terrain, mais il ne faut pas que le MNA croie la revanche venue.

Alors que les messalistes fondent de grands espoirs en septembre 1957 sur l'arrêt des luttes fratricides, celles-ci continuent de plus belle, pour culminer au cours de l'année 1958. Le FLN décime l'encadrement du MNA. Le 20 septembre, Ahmed Semmache, responsable de l'USTA dans la région parisienne, est assassiné. Le 24 du même mois, tombe Mellouli Saïd, responsable de la section USTA de la Régie Renault, et Hocine Maroc le 7 octobre, Abdallah Filali, un pionnier du mouvement nationaliste, le 26 octobre 1957, Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'USTA. Après quoi le FLN pourra intégrer une partie des forces du MNA.

D'autres événements, comme la collusion de Bellounis avec l'armée française et le silence de Messali sur cette trahison[45], la formation du

45. Sur le mutisme de Messali après la trahison de Bellounis, voir Benjamin Stora, *Messali Hadj, père du nationalisme algérien (1898-1974)*, thèse de 3e cycle, École des hautes études en sciences sociales, 1978.

GPRA en septembre 1958, les actions armées du FLN en France en août 1958, ainsi que l'affaire du Front algérien démocratique (FAD)[46], renforceront les effets de la terreur bureaucratique et draineront un nombre important de cadres supérieurs vers le FLN. Pour Benjamin Stora, «les postes à prendre dans la mise en place du futur État algérien n'étaient pas étrangers à la démarche de ralliement au FLN[47]». C'est possible. Mais peut-on faire abstraction de cette observation de Ahmed Nasba, membre du bureau politique du MNA : «Ce qui m'est arrivé est terrible. J'ai passé la guerre à combattre des Algériens.» Nasba retourne en France après avoir rallié le FLN. Il est abattu par ses anciens camarades messalistes. Quel que soit le jugement que l'on peut porter sur les militants du MNA ralliés au FLN, leur itinéraire n'est pas celui de la facilité.

L'Algérie perd une grande part de ses forces vives dans les luttes intestines. Un nombre appréciable de cadres de l'Étoile nord-africaine et du PPA disparaît dans la tourmente. Le bilan est lourd. Dans l'émigration, où il a été possible de le chiffrer, on a recensé près de douze mille agressions, 4 000 morts et près de 9 000 blessés[48]. Les facteurs politiques sont impuissants à rendre compte de l'acharnement dans la tuerie. À qui incombe la responsabilité de cette tragédie ? Une remarque préliminaire s'impose. Pour reprendre une expression de l'écrivain Kateb Yacine, «les ancêtres redoublent de férocité». La brutalité des méthodes recoupe les tendances profondes de la société. Les vieilles traditions tribales de vendetta sont encore vivantes. Et pour beaucoup, même les plus ouverts, l'exécution d'un adversaire politique va de soi. La violence a donc toujours marqué les rapports politiques.

À l'examen, les faits montrent que, dans le conflit entre le MNA et le FLN, la volonté de l'hégémonie a joué un rôle considérable.

1. *Entre 1954 et 1956,* le MNA cherche à soumettre un FLN qui, dès ses origines, affirme son intention de garder la haute main sur la lutte armée.

46. À la suite du refus du MNA, le 6 juin 1961, de rencontrer la délégation française à Évian qui voulait l'utiliser contre le FLN, des dirigeants du MNA dont Khelifa Ben Amar, Laïd Kheffache, Boulenouar, Bensid et Belhadi affirment leur désaccord avec Messali et sont exclus en juillet 1961. Ils formeront le Front algérien démocratique (FAD) qui collaborera avec l'OAS.
47. Benjamin Stora, *Messali Hadj, père du nationalisme algérien (1898-1974), op. cit.*
48. *Le Monde,* 20 mars 1962.

2. *La direction du FLN compte sans coup férir s'emparer du MTLD* grâce à l'arrestation de ses dirigeants. Son calcul en partie déjoué, elle pense imposer son exclusivisme en cherchant à assassiner Messali, comme en font foi les manuscrits saisis sur Mourad Tarbouche après son entrevue en Suisse avec Boudiaf (mai 1955). Un attentat contre Messali eut d'ailleurs lieu le 17 septembre 1959. Ce jour-là un groupe de choc du FLN posté aux alentours du domicile de Messali au Hameau de Toutevoie, dans l'Oise, l'agressa alors qu'il faisait sa promenade quotidienne en compagnie de six gardes du corps. Il dut la vie sauve au sacrifice de l'un de ses fidèles, Ali Djouadi, qui s'interposa entre lui et ses assaillants et reçut les balles qui lui étaient destinées.

3. *À partir d'avril 1956,* l'arrêt de l'engrenage des liquidations mutuelles dépend surtout du FLN.

Il n'est pas possible d'accepter aujourd'hui les arguments développés alors par le FLN, en France, qui attribue au seul MNA la responsabilité d'un affrontement que Messali aurait entrepris, dès la crise du MTLD, contre ses adversaires. La réalité n'est pas aussi simple. La violence exercée par les messalistes contre leurs rivaux, au cours de la crise du MTLD, est spontanée au départ. Elle provient des travailleurs eux-mêmes. Mais il est vrai que très vite, des responsables messalistes, comme Filali, la prennent en main.

Il est vrai par ailleurs que la riposte aux attentats du MNA contre le FLN est, elle aussi, spontanée avant d'être également reprise en main par la direction du FLN qui y voit l'occasion de réaliser son hégémonie. Il reste que la volonté du FLN d'être le seul interlocuteur politique – fût-ce au prix d'une guerre civile algérienne – était constante.

LE SECRET D'UNE VICTOIRE

Face au FLN, le MNA dispose, en 1954, de plusieurs atouts : une organisation puissante en Algérie et en France, des moyens financiers importants, une audience dans les masses qui renvoie à une longue histoire. Mais ces avantages apparents cachent des faiblesses qui se révèlent mortelles :

- le 1er novembre, le mouvement messaliste n'est pas prêt à l'action armée. Son attention est fixée unilatéralement sur le mouvement de masse. Or, dès que la répression commence à frapper, le mouvement de masse se trouve désorienté et s'effondre.

- De novembre à mai, le MNA ne rattrape pas son retard sur le FLN. Ce dernier a très vite compris que la forme principale de l'organisation serait l'armée. Inexistant dans les villes, le FLN s'implante dans les villages et à la campagne. À partir de ces foyers difficiles à repérer et à détruire, il met en place des réseaux de soutien dans les villes. En Kabylie avec Krim Belkacem, dans le Nord-Constantinois avec Zighoud, ce travail se fait lentement et prudemment.
- Le MNA multiplie son retard en visant, de novembre à mai, à subordonner les groupes armés se réclamant du FLN, au lieu de créer les siens propres.

Pour sa part, le FLN possède rapidement des atouts importants:
- À Alger, il bénéficie, à partir de l'été 1955, du ralliement des grandes familles bourgeoises (Bengana, Boutaleb, Bensiam, Hamou Hadj, Bouderba, Bachir, Ali Khodja, Abbas Turqui, Benouenniche, etc.) et du soutien des progressistes européens groupés autour du professeur Mandouze et du docteur Pierre Chaulet. Il dispose donc d'un appui logistique qui préserve ses forces de la répression, du moins entre 1955 et 1957. Après l'arrestation de Rabah Bitat, en mars 1955, aucun dirigeant de premier plan n'est tombé entre les mains de la police. Ce n'est pas le cas des messalistes dont l'organisation, déstabilisée depuis 1953, ne résiste pas, à Alger, aux assauts policiers. Filali est arrêté en juin 1955, Khider en septembre 1955, Goffal et Boudjadja en octobre 1955, Zitouni en décembre 1955, Ferkoul en septembre 1955, Mostefa Ben Mohammed et Rafa en 1956.
- À l'est et à l'ouest du pays, le FLN est lié aux résistants tunisiens et marocains. Dès l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, il trouve les concours nécessaires pour disposer de «sanctuaires» et interdire à ses rivaux de devenir ses concurrents. Lorsque Larbi Oulebsir[49] et Mohammed Belbegra[50] se rendent au Maroc pour y représenter le MNA, ils sont kidnappés, le premier à Tétouan, le second à Tanger, et disparaissent à jamais.
- Dans le monde arabe, l'appui de l'Égypte au FLN est décisif. L'audience de la radio égyptienne La Voix des Arabes, l'aide

49. Larbi Oulebsir. Passe au Maroc en avril 1955, achète un lot d'armes dans le Rif marocain, fait un second voyage. Il est arrêté par les autorités espagnoles au camp de Timouzat et disparaît à sa libération.
50. Mohammed Belbegra. Avocat, invité par le prince Moulay Hassan à se rendre à Rabat, arrive à Tanger le 20 octobre 1956, disparu depuis.

diplomatique font connaître le FLN et contribuent beaucoup à son rayonnement en Algérie alors même que les représentants du MNA, Mezerna et Chadly El Mekki, sont arrêtés au Caire et emprisonnés le 11 juillet 1955.

On peut ajouter cependant que le pro-occidentalisme tactique du MNA et son désir de prouver la collusion entre le FLN et les communistes lui aliénèrent l'estime des dirigeants du tiers-monde, comme Nehru et Soekarno.

Tous ces facteurs ont fait pencher, à l'heure de l'épreuve de force, la balance en faveur du FLN, mais le MNA ne disparaît pas militairement après la liquidation de Bellounis. Selon un rapport de Boussouf au GPRA, en date du 24 octobre 1958, un chef messaliste, Si Meftah, dispute au FLN, dans le Sud, le contrôle des populations[51].

Le MNA essayera encore de se réimplanter à Alger et à Oran entre 1960 et 1962, dans des conditions troubles qui ne permettent pas de démêler son action propre de celle des réseaux policiers infiltrés dans ses rangs. Il appartient aux patriotes, membres du MNA, encore en vie, de faire la lumière sur cet épisode de l'histoire de leur mouvement. Ce qui est certain, c'est que le MNA ne trouve pas un second souffle et ne résiste pas aux coups de boutoir du FLN qui domine totalement l'environnement immédiat des grandes villes.

De l'action militaire du MNA, on a surtout retenu la trahison de Bellounis. Cependant le jour où on s'avisera d'étudier sans parti-pris les luttes civiles entre Algériens, on conclura sans nul doute que cette tragédie n'était pas inévitable et que les responsabilités du FLN dans la tournure prise par les événements ne sont pas négligeables. L'histoire du conflit FLN-MNA montre que, pour les acteurs comme pour les observateurs, la connaissance à chaud, la clairvoyance n'étaient pas possibles.

On a voulu voir dans l'opposition FLN-MNA le choc de deux politiques. Elle est, en fait, une rivalité entre deux mouvements à volonté hégémonique, poursuivant des buts identiques dans un style différent. Dans les deux cas, l'appareil dirigeant est entre les mains du noyau populiste.

51. Si Meftah. Avant même la mort de Bellounis, Meftah, qui était sous ses ordres, avait des rapports tendus avec son chef. Méfiant, il ne se déplaçait qu'avec ses hommes et, deux mois avant la mutinerie de Haouch Naas, Meftah et sa bande avaient occupé le djebel Boukhil. Dès la mort du traître, Meftah, messaliste acharné, va mener une violente propagande contre son chef et dénoncer sa trahison.

Pourquoi le FLN réussit-il à imposer l'image de la résistance et du représentant unique de l'Algérie ? Est-ce simplement parce qu'il a eu l'audace de tirer le premier ? Cette explication serait simpliste et ne permettrait pas de comprendre pourquoi les actions armées menées par le MNA ont été tues ou attribuées au FLN, pourquoi les procès du MNA, les condamnations à mort et les exécutions de ses militants ordonnées par les Français ont été entourées d'un mur de silence ?

Il faut convenir qu'en Égypte comme en France, deux pays où la popularisation du FLN a été la plus grande pour des raisons tout à fait différentes, on désirait l'unicité du mouvement de résistance. En Égypte, le nassérisme a, pour s'imposer, supprimé bureaucratiquement les partis politiques. L'idée même du pluralisme éveille la suspicion des dirigeants égyptiens. En France, la gauche est restée très marquée par le mythe d'une résistance française unie et le rejet des groupes oppositionnels. Les courants et les personnalités qui se sont ouverts à la question algérienne en 1954 ignorent le passé du mouvement national et considèrent le FLN comme l'antithèse du MNA, c'est-à-dire une sorte d'agent moderniste, laïc, éloigné de l'arabo-islamisme. Cette image de marque est développée par des intellectuels algériens qui parlent plus d'eux-mêmes que de leur propre société ou même des sentiments profonds de l'écrasante majorité des dirigeants du FLN. On peut dire sans risque de se tromper, que l'interview de Ouamrane et Abbane recueillie par Robert Barrat[52] et le livre de Francis et Colette Jeanson, *L'Algérie hors la loi,* contribuent à identifier la résistance algérienne à la seule action du FLN. Par une sorte de détour apparent, cette approche simpliste du problème algérien par une gauche française qui se veut solidaire, mais qui, en même temps, lui impose ses grilles d'interprétation, a un effet qu'on ne saurait sous-estimer sur l'opinion algérienne elle-même dont les couches les plus cultivées sont, en effet, très sensibilisées à l'information que donne la gauche française sur l'Algérie. On peut ajouter que le pouvoir colonial lui-même, polémiquant avec cette gauche et avec l'Égypte, contribue à imposer cette idée d'un FLN seul maître de la lutte.

Et ce n'est pas l'aide que le MNA rencontre auprès de certains trotskistes[53] qui clarifie le débat. Au contraire, tout l'imaginaire de

52. *France Observateur,* 15 septembre 1955.

53. NdÉ. Il s'agit de la tendance animée par Pierre Lambert (1920-2008), séparée depuis 1952 de la 4[e] Internationale et de Michel Pablo. Ces derniers soutiendront le FLN. Voir *infra* chapitre 14.

la gauche française, nourri des clichés forgés par le stalinisme, se donne bonne conscience en prenant connaissance d'analyses sur le FLN qui ne brillent pas par la mesure et qui font du MNA l'agent de la révolution sociale en Algérie contre les bourgeois du FLN. En fait cette alliance contribue à rendre groupusculaire le MNA.

CHAPITRE 12
LE PREMIER VISAGE DU FLN (1954-1956)

Des attentats du 1er novembre 1954 au 5 juillet 1956, date de l'ordre de grève générale lancé par le FLN et massivement suivi, la situation en Algérie s'était profondément modifiée. Villageois à l'origine, le mouvement a jeté le trouble chez les notables ruraux, vivier où les autorités coloniales recrutaient les élus préfabriqués. En juillet 1955, il gagne les commerçants des grandes villes jusqu'alors non organisés professionnellement et dont la grève, à Alger principalement, est unanime. L'insurrection du Nord-Constantinois, le 20 août 1955, éloigne la majorité des notables de l'administration française. L'attitude du groupe des 61[1] «qui suit le courant unanime de l'opinion, peut-être de mauvaise grâce» (Mostefa Lacheraf), décide le gouvernement français à surseoir aux élections générales en Algérie. Avec les démissions des élus musulmans, qui commencent dès novembre 1955, le divorce entre l'appareil colonial et la réalité sociale apparaît au grand jour. La naissance de l'UGTA et la grève des cours et des examens le 26 mai 1956[2] achèvent de consacrer l'emprise du FLN sur l'ensemble de la société.

LA NATURE DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

La présence de toutes les nuances nationalistes au sein du FLN l'a fait comparer aux Amis du manifeste et de la liberté. L'analogie est dangereuse. Si on veut connaître la nature du FLN, on se doit de suivre le regroupement des classes et des couches sociales dans la lutte pour l'indépendance depuis 1926.

---

1. Le 26 septembre, Edgar Faure annonce que le but du gouvernement français est de parvenir, dans de brefs délais, à l'intégration de l'Algérie à la France. Le même jour, 61 élus musulmans déclarent: «La politique dite d'intégration, qui n'a jamais été sincèrement appliquée, est actuellement dépassée. L'immense majorité des populations est présentement acquise à l'idée nationale algérienne.»
2. Robi Morder, «19 mai 1956: il y a 60 ans, le début de la grève illimitée des étudiants algériens», sur le site du Germe, www.germe-inform.fr/?p=2355.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale et jusqu'en 1936, la force dominante du mouvement national fut indéniablement constituée par les élites bourgeoises traditionnelles. Avec le transfert du PPA de France en Algérie en 1937, le caractère du mouvement national se transforme et sa base sociale se déplace vers la petite bourgeoisie, le prolétariat et la plèbe urbaine. La bourgeoisie n'est plus le porte-drapeau du mouvement national. Les AML (Amis du manifeste et de la liberté), créés en 1944, sont l'expression politique d'une combinaison de forces sociales où la prépondérance bourgeoise appartient au passé. Mais c'est le 1er novembre 1954 qui inaugure, de façon décisive, un nouveau rapport entre les classes au sein du mouvement national. L'entrée directe des paysans dans la lutte fait franchir une nouvelle étape à la révolution algérienne. Elle se fait sous la direction des populistes du FLN. Le village va supplanter la ville dans le leadership de la lutte.

Le sort tragique du MNA, qui apparaît aux observateurs comme le seul continuateur de l'Étoile nord-africaine et du Parti du peuple algérien, le ralliement au FLN des oulémas, d'Abbas et des centralistes obscurcissent la compréhension de sa nature. On n'a pas prêté suffisamment attention à la signification sociale du mode de constitution de l'alliance de tous les courants nationalistes au sein du FLN. Le noyau populiste originel impose son hégémonie à toutes les factions, par tous les moyens, y compris la terreur. La garantie de sa prépondérance, il la tient de son contrôle sans partage sur l'appareil militaire, sur l'ALN et les groupes armés des centres urbains. Poussé par la logique de son développement, cet appareil contrôle peu à peu la totalité de la société musulmane et se prépare au rôle de gestionnaire. La méfiance à l'égard des dirigeants nationalistes «ralliés» y est de règle. Ceux-ci, qui se voient rappeler quotidiennement leurs erreurs passées, abandonnent l'initiative politique au groupe des fondateurs, consacrés ainsi propriétaires de la révolution. Le FLN se présente comme le dépassement des partis, de leurs conflits et leurs atermoiements, et joue fortement du mythe de la rupture. Il y a l'avant et l'après-novembre 1954 et il n'y aura pas de pire critique ni de condamnation plus irrémédiable que celle qui désignera, chez un militant ou un dirigeant, son allégeance à «l'avant 54».

Dans les faits, les choses ne sont pas si simples. Ni politiquement, ni idéologiquement le FLN ne représente une rupture radicale. Ses

chefs viennent de l'OS et ont été partie prenante des luttes internes du MTLD. Son idéologie poursuit, dans la confusion des tactiques et des idées, l'idéologie de larges secteurs du MTLD et sa pratique politique s'en différencie peu. Mais il y a un conflit pour la possession du pouvoir entre ceux qui l'ont et les autres. Dès lors, pour se donner une légitimité qui est celle du propriétaire, on invoque le «droit du premier occupant». Les initiateurs de l'insurrection se veulent les leaders exclusifs de celle-ci. Comme ils ne peuvent se réclamer des intérêts d'une classe contre d'autres classes, ils font appel à une mythologie historique. Et c'est bien parce que – objectivement – on discerne mal le hiatus entre les nationalistes qui n'appellent pas en novembre 1954 à la lutte armée et les nationalistes qui le font, que la lutte est féroce. L'absence de fondement politique clair personnalise les conflits et il faut dire que les chefs du FLN imposent, jusque dans la conscience de leurs rivaux, ce complexe du premier combattant et du rallié de la deuxième heure. On comprend, dès lors, que la lutte devient une lutte dans l'appareil, avec le jeu des conspirations, des alliances conjoncturelles et des intrigues et rumeurs de palais.

Les fondateurs du FLN ne font confiance «aux hommes du passé» ni pour définir les revendications, ni surtout pour les négocier. Cette méfiance totale, exprimée dans les actes, et qui guide les alliances et les regroupements est infiniment plus significative de la nature du FLN que tout autre caractère. Les relations entre l'ancien personnel dirigeant et le nouveau sont à la fois complexes et confuses. Le rôle de l'ancien personnel est mineur. Il a une fonction de représentation essentiellement tournée vers l'extérieur et de pourvoyeur d'idées. Il n'est plus une direction.

Cela résulte de ce paradoxe: la légitimité révolutionnaire que se donnent les chefs du FLN ne sera pas celle d'une pratique, jugée politiquement sur ses effets, mais celle d'une date: «Les combattants du 1er novembre.» La question primordiale de l'unification des forces politiques regroupées au sein du FLN reste donc pendante.

LES CONFLITS ENTRE CHEFS

La victoire des activistes sur les partis ouvre une période de luttes entre les fondateurs:

> Il y eut des divergences [...] dans la politique à suivre [...] tout cela se déroulait malgré notre volonté [...]. Ce furent

> les circonstances qui nous conduisirent là où nous sommes arrivés et ce sont les circonstances aussi qui acculèrent les responsables à faire face aux dangers tels qu'ils se présentaient ; à suivre une politique de durée[3].

Ce jugement de Bentobbal sur le déroulement non contrôlé de la révolution algérienne tranche sur le ton apologétique qui sévit dans la littérature officielle du FLN et met en évidence l'absence de direction et de programme capables de répondre aux problèmes de conduite de la guerre. Certes, Mohammed Boudiaf a pour tâche d'assurer la coordination entre les zones, mais, ayant quitté le pays fin octobre 1954, il n'y est plus revenu. Ce qui explique ce jugement de Larbi Ben M'hidi lui reprochant de « traîner la souveraineté du FLN à la semelle de ses souliers[4] ». Une réunion est prévue pour janvier 1955. Elle n'a pas lieu.

De novembre 1954 à août 1956, l'empirisme prévaut. Le FLN-ALN se présente comme une constellation d'appareils fonctionnels décentralisés agissant sans référence à une stratégie commune. « Il était possible d'avoir six politiques différentes, six stratégies différentes et aussi six peuples différents, comme il existait six wilayas différentes[5]. » Les dissonances ne manquent pas et portent sur les prérogatives, les alliances extérieures et les buts de guerre. Faute de ligne claire, on se rabat sur les contacts épistolaires et l'envoi d'émissaires pour maintenir un minimum de concertation, car les frictions se multiplient. Cette méthode n'était pas sans danger. En mars 1955, Bitat est arrêté à la faveur d'un rendez-vous avec « Djouden » qui prétendait lui remettre un message de la délégation extérieure. En juin 1955, Yacef Saâdi est arrêté après une rencontre avec Boudiaf en Suisse. La nécessité d'agir condamne chaque dirigeant à prendre des initiatives sans en référer aux autres. Et chaque initiative pose le problème de l'orientation générale de la révolution. L'insurrection du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois est jugée inopportune à Alger. Ben Bella n'approuve pas les déclarations d'Ouamrane à *France-Observateur*[6] sur une solution par étapes de la question nationale. Dans le Nord-Constantinois, Zighoud estime que c'est à lui de mettre en place les

3. Bentobbal. Archives privées.
4. Archives privées.
5. Bentobbal. Archives privées.
6. Voir *France-Observateur*, 15 septembre 1955.

structures locales de l'UGTA et qu'Alger empiète sur ses prérogatives. En France, la Fédération du FLN fait face en 1956 à une crise interne provoquée par un groupe qui se réclame du patronage de Krim et de Ouamrane et accuse la Fédération d'être aux ordres du Caire[7]. En Kabylie, Krim prête à Boudiaf et Ben Bella l'intention de ne vouloir ravitailler en armes que les zones limitrophes de la Tunisie et du Maroc, plus aisément contrôlées de l'extérieur.

Les contradictions intérieures qui ne cessent de s'accumuler font avancer l'idée d'un congrès pour remédier aux déficiences originelles du FLN et prouver à ses détracteurs que «la révolution algérienne n'est pas une révolte de caractère anarchique, localisée, sans coordination, sans direction politique, vouée à l'échec[8]». Mais avant même la convocation d'un congrès, Abbane et Krim se posent en chefs de fait et montrent dans quelle direction ils entendent agir dans l'avenir. En nommant Lamine Debaghine chef de la délégation extérieure, ils affirment déjà la primauté de l'intérieur sur l'extérieur et signifient à Ben Bella et à Boudiaf leur subordination à un centre dont ils sont désormais exclus. Plus que le programme, l'enjeu du congrès semble donc être la direction du mouvement.

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Dès mars 1956, les préparatifs du congrès de la Soummam prennent une tournure concrète. Saad Dahlab est envoyé par Abbane en émissaire dans le Nord-Constantinois pour s'entretenir avec Youssef Zighoud. Ce dernier ne soulève pas de problèmes politiques. Ce qui l'intéresse, c'est la solution du problème de l'approvisionnement en armes, le découpage territorial, la définition des responsabilités de chacun et l'unification du commandement militaire. Pour sa part, la délégation extérieure envoie à Alger un rapport politique rédigé par Aït Ahmed

7. Ce groupe était dirigé par Mouzarine Saïd et Zmerli. Le premier sera un des chefs de la milice en Kabylie et membre du comité central du FLN (avril 1964-juin 1965); le second, préfet de Tizi-Ouzou (1963-1964). Dans son bulletin intérieur, n° 2, 22 février 1956, la Fédération de France estimait qu'il s'agissait d'une «poignée d'hystériques [...] formée de berbéristes, de communistes, de messalistes, d'anciens responsables dégommés et de voyous». Cet anathème n'eut aucun résultat et ce n'est que le 21 octobre 1956, à la suite d'une discussion avec Abdelmalek Temam, mandaté par le CCE, que le groupe Mouzarine-Zmerli dut reconnaître la direction de la Fédération de France. Mais ce n'est qu'en avril 1957 que certains émigrés, originaires de Kabylie, accepteront de verser leurs cotisations en France et non plus en Algérie directement.

8. «Procès-verbal du congrès de la Soummam: plate-forme politique», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 160.

et Yazid et propose sur le plan organisationnel une direction de 12 membres, à savoir les six chefs de zone et les six membres de la délégation extérieure.

Au cours de la préparation du congrès, Abbane, décidé à éliminer Boudiaf et Ben Bella, reçoit le concours inespéré de Larbi Ben M'hidi, qui sera sa caution morale auprès des dirigeants du Nord-Constantinois. Chef de la zone oranaise, Ben M'hidi attend longtemps à Madrid l'envoi d'un bateau égyptien qui doit débarquer sa cargaison au Maroc[9]. Ne voyant rien venir, il se rend au Caire en février pour s'informer. De son séjour il tire deux conclusions :

1. L'aide de l'Égypte à l'Algérie est circonstanciée et subordonnée à sa diplomatie. En effet les entretiens Nasser-Pineau, en mars 1956, aboutissent à la suspension des livraisons d'armes et à l'arrêt des émissions de radio à destination de l'Algérie.

2. Il n'y a pas de direction du FLN, mais des groupes et des individus à la recherche d'un leadership. Cette conclusion se fonde sur le contenu d'une lettre adressée en septembre 1955 par Ahmed Mahsas, responsable de la base de Tripoli, à Bachir Chihani, successeur de Mostefa Ben Boulaïd à la tête de la zone des Aurès-Nementchas. Cette lettre, tombée entre les mains des autorités françaises à la suite de la bataille de Djeurf, fin septembre 1955, jette l'exclusive contre Khider et Aït Ahmed, le premier qualifié de bourgeois, le second de « berbéro-matérialiste », et laisse sous-entendre l'existence d'une direction occulte : « Lahouel, Yazid, Khider, Aït Hocine continuent apparemment à accepter le Front. Nous avons continué à travailler avec ces derniers, tout en les contrôlant sévèrement[10]. »

En regagnant l'Algérie, Ben M'hidi connaît les divergences entre la délégation extérieure du FLN, dominée par le triumvirat Ben Bella, Boudiaf, Mahsas, qui se réclament de l'ALN, et le groupe réuni autour de Krim en Algérie, qui contrôle effectivement l'ALN sur le terrain.

Le groupe Abbane-Krim peut se prévaloir de l'appui de la Grande Kabylie, de l'Algérois et d'une partie des territoires du Sud. Il réussit avec beaucoup d'adresse à placer Salah Louanchi[11] comme conseiller

9. Il s'agit de l'*Athos*, qui sera arraisonné le 11 octobre 1956 par la marine française alors qu'il se trouvait dans les eaux internationales.

10. Voir Serge Bromberger, *Les rebelles algériens*, Paris, Plon, 1958, p. 121 à 125.

11. Salah Louanchi. Membre du comité central du MTLD (1953-1954). Membre du CNRA

politique de la Fédération de France et à amener des éléments liés à Boudiaf[12] à demander eux-mêmes une direction siégeant en Algérie. Son alliance avec la zone du Nord-Constantinois, limitée dans ses buts puisqu'elle est fondée sur la nécessité d'unifier le commandement et de prendre le contrôle de l'approvisionnement en armes, et le soutien de Ben M'hidi, assurent sa prépondérance. Il a, en outre, l'appui de toutes les organisations nationales (UGTA, UGCA[13], UGEMA[14]) et des anciens dirigeants nationalistes. Militairement, il contrôle l'essentiel du pays et peut intervenir en d'autres points du territoire pour amener à composition d'éventuels opposants.

Le groupe Ben Bella-Boudiaf-Mahsas tient son influence du monopole de l'approvisionnement en armes et de la relation privilégiée que, par l'intermédiaire de Ben Bella, il a avec les autorités égyptiennes. Le contrôle des bases de Nador et de Tripoli lui assure la liaison avec l'Oranie et les Aurès-Nementchas. La méfiance des militants à l'égard des anciens dirigeants de partis joue en sa faveur. Depuis l'arrivée au Caire du Dr Lamine Debaghine, en septembre 1955, la lutte pour le leadership du FLN est ouverte. Mais cette lutte engage seulement les chefs d'appareils. Échanges et confrontations constituent des opérations de sommet dont les militants ne connaissent des bribes que par l'intermédiaire de la presse française dont, par ailleurs, ils se méfient souvent.

Avant même que ne s'ouvre le congrès, il est clair que la direction du FLN reviendra au groupe Abbane-Krim, à moins que Ben Bella et Boudiaf n'arrivent à détacher de lui Zighoud et Ben M'hidi, ou à ranimer chez Krim la méfiance à l'égard des «politiques». Or la délégation extérieure ne participe pas au congrès. Elle attendra, pour se rendre en Algérie, le feu vert d'Abbane[15] qui ne viendra jamais. Tout se passe comme si l'élimination de ses membres est concertée.

(1956-1959). Directeur d'*El-Moudjahid* (1962-1963). Député à l'Assemblée nationale (1962-1965). Secrétaire d'État à l'information (1964-1965). PDG de la SNIC et membre du comité central du FLN (1979).

12. En particulier Ahmed Doum, Nourredine Bensalem et Abderrahmane Guerras.

13. Union générale des commerçants algériens.

14. NdÉ. Union générale des étudiants musulmans algériens. Sur l'UGEMA, voir Guy Perville, «Les étudiants algériens en guerre, 1955-1962», dans *Armées, guerre et politique en Afrique du Nord (19e-20e siècles)*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, octobre 1977, p. 53-74; Robi Morder, «Les relations entre UNEF et UGEMA: entre internationalisme et diplomatie», *Les Cahiers du Germe*, n° 30, 2012-2013.

15. À San Remo, en Italie, Khider se trouvait en compagnie d'Ahmed Doum, délégué de la Fédération

Le 20 août 1956, le congrès tient ses assises à Igbal dans la vallée de la Soummam. Convoqué pour résoudre les problèmes de la révolution, il inaugure l'ère des luttes internes et renoue avec l'expérience du MTLD.

Selon Yves Courrière, seize délégués y participaient. Six venaient de la zone 2 (Nord-Constantinois) : Zighoud, Bentobbal, Benaouda, Mezhoudi, Ali Kafi et Rouibah ; quatre de la zone 3 (Kabylie) : Krim, Mohammedi, Amirouche, Kaci ; trois de la zone 4 (Algérois) : Ouamrane, Dehilès (Sadek) et Bouguerra (Si M'hammed) ; un de la zone 6 (Sud) : Ali Mellah. À ces représentants des combattants, Courrière ajoutait Abbane et Ben M'hidi. Le procès-verbal de la réunion du 20 août 1956 des responsables de l'Oranie, de l'Algérois et du Constantinois en mentionne seulement six : Ben M'hidi, Abbane, Krim, Zighoud, Ouamrane, Bentobbal. Ali Mellah était absent. Abbane excepté, ils sont tous des fondateurs du FLN. Trois d'entre eux ont fait partie du « comité des 22 » (Bentobbal, Zighoud, Ben M'hidi) et deux du comité des six (Ben M'hidi, Krim). C'est cet aréopage limité en nombre qui légifère pour l'ensemble du FLN.

LES FORCES MATÉRIELLES DE LA RÉVOLUTION

Le premier point de l'ordre du jour a trait à l'objet de la réunion : il faut en finir avec l'ère des improvisations et se donner un programme et des structures. On aborde ensuite le compte rendu des chefs de région sur la situation politique et matérielle du FLN-ALN. Les exposés[16] sur l'état des effectifs et les moyens en armes et en finances nous donnent une idée assez précise des forces de la révolution algérienne après vingt et un mois de lutte.

Ces tableaux, incomplets à cause de l'absence à la réunion des Aurès-Nementchas et de la zone de Souk-Ahras, permettent de tirer quelques conclusions :

1. Les armes de guerre sont rares. L'équipement en armes de chasse reste dominant.

2. L'Oranie est mieux équipée que l'ensemble des autres régions réunies. Cependant sa situation financière est nettement moins prospère que celle des autres zones. On peut émettre l'hypothèse

de France. Ben Bella attendait à Madrid un message pour se joindre à eux et gagner l'Algérie.

16. « Procès-verbal du congrès de la Soummam », dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 160.

	Effectifs soldats (*djounouds*)	Effectifs partisans (*moussebiine*)
Nord-Constantinois	1669	5000
Kabylie	3100	7470
Algérois	1000	2000
Sud	200	100
Oranie	1500	1000
Total	7469	15570

	Armes de guerre	Armes légères	Fusils de chasse
Nord-Constantinois	338		3750
Kabylie	420	106	4425
Algérois	205	380	1500
Sud	101	60	100
Oranie	1406	100	1000
Total	2464	646	10775

	Finances (en anciens francs)	Militants FLN
Nord-Constantinois	203500000	-
Kabylie	445000000	87044
Algérois	200000000	40000
Sud	10000000	-
Oranie*	35000000	-
Total	893500000	

* Sur ce montant, 25 millions sont détenus par l'état-major. On ne saurait mieux dire que les forces de cette zone sont extérieures au champ de bataille.

que la liaison avec les populations y est moins forte, surtout quand on sait qu'économiquement l'Oranie est une région plus riche que le Nord-Constantinois et la Kabylie.

3. L'implantation du mouvement politique est plus poussée dans le Constantinois et la Kabylie. On retrouve, à travers cette donnée, le même rapport de forces entre les régions que celui qui prévaut dans le PPA-MTLD entre 1946 et 1949.

4. Le nombre de militants FLN de la Kabylie et de l'Algérois semble très important, mais les chiffres se réfèrent plutôt aux cotisants ou aux éléments des réseaux de ravitaillement, d'hébergement, etc.

LA PLATE-FORME POLITIQUE

Le programme porte la griffe de son principal rédacteur Amar Ouzegane (qui ne fait pas partie des délégués), ex-secrétaire général du Parti communiste algérien.

C'est pourquoi, le nationalisme, le populisme et même le conservatisme social sont exprimés dans un langage marxisant.

1. *Le nationalisme.* Le programme s'organise autour de deux idées-forces : indépendance de la nation et unité du peuple, toutes classes confondues. L'analyse des composantes du peuple est faite d'une manière verticale. Le peuple se divise en couches (paysans, ouvriers, intellectuels et professions libérales, artisans et commerçants, jeunes, femmes) et non en classes. Le projet du FLN est celui d'un contre-État et non d'une contre-société. Les tensions et les contradictions de la société algérienne sont envisagées exclusivement sous l'angle du combat militaire et de la création d'un État. Les contradictions sociales sont mises entre parenthèses. L'ancienne société a été bouleversée. Les besoins, les conduites, les rapports familiaux ne sont plus ce qu'ils étaient. Le FLN veut-il s'éloigner de l'ordre culturel social ancien? Comment envisage-t-il la modernisation de la nation? Selon quelle doctrine et quelles normes? Les questions resteront sans réponse.

2. *Le populisme.* Ce caractère apparaît dans la liaison établie entre le radicalisme et la pauvreté. Le FLN entend «s'appuyer d'une façon plus particulière sur les couches sociales les plus nombreuses, les plus pauvres, les plus révolutionnaires : fellahs, ouvriers agricoles[17]».

La direction de la société ne revient pas à une classe particulière, mais à une direction collective composée «d'hommes propres, honnêtes, imperméables à la corruption, courageux, insensibles au danger, à la prison ou à la peur de la mort[18]». La paysannerie est considérée indépendamment des rapports d'exploitation en son sein. Le FLN lui fait confiance mais comme infanterie de choc contre le colonialisme, car l'avant-garde n'est pas dans les campagnes, mais dans les villes :

17. «Procès-verbal du congrès de la Soummam : plate-forme politique», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*
18. *Idem.*

> La présence d'éléments citadins politiquement mûrs et expérimentés, sous la direction lucide du FLN, a permis la politisation des régions retardataires[19].

Les luttes de la classe ouvrière n'ont pas atteint un niveau satisfaisant: «La classe ouvrière peut et doit apporter une contribution plus dynamique[20].» La plate-forme souligne que l'UGTA, à la différence de l'UGSA-CGT, s'appuie, non pas sur l'aristocratie ouvrière, mais sur les couches les plus exploitées: dockers, mineurs, ouvriers agricoles. Ces remarques traduisent davantage les souhaits du rédacteur de la plate-forme que la réalité. Comme l'UGSA-CGT, l'UGTA est dominée par la catégorie sociale des employés de la fonction publique.

3. *Le conservatisme social*. Le conservatisme social du FLN se fait jour à propos de l'émancipation de la femme et de ses droits dans la société. Le refus des femmes de se marier à des hommes qui n'ont pas rejoint les maquis et leur participation à la lutte sont donnés comme preuves de leur libération. «L'exemple récent de la jeune fille kabyle qui repousse une demande en mariage parce que n'émanant pas d'un maquisard illustre d'une manière magnifique le moral sublime qui anime les Algériennes». Ce langage développait le thème de la virilité et s'adressait en fait aux hommes. On leur dit en substance: si vous ne voulez pas être méprisés par les femmes, soyez des militants. La femme, elle, reste un enjeu.

L'exercice des responsabilités politiques est fermé aux femmes. Évoquant leur rôle, la plate-forme de la Soummam souligne:

> Il est possible d'organiser [...] avec des méthodes originales propres aux sœurs du pays, un redoutable et efficace moyen de combat: soutien moral des combattants et résistants; renseignements, liaisons, ravitaillement, refuges; aide aux familles et enfants de maquisards, de prisonniers ou d'internés[21].

Le programme consacre également des développements substantiels à la minorité européenne et aux alliances.

Sur la question de la minorité européenne, la plate-forme s'écarte des vues traditionnelles du populisme et reprend les thèses des centralistes

19. *Idem.*
20. *Idem.*
21. *Idem.*

et de l'UDMA. La nation algérienne ne s'arrête plus aux frontières de la communauté arabo-musulmane. Elle reste ouverte aux autres communautés. Les assurances assorties de l'affirmation de la vocation laïque du FLN s'adressent à l'opinion française et à la gauche en particulier. Dans l'action, le divorce entre les faits et les déclarations demeure. Le décalage n'a pas nécessairement pour cause la duplicité, il traduit la crainte d'affronter l'opinion populaire algérienne rétive à toute ouverture en direction des Européens.

Dans le domaine des alliances, la mansuétude à l'égard des États maghrébins, Tunisie et Maroc, tranche sur la sévérité du jugement porté à l'égard des pays arabes. Rappelant la résolution de l'ONU en 1956 sur la question algérienne, la plate-forme de la Soummam affirme :

> Ce manque de hardiesse était déterminé par l'attitude des pays arabes en général et de l'Égypte en particulier. Leur soutien à la lutte du peuple algérien demeurait limité ; il était assujetti aux fluctuations de leur diplomatie. La France exerçait une pression particulière sur le Moyen-Orient en monnayant son aide[22].

Cette étroitesse nationaliste étonne quand on sait que les soutiens les plus constants de l'Algérie sont dans le monde arabe.

Après l'adoption de la plate-forme politique, le congrès examine l'uniformisation des structures de l'ALN.

L'ORGANISATION DE L'ALN

1. *Les structures territoriales.* L'Algérie comprendra six wilayas. Ce terme remplacera désormais celui de zones. Chaque wilaya est divisée en zones *(mintaka)*, chaque zone en secteurs *(kism)*. Le conseil de la wilaya comprend un colonel, le plus haut gradé de l'armée, et trois commandants ; celui de la zone un capitaine et trois lieutenants ; celui du secteur un adjudant et trois sergent-chefs. La ville de Sétif qui était un carrefour où s'exerçait l'influence de la Kabylie, des Aurès, du Nord-Constantinois est intégrée à la Kabylie, mais obligation est faite à cette wilaya « de tout faire pour rendre service » à la wilaya 1 (Aurès) et à la wilaya 2 (Nord-Constantinois). La ville d'Alger avec sa banlieue (El-Biar, Saint-Eugène, Hussein-Dey, Kouba, Bouzaréah,

22. *Idem.*

Birmandreis) est érigée en zone autonome et devient le siège de la direction du FLN.

2. *L'organisation militaire.* La compagnie *(katiba)* est la plus grande unité de combat (110 hommes). Au-dessous d'elle on trouve la section *(ferka)* avec 35 hommes, le groupe *(fawdj)* avec onze hommes et le demi-groupe avec cinq hommes. Les grades usités en Kabylie ont été adoptés. Leur hiérarchie ne diffère pas de celle de l'armée française.

3. *Les principes de direction.* Sur le plan théorique, un principe distingue l'ALN d'une armée de type classique : la direction collégiale au niveau des conseils de wilaya, de zone et de secteur. Le chef de wilaya est certes le représentant central de l'autorité du FLN. Ses adjoints s'occupent des branches militaire, politique, renseignements et liaisons. Toutefois le chef de wilaya ne peut ni nommer, ni casser, ni rétrograder ses adjoints. Ce privilège appartient à la direction[23] à laquelle le chef de wilaya ne peut faire que des propositions.

Dans les rapports entre le FLN et l'ALN, le programme affirme la primauté du politique sur le militaire. La direction du FLN doit siéger dans le pays, d'où «la primauté de l'intérieur sur l'extérieur». Cette clause est assortie d'une nuance, «le principe de la codirection». C'est une concession de forme à la délégation extérieure.

Le congrès revendique pour le FLN le droit exclusif de parler au nom de l'Algérie. Il crée un Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) comprenant 34 membres, dix-sept titulaires et dix-sept suppléants, et une direction de cinq membres, le Comité de coordination et d'exécution (CCE). Les rapports qui les régissent sont ceux qui existent traditionnellement entre le législatif et l'exécutif.

En principe le CNRA se réunit une fois par an. Sa convocation est faite par le CCE. Elle peut aussi avoir lieu à la demande de la moitié plus un de ses membres. Ses délibérations ne sont valables que si douze membres sur 34, titulaires ou suppléants, sont présents. Le CNRA est seul habilité à ordonner le cessez-le-feu et à engager des négociations.

Le CCE a pouvoir de contrôle sur tous les organismes de la révolution. Il a sous son autorité des commissions spécialisées. L'administration

23. Qui comprend un responsable politique, un responsable militaire et un responsable des renseignements et liaisons, de fait cooptés par le chef de wilaya en accord avec le Comité de coordination et d'exécution (CCE).

des zones rurales est confiée à des assemblées du peuple élues par la population et composées de cinq membres dont un président. Elles ont pour compétence «l'état civil, les affaires judiciaires et islamiques, les affaires financières et économiques et la police».

LES AMBIGUÏTÉS DU CONGRÈS

Le congrès de la Soummam devait rationaliser les structures du mouvement et lui donner un programme. La question fondamentale pour le devenir du pays était la suivante : le congrès a-t-il réussi, comme le voulait Abbane, à affirmer la primauté de l'action politique sur la fonction militaire ? Sur ce point, la réponse est négative, car les congressistes n'ont pas répondu clairement à la question. La reprise en main politique du mouvement insurrectionnel est seulement formelle. Comme par le passé, le FLN n'a pas d'existence propre en dehors de l'ALN. Les noyaux armés ont existé préalablement à toute organisation politique. Ce sont eux qui ont créé les réseaux urbains, nommé les responsables syndicaux, organisé les masses. Les wilayas concentrent entre leurs mains toutes les activités de la révolution. Le congrès n'apporte pas de modification majeure à cette situation. Il la rationalise seulement en laissant croire que le nœud du problème réside dans l'affirmation de la primauté du politique et non dans la conformité entre ce principe et les faits.

La prépondérance du facteur politique n'apparaît pas non plus dans le rôle dévolu aux commissaires politiques. Leur tâche est, selon le procès-verbal, de veiller à l'adéquation entre les buts politiques et l'action militaire. Mais comment peuvent-ils s'en acquitter puisque dans les conseils de wilaya, comme à tous les niveaux, ils ne sont que des cadres parmi d'autres, spécialisés seulement dans l'administration et l'action psychologique. L'avenir montre très vite que la fonction des commissaires politiques est dépréciée par rapport à celle des responsables militaires.

L'ALN, dont le FLN n'est que la direction politique, est à l'origine composée de militants issus d'un parti politique, le MTLD. Leur participation à la lutte armée s'est faite sur la base du volontariat. Or, à partir de 1956, la contrainte commence à faire son apparition dans le recrutement. Si les soldats de l'ALN sont, du fait des structures d'organisation, membres de droit du FLN, n'y a-t-il pas un risque de voir l'armée s'enliser dans l'activisme ou tomber un jour entre

les mains d'aventuriers et de seigneurs de guerre plus soucieux de leur propre pouvoir que des intérêts du peuple algérien? L'examen de ce risque fut éludé peut-être parce que chacun des congressistes avait des arrière-pensées et espérait faire aboutir ses propres visées.

Les tendances activistes des chefs de l'ALN – Zighoud, Krim, Ouamrane, Bentobbal – apparaissent au cours des débats sur la relation entre les activités militaires et les buts politiques. Trois opérations sont soumises à discussion afin qu'en soient tirées des leçons pour l'avenir: l'insurrection du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois, le massacre des habitants du douar Ioun Dagen, dans la vallée de la Soummam, sur ordre d'Amirouche, et l'opération d'Ali Khodja, un déserteur de l'armée française, contre des soldats du contingent à Sakamody. Pour Abbane, soutenu par Ben M'hidi, ces initiatives ne sont pas payantes politiquement. Selon Abbane, l'insurrection du Nord-Constantinois, en s'attaquant pêle-mêle aux Européens et aux nationalistes modérés, facilite le jeu des colons. Zighoud et Bentobbal la justifient en soulignant l'isolement dans lequel se trouve alors la révolution et le désespoir de ses chefs. Mais au fond d'eux-mêmes – Bentobbal le dira plus tard – ils n'acceptent pas les leçons de ce nouveau venu qu'est pour eux Abbane.

Amirouche, accusé d'avoir fait massacrer toute la population d'Ioun Dagen, qu'il considère comme rétive aux idées nouvelles, a une vue manichéenne de la lutte: ceux qui n'adoptent pas les vues du FLN sont coupables et doivent être traités comme tels. En mettant Amirouche, défendu par Krim, sur la sellette, Abbane oublie que c'est au nom d'une approche identique qu'il a mené la bataille contre les messalistes, refusant toute légitimité à la différence.

Quant à l'affaire de Sakamody, Ouamrane se fait, au nom de l'efficacité, l'avocat d'Ali Khodja. La thèse d'Abbane, selon laquelle une opération contre des soldats du contingent au moment d'un débat parlementaire sur l'Algérie renforce le camp belliciste et met en difficulté les partisans de la négociation, lui semble dérisoire. En définitive, le FLN-ALN, expression d'une insurrection populiste en rupture avec un mouvement national en crise, n'arrivait pas à surmonter ses insuffisances originelles. Derrière la distinction entre «politiques» et «militaires», c'est en réalité la lutte entre deux lignes concurrentes qui se cache. La première, incarnée par Abbane, avait son support dans les villes. Potentiellement bourgeoise-bureaucratique, elle était jacobine

et centralisatrice. La seconde, représentée par les chefs de l'ALN, était plébéienne et s'appuyait sur les classes rurales. Elle s'intéressait très peu aux questions idéologiques. Ses tenants luttaient pour des intérêts immédiats et faisaient de l'indépendance de leurs organisations le gage de l'avenir.

Le trait d'union entre les deux lignes – l'élitisme et le manque de confiance à l'égard du peuple – apparaît dans la procédure de mise en place des assemblées du peuple. Les présidents de ces assemblées sont, de droit, membres du FLN. Ils sont désignés par les commissaires politiques qui soumettent «aux électeurs une liste de cinq membres choisis avec soin parmi les éléments de la population acquis à la cause nationale». La désignation des candidats se fait donc en dehors de la population appelée à ratifier le choix du FLN.

Dans les assemblées, le politique et l'administratif sont confondus. Il y a là une anticipation étonnante de ce que seront les institutions de l'Algérie indépendante. En ce qui concerne l'encadrement de la société, le fonctionnaire succède au notable rural[24].

Avant de se séparer, les congressistes prennent des mesures pour assurer l'unification de l'ALN. Amirouche est chargé de la remise en ordre dans les Aurès, divisés en plusieurs fiefs depuis l'assassinat de Chihani sur ordre de ses adjoints Laghrour Abbès et Adjoul Adjoul. Mezhoudi, membre du CNRA, est envoyé dans les Nementchas. Benaouda doit se rendre en Tunisie pour prendre le contrôle de l'acheminement des armes.

LA COMPOSITION DES ORGANISMES DIRIGEANTS ET SON SENS POLITIQUE

La composition des organismes dirigeants exprime un nouveau rapport de forces à l'intérieur du FLN. Le monopole des fondateurs sur les organes de direction est remis en cause. Sur les 17 titulaires au CNRA, on retrouve dix membres fondateurs du FLN mais il n'y en a que deux sur cinq au CCE. Krim et Ben M'hidi siègent aux côtés de Abbane et deux ex-centralistes, Ben Khedda et Dahlab. Ferhat Abbas (UDMA), Tewfik El-Madani (oulémas) prennent théoriquement le pas au CNRA sur les chefs de l'ALN, Bentobbal, Boussouf et Ali Mellah, mais en apparence seulement. Les ex-centralistes constituent

24. Il faut souligner que le notable rural, éliminé de la scène politique en 1955, laisse également, au sein des institutions coloniales, sa place aux fonctionnaires. C'est parmi eux que la France recrutera «les nouvelles élites» dès 1956.

avec les chefs de l'ALN le groupe le plus important du CNRA. Ils sont huit sur 34[25]. Mais ce fait n'est significatif que lorsqu'on le met en rapport avec l'élimination de Ben Bella et Boudiaf de la direction.

Les transformations intervenues en Algérie et au Maghreb entre 1955 et 1956 expliquent la portée sociale et politique de la composition des organes dirigeants du FLN.

1. La révolution prend son essor dans les campagnes, puis gagne progressivement les villes. En revenant à ses origines premières qui sont urbaines, le nationalisme trouve dans les classes moyennes et la bourgeoisie un terrain plus réceptif que par le passé. C'est dans ces classes que la reprise en main de l'ALN, en vue d'un compromis rapide avec la France, se fait sentir avec le plus de force. Plus que tout autre courant nationaliste, les ex-centralistes et le groupe constitué autour de Mohammed Lebjaoui, un grand commerçant d'Alger qui dirigera la Fédération de France en 1957, sont à leur diapason.

C'est à travers eux que la bourgeoisie apporte son soutien au FLN, organise le ravitaillement de l'ALN, met en place un système financier permettant sous le couvert des commerçants le dépôt des fonds, etc. Paradoxalement, c'est aussi à travers eux que les syndicats, et en particulier les cheminots et les postiers, mettent au point les liaisons et les renseignements. Partisans de l'indépendance, les centralistes pensent que des solutions moyennes sont nécessaires pour y parvenir. Ils fondent de grands espoirs sur les changements politiques que laisse, selon eux, pressentir la victoire du Front républicain aux élections législatives françaises du 2 janvier 1956. Leur appréciation du rôle de la gauche française, des possibilités d'évolution de la minorité européenne et du poids de l'ONU est exagérément optimiste et contraste singulièrement avec les prévisions de Ben Bella et Boudiaf.

2. En même temps que se crée en Algérie un rapport de forces permettant le retour en scène des partisans d'une indépendance progressive, des changements importants ont lieu au Maghreb. L'insurrection algérienne oblige le gouvernement français à lâcher du lest en Tunisie et au Maroc pour avoir, comme le dit Alain Savary, «de chaque côté du territoire algérien des zones de tranquillité, des régions où les hommes sont tournés vers l'avenir[26]».

25. Ce sont Ben Khedda, Temam, Louanchi, Yazid, Mehri, Benyahia, Aïssat Idir et Dahlab.
26. Intervention d'Alain Savary, *Journal officiel : débats parlementaires, Assemblée nationale*, 2 juin 1956.

Les débats à l'Assemblée nationale mettent à nu l'intention du gouvernement français : œuvrer rapidement à isoler l'Algérie. Répliquant à ceux qui accusaient le gouvernement d'avoir deux politiques : « Une politique dite énergique pour l'Algérie et une politique de concession pour la Tunisie et le Maroc », Christian Pineau, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Guy Mollet, appuyé par le député gaulliste Pierre Clostermann, soutient qu'il est vain de croire que l'on peut faire face à une guerre généralisée à l'Afrique du Nord :

> Ceux qui sont partisans de la politique de force en Tunisie et au Maroc doivent comprendre [...] qu'elle exigerait 400 000 à 500 000 hommes de plus. Où nos collègues pensent-ils prendre ces hommes ? Je n'ai entendu personne déclarer à cette tribune : j'insiste auprès du gouvernement pour qu'il mobilise 400 000 à 500 000 hommes de plus et je m'engage [...] à payer les impôts nouveaux qui correspondront à cette action [...]. Cette politique de force aurait d'ailleurs eu pour conséquence d'affaiblir considérablement l'action que nous menons en Algérie[27].

Comment faire face à cette situation nouvelle ? Initialement Abbane et la délégation extérieure réagissent à l'unisson et dénoncent « le lâchage de la Tunisie et du Maroc », leur compromis avec la France. Mais la lutte pour le pouvoir à l'intérieur du FLN oriente peu à peu Abbane vers une conception stratégique étroitement nationale et la recherche d'une solution au problème algérien dans le cadre des conditions de compromis prévalant au Maghreb[28].

Pour Ben Bella, sans généralisation de la guerre en Afrique du Nord, la résistance algérienne court le danger de voir la lutte se prolonger. Les tendances conciliatrices qui manquaient de confiance dans la lutte armée pourraient alors, grâce au soutien de la Tunisie et du Maroc, reprendre l'initiative perdue en novembre 1954 et engager la révolution dans la voie des compromis. Ce raisonnement exprime une visée stratégique de la lutte qui ne sacrifie pas à l'immédiat, mais ne s'inscrit pas à l'intérieur d'une conception politique qui se fonde sur les intérêts concrets des peuples de l'ensemble du Maghreb. Car

27. *Journal officiel : débats parlementaires, Assemblée nationale*, 2 juin 1956, p. 2234 et suivantes.
28. Voir le témoignage de Mohammed Lebjaoui, « Bourguiba pour ou contre », dans *Vérités sur la révolution algérienne*, Paris, Gallimard, 1970, p. 95-109.

pourquoi les classes dirigeantes du Maroc et de la Tunisie accepteraient-elles une guerre en Afrique du Nord puisque leur objectif, la création de l'État national, est atteint? Pourquoi les peuples de ces pays se lanceraient-ils dans une lutte à mort contre l'impérialisme français, si ne leur est pas proposé un idéal social qui déborde la revendication nationaliste? Au nationalisme des États de la Tunisie et du Maroc, le FLN n'oppose pas une politique révolutionnaire de classe puisque, en fin de compte, il reste enfermé dans un cadre nationaliste étroit, celui-là même qu'il reproche aux dirigeants marocains et tunisiens.

LA CRISE INTERNE

Au lendemain du congrès de la Soummam, Aït Ahcène[29] remet à Ben Bella les procès-verbaux. Le ton de la lettre d'Abbane qui les accompagne est impératif.

> Les décisions sont irréversibles. Maintenant que l'autorité de la révolution est désignée, notre ligne politique fixée, les objectifs à atteindre désignés et les responsabilités de tous et de chacun définies, il importe qu'une entente parfaite règne entre nous tous, d'autant que nous traversons une période décisive[30].

Avant même d'informer ses collègues, Ben Bella rédige hâtivement une réponse à l'intention du CCE et développe ses objections en trois points[31]. Il s'élève contre:

1. Le caractère «non représentatif du congrès. Les Aurès, la délégation extérieure, l'Oranie et les zones de l'Est n'y ont pas assisté». Ben Bella oubliait la Fédération de France.

2. La remise en cause «du caractère islamique de nos futures institutions politiques». Il faut entendre par là le rejet de la laïcité de l'État et, par voie de conséquence, le refus d'y faire une place à la minorité européenne.

---

29. Aït Ahcène. Avocat de Ben Boulaïd, sert d'agent de liaison entre lui et la wilaya 2, entre au CNRA en août 1956 en tant que suppléant, conseiller de Krim en 1958, représentant du FLN à Bonn en août 1958. Échappe à un attentat de «la Main rouge» (organisation terroriste colonialiste) en Allemagne. Meurt de leucémie en 1959.

30. Voir Claude Paillat, *Dossier secret de l'Algérie*, t. 2, *op. cit.*, p. 265.

31. «Lettre de Ben Bella à la direction exécutive du FLN», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 168.

3. La présence d'anciens responsables de partis au sein des organismes dirigeants. L'arrestation le 22 octobre 1956 d'Aït Ahmed, Khider, Boudiaf et Ben Bella à Alger dans l'avion qui les transporte de Rabat à Tunis atténue les risques de scission[32]. Cependant le CCE n'affirme pas son autorité sans heurts. D'une part, Mahsas se dresse contre lui en Tunisie. D'autre part, une vive controverse l'oppose à Ben Bella et Boudiaf. Aït Ahmed donne son appui au CCE tandis que Khider ne sort de sa réserve que tardivement.

LA LUTTE SUR LE TERRAIN

Avant son arrestation Ben Bella semble décidé à faire front. Dans une lettre depuis sa prison, il évoque des décisions arrêtées avec Angel – pseudonyme de M'hammed Yousfi[33] – pour empêcher le CCE de consolider son pouvoir sur l'ensemble de la révolution. Ces décisions ont trait sans doute à la wilaya 5 (Oranie) que commandait Abdelhafid Boussouf[34]. Mais ce dernier, qui dirige sa wilaya du Maroc, ne tient pas à engager une épreuve de force avec le CCE. Il choisit prudemment de ne pas l'affronter pour éviter une intervention dans son domaine. Aurait-il agi différemment qu'il n'aurait pu se maintenir. L'avenir dira qu'il a été prévoyant.

Les conflits les plus graves ont lieu en Tunisie où Mahsas s'installe fin 1956 avec la volonté de mobiliser contre le CCE les Aurès-Nementchas, le Souf et la zone de Souk-Ahras que dirige Amara Bouglez[35]. L'autorité de Mahsas est fragile. La disparition de Mostefa Ben Boulaïd et de son adjoint Bachir Chihani a pour conséquence l'émiettement des Aurès-Nementchas en plusieurs baronnies. Les forces centrifuges qui prennent appui sur le souvenir des vieilles rivalités tribales se donnent libre cours. Il en résulte une situation

32. L'avion faisait partie de la suite du roi. Les dirigeants algériens se rendaient à une réunion avec le président Bourguiba et Mohammed V.

33. M'hammed Yousfi. Responsable de l'OS à Alger, libéré en février 1955, s'occupera en Espagne de l'approvisionnement en armes de l'ALN. Sera, après 1962, directeur de la Sûreté, puis ambassadeur en Suisse.

34. Abdelhafid Boussouf. Chef de *daïra* MTLD à Skikda. puis Tlemcen (1952-1954), Membre du Comité des « 22 » (1954), responsable-adjoint de la zone 5 (Oranie) (1954-1956), colonel commandant la wilaya 5 (1956-1957). Membre du CCE (1957-1958), ministre des liaisons et communications (1958-1959). Prend encore en charge le département de l'armement à partir de 1960.

35. Amara Bouglez. Type de condottiere, détache la zone de Souk-Ahras de la wilaya 2 et en fait une base à part, celle de l'Est. Membre du CNRA (août 1957), membre du Comité d'organisation militaire pour l'Est algérien. Démis de son poste et envoyé en Irak en 1958.

inextricable. Chacun tentait de se tailler un fief et de devenir pour son propre compte un interlocuteur de la direction centrale. Au milieu de cet affrontement de cliques qui veulent avant tout assurer l'indépendance de leurs organisations, les préoccupations politiques de Mahsas sont dérisoires.

Pris entre le gouvernement Bourguiba, qui ne lui donne son appui qu'en échange de la rupture avec les partisans de Salah Ben Youssef qui menaient la guérilla dans le Sud tunisien, et des chefs de guerre qui, sous le prétexte de se ravitailler en armes, s'installent en Tunisie et y agissent comme en pays conquis[36], Mahsas se trouva très vite en porte-à-faux avec ses convictions maghrébines comme avec ses sentiments patriotiques algériens. Aussi, quand le CCE délègue le colonel Ouamrane avec un fort contingent de troupes pour se faire reconnaître par les bandes frontalières et réunifier la wilaya 1, où Amirouche a été déjà dépêché pour rétablir l'ordre, il trouve les Tunisiens disposés à l'accepter comme interlocuteur. Le CCE s'affirme désormais comme le seul partenaire de tous les alliés de l'Algérie. Mahsas, se refusant à admettre ce fait, est arrêté sur ordre d'Ouamrane. Il s'évadera de son lieu de détention avec la complicité des autorités tunisiennes qui lui épargnent ainsi un mauvais sort éventuel et se donnent en même temps une carte pour une politique de rechange.

LA CONTROVERSE AVEC LE CCE

Dans la controverse avec le CCE, les membres de la délégation extérieure agissent en ordre dispersé. Les échanges interviennent après le transfert d'Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf et Khider d'Alger à la prison de la Santé à Paris. Ils se déroulent au moment même où le FLN prépare la grève des huit jours qui aura lieu en janvier et ne prennent fin qu'avec l'arrestation des dirigeants de la Fédération de France, le 26 février 1957. Les documents qui ont servi à notre analyse sont en grande partie connus[37]. Examinons d'abord les positions d'Aït Ahmed et Khider, puis à la lumière des interprétations données de

36. Les principaux chefs de ces groupes étaient Taleb Larbi d'Oued Souf, Lazhar Cheriet de Tébessa et Laghrour Abbès de Khenchela. Taleb Larbi est arrêté avec ses partisans par les autorités tunisiennes avec l'accord de Mahsas. Lazhar Cheriet et Laghrour Abbès seront exécutés sur ordre des représentants du CCE, pour avoir refusé de reconnaître l'autorité de Mahmoud Cherif, nommé colonel de la wilaya 1 (Aurès-Nementchas).

37. Ces documents ont été saisis à Paris au moment de l'arrestation de Taleb, Lebjaoui, etc.

la crise, celles de Ben Bella et Boudiaf plus impliqués dans le conflit avec le CCE.

1. *La position d'Aït Ahmed.* On a vu plus haut qu'Aït Ahmed avait apporté son soutien au CCE. Il explique ainsi son attitude :

> Personnellement, j'ignorais qu'un congrès s'était tenu à la Soummam. J'étais aux États-Unis. Convoqué à Madrid, je pensais surtout aux questions de logistique auxquelles j'avais trouvé une solution. Des gens du Pentagone avaient accepté de nous livrer des armes par l'intermédiaire de marchands. Il fallait créer une société en Tunisie et au Maroc pour pouvoir effectuer les achats [...]. Il fallait aller au Maroc poser la question au roi. C'était une préoccupation majeure. Khider et Ben Bella étaient, eux, au courant de la tenue d'un congrès. Mais nous n'avons pas eu l'occasion d'en parler. Nous avons été arrêtés en allant en Tunisie [...]. Problèmes politiques et problèmes de direction se sont donc posés à nous à la prison de la Santé [...]. Ben Bella contestait surtout le passage relatif aux rapports avec l'Égypte. Il était dit, dans la plate-forme, que ces rapports étaient des rapports d'alliance et non de subordination. Cela a choqué Ben Bella. Nous étions pourtant tous d'accord que les Égyptiens n'avaient pas une idée claire du problème algérien. Lors d'un contact que Khider et moi avions eu avec Zakaria Mohieddine, nous avons compris que nos amis égyptiens posaient les problèmes de l'épreuve de force avec la France en termes d'escarmouche. Il allait donc de soi que leur engagement diplomatique était limité. À certains moments, les émissions de La Voix des Arabes à destination de l'Algérie étaient arrêtées. Nous sommes intervenus, Khider et moi, auprès d'Anouar El-Sadate et d'Ahmed Saïd[38]. Ce dernier nous avait assuré qu'il avait arrêté les émissions sur ordre. Mais lorsque nous avions entrepris nos démarches, nous ignorions que Ben Bella avait, à notre insu, vu Nasser et qu'il lui avait demandé des armes et rien de plus. On a dit et écrit que Ben Bella était un agent égyptien. Ce n'est

38. Responsable de la station de radio La Voix des Arabes.

> pas sérieux. Ce qui liait Ben Bella aux Égyptiens c'était une certaine conception de la lutte qui minimisait la lutte politique et comptait seulement sur l'action armée. J'ai compris cela le jour où j'ai annoncé à Fethi Dib notre désir de nous rendre à Bandoeng. Il m'a alors dit: «Vous aussi, vous voulez faire de la politique comme Salah Ben Youssef.» Les divergences politiques entre nous et Alger ne sont pas l'essentiel. Ben Bella et Boudiaf contestent surtout les structures. Je me souviens même qu'au cours d'une conversation que j'aurais aimé rappeler en présence de Boudiaf, Ben Bella s'est défendu, contre le reproche d'Abbane, de jouer au leader. Boudiaf lui a dit: «Il ne faut pas être modeste, le leader, c'est toi.» Moi, je donnais mon soutien aux décisions du congrès. Elles correspondaient à un besoin ressenti par tous. Je sentais que Ben Bella et Boudiaf donnaient à ma position un autre sens que celui qu'elle avait. Ben Bella ne m'a rien dit, mais Boudiaf m'a dit que je soutenais Abbane parce qu'il était kabyle[39].

Le seul point de désaccord d'Aït Ahmed avec le CCE porte sur la nomination de Lamine Debaghine comme responsable de la délégation extérieure, à cause de son «travail systématique de dénigrement des uns et des autres» et de «ses méthodes déloyales». Ce jugement fait l'unanimité des hôtes de la prison de la Santé.

2. *Le point de vue de Khider.* Dans le conflit qui oppose Ben Bella et Boudiaf au CCE, Khider ne se sent pas sérieusement impliqué. D'une part, il n'est pas mis en cause. D'autre part, ses mauvais rapports avec Mahsas l'ont convaincu de l'existence d'une direction informelle qui agissait à son insu.

C'est une lettre d'Ouamrane et le compte rendu d'une entrevue Abbane-Boumendjel qui tirent Khider de la réserve qu'il s'est imposée.

a) Dans une lettre aux «hôtes de la Santé», Ouamrane leur fait grief de s'être rendus à la police et de n'avoir pas utilisé, lors de leur arrestation à l'aéroport d'Alger, les armes en leur possession.

b) Pour dépasser les divergences entre le CCE et Ben Bella et Boudiaf, Aït Ahmed croit que la formation d'un gouvernement provisoire, direction suprême de la révolution, permettrait de restaurer

39. Interview d'Aït Ahmed. Archives privées.

l'unité. En accord avec Boudiaf et Ben Bella, il prépare un rapport que Mᵉ Boumendjel, leur avocat commun, en partance pour Alger, devait transmettre à Abbane. Mais entre-temps, Ben Bella et Boudiaf reviennent sur leurs positions. Pour Ben Bella, les dirigeants d'Alger «ont pourri la situation. Si un gouvernement se formait, les choses ne feraient qu'empirer[40]». Ces péripéties furent-elles rapportées à Abbane ? Nous n'en savons rien. Toujours est-il qu'à son retour d'Alger, Boumendjel fait à ses clients un compte rendu de son entrevue avec Abbane qui ne favorise pas l'apaisement. «J'ai vu tout le monde. Abbane est le vrai chef. Il tape du poing sur la table, etc.[41]» Son compte rendu met le feu aux poudres. Khider se range aux côtés de Ben Bella et Boudiaf qui n'acceptera plus Boumendjel comme avocat.

Le déroulement confus du débat, où dominent les accusations *ad hominem*, ne facilite pas la bonne compréhension des enjeux. La crise du FLN consécutive au congrès de la Soummam a donné lieu à diverses interprétations. Retenons-en deux. La première, courante en Algérie, en fait une querelle de personnes ; la seconde, un conflit entre Arabes et Berbères.

UNE QUERELLE DE PERSONNES ?

Par certains aspects, le conflit entre Ben Bella et Boudiaf, d'une part, et les bénéficiaires du congrès de la Soummam, d'autre part, est une lutte pour la prééminence. Ben Bella estime qu'«à la base de (la) révolution existe un contrat entre neuf hommes[42]». Mais ses pratiques ne concordent pas avec les principes qu'il proclame. Il se considère avec Boudiaf «dépositaire de la volonté de l'ALN» et traite Aït Ahmed et Khider en associés mineurs, car, pour eux deux, la révolution se présente comme la revanche de l'OS contre les «politiciens», ce qui explique la place privilégiée de Mahsas à leurs côtés.

Il est vrai également que l'évocation du principe de la direction collective par Ben M'hidi et Abbane n'est pas probante. La collégialité est plus un refus du chef charismatique tel que l'a été Messali, que synonyme de démocratie. À ce sujet, le témoignage de Mohammed Lebjaoui est catégorique : «Pour certains frères, Ferhat Abbas, Ahmed Francis, Tewfik El-Madani, ex-membres de l'UDMA et des oulémas,

40. Témoignage d'Aït Ahmed. Archives privées.

41. *Idem*.

42. Voir Serge Bromberger, *Les rebelles algériens*, *op. cit.*, p. 132.

n'étaient là que pour la forme et ne devaient en réalité disposer d'aucun pouvoir réel. D'autres frères, encore aveuglés par le sectarisme des anciens de l'OS et du CRUA, pensaient de même pour Ben Khedda, Dahlab, Ben Yahia et Yazid qui, "ex-centralistes", ne devaient avoir à leurs yeux que des responsabilités nominales[43].» D'autres indices, comme la procédure de convocation du CNRA, montrent que la question du pouvoir n'est pas absente des calculs d'Abbane. La validité des délibérations du CNRA requiert la présence de douze membres sur 34, c'est-à-dire plus du tiers. Il suffit donc au CCE qui comprend cinq membres de mobiliser sept voix pour réunir le CNRA.

Pour Slimane Cheikh, «les critiques formulées portent moins sur le contenu du programme adopté que sur les principes arrêtés et les décisions prises touchant au choix des titulaires aux postes de responsabilité. Le conflit n'est pas de nature idéologique ou doctrinale, mais relève plutôt du domaine subjectif de la querelle de personnes et de la rivalité de clans[44]». Ce jugement de Slimane Cheikh postule que toute divergence qui n'est pas de nature idéologique et doctrinale renvoie à des querelles de personnes. Or, deux groupes peuvent avoir la même doctrine, appartenir à la même classe, mais s'opposer sur l'évaluation de la situation, l'appréciation des hommes, les alliances, etc. et créer par leur action des dynamiques différentes.

La situation de la révolution, les alliances qui conditionnent son développement, l'itinéraire des dirigeants, les intentions exprimées nous fournissent, pour comprendre les enjeux d'un débat où les protagonistes s'avancent masqués, des matériaux utiles plus significatifs que la seule exégèse des textes.

Le véritable débat porte sur la place du nationalisme modéré dans la révolution. Dans une première phase, Abbane a envisagé, mais sans passer aux actes, la constitution d'une force nationaliste en dehors du FLN. Devant l'opposition de Boudiaf et de Ben Bella, il l'a intégrée au FLN qui devenait de fait une coalition de tendances.

À ce litige, on peut ajouter ceux qui portent sur la place de la minorité européenne dans l'Algérie future et sur la nature des alliances, avec l'Égypte en particulier. On peut se demander légitimement quel aurait été le devenir du FLN face à ses rivaux s'il n'avait pas disposé, de 1954

43. Mohammed Lebjaoui, *Vérités sur la révolution algérienne, op. cit.*

44. Slimane Cheikh, *La Révolution algérienne : projet et action, 1954-1962,* thèse de doctorat de sciences politiques, Grenoble, Université de sciences sociales, mai 1975, p. 608.

à 1956, de l'appui égyptien, si inconstant fût-il. Par ailleurs beaucoup d'Algériens oublient que la position des gouvernants marocains et tunisiens à l'égard du FLN est, dans une large mesure, dictée par le souci d'éloigner l'Égypte nassérienne des affaires d'Afrique du Nord.

Quoi qu'il en soit, le choix du personnel dirigeant d'un mouvement n'est pas une question technique mais politique. Les réserves de Ben Bella et de Boudiaf sur les anciens dirigeants dont la défaite politique n'est qu'apparente ne manquent pas de fondement. Mais ce n'est pas en développant une mentalité de propriétaire de la révolution, sans d'autres références qu'au passé, qu'ils peuvent faire obstacle au danger réformiste.

UNE LUTTE ENTRE ARABES ET BERBÈRES ?

Au lendemain de la conquête de l'Algérie, certains théoriciens de la colonisation ont, pour diviser les Algériens, développé abondamment le mythe d'une opposition des Berbères aux Arabes. Dans cette lignée, les services psychologiques de l'armée, suivis par plusieurs auteurs ressuscitent ces vieux stéréotypes comme facteur explicatif essentiel des luttes internes du FLN, systématisant d'une manière absurde des oppositions régionales que, par ailleurs, ils ne voient pas dans leur propre pays. Le congrès de la Soummam devient un «putsch kabyle» (colonel Godard), une lutte des démocrates berbères occidentaux contre les despotes arabes orientaux (Bromberger).

Cependant, les thèses utilisées pour les besoins de la guerre coloniale ne sont pas pour autant sans aucun fondement, car le régionalisme est une donnée réelle de la vie politique, sociale et culturelle algérienne. Il n'est donc pas étonnant qu'on en retrouve des traces dans les oppositions politiques. La crise du MTLD en 1949 a marqué profondément une génération de militants à laquelle appartiennent Boudiaf, Mahsas et Ben Bella. Les séquelles de cette crise expliquent la crainte toute jacobine de Boudiaf de voir, en 1954, la Kabylie se constituer en zone autonome par rapport à l'Algérois et la lettre de Mahsas à Chihani où il traite Aït Ahmed de «berbéro-matérialiste[45]». En réaction contre ces attitudes, Abbane accuse Ben Bella «de se méfier d'eux parce qu'ils sont kabyles». Ces faits sont autant d'indices de la fragilité de l'identité nationale.

45. Lettre de septembre 1955. Archives privées.

CHAPITRE 13
L'ÉCHEC D'ABBANE (1956-1957)

Jusqu'en novembre 1956, le poids de la lutte est essentiellement supporté par les masses paysannes. Selon Ben Khedda, il fallait dorénavant engager les masses urbaines dans la lutte en même temps qu'affirmer la représentativité exclusive du FLN face au MNA, qui entretenait encore l'équivoque en France et à l'étranger ; profiter de la session de l'ONU, où la question algérienne figurait à l'ordre du jour, pour internationaliser le conflit et détruire le mythe de l'Algérie française, démontrer que le peuple entier adhérait à la lutte libératrice et non pas « seulement quelques groupes retranchés dans les montagnes[1] ». Officiellement donc, l'épreuve de force dans les villes avait deux objectifs : aider l'ALN qui luttait dans les campagnes ; démontrer la représentativité du FLN.

Ces remarques faites quelques années après l'événement font abstraction du climat politique qui était à l'origine de cette nouvelle orientation du FLN. Contrairement aux apparences, ce dernier ne fait pas de la consolidation de l'ALN le centre de gravité de son action politique. Confuse, l'approche des questions stratégiques de la révolution reste dominée par la spontanéité.

LE FLN DURCIT LE TON

La révolte populaire contre la politique de massacres menée par l'armée française entraîne par réaction un souci grandissant de vengeance que la direction du FLN finit par prendre en charge. L'idée de ne plus épargner la population civile européenne, à laquelle Ben Khedda, Dahlab et Abbane ont longtemps résisté, prend corps. L'échec des tentatives de trêve civile[2] ramène à sa juste mesure le poids réel

1. Benyoucef Benkhedda, « Contribution à l'histoire du FLN, 1964 », dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 312.

2. Sur les tentatives d'une trêve en Algérie, voir Mohammed Lebjaoui, *Vérité sur la révolution algérienne, op. cit.*, p. 39-55 et Yves Courrière, *Le temps des léopards, op. cit.*, p. 241-263.

des libéraux européens. Il n'y a plus de place pour une troisième force qui regrouperait les libéraux européens et les nationalistes modérés.

Par ailleurs, la capitulation du président du Conseil Guy Mollet devant la pression des ultra-colonialistes, qui exigent le 6 février 1956 l'abrogation de la nomination du général Georges Catroux comme ministre résident en Algérie[3], amène le FLN à durcir le ton. Ce même jour, dans une conférence au Caire, la délégation extérieure demande la reconnaissance par la France du principe d'une Algérie indépendante et la constitution d'un gouvernement algérien de négociation. Le 25 février, le FLN précise que «le gouvernement algérien de demain sera homogène», donc exclusivement FLN. En rappelant la procédure qui a permis de dénouer la crise franco-marocaine, il affirme qu'«il n'y aura pas d'Aix-les-Bains algérien, mais un Genève algérien». La procédure de règlement qui a permis la solution de la question marocaine est rejetée au profit de celle qui a été utilisée entre le Vietnam et la France. Le 23 mars, le FLN rejette le projet de Guy Mollet qui escomptait donner une solution au problème algérien en appelant à un cessez-le-feu qui serait suivi d'élections puis de négociations. Aller dans cette voie, c'était s'en remettre à un adversaire qui n'avait jamais respecté aucun de ses engagements antérieurs et continuait à ignorer les aspirations du peuple algérien à l'indépendance.

On aurait pu croire que les contacts entre le FLN et les représentants officieux du gouvernement français inciteraient le FLN à changer de ton. La première rencontre eut lieu au Caire le 12 avril 1956 entre Gorse et Begarra du côté français et Khider du côté algérien. D'autres entrevues se tinrent les 20 et 21 avril 1956 et les 30 avril et 1er mai 1956. En juillet 1956, c'est à Belgrade qu'ont lieu les contacts entre Pierre Commin et Herbaut d'une part, Yazid et Ahmed Francis d'autre part. Le dernier entretien se déroulera les 2 et 3 septembre 1956 à Rome avec Khider, Yazid et Kiouane. Toutefois ces contacts sont menés avec la délégation extérieure du FLN dans un contexte de crise larvée entre cette dernière et le groupe Abbane-Krim. Accusé en septembre 1955 de vouloir l'autonomie interne, Abbane ne veut plus passer pour réformiste et radicalise ses positions. Les négociateurs ont donc une liberté de manœuvre très réduite. La moindre concession de leur part risque de les situer à leur tour dans le camp des modérés.

3. Le 6 février, Georges Catroux donne sa démission. Il est remplacé le 9 février par Robert Lacoste, dirigeant SFIO, qui était auparavant ministre des affaires économiques.

LA TRAGÉDIE DE LA BATAILLE D'ALGER

Il y a toujours eu des attentats dans les villes. Au congrès de la Soummam on a parlé de soulèvement urbain, mais c'est à partir de novembre 1956 que s'esquisse une politique de terrorisme urbain. Déjà fin mars 1956, un avertissement solennel, diffusé en Oranie, laisse envisager que, si les «tueries d'innocents» se poursuivent, l'ALN peut «reporter sur les civils européens» l'application de la loi du talion que les populations exigent.

La Fédération de France concourt indirectement à la politique du terrorisme. Elle estime que la France est au bord de la débâcle financière et que l'opinion française n'acceptera pas le prolongement de la guerre en Algérie. On en conclut dès lors que la lutte sera de courte durée. À Alger on pense que le terrorisme contribuera à l'abréger. Rares sont ceux qui, comme Ouamrane, perçoivent instinctivement le danger de céder à la pression populaire dans un milieu où le poids des Européens est dominant. Abbane et Ben M'hidi croient l'heure de la victoire proche. Selon Bentobbal, Ben M'hidi lui aurait donné rendez-vous à Alger pour y fêter la victoire au début de 1957. Le colonel Sadek[4] parle même d'un Dien-Bien-Phu à Alger.

L'épreuve de force commence en janvier 1957 avec la grève des huit jours, qui devait faire de l'Algérie un pays mort. «Politiquement la grève des huit jours a été inspirée par la croyance erronée à la possibilité d'une insurrection généralisée. Elle traduisait un excès de confiance dans les possibilités de victoire rapide[5].»

Inspirée par les leaders des classes moyennes, la «bataille d'Alger», particulièrement sanglante[6], est menée par la plèbe urbaine regroupée autour de Yacef Saâdi. Utilisées comme agents d'exécution, les femmes sont d'un apport considérable. Sans elles, le terrorisme urbain n'aurait pas eu la même intensité. L'importance des moyens mis en œuvre alors par l'armée française pour briser le FLN à Alger causa d'énormes dégâts: «Démantèlement de l'appareil politico-militaire,

4. Sadek (colonel). De son vrai nom Dehilès Slimane. Colonel commandant la wilaya 4 (1957). Membre du CNRA (1957-1962). Dirigeant du Front des forces socialistes, FFS (1963-1965).

5. Charte d'Alger, https://editionsasymetrie.org/autogestion/wpcontent/uploads/sites/6/2018/11/La-Charte-dAlger.pdf.

6. Sur la bataille d'Alger, voir Colonel Godard, *Les paras dans la ville*, Paris, Fayard. 1972; Javques Massu, *La vraie bataille d'Alger*, Paris, Plon, 1971; Yacef Saâdi, *Souvenirs de la bataille d'Alger*, Paris, Julliard, 1962; Serge Bromberger, *Les rebelles algérien, op. cit.*; PierreVidal-Naquet, *La torture dans la République*, Paris, Minuit, 1972.

[...] occupation de la Casbah par les "paras", répression sous toutes ses formes frappant les couches sociales aisées comme les couches pauvres de la population[7].» Le tribut payé par toutes les classes urbaines dans la bataille d'Alger est très lourd. Par centaines, les hommes des réseaux gagnent les maquis, la France, le Maroc et la Tunisie, ou vont peupler les camps et les prisons. Le mouvement ouvrier s'effondre. La bourgeoisie se réfugie dans l'attentisme et ne demande que la permission de vivre. La masse plébéienne, enfermée dans la Casbah, désorientée par la perte de ses chefs politiques, persévérera un temps dans le terrorisme. En effet, le CCE, peu glorieux, quitte Alger à l'insu de ses troupes le 27 février 1957. Abandonnée à elle-même, la plèbe urbaine continue le combat. Dans son attitude, l'entêtement, la panique et la volonté d'une issue honorable se mêlent dans d'égales proportions.

Cette défaite du FLN a des conséquences décisives sur plusieurs plans:

- Les noyaux urbains qui survivent à l'affrontement renouent avec leur fonction première, celle «d'arrière» pour les troupes paysannes.
- La démoralisation gagne de nombreux milieux. Des hommes du peuple venus récemment à la vie politique et qui ont été des combattants exemplaires renient leur action passée : ils forment des groupes d'indicateurs, «les bleus», et deviennent des auxiliaires des forces de répression. Leur reniement est utilisé par les services d'action psychologique pour lancer en direction des maquis des opérations d'intoxication qui ont des effets meurtriers.
- Une partie des élites urbaines est détruite, une autre quitte le pays. Ce facteur, conjugué à la destruction des cadres sociaux et à la ruralisation d'Alger, va donner un nouveau visage à la ville.

L'Algérie paie encore aujourd'hui le prix de cette tragédie. Sa capitale n'est plus qu'un gros bourg sans armature politique, impuissante à peser sur le destin du pays. Il s'en est fallu de peu que l'émigration algérienne en France vive le même drame. Le 21 octobre 1956, Abdelmalek Temam, envoyé spécial du CCE, avait ordonné à la Fédération de France du FLN de préparer des actions, y compris dans les cinémas. L'arrestation d'Ahmed Doum, responsable des groupes armés, évite aux émigrés algériens les tourments des populations algéroises.

---

7. Ben Khedda, Document ronéotypé transmis à la commission préparatoire du congrès du FLN (1964), Archives privées.

LE NOUVEAU RAPPORT DE FORCES AU SEIN DU FLN

Alors que le FLN connaît une écrasante défaite à Alger, la société coloniale opère sa fusion avec l'armée et se subordonne le Gouvernement général. Sa mauvaise besogne terminée, la SFIO, qui porte la responsabilité de la poursuite de la guerre, cède le pouvoir aux jusqu'aux-boutistes.

La réapparition d'un gouvernement de droite en France, la modération soviétique et américaine sur la question algérienne éloignent les perspectives de solution rapide du conflit. Il faut renforcer l'ALN alors que les organisations urbaines sont détruites. Dans la stratégie du FLN, les campagnes redeviennent l'atout principal. La ville leur est à nouveau subordonnée. L'appareil du FLN va se construire à l'extérieur du pays, en dehors des populations et des réalités de la guerre. Il sera dorénavant amputé de Larbi Ben M'hidi, arrêté le 23 février 1957 et fusillé. Ce chantre du socialisme paysan, surnommé «Hakim», dont la modestie, la pudeur et la détermination ont frappé Allal El-Fassi[8] finit en ville son apostolat de militant incorruptible. «Vous êtes au-dessus de moi [...] vous voyez au-dessus de moi; mais moi qui suis sous vous, je vois ce qui se passe en dessous. Et certes, je vois qu'on vous remplacera et fera sauter». Cet extrait de *L'avocat du pauvre* d'un *digger* anglais, le Dr Pierre Chamberlen[9], illustre merveilleusement la pensée de Larbi Ben M'hidi.

Le CCE arrive fin juin à l'étranger. Krim quitte l'Algérie avec l'intention de n'y rentrer que le pouvoir entre les mains. Ben M'hidi disparu, il est le seul fondateur du FLN au CCE. Pour Krim, la survie de la révolution dépend de celle de ses promoteurs[10]. Il faut l'assurer.

Pour devenir le chef de la révolution, Krim renonce aux thèses qu'il a défendues au congrès de la Soummam, contre l'avis de Boudiaf et de Ben Bella. En effet, il ne peut affermir sa position au sein du CCE qu'en éliminant Abbane ou en le mettant en minorité. C'est pour cette raison qu'il réaffirme à nouveau la primauté des militants de la

---

8. Homme politique marocain, fonde le parti appelé Istiqlal et joue un rôle important pour l'indépendance du Maroc.
9. Dans la décennie de 1640 en Angleterre, les *diggers* («creuseurs» ou «bêcheurs»), dissidents des *levellers*, adoptent l'idéal du partage intégral des biens. Ils s'attaquent aux juristes, aux clercs et aux propriétaires fonciers. Le programme positif des *diggers* est formulé dans *L'avocat du pauvre* de Pierre Chamberlen en 1649.
10. Notes personnelles. Archives privées.

première heure, les «historiques», cherche à se réconcilier avec Boudiaf et Ben Bella et relance la lutte contre les centralistes, alliés d'Abbane. Contre «les politiques», il sonne le rassemblement des chefs de l'ALN. Pour des raisons différentes, il convainc Bentobbal et Boussouf de le suivre. Bentobbal a toujours cru à une guerre de longue durée et ne fait pas confiance à l'ancien personnel politique pour la mener à bien. Quant à Boussouf, qui, intérieurement, n'a jamais approuvé l'action d'Abbane, il est d'autant moins difficile à persuader que ce dernier s'est opposé à ses pratiques policières lors de son passage au Maroc où, dans l'émigration comme parmi les combattants, règne la peur. Prisons, tortures et exécutions sommaires sèment la terreur parmi les militants. Abbane réagit à cette situation dans son style propre. Avec brutalité. Quand le CCE tient sa réunion en juillet 1957, Abbane critique violemment les responsables algériens au Maroc. Fort du principe de la prééminence du politique sur le militaire, peu attentif à ce qui se trame autour de lui, il ne s'est pas aperçu que son allié d'hier, Krim, a changé son fusil d'épaule et prépare son ascension en s'alliant aux autres chefs militaires, Ouamrane, Bentobbal, Boussouf et Mahmoud Cherif. À eux cinq, ils ont la haute main sur les wilayas à l'exception de la wilaya 4, sur les bases arrière de Tunisie et du Maroc et sur le département de l'armement.

Abbane n'a de répondant qu'en wilaya 4. Les alliances extérieures jouent contre lui. Tunisiens et Marocains voient en lui l'antithèse d'un homme de compromis. Les Égyptiens ne lui pardonnent pas ses diatribes contre leur politique au congrès de la Soummam et épousent les positions de ceux qui font de ce nationaliste algérien un anti-Arabe. Abbane ne peut compter non plus sur les «politiques» qui, soucieux de ne pas affronter les chefs militaires, défendent la solution du «moindre mal», c'est-à-dire l'unanimité, fût-ce au détriment des intérêts de la révolution. Abbane est donc en mauvaise posture, mais il ne le réalise pas.

Après maints conciliabules et des tractations en coulisse, la session du CNRA d'août 1957 qui se tient au Caire consacre le triomphe de Krim qui affirme la nécessité d'éliminer tout obstacle organisationnel et humain à la cohésion des membres fondateurs du FLN. La réunion présidée par Ferhat Abbas élit Mohammed Benyahia comme secrétaire de séance. Elle a pour objet de ratifier des décisions prises en dehors des participants. Les militaires présents, minoritaires au CNRA (ils

sont dix[11]) imposent néanmoins leurs vues aux politiques, qui sont douze[12].

Abbane est vaincu même si le bilan des activités du CCE qu'il présente est adopté. La résolution, qui est en opposition avec ses thèses, stipule :

> 1. Il n'y a pas de primauté du politique sur le militaire ni de différence entre l'intérieur et l'extérieur.

La clause qui abolit la primauté du politique sur le militaire est contredite par la création au sein du CCE élargi à neuf membres d'un groupe ayant un statut privilégié et composé de cinq chefs militaires et d'Abbane. L'entrée d'Abbas, Debaghine et Mehri au CCE montre très bien que l'accusation de réformisme portée par Krim contre Ben Khedda et Dahlab, qui avaient fait preuve de dévouement et de courage sur le terrain entre 1955 et 1957, n'est en définitive qu'une opération pour isoler Abbane. Quant à l'affirmation de l'égalité entre l'intérieur et l'extérieur, elle apparaît plus comme une justification de l'établissement de la direction à l'étranger que comme une concession à Ben Bella et Boudiaf, victimes du congrès d'août 1956. Aussi Abbane et Dehilès se sont-ils abstenus sur ce point.

> 2. Le but de la révolution demeure l'instauration d'une république algérienne démocratique et sociale, qui ne soit pas en contradiction avec les principes de l'islam.

La critique faite par Ben Bella en 1956 sur l'omission des principes de l'islam mentionnés dans la déclaration du 3 octobre 1954 avait donc porté.

> 3. Les pouvoirs du CCE sont précis et limités. Les décisions qui engagent l'avenir ne sont pas de son ressort.

«Négociations, arrêt des hostilités, alignement sur un bloc ou un autre, solution internationale du problème algérien», intervention d'une troisième partie dans le conflit algérien relèvent du CNRA. Ces dispositions témoignent qu'un grand nombre de responsables misent plus sur la diplomatie que sur la guerre.

---

11. Amara Bouglez, Benaouda, Boumediene, Boussouf, Dehilès, Bentobbal, Krim, Lamouri, Ouamrane, Mahmoud Cherif.

12. Abbane, Abbas, Ben Khedda, Benyahia, Dahlab, Francis, Mezhoudi, Taalbi, Tewfik El-Madani, Yazid, Debaghine, Mehri.

> 4. Le CNRA est élargi. Il comprendra désormais 54 membres au lieu de 34.

Il n'y a plus de différence entre les suppléants et les titulaires. Les 20 nouveaux membres seront cooptés par le CCE. La voie est ainsi ouverte à la constitution de clientèles.

> 5. Aït Ahmed, Ben Bella, Bitat, Boudiaf et Khider sont désignés membres du CCE à titre honorifique, parce qu'ils ont «préparé, organisé et décidé le déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954[13]».

La thèse de Ben Bella, qui a parlé dans une lettre au CCE d'un contrat moral entre neuf membres, prévaut[14]. Les principaux auteurs du remaniement de la direction ont qualifié leur opération de retour aux sources. La primauté de l'ALN était réaffirmée avec force. La tentative de reprise en main de l'armée en août 1956 a avorté. Il est désormais acquis que le FLN n'aura aucune existence propre en dehors de l'ALN. Le CNRA, organisme suprême, a été dessaisi de tout pouvoir réel pour se transformer en chambre d'enregistrement de décisions prises en dehors de lui par des chefs se réclamant de leur autorité sur les wilayas. La responsabilité des «politiques» dans cette évolution n'était pas mince.

Selon Kaïd Ahmed, seule une minorité voulait, malgré les divergences internes et les difficultés de la guerre, continuer la lutte : «Certains disaient en plein CNRA : il faut négocier à tout prix[15].» On retrouve donc l'éternel débat qui avait déjà opposé les légalistes du MTLD aux radicaux de l'OS.

Sur le problème des rapports avec la France, Abbane se range dans le camp de la fermeté. À ses yeux, le préalable de l'indépendance n'est pas seulement une revendication à l'égard du gouvernement français, mais aussi une digue contre le découragement et le défaitisme qui gagnent les milieux dirigeants, impressionnés par le recul de la résistance dans les villes et les dissensions internes. Il écrit le 15 novembre 1957 dans le n° 12 d'*El-Moudjahid*, dont il était le responsable et qui traduit fidèlement ses vues :

---

13. «Procès-verbal de la réunion du CNRA, 28 août 1957», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 175-176.

14. Archives privées.

15. Kaïd Ahmed, Procès-verbal de la commission de préparation du congrès du FLN, séance du 17 décembre 1963. Archives privées.

> La solution à la question algérienne n'est pas encore parvenue à maturité [...]. Il n'existe pas au Parlement français une majorité convaincue de mettre fin à cette guerre [...]. Ce qui existe, c'est le nationalisme le plus virulent, le racisme le plus systématique, le mépris de la volonté nationale algérienne. Vouloir engager des négociations avec l'espoir fallacieux que de la discussion sortira l'indépendance algérienne, c'est incontestablement passer au-dessus des faits, ne pas tenir compte des éléments réels qui définissent la situation, c'est donner un peu trop d'importance à l'élément subjectif et aux illusions.

Coupé des chefs militaires, n'ayant plus l'autorité de naguère, Abbane n'entraîne pas pour autant derrière lui les leaders politiques que son rigorisme et sa rigidité effraient[16].

Les dirigeants militaires, Krim, Bentobbal et Boussouf, n'ont, pour leur part, aucune raison de désespérer de l'avenir dans les campagnes. Pour eux, il n'y a pas de comparaison possible entre les souffrances indescriptibles dues aux intempéries, au manque de nourriture, de chaussures, de vêtements, d'armes et de munitions qu'ont connu les premiers guérilleros et la situation de l'ALN en 1957. Celle-ci est en plein essor, l'afflux d'armes et de cadres améliore son organisation et sa combativité. Les pressions tunisienne et marocaine pour l'acceptation d'une solution par étapes ne reçoivent dans ce contexte aucun écho. Malgré les conseils de modération prodigués çà et là par ses alliés, le FLN demeure fermement décidé à se battre tant que la France n'aura pas renoncé au mythe de «l'Algérie française».

LA LIQUIDATION D'ABBANE

Le plein effet de la reprise en main de l'appareil par les chefs militaires apparaît lors de la répartition des tâches et de la nomination des chefs à la tête des wilayas en remplacement de Boussouf, Bentobbal, Krim, Mahmoud Cherif et Ouamrane. L'exécutif n'est pas une direction collégiale comme chacun des principaux leaders le souhaite en apparence, toutes les questions sont réglées en dehors des institutions existantes.

16. Voir les anecdotes rapportées par Yves Courrière dans *L'heure des colonels*, Paris, Fayard, 1970, p. 181 et 182.

«Ce sont les cinq [Krim, Bentobbal, Boussouf, Ouamrane et Mahmoud Cherif] qui ont créé des féodalités chacun de leur côté, donnant le goût à toutes les forces disparates de créer chacun sa féodalité», note Kaïd Ahmed[17]. Sixième membre du cercle qui, dans le CCE, détient le pouvoir réel, Abbane perd tout droit de regard sur les questions militaires pour ne s'occuper que du journal *El-Moudjahid*. Cela ne signifie pas qu'il n'est pas associé à d'autres activités, mais il est désormais présent en tant qu'auxiliaire et non en tant que partenaire.

Ses cinq collègues militaires ne sont pas, non plus, égaux entre eux. Hommes de terrain, alliés pour mettre Abbane à l'écart, ils savent tous que seuls comptent les gros bataillons. Krim contrôle les wilayas 3 (Kabylie) et 4 (Algérois). Mahmoud Cherif, chef de la wilaya 1 (Aurès-Nementchas), lui doit sa promotion en ce sens que ce sont des fidèles de Krim, Ouamrane et Amirouche, qui ont réglé les luttes de factions dans les Aurès. En plus, Krim dispose, depuis 1956, d'un fort contingent de troupes parties en Tunisie pour réduire les partisans de Ben Bella dirigés par Mahsas. Boussouf contrôle la wilaya 5 (Oranie) et s'est subordonné, avant de l'éliminer administrativement, Allal Taalbi[18], responsable de l'organisation politique. Il a délégué une partie de ses pouvoirs au colonel Houari Boumediene après avoir hésité longtemps dans son choix entre celui-ci et le colonel Lotfi[19]. Bentobbal tient la wilaya 2 (Nord-Constantinois), où lui succède son ami le colonel Ali Kafi[20]. Sachant qu'il n'y a pas de meilleures garanties que celles qu'on

---

17. Procès-verbal de la commission de préparation du congrès du FLN, séance du 17 décembre 1963. Archives privées.

18. Allal Taalbi. Enseignant à Condé-Smendou. Militant PPA, responsable de l'organisation au Maroc (1955-1962). Membre du CNRA (1956-1962). Responsable de la base de Tunis (1960-1961).

19. Lotfi (colonel). De son vrai nom Dghine Benali, le colonel Lotfi est fils d'un employé de mairie. Il quitte la médersa de Tlemcen pour le maquis le 27 octobre 1955. Responsable du secteur de Turenne, puis de Tlemcen (janvier 1956), du Sud-Oranais (juillet 1956). Promu au grade de commandant le 7 mai 1957, succède à Boumediene au commandement de la wilaya 5 en mai 1958. Participe à la réunion des colonels en 1959 où il sera un des principaux accusateurs de la direction. Après la session du CNRA de Tripoli (janvier-février 1960), il décide de rejoindre sa wilaya et trouve la mort devant la ligne Morice dans la région de Béchar le 27 mars 1960.

20. Ali Kafi. Fils d'un petit paysan de M'Souna (El-Harrouch), Ali Kafi milite dès l'âge de 16 ans au MTLD. Il fait ses études en arabe à la médersa El-Kettania, dans la même promotion que Boumediene, puis à la Zitouna. Enseignant à Skikda, il a adhéré au FLN. Recherché pour ses activités, il gagne le maquis début 1955, devient secrétaire de Zighoud, puis responsable de la zone El-Harrouch-Skikda-Sidi Mesrich. Lors du 20 août 1955, où sa région est la seule, avec celle que commande Bou Bnider, à se mettre en mouvement, il émerge comme un des principaux dirigeants de la wilaya 2 dont il devient le chef, mi-1957, après le départ de Bentobbal pour Tunis. Il quitte l'Algérie en avril 1959 pour participer à la réunion des colonels (1959). Membre du CNRA et de

prend soi-même, Bentobbal prélève dans le Nord-Constantinois deux bataillons qui prennent leurs quartiers en Tunisie.

Ainsi commence l'ère des Seigneurs de la guerre. Le fait incontestable est que Krim, considéré comme le chef de l'armée depuis le congrès de la Soummam, apparaît comme le numéro un. Il est soutenu par Ouamrane et Mahmoud Cherif. Son domaine d'action est le plus important, mais il n'est que le premier parmi ses pairs.

À la direction, il n'y a plus de tendances politiques mais des clans. Les liens d'intérêts personnels prennent la place des affinités politiques. Personne n'a de stratégie cohérente pour le présent et pour l'avenir. Le problème est de durer. Chacun se méfie de chacun et se préoccupe surtout de réagir à toute initiative pour pouvoir éventuellement la neutraliser. Le programme n'a plus d'importance. Reprendre celui de l'autre pour le désarmer devient la règle. L'esprit bureaucratique souffle sur le monde des dirigeants. Les anciens politiciens traditionnels ne s'y reconnaissent plus. Les nouveaux, issus de l'activisme, ne savent pas encore qu'ils sont le premier détachement d'une bureaucratie en formation. Ils n'ont à ce moment, pour les rassembler, que la volonté clairement exprimée d'être les maîtres de l'État algérien en devenir.

Pour s'établir et se consolider, les chefs militaires ont besoin de ne pas voir contestée leur autorité encore fragile. Or, Abbane ne se prête pas à leur jeu. Il dénonce, chaque fois qu'il le peut, les dangers qu'ils font courir à la révolution. Les mises en garde que ses collègues lui font par l'intermédiaire de Ferhat Abbas n'entament pas sa résolution de s'opposer à eux. Accusé d'avoir voulu éliminer les chefs militaires de concert avec le commandant Hadj Ali[21], de la wilaya 1, il est attiré dans un guet-apens et assassiné au Maroc le 27 décembre 1957[22], quelques jours après Hadj Ali. Boussouf sera le seul à assumer sans complexe la responsabilité de sa liquidation. Il assurait «avoir sauvé la révolution», ce qui fait de lui pour une année l'interlocuteur privilégié des Égyptiens[23]. Ce n'était pas un mince avantage.

---

son secrétariat, il est ambassadeur au Caire en 1961, en Syrie en 1962, au Liban en 1965, en Libye en 1967, en Tunisie en 1975. Membre du comité central du FLN en janvier 1979.

21. Hadj Ali. Commerçant d'Aïn Beïda. S'intègre à la wilaya 1 et sert de ravitailleur.

22. Sur l'assassinat d'Abbane, voir Mohammed Lebjaoui, *Vérité sur la révolution algérienne, op. cit.*, p. 151-162; Amar Hamdani, *Krim Belkacem : le lion des djebels, op. cit.*, p. 194-205; Yves Courrière, *L'heure des colonels, op. cit.*, p. 180-192.

23. La lune de miel entre Boussouf et les Égyptiens prend fin avec le complot Amouri.

Quand la nouvelle de l'assassinat d'Abbane devient notoire et que la presse adverse s'empare de l'affaire, les dirigeants militaires arrangent un scénario pour faire croire qu'Abbane est mort au combat. C'est ainsi que le colonel Boumediene est chargé d'annoncer à Krim, alors responsable des forces armées, la mort glorieuse d'Abbane. Boumendjel rédige la notice nécrologique pour *El-Moudjahid*. Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed sont sollicités, après coup, pour délivrer «un permis d'inhumer». Aït Ahmed s'y refuse. Un tel cynisme est significatif des mœurs d'une caste politique. L'acceptation sans grand remous par les militants et les combattants[24] de ce que nombreux savent être une thèse mensongère indique qu'une mutation profonde du mouvement nationaliste s'est produite.

En définitive, le problème pour l'historien comme pour le militant est moins le triomphe de Krim que la défaite d'Abbane. Krim représente une ambition personnelle décidée à accepter tout ce qui lui permet d'accéder au pouvoir. Abbane incarne une ligne politique. Ce que Krim a compris, c'est qu'il ne peut éliminer Abbane qu'en se faisant l'écho et l'interprète des courants qui refusent le contrôle politique du mouvement de libération. Il a, de ce fait, renforcé le phénomène des «féodalités et des chefferies» que dénoncera en juin 1962 le programme de Tripoli. Il faut ajouter que le triomphe de ces féodalités armées a des racines dans la société algérienne qui n'a pas rompu totalement avec son passé et que la répression coloniale et les bases rurales de l'insurrection ont favorisé.

Abbane s'est attaqué à une tâche difficile : politiser en profondeur une insurrection populiste en rupture avec un mouvement national en crise. Prisonnier de normes et de principes, il surestime ses possibilités. Sa manière de procéder, son ascétisme, son mépris des mondanités et de ceux qui s'y laissent prendre ont rendu sa tâche impossible. Du reste, les forces citadines sur lesquelles il s'est appuyé ne sont plus là. Il a payé aussi leur défaite.

24. Le colonel Amirouche ira jusqu'à dire que l'assassinat d'Abbane est intervenu trop tard.

CHAPITRE 14
UNE DIRECTION SANS STRATÉGIE (1955-1958)

La résistance algérienne bénéficie lors de ses premiers pas de conditions favorables pour son implantation dans les campagnes. D'une part, l'armée française est une force restreinte dépourvue de moyens de renseignements et d'unités de combat. D'autre part, la montée du mouvement de libération en Afrique du Nord assure à la résistance algérienne des bases arrière en Tunisie et au Maroc. Ces facteurs propices à l'essor de l'ALN vont connaître au fur et à mesure des années de sérieuses modifications.

L'armée française renforce ses effectifs et crée les conditions matérielles d'une riposte. Le décrochage en Indochine, puis en Tunisie et au Maroc, lui fournit après le milieu des années 1950 des hommes et des officiers plus familiarisés avec la guerre de partisans. Les États tunisien et marocain, soucieux de se consolider et d'éviter l'extension du conflit à l'ensemble du Maghreb, multiplient les pressions sur la révolution algérienne et établissent progressivement un contrôle strict sur les bases arrière. Face à cette situation nouvelle, la direction du FLN n'arrive pas à définir une ligne de conduite et à tirer les conséquences du transfert de la lutte politique sur le terrain militaire. Il en résulte un malaise profond et de multiples conflits.

LA RIPOSTE FRANÇAISE

La politique française va consister à tenter d'isoler les maquis des populations, empêcher l'approvisionnement en armes et quadriller militairement le pays. Entre 1955 et 1957, les zones interdites vont s'étendre à toute l'Algérie. Les regroupements de populations expérimentés par le général Parlange dès 1955 à M'Chounèche, T'Kout et Bou Hamama, dans les Aurès, gagnent le Nord-Constantinois, l'Edough, les Kabylies et l'Atlas Saharien. L'objectif de l'armée française est de reconquérir le terrain. «Il fallait regrouper, pour contrôler

la population, des *mechtas*[1] éparses ; le fellagha, devant alors errer, le ventre creux et l'âme vide, finirait par mettre bas les armes[2]. »

Les camps de regroupement sont mis sous la direction des officiers des sections d'action spéciale (SAS) qui sont « investis de fonctions identiques à celles normalement exercées par des administrations des services civils[3] ». Les SAS, qui englobent 1 400 officiers, tirent leur origine de l'expérience des Affaires indigènes au Maroc et contrôlent chacune 15 000 à 20 000 personnes[4]. Protégées par un poste militaire, elles sont installées au milieu des populations. Leur mission est double. D'une part, elles administrent les ruraux ; d'autre part, elles ont pour tâche de rechercher et d'exploiter le renseignement. Elles ont à leur disposition des mercenaires algériens, les mokhaznis.

Le contact de l'armée française avec les populations est assuré par les harkis dont le nombre atteint près de 30 000 personnes fin 1957. Ces troupes se composent en partie de maquisards pris les armes à la main et victimes du chantage policier, de paysans recrutés dans les régions où l'intervention du FLN dans les querelles paysannes lui aliène l'appui des populations, de pauvres hères à la recherche d'un moyen de subsistance, etc.

Parallèlement à la politique concentrationnaire et à la multiplication de réseaux de renseignements et d'action psychologique, le gouvernement français fait édifier à l'initiative d'André Morice, ministre de la défense, à l'est et à l'ouest de l'Algérie un barrage de fils de fer barbelés, électrifiés, gardé et muni d'un système d'alarme. Ce barrage sera miné, sans cesse perfectionné et doublé en 1959 d'un deuxième barrage de fils de fer barbelés, la ligne Challe.

Les opérations françaises d'arraisonnement de navires en haute mer et de saisie de leurs cargaisons réussissent à priver l'ALN du ravitaillement en armes, munitions et matériel de guerre. Ces opérations affectent d'une manière particulière le ravitaillement des régions ouest du pays. *L'Athos*, battant pavillon britannique, est arraisonné le 16 octobre 1956 en haute mer et orienté sur les ports algériens de Nemours, puis de

1. Hameaux.

2. Rapport du commandant Florentin (11 décembre 1960) cité par M. Cornaton, *Les regroupements de la décolonisation en Algérie*, Paris, Éditions ouvrières, 1967, p. 66.

3. Décret de Jacques Soustelle en date du 26 septembre 1955.

4. Raoul Salan, *Mémoires*, t. 3 : *Fin d'un empire, « Algérie française », 1er novembre 1954-6 juin 1958*, Paris, Presses de la Cité, 1970, p. 236 et suiv.

Mers El-Kébir. Le *Slovenija*, de nationalité yougoslave, est dérouté le 18 janvier 1958 sur Oran. À l'action des autorités françaises se conjugue celle du gouvernement espagnol qui, depuis les attaques de l'Armée de libération marocaine contre Ifni, exerce une surveillance stricte sur le trafic d'armes, comme en témoigne la saisie en juin 1957 des cargaisons du *Juan Illueca* et du *Swansee*. Les armes ne passent plus sans risque majeur que par la Tripolitaine et l'Égypte. Les wilayas de l'Ouest devront recourir à des expédients pour s'approvisionner. Boussouf a, avec l'aide de la 4ᵉ Internationale, construit une usine clandestine au Maroc pour fabriquer de l'armement léger[5].

Avec la construction des barrages frontaliers et le tarissement progressif de l'approvisionnement en armes, commencent les grandes opérations. Mettant à profit les moyens limités des troupes de l'ALN et leur absence d'intégration à l'échelle nationale, l'armée française, dont les effectifs passent de 49 700 hommes au 1ᵉʳ novembre 1954 à près d'un demi-million d'hommes en 1958, réussit, grâce à l'utilisation des unités aéroportées, à limiter la puissance militaire de la résistance algérienne et à freiner la formation de grandes unités. Dans le même temps, les effectifs algériens aux frontières de la Tunisie et du Maroc s'enflent considérablement, les sorties d'Algérie devenant plus importantes que les retours.

LES PRESSIONS MAGHRÉBINES

Dès l'accession à l'indépendance du Maroc, le 2 mars 1956, et de la Tunisie, le 20 mars 1956, le FLN est confronté à un dilemme : assurer ses bases arrière en s'appuyant sur les peuples de ces deux pays, en intégrant à sa stratégie l'alliance avec les adversaires de tout compromis avec l'impérialisme, ou accepter comme interlocuteurs les gouvernements en place.

L'abandon par la résistance marocaine de l'engagement qu'elle avait pris de ne pas déposer les armes jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, et la défaite de Salah Ben Youssef face à Bourguiba eurent raison

5. NdÉ. Elle est à l'époque dirigée par Michel Raptis, dit Pablo (1911-1996). C'est Henri Benoits qui est chargé pour la section française du suivi des contacts. Voir Clara et Henri Benoits, *L'Algérie au cœur : révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt*, Paris, Syllepse, 2014. Plusieurs ouvriers et techniciens trotskistes de France et d'autres pays sont mobilisés pour la construction et le fonctionnement de l'usine. Contrairement au groupe Lambert cité chapitre 11, la 4ᵉ Internationale fait le choix de soutenir le FLN. Voir Sylvain Pattieu, « Le "camarade Pablo", la 4ᵉ Internationale, et la guerre d'Algérie », *La Revue historique*, n° 699, 2001/3.

du maghrébisme confus des chefs du FLN. Ils se résolvent, mais à contrecœur, à sacrifier à l'immédiat.

L'année 1956 a été celle des grandes espérances au Maghreb. Tunisiens et Marocains accueillent les réfugiés, autorisent le transit des armes et des munitions, acceptent l'utilisation de leurs territoires comme bases d'attaque et de repli des détachements de partisans alors que l'armée française est encore installée chez eux. Ils pensent, non sans naïveté, à une proche solution du problème algérien. Mais le rapt de l'avion royal marocain en octobre 1956 qui transporte à Tunis les dirigeants du FLN pour participer à une conférence maghrébine démontre que la guerre franco-algérienne est loin de son terme. Dès lors, les divergences d'intérêts entre les partenaires maghrébins commencent à se manifester ouvertement, sans exclure d'une manière totale la solidarité.

Pour le FLN, le problème est de se donner les moyens de continuer la guerre, de choisir ses alliés, d'établir son contrôle sur l'émigration algérienne et de disposer en toute liberté des bases arrière en Tunisie et au Maroc. Pour la Tunisie et le Maroc, l'affirmation de leur souveraineté et la consolidation de l'État sont les préoccupations premières. Or la guerre d'Algérie risque en se prolongeant de voir le conflit s'étendre à leurs territoires et y favoriser le développement de bases sociales révolutionnaires. Les pressions tunisienne et marocaine sur le FLN vont s'exercer dans plusieurs directions : réintégrer le FLN dans un cadre maghrébin et le couper de l'Égypte ; le contraindre à réajuster ses buts de guerre et contrôler d'une manière stricte ses forces militaires ; régler les problèmes frontaliers avec l'Algérie avant son accession à la souveraineté. Ces objectifs apparaissent lors des conférences de Tanger (27-30 avril 1958) et de Tunis (16 juin 1958) et à l'occasion des incidents réels ou fictifs qui ont lieu aux frontières avec l'ALN.

LA CONFÉRENCE DE TANGER (27-30 AVRIL 1958)

La conférence de Tanger, convoquée à l'initiative de l'Istiqlal et du Néo-Destour, intervient deux mois après le bombardement par l'armée française de la localité tunisienne de Sakiet Sidi Youssef. La fermeté dont fait preuve le président Bourguiba, à l'occasion de la crise avec la France, en refusant toute neutralisation des frontières de son pays, lève les préventions des « militaires » algériens à son égard.

La conférence a officiellement pour but d'affermir la solidarité maghrébine. Elle admet le principe d'une aide financière à l'Algérie en lutte, recommande l'évacuation des troupes françaises qui, à partir des deux pays, participent à la guerre et la mise en place d'institutions communes.

En fait, les objectifs réels de la conférence sont ailleurs : il s'agit de donner des gages à l'Occident en affirmant « le refus de s'engager seul et chacun pour soi dans le domaine de la défense et de la politique[6]. » Le Maroc et la Tunisie avertissent leurs interlocuteurs, dans le camp occidental, que la résistance algérienne n'ira pas dans la même direction que la République arabe unie en nouant des alliances avec le camp « socialiste ». Alors que l'engagement d'aider matériellement le FLN reste lettre morte, des pressions vont s'exercer sur lui sur le plan politique et militaire.

… ET CELLE DE TUNIS (16 JUIN 1958)

La conférence de Tunis, en juin 1958[7], met bien en relief la volonté des partenaires maghrébins de l'Algérie d'infléchir les positions politiques du FLN. À Boussouf qui condamne la politique d'intégration formulée par le général de Gaulle et demande une réaffirmation très nette par les dirigeants maghrébins de la revendication d'indépendance, Bouabid répondra :

> En politique, il faut toujours laisser une marge d'appréciation et il n'est pas nécessaire d'être très net et très précis […]. De plus, une fois les principes affirmés, il faut choisir le moment opportun […]. L'avènement de De Gaulle est un événement dans le monde. Si, avant de Gaulle, la position de la France était très faible sur le plan international, depuis, les choses ont changé. Il (de Gaulle) prend ses distances vis-à-vis des Américains, d'une part. D'autre part, les Russes vont jusqu'à sacrifier le Parti communiste français dans l'espoir d'ébranler l'OTAN. Peut-être même

6. Résolution de la conférence de Tanger, dans M. Harbi et G. Meynier, *Le FLN, documents et histoire* Paris, Fayard, 2004, p. 766.
7. Y ont participé, entre autres, du côté algérien : Abbas, Boussouf, Francis, Boumendjel et Krim ; du côté tunisien Bahi Ladgham ; et du côté marocain Bouabid.

> que l'avènement de De Gaulle amènera des changements en Orient. Alors, il faut réfléchir et voir clair[8].

Cette leçon n'impressionne aucun des membres de la délégation algérienne dont Ferhat Abbas exprimera la position :

> Toute analyse doit partir de la position du peuple essentiellement intéressé. Or en Algérie, il y a la guerre et si nous nous évadons de la guerre, nous pouvons bien sûr aboutir à des résultats ahurissants. Pour nous, Algériens, la position de De Gaulle signifie la guerre, et ce, quel que soit l'appui que pourrait recevoir de Gaulle de la part des Américains, des Russes ou même des Égyptiens. Le mot intégration signifie guerre[9].

Le FLN réaffirme sa liberté politique. Le 11 juillet 1958, il condamne publiquement l'accord franco-tunisien du 30 juin conclu entre la Compagnie de recherche et d'exploitation saharienne, concessionnaire du gisement d'Edjelé et la Compagnie de transport par pipeline au Sahara pour l'évacuation du pétrole algérien par le port tunisien de la Skhira. Les autorités tunisiennes réagissent. *El-Moudjahid* du 22 juillet 1958 est saisi. Arrestations et vexations se multiplient aux frontières. Progressivement des mesures sont prises dans les pays voisins pour créer des difficultés à l'ALN.

LE CONTRÔLE DE L'ALN

Au Maroc, la région de Figuig a une importance stratégique pour la résistance algérienne. Elle est prolongée par une chaîne de montagnes traversant l'Algérie d'ouest en est. Le relief y rend impossible l'étanchéité des frontières. Or les forces armées marocaines s'implantent dans le couloir de Figuig et s'opposent à tout passage, coupant les wilayas 4, 5 et 6 de leur base arrière. Dans un document en date du 1er octobre 1958, consacré aux rapports algéro-marocains, Boussouf faisait un bilan de l'action des Forces armées marocaines contre l'ALN. Plusieurs réunions eurent lieu pour trouver une solution : le 8 avril 1958 à Rabat, entre M'hamdi, Ben Barka, Basri et, du côté algérien, Maachou, Hocine Gadiri et Cheikh Kheireddine ; le 6 mai 1958,

8. « Procès-verbaux de la conférence tripartite nord-africaine de Tunis, 17-20 juin 1958 », dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 414-426.
9. *Ibid.*

entre des représentants de l'ALN et des forces armées marocaines, etc. Toutes les réunions, toutes les démarches n'eurent aucun résultat. Les autorités marocaines voulant amener le FLN à reconnaître leur souveraineté sur les régions du Touat, du Gourara et de Tidikelt.

En Tunisie, les autorités bloquent au mois de juin l'acheminement des armes. Elles saisissent un armement comprenant 5070 fusils, 2037 fusils mitrailleurs, 2037 pistolets mitrailleurs, 20 bazookas, 45 mitrailleuses, 30 mortiers de 81 et 10 millions de cartouches. Elles agissent de même ensuite en deux étapes, la première en décembre 1958, la seconde en février et juin 1959. Elles exigent et obtiennent la déclaration des dépôts d'armes, des camps militaires et de leurs effectifs ; le droit d'être informées de tout prélèvement d'armes ; la renonciation à toute autorité de type consulaire ; la communication des noms et qualités de tous les responsables politiques, etc.

La politique d'alliance de la direction du FLN met en danger les bases arrière de l'ALN et contribue à la discréditer parmi les combattants qui l'accusent de faiblesse et même de trahison.

Le Maroc et la Tunisie se sont donné progressivement, entre 1956 et 1958, les moyens d'intervenir politiquement dans les affaires algériennes, sous couvert d'assurer leur souveraineté et de refuser l'existence d'un État dans l'État. L'incapacité du GPRA à unifier les forces de la résistance, à leur imposer le respect des populations parmi lesquelles elles vivent, en fait un porte-parole médiocre de la révolution au Maghreb.

MALAISE DANS LES BASES ARRIÈRE

Peu au fait des questions militaires, les chefs de l'ALN réagissent avec une incroyable pusillanimité à la construction de la ligne Morice. Par ailleurs, leur méconnaissance des conditions politiques et sociales du développement de la lutte, leur mépris de la politique vont produire, dans les bases arrière où s'encombrent les combattants, malaise et désorganisation. À l'est, interrogés par les populations frontalières qui leur demandent si elles doivent obtempérer aux ordres de l'armée française et aider à la construction du barrage, les responsables militaires répondent : « Travaillez et versez-nous une quote-part du fruit de votre travail ; il nous faut des ressources financières[10]. » À l'ouest,

10. Archives privées.

le capitaine Mahmoud (Abdallah Larbaoui) soumet à l'état-major un plan de destruction du barrage naissant. «Les barbelés ne sont pas un obstacle sérieux au passage de la frontière», lui objecte la direction du Comité d'organisation militaire (COM) Ouest. Il a beau expliquer que les obstacles seraient gardés, rien n'y fait. On trouve même que c'est un excellent moyen de freiner l'afflux de réfugiés algériens[11].

Le barrage mis en place, son efficacité se fait sentir très vite. Mais pour justifier leur incurie, Krim Belkacem et Mahmoud Cherif continuent à faire croire à son inefficacité. Le 5 mai 1958, les deux chefs déclarent à *El-Moudjahid*: «Les réseaux électrifiés ne créent pas de difficultés sérieuses pour l'ALN[12].» Douze ans après l'indépendance, un rédacteur d'*El-Moudjahid* écrit encore: «Cette ligne ne servit à rien [...]. L'ALN avait fait de ce barrage une passoire[13].»

Cet optimisme de commande est démenti par les faits. Le 8 juillet 1958[14], le colonel Ouamrane, responsable de l'armement, tirait la sonnette d'alarme:

> L'ALN, qui a atteint une puissance respectable par ses effectifs et son armement, subit actuellement de lourdes pertes: plus de 6000 moudjahidines tombés en deux mois dans la seule zone de Duvivier, l'ennemi ayant augmenté ses moyens et adapté sa tactique (école Bigeard). Si au cours de l'année écoulée nous avons pu acheminer à l'intérieur un armement assez important, le renouvellement et l'approvisionnement en munitions est actuellement très difficile à cause du bouclage des frontières.

Tardif, ce constat intervient après la saignée. Alors que la nécessité d'un commandement unifié s'impose, la dégradation atteint les bases arrière. En Tunisie, les structures de distribution de l'armement provoquent des révoltes constantes. La direction de l'armement et du ravitaillement général (DARG), confiée au colonel Ouamrane, a des compétences limitées. Son rôle est de trouver les armes et de les

11. Archives privées.
12. Déclaration de Krim et Mahmoud Cherif, *El-Moudjahid*, Éditions de Belgrade, t. 1, n° 23, p. 439-441.
13. «L'anniversaire du 1er novembre», *El-Moudjahid*, 1er novembre 1974.
14. «Rapport au CCE par le colonel Omar Ouamrane, responsable de la direction de l'armement et du ravitaillement général (ALN-Bureau central du Caire), 8 juillet 1958», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 189-193.

répartir entre les wilayas de l'intérieur. Les compagnies de ravitaillement adressent leurs demandes au DARG qui les centralise. Les unités des Nementchas, de la base de l'Est et des Aurès accusent cet organisme de favoriser les wilayas 2 (Nord-Constantinois) et 3 (Kabylie) dont les ravitailleurs furent contraints de passer au nord d'Aïn Beïda pour rejoindre le Nord-Constantinois et la Kabylie, au lieu d'emprunter le passage au nord et au sud de Tébessa où ils sont souvent délestés de leurs armes par les maquisards des Nementchas.

Au Maroc, la situation n'est pas meilleure. Un groupe d'officiers menés entre autres par Mahmoud Arbaoui[15], Ben Miloud, Rachid et Mustapha Inal, Yassine Damerdji et Bessaoud Arab[16], fait circuler une pétition pour mettre un frein à l'arbitraire que subissent les combattants dans les camps de Khemisset, Larache et Kebdani. Les cruautés sans nom, les caprices d'une multitude de petits chefs, nouveaux émules des caïds que couvrent leurs supérieurs Boussouf et Boumediene, réduisent au silence les Algériens, réfugiés, émigrés et combattants. Mais le CCE veille. Il charge Bentobbal de procéder à une enquête qui transforme les officiers d'accusateurs en accusés. Une initiative intempestive de Mahmoud Arbaoui, qui s'adresse aux autorités marocaines pour demander leur aide, est mise à profit pour jeter, au nom du patriotisme, un voile pudique sur le triste sort des résistants au Maroc[17]. Une partie des «conjurés» réussit à prendre la fuite[18]. Une autre connaît l'épreuve de la détention[19]. Mais l'autoritarisme de l'appareil, publiquement contesté, reçoit un coup sévère.

LA CRÉATION DU COMMANDEMENT MILITAIRE OPÉRATIONNEL

Après la mort d'Abbane en décembre 1957, le CCE ne reprendra ses activités qu'en avril 1958. La méfiance entre ses membres s'est accentuée. Aux dires de Bentobbal, Krim lui aurait proposé de faire bloc contre Boussouf. Celui-ci, devant rejoindre la Tunisie, dépêche

15. Mahmoud Arbaoui. Élève de l'École militaire de Cherchell. Fait la guerre en Indochine, déserte l'armée française et rallie l'ALN. Responsable militaire dans la région de Nemours. Secrétaire d'État à l'hydraulique.

16. Bessaoud Arab. Rejoint l'ALN dès 1954. Adhère au Front des forces socialistes (FFS) en 1963. Appartient au courant berbériste. Auteur de deux pamphlets: *Heureux les martyrs qui n'ont rien vu*, Colombes, Cary, 1963; et *Le FFS, espoir et trahison*, Colombes, Cary, 1966.

17. Dans les camps, on faisait tresser l'alfa aux récalcitrants.

18. Ce fut le cas des frères Inal et de Mahmoud Arbaoui qui purent avoir des bourses en Union soviétique.

19. Ce fut le cas de Bessaoud Arab.

Messaoud Zeggar et Embarek Djilani pour préparer son séjour et lui éviter de tomber dans un éventuel traquenard.

La répartition des tâches au sein du CCE est la suivante : Krim a en charge le département de la guerre, Ouamrane l'armement et le ravitaillement, Boussouf les liaisons et les communications générales, Lamine Debaghine les relations extérieures, Mahmoud Cherif les finances, Bentobbal l'intérieur et l'organisation administrative, Mehri les affaires sociales et Ferhat Abbas la presse et l'information. Le problème crucial est celui de l'unification de l'ALN.

L'examen de cette question concerne les hommes forts du CCE, Krim, Bentobbal et Boussouf. Depuis l'élimination d'Abbane, chacun ne songe qu'à se renforcer en prévision des crises à venir. Cependant Boussouf et Bentobbal sont unis par un but commun : faire barrage à Krim et l'empêcher, au nom de la direction collégiale, de devenir le chef incontesté de l'armée. L'organisation et le choix des hommes sont donc l'objet de compromis laborieux.

La proposition de Krim de créer un comité d'organisation militaire (COM) est adoptée en avril 1958. Scindé en deux, cet organisme dirige, à partir des frontières est et ouest, la lutte armée en Algérie. Boussouf fait admettre l'idée d'un équilibre entre le COM-Est et le COM-Ouest[20] et Bentobbal la représentation de toutes les wilayas au niveau des états-majors.

La tentative de Krim de désigner les colonels Mohammedi Saïd et Sadek, tous deux Kabyles, le premier à l'Est et le second à l'Ouest, tourne court. Accusé de choisir les officiers en vertu du critère régional, Krim renonce à imposer le colonel Sadek et accepte d'en faire l'adjoint du colonel Houari Boumediene qui prend donc la tête du COM-Ouest. À l'Est, le COM, dirigé par le colonel Mohammedi Saïd, qui représente aussi sa wilaya 3, comprend les représentants de la wilaya 1, le colonel Amouri ; de la wilaya 2, le colonel Benaouda ; et de la base de l'Est, le colonel Amara Bouglez.

Le COM n'est pas une innovation, mais une réédition de l'expérience tentée en 1956 par Ben Bella, Boudiaf et Mahsas. Il dispose toutefois d'un réseau de transmissions qui lui permet d'être en contact avec les wilayas. La promotion des colonels Amouri et Bouglez entraîne la vacance de deux postes. Désormais le commandement de la wilaya 1

20. Le COM-Est contrôlait les wilayas 1, 2 et 3 et le COM-Ouest les wilayas 4, 5 et 6.

échoit au colonel Ahmed Nouaoura, un petit commerçant d'Arris qui, le 1er novembre 1954, devait attaquer ce village, mais n'a pu accomplir sa mission parce que les 39 hommes qu'il commandait l'ont abandonné. Quant à la direction de la base de l'Est, elle est assurée par un ex-gardien de barrière à niveau, Aouechria.

Divisé sur des conflits de compétence, en butte à l'opposition des détachements de partisans à toute centralisation, le COM-Est ne sait ni coordonner l'activité militaire, ni aider les wilayas à s'adapter aux données nouvelles de la guerre. Chacun de ses membres est le mandant des troupes de sa région et voit dans la centralisation un danger pour son pouvoir. Formée essentiellement de paysans, de mineurs et de déclassés, l'ALN, aux frontières est, est fragmentée en divers fiefs qui s'organisent selon les régions, et à l'intérieur d'une même région selon les fidélités personnelles. Chaque détachement dépend de sa wilaya d'origine. Le seul lien avec la direction exécutive est la commission de répartition des armes et des finances. Le particularisme et les rivalités entre les cadres sont un obstacle à la fusion et à l'élaboration de conceptions communes. Tout pouvoir qui n'arrive pas à libérer les individus des liens de fidélité personnelle ou s'interdit de recourir à la contrainte est condamné à l'immobilisme.

Le 9 septembre 1958, le CCE met un terme à l'expérience du COM-Est et sanctionne ses membres pour incompétence. Bouglez est suspendu de toute activité, cassé de son grade et envoyé au Soudan ; le colonel Amouri, rétrogradé au grade de commandant, suspendu de toute activité et envoyé au Liban ; Benaouda, suspendu pour trois mois, est envoyé en Syrie ; Mohammedi Saïd, suspendu pour un mois, est envoyé au Caire. Ce sont les cadres de la base de l'Est et des Aurès qui ont encouru les peines les plus sévères. Deux mois plus tard, ils tentèrent de prendre leur revanche. Ce sera le complot du colonel Amouri contre le GPRA. Nous y reviendrons.

À l'ouest par contre, la wilaya 5[21] a pu s'organiser en un appareil hiérarchisé, discipliné et centralisé où une bureaucratie militaire et policière tient fermement en main ses troupes. Les raisons qui ont permis le surgissement de cette organisation plus « moderne », plus « rationnelle », moins « tribale » que les autres sont claires. En premier

21. Les cadres issus de cette wilaya sont connus sous le nom de clan d'Oujda. Outre le colonel Boumediene, on peut compter parmi eux Bouteflika, Kaïd Ahmed, Ahmed Medeghri, Chérif Belkacem, Tayebi Larbi, etc.

lieu, l'équipe dirigeante de la wilaya 5 (Oranie) s'est, pour l'essentiel, formée en dehors du territoire national et réunit des hommes étrangers aux rivalités locales et régionales puisque Boudiaf, Ben M'hidi, Boussouf et Boumediene sont tous les quatre originaires de l'Est algérien. En deuxième lieu, la politique de sélection des cadres est menée de manière à forger un instrument où domine l'esprit de soumission intégrale de chacun aux décisions des autorités. Cet esprit ne résulte pas d'une éducation politique, mais d'une éducation disciplinaire éprouvante qui vise à casser les individualités pour en faire des exécutants. À cette espèce de dressage militaire s'ajoutent le réseau des agents de renseignements et l'esprit de délation fortement favorisé. En troisième lieu, la formation de cet appareil bureaucratique et militaire bénéficie, à la différence des autres wilayas, d'une émigration algérienne essentiellement urbaine[22] où la proportion d'intellectuels et de fonctionnaires est importante. Cette composition sociale facilite la constitution d'une institution hiérarchisée. Intellectuels et fonctionnaires ont l'expérience pratique et l'idéologie qui permettent la constitution d'une administration autoritaire et d'une sorte de petit appareil d'État.

Ainsi s'explique ce qui peut apparaître comme un paradoxe. Ce ne sont pas ceux qui ont le plus contribué physiquement à la lutte pour l'indépendance (wilayas 1, 2, 3 et 4) qui ont accédé au pouvoir au moment de la victoire, mais ceux qui ont fabriqué un modèle étatique. En ce sens, on peut le dire, Abdelhafid Boussouf est le père de l'État algérien. Patriote ombrageux, Boussouf est un admirateur de Staline et de Franco. Enraciné dans le terroir, il sait, à l'instar des caïds d'antan, se créer des clients qui ne soient pas seulement des serviteurs, mais aussi des instruments de pouvoir et d'influence, des disciples.

L'échec du COM disqualifie tous les officiers supérieurs, sauf les colonels Sadek, Lotfi et surtout Houari Boumediene, le chef du COM-Ouest. Ce n'est donc pas un hasard si on se souviendra de lui plus tard pour diriger l'ALN à l'extérieur.

22. Selon Jean-Jacques Rager, les Algériens se trouvaient, lors du recensement de 1947, concentrés à Oujda (17 361), à Fès (4 930), à Casablanca (3 763), à Meknès (2 884) et Rabat (2 623). Voir son ouvrage *Les musulmans algériens en France et dans les pays islamiques*, Paris, les Belles-Lettres, 1950, p. 36.

LA FORMATION DU GPRA

La situation se faisant de plus en plus préoccupante, le CCE procède entre juillet et septembre 1957 à des échanges de vues. Les positions défendues par chacun de ses membres nous sont connues par les documents soumis à la discussion.

1. *Le colonel Ouamrane,* qui a pour conseiller Mabrouk Belhocine, ne ruse pas avec les faits et donne de la situation un tableau assez pessimiste. Il note les difficultés de l'approvisionnement en armes, «les pertes en cadres compétents, formés politiquement», les effets d'une répression terrible qui ne peut «qu'amoindrir sa résistance (du peuple) et réduire son apport à la révolution». Certes, selon lui:

> La révolution a fait des pas de géant en 1955-1956 et le congrès de la Soummam nous a fait sortir du stade du fellaguisme, mais depuis aucun progrès, aucune initiative [...]. L'esprit révolutionnaire a disparu chez tous, dirigeants, cadres et militants, pour laisser place à l'embourgeoisement, à la bureaucratie et à l'arrivisme [...]. Le dégoût et le découragement se sont emparés des meilleurs. La situation diplomatique de la révolution n'est pas brillante et l'ennemi s'adapte à la guerre: «Si notre insurrection a d'abord surpris la France, si notre dynamisme des premiers temps a ébranlé le dispositif politique et militaire adverse, le colonialisme a fini par se ressaisir dès qu'il nous a vus marquer le pas [...]. Et l'avènement du général de Gaulle renforce considérablement la puissance de l'ennemi.»

Après ce constat, Ouamrane recommande trois mesures: la création d'un gouvernement; le rejet de toute exclusive contre les pays de l'Est, «Bourguiba, l'Occidental, va nous devancer à Moscou»; étendre l'action armée à la France. «Dans cette perspective, n'y a-t-il pas lieu de recruter des techniciens étrangers et de rechercher des moyens puissants pour frapper brutalement les points sensibles de l'économie française?».

2. *La contribution de Ferhat Abbas* à la discussion des problèmes de la révolution est d'une autre teneur. Selon lui:

> la politique générale ne peut [...] prendre corps et avoir quelques résultats que si elle a pour assises la combativité de l'ALN, la résistance et l'adhésion du peuple algérien et

> une politique financière à l'échelle des besoins du peuple et de l'armée. Si ces assises, véritables piliers de la révolution algérienne, sont mises en cause, si notre armée est réduite pour une raison ou pour une autre à l'impuissance, si la résistance des masses populaires se désagrège, il n'est guère besoin d'avoir une politique générale et de perdre son temps dans les chancelleries et devant les instances internationales. Tout sera perdu, irrémédiablement perdu. L'Algérie deviendrait une nouvelle Palestine[23].

Comment éviter une telle perspective? Sur le plan concret, Abbas est muet. Après avoir souligné la nécessité d'éviter la bureaucratie, source de lenteurs dans la solution des problèmes et proposé la création de trois commissions spécialisées (guerre, finances et affaires extérieures) avec liberté d'initiatives, Abbas aborde le chapitre des relations extérieures où il est manifestement plus à l'aise. Selon lui les efforts du FLN doivent se tourner vers les pays hostiles à l'indépendance de l'Algérie, y compris le Portugal et l'Afrique du Sud. Il doit en aller ainsi parce que:

> idéologiquement, les peuples arabes sont anticommunistes; même le péronisme, qui avait en Argentine l'appui de la classe ouvrière, était anticommuniste; les pays scandinaves sont anticommunistes; l'Espagne est anticommuniste; la Grèce et l'Autriche sont anticommunistes[24].

Il en résulte que, pour l'instant, être accusé de sympathie pour le communisme, c'est s'exposer à passer dans le camp des «isolés». On peut cependant «utiliser» les pays communistes:

> Le neutralisme politique de l'Égypte et de la Syrie s'est révélé comme une formule payante et pleine de promesses. Elle fait tache d'huile. [...] Le FLN ne devrait pas contrarier son évolution, même si, pour l'instant, elle comportait quelques risques (risque de se couper de Bourguiba, par exemple) [...]. À l'égard de la Tunisie et du Maroc, il ne faut pas laisser les relations se détériorer et faire preuve de «patience», d'habileté et d'efficacité.

---

23. «Rapport au CCE de Ferhat Abbas: éléments constitutifs d'une politique FLN, 29 juillet 1958», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 194-201.
24. *Idem.*

En dernier lieu, le rapport d'Abbas insiste sur la nécessité pour le FLN d'apparaître comme «un artisan sincère de la réconciliation de toutes les religions, de l'islam et du judaïsme, de l'islam et de la chrétienté».

3. *Krim*, chef du département de la guerre, admet en août 1958 que la ligne Morice constitue un danger sérieux pour la révolution. «Cet obstacle doit disparaître, sinon la parade qui permettra de passer le matériel doit être trouvée. Le concours de l'étranger devient alors obligatoire: il faut parachuter[25].» Que des solutions puissent être trouvées en Algérie, grâce à une orientation politique et une stratégie militaire différentes, échappe à Krim qui préconise une aide matérielle aux populations, la réduction des dépenses de l'extérieur[26], le recours aux spécialistes, c'est-à-dire aux officiers algériens venus de l'armée française. Contrairement à Abbas, Krim a conscience des obstacles que représente l'attitude des pays voisins:

> Le dernier acte du gouvernement tunisien (affaire du pipeline)[27] est l'indication que tout sera fait pour affaiblir l'Algérie au combat [...]. Le gouvernement marocain est tout prêt à entrer dans cette voie [...]. Il y a une sérieuse action à entreprendre pour monter l'opinion contre ceux qui l'empêchent de faire son devoir.

Quelle action? Le rapport n'en souffle mot.

Krim a tendance à idéaliser tout ce qui peut l'aider à fuir le réel:

> Il est permis d'espérer des remous profonds en France assez prochainement [...]. Au Maroc, en Tunisie, en Libye, en Arabie saoudite, en Jordanie. Que des remous viennent nous surprendre, il est à se demander s'il ne faut pas les encourager franchement.

Il attend aussi beaucoup de l'Afrique sous domination française, «en particulier de Madagascar et du Cameroun». Mais placé devant un choix à faire, Krim bat en retraite. Tout en admettant que les combattants veulent des armes, sans s'inquiéter de leurs origines,

25. «Rapport au CCE de Krim Belkacem: considérations sur la situation au 5 août 1958», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 201-209.

26. C'était un leitmotiv de tous les discours. Mais l'examen des dépenses du FLN, toujours en augmentation, montrait que c'était un vœu pieux.

27. Référence à l'accord franco-tunisien de construction du pipeline d'Edjelé, voir *supra*.

il hésite à nouer officiellement des relations avec les pays de l'Est : «Il s'agit de savoir le total du préjudice à subir [...]. N'est-ce pas du côté Amérique surtout qu'il faut manœuvrer ?» Concrètement, Krim propose deux mesures : premièrement des attentats en France contre Jacques Soustelle et les généraux Massu, Chassin et Salan ; et deuxièmement la formation d'un gouvernement : «Le temps de la direction collégiale est dépassé, la révolution a besoin d'un chef.» Il était naturellement candidat à ce titre depuis août 1957.

4. *Plus dense, le rapport de Bentobbal*[28] signale une augmentation considérable des effectifs militaires et s'inquiète des conséquences de l'arrêt de l'acheminement des armes sur les wilayas de l'Ouest (wilayas 4 et 5), des difficultés de l'ALN à s'approvisionner dans les villes et de l'usure des combattants qui ont passé quatre ans au maquis. Il considère qu'on peut remédier à ces problèmes par une réorganisation de l'armée, l'adaptation de la stratégie, la création d'écoles de cadres et de meilleurs rapports avec les populations.

LA CRÉATION DU GPRA

Les échanges entre membres du CCE montrent nettement que deux problèmes échappent à leur contrôle. L'un pour des raisons techniques et militaires : c'est l'obstacle que constitue la ligne Morice ; l'autre pour des raisons politiques : ce sont les pressions tunisienne et marocaine,

En effet, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, à la suite des événements du 13 mai 1958, ravive l'espoir des dirigeants maghrébins en une solution négociée. Dans leur empressement d'en finir avec la crise algérienne qui les empêche de stabiliser leurs pouvoirs respectifs, ils font abstraction d'une donnée fondamentale : les conditions d'un règlement dépendent plus de l'interlocuteur français que du FLN. Que les deux forces – l'armée et les ultracolonialistes – qui ont eu raison de la 4e République et ont porté de Gaulle au pouvoir, acceptent de renoncer à l'ordre colonial reste le préalable réel à l'ouverture de tout dialogue.

Aux prises avec une situation qu'il maîtrise mal, handicapé par des contradictions qu'entretiennent des appréciations divergentes sur la politique de De Gaulle, le CCE décide de porter l'action armée en France et de former un gouvernement provisoire. Les milieux

28. Bentobbal, «La situation de la révolution, bilan et perspectives», rapport au CCE. Archives privées.

dirigeants ne cachent pas que leurs initiatives ont pour but de tourner les difficultés objectives et non de les lever: «Nous avons couvert un certain chemin et atteint certains objectifs. Nous commencions à tourner en rond, acculés à l'impasse que tout le monde sentait et que certains explicitaient. L'existence d'un gouvernement entraînera un changement radical de l'extérieur à notre égard[29].»

Le 6 septembre, la commission mise en place pour étudier la constitution d'un gouvernement dépose ses conclusions. Sa réponse est positive:

- *Au plan algérien:* «À l'approche du référendum, c'est [...] un encouragement utile qui convaincra le peuple à faire échec à la politique d'intégration prônée par de Gaulle.»

- *Au plan français:* «S'il est vrai que l'on a entendu dire et répéter à l'envi par les gouvernements successifs que la formation d'un gouvernement empêcherait d'éventuelles négociations, il faut s'expliquer cette menace par le souci de s'opposer par tous les moyens au développement de nos moyens d'action.»

- *Au plan nord-africain:* il peut y avoir des difficultés mais un gouvernement algérien «est un préalable à toute formation confédérale maghrébine. Pour convaincre les gouvernements tunisien et marocain, il serait opportun de leur laisser [...] entendre la possibilité de notre alignement sur leur politique puisque nous ne risquons rien à cet égard, les deux pays ayant des politiques différentes: le Maroc neutraliste, la Tunisie pro-occidentale. De même, faire éventuellement du retour à Tunis du CCE une concession possible[30]. Mais tout ceci doit être mené en mettant au courant les Égyptiens de notre tactique.»

- *Au plan international:* «Nous nous trouverons dans une meilleure position qui acculerait peut-être l'ennemi à des actes d'humeur profitables internationalement à notre cause et le potentiel matériel et financier de la révolution se renforcerait.»

Le 9 septembre, le CCE décide donc, sans prendre la peine de réunir le CNRA, de créer un gouvernement provisoire, le GPRA. En son sein, la représentation de l'armée est assurée par le triumvirat Krim, Boussouf, Bentobbal. Le GPRA est responsable devant eux. À eux

29. «Considérations générales sur la création d'un gouvernement algérien, septembre 1958», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 213-219.
30. Le CCE avait alors son siège au Caire.

trois, ils constituent le PC (poste de commandement). Ouamrane est éliminé de cet organisme, sa vie personnelle étant jugée incompatible avec l'appartenance à l'exécutif; Mahmoud Cherif est estimé non représentatif. Malgré tous ses efforts, Krim ne réussit pas à prendre la tête du GPRA. C'est Abbas qui en sera le président. La nomination d'un homme de compromis à la direction d'un cabinet où on retrouve toutes les nuances du mouvement nationaliste se veut une offre de négociations à la France. Krim sera vice-président au même titre que Ben Bella. Boudiaf est nommé ministre d'État. En mettant Ben Bella au- dessus de Boudiaf, le CCE renforce un contentieux qu'une cohabitation difficile en prison a fait naître. La création d'une hiérarchie entre «les chefs historiques» empoisonnera leurs relations. Bitat qui fait alors cause commune avec Boudiaf contre Ben Bella écrit au GPRA pour lui expliquer que tous les «chefs historiques» doivent être mis sur le même plan. Ceux qui cherchent une issue à la crise chronique qui habite le FLN en se tournant vers les dirigeants détenus trouveront des hommes désunis.

CHAPITRE 15
L'AFFAIBLISSEMENT DE KRIM (1958-1960)

Créé pour surmonter la paralysie de la direction sans révision de la politique et sans modification majeure de la structure organisationnelle dans laquelle cette paralysie prend ses racines, le GPRA ne saurait constituer le remède tant attendu. L'amulette a toutefois quelques vertus. La reconnaissance du GPRA par l'ensemble des États arabes et les pays socialistes d'Asie (Chine, Vietnam, Corée du Nord) renforça considérablement le potentiel politique et matériel de la révolution. Mais n'eût été la détermination des combattants sur le terrain, l'incurie de la direction sur le plan militaire aurait compromis l'avenir. Symptômes d'un mal très profond, le complot «Amouri» à l'extérieur et les épreuves des wilayas à l'intérieur affectent plus particulièrement le pouvoir de Krim.

LE COMPLOT AMOURI

Le complot Amouri représente une tentative des officiers de la wilaya des Aurès-Nementchas et de la base de l'Est pour renverser le GPRA, pour éliminer Krim et Mahmoud Cherif et pour étendre le conflit algéro-français à la Tunisie.

À l'origine du complot, on trouve deux hommes: le colonel Amouri, rétrogradé en septembre 1958 au grade de commandant, et le commandant Mostefa Lakhal, de la wilaya 4. Dans l'épreuve qu'ils engagent tous les deux avec Krim, ministre des forces armées, le premier apporte les troupes et le second l'alliance des Égyptiens, de l'émir Abdelkrim et de Salah Ben Youssef.

Enseignant en arabe, Mohammed Amouri est un homme du 1^{er} novembre. Auressien, il n'accepte pas de gaieté de cœur la nomination de Mahmoud Cherif, originaire des Nementchas et «rallié» de surcroît, à la tête de la wilaya 1. Pour lui, le congrès de la Soummam a ouvert la voie aux arrivistes et la résistance algérienne suit le chemin pris par la Tunisie et le Maroc. La chasse aux maquisards commence

avant même la fin de la guerre. Il en rend responsable Krim et mène contre lui une propagande inlassable aux frontières en l'accusant de népotisme, de malversation, etc. L'important n'est pas tant la véracité des arguments utilisés que leur impact. Exilé au Moyen-Orient, Amouri garde des relations suivies avec son successeur à la tête de la wilaya 1, le colonel Nouaoura, et son ami Aouechria, le chef de la base de l'Est.

Le second protagoniste du drame est Mostefa Lakhal, de son vrai nom Djemaï Saadia. Étudiant au Caire, il s'engage comme Houari Boumediene, sous la direction de l'émir Abdelkrim, le héros de la guerre du Rif, dans les commandos nord-africains. Dès les débuts de l'insurrection, il gagne l'Algérois où il devient l'adjoint d'Ali Khodja. Selon le commandant Azzedine, il est muté à l'extérieur pour avoir massacré dans la Mitidja une famille de colons qui s'étaient rendus. Est-ce réellement cette action qui lui vaut l'exil ? C'est douteux. Ce qui est certain, c'est que Mostefa Lakhal était un adversaire convaincu de l'orientation prise par le FLN après le congrès de la Soummam.

En juillet 1957, il est nommé adjoint d'un officier de carrière, le commandant Idir, à la tête des troupes cantonnées aux frontières algéro-libyennes. Suite à l'échec de l'« offensive saharienne[1] », il est envoyé, après bien des péripéties, en Égypte dans une académie militaire. Nationaliste arabe, il est arrêté par les services de sécurité algériens en 1958. Il parvient à s'évader et se met sous la protection de l'émir Abdelkrim.

Entre Mohammed Amouri et Mostefa Lakhal, les liens sont politiques, même si tous les deux nourrissent des griefs personnels à l'égard de Krim. Dans leur entreprise contre le GPRA, ils recevront les encouragements de l'Égypte, mécontente de la conférence de Tanger et de la formation, à son insu, du GPRA. Ils auront également le concours de l'émir Abdelkrim et de Salah Ben Youssef, qui souhaitent une extension du conflit algéro-français à l'ensemble du Maghreb. En

1. En juillet 1957, le FLN ouvre un front au Sahara à l'initiative de Krim et Ouamrane. Le commandant Idir prend l'initiative d'attaquer un convoi qui, venant de Touggourt, est entré en Libye pour se diriger vers le Tchad. L'armée française bombarde les campements de nomades et donne un avertissement au gouvernement libyen. Ce dernier accuse les Algériens de n'avoir pas respecté l'accord conclu qui stipulait que le territoire libyen ne serait qu'un lieu de passage. Abbane donne à l'expédition l'ordre de retourner en Tunisie. Parmi les membres de l'expédition, on peut citer le Dr Oucharef, le Dr Mohieddine Amimour, Abdelkader Kaci, Menouar, Tawfik Benattoura et Mouloud Aïnouz.

octobre, Mostefa Lakhal et Mohammed Amouri informent Boussouf de leur projet pour le mettre dans le jeu contre Krim. Le complot se noue ce même mois.

Le 1er octobre, le GPRA décide la constitution de deux états-majors, Est et Ouest. Leur direction est confiée au colonel Mohammedi Saïd et au colonel Boumediene. Après le 8 octobre, une réunion de travail groupe autour de Krim à Tunis le colonel Mohammedi Saïd, le colonel Nouaoura, commandant la wilaya 1, et le chef de bataillon Aouechria, commandant la base de l'Est. La décision y est prise de faire entrer en Algérie, le 25 octobre au plus tard, les contingents stationnés aux frontières. La mesure reste lettre morte. Pis, le colonel Mohammedi Saïd, qui veut installer son PC à la base de l'Est, n'y est pas accepté et, sous la menace des armes du bataillon commandé par le capitaine Bensalem[2], se trouve dans l'obligation de réintégrer son quartier général à Ghardimaou.

Nouaoura et Aouechria se refusent dès lors à donner suite aux convocations de Krim. Ils exigent, pour regagner le territoire algérien en traversant la ligne Morice, l'attribution de bases frontalières et la remise en cause de la nomination du commandant Ali Mendjeli, défenseur du congrès de la Soummam, comme commandant de la frontière algéro-tunisienne. Leurs exigences posées, ils se rendent à une réunion de travail présidée par Krim le 8 novembre 1958 et font mine d'accepter ses directives. Quelques jours plus tard, ils tiennent une assemblée des cadres de la wilaya 1 et de la base de l'Est sous la présidence d'Amouri, entré secrètement en Tunisie.

Deux sections sont dépêchées à Tunis pour procéder à l'enlèvement des ministres. Selon le colonel Nouaoura, les conjurés avaient pour objectif de « s'assurer le commandement des frontières algéro-tunisiennes du nord au sud ; mettre la main sur tous les services civils et militaires installés en Tunisie, y compris la base de Tunis et les centres d'exploitation des transmissions ; mater toute résistance manifestée par les wilayas 2, 3 et 4 par l'emploi de la force[3] ». Par ailleurs, Amouri

2. Bensalem. Sous-officier de l'armée française, rejoint à son retour d'Indochine l'ALN dans la base de l'Est. Membre du Comité de la zone Nord (1960). Chef du quartier général d'Alger en 1964. Membre du comité central du FLN (1964-1965). Membre du Conseil de la Révolution (1965-1967). Quitte l'armée en décembre 1967 après avoir soutenu Zbiri contre Boumediene.

3. Rapport du ministre des forces armées, 21 novembre 1958. Archives privées.

se proposait de créer une commission de contrôle qui prendrait en main l'Extérieur.

Une dénonciation permet à Mahmoud Cherif et Krim de réagir à temps. Peu sûrs des moyens dont ils disposent – les troupes des Aurès-Nementchas et la base de l'Est sont les plus nombreuses – ils ont recours à la collaboration du gouvernement tunisien pour faire arrêter les conjurés. L'aide tunisienne a les résultats escomptés, mais provoque, par choc en retour, des désagréments auxquels Krim et Mahmoud Cherif ne s'attendent pas : des locaux officiels de l'ALN au Kef sont occupés et les archives, notamment celles des services de Boussouf, saisies ; des officiers supérieurs étrangers à l'affaire, les commandants Mira et Mendjeli, sont arrêtés ; les convois d'armes sont à nouveau stoppés et le ravitaillement bloqué.

Le tribunal qui juge les partisans de Mohammed Amouri est présidé par le colonel Boumediene. Le commandant Ali Mendjeli fait office de procureur et le colonel Sadek celui d'avocat. L'acte d'accusation dressé par le ministre des forces armées reproche à Amouri d'avoir «mis en place les éléments qui lui sont dévoués [...]. évincé les cadres compétents ou gênants» et d'avoir nommé aux potes clés «des gens sur lesquels il pouvait compter». En cela, il n'est pourtant qu'un fidèle disciple de ses supérieurs. Plus grave est le grief d'avoir «pris des contacts avec les services d'une nation étrangère», en l'occurrence l'Égypte. Le tribunal prononcera la condamnation à mort des colonels Amouri, Nouaoura et des commandants Aouechria et Mostefa Lakhal qui seront exécutés en mars 1959. Les commandants Abdallah Belhouchet[4], Ahmed Draïa[5], Mohammed Cherif Messadia[6], Lakhdar

4. Belhouchet Abdallah. Sous-officier en Indochine. Démobilisé en 1955. Rejoint le maquis et devient officier de la base de l'Est. Condamné en 1958 par un tribunal présidé par Boumediene. Amnistié après février 1960. Envoyé à la frontière malienne. Promu colonel après l'indépendance et chef de la 1re région militaire. Membre du Conseil de la Révolution depuis juin 1965.

5. Ahmed Draïa. Convoyeur de car, originaire de Souk-Ahras. Officier de la base de l'Est. Arrêté en 1958, envoyé à la frontière malienne en 1960. Directeur des compagnies nationales de sécurité (1963). Directeur de la Sûreté (1965-1976). Membre du Conseil de la Révolution (1965-1979). Ministre des transports. Membre du bureau politique.

6. Mohammed Chérif Messadia. Étudiant à la Zitouna. Officier de la base de l'Est. Arrêté en 1958. Envoyé à la frontière malienne en 1960. Commissaire national du parti pour le département de Colomb-Béchar (1962-1963), puis d'Annaba (1964). Député (1962-1965). Responsable de la Commission d'orientation du FLN (1967-1979). Ministre des anciens moudjahidines.

Belhadj[7] et de nombreux officiers sont emprisonnés jusqu'en 1960 après avoir subi les pires tortures.

Le rôle exact de Boussouf n'est pas évoqué au cours du procès. L'enquête a été menée par son ami Bentobbal et le tribunal présidé par son «client» Boumediene. Les conjurés ne l'ont pas mis en cause. On peut s'interroger sur leur silence. Auraient-ils reçu des assurances et lesquelles ?

La déposition des chefs de la wilaya 1 et de la base de l'Est n'est pas un succès pour le GPRA, encore moins pour Krim. Ce sera, au contraire, la préface d'échecs graves. La crédibilité du GPRA est atteinte aux yeux des combattants aux frontières qui le considéreront désormais comme un otage du gouvernement tunisien. Elle l'est également aux yeux du gouvernement tunisien qui ne lui fait plus confiance pour maintenir l'ordre.

L'ÉCHEC MILITAIRE DE KRIM AUX FRONTIÈRES EST (1958-1959)

Trois données caractérisent la situation aux frontières fin 1957 : le gonflement et la concentration des effectifs, l'amélioration de l'armement et l'existence d'un personnel de commandement qualifié non utilisé.

– Les dépenses de l'intendance pour l'entretien de l'armée stationnée à la frontière tunisienne peuvent servir de critère pour mesurer l'évolution des effectifs. D'un montant de 5 500 000 anciens francs en août-septembre 1957, elles ont atteint en janvier 1958 le chiffre de 50 millions. Cette progression s'explique ainsi : il y avait un plus grand nombre de sorties d'Algérie que d'entrées et des nouvelles recrues venaient des camps de réfugiés.

– L'armement des troupes s'est considérablement perfectionné. L'ALN dispose de mitrailleuses anti-aériennes, de bazookas, de mortiers de 81, de 60, de 45 et de canons sans recul. La dotation en armes de grande puissance de feu risquait de rester sans effet si l'action n'était pas menée par un ou plusieurs bataillons agissant de concert sous un commandement unique.

– Les déserteurs algériens de l'armée française et les jeunes officiers maquisards formés dans les académies militaires arabes (dont Abdelhamid Brahimi, Abdelaziz Kara, Abderrazak Bouhara, Kamal

7. Lakhdar Belhadj. Commandant de l'Armée nationale populaire (ANP). Préfet de Tiaret (1977). Démis de ses fonctions pour n'avoir pas dissuadé la population d'assister à l'enterrement de Kaïd Ahmed.

Abderrahim, Kamel Ouartsi, Lekhal Ayat, Larbi Lahcène, Mohammed Alleg, Hocine Benmallem et Abdelghani Zouani) constituent un personnel de commandement apte à répondre aux nouvelles données de la guerre.

En grande partie, les déserteurs de l'armée française avaient une expérience acquise sur les champs de bataille. L'attraction qu'exerçait la lutte nationale sur le peuple algérien ne les avait pas épargnés. En février 1957, 52 officiers d'origine algérienne avaient pris publiquement position dans une lettre au président français, René Coty : « Si la politique française ne se dirige pas vers une solution équitable, nous n'avons plus les moyens ni les raisons valables pour justifier notre mission au sein de l'armée française[8]. »

Sanctionnés, nombre d'entre eux, dont les capitaines Zerguini et Abdelmoumen, Aït Idir, les lieutenants Slimane Hoffmann, Boutella, Bouanane, Chabou donnent leur démission en septembre 1957 pour rejoindre l'armée algérienne en Tunisie et au Maroc[9]. En mars 1958, le FLN crée avec Boualem Oubraham à Bonn un service chargé des questions militaires pour faire déserter les officiers d'origine algérienne stationnés en Allemagne et en France. Le 8 avril 1959, le responsable de ce service enregistre la désertion d'une quinzaine d'officiers et de sous-officiers. Ce sont le capitaine Mohammed Allahoum (38 ans) et les sous-lieutenants Bouzada (26 ans), Mostefa Ben Msabih (26 ans), Mohammed Allahoum (27 ans), Abdelmajid Allahoum (24 ans), Mokhtar Kerked (24 ans), Mohammed Ben Mohammed (27 ans), Mohammed Aggoun (27 ans), Amokrane Aït Mehdi (27 ans), Abdelhamid Latrèche (27 ans). Les rejoindront plus tard : Khaled Nezzar, Selim Saâdi, Madaoui, Mediouni, Belkheir, Guennazia, Aït Messaoudene, Cheloufi, Khelil, etc. Au cours de l'été 1959, on pouvait évaluer leur nombre à près de 40.

L'utilisation rationnelle des forces accumulées est une nécessité impérieuse. Il faut en finir avec le gaspillage des énergies humaines et des moyens matériels, car les officiers ne sont pas utilisés. L'armement se détériore faute d'entretien. Les munitions sont gaspillées dans les « fantasias » au cours des nombreux mariages dans les camps de réfugiés. Créer une armée et lui donner une stratégie tenant compte

8. Voir Abdelkader Rahmani, *L'affaire des officiers algériens*, Paris, Le Seuil, 1958, p. 41.

9. Ces officiers forment aujourd'hui l'encadrement de l'ANP et sont dans leur écrasante majorité membres du comité central du FLN (février 1979).

de l'inégalité des forces, de la fluidité des fronts à l'intérieur et d'un obstacle fixe – la ligne Morice – à l'extérieur s'avère indispensable.

La base de l'armée est paysanne et son encadrement villageois. Pour créer un instrument politique et militaire efficace, la liaison entre l'institution à forger et l'ordre social et politique futur est indispensable. Comment centraliser sans heurt les troupes en tenant compte des tendances et des aspirations des paysans? Comment surmonter l'hétérogénéité régionale des détachements de partisans et réaliser leur brassage en vue d'une action commune?

Sur la question de l'unification des détachements de partisans, les cadres de l'ALN aux frontières est sont divisés en deux tendances:

Les chefs partisans, dont les capitaines Bensalem et Salah Soufi[10], font de l'esprit de la guérilla et de l'autonomie des groupes une doctrine. Ils ne sont pas hostiles toutefois à l'unification des détachements de partisans si elle n'aboutit pas à leur élimination. Les défenseurs les plus ardents de l'unification de l'armée sont naturellement les officiers et sous-officiers qui ont déserté l'armée française et les maquisards formés dans les académies militaires arabes d'Égypte, de Syrie et d'Irak.

Ce que ces deux groupes ont en commun ne doit pas cacher les tensions qui existent entre eux. Le premier est composé de professionnels de la guerre, rompus à l'art du commandement, hostiles à tout droit des combattants. Le second comprend des militants nationalistes, plus sensibles au sentiment égalitaire des combattants et désireux d'opérer la fusion du groupe avec les chefs qu'ils se sont choisis. Tout en militant pour une armée centralisée, moderne par ses méthodes de formation et d'instruction, il est attaché au recrutement sur la base du volontariat et milite pour une armée de type transitoire combinant l'engagement d'unités régulières et la guérilla.

Les premiers contacts entre ces deux groupes en avril 1959 à Garn Halfaya donnent lieu à des discussions orageuses. Les militaires professionnels, dont les chefs de file sont Chabou[11], Slimane Hoffmann[12]

---

10. Salah Soufi. De son vrai nom Bendidi Salah, il est originaire de Sedrata. Un des chefs partisans les plus estimés, membre du comité opérationnel de la zone Sud (1960-1962). Député (1963-1965), membre du Conseil de la Révolution et chef de la Région militaire de Colomb-Béchar (1965-1967). Décédé accidentellement le 22 décembre 1976.

11. Chabou. Membre du comité de la zone Nord (1960-1962). Secrétaire général du ministère de la défense (1962-1971). Membre du Conseil de la Révolution (1962-1971). Décédé dans un accident d'hélicoptère en 1971.

12. Slimane Hoffmann. Membre du bureau technique de l'état-major (1960-1962). Membre du

et Mohammed Zerguini[13], visent lucidement le pouvoir. Ils font valoir leur renoncement aux avantages matériels acquis dans l'armée française, d'une part, et leur compétence, d'autre part. Mais ils se heurtent aux lieutenants Abdelhamid Brahimi[14] et Abderrazak Bouhara[15] qui refusent toute alliance contre les cadres issus des détachements de partisans qualifiés d'anarchistes.

Krim peut soit prendre le parti d'une tendance, soit arbitrer entre elles. En nommant le commandant Idir Mouloud[16] à la tête de son cabinet militaire, il s'appuie sur les ex-officiers de l'armée française. «Il faut encourager les spécialistes», dit-il. L'argument a choqué parce qu'il n'y a pas une séparation réelle entre la fonction politique et la fonction militaire.

Le programme d'action du commandant Idir est conçu en fonction de la prise du pouvoir. Il ne réussit pas à l'appliquer, mais il fera des émules plus habiles. Il s'agit de construire l'armée algérienne en dehors du territoire national et d'imposer ses chefs aux «anarchistes» de l'intérieur. À cet effet, il prépare un document, transmis le 19 juillet 1958 aux membres du CCE, et esquisse un plan d'organisation qui chiffre les effectifs de l'armée à 160 000 hommes, dont 5 000 officiers, 16 000 sous-officiers et 25 000 caporaux.

Ses rêves de grandeur et sa formation ne prédisposent pas le commandant Idir à affronter avec mesure les réalités de l'ALN. Selon lui la centralisation des détachements formés sur la base de valeurs chères aux paysans peut se faire sans encombre, à coups de décisions administratives et de sanctions. Sa philosophie a été résumée en une phrase par le capitaine Zerguini : «Nous avons l'habitude de mater les

cabinet du ministre de la défense et responsable des blindés, sera successivement préfet d'Alger, responsable des relations extérieures du FLN. Membre du comité central du FLN (1979).

13. Mohammed Zerguini. Membre du bureau technique de l'état-major (1960-1962). Après l'indépendance, sera chef de la région militaire de Ouargla, inspecteur des armées, puis ministre des postes (1977-1979). Membre du comité central du FLN (1979).

14. Abdelhamid Brahimi. Chef d'une compagnie d'armes lourdes (1960-1962), sera préfet d'Annaba (1964-1965), puis professeur d'économie à l'Université d'Alger et enfin représentant de la Sonatrach à Washington (1978). Ministre du plan et de l'aménagement du territoire en 1979.

15. Abderrazak Bouahara. Chef du 1er bataillon (1960-1962). Après l'indépendance, sera ambassadeur au Vietnam (1971-1975), préfet d'Alger (1975-1977), puis responsable de la commission d'organisation du FLN. Membre du comité central du FLN et ministre de la santé (1979).

16. Idir Mouloud. Rejoint le FLN en 1956. Responsable militaire aux frontières algéro-libyennes (1957). Conseiller de Krim (1958-1960). Ambassadeur au Pakistan (1960-1962). Rappelé temporairement comme conseiller au ministère de la défense lors de la guerre des frontières avec le Maroc (1963).

tirailleurs. » Le plan du commandant Idir se déroule en trois étapes : envoi des partisans et de leurs chefs dans les camps d'instruction ; prise en main des destinées de l'armée par les officiers ; brassage entre les combattants sans réintégration des partisans dans leurs unités d'origine après l'instruction.

Le programme d'instruction se fonde sur le principe de l'éducation disciplinaire. Quelques années après la guerre, le colonel Ahmed Bencherif, alors commandant des frontières[17], l'expose ainsi :

> Mon but était de créer chez lui (le combattant) des automatismes sûrs, infaillibles [...]. Au point de vue militaire, il s'agissait, non pas de l'initier à une théorie qu'il ne saurait comprendre et dont il ne saurait que faire, mais plutôt de le familiariser avec toutes sortes d'armes modernes [...]. À cela devait s'ajouter une formation politique de base qui constituerait en quelque sorte un effort de captation des forces affectives qui bouillonnaient dans chaque individu[18].

La « prise en main », c'est ainsi qu'on appelle le plan du commandant Idir, marque le point de départ d'un mouvement collectif d'insubordination qui touche d'abord les troupes en provenance des Nementchas, s'étend progressivement et contamine les détachements de la wilaya 2. Pour freiner le mouvement, les officiers ont recours à l'action psychologique – on distribue des centaines de postes radio et des électrophones – puis à la ruse. C'est dans ces conditions que le commandement des frontières en Tunisie fait appel aux volontaires pour rentrer en Algérie. Près de trois cents combattants se présentent avec leur chef, Hamma Loulou. Le capitaine Bencherif les met dans des camions et les envoie dans les camps d'instruction.

La nouvelle de la mésaventure de Hamma Loulou se répand comme une traînée de poudre. Le désordre s'accentue et prend la forme de

17. Ahmed Bencherif. Originaire de Djelfa, officier de l'armée française, rejoint le FLN en juillet 1957 en wilaya 4. Commandant des frontières (1959-1960). Membre du conseil de la wilaya 4 et du CNRA (1960). Arrêté en 1960 après avoir réussi à traverser la ligne Morice. Colonel de la gendarmerie (1962-1971). Membre du comité central du FLN (1964-1965) et du Conseil de la Révolution (1965-1979). Ministre de l'hydraulique et de l'environnement (1977-1979). Membre du bureau politique du FLN (1979).

18. Ahmed Bencherif, *L'aurore des mechtas*, Alger, SNED, 1968.

la désertion, de l'insoumission et du refus de se battre. Un rapport du lieutenant Abdelaziz Kara[19] présente la situation en ces termes :

> 1. Le nombre quotidien des déserteurs dans un même bataillon est de cinq à six ;
> 2. Le chiffre des éléments se portant malades est très grand ; à la première visite médicale, plus de 162 *djounoud* (soldats) ont été réformés. Jusqu'à ce jour, on n'a pu établir un tri définitif. De nouveaux malades se présentent. Le sont-ils réellement ? J'en doute.
> 3. Les tire-au-flanc deviennent inquiétants. Trop de frères recherchent un moyen pour se caser. Ils préfèrent avoir une place comme chauffeur, infirmier, coiffeur, boulanger, menuisier, que de devenir éclaireur ou tireur dans un commando.

Et le rapport ajoute :

> J'ai vu des *djounoud* déchirer au couteau leurs pataugas et venir en demander des neufs. Notre gouvernement est riche, chuchotaient les railleurs [...]. Le pourcentage des chauds pour la rentrée est minime : deux sections sur neuf voulaient réellement combattre et regagner l'intérieur. Elles se composent uniquement de vieux cadres, d'anciens maquisards.

Le mouvement d'insubordination culmine au cours de l'été 1959. Par compagnies entières les soldats abandonnent leur casernement. Les plus sages demeurent sur place, arrêtent les officiers et les renvoient au quartier général dans une tenue peu décente. Devant la montée des périls qui menace toute la direction, Boussouf et Bentobbal se portent au secours de Krim pour convaincre les partisans Nemouchis[20] d'accepter le capitaine Zerguini comme instructeur. Pour toute réponse, les combattants réclament le retour de leurs chefs. Ce mot d'ordre devient la revendication principale. C'est alors que Bentobbal et Boussouf exigent de Krim de se séparer du commandant Idir pour ramener le calme aux frontières tunisiennes, où de surcroît se produit un incident d'une extrême gravité.

19. Abdelaziz Kara. Conseiller à l'ambassade algérienne à Moscou (1963). Secrétaire général des anciens moujahiddines, puis membre du comité central du FLN. Ambassadeur en Hongrie (1979).
20. Les Nemouchis étaient au nombre de 1600.

Prétextant une affaire d'intendance, un chef partisan, le capitaine Ali Mendjeli[21] de la wilaya 2, se rend au centre de Mellègue, en compagnie des lieutenants Benyezzar et Brahimi, interpelle le commandant Idir et le gifle en présence du ministre des forces armées, Krim Belkacem. Désemparé, ce dernier appelle la police militaire à la rescousse. Personne n'intervient. «Il y a encore des hommes parmi nous», murmure un combattant.

La politique du commandant Idir a des conséquences immédiates, d'autres lointaines et de plus grande portée. Dans l'immédiat, l'armée française parvient à construire la ligne Challe en toute sécurité, renforçant ainsi l'efficacité de la ligne Morice. Pour la majorité des combattants, après la mésaventure de Hamma Loulou, les ordres de passer à l'offensive dissimulent la volonté de «reprise en main».

L'échec du parti des officiers est retentissant. Son monopole sur les moyens matériels de la révolution et l'utilisation qu'il en fait pour corrompre les cadres et se créer des soutiens l'entraînent dans une voie dangereuse. Alors que son but initial est d'unifier l'armée, il finit par s'enliser, malgré lui, dans les rivalités locales et régionales. En effet, le parti des officiers s'appuie sur les troupes originaires des Ouled-Abid contre celles des Nementchas, sur celles de la wilaya 3 contre celles de la wilaya 1. Il est donc perçu comme un *çoff* parmi d'autres. La révolte des combattants, paysans en majorité, n'exprime pas une visée politique claire. En fait, les combattants suivent leurs cadres. Ceux-ci, bien que d'origine populaire, ne sont plus que des chefs militaires ordinaires qui défendent des situations acquises. L'égoïsme de leur motivation resurgit dès que l'appareil les consacre dans leurs places.

L'autorité de Krim est atteinte pour un long moment. Ses adversaires expliquent son échec par son régionalisme. Pourtant ses contempteurs sont, sur ce plan, à son image. Tous les chefs militaires sont victimes de la faiblesse de la conscience nationale. Tous dénoncent quotidiennement (mais chez les autres) les dangers du régionalisme

21. Ali Mendjeli. Militant du PPA. Limonadier à Azzaba. Conseiller municipal de 1947 à 1954. Ne prend pas parti pour les fractions en conflit au cours de la crise du MTLD mais participe au congrès organisé par les centralistes. Prend le maquis après le 20 août 1955. Chargé par la wilaya 2 en 1956 de discuter l'intégration de la base de l'Est à la wilaya 2. Commandant des frontières est en 1958. Remplacé par le capitaine Bencherif, il mène l'attaque contre le commandant Idir et Krim en 1959. Désigné au CNRA, cette même année. Membre de l'état-major (1959-1962). Député (1962-1965) et vice-président de l'Assemblée nationale. Membre du bureau politique du FLN (1964-1965) et du Conseil de la Révolution (1965-1967) dont il se retire après des désaccords avec Boumediene.

et du népotisme. Cette saisie partiale des périls ne suffit pas, par elle-même, à en avoir raison.

La contrainte objective propre à l'état de l'Algérie est en partie à l'origine des insuccès de Krim. L'organisation sociale reste marquée par la consanguinité même fictive, plutôt que par l'appartenance à un même territoire. Mais sa défaite est aussi celle d'un appareil dominé par des officiers de carrière, patriotes certes mais arrogants, dominateurs, sans culture politique et de surcroît incapables d'établir une relation entre la formation d'une armée et les aspirations populaires.

Bentobbal et Boussouf ne profiteront pas de l'infortune de Krim, car l'idée qu'un lien étroit doit exister entre l'ALN et sa direction politique va retrouver toute sa vigueur, et à leur détriment. Désormais, ils sont considérés comme des «politiciens» et traités comme tels. Cette conséquence de la crise n'apparaîtra au grand jour qu'en 1961 lors de l'affrontement entre le GPRA et l'état-major général.

LA MONTÉE DES PÉRILS DANS LES WILAYAS

Selon Hocine Zahouane, alors officier de la wilaya 3[22] :

> Fin 1957, début 1958, la situation se présentait comme suit : les compagnies commençaient à être formées, les armes de chasse laissaient place aux armes de guerre. Un choc psychologique allait instaurer un moral de fer [...]. Une période s'ouvrait qui durera jusqu'à fin 1958 et qui verra la suprématie de l'ALN sur le plan militaire, politique et administratif[23].

En fait, l'intensité du ravitaillement en armes entre janvier 1957 et janvier 1958 pousse les chefs de wilaya à renforcer le dispositif militaire au détriment de la politisation des masses et des combattants. Les assemblées du peuple qui s'occupaient de l'organisation politico-administrative et «critiquaient certaines directives, certains responsables, furent peu à peu étouffées[24]».

22. Hocine Zahouane. Militant MTLD, encore lycéen en 1954. Emprisonné de 1955 à 1957. Gagne le maquis en Kabylie à sa sortie de prison. Le quitte en mars 1960 pour informer le GPRA sur la situation en Kabylie. Membre du bureau politique du FLN (1964-1965), s'oppose au coup d'État du 19 juin 1965. Emprisonné, puis assigné à résidence dans le Sud de 1965 à 1971, vit en exil en France depuis 1973.

23. Rapport de Hocine Zahouane sur l'état de la wilaya 3, 29 juin 1960. Archives privées.

24. «Rapport d'Abdelhamid Boudiaf, officier de l'ALN (wilaya 4), 5 mars 1959», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 235-240.

L'affaiblissement de l'organisation politique eut des répercussions négatives sur l'ALN dès que les armes vinrent à manquer. La dépolitisation des maquis aidant, les militants activistes devinrent une proie facile pour les spécialistes de la guerre psychologique. Une opération d'intoxication connue sous le nom de «complot bleu» ou «bleuïte» rencontre un terrain favorable en wilaya 3 dès le mois d'avril 1958. «Le système consistait à renvoyer vers sa wilaya un membre du FLN arrêté depuis un certain temps, après lui avoir laissé entendre qu'un certain nombre des officiers et des sous-officiers de sa zone y étaient les correspondants de l'armée française[25].» La reconstitution de l'organigramme permit aux services du colonel Godard de viser en priorité les cadres intellectuels. Le colonel Amirouche tombe dans le piège qui lui est tendu et procède à une opération sanglante.

> Dès le début de la purge, écrit dans son journal de marche Belkacem Salah, la méfiance a commencé à régner à l'intérieur du pays, d'abord entre les intellectuels et la masse illettrée, puis entre les djounoud et les responsables, puis entre les responsables eux-mêmes. Maintenant chacun se méfie de l'autre[26].

Le réveil de la méfiance paysanne à l'égard des lettrés a des effets d'autant plus meurtriers que l'emploi systématique de la torture pour obtenir des aveux de culpabilité ne laisse aucune chance de défense aux victimes. Selon le professeur Si Smaïl, responsable du service d'information de la wilaya 3, «la bleuïte» a fait près de 2000 morts[27]. À l'initiative d'Amirouche, l'espionnite se propage dans la wilaya 4, puis dans les zones de la wilaya 5 qui leur sont limitrophes. De source française, l'épuration en wilaya 4 aurait touché 486 personnes[28]. L'action des services français vise la seule tête politique de la wilaya, le commandant Omar Oussedik. À l'instigation d'Amirouche, qui ne lui pardonne pas ses positions au cours de la crise «berbériste» du MTLD en 1949 et qui le considère comme un «communiste», le colonel Si M'hammed le met en accusation. Par chance, le commandant

25. Claude Paillat, *Dossiers secrets de la guerre d'Algérie*, t. 1, *op. cit.*, p. 98.
26. NdÉ. Journal publié dans *Le Bled*, publication créé en 1955 pour informer les soldats sur le terrain et les motiver, *Le Bled* est subventionné par le Gouvernement général et diffusé dans les trois armées. Il est installé dans les locaux de la *Dépêche algérienne*.
27. Rapport de Hocine Zahouane au GPRA, 29 juin 1960. Archives privées.
28. *Le Bled*, n° 64, reproduit un document dont nous n'avons pu vérifier l'authenticité.

Omar Oussedik, nommé secrétaire d'État dans le GPRA, se trouve en Tunisie au moment de son inculpation.

LA RÉUNION DES COLONELS DE L'INTÉRIEUR (6-12 DÉCEMBRE 1958)

C'est dans cette atmosphère empoisonnée par la suspicion et le doute qu'Amirouche, félicité par Krim «pour avoir su déjouer le complot ennemi», prend une initiative d'importance : celle de réunir les colonels de l'intérieur, pour faire le point de la situation, coordonner les efforts et tracer les perspectives pour l'avenir.

La réunion se tient dans le Nord-Constantinois (wilaya 2). Comme en août 1956, la préoccupation principale des chefs militaires reste l'approvisionnement en armes. Ni le colonel Ali Kafi, chef de la wilaya 2, ni le colonel Lotfi, responsable de la wilaya 5, n'acceptent de se joindre à Amirouche (wilaya 3), Lakhdar Abidi Hadj[29] (wilaya 1), Si Haouès[30] (wilaya 6) et Si M'hammed[31] (wilaya 4). Respectivement liés à Bentobbal et Boussouf, ils craignent que l'initiative d'Amirouche ait pour but de faire de Krim le leader de la révolution. Selon le colonel Ali Kafi, la réunion des wilayas est une manœuvre de Krim exécutée par Amirouche. Il affirme avoir décodé des messages échangés entre les deux hommes à ce sujet. En effet, les services de transmission de la wilaya 3 ne fonctionnent plus et ses messages transitent par la wilaya 2.

Trois préoccupations dominent les débats entre les colonels : leur isolement par rapport à la direction installée à l'extérieur du pays et leur manque de moyens matériels ; l'épuration pour se prémunir contre le noyautage ; l'entraide à tous les niveaux. Les chefs de l'intérieur,

29. Abidi Hadj Lakhdar. Petit transporteur, militant MTLD, fait partie dès novembre 1954 de ceux qui déclenchent l'action armée. Participe au conseil interwilayas en décembre 1959. Appuie Krim lors de la réunion des colonels. Reste en Tunisie jusqu'au cessez-le-feu. Soutient Ben Bella contre le GPRA. Député en 1962.

30. Si Haouès. Marchand de dattes à Biskra, prend position pour Messali lors de la crise du MTLD. Envoyé dans les Aurès par les messalistes. Condamné à mort par Adjoul-Adjoul. Amnistié par Ben Boulaïd qui lui confie la direction de la région de Biskra. Rejoint le MNA, puis, après une brouille avec Bellounis, se rallie en 1957 au FLN. Avec l'aide des wilayas 3, 4 et 5 il s'attaque aux bandes de Bellounis. Étend l'implantation de l'ALN de Biskra aux Ouled Naïls, puis au djebel Amour et aux monts des Ksour où il réussit à réaliser la jonction avec les groupes installés à la frontière marocaine.

31. M'hammed. Ahmed Bouguerra dit Si M'hammed a été membre du MTLD. Dès novembre 1954, cet ancien cheminot du dépôt d'El-Khemis se trouve au maquis. Adjoint politique en 1955, commandant en 1956, colonel en 1957, il a toujours été la tête politique de la wilaya de l'Algérois. Participe au conseil interwilayas (décembre 1959). Meurt au combat le 5 mai 1959 au douar Ouled Bou Achra.

réagissant en fonction de leurs difficultés propres, ont le sentiment que la direction ne fait pas l'effort nécessaire pour leur venir en aide. Aussi réaffirment-ils la primauté de l'intérieur et le principe de la direction collégiale, ce qui est une manière élégante de récuser le GPRA. Répondant aux desiderata d'Amirouche, ils créent une commission interwilayas de sécurité pour enquêter sur les éléments suspectés de relations avec l'ennemi ou de défaitisme.

La situation dans les wilayas 1 et 6 – la première en proie aux luttes de fractions, la seconde harcelée par des bandes autonomes qui lui disputent le terrain – retient l'attention du conseil interwilayas. La wilaya 3 (Kabylie) devra aider le chef de la wilaya 1 (Aurès) à mettre de l'ordre chez lui. La wilaya 4 devra envoyer en wilaya 6 un contingent pour éliminer les restes des bandes de Bellounis dirigées par Si Mellah. On sait que Bellounis, qui a été l'allié de l'armée française, s'est dissocié d'elle au cours de l'été 1958 et a été tué en juillet.

Les procès-verbaux de la réunion des colonels sont remis au GPRA par le commandant Omar Oussedik. Le gouvernement décide alors de réunir à l'extérieur du pays les chefs militaires. En route pour Tunis où il a été convoqué, Amirouche, dont l'armée française connaissait l'itinéraire, meurt dans une embuscade le 29 mars, en même temps que le colonel Si Haouès, dans le djebel Tsameur. Le 5 mai, le colonel Si M'hammed succombe au douar Ouled Ben Achra à son tour. Avec leur disparition, Krim perd ses éventuels alliés dans le jeu complexe qui l'oppose à ses alliés de circonstance, Boussouf et Bentobbal.

KRIM EN PERTE DE VITESSE

La position dominante de Krim dans l'ALN, acquise en août 1956, est progressivement grignotée par ses alliés et concurrents Bentobbal et Boussouf, qui gardent le contrôle des wilayas 2 et 5. Rappelons les étapes de son affaiblissement. En septembre 1958, Krim est contraint de se séparer de son plus proche compagnon, le colonel Ouamrane, qui cède le département de l'armement et du ravitaillement à Mahmoud Cherif. Au cours des années 1958-1959, avec l'échec du plan du commandant Idir, son autorité est battue en brèche aux frontières. Sa représentativité ne réside plus que dans les soutiens qu'il a en Algérie parmi les combattants, principalement dans les wilayas 1, 3, 4 et 6. Or, son impuissance à concevoir un plan d'édification militaire répondant aux questions sociales, politiques et techniques ainsi qu'aux faibles

moyens de la résistance, laisse les wilayas sans boussole. À partir de 1958, le rapport de forces internes évolue au détriment de Krim. Dès avril 1958, le chef de la wilaya 2, Ali Kafi, ne reconnaît plus son autorité. L'affaiblissement de la wilaya 3 commence à cette même date. Le succès du «complot bleu» éprouve durement la Kabylie[32]. En décembre, le colonel Amirouche essaye de parer à la dégradation de la situation provoquant une réunion des wilayas. Mais la mise en œuvre du plan Challe qui part du principe du fractionnement des wilayas, et applique de puissants moyens militaires sur un espace réduit, aggrave la déstabilisation des wilayas 3 et 4. Leurs épreuves ne seront surmontées qu'à la fin de l'année 1960. La wilaya 2 considère Bentobbal comme son représentant à la direction du FLN. Tout désaccord entre Krim, Bentobbal et Boussouf a automatiquement des répercussions dans la wilaya. C'est en avril 1958 qu'intervient la rupture morale entre le chef de la wilaya 2, le colonel Ali Kafi, et Krim. La nomination de Mohammedi Saïd au poste de chef de l'état-major Est en est la cause. Sa promotion est attribuée à la solidarité régionale. Par méchanceté, on laisse entendre également que c'est en récompense du «massacre de Melouza», qui est un douar arabophone.

Les relations entre Krim et Ali Kafi ne sont plus des relations de confiance. Las de recevoir des directives et des ordres du jour sans rapport avec les données militaires, ce dernier décide de ne plus répondre aux messages du ministre des forces armées et de ne pas reconnaître l'état-major Est. Aussi quand Krim intime l'ordre au colonel Ali Kafi de prélever des troupes[33] dans le Nord-Constantinois pour aller combattre Bellounis, celui-ci lui rappelle que la wilaya 2 a près de 4000 hommes aux frontières tunisiennes et qu'il peut les utiliser là «où il l'estime utile[34]». Cette attitude montre que les alliances contractées au congrès de la Soummam ont vécu. Elle diminue la puissance de Krim sans pour autant le déloger.

Les wilayas 3 et 4 constituent à elles deux les forces militaires les plus importantes de la révolution. Elles sont également les plus riches

32. Sur cette opération, consulter notamment Claude Paillat, *Dossier secret de l'Algérie*, t. 1, *op. cit.*, p. 93-105 et le journal *Le Bled*, années 1959 et 1960.

33. L'offensive commence en février en Oranie (opération «Couronne»), atteint l'Algérois en avril (opération «Étincelle» et «Jumelles»), puis le Nord-Constantinois (opération «Pierre précieuse»). Voir Maurice Challe, *Notre révolte*, Paris, Presses de la Cité, 1968.

34. Interview du colonel Ali Kafi. Archives privées.

en cadres intellectuels engagés sur le champ de bataille[35]. Les wilayas 1, 6 et en partie la wilaya 5[36] subissent leur influence. C'est grâce à leur aide qu'elles ont maintenu un minimum d'organisation.

Le plan Challe succède à l'action du colonel Godard et met à rude épreuve les wilayas de Kabylie et de l'Algérois. Dans l'Algérois, le potentiel militaire de la résistance est sérieusement atteint. Cependant l'action des troupes françaises ne s'étend que sur un secteur géographique réduit. Les chefs de la wilaya 4 en profitent pour donner l'ordre aux combattants de se disperser et de ne pas rester dans les zones visées. «Les unités ayant eu le moins de pertes furent celles qui allèrent dans les wilayas voisines ou tout simplement là où on ne les cherchait pas, dans la plaine[37]», c'est-à-dire dans le Sersou, la vallée du Chéliff et la Mitidja. En Kabylie, le plan Challe est meurtrier. Avisée par ses services de renseignements d'une prochaine offensive des troupes françaises, la direction de la wilaya se contente de répondre que «la wilaya 3 connaissait en permanence le plan Challe». Elle déchantera rapidement.

«Il serait absurde, écrit Hocine Zahouane, de ne pas avouer que l'opération "Jumelles" nous a infligé des pertes sérieuses sinon considérables. Une bonne partie des meilleurs cadres et du matériel ont été perdus. Les armes collectives n'existent plus que dans les caches. Les armes individuelles manquent de munitions[38].»

De son côté, le capitaine Hamel Lamara[39] mentionne qu'en deux à trois mois:

> La wilaya 3 a perdu des dizaines de milliers d'hommes [...] au lieu de 5000 en quatorze mois. À la fin de l'opération "Jumelles", [...] nous nous sommes retrouvés avec des effectifs presque nuls. La saignée a été si importante qu'à la veille du cessez-le-feu, dans un secteur, il ne nous restait plus que cinq hommes armés[40].

35. La wilaya 5 aussi était très dense en cadres, mais ils étaient au Maroc.
36. Les régions limitrophes de l'Ouarsenis étaient plus en harmonie avec la wilaya 4 qu'avec l'état-major de la V qui était au Maroc.
37. Mohammed Teguia, *L'Armée de libération nationale vue à travers un échantillon : la wilaya 4*, mémoire de maitrise, université de Vincennes, p. 66- 67. Notons que l'auteur était officier de la wilaya 4 et responsable de presse avec le commandant Si Mohammed.
38. Hocine Zahouane, rapport cité.
39. Hamel Lamara. Instituteur, député de 1962 à 1965. Membre du comité central du FLN (1964-1965).
40. Intervention à la commission de préparation du congrès du FLN, 20 décembre 1963. Archives

La wilaya 3, après le plan Challe, est dans l'impasse. D'un côté, les problèmes militaires ne sont pas maîtrisés politiquement. De l'autre, les moyens techniques de les traiter font défaut. Aussi les jeunes officiers ne résistent pas à la tentation de faire du conseil de wilaya le bouc émissaire de toutes les difficultés.

LE MOUVEMENT DES OFFICIERS LIBRES

Le 14 septembre 1959, à l'initiative d'un groupe d'officiers de la wilaya 3 dont Sadek Ferhani[41] et Allaoua Benyahia[42], une réunion se tient dans la forêt de l'Akfadou en Kabylie pour discuter de «la dégradation de la situation dans la wilaya et l'abandon du commandement pratiqué» par le commandant Mira[43], récemment arrivé de Tunis, le commandant Mohand Oulhadj[44] et le capitaine Hemimi[45].

À l'issue de leurs assises, qui prirent fin le 16 septembre, les participants à la réunion décident de ne plus reconnaître la direction de la wilaya, d'en informer le GPRA et demandent une enquête sur la situation financière à partir de mars 1959. On peut relever le fait que les officiers ne soulèvent pas des questions politiques et font appel au GPRA, le principal responsable des difficultés de la révolution.

Le commandant Mohand Oulhadj tente de résoudre le conflit par la négociation. Une mission de bons offices, menée par Hocine Zahouane, parvient à l'accord suivant : les officiers contestataires s'engagent à poursuivre le combat et à demeurer à leur poste en attendant l'arrivée d'une commission d'enquête gouvernementale.

Cependant aucune promotion de nature à modifier les rapports entre les factions en présence n'aura lieu. Le commandant Mira

---

privées.

41. Sadek Ferhani. Officier de la wilaya 3 en Petite Kabylie, appuie l'état-major en juillet 1962. Député (1962-1965), membre du comité central du FLN (1964-1965).

42. Allaoua Benyahia. Officier de la wilaya 3 en Petite Kabylie, appuie l'état-major en 1962. Sous-préfet d'Orléansville (1962-1963). Préfet de Sétif (1964). Membre du comité central du FLN (1964-1965). Inspecteur au ministère de l'intérieur (1965-1967), impliqué en décembre 1978 dans un complot contre la sûreté de l'État. Accusé d'avoir réceptionné des armes parachutées par un avion marocain au cap Sigli près de Bougie. Arrêté et emprisonné.

43. Mira. Originaire de la commune mixte d'Akbou-Ounies, métallurgiste en France dans l'Est et dans la région parisienne. Mort au combat au nord d'Akbou le 5 novembre 1959.

44. Mohand Oulhadj. Commerçant, gagne le maquis en 1956. Colonel en 1960, député (1962-1965). Membre du bureau politique du FLN (1964-1965) et du Conseil de la Révolution (1965-1967), décédé le 2 décembre 1972 à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris.

45. Hemimi, capitaine. Fellah, député (1962-1965). Membre du comité central du FLN (1964-1965).

s'oppose à l'accord, ordonne l'arrestation des «déviationnistes» et promeut de nombreux officiers. Le malaise s'accentue. «L'un des facteurs par lequel nous tenons, note Hocine Zahouane, est cet état d'esprit avec lequel nous sommes partis, d'aller jusqu'au bout. Mais pour la première fois, autant que je sache, dans l'histoire des maquis, de jeunes combattants se demandaient ce qu'ils deviendraient si la France gagnait[46].» Le sort dramatique de la population soumise au blocus alimentaire ajoute au désarroi des combattants.

La vague de pessimisme a des effets tardifs mais graves en wilaya 4. En juin 1960, au moment même où le GPRA et le gouvernement français entraient en pourparlers à Melun, le commandant Si Salah (Zamoum Mohammed)[47], lassé de ne recevoir aucune aide de l'extérieur, avec ses adjoints les commandants Si Mohammed, Lakhdar et Abdellatif, prend contact avec le général de Gaulle à l'insu du GPRA et essaye d'entraîner avec lui la wilaya 3. Il ne semble pas que le commandant Mohand Oulhadj ait fait preuve de fermeté politique à l'égard de Si Salah et de ses amis. Il s'en justifie en ces termes dans une lettre au commandant Si Mohammed[48]:

> [Notre wilaya] qui les a accueillis en frères a été l'objet de leurs criminelles visées. Pendant leur séjour chez nous, après qu'ils m'ont appris leurs contacts avec l'ennemi, j'ai pu surmonter ma fureur et mon indignation. Ignorant de quel crédit jouissaient ces responsables et dans quelle mesure ils étaient suivis dans cette voie où ils s'étaient engagés, j'ai jugé bon de ne rien brusquer afin de ne pas rompre avec votre wilaya. Les esprits mal intentionnés auraient alors interprété cette attitude comme une provocation et pris prétexte de cela pour [...] entretenir un climat sinon de haine, du moins de méfiance entre nos deux wilayas.

46. Hocine Zahouane, rapport cité.
47. Si Salah (Zamoum Mohammed). Secrétaire de mairie. Militant MTLD. Fait partie des premiers groupes du FLN en Kabylie. Responsable des renseignements et liaisons (1957), successivement commandant militaire (1958), politique (1959), politico-militaire et chef de la wilaya par intérim (mai 1959-mars 1960). Sur l'affaire Si Salah, voir Maurice Challe, *Notre révolte*, *op. cit.*, p. 417-420; Bernard Tricot, *Les sentiers de la paix : Algérie 1958-1962*, Paris, Plon, 1972, p. 166-178.
48. Si Mohammed. De son véritable nom Bounaâma Djilali, Si Mohammed a milité au MTLD. Ouvrier mineur à Bou Caïd, il prit position pour Messali en 1954 et assista au congrès d'Hornu. Il rallie très vite le FLN et accède au conseil de la wilaya 4 fin 1957. Dirige la wilaya de juillet 1960 au 8 août 1961. Il a été tué à cette date à Blida. Mohammed Teguia en a tracé un portrait sympathique.

La tentative tourne court, grâce au changement de position du commandant Si Mohammed. Celui-ci s'était, lui aussi, rendu à l'Élysée, mais avec l'espoir, semble-t-il, que le général de Gaulle accepte de négocier avec Ben Bella, Boudiaf, Khider et Bitat. Son attente déçue, il arrête son supérieur Si Salah, l'envoie en Tunisie pour y être jugé et fait exécuter les commandants Abdelatif et Lakhdar à qui il impute la responsabilité directe des contacts avec la France.

L'action militaire française a trois conséquences sur la résistance algérienne : d'abord, elle accentue la coupure entre les forces de l'intérieur et celles de l'extérieur et dresse entre elles un mur d'incompréhension. Ensuite, elle augmente le poids de l'ALN aux frontières au détriment des wilayas. Enfin, elle précipite l'alliance entre les wilayas 2 et 5 contre Krim.

CHAPITRE 16

NAISSANCE D'UNE FORCE DE RELÈVE : L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL (1959)

Divers facteurs se sont conjugués pour paralyser en 1959 le fonctionnement du GPRA. Le «suicide» d'Allaoua Amira, fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, fournit le prétexte à Krim, Bentobbal et Boussouf pour remettre en cause la composition du gouvernement. Les propositions de Ben Khedda pour résoudre la crise en retournant en Algérie et en dotant le FLN d'un programme n'ont aucun effet.

Au mois de juillet 1959, un putsch blanc impose au GPRA de se mettre en congé et d'appeler les chefs militaires à arbitrer le conflit entre les dirigeants. L'enjeu réel des luttes est le contrôle de l'armée que se disputent Krim, Bentobbal et Boussouf. Après six mois de tractations et de marchandages, Krim perd la partie à la réunion du CNRA de décembre 1959. Ce ne sera pas au profit de ses adversaires immédiats, mais d'une force de relève issue de l'ALN.

Ces péripéties expliquent le manque d'assurance du GPRA en septembre et en novembre 1959 devant les initiatives du général de Gaulle pour résoudre le problème algérien. Mais revenons sur tous ces événements.

LA PARALYSIE DU GPRA

Composé de trois groupes – les ex-UDMA, les ex-centralistes et les activistes –, le GPRA n'a pas pu surmonter les divisions du passé. Cela lui est d'autant plus difficile que le triumvirat Krim-Bentobbal-Boussouf a la haute main sur la direction de la révolution. Chacun d'entre eux est le chef d'une féodalité et «avait ses hommes, sa police de renseignements et sa propre cour[1]». Kaïd Ahmed interprète ainsi ce phénomène : Krim, Bentobbal et Boussouf «ne se connaissaient pas [...] suffisamment [...] n'avaient pas les mêmes méthodes et [...]

1. «Mémoire de l'état-major général de l'ALN à Monsieur le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (sous couvert du CIG), 15 juillet 1961», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 322-332.

par une sorte de crainte vivaient chacun dans sa coquille, s'entourant des éléments qu'ils connaissaient[2] ». On ne saurait mieux dire que la révolution algérienne vivait à l'heure du village. Sous l'influence du triumvirat Krim-Bentobbal-Boussouf, la vie politique se cloisonne et se personnalise. Autonomes, les services gouvernementaux qui regroupent des clientèles locales et régionales (groupe de l'Est, groupe Kabyle, groupe d'Oujda) ont des fonctions multiples :

- Ils font bénéficier ceux qui les peuplent des avantages du pouvoir et sont considérés par les combattants comme des organes privés.
- Ils conditionnent l'opinion par des rumeurs calculées pour tester ses réactions et ont donc un rôle d'action psychologique.
- Ils surveillent les appareils qui échappent à leur contrôle. La lutte pour l'extension des compétences et la redistribution du pouvoir est permanente. Procédés anciens et techniques d'organisation nouvelles sont mis en œuvre pour parvenir au but recherché : alliance avec le concurrent pour le neutraliser, noyautage, corruption, chantage, etc.

Le poids du passé, les divisions entretenues par les groupes d'intérêts acquis paralysent le fonctionnement du GPRA. Les tentatives de faire de l'appareil de la révolution une organisation centralisée, pyramidale, se heurtent à la concurrence entre Krim, Bentobbal et Boussouf. Les institutions existantes ne sont que des lieux de parade. La vie politique du FLN se déroule, en dehors d'elles, dans des cercles clos et restreints.

Unis contre les « politiciens », Krim, Bentobbal et Boussouf sont divisés sur la question du leadership, que Krim revendique au nom de l'historicité, car il est le seul en liberté du « Comité des six ». Bentobbal et Boussouf lui contestent ce droit au nom de cette même historicité. Selon eux, les vrais fondateurs du FLN sont les membres du « Comité des 22 » auquel Krim, messaliste repenti, n'a fait que se rallier[3]. Krim fait alors valoir qu'il n'est pas normal que Ferhat Abbas ait le pas sur lui. Ses adversaires lui opposent le principe de la collégialité, c'est-à-dire le refus d'un chef charismatique. Un incident

2. PV de la commission de préparation du congrès du FLN, décembre 1963. Archives privées.
3. La thèse de Krim a été développée dans *El-Moudjahid* à l'occasion du 1er novembre 1959. Selon lui, il y a deux groupes à l'origine de l'insurrection : « le comité des 22 » qui représente le Constantinois et les chefs de *kasma* de Kabylie. Krim ranimait à son profit la querelle de légitimité. Son article fera l'objet d'une protestation conjointe de Boussouf et Bentobbal auprès de Réda Malek, directeur d'*El-Moudjahid*.

mineur en apparence, le «suicide» d'Allaoua Amira, va alors ouvrir la plus longue crise de l'histoire de la révolution.

L'AFFAIRE AMIRA

Ancien responsable du PPA à Sétif et ami intime de Lamine Debaghine, Amira avait été scandalisé par la nomination de Ferhat Abbas à la tête du GPRA en septembre 1958. Nommé à la représentation du GPRA à Beyrouth, sous les ordres de Brahim Kabouya[4], venu, lui, de l'UDMA, Amira donne une coloration politique à toutes les frictions qu'il a avec son supérieur hiérarchique.

Rappelé au Caire, début 1959, il se lance dans une campagne contre Abbas, mêlant le ragot à la dénonciation politique. Abbas s'en émeut. Convoqué par les services de Boussouf et interrogé après une fouille minutieuse de sa chambre, Amira est retrouvé sans vie, quelques heures plus tard, devant le siège du GPRA. La version officielle conclut au suicide, mais le docteur Lamine Debaghine exige une enquête. Sa démarche va dans le même sens que celle des autorités égyptiennes qui refusent de classer le dossier parce qu'elles espèrent faire éclater le GPRA dont la composition leur déplaît. Le jeu consiste à utiliser la volonté de Krim de remplacer Abbas à la tête du GPRA et d'exploiter les présomptions de culpabilité qui pèsent sur les services de Boussouf pour le neutraliser. Elles règlent en même temps avec lui des comptes qui datent de l'affaire Amouri.

Dans l'affaire Amira, Krim et Debaghine font face à Abbas et Boussouf. Debaghine défend la mémoire d'un ami politique, Abbas et Boussouf sont mis en cause. Krim va jouer de cette situation pour revendiquer la présidence du GPRA. Il n'y parvient pas, mais arrive à persuader Bentobbal et Boussouf de mettre en veilleuse le GPRA sous le prétexte que ses divisions sont le fait des politiques Abbas et Debaghine. Ensemble, mais chacun avec ses calculs propres, le triumvirat Krim-Bentobbal-Boussouf met le GPRA en demeure de se dessaisir du pouvoir à leur profit. Les ministres résistent d'abord, puis s'inclinent et donnent au triumvirat mandat de réunir les chefs militaires pour arbitrer les conflits au sein du GPRA. Kaïd Ahmed écrira plus tard à ce propos :

---

4. Brahim Kabouya. Originaire de M'Sila. Officier de la wilaya 1, chef de mission à Beyrouth (1959-1961), puis à Conakry (1961-1962). Ambassadeur à Amman après 1962.

> Il y a eu une réunion au Caire pendant vingt-cinq jours où chacun gardait sa mitraillette sous son paletot. En définitive, une solution a été trouvée quand tout le monde était au courant, même la France. Une lettre du GPRA [...] a été adressée aux chefs militaires. Munis de cette lettre, trois membres[5] du GPRA se sont dispersés à travers les frontières pour dire que le GPRA était défaillant et que les chefs militaires devaient donner au pays une direction[6].

LA POSITION DE BEN KHEDDA

Avant que n'intervienne la rupture au sein du GPRA, Ben Khedda a proposé le retour du gouvernement en Algérie. Selon lui, faute de siéger dans le pays, le GPRA est contraint de vivre au rythme des pressions égyptiennes et maghrébines et s'enlise dans des querelles oiseuses. Sa proposition est acceptée. Personne ne veut apparaître comme fuyant le champ de bataille. Mais quand il demande l'application de la mesure dans un délai d'un mois et la suspension de la réunion des chefs de wilayas en dehors du territoire national, le GPRA fait bloc autour de Boussouf qui oppose son veto.

Ben Khedda revient à la charge en dénonçant le spontanéisme, le refus d'un travail de longue haleine, «la tendance à rêver à de grands exploits», l'opposition entre les questions politiques et militaires. Il suggère, à l'appui de ces critiques, l'adoption d'un programme minimum (réforme agraire, émancipation des femmes, industrialisation dans le cadre d'une économie planifiée, etc.) et l'élaboration de statuts qui redonneraient vie au FLN en limitant à la diplomatie les attributions du gouvernement[7].

Les ministres emprisonnés en France auraient pu, par leur autorité morale, aider le GPRA à surmonter ses impasses. Divisés eux-mêmes, ils ne sont pas un recours possible. La grève des détenus FLN de Fresnes révèle, comme on va le voir, leurs rivalités aux militants. Le 17 juin 1959, les militants du FLN engagent une grève de la faim pour obtenir le régime politique[8]. Huit jours plus tard, Aït Ahmed, Ben Bella et Khider se solidarisent avec eux. Le 28 juin, la Chancellerie française

5. Krim, Bentobbal, Boussouf.
6. Kaïd Ahmed, PV de la préparation du congrès du FLN, décembre 1963. Archives privées.
7. Rapport au GPRA, juillet 1959. Archives privées.
8. Organisée par Boumaïza, Kebaïli, Hadj Ali et Mustapha Francis, la grève de la faim cesse le

communique à Bitat et Boudiaf par l'intermédiaire de l'aumônier de la prison, le père Legouy, son intention d'accorder «une relative satisfaction aux grévistes». Selon Bachir Boumâaza, Bitat se rend auprès d'eux et leur tient ce langage: «Ben Bella, Aït Ahmed et Khider veulent exploiter votre grève à leur profit. Ils se sont rangés à vos côtés pour récupérer les fruits de votre action.» «Je suis resté médusé», affirme Boumâaza qui répond à Bitat: «Tu nous mets dans un mauvais pas. Si nous continuons la grève, nous mettons deux ministres dans une situation difficile. Si nous l'interrompons, Ben Bella, Aït Ahmed et Khider considéreront notre geste comme un désaveu. En tant que prisonniers nous devons être, nous-mêmes, les interlocuteurs de la direction de la prison.» Cet épisode montre que, dans sa totalité, le GPRA est en proie aux divergences politiques et aux rivalités personnelles[9].

La décomposition du GPRA éclaire un long processus qui commence par le départ d'Algérie du CCE et qui – s'il fut d'abord confus et incertain – s'accéléra brutalement après le complot Amouri. Ce processus revêt deux aspects. En premier lieu, les luttes de faction libèrent les forces centrifuges inhérentes au support paysan de l'ALN. En second lieu, il y a une tendance de plus en plus prononcée aux frontières à refuser de se battre et à s'installer dans l'attente. Les combattants ne se reconnaissent pas dans la direction et ne l'acceptent plus comme l'expression de leur volonté. Il y a là les prémisses d'une crise qui n'a pas encore trouvé ses protagonistes.

LA RÉUNION DES CHEFS MILITAIRES : ÉTÉ-AUTOMNE 1959

L'esprit de démission qui caractérise les ministres UDMA et «centralistes» (à l'exception de Ben Khedda) en fait à la fois les alibis et les boucs émissaires de tous les écarts du triumvirat. Maître du pouvoir dans le cadre d'un organisme sans statut légal, ses dissensions vont passer au premier plan.

1er juillet. Mais les décisions du ministère de la justice n'entrent pas en application. Le 22 juillet, la grève de la faim reprend. Elle ne prendra fin que vers le 3 août.

9. Par ailleurs, M. Boumaâza nous a donné le témoignage suivant: «Boudiaf m'a proposé une alliance contre Ben Bella. Je n'ai pas marché. Il a demandé alors à la direction de la Fédération de France de changer le comité représentant les détenus et eut gain de cause [...]. L'expérience de la grève m'a appris qu'on essayait, à partir de l'extérieur et en rapport avec Boudiaf, de faire barrage contre Ben Bella que je ne connaissais pas et qui ne m'a jamais demandé de le suivre.»

Le calendrier de travail du triumvirat comporte trois points : l'élaboration d'un programme, la rédaction des statuts du FLN, et le remaniement du CNRA. Les deux premières questions ne posent pas de problème. Elles sont confiées à des militants que le vocabulaire en usage appelle les «spécialistes», par opposition aux «organisateurs» que sont les chefs de l'appareil militaire. Deux commissions sont créées à cet effet. La première, avec Omar Oussedik, Frantz Fanon, Abderrazack Chentouf et Mohammed Seddik Benyahia[10] prépare le projet de programme. La seconde, avec Ben Khedda, Mabrouk Belhocine[11] et Lamine Khène[12], s'occupe des statuts du FLN.

La mise au point des critères de participation à la réunion des chefs militaires, qui doit trouver une issue à la crise du gouvernement, provoque par contre des frictions sérieuses. Krim propose une concertation entre les officiers supérieurs à partir du grade de commandant, ce qui lui aurait donné un net avantage. Son projet est rejeté par Boussouf et Bentobbal qui s'opposent à la présence du commandant Idir, chef de file des anciens officiers de l'armée française. Krim exige alors une formule qui tienne compte de l'équilibre entre «Kabyles et Arabes». Il commet une maladresse. D'une part, la solidarité régionale sur laquelle il table ne joue pas : le colonel Ouamrane, les commandants Oussedik et Azzedine ne le suivent pas. D'autre part, l'accusation de berbérisme, largement propagée, contribue à son isolement et à l'aggravation du désordre aux frontières.

En définitive, le consensus se fait sur la désignation de sept colonels : les chefs d'état-major Est et Ouest, Mohammedi et Boumediene, et cinq représentants des wilayas. Sur les cinq, deux viennent de l'intérieur : Ali Kafi de la wilaya 2, qui avait réussi à ne pas tomber dans le

10. Mohammed Seddik Benyahia. Originaire de Djidjelli. Milite au MTLD, appartient à la tendance centraliste. Délégué en 1955 par le FLN à la Conférence des jeunes de Bandoeng. Membre du CNRA (1956-1962). Négociateur des accords d'Évian. Ambassadeur à Moscou (1963-1965), puis à Londres (1965-1966). Ministre de l'information, ministre de l'enseignement et de la recherche, puis des finances (1977-1979). Membre du bureau politique du FLN et ministre des affaires étrangères (1979).
11. Mabrouk Belhocine. Originaire de Beni-Oughlis. Milite au PPA, puis au FLN. Directeur de cabinet d'Ouamrane (1958), puis de Mahmoud Cherif (sept. 1958-novembre 1959). Secrétaire général adjoint du ministère des affaires extérieures (1959-1961). Délégué du GPRA en Amérique latine (1961-1962). Député au Parlement (1962-1965). Avocat à Alger.
12. Lamine Khène. Originaire de Collo. Militant MTLD, tendance centraliste. Officier de la wilaya 2 (1956-1959). Directeur des finances (1961-1962). Président de l'Organisme de coopération industrielle (1962-1965). Ministre des travaux publics, secrétaire général de l'OPEP, puis président de l'ONUDI (Office des Nations unies pour le développement industriel).

piège du «complot bleu» tendu par le colonel Godard, et Abidi Hadj Lakhdar de la wilaya 1. Les trois autres, Lotfi (wilaya 5), Yazourène (wilaya 3) et Dehilès (Sadek) (wilaya 4) sont à l'extérieur depuis 1957. Les colonels se divisent en deux groupes d'importance égale[13]. Le premier a pour leader Krim, le second Bentobbal et Boussouf.

L'alliance contre Krim dissimule à des acteurs pourtant avertis les divergences au sein des deux groupes. Ben Khedda y voit «deux clans qui se disputaient l'ALN» et perd de vue que la trame des événements est tissée par des hommes dont les calculs convergent, sans que leurs intérêts soient pour autant identiques. En effet, les colonels Sadek, Kafi, Boumediene, Lotfi ne partagent pas, au fond d'eux-mêmes, les anathèmes contre les «politiques» du GPRA. Ils subissent la prépondérance du triumvirat dont l'historicité joue à la fois contre l'égalité entre les chefs militaires et contre leur ascension dans la hiérarchie.

La longueur de la réunion des colonels (110 jours), ponctuée d'interruptions et de crises, témoigne de la férocité des luttes. La première séance donne déjà lieu à un vif incident. Le colonel Lotfi met en cause la présence du triumvirat Krim-Bentobbal-Boussouf à la réunion :

> Il y a une crise au sein du gouvernement. Vous appelez les chefs militaires pour arbitrer le conflit. Il y a ici des membres du GPRA qui sont juges et parties. Je vous demande quelle est votre place ici? Ou bien vous sortez et vous nous laissez arbitrer, ou bien vous appelez tous les membres du GPRA[14].

C'est un coup de semonce auquel Krim réagit vivement avant de quitter la réunion. Bentobbal et Boussouf font «le gros dos» et laissent l'orage s'apaiser.

L'arbitrage des chefs militaires est une bombe à retardement posée par le GPRA. Le triumvirat décide des critères de participation à la réunion, mais une fois les chefs militaires réunis, ceux-ci ont le pouvoir entre leurs mains. L'intervention du colonel Lotfi révèle que les préséances hiérarchiques ont d'autant moins d'effet que Krim mène la bataille seul sans le soutien de Bentobbal et de Boussouf.

---

13. D'un côté Krim, Lakhdar Hadj, Dehilès, Yazourène et Mohammedi. De l'autre Bentobbal, Boussouf, Ali Kafi, Lotfi et Boumediene.
14. PV de la préparation du congrès du FLN, décembre 1963. Archives privées.

Après douze jours d'interruption, la réunion reprend grâce à la médiation de Ben Khedda, Oussedik, Ouamrane et Mabrouk Belhocine. Krim est pris au piège de son propre jeu. Il doit ou renoncer à l'ambition de devenir le numéro un de la révolution ou recourir à une épreuve de force qu'il n'a plus les moyens d'assumer. Las de ne pouvoir s'imposer aux colonels Kafi, Boumediene et Lotfi, appuyés en sous-main par Bentobbal et Boussouf, Krim leur ordonne de rejoindre leurs postes sous peine d'arrestation.

Quelques jours après son ultimatum, le lieutenant Benyezzar, agent de liaison de la wilaya 2, surprend une conversation entre d'anciens officiers de l'armée française. Il y est question de kidnapper les colonels Boumediene, Ali Kafi et Lotfi. Bentobbal, prévenu, va au domicile de Krim pour le mettre en garde contre tout recours à la force. Il l'y trouve en compagnie du commandant Idir, des capitaines Bencherif et Zerguini, des lieutenants Chabou et Hoffmann. Dans l'atmosphère de crise qui régnait, l'idée d'une conspiration est prise au sérieux. Chacun se met en devoir de la prévenir à sa façon, les uns par la négociation, les autres par l'insubordination ouverte. Aux frontières, des contingents entiers entrent en dissidence. Acculé, Krim finit par céder.

Après cent dix jours de palabres et d'intrigues, la réunion des « 10 » aboutit ainsi à la désignation d'un nouveau CNRA. Lamine Debaghine, Tewfik El-Madani, Mahmoud Cherif, Mohammed Lebjaoui, Salah Louanchi et Abdelmalek Temam en sont évincés. Lamine Debaghine est écarté à cause de son attitude dans l'affaire Amira. Tewfik El-Madani se voit reprocher de manquer de discrétion et d'ébruiter les délibérations du gouvernement. Mahmoud Cherif n'a plus d'impact sur la wilaya 1. Quant à Temam, Louanchi et Lebjaoui, ils sont en prison depuis 1957, donc sans influence sur les luttes en cours.

En vérité, l'enjeu de la bataille étant la direction de l'ALN, les groupes en présence choisissent les membres du CNRA parmi les militaires. Y accèdent les membres des conseils de wilayas, les responsables des fédérations de Tunis (Taalbi Allal) et du Maroc (Nourredine Bensalem) ainsi que les chefs de la Fédération de France (Boudaoud, Ladlani, Bouaziz, Haroun et Souissi). Les officiers des frontières Ali Mendjeli,

Kaïd Ahmed[15], Ali Souahi[16], Amar Rejaï[17] et Tahar Zbiri[18] y entrent en force. Les candidatures des anciens officiers de l'armée française se sont heurtées à un barrage de Boumediene, Ali Kafi, Bentobbal et Lotfi. Exception est faite pour le capitaine Ahmed Bencherif, considéré comme un cas d'espèce pour avoir déserté avec ses hommes et combattu en Algérie dans les rangs de la wilaya 4. Les ex-centralistes et les ex-UDMA élus en août 1956 sont reconduits dans leurs fonctions. Deux dirigeants, Cheikh Kheireddine[19] et Ahmed Boumendjel, font leur entrée au CNRA. L'exclusive d'Ahmed Ben Bella contre ce dernier, soutenu par Krim, n'est pas prise en considération[20].

Dans leur majorité les nouveaux dirigeants viennent de l'ALN et en défendent la centralisation. Il était temps de la réaliser. En décembre, la désorganisation aux frontières atteint le seuil critique. À l'ouest où le calme régnait jusqu'alors, le capitaine Zoubir quitte avec ses troupes son poste dans la région de Tlemcen pour gagner le Maroc et mettre en cause la direction de la wilaya 5 qui le laissait sans armes.

LA RÉUNION DU NOUVEAU CNRA : 16 DÉCEMBRE 1959-18 JANVIER 1960

Au moment où s'ouvre la session du CNRA, ses membres sont avisés que les affrontements entre partisans et adversaires de Krim prennent une tournure violente. Ne voulant pas se laisser intimider par le ministre des forces armées, les chefs militaires laissent à leurs hommes les consignes de résister aux éventuelles pressions

15. Kaïd Ahmed. Instituteur. Membre du comité central de l'UDMA. Conseiller municipal de Tiaret. Prend le maquis fin 1955. Responsable de la zone Figuig-Béchar. Membre du CNRA (1959) et de l'état-major (1959-1962). Député (1962-1965). Ministre du tourisme (1964). Ministre des finances (1965-1967). Membre du comité central du FLN. Membre du Conseil de la Révolution (1965-1975). Responsable du parti (1967-1974). Opposant à Boumediene (1974-1978). Décédé en 1978.
16. Ali Souahi. Artisan tailleur à Tébessa. Membre du CNRA (1959). Traverse la ligne Morice en 1960. Meurt au combat la même année.
17. Amar Rejaï. Militant MTLD. Chef de la centrale électrique des mines de l'Ouenza. Meurt en 1960 en traversant la ligne Morice.
18. Tahar Zbiri. Chef d'équipe pompier aux mines de l'Ouenza. Militant du MTLD. Fait partie de la CGT. Participe à la préparation de l'insurrection. Arrêté en 1955, s'évade avec Ben Boulaïd. Membre du CNRA (1959). Colonel commandant la wilaya 1 (1960-1962). Traverse la ligne Morice en 1960. Chef d'état-major (1963-1967). Membre du bureau politique du FLN (1964). Membre du Conseil de la Révolution (1965-1967). Fait une tentative de coup d'État en 1967. Vit en exil.
19. Cheikh Kheireddine. Gros propriétaire de la région de Biskra et membre de l'Association des oulémas. Participe aux entretiens avec Soustelle (1955). Représentant du FLN au Maroc (1956-1962). Membre du CNRA (1959-1962). Député (1962-1964). Lance un appel en mars 1976 avec Ben Khedda, Abbas et Lahouel contre le régime de Boumediene.
20. On trouve trace de cette exclusive dans un document adressé de prison par Ben Bella à Krim.

du commandement des frontières acquis à Krim. Leurs précautions n'étaient pas sans fondement.

Pour donner plus d'autorité à Krim, Madani, le remplaçant du capitaine Bencherif au commandement des frontières, projette l'arrestation de quelques chefs de compagnie de la wilaya 2. Mais le lieutenant Yazid Benyezzar, l'un des adjoints du commandant Ali Mendjeli, prend les devants, fait enlever Madani et menace de séquestration ses collègues, les capitaines Saïd Abid[21] et Moussa Hassani[22]. Le CNRA dépêche le commandant Tahar Zbiri pour rétablir l'ordre. Krim venait de perdre la partie dans l'armée. Les hommes qu'il avait laissés en place sont impuissants face à ses adversaires.

Le CNRA devait examiner les projets de programme et de statuts, donner une solution aux problèmes militaires et désigner un gouvernement.

1. Le projet de programme exprime les idées défendues par Omar Oussedik et Frantz Fanon sur la dynamique de la révolution et celles de Mohammed Seddik Benyahia et Abderrazack Chentouf sur la question des alliances. Il part du principe que «la libération du territoire national [...] et la révolution sociale et économique forment un tout [et] ne constituent pas deux étapes distinctes[23]». La force dirigeante de la révolution est la paysannerie. «Elle reste la population la plus révolutionnaire et renferme en elle des forces inépuisables[24].» Ce n'est pas évident. Les paysans sont brisés, déracinés. De 1954 à 1960, 2000000 d'entre eux sont dans les camps de regroupement, 300000 dans les camps de réfugiés en Tunisie et au Maroc. 731000 ont quitté les campagnes pour les villes. L'émigration vers la France a presque doublé ses effectifs. Les structures rurales ne sont plus supportées par une activité paysanne. Cette chute en enfer ôte à la paysannerie toute prise sur le réel et affaiblit son sens de l'identité et même de la dignité.

21. Saïd Abid. Officier de la wilaya 1. Commandant de la 7e région militaire en octobre 1963 en remplacement de Mohand Oulhadj. Membre du Conseil de la Révolution (1965-1967). Se suicide, selon la version officielle, en décembre 1967 au moment du coup d'État avorté du colonel Tahar Zbiri.
22. Moussa Hassani. Ministre des PTT (1962-1963). Entre en dissidence contre Ben Bella aux côtés de Chaabani. Arrêté, puis assigné à résidence jusqu'en 1965.
23. Projet de programme, août 1959. Archives privées.
24. *Ibid.*

Quant aux ouvriers «ils représentent dans les villes l'élément le plus dynamique», d'où la nécessité de faire une place plus large aux syndicats dans les organismes de direction. Il est utile que «dans chaque comité de wilaya, de zone, de secteur, un représentant qualifié de l'UGTA soit présent[25]». À la suite de la dispersion du mouvement syndical en 1956-1957 et du déclin politique des villes, les délégués du monde ouvrier sont appelés à vivre parmi des ruraux.

Dans le rôle dévolu aux intellectuels et aux étudiants, on retrouve deux thèses antagonistes qui coexistent au sein du FLN-ALN. La première fait écho aux principes qui étaient à l'origine de la grève générale des étudiants en mai 1956.

> C'est dans les moments les plus difficiles que la patrie a besoin de tous ses enfants. Ce serait commettre une erreur que de croire qu'il est préférable de ne pas engager dans la lutte certains techniciens sous prétexte qu'ils seront plus utiles dans l'Algérie de demain. La tâche essentielle demeure... la poursuite de la guerre[26].

C'est la thèse que reprendra l'état-major de l'ALN. La seconde voit dans les étudiants de futurs cadres qu'il convient de préserver.

> La nécessité de former des techniciens pour l'Algérie de demain nous oblige à envoyer à l'extérieur des militants étudiants [...]. Ces derniers, bien sûr, doivent rester liés à la Révolution qui peut les mobiliser à tout instant, si besoin s'en fait sentir[27].

Dans le domaine des alliances, l'orientation est dictée par la recherche de moyens matériels et financiers pour renforcer la position militaire et diplomatique de la révolution. Au Maghreb, «il faut rassurer nos partenaires quant à nos perspectives économiques après l'indépendance, en leur démontrant qu'ils pourront profiter de l'exploitation des ressources du territoire algérien, s'ils s'engagent plus résolument avec nous[28].» L'appel à l'appui des pays de l'Est ne rencontre aucune opposition.

«Cette politique est d'autant plus juste qu'il s'est avéré, depuis l'envoi d'une délégation gouvernementale à Pékin, que nos prospections

25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. *Ibid.*

à l'Est n'ont pas provoqué de réactions hostiles à l'ouest [...]. Au contraire, nous avons assisté à l'apparition de sérieuses inquiétudes parmi les alliés de la France[29]. »

Ce tournant vise à renforcer la ligne nationaliste et non à la remettre en cause. D'une part, le projet de programme exclut « toute alliance avec des groupes tels que ceux qui participent à des conférences de type afro-asiatique du Caire et qui, dans leur pays, sont parfois dans l'opposition ». D'autre part, il affirme son hostilité « au colonialisme et non pas à l'Occident ». En conséquence, il faut « rassurer les milieux d'affaires et (les) sociétés et préciser que l'Algérie indépendante ouvrira ses portes aux investissements et aux techniciens étrangers[30] ».

L'anti-impérialisme n'est qu'un facteur de mobilisation de l'opinion nationale et internationale contre le colonialisme français. On se leurre donc à vouloir rendre compte de la nature du FLN en fonction de ses alliances diplomatiques.

2. Les statuts. Comme en août 1956, le problème était d'établir des frontières nettes entre le FLN et l'ALN et de créer les conditions de l'affirmation d'une autorité civile.

Ben Khedda avançait une proposition, novatrice en apparence : la création d'une direction du FLN distincte du GPRA. Krim qui n'était pas de cet avis eut gain de cause. En fait les deux thèses ne révisaient en rien la nature politico-militaire du FLN.

Faute de pouvoir séparer « le parti » et l'armée, on eut recours à des artifices juridiques en élaborant deux textes distincts : les statuts du FLN et les institutions provisoires de l'État algérien. Les statuts ignoraient le GPRA mais non l'ALN dont tous les membres appartiennent de droit au FLN. La confusion demeure. Le Conseil national de la révolution algérienne était à la fois la direction du FLN et l'assemblée qui désignait le GPRA. Ce juridisme de mauvais aloi, dont la mise en forme fut confiée aux soins de Mohammed Bedjaoui[31], faisait du GPRA l'émanation de l'ALN.

3. Les débats. La session du CNRA dure trente-trois jours. C'est une vraie foire d'empoigne où prédominent l'invective et l'accusation *ad*

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. Mohammed Bedjaoui. Originaire de Tlemcen. Conseiller de Ferhat Abbas (1959-1961). Secrétaire général du gouvernement (1962-1965). Ministre de la justice (1964-1971), puis ambassadeur en France (1971-1979). Ambassadeur aux Nations unies (1979).

hominem. Certes les querelles personnelles expriment d'une manière déformée des divergences sur la conduite de la guerre et les problèmes d'organisation. Il n'en demeure pas moins que les origines de la crise permanente qui habite le FLN n'ont pas été clairement mises en lumière.

Le CNRA a consacré l'essentiel de ses travaux à la controverse sur ses pouvoirs, à l'étude des données de la situation militaire et à la sélection des futurs dirigeants qui est confiée à une commission de consultation composée de Saad Dahlab, Houari Boumediene et Mohammedi Saïd. Les statuts sont rapidement adoptés. L'examen des questions politiques est négligé. Selon M'hammed Yazid, «les spécialistes» ont travaillé pendant deux jours sur le texte inspiré du projet de programme, que le CNRA a voté sans difficulté[32].

Toutefois, les délibérations du CNRA constituent une étape importante sur la voie du déclin de la toute-puissance de Krim, Bentobbal et Boussouf. Habitués à agir sans entraves, ils mettent du temps à réaliser l'ampleur du discrédit qui pèse sur eux et ils commettent l'imprudence de croire en la pérennité de leur prépondérance. Selon Kaïd Ahmed, le CNRA s'est trouvé, dès l'ouverture de ses travaux, confronté aux exigences du triumvirat. «On nous a dit [...] voilà la liste [des futurs dirigeants]. La révolution est restée sans tête pendant six mois ; il faut en sortir. Le gouvernement n'a pas réussi. Nous vous proposons un gouvernement de cinq membres qui sera en même temps gouvernement et direction du FLN[33].» Y figurent, aux côtés du triumvirat Krim, Bentobbal et Boussouf, Ben Khedda et Omar Oussedik. Sans que rien ait été prémédité, un large consensus se manifeste pour s'opposer aux prétentions cyniques du triumvirat.

La question est soulevée de savoir si le CNRA est bien l'autorité suprême. Après deux jours de discussions, Krim, Bentobbal et Boussouf, malmenés par les chefs militaires, notamment Ali Mendjeli et Kaïd Ahmed, s'inclinent.

Le compte rendu d'activité de Mahmoud Cherif donne aux débats une tournure passionnée. Éliminé du CNRA, Mahmoud Cherif, responsable aux finances d'avril à septembre 1958, sort de sa réserve pour régler ses comptes avec le triumvirat. En juillet 1958, Mahmoud Cherif a adressé un rapport au CCE dans lequel il propose une aide

32. PV de la préparation du congrès du FLN, décembre 1963. Archives privées.
33. *Ibid.*

aux wilayas. « Au moment où, de toute l'Algérie, nous parviennent des échos de la misère de notre peuple et de son dénuement, les regards de tous les combattants sont tournés vers l'extérieur où des communiqués leur annoncent chaque jour les aides massives accordées par les pays frères et amis, communiqués amplifiés par la presse et la radio. » En avril, le CCE avait bloqué 480 millions pour les wilayas. Une infime partie seulement était parvenue à ses destinataires. Mahmoud Cherif attaque avec le mordant d'un homme qui n'a rien à perdre et démonte les mécanismes de la gabegie financière, les détournements de fonds alloués aux wilayas de leur destination première. L'entretien des clientèles coûte cher et se fait au détriment des combattants.

Les révélations de Mahmoud Cherif, qui sont, pour la majorité des présents, un secret de polichinelle, portent un coup au prestige du triumvirat, libérant des ressentiments longtemps contenus. Du fait de cette dénonciation publique, personne ne peut plus prétendre ignorer la situation. Face à l'orage qui éclate, Bentobbal et Boussouf manœuvrent pour reconquérir le terrain perdu et se prononcent pour une direction d'union nationale. Krim réagit différemment. L'atmosphère est peu propice à son ambition d'accéder à la présidence du GPRA, mais il s'accroche avec vigueur à cet espoir. C'est alors que convergent contre lui l'opposition de toutes ses victimes : celle des ex-centralistes éliminés du CCE en août 1957, celle d'Abbas à qui il dispute la présidence, celle des militaires des frontières mis par son imprévoyance devant l'alternative de se dresser contre le gouvernement ou d'être emportés par le mouvement d'insubordination de leurs troupes.

Tenace devant l'adversité, Krim, en vieux routier du marchandage, défie la majorité du CNRA qu'il sait ne pouvoir se séparer de lui en raison de son influence en Kabylie et même dans la wilaya 5, où le capitaine Zoubir ne reconnaît d'autre interlocuteur que lui. Il se retire sous sa tente pendant plusieurs jours en attendant que ses adversaires fassent des propositions qui lui agréent. Aussi, dès que la commission de consultation trouve une formule qui n'évince pas totalement Krim de la direction de l'ALN, le rythme des travaux du CNRA s'accélère. Le gouvernement est remanié, le programme d'action mis au point.

4. Le remaniement du GPRA. Le CNRA reconduit Abbas dans ses fonctions de président du GPRA. Sa confirmation à ce poste est une mise en garde au triumvirat qui ne conserve une position

prééminente qu'en raison de l'hostilité des leaders emprisonnés à l'égard des «politiques».

La principale victime du remaniement est Krim, qui devient ministre des affaires étrangères. Le CNRA supprime le ministère des forces armées et lui substitue un «Comité interministériel de la guerre (CIG)», (Krim, Bentobbal, Boussouf), qui dirige l'armée par l'intermédiaire d'un état-major général (EMG). La responsabilité en est confiée au colonel Boumediene dont la candidature prévaut sur celle de Mohammedi Saïd, qui, en compensation, devient ministre d'État. Le choix des membres de l'état-major est significatif. En font partie les commandants Mendjeli et Kaïd qui se sont illustrés par leurs assauts contre le triumvirat et le commandant Azzedine[34] de la wilaya 4. Boussouf étend ses prérogatives par l'annexion du ministère de l'armement et du ravitaillement et devient le principal interlocuteur de l'armée dont il contrôle les transmissions.

Partisan, avec Lotfi et Dehilès, du retour de la direction en Algérie, Ben Khedda quitte le gouvernement et cède les affaires sociales à Abdelhamid Mehri, antérieurement ministre des affaires nord-africaines. Il considère le remaniement comme un replâtrage sans lendemain et se met en réserve. Son retrait lui permet de canaliser à son profit tous les mécontentements. Les autres ministres – Bentobbal (intérieur), Yazid (information), Francis (finances) – gardent leurs postes.

5. Le programme d'action. Au plan politique, le CNRA mandate le GPRA pour :

- faire appliquer le principe de l'autodétermination par un référendum organisé et contrôlé par les Nations unies. Cette technique «n'exclut pas la négociation bilatérale et [...] peut même la provoquer[35]».
- relancer l'idée de l'unité maghrébine sans accepter des conditions qui compromettraient les alliances avec les pays arabes et le bloc de l'Est. Demander aux pays arabes la rupture des échanges économiques avec la France, le boycott des navires et des avions

34. Azzedine. De son vrai nom Rabah Zerari. Soudeur à l'arc à Alger. Gagne le maquis en 1955. Arrêté le 14 juillet 1956, s'évade de prison. Nommé commandant de l'ALN en 1958. Arrêté le 7 novembre 1958, feint d'accepter de plaider la «paix des braves» (offre de cessez-le-feu faite par le général de Gaulle aux Algériens) auprès du colonel Si M'hammed. Quitte l'Algérie pour Tunis en mars 1959. Membre du CNRA (1959-1962). Membre de l'état-major (1960-1962). Chef de la zone autonome d'Alger (janvier-juillet 1962).
35. Document interne du GPRA sans mention de date. Archives privées.

français, l'évacuation des troupes françaises encore présentes en Tunisie et au Maroc ;
- obtenir des pays d'Afrique le retrait de leurs ressortissants intégrés dans l'armée française engagés en Algérie ;
- amener l'URSS et la Chine à envoyer des volontaires et des techniciens aux frontières.

Sur le plan militaire, le CNRA décide des actions militaires aux frontières pour permettre l'internationalisation du conflit franco-algérien ; la reprise de l'action armée en France ; le retour des officiers supérieurs en Algérie ; l'envoi d'émissaires pour rétablir le contact avec l'intérieur.

Sur le plan organisationnel, le CNRA reconnaît l'urgence d'alléger l'appareil administratif et de mettre les militants libérés de leurs fonctions au service de l'ALN.

Sur le plan financier, le CNRA recommande la création d'une commission des comptes de la nation, une austérité rigoureuse, une aide financière aux wilayas.

Avec la naissance de l'état-major, l'ensemble des conditions qui fondent l'emprise indiscutée de Krim, Bentobbal et Boussouf sur la direction de la révolution se transforme. Pendant deux années cruciales (1958-1959) pour la révolution, les trois chefs militaires sont, derrière la façade des institutions officielles, la source des plus importantes décisions. Patriotes, décidés à ne pas accepter de faire taire les armes avant la reconnaissance de l'indépendance, ils commettent l'erreur de songer à construire à l'extérieur des machines de pouvoir avec l'arrière-pensée de les transférer telles quelles dans une Algérie indépendante, alors que le sort de l'État se joue en Algérie et non là où se trouve sa direction.

Krim, Bentobbal et Boussouf tenaient leur pouvoir de leur qualité de chefs de l'ALN. En accédant au CCE, ils ont désigné eux-mêmes pour leur succéder des « clients », comme Houari Boumediene, Mohammedi Saïd, etc., choisis pour leur fidélité inconditionnelle. Entre août 1957 (2^e CNRA) et décembre 1959 (3^e CNRA), ceux-ci, à qui l'on a appris la méfiance à l'égard des « politiques », se prêtèrent à toutes les manœuvres. Mais, en faisant appel à eux pour arbitrer les divergences au sein du GPRA, Krim, Bentobbal et Boussouf leur ont dangereusement fait découvrir qu'ils peuvent devenir la source du pouvoir réel. D'autant que le déclin des wilayas de l'intérieur fait

d'eux les seuls représentants des forces combattantes qui soient à même de s'exprimer.

Le succès des attaques des commandants Mendjeli et Kaïd Ahmed contre le triumvirat est la cause première du revirement de Houari Boumediene et de Mohammedi Saïd, qui prennent avec prudence leurs distances à l'égard de leurs tuteurs respectifs, Boussouf et Krim. Désormais, ils agiront pour eux-mêmes et progresseront comme leurs aînés par les moyens de l'intrigue et des alliances secrètes.

La création de l'état-major, longtemps différée, ôte le monopole de la force armée aux «historiques», victimes d'un conservatisme borné. La seule base de leur puissance sera désormais la représentation, la gestion des fonds de la révolution et l'entente avec les États tunisien et marocain, hôtes obligés d'une armée qui mène à partir de leurs territoires une guerre de position.

En obtenant de porter Boumediene à la tête de l'état-major, Bentobbal et Boussouf sous-estiment les effets de sa nomination. Plus attentifs au rôle des individus qu'à celui des institutions, obnubilés par un avantage immédiat (la baisse de l'influence de Krim), ils prêtent peu d'attention à un choix qui bouleverse la configuration du jeu et précipite leur propre chute.

Il faut dire que rien, dans la carrière de Boumediene, ne laisse prévoir qu'il s'opposera un jour à ses protecteurs. Légaliste et homme d'ordre, il est le type même du fonctionnaire de la révolution. En comparaison d'hommes turbulents comme Ali Mendjeli ou Kaïd Ahmed, Boumediene est un élément de modération. Mais dans une situation où l'armée à l'extérieur de l'Algérie est la composante la plus importante de la révolution, il deviendra en quelque sorte le relais de forces qui visent consciemment le pouvoir : chefs partisans hantés par une solution «à la tunisienne» qui sacrifierait les combattants, ex-officiers de l'armée française qui ne veulent pas voir leurs camarades restés dans les rangs de l'adversaire devenir les futurs chefs de l'armée algérienne, officiers fanonistes, jeunes loups pressés de sortir de l'anonymat et de jouer un rôle politique.

LE FLN FACE À LA POLITIQUE FRANÇAISE

La crise de l'été 1959 explique les atermoiements de la direction du FLN devant le discours du général de Gaulle sur l'autodétermination (16 septembre 1959) et son offre de pourparlers (novembre 1959). Il

offre aux Algériens le choix entre trois options : la sécession, c'est-à-dire l'indépendance ; la francisation et l'association « gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle, pour l'économie, la défense, l'enseignement, les relations extérieures[36] ». Son allocution fait nettement ressortir que l'association a ses faveurs.

C'est une direction divisée, enlisée dans les luttes internes et dont les membres ont pour souci majeur de ne pas passer pour des bradeurs qui fait face à l'initiative française. Aucun ne peut exprimer librement ses idées. L'attention de Krim, Bentobbal, Boussouf et Ben Khedda est polarisée par le plan Challe. À leurs yeux, le général de Gaulle veut obtenir une victoire par les armes.

> La paix, déclare Bentobbal, n'est donc pas pour demain, d'autant que l'autorité de De Gaulle sur son armée est encore loin d'être assise [...]. Tant que la France conserve l'espoir d'une victoire militaire, les perspectives de paix demeureront lointaines. Lorsque [...] nous l'aurons convaincu de l'impossibilité de l'écrasement de notre révolution, alors la paix sera certaine[37].

L'attitude d'Abbas, Francis, Mehri et Yazid[38] est déterminée par la crise de la direction. Ils considèrent qu'une ère nouvelle commence dans les rapports franco-algériens et proposent de ne pas fermer la porte à l'ouverture française sous peine de voir la position diplomatique algérienne se détériorer. La réaction la plus politique est celle de Lamine Debaghine qui, après avoir évoqué les mésaventures de la Syrie, du Vietnam et de la Tunisie dans leurs négociations avec la France, préconise

> une procédure qui ne [lui] permette pas de reprendre d'une main ce qu'elle donne de l'autre [...]. La position de la France n'est pas moins difficile que la nôtre. Il suffit de faire le graphique des déclarations de De Gaulle, depuis l'offre de « la paix des braves » jusqu'à la déclaration du 1er novembre 1959, pour se rendre compte que ces déclarations sont de

36. Charles de Gaulle, Discours sur l'autodétermination de l'Algérie, 16 septembre 1959, https://www.charles-de-gaulle.org/wp-content/uploads/2017/03/Discours-de-lautodetermination-de-lAlgerie.pdf
37. « Questions et réponses lors d'une tournée de Lakhdar Bentobbal, 14 mars 1960 », dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 287-302.
38. Notes personnelles.

> plus en plus positives malgré, de temps en temps, certains retraits destinés à apaiser les colons et l'armée française en Algérie. Et pourtant de Gaulle n'ignore aucune de nos difficultés. La conclusion en est que de Gaulle est tenu par un certain calendrier, qu'il est peut-être contraint d'une manière ou d'une autre de faire la paix au plus vite et qu'il est donc appelé à faire cette paix en se soumettant à certaines de nos conditions[39].

La réponse du GPRA au général de Gaulle exprime à la fois la peur de s'engager et celle de rater l'ouverture. Ceux qui y voient une manœuvre font prévaloir que «le libre choix ne peut s'exercer sous la pression d'une armée d'occupation». Ceux qui ne doutent pas de la sincérité du général de Gaulle insistent pour obtenir «une discussion sur les conditions politiques et militaires du cessez-le-feu et les garanties de l'application de l'autodétermination»[40].

Le débat sur les intentions du général domine désormais les discussions. En répondant à l'offre de pourparlers par la désignation de ministres détenus (Aït Ahmed, Ben Bella, Khider, Boudiaf et Bitat) comme négociateurs, le GPRA affirme «mettre de Gaulle au pied du mur et juger de sa sincérité». Ce n'est qu'un faux-fuyant, car en réalité le GPRA attend la mise en place d'une nouvelle direction. Dans le camp algérien comme dans le camp français, la situation intérieure interdit encore d'en finir avec le double langage. Chacun avance en essayant de neutraliser son opposition. Il faudra attendre juin 1960 pour que se nouent les premiers contacts officiels.

---

39. «Rapport du Dr Lamine Debaghine au GPRA, 17 novembre 1959», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 272-274.
40. Déclaration du GPRA, 28 septembre 1959, publiée dans *Le Monde* en date du 30 septembre 1959.

ICONOGRAPHIE

Défilé du 1er mai 1953. Au premier rang de gauche à droite : Akli Banoun, Radjeff, Hocine Lahouel et Moulay Merbah. (Archives privées.)

Photo officielle du premier GPRA en septembre 1958.
Debout, de gauche à droite : M. Yazid, M. Chérif, A. Mehri, Ben Khedda, A. Boussouf, L. Bentobbal. Assis, de gauche à droite : A. Francis, B. Krim, F. Abbas, L. Debaghine et T. El-Madani. (Archives privées.)

Soldats de l'ALN près de la frontière est, en 1957. (Archives privées).

Apprentissage de l'armement moderne par un instructeur de l'ALN. (Archives privées.)

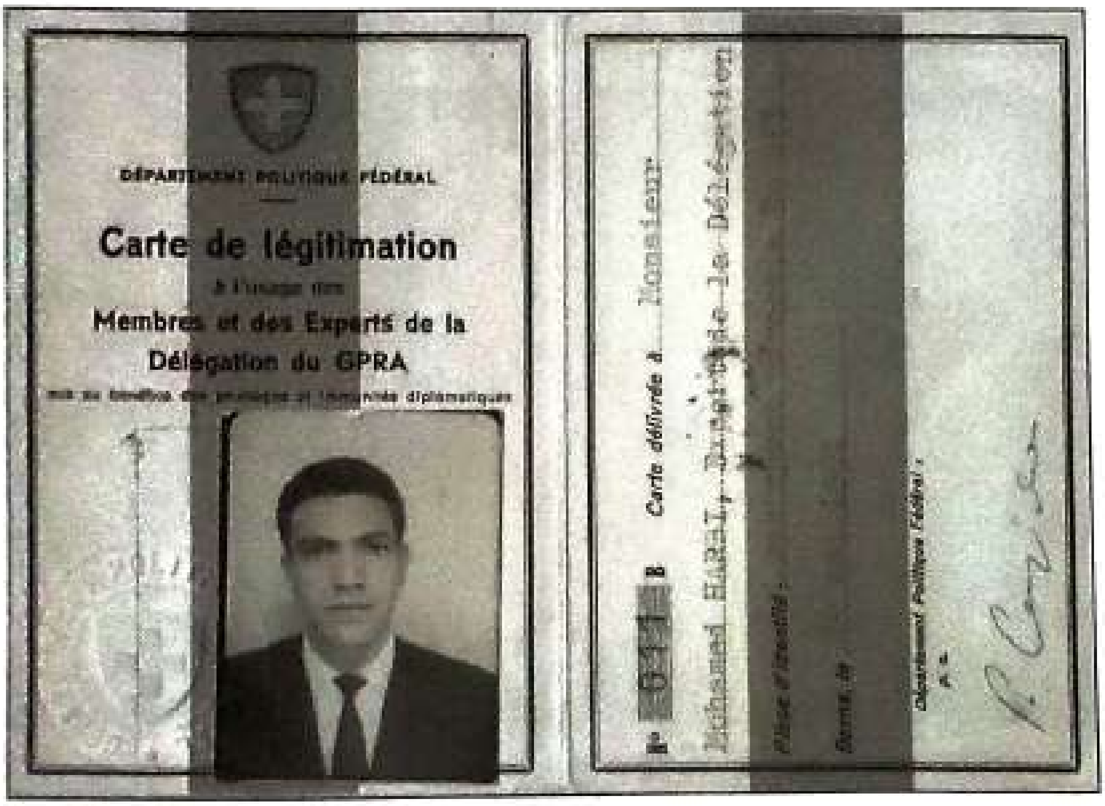
L'usine d'armes de la 4e Internationale au Maroc. (Archives privées.)

À gauche, Abbane, au centre, le colonel Saddek (Dehilès Slimane), son seul soutien parmi les colonels. (Archives privées.)

De gauche à droite : Benbella, Mohamed Khider et Bitat Rabah à Turquant (Maine-et-Loire). C'est au « château » de la Tessardière qu'avec Mohamed Boudiaf et Aït Hamed, les cinq prisonniers de la France ont été transférés en mai 1961. (Archives privées.)

Alger, après l'indépendance.
Ben Bella (à gauche), Mohammed Harbi (au centre), alors responsable de l'autogestion. (Archives privées.).

Le Caire, 1960. Mohammed Harbi (à gauche)
avec le président égyptien Gamal Abdel Nasser. (Archives privées.)



Carte de légitimation à titre d'expert de Mohammed Harbi pour les premières négociations d'Évian. (Archives privées.)

Ministère des Affaires Extérieures

Laissez-Passer Spécial

No. 79

Le Ministre des Affaires Extérieures de la République Algérienne prie les autorités des Pays Amis et Alliés de vouloir bien laisser passer librement :

M. HARBI Mohammed

et de lui accorder aide et protection en cas de besoin.

Délivré à Tunis le [illegible] 1961

Le Ministre des Affaires Extérieures

وزارة الشؤون الخارجية

تذكرة مرور خاصة

رقم ٧٩

يرجو وزير الخارجية سلطات الدول الصديقة والحليفة السماح بحرية المرور

السيد

ويمنحه كل ما قد يحتاج إليه من المساعدة والرعاية .

صدر في بتاريخ

Première série de passeports édités par le GPRA, valant laisser-passer spécial.
(Archives privées.).

CHAPITRE 17
L'ÉTAT-MAJOR CONTRE LE GPRA (1960)

Fort de l'appui du CNRA, le deuxième gouvernement Abbas fait preuve d'une réelle capacité de décision. La remise en ordre est rapidement menée. Il remporte de grands succès dans la guerre politique. Mais en n'admettant pas l'autorité de l'état-major sur les wilayas, le Comité interministériel de la guerre (CIG) va le dresser contre le GPRA.

LA REMISE EN ORDRE

La remise en ordre se fait en deux temps. Les centaines de combattants et d'officiers qui se trouvaient dans les villes de Tunisie et du Maroc sont renvoyés aux frontières. Cette opération crée des rancœurs tenaces chez tous ceux qui ne veulent pas réintégrer l'ALN et qui n'ont pas de protecteur au sein du GPRA.

Ensuite, le ministre de l'intérieur, Lakhdar Bentobbal, élimine de la direction de la base de Tunis le commandant Kaci[1] homme lige de Krim, et entreprend, à partir de février 1960, une tournée de conférences en Tunisie et au Maroc pour rétablir la crédibilité du GPRA, fortement ébranlée par les luttes au sommet. Dans ses exposés aux cadres, Bentobbal analyse les causes des crises du FLN qui sont, à son avis, au nombre de trois.

- La puissance de l'élan populaire:

> Le peuple a pénétré en masse [...] dans la Révolution et cela n'a pas permis une évolution logique, méthodique et progressive [...], une sélection des hommes, et a porté atteinte à la bonne marche de la révolution. Ce réveil en

1. Kaci. Originaire de Sidi-Aïch. Militant de l'UDMA, membre du conseil de la wilaya 3 (1956-1957) et du CNRA (1957-1962). Chef de la base de Tunis (1957-1959). Chef de mission diplomatique à Tunis (1959-1961).

> masse a facilité [...] la répression (et permis) de réduire les forces vives du peuple et de freiner l'élan de la révolution[2].

- Les ambitions personnelles : «[Certains] sont venus uniquement dans le but de devenir des chefs[3].»

- La lassitude de «ceux que la guerre en se prolongeant avait fatigués et abattus[4]».

Pour lui, le moyen de surmonter toutes les crises, c'est «d'obéir et d'exécuter les ordres», car «si nous ne réussissons pas, sachez bien que ni les bons ni les mauvais n'en réchapperont». Signe de désarroi, cet avertissement s'adresse aux défaitistes qui, dans les discussions de salon, n'excluent pas que les Algériens puissent connaître le sort des Palestiniens ou des républicains espagnols.

Dans ces étranges considérations sur la participation massive du peuple à la révolution, Bentobbal étale son trouble mitigé de cynisme et refuse toute discussion sur le contenu de l'indépendance.

> Nous avons vu le militant, le djoundi (le soldat) vivre dans l'incertitude du lendemain en se posant de multiples questions : la révolution se poursuivra-t-elle après la proclamation de l'indépendance ? [...]. Ce sont là des questions dangereuses (auxquelles) personne ne pouvait donner une réponse [...] le djoundi s'imagine qu'il est une simple proie pour les balles ennemies (et que) les droits dus à ses frères qui lui survivront seront lésés puisqu'ils n'ont aucune garantie qui les leur assure[5].

Attachée à un pouvoir arbitraire et sans contrôle, la direction prétend obtenir l'adhésion en faisant l'économie de choix clairs. Au mépris des exigences d'une base qui voit dans ses méthodes des signes annonciateurs d'un avenir inquiétant, elle n'imagine pas encore que ses ordres ne seront plus spontanément obéis. Combattants et militants sont privés, dans leur majorité, de toute perspective d'action propre, mais ils sont mûrs pour suivre quiconque, au sein de l'appareil, dénoncera le laxisme et l'embourgeoisement des dirigeants.

---

2. Lakdhar Bentobbal, «Conférence aux cadres du FLN du Maroc et de Tunisie, 5 février 1960», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 275-286.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*

Au moment où l'état-major prend ses fonctions, le 23 janvier 1960, la révolution algérienne connaît une phase de reflux. La dissidence est partout.

Au Maroc, alors que le CNRA tient ses assises, le capitaine Zoubir essaye en décembre 1959 de résoudre par les armes le conflit qui l'oppose à ses supérieurs. Plusieurs unités se joignent aux siennes. Début 1960, le GPRA délègue Bentobbal et Mohammedi Saïd pour entrer en pourparlers avec lui. Le roi du Maroc se portant garant de la vie de Zoubir et de celle de ses hommes s'il accepte de mettre fin à sa sédition, il se met sous la protection des forces royales marocaines. Ses sections sont dispersées. Plus tard, Zoubir se ravise et remet son sort entre les mains de l'état-major. Un tribunal présidé par le colonel Boumediene et le commandant Mohammed Allahoum le condamne à mort. Il est aussitôt exécuté.

La tâche de l'état-major est encore plus délicate à la frontière est. Tirant les leçons de l'expérience malheureuse du commandant Idir, l'EMG estime que la formation d'une armée conventionnelle ne se réalisera pas sans l'appui des chefs issus du mouvement. Il fait donc droit à la revendication principale des soldats : le retour des cadres qu'ils se sont choisis, et vide les prisons de Denden, de Béja, de Tadjerouine de leurs prisonniers. Les condamnés du complot Amouri, les commandants Belhouchet, Draïa et Messadia, etc., sont libérés et envoyés avec le capitaine Bouteflika[6] à la frontière malienne. Ils sont chargés d'implanter l'ALN parmi les populations du Hoggar, du Gourara, du Touat et du Tidikelt, dans le Grand Sahara.

Les militaires professionnels compromis avec Krim sont affectés au bureau technique, au service de l'armement et dans les centres d'instruction et n'ont donc plus de commandement direct. Le commandement des zones opérationnelles est confié à des maquisards. Au nord (zone opérationnelle Nord, ZON), on trouve Bensalem, Chadli

6. Bouteflika. Rejoint l'ALN en 1956 au Maroc, secrétaire de la wilaya 5, commandant en 1962. Député de Tlemcen (1962-1965). Ministre de la jeunesse et des sports et du tourisme (1962-1963), puis des affaires étrangères (1963-1979). Membre du comité central et du bureau politique du FLN (1964-1965) et du Conseil de la Révolution (1965-1979). Ministre conseiller à la présidence et membre du bureau politique du FLN (1979). Président de la République de 1999 à 2019. Meurt en 2021.

Bendjedid[7], Abdelghani[8]. Au sud (ZOS), dans la région qui longe les Nementchas, le commandement est assuré par Salah Soufi, Saïd Abid et Mohammed Alleg[9]. Aux confins entre la Tunisie, l'Algérie et la Libye, les troupes sont mises sous la direction de Mahmoud Guennez[10]. Par ailleurs, l'état-major général procède au brassage et à la centralisation rapide des contingents armés.

C'est dans la zone sud que les problèmes sont les plus épineux. Un dosage savant entre les communautés de base des Nementchas, celles des massifs des Aurès et les Chaouias des Hauts Plateaux permet la réussite de l'opération. L'encadrement a une réelle représentativité. Les officiers originaires de la Kabylie sont confinés dans des rôles seconds. Un seul parmi eux est nommé chef de bataillon. Estimant que la réorganisation est dominée par l'esprit de revanche contre les Kabyles, plusieurs jeunes officiers de la wilaya 3 quittent les frontières pour se faire intégrer par Krim dans les missions diplomatiques. Aux frontières marocaines, les officiers de la wilaya 4 considèrent, quant à eux, avoir été victimes d'ostracisme par rapport à leurs camarades de la wilaya 5. Ils seront, en 1962, parmi les adversaires les plus résolus de l'état-major. On peut citer parmi eux le lieutenant Allouache et le capitaine Mouhoub Abdelkader.

La cohésion de l'armée extérieure progresse à partir de février 1960. Toutefois, la discipline ne repose plus sur le libre consentement des combattants, mais sur la contrainte. Désormais les déserteurs seront

7. Chadli Bendjedid. Issu d'une famille rurale aisée qui a compté dans ses rangs des fonctionnaires d'autorité (caïds), il est originaire de Sebaa près d'Annaba, employé à la Tabacoop, gagne le maquis fin 1955. Membre du Comité de la zone opérationnelle Nord (1960). Arrêté en 1962 au cours de la crise de l'été par la direction de la wilaya 2. Chef de la région militaire de Constantine (1963-1964), puis d'Oran (1964-1979), membre du Conseil de la Révolution (1965-1979). Président de la République et secrétaire général du FLN (1979-1991). Meurt en 2012.

8. Abdelghani. De son vrai nom Mohammed Benahmed, il est originaire de Marnia, milite au MTLD en 1943, rejoint l'ALN en 1955, capitaine de la zone 8 de la wilaya 5 (Aflou-Geryville, 1958-1960), commissaire politique de la zone Nord (1960-1962), chef de la région militaire de Blida (1962-mars 1965) puis d'Ouargla (1965-1967), de Constantine (1967-1974). Ministre de l'intérieur (1974-1979). Membre du bureau politique du FLN et Premier ministre (1979). Abdelghani n'était pas membre du groupe d'Oujda. Il a été muté de son poste à Blida en 1965 à cause de ses bonnes relations avec Ben Bella et envoyé en mission en Corée à la veille du coup d'État du 19 juin 1965.

9. Mohammed Alleg. Membre du comité de la zone opérationnelle Sud (1960-1962). Lieutenant-colonel de l'armée nationale populaire (ANP), membre du comité central du FLN (1979).

10. Mahmoud Guennez. Abandonne toute responsabilité dans l'armée (1962). Député à l'Assemblée (1962-1965). Chef de la milice (1965), puis responsable de l'Amicale des Algériens en Europe. Ministre des anciens moudjahidines jusqu'en 1977. Vice-président de l'Assemblée nationale. Membre du comité central du FLN (1979).

punis de la peine de mort et exécutés, au même titre que les homosexuels. La condition des combattants s'améliore, car la définition des rations alimentaires et le contrôle strict sur l'intendance met un terme au trafic qui a enrichi plusieurs officiers. La gestion financière devient plus rigoureuse. En deux ans, l'état-major réalise de grandes économies.

Sur le plan militaire, l'état-major renonce aux franchissements en force de la ligne Morice qui se sont révélés coûteux en hommes, inefficaces et démoralisants. Le but est de fixer le maximum de troupes françaises sur les frontières par des harcèlements rapides mais violents, combinant l'utilisation de l'artillerie lourde et des fantassins. On pense ainsi que la résistance intérieure aura face à elle des forces moins nombreuses et pourra se réorganiser en disséminant ses unités sur des espaces plus vastes. Dans sa correspondance avec les wilayas, l'état-major met l'accent sur la révision de la tactique militaire et la nécessité d'une politique de formation des cadres et de liaison avec le peuple :

- Les wilayas doivent «revenir aux méthodes des années 1955 qui ont fait le succès de l'ALN». Il faut donc bannir la formation des grandes unités, éviter le combat quand l'ennemi est fort, le frapper là où il ne s'y attend pas. Cette tactique est dictée par la difficulté de faire parvenir, à l'intérieur, de l'armement et des troupes fraîches.
- Les conseils de secteurs, de zones, de wilayas, doivent être élargis pour initier plus de cadres à l'exercice des responsabilités.
- Les rapports avec le peuple doivent être améliorés.

> Sans le peuple, rien n'est possible, quel que soit l'héroïsme de notre armée [...] Ne pas le comprendre, le juger collectivement, ne pas discerner ce qu'il peut de ce qu'il ne peut pas [...], c'est permettre à l'ennemi de pénétrer ses rangs. Sans être exclues, les méthodes répressives, qui facilitent à l'armée française le recrutement massif de harkis, ne doivent intervenir qu'en dernier recours. L'action armée doit frapper les irrécupérables, les irréductibles, ceux que le peuple condamne lui-même afin d'obtenir son approbation et non sa réprobation. En un mot, il faut

> davantage chercher à gagner les gens qu'à les sanctionner si on le peut[11].

L'efficacité de l'ALN extérieure après la formation de l'état-major est incontestable. Un rapport d'une mission d'information française de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées en fait foi.

> Avant 1960, la haie électrique et les obstacles sans profondeur suffisaient contre l'adversaire du moment, qui tentait seulement des franchissements isolés ou par petits groupes. À partir de l'automne 1960, par suite des moyens mis en œuvre par les rebelles, les procédés de détection se sont révélés moins précis. Les attaques contre les engins blindés chargés de la surveillance et de l'intervention ont été menées avec des matériels plus puissants et sont devenues plus efficaces[12].

Lentement mais sûrement, l'ALN extérieure perd son caractère initial d'armée de partisans et évolue vers une armée classique. Composée de 23 000 hommes, dont 8 000 au Maroc et 15 000 en Tunisie, elle dispose de tous les services : intendance, génie, sécurité militaire, transmissions, centre de transit et d'instruction, parc automobile, commissariat politique, etc. La surveillance de la marine française empêche un approvisionnement en armes lourdes de l'ALN aux frontières marocaines. Aussi les unités cantonnées aux frontières tunisiennes sont l'objet de soins particuliers de la part de l'état-major. Elles sont, avant l'heure, l'embryon de l'État futur et donneront à la future armée nationale populaire (ANP) la quasi-totalité de ses chefs[13]. Aux frontières tunisiennes, l'armée comprend 23 bataillons, cinq compagnies lourdes d'appui avec canons sans recul et quatre groupes autonomes de mortiers de 106 mm.

L'analyse de l'encadrement à l'Est permet de distinguer quatre figures de combattants : les officiers issus du mouvement nationaliste[14] ; les chefs partisans dont un certain nombre sont d'anciens sous-officiers

11. Lettre de l'état-major aux conseils de wilaya, février 1961. Archives privées.
12. Rapport au Sénat, 13 octobre 1961.
13. Entre 1962 et 1979, tous les chefs de régions militaires ont exercé, au cours de la guerre, leurs responsabilités aux frontières tunisiennes.
14. Ali Mendjeli (MTLD), Kaïd Ahmed (UDMA), Moussa Benahmed (UDMA puis MTLD), Omar Benmahjoub (MTLD), Hachemi Hadjerès (Oulémas).

rentrés d'Indochine après la défaite française[15] ; les militaires professionnels, fonctionnaires de la guerre rompus à l'art du commandement et hostiles à tout droit des combattants[16] ; les jeunes officiers issus des académies militaires arabes qui suivent les chefs partisans et ceux de Saint-Maixent qui sont attirés, du fait de leur formation, par leurs aînés algériens de l'armée française. Ces deux catégories sont très marquées par le nationalisme et par le fanonisme[17].

SUCCÈS SUR LE TERRAIN POLITIQUE

Soustraire l'Algérie à la sphère de décision française, tel était un des objectifs majeurs inscrits dans la proclamation du FLN dès le 1er novembre 1954.

« Internationaliser » la question algérienne était le moyen de sortir du tête-à-tête avec la France. Or, depuis la naissance du GPRA, en septembre 1958, la politique algérienne de la France rencontre sur le plan international des obstacles de plus en plus puissants. La reconnaissance du principe de l'autodétermination ruine le mythe de l'Algérie française. Il est désormais acquis que l'Algérie sera un État. La forme de cet État reste incertaine, mais aucune autorité sur le plan international n'ignore ce fait.

Dès lors on assiste à une précipitation des événements. En Europe occidentale et aux États-Unis, l'action en faveur de la paix s'affirme nettement. En Suède, en Allemagne, en Angleterre et en Italie, le courant social-démocrate autorise discrètement certains de ses membres influents à former des comités de soutien à l'Algérie[18]. Les représentants du FLN abrités par les ambassades de Tunisie et du Maroc acquièrent un statut quasi officiel. Aux États-Unis, les sénateurs Charles Porter et Adam Powell pressent le président Einsenhower d'intervenir. Les temps où l'indépendance de l'Algérie n'intéressait que les syndicats de l'AFL-CIO présidé par George Meany sont loin. La prise de position du sénateur John Kennedy, futur président des États-Unis, en faveur

15. C'est le cas de Bensalem et Belhouchet.

16. Voir *supra*, chapitre 15, « L'affaiblissement de Krim ».

17. Doctrine populiste qui fait de la paysannerie la classe d'avant-garde dans la construction du socialisme.

18. Plusieurs parlementaires européens s'affirmeront à l'occasion de leur engagement sur l'Algérie. C'est le cas des députés du Bundestag allemand tels que Blackstein, Kalkitger et Wichenski, qui deviendra ministre des affaires arabes. En Angleterre, plusieurs parlementaires de premier plan militent pour l'Algérie : Wedgwood Benn, Fenner Brockway, Aneurin Bevan et Barbara Castle.

du FLN influencera la classe dirigeante américaine. Dans le sillage des hommes politiques s'engouffrent déjà les hommes d'affaires : Krupp (Allemagne), Agnelli (Fiat-Italie), Mattei (ENI, Italie). Ces groupes prennent contact avec le FLN par l'intermédiaire de Tayeb Boulahrouf.

L'action du GPRA en direction des pays socialistes s'intensifie. En mai 1960, une délégation dirigée par Krim se rend en Chine, au Vietnam, et en République démocratique de Corée et lors de son passage à Moscou prend des contacts officieux avec les dirigeants de l'URSS. En septembre-octobre de la même année, Ferhat Abbas prend à son tour le chemin de Pékin et Moscou et en mars 1961, le Dr Francis, ministre des finances, est chargé d'une mission en Tchécoslovaquie et en Bulgarie. À l'issue de ces voyages et du contact entre Krim et Khrouchtchev à New York en 1961, de nombreux accords sont passés avec les pays de l'Est. La Chine octroie, sans condition aucune, une aide en devises et en matériel au GPRA et accepte de former dans ses académies des officiers d'état-major et des pilotes. L'URSS agit dans le même sens, mais sans reconnaître le GPRA. Tchécoslovaquie et Bulgarie fournissent également une aide matérielle. Le Vietnam, malgré ses difficultés, propose de livrer des marchandises à l'ALN et met à sa disposition les cadres militaires algériens restés sur son territoire après la défaite française. Le GPRA n'a jamais voulu, malgré les demandes pressantes de la direction centrale des affaires étrangères, accepter le retour de ces militaires algériens du Vietnam. Ils sont suspects, à ses yeux, de communisme. Des missions diplomatiques algériennes s'installent officiellement en Yougoslavie et en Allemagne démocratique.

En Afrique, les efforts français pour contenir le mouvement d'émancipation n'aboutissent pas pleinement. L'indépendance de la Guinée, puis du Mali, et leur rassemblement avec l'Algérie, l'Égypte, le Ghana et le Maroc au sein du groupe de Casablanca, incitent les pays les plus sensibles à la démarche française à modifier leur attitude sur la question algérienne. La rencontre des 15 et 16 novembre 1960 à Tunis entre les présidents Abbas, Ahmadou Ahidjo (Cameroun), Hamani Diori (Niger) et Mamadou Dia (Sénégal) montre la sensibilité de plus en plus grande des pays africains à la question algérienne. Hamani Diori y déclare :

> Quelques mois après leur indépendance, les pays africains, les uns ayant des liens avec la France comme le Sénégal,

d'autres n'en ayant pas comme le Cameroun, d'autres appelés à en avoir comme la Côte d'Ivoire, ont décidé la conférence d'Abidjan[19]. Au centre des problèmes [...] s'est trouvé le problème algérien. L'accord s'est immédiatement fait entre les États présents sur le principe de la décolonisation totale et de l'indépendance de l'Algérie.

Et Mamadou Dia d'ajouter devant Ferhat Abbas: «Nous tenons simplement à mettre les liens que nous pouvons avoir avec la France à votre disposition. Nous avons mis la France au courant. Nous n'avons trouvé aucune hostilité, aucune opposition de la part du gouvernement français[20].»

Dans le monde arabe, s'élargit la marge de liberté du GPRA à l'égard de l'Égypte, de la Tunisie et du Maroc. Les contacts directs de Krim avec les présidents Nasser (Égypte) et Kassem (Irak), le maréchal Aboud (Soudan) et les rois Ibn Séoud (Arabie) et Senoussi (Libye) permettent d'obtenir un soutien politique et une aide matérielle plus substantiels que par le passé. L'Algérie participe activement aux réunions de la Ligue arabe et sur un certain nombre de points ses relations avec la Tunisie et le Maroc s'améliorent.

De février 1960 à mai 1961, la Tunisie laisse passer librement les convois d'armes et facilite le transit de l'ALN par le sud. Le 19 décembre 1960, elle signe avec le GPRA une convention stipulant que toute marchandise ou équipement destinés au GPRA, à l'ALN et au Croissant rouge algérien sont dispensés de droits de douane. Au Maroc, le roi Mohammed V reçoit, en mars 1960, une délégation gouvernementale algérienne. À la suite des discussions, il ordonne la fermeture des consulats français d'Oujda et de Bouarfa, dont l'action contrecarrait les desseins algériens, et accepte le principe de la mise à la disposition de l'ALN d'un demi-millier de volontaires marocains, ainsi que celui de l'acheminement du matériel et des volontaires étrangers. Toutefois, l'approche d'une solution politique du problème algérien pousse le Maroc et la Tunisie à poser les problèmes de frontières. Mis en minorité, au sein du groupe de Casablanca, sur cette question, le

19. Cette conférence a eu lieu en octobre 1960.

20. Le gouvernement français a été mis au courant des résultats de la conférence d'Abidjan par une délégation composée des présidents Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire), Senghor (Sénégal) et Fulbert Youlou (Congo-Brazzaville).

Maroc met une sourdine à ses revendications et renvoie l'examen à l'après-indépendance de l'Algérie. Ce n'est pas le cas de la Tunisie.

Ainsi, le GPRA remporte des succès qui freinent la politique française fondée sur la force et exaltent le moral du peuple algérien. L'audience de la révolution algérienne est telle qu'à la conférence préparatoire des pays non-alignés[21], au printemps 1961, l'opposition de l'Inde et la tiédeur de l'Égypte et de la Yougoslavie n'empêchent pas une majorité de se prononcer pour la participation du GPRA.

Au sein de la direction, la réussite diplomatique du gouvernement bénéficiant au ministre des affaires étrangères, Krim rehausse sa position. L'homme qui a subi un échec retentissant dans l'armée prend sa revanche sur un terrain auquel rien ne le prédestinait. Il a l'habileté de faire confiance à ses collaborateurs et d'utiliser leurs critiques à son égard pour les retourner contre ses collègues du gouvernement. Il leur fait grief de l'absence de tout plan à long terme, «de ne pas se prononcer clairement» sur «le mouvement d'unité arabe, le problème d'Israël, le problème du néocolonialisme en Afrique[22]» et de compromettre ainsi «une action plus large et plus profonde». Si le GPRA remporte de réels succès en politique extérieure, il en va autrement à l'intérieur, où l'état-major de l'armée revendique le pouvoir sur les wilayas.

L'ÉTAT-MAJOR CONTRE LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA GUERRE

En prenant l'engagement devant le CNRA de tout subordonner au développement de l'armée, Krim, Bentobbal et Boussouf ont fait des promesses aussi dangereuses à tenir qu'à violer. Renforcer une institution qu'ils ne contrôlent plus directement, c'est déplacer le centre du pouvoir du GPRA vers l'état-major. Ne pas le faire, c'est encourir le reproche de trahir les décisions du CNRA.

Pour l'état-major, les wilayas relèvent naturellement de son autorité. Il lui appartient donc de recevoir l'aide qui leur est destinée et de la leur faire parvenir. Pour le CIG (Comité interministériel de la guerre)[23] l'état-major, installé à l'extérieur, ne peut diriger que les troupes des

21. La conférence des pays non-alignés se tiendra à Belgrade en septembre 1961.

22. Belkacem Krim, «Rapport de politique étrangère soumis par le vice-président des affaires étrangères au Conseil national de la révolution algérienne, été 1961», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, 394-403.

23. À la tête duquel se trouvent Krim, Bentobbal et Boussouf.

frontières. À son instigation, le GPRA décide l'entrée de l'état-major en Algérie avant le 31 mars 1961. La manœuvre est machiavélique. Ou bien l'état-major exécute la décision et il perd toute autorité sur l'armée extérieure que chacun sait décisive dans la lutte future pour le pouvoir, sans pour cela avoir la garantie de se faire accepter par les wilayas. Ou bien il se dérobe et il reste moralement discrédité. La situation de l'état-major décidé à demeurer aux frontières tunisiennes est délicate. Les commandants Zbiri, Bencherif, Souahi, Rejaï, le colonel Lotfi et le commandant M'Barek ont pris le risque de traverser la ligne Morice. Seuls les trois premiers commandants réussissent le franchissement de la ligne Morice. Les autres y laissent leur vie. Les colonels Ali Kafi, Lakhdar Hadj et les commandants Oussedik et Bennoui s'étaient résignés, après quelques tentatives infructueuses de franchissement du barrage, à ne pas regagner le territoire national. Leur renoncement est justifié par le refus de l'état- major d'entrer en Algérie. Ce sont des hommes courageux qui ont derrière eux cinq années de combat sur le terrain. Certains, comme le colonel Kafi, ont déjà franchi à deux reprises la ligne Morice. Tous soutiennent l'indépendance des wilayas à l'égard de l'état-major.

Fort de l'appui «des officiers qui se sont battus», le CIG va bientôt se laisser aller à la tentation d'imputer l'abandon des forces de la résistance intérieure à l'EMG. Délaissées depuis des années, ces forces vont devenir l'objet d'une grande sollicitude de sa part. Sur ses directives, la Fédération de France leur fait parvenir près de deux milliards d'anciens francs. Dans le même temps, la résistance intérieure reçoit des armes légères expédiées dans des voitures de parlementaires algériens aménagées à cet effet. Ayant perdu le contrôle de l'ALN extérieure au profit de l'état-major, le CIG essaye de mettre dans son jeu les wilayas. Entre les deux instances, la course au pouvoir est ouverte. Dans les luttes qui les opposent, l'EMG choisira les terrains pour lesquels il veut se battre et s'appuiera sur les décisions du CNRA de décembre 1959.

Les autres divergences portent pour l'essentiel sur deux points. Tout d'abord, le CIG est hostile à tout gonflement des effectifs de l'armée. Il estime inutile de recruter, parmi les Algériens réfugiés au Maroc et en Tunisie, de nouveaux contingents qui resteront immobilisés aux frontières. Or, à l'ouest, l'état-major commence à procéder à la

mobilisation des Algériens au Maroc[24]. Ensuite, l'état-major réclame, contre son avis, la mobilisation des médecins et des étudiants. Pour les étudiants, il invoque la nécessité de les soustraire «à l'influence des doctrines d'inspiration étrangère: nassérisme, baathisme, marxisme[25]». Le ministre des affaires sociales, Abdelhamid Mehri, et la direction de l'UGEMA combattent ce projet, qui trouvera cependant un écho dans la Fédération de France. La section universitaire[26], sur proposition du Dr Rachid Benabadji, recommande l'enrôlement des seuls étudiants n'ayant pas passé leurs examens pendant trois sessions. Les étudiants de Caen et de Grenoble, qui se sont portés volontaires, rendent sa proposition sans objet. Par dizaines, les médecins et les étudiants de France rejoignent les frontières[27]. Le mouvement spontané des étudiants et l'aide de la Fédération de France donnent en partie gain de cause à l'EMG contre le CIG.

LITIGE AVEC LE GOUVERNEMENT TUNISIEN

Ces premières escarmouches vont s'étendre peu à peu aux questions politiques. Un incident, qui, en d'autres temps, aurait été réglé sans grand préjudice, fait éclater les contradictions accumulées. Le 21 juin 1961, un avion français opère une mission de reconnaissance aux frontières tunisiennes. Au moment où il survole le centre d'instruction de Mellègue, la DCA algérienne ouvre le feu et l'abat. Le pilote se jette en parachute et tombe entre les mains de l'ALN. L'incident ayant eu lieu en territoire tunisien, le gouvernement de Bourguiba exige la restitution immédiate du pilote et, avant toute démarche auprès du GPRA, entreprend le blocus des frontières. L'eau est coupée, les convois d'armes et de ravitaillement arrêtés, les mouvements de troupe interdits.

24. C'est à l'occasion de cette campagne de recrutement de la dernière heure que seront mobilisés trois hommes qui feront une brillante carrière dans le sillage du clan d'Oujda, Ahmed Laïdi, Mostefa Bouarfa et Boukli.

25. «Mémoire de l'état-major général de l'ALN à Monsieur le Président du gouvernement provisoire de la République algérienne (sous couvert du CIG), 15 juillet 1961», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 322-332.

26. La direction comprenait: El-Hachemi Soualili, Rachid Benabadji et Chelloul Noureddine (médecine), Abdellatif Rehal (droit) et Abbas Nasr Eddine (études administratives).

27. On peut relever parmi eux les noms de Lyassine, ministre de l'industrie lourde (1979), et Omar Boudjellab, ministre de la santé sous Boumediene, Zenine, Djelloul Naceur et Mediaoui, futurs dirigeants de l'UNEA et militants du PCA en 1962.

Dans le camp algérien, les réactions devant les mesures tunisiennes sont différentes. Le GPRA ordonne la remise du pilote aux autorités tunisiennes. L'EMG tergiverse et soutient que le pilote est mort. La Tunisie demande alors la restitution du corps. Le GPRA avertit l'EMG que l'armée tunisienne interviendra s'il ne s'exécute pas. Devant cette menace l'EMG décide d'abord de ne pas céder, mais après bien des atermoiements, le colonel Boumediene prend, sans l'accord de ses collègues, la décision d'obtempérer aux ordres du GPRA. Il était tellement humilié qu'il en a pleuré. Il se retrouve donc psychologiquement en état d'infériorité face à ses subordonnés, qui l'entraînent dans la révolte ouverte contre le gouvernement Abbas.

L'EMG dénonce :

> L'intransigeance du GPRA non vis-à-vis des Tunisiens, mais plutôt vis-à-vis de l'ALN que l'on a voulu bafouer. [...] Au lieu de rechercher les formules dignes en opposant d'abord la fermeté aux menaces et au chantage, au lieu d'accepter comme solution d'extrême limite une épreuve de force (avec les Tunisiens), qui se serait soldée, nous en sommes convaincus, par une sortie honorable, on nous fit dire que la révolution allait se désagréger, que les Tunisiens allaient dénoncer par radio et par presse une prétendue rébellion de l'état-major général contre le gouvernement[28].

Le caractère polémique de l'accusation est évident. L'état-major met à profit le sentiment anti-tunisien des combattants pour porter devant eux ses frictions avec le CIG. L'idée d'une épreuve de force militaire avec la Tunisie n'est donc qu'un subterfuge.

En effet, l'ALN a l'ennemi et les lignes Challe et Morice derrière elle. Ses munitions, son eau, son ravitaillement dépendent du bon vouloir des autorités tunisiennes qui connaissent d'une manière précise ses moyens et ses forces. Par ailleurs, la stratégie étroitement nationale du FLN l'a coupé de la population tunisienne et de certains dirigeants destouriens[29] solidaires de son combat. Les maladresses et les comportements de combattants incontrôlés à l'égard des populations

28. « Mémoire de l'état-major général de l'ALN à Monsieur le Président du gouvernement provisoire de la République algérienne (sous couvert du CIG), 15 juillet 1961 », dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 322-332.

29. Bahi Ladgham, Tayeb Mehiri, Masmoudi et les jeunes dirigeants comme Hedi Baccouche, Hedi Benayad et Cherif Matteri.

permettent au président Bourguiba, partisan d'une solution par étapes du problème algérien, de les dresser contre l'ALN.

Dans ces conditions, faire croire à des combattants peu politisés que les litiges avec le gouvernement tunisien (où la révolution algérienne a des défenseurs) sont à trancher par les armes relève à la fois d'une appréciation erronée et d'un manque de maturité. Force est d'admettre que les chefs militaires algériens, qui, dans les périodes de tension avec le Maroc n'ont jamais pensé leurs rapports en termes d'affrontements, agissent avec les Tunisiens en fonction des stéréotypes forgés par l'idéologie coloniale qui les crédite d'une supériorité guerrière.

LA DÉMISSION DE L'ÉTAT-MAJOR

Le litige avec le gouvernement tunisien sur l'affaire du pilote envenime les rapports entre le GPRA et l'état-major. Ce dernier offre sa démission le 15 juillet 1961 au GPRA, en dressant contre lui un violent réquisitoire où des appréciations justes se mêlent aux affirmations démagogiques. L'EMG dénonce surtout la gabegie financière et la politique tunisienne du GPRA, mais il ne souffle mot de sa revendication de superviser les wilayas, qui fut le point de départ du conflit.

En matière financière, l'EMG met l'accent sur le retard apporté à la création de la Commission des comptes de la nation dont la

> mise en place risquait d'avoir les effets les plus néfastes en révélant le degré d'anarchie et la part de charlatanisme et de manipulations intérieures en matière financière qui règnent dans presque tous les ministères. La recommandation concernant l'établissement rigoureux d'une saine gestion du budget s'est vu infliger le même traitement. Car il est clair qu'il n'est pas question de gestion saine lorsque, dans certains secteurs il existe des préoccupations d'indices, d'échelons et d'avancement ou lorsqu'on assiste à une succession continue et régulière de déplacements aussi désordonnés qu'improductifs[30].

30. « Mémoire de l'état-major général de l'ALN à Monsieur le Président du gouvernement provisoire de la République algérienne (sous couvert du CIG), 15 juillet 1961 », dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 322-332.

La politique tunisienne du GPRA est clouée au pilori. Les critiques visent surtout le président Bourguiba et Krim Belkacem. L'état-major cherche visiblement des alliés chez les leaders emprisonnés.

> Nous, militants de base[31], nous ne pouvons nous empêcher de souligner l'existence d'une flagrante contradiction entre cette politique tunisienne du GPRA, consciemment faible et tortueuse, et la ferme position de nos frères du Château de Turquant[32]. Et pour ne rien cacher, nous n'hésiterons pas à dénoncer, à tout dire, puisqu'il faut tout dire. Le fait que Bourguiba tente insidieusement de mettre en vedette certains dirigeants qu'il présente comme étant les derniers survivants d'une tendance historique [allusion à Krim] nous paraît masquer des intentions plus profondément insidieuses encore, puisque nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'il essaye de faire revivre à travers eux un problème d'ethnie qui s'est posé de façon douloureuse, il n'y a pas longtemps déjà, à la veille de notre malheureuse révolution[33]. Est-il besoin d'être grand clerc pour repérer l'origine régionale de tous ceux qui sont placés dans la cote d'amour présidentielle? Nous ne ferons pas l'injure à tous ceux qui avaient été pressentis d'avoir donné dans le jeu[34]. Le Président tunisien n'hésitera pas demain à utiliser d'autres moyens, et dès que l'occasion se présentera, il nous fera nous heurter à des problèmes humains difficiles à résoudre sur les frontières sud algéro-tunisiennes. Il n'a d'ailleurs jamais cessé de faire pression sur les pauvres populations du Souf pour revendiquer la nationalité tunisienne[35].

---

31. Cette formule est reprise de la proclamation du 1er novembre. Elle permet à l'EMG composé de membres du CNRA, de s'identifier aux simples militants.
32. Ben Bella a été souvent sollicité par la direction du FLN pour exercer des pressions politiques sur Bourguiba. Elle faisait ainsi coup double. D'une part, elle se réclamait des positions des emprisonnés pour justifier son intransigeance et, d'autre part, elle poussait Bourguiba à leur manifester son hostilité.
33. Référence à la crise de 1949 dite «crise berbériste».
34. Allusion au commandant Kaci, Rachid Gaïd, Mc Bouzida, tous originaires de Kabylie.
35. «Mémoire de l'état-major général de l'ALN à Monsieur le Président du gouvernement provisoire de la République algérienne (sous couvert du CIG), 15 juillet 1961», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 322-332.

Les accusations portées contre Krim méritent d'être relevées, car sa politique à l'égard de la Tunisie ne diffère en rien de celle des autres ministres du GPRA. La stratégie exclusivement nationale oblige chacun à mobiliser tous les concours sans perdre de vue que tout alignement sur la politique d'un allié extérieur est sanctionné politiquement. À l'ouest, la collaboration entre les services de renseignements algériens et Oufkir, patron de la police marocaine, est importante. Mais aucun dirigeant dans le camp algérien ne s'est aventuré à les dénoncer.

Krim a la mission ingrate de régler des problèmes urgents avec la Tunisie. C'est également le cas de ses collaborateurs de la mission de Tunis, le commandant Kaci et M^e^ Bouzida, liés à lui par la solidarité géographique. Leurs rapports avec les autorités tunisiennes sont ambivalents. Bons en apparence, ils restent, quant au fond, motivés par le souci de lever les obstacles à la liberté de mouvement de l'ALN et ne les empêchent nullement de tenir un langage anti-bourguibiste avec les autres alliés de l'Algérie, ainsi que dans les instances dirigeantes du FLN.

Dans son rapport au CNRA en août 1961, Krim évoque en ces termes les rapports avec la Tunisie :

> L'examen de notre action [...] se caractérise également par des aspects négatifs. Le plus important réside dans les relations algéro-tunisiennes. Les manœuvres de Bourguiba, visant à amputer l'Algérie d'une partie de son territoire saharien, sa politique de division du monde arabe et de l'Afrique, enfin son attitude médiane souvent favorable à la France et à l'Occident, ont nui à nos politiques africaine et arabe notamment, c'est-à-dire [...] deux leviers d'action essentiels vers le monde extérieur[36].

Face à l'attitude de l'état-major, l'autorité du GPRA dépend de la position du CIG. L'EMG ne l'ignore pas. Aussi bien concentre-t-il ses attaques contre Krim et épargne-t-il Boussouf et Bentobbal qui, pendant toute une période qui ne prend fin qu'avec le cessez-le-feu, mèneront un jeu ambigu avec l'espoir de tirer, mais pour leur propre compte, les marrons du feu.

---

36. Krim Belkacem tenait avec Nasser un langage de nationaliste arabe et aura son appui pendant toute une longue période (1959-1961). Il sera son principal interlocuteur algérien. Nasser refusait de recevoir Ferhat Abbas malgré de nombreuses démarches.

LE GPRA ET LES NÉGOCIATIONS AVEC LA FRANCE

Aussitôt après la réunion du CNRA de décembre 1959, le GPRA définit les étapes et la procédure des négociations avec la France. Il décide d'accepter la discussion au fond et de subordonner tout accord militaire à un accord politique, mais se veut le seul interlocuteur du gouvernement français. Voici les grandes lignes de sa position:

- La discussion sur le fond du problème algérien ne doit pas exclure le principe du recours à l'autodétermination. «Il y a là une nécessité tactique. En effet, comme il est certain que le gouvernement français, surtout depuis que le général de Gaulle a fait le choix de l'association[37], refusera l'autodétermination et fera le maximum pour engager la négociation sur le fond, il nous faut garder le recours à l'autodétermination comme un moyen de pression, chaque fois que la discussion au fond se trouve dans l'impasse.»
- Sur le plan économique, le GPRA est prêt à faire toutes les concessions qui sauvegardent, selon lui, la souveraineté de l'État. Il accepte l'intégration de l'Algérie à la zone franc, et un accord pétrolier favorable aux intérêts français.
- En matière de défense, le GPRA rejette toute coopération future entre l'ALN et l'armée française et retient le principe de la location de la base de Mers El- Kébir, peut-être à la France, mais non à l'OTAN.
- Les Européens peuvent s'intégrer à la nation algérienne, garder leur langue, leur statut civil, mais aucun statut privilégié ne sera accepté.

Le 14 juin 1960, le général de Gaulle propose à nouveau l'ouverture de pourparlers. Le 20 juin, le GPRA répond positivement à son offre et délègue deux membres du CNRA, Mohammed Benyahia et Ahmed Boumendjel, pour préparer une rencontre entre le général de Gaulle et Ferhat Abbas.

Les délégués français ont fait connaître les conditions dans lesquelles pourraient être organisés les pourparlers. Ces conditions sont draconiennes pour le GPRA, qui se voit interdire tout contact avec le monde extérieur et les ministres emprisonnés. Les entretiens de Melun (25-29 juin 1960) prennent fin sur un constat d'échec. Aussitôt

37. L'association entre l'Algérie et la France est préconisée par de Gaulle pour éviter «la sécession». Voir Georges Vedel, «L'association franco-algérienne devra s'appuyer sur de solides fondements juridiques», *Le Monde diplomatique*, mai 1961.

après, le GPRA apprend que le général de Gaulle a reçu, à leur insu, le conseil de la wilaya 4, dirigé par le commandant Si Salah, pour discuter avec lui d'un cessez-le-feu. Le découragement gagne les sommets du FLN. Le tableau alarmiste que dresse alors Ferhat Abbas de la situation donne en août 1960 un aperçu saisissant de la démoralisation des milieux dirigeants :

> Il convient de partir des constatations suivantes : a) Il devient de plus en plus impossible de franchir les barrages pour alimenter la révolution à l'intérieur du pays. b) Les maquis ne sauraient sinon aller à la victoire, du moins vivre longtemps, s'ils ne sont pas dirigés, alimentés par des troupes fraîches, un armement efficace et de l'argent en quantité.
> De ces constatations on peut déduire que :
> a) Les maquis demeurent isolés de l'extérieur et isolés entre eux ; b) De plus en plus il existe deux FLN coupés l'un de l'autre, celui de l'intérieur et celui de l'extérieur ; c) De plus en plus, à l'insécurité permanente de l'occupant avec les conséquences économiques, politiques et stratégiques qu'on était en droit d'attendre, s'est peu à peu substituée l'insécurité permanente de l'ALN (celle-ci ne peut rester en général plus de douze heures dans un même village) ; d) De plus en plus, le GPRA méritera, s'il ne recherche pas et n'applique pas les moyens de modifier radicalement une telle situation, d'être appelé « l'organisation extérieure de la rébellion » sans aucun lien avec l'intérieur, ce qui est lourd de conséquences politiques. Si l'isolement de l'intérieur est corrélatif de l'isolement de l'extérieur, il a eu pour effet de permettre aux Français d'enregistrer d'importants résultats sur le plan économique, administratif, social et humain. Si le peuple n'est pas pour la France, il faudrait être, en revanche, optimiste pour soutenir qu'il est de plus pour le GPRA. L'infrastructure organique a été démantelée dans les centres urbains et de plus en plus inexistante dans les campagnes[38].

38. Ferhat Abbas, « Rapport de politique générale pour le GPRA, août 1960 », dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 303-308.

L'état-major a une autre évaluation de la situation.

> S'il n'y a pas eu un apport en cadres et en matériel important à destination de l'intérieur, il y a eu dans la stratégie militaire un phénomène nouveau [...]. L'existence d'une force conséquente sur les frontières est et ouest, la pénétration au Sahara (front du Mali et front de Libye) qui a amené les Français à faire craquer le quadrillage et a permis à l'intérieur d'éclater en guérillas et de revenir à la méthode de 1954-1958 [...]. Devant l'importance prise par l'armée aux frontières, il y a eu crainte [...] on a voulu faire croire que, sur le plan militaire, nous étions en état d'infériorité et que le rapport de forces était tel qu'il fallait négocier à tout prix avec la France[39].

Tourné vers lui-même, l'appareil du FLN est obnubilé par les aspects militaires du conflit et n'intègre pas dans ses calculs l'action populaire. Modérés et radicaux ont une vue abstraite de la réalité et se représentent le peuple algérien comme une masse hors d'état d'exercer spontanément une action quelconque sur son destin. Les imposantes démonstrations patriotiques des masses urbaines qui commencent le 10 décembre 1960 les prendront tous au dépourvu. Ces manifestations ont pour mot d'ordre «Vive le GPRA», «Vive l'indépendance», «Vive Ferhat Abbas».

Mis en face d'un mouvement de masse sans précédent dans l'histoire de la guerre et qui révèle l'impact du nationalisme sur toute la société, Ferhat Abbas, qui déplorait quelques mois plus tôt l'absence de soutien populaire au GPRA, appelle les manifestants à rentrer chez eux: «La bataille que vous venez d'engager a pris une grande ampleur [...]. Cette bataille doit maintenant prendre fin[40].» L'état-major ne trouvera rien à redire à cette vision de la lutte. La sienne ne prend en compte que les luttes d'appareil au sein du FLN dont le peuple reste un auxiliaire.

39. Intervention de Kaïd Ahmed à la commission de préparation du congrès du FLN (décembre 1963). Archives privées.
40. Appel d'Abbas, 16 décembre 1960, *El-Moudjahid*, n° 75, 19 décembre 1960.

CHAPITRE 18
DUALITÉ DES POUVOIRS (1961-1962)

En répondant à l'appel du FLN, à partir de novembre 1954, le peuple algérien condamne sans rémission le colonialisme. Ni les erreurs des dirigeants, ni l'organisation déficiente des forces de la révolution, ni la faiblesse des moyens n'entament sa détermination. L'échec de la pacification, l'impossibilité de trouver un autre interlocuteur que le FLN, l'adhésion de plus en plus ouverte de l'opinion française à une solution négociée concourent à hâter l'heure de la paix.

L'ÉCHEC DE LA PACIFICATION

Depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958, l'armée française a disposé de tous les moyens humains et matériels pour réduire l'ALN. Les doctrinaires de la pacification, du fait même des intérêts qu'ils défendent, pensent que le peuple algérien est «une masse amorphe et inerte» manipulable à volonté. Si l'expérience indochinoise leur montre qu'il n'y a pas d'issue purement militaire dans une guerre de guérilla, elle ne leur apprend pas pour autant que l'existence d'organisations révolutionnaires n'est que l'expression des besoins et des aspirations populaires. Pour eux, le peuple algérien est un enjeu dont il faut reprendre le contrôle au FLN et l'armée française se fixe comme but de vaincre les Algériens pour avoir raison de leur armée. L'Algérie est transformée en un vaste camp de concentration.

La mise en œuvre de «formes mineures et sélectives de génocide a abouti à la prostration des masses par énervation, ségrégation et terreur» et multiplié par contrecoup «les incitants de base qui poussaient le jeune musulman à considérer le passage au FLN comme la seule issue à ses maux[1]».

---

1. Stéphane Bernard, *Le conflit franco-marocain*, *op. cit.*, p. 116-117.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir les officiers français désorientés et bouleversés par la réaction patriotique des masses algériennes en décembre 1960.

> Nous venons de subir un véritable Diên Biên Phu psychologique, dit l'un d'eux [...] le 16 mai 1958, nous n'avions pas la situation militaire en main et tout le monde criait "Vive la France". Aujourd'hui, nous avons gagné sur le plan militaire, mais on crie Vive le FLN[2].

Sérieusement éprouvée en 1959-1960, l'ALN reconstitue néanmoins ses forces[3]. Du fait de la volonté de liberté du peuple algérien, l'armée française, malgré sa supériorité technique et numérique, n'est pas en mesure d'éliminer l'ALN. Celle-ci ne peut pas, non plus, l'emporter. La défaite de l'impérialisme sera politique, le gouvernement français ne pouvant s'installer dans une guerre, toujours recommencée, sans voir son économie compromise et son réformisme colonial en Afrique tenu en échec. Du reste, les réformes politiques et militaires qui tentent de retarder une échéance à la longue inéluctable sont annihilées par l'aveuglement des Européens et de l'armée. Leur attitude à l'égard des populations algériennes a compromis toute idée de coexistence.

Le général de Gaulle espère, un moment, voir se former une force politique à égale distance des partisans de l'Algérie française et des défenseurs de l'indépendance. On pense la recruter dans la bourgeoisie algérienne que le plan de Constantine et les fournitures à l'armée ont enrichie, et les cadres de la fonction publique. Mais les bénéficiaires de la promotion sociale ne veulent pas s'opposer au GPRA et misent sur une divergence interne en son sein. Au surplus, chacun d'eux a encore en mémoire le triste sort du sénateur Cherif Benhabylès qui, encouragé par des personnalités du FLN à entrer dans le jeu du général de Gaulle, tombe sous les balles d'une fraction de ce mouvement hostile à une troisième force. Les commissions d'élus, dont les députés algériens UNR, font allégeance à la Fédération de France ou aux wilayas. À Alger, les hauts fonctionnaires algériens du Gouvernement général, dont Salah Bouakouir, constituent une officine de renseignements pour le compte du GPRA. Le patriotisme imprègne tous les

2. Alain Jacob, *D'une Algérie à l'autre*, Paris, Grasset, 1963, p. 99.

3. Lors des négociations d'Évian, les experts français les évaluent à 10000 environ. En 1956, elles étaient moins nombreuses et le nationalisme n'avait pas encore le même impact qu'en 1960.

milieux. Selon Alain Jacob, en décembre 1960, «une motion circulait parmi les fonctionnaires musulmans qui menaçaient de démissionner collectivement si la répression n'était pas interrompue[4]».

Le gouvernement français ne trouve pas de partenaires susceptibles de lui éviter un désagréable tête-à-tête avec le FLN. Selon Maurice Challe :

> Le gouvernement et son soutien politique l'UNR essayeront tout au long de l'année 1960 de mettre sur pied un parti neutraliste, une troisième force destinée à prôner la politique gouvernementale d'association entre la France et l'Algérie. Malgré des efforts considérables de l'administration et de l'UNR, la troisième force échoua et n'arriva jamais à prendre quelque consistance[5].

Aucune lutte coloniale n'a, au même titre que la guerre d'Algérie, mis en évidence le poids du racisme et le conservatisme de la société en France. Divisées sur le plan social, la droite et la gauche se sont retrouvées d'accord pour faire barrage à la revendication d'indépendance. Comme le souligne, non sans justesse, Stéphane Bernard :

> Si l'on considère la sensibilité profonde plutôt que les doctrines et les habitudes de pensée, la protection et la défense des positions nationales ont été jugées plus importantes que la lutte aux côtés des colonisés pour la défense de leurs droits[6].

La question algérienne est considérée jusqu'en 1958 comme un problème secondaire par les partis politiques français.

Portée au pouvoir en janvier 1956, la SFIO fait la politique de la droite et défend le *statu quo* colonial. De son côté le PCF vote en mars 1956 les pouvoirs spéciaux qui accentuent l'effort de guerre pour préserver son alliance avec les socialistes. Aussi, le conditionnement de l'opinion par le mythe de la mission civilisatrice de la France donne-t-il au lobby colonial une audience sans commune mesure avec sa force réelle. Et ce n'est pas l'activisme d'un FLN débordé par les tâches pratiques et enlisé dans son opposition armée au MNA qui peut infléchir rapidement l'attitude de l'opinion française. L'anticolonialisme ne

4. Alain Jacob, *D'une Algérie à l'autre, op. cit.*, p. 98.
5. Maurice Challe, *Notre révolte, op. cit.*, p. 46.
6. Stéphane Bernard, *Le conflit franco-marocain, op. cit.*, p. 173.

trouve pas ses porte-parole dans les grandes organisations de la classe ouvrière, mais dans les minorités marginales. Les unes se recrutent dans la gauche chrétienne, héritière des idéaux de la Résistance et du catholicisme social (prêtres de la Mission de France, Jeunesse ouvrière chrétienne, Centre des intellectuels catholiques). Les autres dans les cercles internationalistes (anarchistes, trotskistes, Nouvelle gauche). Ce sont ces minorités, et elles seules, qui, en octobre 1955, puis en 1956, épaulent le mouvement des rappelés et s'opposent à l'envoi du contingent en Algérie[7]. Impuissantes à enrayer l'effort de guerre, elles s'engagent dans l'aide à la résistance algérienne et créent les réseaux de soutien au FLN (1957-1960) avec Francis Jeanson, puis le mouvement Jeune résistance (JR) avec Jacques Berthelet, enfin le Mouvement anticolonialiste français (MAF) avec Henri Curiel[8].

L'accession au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958 facilite une évolution progressive des milieux dirigeants sur la question algérienne. Elle permet à la gauche, enfin déchargée de toute responsabilité et installée dans l'opposition, de mieux laisser se développer les radicalismes en son sein. C'est ainsi que les intellectuels et la jeunesse étudiante se mobilisent contre la guerre. Le 5 septembre, 121 écrivains signent un manifeste « sur le droit d'insoumission dans la guerre d'Algérie ». Le 27 octobre, le PSU et l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) appellent à un meeting pour la paix et rassemblent plus de 15 000 personnes[9]. L'opposition grandissante à la guerre renforce le général de Gaulle dans sa conviction que l'Algérie sera indépendante. Alors que le 5 septembre 1960, il rejette l'idée d'un nouveau Melun (« Tant qu'on donne la parole au couteau, on ne peut parler politique »), il admet le 4 novembre l'existence d'une future République algérienne. Le putsch des généraux Challe, Zeller et Jouhaud (avril 1961) qui a pour but de fermer la voie à une paix négociée, n'entraîne aucune révision des desseins du général de Gaulle, mais les négociations prévues pour le mois d'avril à Évian

7. Sylvain Pattieu, *Les camarades des frères : trotskystes et libertaires pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002.

8. Sur ces mouvements, voir les textes sur la guerre d'Algérie, dans « L'histoire pourquoi faire ? », *Les Cahiers du forum d'histoire*, n° 2, avril 1976, Université Paris 7.

9. Voir Eithan Orkibi, *Les étudiants de France et la guerre d'Algérie : identité et expression collective de l'UNEF*, Paris, Syllepse, 2012.

ne s'ouvriront que le 20 mai après que le gouvernement français eut renoncé à y faire participer le MNA aux côtés du FLN.

FERHAT ABBAS CONTESTÉ

En mai 1961, un point était clair: la question du pouvoir est au cœur de la crise interne du FLN dont les négociations avec la France seront le catalyseur. Alors que l'état-major continue à concentrer ses attaques contre Krim, les ex-centralistes, dont Ben Khedda et Dahlab, prennent pour cible Abbas, soupçonné de faire le jeu du général de Gaulle et de manquer de fermeté sur la question du Sahara.

Le Président français prépare l'ouverture des négociations par des contacts officieux, non avec le GPRA en tant que direction collective, mais personnellement avec Ferhat Abbas. Pour les ex-centralistes, à l'exception de Abdelhamid Mehri, cette procédure a pour but d'ébranler de l'intérieur la direction et d'y choisir des interlocuteurs commodes. Ce sentiment se renforce, à l'issue de la rencontre de février 1961 en Suisse entre Georges Pompidou et Bruno de Leusse d'un côté, Boumendjel et Boulahrouf de l'autre. Selon le compte rendu de Boulahrouf à Bentobbal, Ahmed Boumendjel aurait évité de soulever au cours de la première séance la question du Sahara. Il ne la pose pas non plus lors de la deuxième séance alors qu'il a été convenu de le faire. C'est en définitive Boulahrouf qui évoque la question devant Georges Pompidou. Mais celui-ci élude toute réponse: «Je ne suis que le dépositaire de la pensée du général», dit-il.

C'est à partir de ces éléments sans grande consistance que le doute est jeté sur les desseins de Ferhat Abbas dont on confond, à tort, les positions avec celles de Boumendjel. Deux rapports ont été faits au gouvernement sur les entretiens avec Pompidou et de Leusse. Celui de Boumendjel, pessimiste quant aux chances d'un accord, s'adressait au gouvernement. Celui de Boulahrouf à Bentobbal, plutôt optimiste, est plus en harmonie avec les vues d'Abbas. En fait, les ex-centralistes sont animés par deux mobiles. D'une part, les contacts secrets leur donnent l'impression qu'on les exclut du jeu. D'autre part, l'alarmisme de Ferhat Abbas ne leur semble pas favoriser les conditions intérieures d'un compromis avec la France. Pour Saad Dahlab:

> on peut faire confiance à Ferhat Abbas quand on est fort, non quand on est faible. Son cabinet ne fera ni la paix ni la guerre. Par ses pratiques de vieux parlementaire et sa hâte

d'en finir, il va discréditer l'idée même d'une négociation. Ce sera un désastre pour tous[10].

À l'occasion des négociations avec la France, trois positions apparaissent parmi les dirigeants.

- L'état-major fait de la solution de la crise interne, autrement dit de la reconnaissance de son autorité sur les wilayas, un préalable à l'ouverture des pourparlers. Il ne veut pas prendre le risque de transporter à l'intérieur du pays le conflit entre dirigeants.

- Ben Khedda, un des chefs de file de l'opposition au gouvernement, demande la convocation du CNRA pour définir clairement la plateforme des négociations. À son avis la situation n'est pas encore mûre pour conclure. Il faut donc prendre toutes les dispositions pour éviter la démobilisation, souder le front intérieur et peser les conséquences d'un échec des pourparlers.

- Le GPRA est hostile à toute réunion du CNRA. Il craint l'intransigeance de ses membres et allègue la médiation de gouvernements étrangers pour s'opposer à tout ajournement des négociations. Il fait toutefois des concessions à ses opposants. Son souci de les rassurer apparaît dans la composition de la délégation[11], mais l'état-major, pressenti pour se faire représenter par deux de ses membres, n'accepte de s'associer à la délégation qu'à la condition de recevoir un ordre écrit. Il fait entendre ainsi qu'il n'y va que pour ne pas désobéir au gouvernement.

L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS

Les Algériens vivent dans l'attente d'une solution à leurs problèmes. Ce qui paraissait impossible à un grand nombre, l'indépendance, est à portée de main. Le souhait de voir enfin la guerre prendre fin soulève tous les espoirs. Mais dans les milieux dirigeants du FLN, l'inquiétude et le désenchantement règnent. Le GPRA n'a ni une marge de manœuvre suffisamment large, ni la confiance de l'armée. À la lumière des divergences entre l'état-major et le gouvernement, les combattants s'interrogent avec angoisse sur leur avenir. Les membres du CNRA sont aux aguets. Le ministre de l'information, M'hammed

10. Notes personnelles.

11. En feront partie : a) comme délégués : Krim, Dahlab, Francis, Boumendjel, Boulahrouf, Mendjeli, Kaïd, Réda Malek. b) comme experts : Aziz Hassan, Yazid Zerhouni, Harbi, Bedjaoui, Beloucif.

Yazid, notait l'impatience des «cadres qui veulent être renseignés sur tous les développements de la négociation[12]». Le goût du secret a sapé l'autorité des dirigeants. Miné par les soupçons qu'il attire sur lui, et que les échos sur ses intentions transforment en certitudes, le gouvernement ne trouve plus d'audience.

Les négociations n'aboutirent pas, mais il était acquis que le pouvoir, dans l'Algérie indépendante, appartiendrait au FLN. Le premier jour des négociations, le 20 mai à Évian, le gouvernement français tente de forcer la main au GPRA et d'obtenir un cessez-le-feu en décrétant unilatéralement la suppression des opérations offensives et en annonçant la libération de plusieurs milliers d'internés. La manœuvre tourne court. Non seulement le GPRA ne veut pas d'un cessez-le-feu dans ces conditions, mais l'aurait-il voulu qu'il ne le pouvait pas. Dès le troisième jour, l'écart entre les positions françaises et algériennes s'avère infranchissable. Les représentants français exigent la double nationalité pour les Européens, des enclaves territoriales pour des bases militaires et rejettent toute souveraineté algérienne sur le Sahara.

La rupture était prévisible. Dans la délégation algérienne, chacun est à l'affût du moindre signe de modération chez l'autre. Les ex-centralistes Dahlab et Boulahrouf croient en déceler un dans l'attitude du Dr Francis. Lorsque les délégués français contestent l'appartenance du Sahara à l'Algérie, celui-ci propose de confier l'examen de la délimitation territoriale à une commission et d'aborder un autre point de l'ordre du jour. Hostiles à cette procédure, les ex-MTLD, dont le commandant Ali Mendjeli, y voient une manifestation de l'esprit de capitulation des anciens UDMA[13]. Le 13 juin, la délégation française interrompt unilatéralement les pourparlers donnant raison à ceux qui estiment inutile d'entrer dans le détai faute d'un minimum d'accord sur le fond des principaux problèmes. Rendez-vous est pris à nouveau pour le 20 juillet à Lugrin.

Krim appréhende le retour à Tunis. «On va retrouver à nouveau nos histoires avec l'état-major, faire face aux récriminations des éternels mécontents, Dehilès, Ouamrane, etc.[14].» Il ne se trompait pas. À Tunis les membres du CNRA tirent à boulets rouges sur les partisans de la négociation pour la négociation et font circuler une pétition pour

12. Bulletin confidentiel, 5 juin. Archives privées.

13. Notes personnelles.

14. *Idem.*

réunir les voix nécessaires à la convocation immédiate du CNRA. Le gouvernement fait valoir que les négociations doivent reprendre le 20 juillet et qu'il ne faut pas les compromettre par un geste irréparable. Il sollicite un arbitrage du bureau du CNRA entre lui et ses opposants. On lui accorde un sursis qu'il met à profit pour faire pression sur le gouvernement français en appelant le peuple algérien à manifester le 5 juillet contre le chantage à la partition du pays.

En Algérie, le GPRA passe pour l'incarnation de la révolution. Ses directives sont donc très largement suivies. Cependant, l'échec des négociations de Lugrin (20-28 juillet 1961) le met dans l'obligation de réunir le CNRA.

L'état-major en prépare la session activement et envisage de sang-froid une épreuve de force avec le Comité interministériel de la guerre (CIG). Son objectif est de faire adopter par le CNRA la création d'une direction du FLN distincte du GPRA et installée aux frontières. Pour y parvenir, il associe à ses positions le corps des officiers réuni à Ghardimaou où se trouvait le siège de l'état-major et le prévient contre les tentatives de division de l'armée, qui favoriseraient l'instauration en Algérie d'un régime identique à celui de la Tunisie, «bourgeois et capitaliste». Dans un ordre du jour, en présence d'un Houari Boumediene cachant son regard derrière d'épaisses lunettes noires, le commandant Ali Mendjeli exhorte les officiers «à donner une leçon» au gouvernement. Démissionnaire depuis le 15 juillet 1961, l'EMG met lui-même en place une direction intérimaire. Composée notamment des capitaines Bensalem, chef de la zone opérationnelle Nord, Moussa Benahmed[15], commandant des frontières, et Bouteflika, elle a pour tâche d'imposer le maintien en place de l'état-major.

15. Moussa Benahmed. Commerçant aisé, Moussa Benahmed milite à l'UDMA. À la veille de la crise du MTLD il adhère à ce parti et soutient la tendance centraliste. Fait partie en février 1956 du groupe des Algériens qui rencontre Guy Mollet à Alger. Condamné à mort en février 1956 par le FLN à l'initiative d'Abbane Ramdane, il doit de garder la vie sauve à la fuite. Réfugié au Maroc, il obtient le commandement de la région d'Aïn-Sefra-Geryville. Est nommé commandant des frontières est (février 1960). Exilé quelque temps à Tripoli, après le soulèvement du camp de Kebdani, rentre en Algérie en 1962. Représentant de Fiat, dirigeant du FFS, organise une manifestation de chômeurs contre le gouvernement Ben Bella (1964). Condamné à mort en 1964, gracié et libéré en 1965, se consacre aux affaires.

LA RÉUNION DU CNRA (TRIPOLI, 9-27 AOÛT 1961)

Le CNRA mène deux débats parallèles, l'un sur les négociations, l'autre sur la direction. Sur le premier point, on retrouve d'un côté l'état-major et de l'autre la quasi-totalité du CNRA. Peu porté, sans doute par calcul, à faire connaître ses vues, le chef d'état-major Houari Boumediene laisse comme toujours Kaïd et Mendjeli donner leur appréciation sur les négociations. Ces derniers considèrent que le gouvernement s'achemine vers une solution de type néo-colonialiste qui sacrifie la révolution à la coopération avec la France. Leurs attaques contre Krim restent sans effet, car son attitude n'est guère différente de celle des autres groupes qui, faute de solution militaire, défendent la nécessité d'un compromis. La question de la direction, qui est, plus que les négociations, l'enjeu réel des affrontements, est résolue à partir des positions de Ben Khedda, de Krim et de l'état-major.

Comme en 1959, Ben Khedda propose la création d'une direction du FLN au-dessus du gouvernement. Il escompte ainsi diminuer l'autorité de Krim, Bentobbal, Boussouf et évincer Ferhat Abbas de la direction. Krim, rehaussé par ses succès aux affaires étrangères, veut remplacer Abbas à la tête du gouvernement et s'oppose à l'institution d'un bureau politique distinct d'un GPRA réduit à un rôle diplomatique. L'état-major veut unifier l'armée extérieure et les wilayas sous son autorité. En ce sens la proposition de Ben Khedda, amendée par l'installation de la direction aux frontières, lui agrée, car il espère ainsi y participer aux côtés de Krim, Bentobbal et Boussouf et refaire l'unité des militaires.

Le compromis est trouvé en portant Ben Khedda à la tête du gouvernement, ce qui a pour but de provoquer sa rupture avec l'état-major. Ferhat Abbas et l'état-major font les frais de l'opération. Il ne s'agit pas d'un changement fondamental d'orientation, mais d'une nouvelle répartition du pouvoir. Les centralistes, contrairement à Ferhat Abbas, sont bien rompus à la manœuvre, savent mieux jauger les réactions des activistes et ne pas dévoiler leurs intentions.

Pour marquer sa désapprobation, l'état-major quitte le CNRA avant la fin de la réunion et se rend en Allemagne où la Fédération de France du FLN a son quartier général. C'est la révolte ouverte et le saut dans l'inconnu. Pris de court par la manœuvre de ses adversaires, s'estimant dupé par Ben Khedda, l'état-major doit encore affronter l'initiative de l'un de ses membres, le commandant Azzedine qui

propose le retour de la direction de l'armée en Algérie. Le terrain de la discussion est déplacé. On pourra dire que la politique de l'EMG vis-à-vis du gouvernement est dictée par sa crainte de regagner le territoire national. Mais dans la mesure où toute l'armée est bloquée à l'extérieur par la ligne Morice, ce genre d'argument renforce la solidarité de l'armée avec ses chefs.

LE GPRA EN ÉCHEC

Face au commandement de l'armée extérieure, le GPRA est divisé en trois groupes :

- Ben Khedda, Dahlab et Yazid, qui ont une faible assise dans l'appareil, pensent mettre à profit une « querelle entre militaires » pour faire aboutir rapidement les négociations et favoriser la naissance d'un régime qui échapperait au contrôle de l'ALN.
- Boussouf est par contre personnellement favorable à l'unification de toute l'ALN. Mais il fait cause commune avec Bentobbal, qui y est hostile, pour éviter que celui-ci ne s'allie avec Krim.
- Ce dernier enfin, appuyé par Mohammedi Saïd, se sent personnellement et directement impliqué et sait depuis 1959 que les membres de l'état-major veulent son élimination. Néanmoins son intransigeance à leur égard ne s'affirmera nettement qu'à partir de décembre 1961.

Le conflit entre le GPRA et l'EMG passe par deux phases. De septembre 1961 à janvier 1962, l'état-major tire sa force des atermoiements et de la pusillanimité du gouvernement. De janvier à avril 1962, sa liberté de manœuvre lui vient de l'appui de l'ensemble de l'armée et du soutien de Ben Bella.

En septembre 1961, le gouvernement essaye d'amener les membres de l'état-major à se soumettre à son autorité en fractionnant le commandement de l'armée en deux directions, l'une au Maroc, l'autre en Tunisie. Dans cet esprit, Ben Khedda se rend à Ghardimaou pour proposer aux officiers un projet de réorganisation. Il y reçoit un accueil glacial. Les troupes sont consignées. En dehors des chefs qui assument l'intérim de l'EMG, le président du Conseil ne peut prendre contact avec personne. Ben Khedda reçoit ce camouflet sans réagir. Aussi, quand les officiers lui signifient leur opposition absolue à toute remise en cause de l'organisation en place, il n'insiste pas et se retire.

Malgré les conseils de fermeté de ses collaborateurs, dont Abdesslam Belaïd qui prédit qu'avec un président aussi hésitant, la crise du

MTLD se répétera, Ben Khedda renonce à son projet. Impuissant à s'imposer à l'armée, le gouvernement change de tactique et met deux fers au feu. Le 27 septembre 1961, il enjoint aux wilayas de cesser tout rapport avec l'état-major. Dans le même temps, il tente de briser l'unité du corps des officiers et offre le poste de chef d'état-major au capitaine Moussa Benahmed. Celui-ci le refuse d'abord, puis promet de réfléchir. En octobre, la crise connue seulement d'un cercle d'initiés devient publique. Une campagne de rumeurs porte le débat dans les cafés et les camps de réfugiés. On rend l'état-major responsable de l'impasse militaire et on laisse entendre qu'il est hostile à la paix. Selon Hocine Zahouane, quelques officiers se rendent à cette période discrètement chez Krim pour lui demander conseil et n'en reçoivent aucune directive concrète. En novembre, le gouvernement est toujours sans prise sur l'armée. La crise dure déjà depuis trois mois. Estimant l'avoir emporté, les membres de l'EMG, qui se trouvent en Allemagne, regagnent la Tunisie séparément, mais ne semblent pas encore sûrs d'eux-mêmes. Ali Mendjeli rentre le premier et sera suivi, quelques jours plus tard, par le colonel Boumediene.

Dans leur écrasante majorité, les officiers comprennent dès lors que, selon le mot de l'un d'eux, «jouer le GPRA, c'est se retrouver dans le camp des perdants». Non seulement le gouvernement n'est plus crédible, mais les jeux individuels des ministres le disqualifient chaque jour davantage. C'est ainsi que Krim essaie de s'attirer les bonnes grâces du colonel Boumediene en lui proposant le grade de général. Celui-ci refuse. Enregistré à l'insu de Krim, et diffusé par l'EMG, l'entretien fait apparaître certains membres du GPRA comme des corrupteurs.

C'est au moment où s'affirme l'autorité morale de l'EMG sur l'armée que le capitaine Moussa Benahmed se décide à répondre positivement à l'offre du gouvernement. Il se ravise à un moment malencontreux en pensant trouver au Maroc des possibilités de se rallier des partisans. S'il réussit à soulever contre l'EMG les troupes du camp de Casablanca, les cadres aux frontières qui l'ont suivi dans son entreprise – Boucif, Semmache et Nour El-Bachir – sont arrêtés sur ordre de l'état-major. La découverte de la conjuration et de ses ramifications met le GPRA dans une mauvaise posture en le contraignant à protéger ses complices. À son initiative, le capitaine Benahmed est soustrait à la juridiction des tribunaux militaires. Le

camp de Casablanca passe, avec ses troupes, sous le contrôle du ministère de l'intérieur. L'affaire Benahmed relance le conflit. L'horreur des divergences qui imprègne le corps des officiers, traumatisés par le souvenir des révoltes de l'été 1959, fortifie l'esprit de corps dans l'armée pour qui l'unité est un tabou. Au nom de la légalité, qu'ils accusent le gouvernement d'avoir violée, ses chefs s'acheminent vers la mise en place d'une dualité de pouvoir.

Alors qu'en janvier 1962, à la veille de la reprise des négociations, le GPRA délibère à la demande de Krim sur la situation militaire et décide de «rétablir dans les faits l'autorité complète du gouvernement[16]», sans préciser par quels moyens, l'état-major se constitue en direction parallèle. Son action n'est plus dirigée seulement vers l'armée, mais aussi vers l'extérieur. Il s'agit de se différencier du GPRA. À Tunis, les services d'information sont animés par le capitaine Ferhat[17] qui s'installe dans un café proche du ministère de l'information et agit en concurrent de M'hammed Yazid.

Sur le plan extérieur, l'état-major tourne ses regards vers Cuba et s'identifie aux guérilleros qui y ont pris le pouvoir. Il reprend, à son compte, la position du ministère des affaires étrangères qui défend la reconnaissance du gouvernement de Fidel Castro, ce que le GPRA évite de faire pour ménager les États-Unis[18].

Sur le plan idéologique, l'état-major épouse, mais en apparence seulement, les thèses de Frantz Fanon. Hostile au libéralisme et au marxisme, qui ont un répondant social dans les villes, il se présente comme l'émanation de la paysannerie. L'idée de la révolution par les campagnes que le mouvement populiste porte en lui depuis 1947 prend corps. Saupoudrée de l'apport idéologique chinois, cette utopie devient le credo de l'armée. En fait, elle s'appuie moins sur des paysans que sur des réfugiés en territoire tunisien et les soldats d'origine rurale. Les 2000 Algériens libérés par l'ALN à la suite de l'attaque des

---

16. PV du conseil des ministres du 17 janvier 1962, dans Amar Hamdani, *Krim Belkacem, le lion des djebels, op. cit.*

17. Ferhat, capitaine. Membre du commissariat politique, le capitaine Ferhat, alors lycéen, a pris le maquis en wilaya 1. Secrétaire au ministère des forces armées (1959-1960). Responsable du journal *El-Djeich* (1963-1967), participe au coup d'État du colonel Zbiri en décembre 1967. Arrêté et condamné à 5 ans de prison.

18. Le 29 octobre 1961, Saad Dahlab nous communiquait en ces termes le refus du gouvernement de reconnaître Cuba : «Pour Cuba, le gouvernement en a jugé ainsi. Pour ma part, j'ai rejeté les arguments invoqués, mais je n'ai pu emporter la décision. Nous reviendrons plus tard à la charge.»

camps de regroupement de Gouared et Bordj M'Raou sont installés à Dachrat El-Moudjahid, camp dont le colonel Boumediene dira qu'il annonçait les villages socialistes[19].

L'état-major cherchera à opposer «sa vie active et dynamique» à la «résignation fataliste» des centres de réfugiés gérés par le GPRA. La réalité est plus prosaïque.

LA RIPOSTE DU GPRA

Krim ne parvient pas, en janvier, à décider le conseil des ministres à prendre des sanctions contre l'EMG. Soucieux de ne pas donner la possibilité au gouvernement français de contester sa représentativité, le GPRA ne «voulait rien entreprendre qui puisse dégrader la situation en une période capitale[20]» et compromettre la réouverture des négociations. Selon une personnalité marocaine, Krim aurait songé à faire intervenir la Tunisie et le Maroc dans les conflits du FLN. Sollicité en ce sens, le Président Bourguiba aurait subordonné son accord à une action concertée avec le Maroc. Quant au roi Hassan II, il s'en remet à ses collaborateurs, le Dr Abdelkrim Khatib et le colonel Oufkir, qui lui donnent tous les deux un avis défavorable.

La riposte du GPRA se précisera au moment de la reprise des négociations avec la France. Coupé de l'ALN extérieure, le GPRA, dont Krim redevient le meneur de jeu, cherche à dresser les wilayas contre l'état-major. Pour ce faire, la première mesure envisagée est de confier les rênes de la wilaya 4 à des cadres dépêchés de Tunisie. Leur mission est double: encadrer les masses pour faire respecter les accords futurs avec la France et canaliser le ressentiment des maquisards contre l'extérieur en direction de l'état-major présenté comme le fer de lance de la contre-révolution.

Les convictions personnelles des plénipotentiaires de Krim – le colonel Sadek, les commandants Omar Oussedik et Azzedine, les capitaines Moussa Charef et Ali Lounici, le lieutenant Boualem Oussedik ayant tous une réputation de progressistes, mais participant à une opération trouble – aident à brouiller les cartes. La tentative du gouvernement de s'emparer de la wilaya 4 par l'intermédiaire du colonel Sadek échoue pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les dirigeants de la

19. Sur l'expérience de Dachrat El-Moudjahid, voir *El-Moudjahid*, n° 79.
20. PV du conseil des ministres du 17 janvier 1962, dans Amar Hamdani, *Krim Belkacem, le lion des djebels*, *op. cit.*

wilaya 4 s'interrogent à bon escient sur la sollicitude du gouvernement à leur égard et font le lien entre l'approche d'un cessez-le-feu et les visées du GPRA. Ensuite l'afflux soudain de cadres qui regagnent le territoire national sans encombre remet en cause les hiérarchies en place[21]. Enfin, la présence du commandant Omar Oussedik parmi les nouveaux venus réveille le souvenir des purges. On se souvient qu'il a été accusé en 1959 d'intelligence avec l'ennemi à la suite du «complot bleu». En janvier 1962, les chefs de la wilaya 4 n'avaient pas encore compris qu'il s'agissait d'une opération d'intoxication des services français.

Le GPRA joue de malchance. Il doit réviser son plan initial et prend une mesure qui sera pour lui une source supplémentaire de déboires. La capitale du pays, Alger, est érigée en zone autonome et placée sous la direction du commandant Azzedine. Depuis l'arrestation de Yacef Saâdi, la ville d'Alger n'a plus d'organisation propre. Toutes les wilayas y exercent leurs activités, mais l'influence des wilayas 3 et y est prépondérante. À la suite du CNRA de décembre 1959, Alger retrouve le statut qu'elle avait avant le Congrès de la Soummam et constitue la zone 6 de la wilaya 4[22]. En rapportant cette mesure, alors que la crise bat son plein, le GPRA ouvre un contentieux qu'il ne peut dominer.

DISSENSIONS SUR LES ACCORDS AVEC LA FRANCE

La démarche sinueuse du GPRA accentue le divorce avec l'EMG qui est informé de tous ses faits et gestes. Dans la foulée, les divergences vont s'étendre aux négociations avec la France. L'état-major sait très bien qu'un compromis est inévitable, mais il veut tirer parti des concessions du GPRA pour le mettre sur la sellette et apparaître comme le seul défenseur des aspirations nationales. Pressé de s'associer aux négociateurs, il se dérobe, mettant le gouvernement dans l'obligation de faire appel au colonel Benaouda qui n'a qu'une

21. Leur acheminement a été assuré avec la complicité d'éléments français et algériens liés à des appareils au service du général de Gaulle.
22. Cette décision ne semble pas avoir été communiquée à toutes les wilayas. Le 5 février 1961, le colonel Mohand Oulhadj écrit au responsable de la wilaya 4 à Alger pour l'inviter à ne pas entrer en conflit avec l'organisation de la wilaya 3 à Alger. Le 4 mars 1961, le commandant Si Mohammed répond à ce sujet à Mohand Oulhadj : «Au sujet de l'organisation d'Alger, nous l'avons entreprise depuis le retour du commandant Si Ahmed Bencherif». C'est-à-dire en août 1961.

fonction de figurant, les problèmes militaires étant passés aux yeux de tous au second plan.

Le 22 février, à la suite des pourparlers avec la France, le gouvernement convoque le CNRA pour l'informer des bases d'un accord. La France admet l'indépendance de l'Algérie, mais la mutation se fera sans dérogation au principe de la souveraineté française. Il n'y aura donc pas de transfert de pouvoirs du gouvernement français au GPRA comme le souhaitait l'état-major[23]. Un cessez-le-feu mettra un terme aux hostilités et un exécutif provisoire sera formé pour assurer la gestion interne de l'Algérie au cours de la période qui doit aller de la fin des hostilités au référendum d'autodétermination. Les accords seront ratifiés par deux consultations. Le peuple français se prononcera sur le principe de l'autodétermination, les Algériens sur la constitution d'un État indépendant séparé de la France.

Reconnu comme belligérant, le GPRA doit engager l'avenir de l'Algérie. Les Européens auront, pendant trois ans à partir de l'indépendance, le choix entre la nationalité algérienne et la nationalité française. Leurs particularismes ethniques, linguistiques et religieux seront respectés. Les villes à prédominance européenne auront un statut spécial. Une association de sauvegarde, une cour des garanties et éventuellement un tribunal arbitral international veilleront au respect des conventions. Dans le domaine économique, l'État algérien doit respecter les principes du libéralisme économique et sauvegarder les intérêts du capitalisme français tel qu'il était présent en Algérie avant le 1er juillet 1962. L'aide française est subordonnée à l'observance des accords et des plans de développement élaborés par les experts français dans le cadre des perspectives décennales et du plan de Constantine[24]. La structure coloniale de l'économie demeurera en l'état : le problème des sans-travail à la campagne et à la ville restera sans solution[25]. Dans

23. Le GPRA souhaite également cette procédure, mais il ne peut pas l'imposer à l'interlocuteur français. Dans une allocution en date du 24 octobre 1961, Ben Khedda propose un chemin nouveau, plus court et plus aisé, pour parvenir à la cessation des hostilités et suggère une méthode qui consisterait à engager des négociations en vue de rechercher un accord sur le principe, les modalités et la date de la proclamation de l'indépendance, avant la définition de nouveaux rapports entre l'Algérie et la France. Voir *El-Moudjahid*, n° 86, 1er novembre 1961.

24. Le plan de développement économique de Constantine, rendu public le 3 octobre 1958 par le général de Gaulle, a été élaboré à partir des perspectives décennales établies en mars 1958 par le ministère de l'Algérie.

25. Sur les accords d'Évian, voir l'*Annuaire de l'Afrique du Nord*, Aix-en-Provence, Centre de recherche

le domaine culturel, la reconnaissance de la liberté de l'enseignement consacre la prééminence de la langue française dont l'État algérien doit favoriser le maintien et le développement. La langue arabe est sacrifiée[26]. Les accords organisent la prépondérance de la langue française. Au plan militaire, l'armée française garde le contrôle de la base aéronavale de Mers El-Kébir, concédée avec un bail de quinze ans, et celle d'Aïn-Akker pour les expériences atomiques. Le retrait des troupes françaises se fera progressivement dans un délai de trois ans. Leur effectif ne devra pas dépasser 80000 hommes, un an après l'entrée en vigueur des conventions.

Le CNRA – ministres détenus inclus – approuve les accords d'Évian. Les membres de l'état-major, par contre, les rejettent et se refusent à avoir « confiance dans l'imprévisible ». En réalité, le vote de défiance de l'état-major porte moins sur la nécessité d'un compromis que sur son contenu et sur les intentions prêtées au GPRA de vouloir disperser l'ALN. Le conflit entre le GPRA et l'état-major est passé en six mois de la divergence sur l'organisation des pouvoirs au désaccord total et les affrontements vont se succéder sans fin jusqu'à la prise du pouvoir. C'est ainsi qu'un différend éclate lors de la désignation de la délégation algérienne à la commission mixte de cessez-le-feu[27]. Le GPRA a promu pour la circonstance le capitaine Mohammed Allahoum au grade de commandant. Cette décision fait fi des règles d'avancement des officiers[28] et remet en cause les pouvoirs respectifs

et d'études méditerranéennes, 1962. « L'Algérie de demain », n° spécial de la revue *Tiers-monde*, PUF, 1962 et Jean-François Lyotard, « L'Algérie évacuée », *Socialisme ou barbarie*, n° 34.

26. À la question de savoir pourquoi les institutions provisoires de l'État algérien ne précisent pas quelle sera la langue nationale en Algérie, Bentobbal répondra en ces termes : « C'est volontairement que la langue officielle n'a pas été définie [...]. Ce problème n'est pas un problème d'urgence. Cette question sera de la compétence du Parlement et du gouvernement qui seront mis en place après l'accession de l'Algérie à l'indépendance [...]. Il n'est pas douteux que la langue arabe aura une place de choix [...]. Mais il nous faut être réalistes et considérer que la langue n'est qu'un véhicule, un matériel pour exprimer les idées. Les séquelles du colonialisme sont trop importantes pour ne pas en tenir compte. En attendant que la langue puisse être couramment utilisée, il nous faut, que nous le voulions ou non, travailler avec la langue que nous possédons le mieux, même si cette langue est le français », dans Conférence aux militants du FLN au Maroc, mars 1960. Cette prise de position a créé une émotion certaine, à juste titre d'ailleurs, parmi les arabophones. Il est douteux qu'un homme comme Boumediene ait trouvé ces considérations à son goût.

27. En feront notamment partie, outre Mohammed Allahoum, Sadek Guellal et Noureddine Khelladi.

28. L'état-major avait droit de nommer jusqu'au grade de capitaine ; le GPRA à partir du grade de commandant, mais après consultation de l'EMG.

du gouvernement et de l'état-major en matière de nomination puisque celui-ci devait être consulté.

Fort du soutien de tout le corps d'officiers, l'état-major reproche au GPRA de « violer les statuts du FLN et les institutions provisoires de la République algérienne et de nier l'existence de l'état-major, de bloquer des centaines d'officiers de valeur dans leur avancement et d'établir une discrimination entre les cadres[29] ».

LE SENS DU CONFLIT

La décomposition de la direction s'est accélérée depuis 1960 car l'organisation des pouvoirs ne correspond plus aux conditions nouvelles, caractérisées surtout par la formation de l'armée extérieure[30]. Pour l'ensemble des cadres issus de l'ALN, l'armée est la source de toute légitimité. Ce postulat admis, deux lignes se dessinent. Selon la fraction dominante du GPRA, c'est-à-dire Krim, Bentobbal et Boussouf, la source de tout pouvoir réside dans les wilayas dont ils se considèrent les chefs, en vertu de leur qualité de fondateurs du FLN. À partir de là, le critère suprême de fonctionnement de l'appareil est l'obéissance à leur égard. Il ne peut y en avoir d'autre. Selon l'état-major, la fraction prépondérante du GPRA domine le CNRA depuis 1957 par le jeu des procurations des cadres de l'intérieur, que l'on ne peut contrôler. Du reste, le CNRA n'est, dans sa majorité, qu'une somme de clients ayant des buts particuliers et sans prise sur le réel :

> Il a toujours délégué ses pouvoirs à un exécutif [...] qui gère [...] dans la confusion la plus totale les intérêts de la révolution. [...] Chaque fois qu'il a pu établir des lignes de conduite contenues dans certaines résolutions, elles n'ont jamais été appliquées ni respectées[31].

La centralisation des contingents des wilayas bloqués en Tunisie et au Maroc a donné naissance à une nouvelle force, l'armée extérieure.

29. « Message de l'état-major au GPRA et au bureau du CNRA à l'occasion de la nomination des délégués algériens à la commission de cessez-le-feu, 7 avril 1962 », dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 333.

30. « Le mal, tout le mal, nous le répétons, nous vient beaucoup plus des structures que des hommes. Pour le salut de la révolution, il est grand temps de les revoir et de les amender », voir « Mémoire de l'état-major général de l'ALN à Monsieur le Président du gouvernement provisoire... », dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 322-332.

31. « Rapport du commandant Slimane [Omar Boudaoud] au CNRA sur la refonte des structures de la révolution, 10 avril 1962, dans *Les archives de la révolution algérienne* », *op. cit.*, 334-338.

Incarnée par l'état-major et organisée sur une base nationale, cette force regarde les groupes régionaux avec une condescendance teintée de mépris. Elle ne tolère plus l'indépendance de Krim, Bentobbal et Boussouf et exige une autorité en dehors du GPRA et un programme. Le rejet de ces exigences élémentaires, les dérobades du gouvernement aggravent la crise de confiance et donnent une tournure plus politique au conflit.

Le rejet des accords d'Évian par l'EMG s'appuie sur l'intention prêtée au GPRA de «disloquer coûte que coûte» l'ALN extérieure, seule armée viable aux yeux de ses chefs. Les faits confirment l'analyse de l'état-major. D'après Rabah Bouaziz[32], qui soutient en mars 1962 les vues de la direction, les ministres ont eu raison des hésitations du CNRA qui souhaitait un débat préalable sur l'avenir de la révolution avant de ratifier les accords d'Évian. Mais le GPRA n'y consent pas, minimise les conséquences de l'opposition de l'état-major et affirme la rendre inopérante en créant une situation nouvelle. «L'état-major sera liquidé de lui-même. De toute façon, c'est nous qui aurons le dessus[33].» Cet optimisme se fonde sur deux hypothèses. La première, la plus importante, consiste à penser que les wilayas se rangeront du côté du gouvernement. La seconde escompte un éclatement de l'armée et un isolement de ses chefs. Une telle appréciation laisse rêveur quand on sait que, dans sa quasi-totalité, l'encadrement de l'armée est hostile à l'existence d'une force de l'ordre pendant la période transitoire, uniquement par crainte de la voir devenir l'embryon de la future armée nationale.

BEN BELLA ET BOUDIAF FACE AU CONFLIT

Les mois qui précèdent le cessez-le-feu ont été une période de grande tension, aussi bien dans les rangs de la révolution que dans les prisons où, malgré leur privation de liberté, les ministres ne sont pas de simples spectateurs du conflit entre le GPRA et l'état-major. Chacun des protagonistes cherche à se les allier. C'est Mohammed Boudiaf qui attire le plus les membres de l'EMG parce qu'il répond à leurs critères pour deux raisons. Il ne symbolise pas, comme Ben Bella, l'alliance privilégiée avec l'Égypte et il a la réputation d'un

32. Rabah Bouaziz. Membre du CNRA (1959-1962), de la Fédération de France (1957-1962). Député (1962-1965), membre du comité central du FLN (1964-1965).

33. PV de la commission de préparation de la charte d'Alger, 17 décembre 1963. Archives privées.

homme d'appareil discret et rigoureux. Cependant Boudiaf est déjà allié à Krim pour faire barrage à Ben Bella. Sur cette alliance, on a maints indices, dont un témoignage de Bachir Boumâaza. La veille de son évasion, raconte-t-il, les CRS ont renforcé la surveillance de la prison.

> J'ai entendu une conversation. L'un d'entre eux recommandait de tirer à la première sommation. Je me suis demandé si mon projet n'avait pas été éventé. J'ai appris plus tard par Bitat que le renforcement de la surveillance avait été provoqué par une communication téléphonique entre Boudiaf et le colonel Dehiles agissant au nom de Krim. Dehiles aurait dit à Boudiaf: «S'il faut attaquer la prison, nous le ferons.»

Par ailleurs, Ben Bella faisait l'objet d'une campagne insidieuse. On dit que son image de marque a été forgée par les autorités françaises à dessein et on étaye cette argumentation fallacieuse par les écrits de la presse française qui parle «de Ben Bella et de ses compagnons». On lui dénie tout rôle dans la préparation du 1er novembre. On explique ses grèves de solidarité avec les détenus en lutte pour un régime politique en juillet 1959 et en novembre 1961 par le désir de se mettre en avant et on invite discrètement les militants à ne pas céder au culte de la personnalité. Paradoxalement, Boudiaf lutte contre «le culte de la personnalité» qu'il reprochait à Ben Bella en alliance avec Krim[34], qui a tout fait pour imposer le sien.

En 1962, Ben Bella est donc un homme seul. Il n'a aucun ami dans l'appareil du FLN. Son atout, c'est sa notoriété que plusieurs facteurs ont contribué à asseoir. En France, elle est la conséquence de sa qualité d'ancien chef de l'OS et de la campagne de presse anti-égyptienne (1954-1956) qui faisait de Ben Bella l'agent algérien d'une machination étrangère. Parmi les détenus politiques en France, ses gestes de solidarité, son affabilité et sa simplicité se sont conjugués aux effets négatifs des interventions tatillonnes de la Fédération de France dans la vie intérieure des prisons pour lui valoir respect et amitié. Son alliance avec l'Égypte a forgé son image de nationaliste arabe. Très marqué par l'islam, le nationalisme de Ben Bella ne se caractérise pas par la défense d'une conception territoriale de la nation. L'idée qu'un

34. Voir, par exemple, Amar Hamdani, *Krim Belkacem, le lion des djebels*, *op. cit.*, p. 306.

pays musulman ait des «affaires intérieures» dont il est seul maître ne correspond pas à sa sensibilité. Ces conceptions sont étrangères à ses adversaires plus nourris que lui des idées occidentales sur la nation.

Ben Bella devient l'allié de l'état-major après la visite, au Château d'Aulnoy, d'un émissaire de celui-ci : Abdelaziz Bouteflika. La mission du futur chef de la diplomatie n'est pas de contracter une alliance avec Ben Bella, mais d'informer les ministres détenus des causes de la crise et des moyens proposés par l'état-major pour la résoudre : création d'un bureau politique du FLN distinct du GPRA et définition d'un programme. Seuls Ben Bella, Khider et Bitat approuvent cette solution. C'est donc sur la manière de résoudre la crise que s'effectue l'alliance Ben Bella-état-major.

On a soutenu qu'à l'instar de Boudiaf, Ben Bella a choisi son camp en fonction de ses adversaires et non par référence à un programme. Un témoignage de Dadsi Belahcene[35] corrobore ce jugement. Celui-ci affirme que la première réaction de Ben Bella à l'annonce du conflit état-major-GPRA est plutôt favorable au GPRA simplement parce qu'il soupçonne l'EMG d'agir à l'instigation de Boudiaf. Quoi qu'il en soit, il serait injuste de passer sous silence que la prise de position de Ben Bella est également conforme à ses idées.

Ben Bella établit au sujet des dirigeants «une nette différence entre ceux qui ont été à la base de la révolution ou en sont les produits les plus purs et ceux que les circonstances lui ont adjoints d'une façon ou d'une autre[36]». Selon cette classification, il y a les «historiques» qui sont contre lui et ont en main la direction de l'appareil, les «ralliés», c'est-à-dire l'ancien personnel politique, qu'il ne reconnaît pas, et les éléments venus au FLN-ALN après l'insurrection. Le jugement favorable qu'il porte sur la nouvelle génération de cadres de l'armée et dont Bouteflika, son premier interlocuteur, lui semble être le symbole, relève du romantisme révolutionnaire autant que de la hâte d'en finir avec les responsables de l'ancien mouvement national qui n'appartiennent pas à l'OS. Cette approche naïve, mais intéressée, sera la source de toutes les mésaventures ultérieures de Ben Bella,

35. Dadsi Belahcene. Marocain d'origine, a milité au PPA, auteur de l'incendie en mai 1945 de la mairie de Saïda.

36. «Lettre de Ben Bella à Krim, Bentobbal et Boussouf, 26 avril 1958», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 183-188.

car elle aboutit à la promotion accélérée d'hommes peu scrupuleux et sans liens réels avec le peuple algérien.

En ce sens, Boumediene, avec le cynisme qui le caractérise a eu raison de dire que Ben Bella ne connaissait pas la «révolution», c'est-à-dire la vie intérieure du FLN. Les dirigeants en place ont tout fait pour isoler les chefs emprisonnés. Ce qui est donc en cause, c'est moins l'inaptitude de Ben Bella à connaître les antécédents de chacun et à démêler le réseau embrouillé des influences et des clientèles que son manque de mesure dans l'appréciation de l'ancien mouvement national et ses illusions sur le radicalisme de la nouvelle génération.

CHAPITRE 19
L'AVÈNEMENT D'UNE BUREAUCRATIE (1954-1962)

Lorsque le cessez-le-feu intervient, le 19 mars 1962, le FLN est devenu un instrument de pouvoir. Né pour surmonter l'impossibilité, pour chaque groupe social, d'affronter seul les problèmes de la constitution de l'Algérie en nation, le FLN possède d'emblée tous les traits que son histoire va développer : centralisme autoritaire et mystique du secret, exclusivisme, recours à la terreur pour développer le sentiment de solidarité nationale, brider les égoïsmes de classe et les particularismes, intégration de la religion au système d'autorité, rejet d'une base de classe stable et priorité donnée à la préservation de l'appareil par rapport aux aspirations tant ouvrières que bourgeoises.

LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LES CADRES

L'affranchissement à l'égard de tout contrôle social et le monopole des armes vont se combiner avec les conditions de la guerre pour durcir tous ces traits hérités du MTLD. Constitué sous la forme d'une bureaucratie politico-militaire, le FLN est, dès ses premiers pas, l'agent de la révolution par le peuple et pour les cadres. Ses institutions n'ont aucune cohérence. L'histoire de la formation de son appareil est indispensable pour comprendre la crise de l'intégration qui éclatera en août 1962. La construction de l'appareil du FLN se dessine en quatre temps. Le premier est décisif : la force armée constitue le FLN en corps politique. Il ne s'agit pas d'une organisation unique, mais d'appareils différenciés exécutant des tâches militaires, logistiques et politiques, et modelés selon les circonstances et suivant les tempéraments personnels des chefs. C'est ainsi que Youssef Zighoud privilégie l'implantation administrative, Krim la formation d'une armée, Boussouf la création d'un appareil policier. À ce stade, les parties constitutives du FLN sont comme une multiplicité de biens exclusifs. Dans un deuxième temps, le congrès de la Soummam crée des structures communes et une direction unique, le CCE, dépendant d'un CNRA géographiquement

dispersé. Le congrès prend également une décision capitale pour l'avenir du système politique : l'incorporation de la police politique dans le corps politico-militaire.

La sortie d'Algérie du CCE en mai 1957 inaugure la troisième période. Alors que les wilayas se réapproprient le pouvoir intérieur, l'embryon d'État doit se construire à l'étranger en dehors des réalités de la guerre. Le corps politique émigre et la Fédération de France, elle-même, est appelée à diriger l'émigration à partir de l'Allemagne[1]. En effet, de mai 1957 à décembre 1959, quatre membres du CCE et dix chefs de wilayas quittent successivement l'Algérie[2]. Les chefs «historiques» encore en liberté vont faire sortir les cadres pour deux raisons principales : épurer les wilayas des éléments difficiles à manipuler et construire des appareils dociles. Chefs «autoproclamés», ils se répartissent le pouvoir. La réorganisation, en août 1957, est une régionalisation déguisée. Aux frontières, l'armée devient le prolongement de la wilaya 3, les renseignements et liaisons un appendice de la wilaya 5. Chaque institution étend ses compétences au détriment de l'autre et s'organise en mini-État. Chaque dirigeant est à la fois au pouvoir et dans l'opposition. Il est à la fois en alliance et en conflit avec ses collègues.

La centralisation bute sur deux obstacles. D'une part, la pression militaire française rend difficile toute stabilisation. D'autre part, les wilayas s'occupent très peu des questions politiques et idéologiques, préservant jalousement leur indépendance, seul gage pour elles de l'avenir. Leurs représentants – Krim, Boussouf et Bentobbal – sont partagés entre la méfiance à l'égard de toute centralisation et la peur de l'émiettement. Leur conservatisme est d'autant plus tenace qu'éloignés de la lutte, et privés des données qui la conditionnent, ils lisent la réalité dans leurs propres intentions.

Enfin, avec la naissance du gouvernement provisoire, l'appareil s'élargit et se gonfle numériquement. Il n'y a pas, comme cela a été écrit plus tard, confusion entre le parti et l'État. Le sigle GPRA s'est substitué à celui de CCE. Sans plus. Le désordre demeure le trait caractéristique de l'organisation. Cependant la nécessité de tout subordonner aux exigences militaires inspire la centralisation de l'armée aux frontières. Les institutions n'acquièrent pas encore une forme pyramidale. Les

1. Trois membres du comité fédéral – Moundji, Guedroudj et Harbi – se sont opposés à cette décision.
2. Voir tableau en annexe.

wilayas et la police politique ne sont pas directement contrôlés par le pouvoir central. L'unité de cet échafaudage dépend exclusivement de la cohésion des chefs.

LES HIÉRARCHIES DE POUVOIR

L'étude des hiérarchies de pouvoir doit tenir compte de la nature du FLN et de son fonctionnement. Tout d'abord, les assises des sphères dirigeantes sont constituées par des fonctionnaires, civils et militaires. La vie interne et les clivages ne sont pas ceux d'un mouvement politique, mais ceux d'une administration et d'une armée. Ensuite, la légitimité et la légalité sont dissociées. Ne sont considérés comme chefs légitimes que les fondateurs du FLN. Toute analyse du monde des dirigeants selon l'appartenance aux institutions suprêmes (GPRA et CNRA) n'est que formellement opérationnelle, car le pouvoir de décision est entre les mains des chefs militaires. Enfin, le centre dirigeant fait corps avec l'appareil. C'est donc le niveau de pouvoir d'un appareil qui fait la force de son chef et non l'inverse. Le FLN comprend le corps militaire (wilayas, armée extérieure, renseignements et liaisons) et les branches civiles. Au sommet de la pyramide se tiennent les chefs «historiques», noyau moteur de la bureaucratie. Autour d'eux gravitent les détenteurs de la force, rigoureusement sélectionnés sur la base de l'obéissance inconditionnelle et dressés dans la méfiance des «politiques». Chefs de wilayas et dirigeants de l'ALN extérieure forment le corps dirigeant des couches militaires. Le ministère de l'armement et des liaisons générales a également un statut militaire et fait partie de l'ALN. En son sein, il faut distinguer le département de l'armement, le corps des transmissions et les services de renseignements[3]. Ces derniers ont une action tournée vers l'extérieur, mais veillent également à ce que des forces de contestation ne se développent pas au sein de l'appareil.

Les branches civiles comprennent, quant à elles, les ministères politiques : les finances, rattachées à la présidence[4], les affaires étrangères, l'information et l'intérieur. L'émigration algérienne en France, en Tunisie et au Maroc, ainsi que les organisations dites nationales (UGEMA, Croissant rouge) dépendent du ministère de l'intérieur.

3. Les principaux chefs de ce service étaient Abdelaziz Maoui, A. Hamani et Abdelkrim Hassani.
4. Ce département était dirigé par Lamine Khène, ancien secrétaire d'État à l'intérieur.

Les couches politiques ont leur propre hiérarchie. Au sommet, il y a les ministres et les membres du CNRA qui n'appartiennent pas au groupe des chefs «historiques». Ce sont les «techniciens de la politique» suivant le mot de Krim. Viennent ensuite les idéologues, les conseillers, les propagandistes ainsi que le corps diplomatique. Au bas de cette pyramide, se trouvent les gestionnaires des camps de réfugiés et les collecteurs de fonds. Ces derniers ont une activité militante d'autant plus simple que tout Algérien est défini automatiquement comme adhérent du FLN ou comme contre-révolutionnaire, donc sans position intermédiaire.

UN NOUVEAU SYSTÈME POLITIQUE

Le premier novembre 1954 a sonné le glas du pluralisme politique. La décision du FLN de ne tolérer aucun rival ni aucune institution indépendante, fût-elle religieuse, a commandé toute l'évolution ultérieure. La marche vers le parti unique doit s'analyser à la fois comme une réaction contre l'aspect faussement démocratique du pluralisme colonial et comme la restauration de formes politiques qui ont leurs racines dans le lointain passé.

Le nouveau système se distingue par l'absence d'organisations autonomes. Tout est subordonné à une même hiérarchie de gestion et de pouvoir. La direction n'est pas contrôlée par des mécanismes démocratiques de confrontation. Elle peut céder une partie de ses prérogatives, sans que soit remis en cause son pouvoir discrétionnaire symbolisé par le droit exclusif de nommer les chefs d'appareil.

Plate-forme minimum à l'origine, l'idée du parti unique est considérée comme une doctrine dès 1956. Les mesures de fait s'érigent en valeurs. Ceux qui persistent à concevoir le FLN comme un regroupement de tendances, un parti majoritaire, Ferhat Abbas par exemple, invoqueront l'existence de la minorité européenne et le problème qu'elle pose. En décembre 1959, le CNRA a décidé que le FLN n'est pas un rassemblement provisoire. Bentobbal précise que «le caractère démocratique qui sera donné à la République algérienne ne peut être conçu comme dans les pays occidentaux [...] la démocratie n'a de sens qu'au sein des organismes dirigeants[5]».

5. Lakhdar Bentobal, «Questions et réponses lors d'une tournée au Maroc, 14 mars 1960», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 287-302.

À l'approche de l'indépendance, la doctrine du parti unique se charge d'un sens nouveau. Cette fois, ce ne sont pas les chefs historiques qui donnent le ton, mais les couches civiles, avec Ben Khedda en tête. Les dirigeants sont appelés à prévenir toute formation d'une troisième force et à mettre tout en œuvre pour éviter l'alliance entre la bourgeoisie locale et la France. Cette idée, dont l'histoire ultérieure montre le rôle dans la consolidation de la bureaucratie et dans son enracinement dans l'économie, s'empare des cercles «progressistes» nourris du marxisme étatique de l'URSS, de la Chine populaire et de la Yougoslavie. Il est intéressant de relever comment des éléments de la tradition marxiste se greffent peu à peu sur l'idéologie populiste. Le marxisme en question se réfère au développement économique et non à la lutte des classes. Il se présente donc comme le porteur d'un modèle de société bureaucratique et se donne l'alibi de l'anti-impérialisme et de la modernisation. C'est en définitive un système de validation du pouvoir absolu de l'État et du parti unique, en même temps qu'une conception militaire de la hiérarchie sociale.

Les projets de transformation qui voient le jour ne sont pas sans rapport avec la position de leurs auteurs dans l'appareil. Ainsi la police politique affiche sa préférence pour le modèle chinois et lui emprunte ses techniques d'embrigadement des masses et ses idées sur l'investissement-travail (le futur service civil)[6], tandis que les syndicats préfèrent le modèle yougoslave et la création de solides réseaux de base.

Les débats sur les structures économiques de l'Algérie indépendante ne concernent encore que les milieux où s'élaborent les décisions. Favorables à la production d'études sur l'avenir, les dirigeants s'opposent à la publication de tout document susceptible de compromettre les négociations avec la France, ou de rompre le front national. La démarche reste totalement empirique. Pour ces raisons, idéologues et techniciens échangent leurs idées en vase clos. La référence aux pays de l'Est domine les débats qui portent sur l'accumulation du capital et la libération économique.

Les différents secteurs de la bureaucratie se préparent à la succession et aspirent à occuper une position dominante dans le système social. On condamne le modèle fondé sur la propriété privée au bénéfice d'une réforme agraire sans morcellement des terres. La volonté de la

6. Voir *L'Éclair*, revue du MALG, n° 13.

bureaucratie de diriger l'économie et de se subordonner la bourgeoisie privée, son seul rival dangereux, ne souffre aucune équivoque. Mais pour que cette volonté s'inscrive dans les faits, il faut une autorité politique capable de ne pas céder à la logique des accords d'Évian et d'éviter, par la force si nécessaire, toute entorse aux principes fondamentaux du populisme. Depuis juillet 1961 l'état-major est candidat à ce rôle.

La vision politique des chefs de l'armée extérieure se caractérise par le rejet de l'État libéral tel qu'il est esquissé dans les accords d'Évian et par la volonté de soumettre la société civile et l'État à la prééminence du FLN, «mouvement de masse monolithique fortement structuré. Pour que la révolution soit permanente [...] tous les secteurs de la nation doivent être subordonnés au mouvement : État, syndicats, organisations de la jeunesse, organisations de femmes, corporations[7]». Pour lutter contre le risque d'une remise en cause du parti unique et mettre de son côté la bureaucratie, l'état-major accuse le GPRA d'avoir des intentions cachées et d'œuvrer à la restauration des partis. Dans le même temps, le GPRA prend des mesures pour assurer au FLN le monopole de la vie politique.

THÉORIE ET PRATIQUE DU POUVOIR AU SEIN DU FLN

Tout au long de la guerre de libération, journalistes et hommes politiques favorables à l'indépendance de l'Algérie ont considéré les méthodes du FLN à l'égard de ses adversaires nationalistes et parfois du peuple comme des bavures inévitables dans toute révolution. Ce raisonnement ignore de bonne foi les éléments constitutifs de la doctrine du pouvoir qui s'est forgée en Algérie et assimile à des excès les conséquences d'une vision totalitaire, profondément enracinée dans la tradition.

Les dirigeants du FLN sont à des degrés divers tiraillés entre deux mondes : le monde occidental, symbole de l'individualisme et du respect de la vie personnelle, et le monde islamique, plus marqué par la religion et dans lequel l'individu ne se définit que par rapport à la communauté. La religion a joué, en Algérie, un rôle qu'elle n'a eu dans aucun autre pays arabe. La destruction de l'État des *deys* et des communautés de base (tribus) a précipité les Algériens vers ce

7. «Rapport du commandant Slimane au CNRA sur la refonte des structures de la révolution, 10 avril 1962», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 334-338.

qu'il y a de plus intérieur dans l'homme, la religion. L'islam a été le substitut de l'État avant d'en devenir l'âme.

Contrairement au Néo-Destour tunisien et au Wafd égyptien, le FLN, à la suite du MTLD, a intégré la religion à son système d'autorité. Ses conceptions sur la guerre comme djihad, sa tendance à voir dans l'opposition une déviation et une hérésie, son évaluation de la représentativité à partir du consensus, son approche du problème des minorités, enfin sa pratique de l'épuration comme élimination de l'impur, sont toutes empruntées à la tradition. Aussi, la théorie de l'État-nation défendue par le juriste algérien Mohammed Bedjaoui n'a-t-elle de sens que si on identifie la nation à la communauté musulmane[8].

Fondés sur la censure des conduites, les principes de commandement forment l'esprit public dans l'obéissance et le respect et font de la délation et de la surveillance mutuelle l'accomplissement d'un devoir communautaire. Sans le savoir, les dirigeants du FLN renouent avec le passé. Les droits de l'individu n'existent pas. Le passage de la déclaration du 1er novembre sur le respect des libertés individuelles n'est qu'un costume du dimanche qu'on a sorti pour la circonstance et qu'on a vite remisé.

Les principes de direction mis en œuvre par le FLN ont été exposés par Bentobbal dans une conférence en février 1960 :

1. L'omnipotence des dirigeants est le fondement du pouvoir :

> Vos responsables vous éclairent et vous servent de guides, vous contactent, contrôlent vos activités et veillent à ce que vous ne soyez pas dans l'erreur ; vous leur devez, à votre tour, l'obéissance[9].

2. L'opposition à la direction est un crime de lèse-majesté.

> Notre révolution se doit d'écraser sans pitié toute tentative d'opposition, non parce qu'elle tient rancune à ses propres fils, mais parce qu'elle se doit d'agir ainsi[10].

3. La direction ne se trompe jamais. À ses yeux, ce sont les faiblesses des militants qui sont à l'origine des difficultés. Contre eux, le maintien

8. Voir Mohammed Bedjaoui, *La révolution algérienne et le droit*, Bruxelles, AIJD, 1961.
9. Lakhdar Bentobal, « Questions et réponses lors d'une tournée au Maroc, 14 mars 1960 », art. cité.
10. *Idem*.

d'un pouvoir autoritaire est garanti par l'invocation permanente de la menace.

> Celui qui n'a pas le courage d'avouer ses faiblesses et trouve honteux de le faire doit prendre garde de freiner notre élan [...]. Cet homme [...] sera irrémédiablement brisé par la révolution[11].

4. «Davantage porté vers l'anarchie que vers la discipline», le peuple algérien doit être gouverné d'une main de fer. Les dirigeants militaires considèrent l'insécurité des individus comme une garantie de stabilité du pouvoir.

En 1954, le peuple algérien se trouve placé dans des conditions favorables pour rompre avec un passé de prostration et de déchéance. Mais il entre en mouvement sous la conduite d'une direction qui a le culte de la force et de l'autorité et dont certains traits relèvent du mode d'exercice du commandement propre aux chefs traditionnels. Le mouvement qui donne à des milliers d'hommes une raison de vivre et de mourir et suscite une somme extraordinaire de dévouements et de sacrifices, déçoit les espoirs mis en lui. Ce n'est pas sans raison que les militants qui savent ne pas tomber dans le désappointement et le cynisme vivent la révolution nationale à la fois comme une période exaltante et comme une tragédie personnelle. En même temps qu'il se pose en agent de la volonté populaire, le FLN mène une action conforme aux intérêts particuliers de sa direction en dessaisissant le peuple algérien de tout pouvoir. Parce qu'il est le symbole de la destruction de l'ordre colonial, les méthodes de structuration de son autorité sur la société ne sont pas clairement perçues par tous comme le signe avant-coureur d'une nouvelle oppression.

À l'image de toutes les couches dominantes de l'histoire, la bureaucratie algérienne s'élève au-dessus du peuple en utilisant l'action policière, la corruption et la terreur en même temps que le discours qui occulte sa réalité. La conviction de l'incapacité du peuple à diriger ses affaires est la pierre angulaire de son idéologie. La toute-puissance des chefs sur les cadres a pour contrepartie celle des cadres sur le peuple.

11. *Idem.*

LE RÉGIME INTÉRIEUR DU FLN

Le régime intérieur du FLN a une originalité qui mérite d'être soulignée. Jusqu'en janvier 1960, le mouvement ne dispose pas de statuts définissant les rapports entre les membres de l'organisation. Toute définition des pouvoirs a été longtemps considérée comme une entrave à la liberté de décision des chefs. Cadres et militants, y compris les membres du CNRA, n'ont aucune garantie. Ils s'organisent en clans ou font allégeance à un chef d'appareil qui devient leur protecteur. L'insécurité est avec le régionalisme l'une des sources du clientélisme politique. Si, à l'intérieur du pays, la fraternité d'armes renforce les liens personnels et constitue un frein contre l'arbitraire, à l'extérieur les caprices des chefs ne connaissent pas de limite. Dans le conflit entre l'Algérie révolutionnaire et la France, la direction du FLN sait que les éléments politisés constituent une grande force qu'il convient de séduire et de ménager. Mais en se ralliant tardivement au FLN, ils lui font courir un risque, celui de voir son appareil échapper à ses fondateurs. C'est pour parer à ce risque, mais aussi pour éviter le noyautage d'où qu'il vienne qu'a été formée la police politique. Elle jouera très vite le rôle dévolu sous d'autres cieux au parti : pénétration de la société, sélection des responsables et conditionnement de l'opinion. Les dirigeants de la police ont été eux-mêmes des victimes de l'arbitraire avant de se voir confier la mission de l'exercer contre d'autres. Pour accomplir leur tâche, ils ont leurs camps, leurs prisons et leurs centres de torture : Larache, Khemisset au Maroc, Denden et Béja en Tunisie.

Dès 1956, la Fédération de France se plaint des violences infligées aux émigrés partis, avec son accord, s'enrôler dans l'ALN. En effet, les responsables des camps de tri, craignant l'infiltration des messalistes, soumettent systématiquement les émigrés de France à un interrogatoire « poussé ». Nombre d'étudiants, dont Mohammed Khemisti, futur ministre des affaires étrangères, effectuent des voyages d'information au Maroc et reviennent en France bouleversés par ce qu'ils ont vu et appris[12]. Ces pratiques qui devaient caractériser l'État algérien et donner une dimension policière au système ont pris corps avant même l'indépendance.

12. Le frère de Mohammed Khemisti a été exécuté au Maroc par le FLN. Mohammed Khemisti était totalement démoralisé à son retour du Maroc et ne prendra aucune précaution alors qu'il se savait recherché.

Dans les bases arrière du Maroc, les cadres évoluent dans une atmosphère où la provocation est monnaie courante. Une grande partie d'entre eux a connu la prison. De faux rapports, établis à dessein, décident du sort des accusés et, en bonne logique bureaucratique, il leur revient de faire la preuve de leur innocence ou d'accepter les basses besognes qu'on leur propose. Si la destitution des responsables est souvent le début de l'isolement social, les promotions peuvent n'être qu'une technique pour renouveler l'encadrement ou pour reprendre en main un appareil. Le principe selon lequel tout ce qui est utile à la direction est bon, n'est mis en question que par une minorité de militants.

En France, des militants qui empêchaient la stabilisation de l'organisation sur une base disciplinaire ont été envoyés en mission au Maroc munis de véritables lettres de cachet[13]. La mésaventure de Messaoud Guedroudj, ancien membre du comité central du MTLD, est à cet égard éloquente. Nommé au comité fédéral en mai 1957, après avoir refusé de laisser parachuter par le responsable de la Fédération de France des permanents dans la région de Lyon, il est affecté à un poste fictif. En mars 1958, il s'oppose à la décision de faire quitter la France à la direction de la Fédération. Envoyé en mission au Maroc, il se retrouve interné au camp de Larache sans aucune explication. Le directeur du camp veut lui faire tresser l'alfa. C'est le sort de tous les prisonniers. Il refuse net et est alors enfermé dans une section disciplinaire (la ferme n° 2) d'où il n'est libéré qu'après la visite d'une commission du CNRA. Il apprend alors par Abdelkader Maachou (Si Abdeljellil), responsable de la Fédération FLN du Maroc, qu'il est accusé de complot par la Fédération de France, mais que celle-ci, sollicitée de fournir les preuves de ses affirmations, n'a jamais répondu[14]. Outre l'arbitraire, la corruption facilite la substitution de rapports de subordination militaire aux rapports politiques entre dirigeants et cadres. Organisée d'en haut, la corruption exerce des ravages dans les bases arrière de Tunisie et du Maroc. L'absence de contrôle financier et l'omnipotence des chefs hiérarchiques provoquent une dilapidation sans mesure des fonds du mouvement rendant plus inhumaines les méthodes brutales des collecteurs de fonds. Vue de

13. On peut citer le cas d'Amara Mansouri, futur maire d'Annaba, puis préfet chargé des questions communales.

14. Témoignage de Messaoud Guedroudj. Archives privées.

l'extérieur, la corruption apparaît comme le vertige qui saisit des hommes issus de milieux pauvres et disposant du jour au lendemain, brusquement, de sommes d'argent énormes. Cette explication est un peu simpliste. Il s'agit en vérité de tout autre chose.

Les chefs qui n'ont pas été formés à la dure école de l'ascétisme révolutionnaire et du militantisme, à la ferveur idéaliste, ont une conception traditionnelle du pouvoir. Pour eux, il se manifeste d'abord par une attitude somptuaire, par un rapport à l'argent fondé non sur l'économie mais sur la dépense à profusion. C'est en quelque sorte par la vision même qu'ils ont du chef qu'ils sont corrompus. Dans la société précoloniale, un chef n'a pas de compte à rendre sur la gestion du Trésor public ; il a des prébendes à distribuer et doit apparaître comme une source inépuisable de dons. C'est un étonnement pour beaucoup à partir de 1957 de constater que les dirigeants des anciens partis nationalistes, qu'on ne cesse de traiter de bourgeois, ont un sens plus aigu du bien public.

Une des formes les plus pernicieuses de la corruption est la promotion des cadres liés à la police politique. Chaque ministère a ses intouchables dont l'action est une entrave à toute gestion rationnelle des services. En février 1962, plusieurs chefs de mission, coupables de malversation, sont néanmoins restés en place, ce qui a entraîné la démission collective de la direction du ministère des affaires étrangères[15].

Dans l'ensemble de l'organisation régnait un climat oppressif inconnu dans les partis politiques avant novembre 1954. La vision totalitaire de la société marque d'une empreinte nouvelle le corps politique et militaire. Les cadres ont tellement pris l'habitude de se taire et de se soumettre que parler librement est perçu comme un manquement à l'esprit de responsabilité. Le statut de chacun se mesure à la protection dont il peut faire état. L'absence de règles a pour effet l'intégration des individus dans des clans où la fidélité au chef est ambiguë et souvent circonstancielle. La politique est remplacée par la propagande et se borne à expliquer les initiatives des dirigeants.

Une conclusion se dégage de ces constatations : les pratiques de la direction du FLN ont permis la création, en un laps de temps relativement court, d'une véritable administration. Cependant, ce

15. Dans sa lettre de démission adressée à Saad Dahlab, le 15 février 1962, la direction centrale écrivait que le ministère comprenait « un ministre et des notables », dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 411.

qui semble avantageux dans l'immédiat, fait naître des intérêts, des institutions et des habitudes de pensée que le peuple algérien paiera très cher une fois l'indépendance acquise. On a souvent prétendu que la dégénérescence du FLN, après 1962, a été le fait des arrivistes et des opportunistes. Ce jugement élude l'essentiel du problème puisqu'il oublie qu'à quelques exceptions près, ce sont les chefs «historiques» eux-mêmes qui, par un effort incessant, ont formé une génération de cadres conformistes. Boussouf est celui qui est allé, avec une opiniâtreté et une constance dignes d'une meilleure cause, le plus loin dans cette voie.

LES RAPPORTS AVEC LE PEUPLE

Les méthodes qui régissent la vie interne du FLN se retrouvent dans les rapports de ses organisations avec le peuple.

En principe, la terreur est un instrument de défense révolutionnaire contre les collaborateurs pour raffermir la discipline nationale. En fait, elle touche indistinctement tous les milieux, y compris les milieux nationalistes. Étonnés par l'attentisme des populations à leur égard en 1955, engagés dans un combat crucial avec des moyens dérisoires, soumis à des pressions morales, politiques et physiques, les cadres du FLN combineront la persuasion et la violence pour s'enraciner dans les régions paysannes. Le djihad commande à la population de prêter assistance et d'obéir à l'armée de libération. Le martyre *(shahada)* implique pour chacun le sacrifice de sa personne et de ses biens. Par la force des choses, l'application du principe du djihad est confiée à des hommes sans expérience. Les cadres sont sans formation politique et n'ont pas le temps d'en avoir une. La guerre ne leur laisse pas de répit et leurs supérieurs n'ont à leur offrir que des slogans. Leur tâche est d'autant plus ardue qu'entre la défense de leurs intérêts et le devoir national, les paysans optent parfois pour leurs intérêts.

Les combattants soucieux d'associer le peuple à l'entreprise de libération et de ne pas le confiner dans des tâches d'exécution sont une minorité infime. Quant à la majorité, elle ne connaît que propagande et ordres.

En vertu du préjugé selon lequel le paysan dissimule toujours ses possibilités matérielles, les contributions de guerre sont fixées

arbitrairement. Le journal de l'écrivain Mouloud Feraoun[16], assassiné le 15 mars 1962 par l'OAS, fourmille de notations judicieuses et de réflexions amères sur les rapports entre le FLN et les populations en Kabylie. Contre l'injustice, la paysannerie se protège par tous les moyens, même ceux qui ne servent pas la cause nationale. Le nombre d'Algériens engagés en tant que harkis est édifiant. Outre les pressions de l'armée française, l'intervention désordonnée du FLN dans les conflits entre paysans et les injustices commises par ses représentants n'y sont pas étrangères. Dans le Sud algérien, les pasteurs qui ont un sens très vif de la dignité pousseront leurs fils à la dissidence contre les directions en place. C'est ainsi que le colonel Ali Mellah paiera de sa vie les excès de ses adjoints[17].

Au sein du FLN, les dirigeants qui perçoivent les dangers d'un pouvoir sans frein sur le peuple sont à l'origine des assemblées populaires créées au congrès d'août 1956. Leur projet est perverti dans sa mise en œuvre. Les assemblées deviennent très vite une administration (ravitailleurs, agents de renseignements, collecteurs de fonds). Selon Abdelhamid Boudiaf, dans la wilaya 4 :

> Le peuple a peu à peu été écarté [...] le comportement autoritaire de certains responsables incapables commença à le lasser. Il accepta tous les sacrifices, subit toutes les violences de la part des responsables qui ne consolidaient leur autorité que par la force, voire par des exécutions[18].

L'autoritarisme n'épargne aucun secteur. C'est ainsi, par exemple, que dans l'émigration, l'organisation décide d'imposer les Algériens non pas en fonction de leur date d'adhésion au FLN, mais à partir du 1er novembre 1954. La mesure implique que l'adhérent le plus tardif a un solde de cotisations à rattraper. Cette technique que l'on appelle l'« arriérage » est la source de nombreux drames. Placés devant l'alternative de sauver leurs vies ou d'abandonner leurs familles, certains émigrés choisissent la deuxième solution. D'autres préfèrent nomadiser à travers la France pour échapper aux balles des collecteurs de fonds. Mais inexorablement ils se retrouvent un jour ou l'autre, du fait du quadrillage des cafés, des hôtels et des foyers, sous le contrôle du FLN.

---

16. Mouloud Feraoun, *Journal 1955-1962*, Paris, Seuil, 1962.
17. L'assassinat du colonel Ali Mellah, voir Commandant Azzedine, *On nous appelait Fellaghas*, *op. cit.*, p. 120-130.
18. Rapport du PCA au GPRA, novembre 1959. Archives privées.

L'arrivisme des cadres ajoute aux dégâts provoqués par ces pratiques. Soumis à l'exigence d'améliorer les collectes financières pour grimper dans la hiérarchie, les «percepteurs» multiplient sous divers prétextes (consommation d'alcool, retard de paiements, etc.) les amendes et les comptabilisent en gonflant le chiffre des «contribuables».

Mus par la haine de la domination étrangère, les Algériens, du fait même de la place que la religion et l'autorité tiennent dans leur conception du pouvoir, considèrent l'arbitraire comme le revers inévitable de ce qui, pour eux, est l'essentiel, la communauté. Ils ont vécu, dans la douleur, et parfois dans la honte, les atteintes à leur dignité. Toutefois, la violence du FLN n'a jamais pu être mise en balance avec celle du colonialisme. Cette violence est perçue comme celle de la communauté dont chacun se veut membre. La violence coloniale, elle, est vécue comme une violence étrangère qui menace l'identité ethnique, religieuse et culturelle de tous. Il y a là comme une histoire de famille que l'Occident ne comprend pas et qui explique les illusions que les militaires français ont entretenues sur la possibilité de dissocier le peuple algérien du FLN.

Mais au fur et à mesure que la lutte se prolonge, de larges fractions de l'opinion urbaine commencent à se demander si, sous le couvert de la guerre de libération nationale, ne s'est pas constituée une nouvelle couche de chefs tyranniques et médiocres. Dès 1959, les signes de mécontentement et de désaffection se multiplient, à tel point que l'usage de la force devient impraticable pour l'appareil du FLN. On appela ce phénomène la lassitude. Dans les villes, l'hébergement des maquisards se heurte de plus en plus aux réticences des nantis. Les contributions financières trop lourdes sont rejetées. À Alger, à Skikda et à El-Asnam, certains militants libérés des camps refusent de reprendre leurs activités comme simples collecteurs de fonds. Ils exigent de savoir où va le FLN et quelles sont leurs possibilités d'influer sur son orientation et sur ses activités. Le commandant Hocine Rouibah, de la wilaya 2, un des rares cadres politiques de l'intérieur, se rend compte de cet état d'esprit, mais en le mettant exclusivement en rapport avec la pression policière française et l'impact des idées réformistes. «Nous trouvons, écrit-il en mai 1960, de moins en moins d'hommes de confiance pour animer les organisations urbaines. Le

milieu bourgeois et les anciens militants nationalistes refusent de se compromettre[19]. »

Face à la menace qui monte, Ben Khedda et Abbas essayent de mettre à profit le mécontentement populaire pour en finir avec les méthodes brutales. Le contexte aidant, leurs pressions sur les chefs militaires finissent par donner des résultats. Des directives sont données pour rectifier le style de travail. On commence enfin à se pencher sur les malheurs du peuple. La violence à l'égard des populations et des combattants est condamnée. Mais l'appareil suit mollement. Dans une note de service, en date du 23 août 1960, le commandant Si Mohammed rappelle « une dernière fois [...] que les bastonnades, brutalités, etc., à l'égard des *djounoud* et des civils sont formellement interdites » et menace de prendre « des sanctions très sévères [...] à l'encontre des fautifs ».

Toutefois, l'aide financière venue de l'extérieur, qui faisait hélas défaut aux wilayas jusqu'en 1960, leur permet ensuite de diminuer la pression sur les plus déshérités et même de les aider. Dans les régions pauvres, les cotisations revêtent un caractère symbolique. Elles ne sont plus que le signe de la reconnaissance du pouvoir du FLN. La terreur préventive devient une arme exclusivement tournée contre les riches. À Constantine, par exemple, fin 1960, trois riches commerçants sont attaqués par le FLN. Deux y laissèrent leur vie. Le troisième, Bencheikh Lefgoun, dit Zaouche, fut grièvement blessé et dut payer 10 millions à la zone de Constantine.

On voit donc qu'avant même la libération du pays, la bureaucratie algérienne s'est dépouillée de son mystère. Nombre de militants algériens croient que la crise de l'été 1962 est la cause première du reflux du mouvement de masse. Ils s'inspirent des mythes du FLN lui-même et non de l'histoire réelle. Symbole d'une unité chèrement acquise, le FLN n'est pas la formation politique qu'il prétendait être, mais une bureaucratie à vocation étatique dont la force réside dans l'appareil militaire.

19. Rapport au conseil de wilaya, mai 1960. Archives privées.

UNITÉ ET CONTRADICTIONS DANS L'APPAREIL

À tous égards, la bureaucratie algérienne a des origines hétérogènes. Abstraction faite de la différence entre activistes et centralistes, le MTLD a donné au FLN l'essentiel de son encadrement.

Sur 26 chefs de wilayas (1954-1962), on compte 19 MTLD, quatre sans parti, deux UDMA et un ouléma. En 1959, cinq chefs de wilayas sur six venaient encore du MTLD. Il n'y en a plus que trois sur six en 1962. À cette même date, dix membres seulement sur 30 dans les conseils de wilayas ont milité au MTLD, cinq dans le Nord-Constantinois, deux dans les Aurès et quatre dans l'Oranie. Partout ailleurs le personnel d'encadrement est totalement nouveau. Sur 21 responsables qui ont dirigé l'émigration algérienne en France, 17 venaient du MTLD, un de l'Association des oulémas, un de l'UDMA, un du PCA et deux étaient des sans-parti.

Dans l'armée extérieure, le personnel politique appartenant à l'ancien mouvement national est minoritaire. L'état-major compte deux sans-parti, un ex-UDMA, un ex-MTLD. On trouve un militant du MTLD dans le commandement de la zone Nord (Abdelghani), un à la direction du commissariat politique (Omar Benmahjoub)[20], un au commandement général des wilayas de l'Ouest (Ben Kedadra). Il n'y en a aucun dans la zone Sud de Tunisie, à la frontière malienne et dans l'administration militaire où de nombreux officiers occupaient quelques années auparavant des postes dans l'armée française. Non seulement leur situation les éloigne du mouvement national, mais elle les a souvent amenés à intervenir dans des opérations répressives en Indochine, en Tunisie, à Suez, et même en Algérie.

Les branches civiles ont également absorbé un nombre élevé de fonctionnaires de l'État colonial et des protectorats de Tunisie et du Maroc. Au ministère de l'intérieur du GPRA à Tunis, on pouvait rencontrer d'anciens policiers qui continuaient à chasser avec bonne conscience les ex-militants MTLD considérés comme des «fortes têtes».

LES ORIGINES SOCIALES

Socialement, la bureaucratie algérienne est un amalgame d'éléments d'extraction diverse. Sur 26 chefs de wilayas (1954-1962), on compte quatre permanents, trois enseignants (en arabe), quatre étudiants

20. Omar Benmahjoub. Ancien membre de l'OS. Membre du bureau politique du FLN (1964-1965).

et lycéens, trois ouvriers, deux artisans, six commerçants et trois employés. Sur 21 cadres supérieurs de la Fédération de France, on trouve dix permanents, quatre étudiants, deux professions libérales, deux employés et trois commerçants. La représentation extérieure (1954-1962) comprenait en son sein neuf éléments des professions libérales, trois commerçants, quatorze étudiants, un agriculteur, onze permanents, six enseignants, trois fonctionnaires, deux travailleurs et un militaire.

Quant à l'état-major, il est composé d'un commerçant, d'un instituteur, d'un ouvrier chaudronnier et d'un étudiant. Les cadres de l'administration militaire viennent de l'armée française. Ils y avaient été recrutés en fonction de critères au premier rang desquels figure l'appartenance à des familles caïdales ou de fonctionnaires d'autorité. Le commandement général des wilayas de l'Ouest et les cadres des renseignements sont en majorité des enfants des fonctionnaires du protectorat marocain. Dans la zone opérationnelle Nord et la zone opérationnelle Sud, comme dans l'armée à l'intérieur, les plébéiens côtoient d'anciens fonctionnaires, des fils de paysans aisés et des étudiants.

Les bourgeois sont représentés dans l'appareil, mais en nombre infime[21]. Fonctionnarisés, ils continuent cependant leurs activités économiques en Tunisie et au Maroc en attendant des jours meilleurs. L'analyse de la composition sociale et politique des appareils doit être complétée par l'examen de la formation culturelle et de l'origine régionale des cadres. Ces données sont indispensables à la connaissance des contradictions internes de la bureaucratie.

La composition régionale du FLN est déséquilibrée, mais reflète d'une manière fidèle l'histoire du mouvement nationaliste. On constate une prépondérance très nette dans les organismes centraux des cadres de l'Est algérien et de la Kabylie. C'est une des conséquences du congrès de la Soummam. Dans l'armée extérieure, le centre de gravité penche vers l'Est, qui fournit la majorité des troupes et des officiers. D'une part, la défaite de Krim au CNRA de 1959 a pour résultat l'épuration ou le départ des éléments originaires des wilayas 3 et 4. D'autre part, le niveau culturel des cadres de ces régions leur ouvre, sans difficulté, l'accès aux branches politiques. La carrière de nombreux officiers en

21. On peut citer parmi eux un vieux militant réformiste, Abbas Turqui, un grand commerçant d'Alger, Belloul Akli et un grand propriétaire terrien d'Oum El-Bouaghi, Amar Guerram.

témoigne (celles des commandants Omar Oussedik et Hermouche Arezki, le capitaine Ali Lounici, etc.). Les cadres supérieurs du corps diplomatique viennent surtout de l'Est algérien, et en proportion moindre de Kabylie. Le taux des éléments originaires de l'Oranie est dérisoire. L'explication réside dans l'influence initiale du messalisme dans cette région. Pour des raisons politiques et culturelles, l'apport des Aurès est quasiment nul au niveau des organismes centraux. L'accès à ces organismes se fait par le truchement des wilayas représentées à l'exécutif. Or, de 1956 à 1960, la wilaya 1 (Aurès) est de fait sous la tutelle de la wilaya 3. Un seul cadre a pu émerger dans le sillage de Krim, Abdelaziz Zerdani. Il est vrai également que les purges internes ont écrémé nombre de cadres de la wilaya 1. Ce sont donc les dirigeants militaires qui font fonction d'intelligentsia dans les Aurès.

La police politique est dominée par les émigrés algériens du Maroc. Quant à la Fédération de France, ses responsables au sommet viennent de la Kabylie, de l'Est et de l'Algérois. Il n'y a pas un seul élément de l'ouest du pays.

Sur le plan culturel, l'appareil du FLN-ALN est entre les mains de l'intelligentsia francisée. Ce phénomène apparaît avec netteté dans la Fédération de France. Dans le corps diplomatique, il y a neuf chefs de mission exclusivement arabophones et sept bilingues. Il y a, par contre, treize arabophones sur trente en 1962 à la direction des wilayas. L'arabe est la langue de travail par excellence dans les wilayas 1, 2 et 4 (Aurès, Nord-Constantinois, Sahara).

Un certain nombre de conclusions se dégagent de la composition des appareils :

1. On constate l'entrée en scène massive d'une nouvelle génération qui n'a pas connu le mouvement national avant 1954. Ce phénomène est particulièrement net dans l'armée. Au sein de cette institution, on observe un recul de la prépondérance des cadres issus du MTLD à l'intérieur dans les wilayas 3, 4 et 6 et à l'extérieur. Le renouvellement de l'encadrement va avoir des incidences sur la position des chefs «historiques» qui n'ont plus la possibilité de valoriser politiquement leurs relations personnelles comme par le passé. La génération née de la guerre et formée dans un cadre disciplinaire a le sentiment qu'elle ne doit son ascension qu'à son combat. À l'instar de l'état-major, elle est hostile à tout lien privilégié entre l'appareil et les chefs «historiques». La continuité avec l'ancien mouvement national reste assurée par les

couches civiles (Fédération de France et corps diplomatique), dont le poids dans l'appareil est faible.

2. Au niveau des organismes centraux, la composition sociale est moins populaire que ne le fut celle du MTLD. Si on doit caractériser un mouvement exclusivement par l'appartenance sociale de ses membres, il est indéniable que ce sont les couches privilégiées de la ville et du village qui sont les mieux représentées. Leurs enfants sont prépondérants dans le corps diplomatique, l'armée extérieure et la police politique qui fourniront à l'État algérien la majorité de ses dirigeants. Entre l'encadrement de ces appareils et les fonctionnaires algériens de l'État colonial, la parenté sociale est évidente.

Séparés de leurs milieux sociaux, donc en transfert de classe, les cadres issus de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse sont en nombre infime. Il aurait été logique que ce soit la Fédération de France qui donne au FLN ses cadres ouvriers. Les faits montrent que c'est plutôt des wilayas qu'ils sont venus. La culture et l'expérience politique ont joué un rôle très important dans la compétition pour l'intégration à l'appareil. Or, les militants ouvriers ont en majorité appuyé les communistes et les messalistes et les ont donc suivis dans leur chute.

Les aspirations de type plébéien ont, cela dit, un répondant dans les wilayas (les colonels Salah Bou Bnider, Hassan Khatib, Othmane et Tahar Zbiri), à l'état-major (Mendjeli, Boumediene) et dans le commandement des zones Nord et Sud (Bensalem, Salah Soufi).

LA VICTOIRE DU POPULISME

Deux générations de cadres ont cohabité au sein du FLN. La première s'est formée dans les partis politiques. Son nationalisme s'est forgé au contact du peuple dans le débat et la confrontation des idées. Bureaucratisée, elle gardera longtemps la nostalgie des anciens rapports politiques et du style de travail des partis. La seconde est entrée en scène après 1956. Sans expérience propre, elle évoluera dans un contexte dominé par les diatribes sur la faillite des partis et la lutte contre l'esprit critique. C'est au sein de cette génération que se recrutent les porte-parole les plus remuants du populisme paysan. Beaucoup cherchent à oublier leur passé et suivront les chefs du moment, quels qu'ils soient. Ils ont une place à prendre et non un

idéal à défendre. Leur rôle dans la consolidation de l'appareil n'est pas mince.

Quels que soient leurs itinéraires et leur appartenance sociale, les cadres de l'appareil central suivent un apprentissage sévère pour se conformer au nouveau style de direction. Leur réadaptation subjective ne se passe pas sans drames et sans crises de conscience. Les cas de folie et de suicide ne sont pas rares. Harcelés quotidiennement par les anathèmes contre «l'individualisme» et les «comportements bourgeois», de nombreux cadres reviennent sur leurs pas et cèdent devant le moralisme prêcheur et l'intolérance. La réflexion entre dans la clandestinité ou se réfugie dans des cercles hermétiquement fermés. Elle n'a plus de portée sociale. Entre rester en marge ou participer à la naissance d'une nouvelle société, la majorité choisit la seconde solution au prix d'une mutilation d'ailleurs compensée par les avantages du pouvoir. L'adhésion à l'idéologie populiste et la soumission aux chefs historiques sont les conditions nécessaires à l'intégration dans la hiérarchie. L'originalité nationale s'affirme contre la France. On peut soutenir, sans risque de se tromper, que le nationalisme de l'ALN extérieure se cristallise aussi contre la Tunisie et le Maroc.

La fraction «libérale» doit revenir en arrière et sacrifier ses idées à son accès aux cercles dirigeants. Elle perd toute capacité de se différencier et d'affirmer ses buts propres. Les anciens militants de l'UDMA qui font partie du corps militaire, Kaïd Ahmed et Kaci, ressemblent étrangement à ceux du MTLD.

Les principaux porte-parole du courant «démocratique», Ben Khedda et Abbas, investissent tous leurs efforts dans l'instauration d'une légalité, ce sont des libéraux d'État. Confinés dans les sommets, sans répondant dans l'armée, ils n'obtiennent pas de grands résultats. Tout au plus incitent-ils Krim, Bentobbal et Boussouf à s'opposer les uns aux autres et à tourner à leur avantage propre leurs querelles passées.

Les pères de l'appareil réussissent donc à imposer à la bureaucratie l'idéologie populiste sans toutefois lui donner une réelle unité. Le brassage politique souffre du refus d'un choix de société. Dans ces conditions, il est difficile de surmonter les problèmes nés de la diversité sociale. Solidaire par ses fonctions et sa position dirigeante, l'appareil est divisé sur la répartition du pouvoir. Entre l'ancien personnel politique et les nouveaux cadres, la concurrence est vive. À l'extérieur, elle prend la forme d'une lutte entre le front et les arrières.

Entrées les dernières dans le mouvement national, les couches rurales ont démarré à un niveau politique extrêmement bas. Leur retard se retrouve à tous les points de leur activité. Nourrie de l'idéologie de commandement, l'élite rurale ne se sent pas la vocation de jouer les seconds rôles. Les lycéens qui ont interrompu leurs études vivent dans la crainte de voir leurs camarades qui ont continué les leurs devenir les chefs de demain. Les militaires de carrière ne veulent pas voir les officiers restés dans l'armée française et promus à des grades supérieurs aux leurs, encadrer la future armée algérienne. Les chefs maquisards sont hantés par le sort des résistants de Tunisie et du Maroc.

Chaque fraction de l'élite rurale ne voit d'issue à son angoisse que dans le contrôle direct du pouvoir. Prise entre le statut d'intelligentsia qu'elle a par rapport aux paysans et le statut déclassé qu'elle a par rapport à l'intelligentsia des villes et à l'ancien personnel politique, l'élite rurale s'identifie à la paysannerie, la seule force à même d'assurer sa prépondérance. L'ambiguïté est ici totale, car si, par ses mots d'ordre, cette élite surcharge son discours de considérations sur l'émancipation paysanne, sa mentalité, où le culte de la force et le mépris du travail manuel tiennent une place de choix, est un obstacle à toute expérience sociale libératrice. On ne sera donc pas surpris si des hommes comme Bouteflika, qui ont défendu le fanonisme en 1962, l'abandonnent plus tard avec autant de facilité qu'ils l'ont adopté.

Le ressentiment du front à l'égard des arrières est alimenté par le sort dévolu, dans les administrations du GPRA, aux réformés de guerre. Analphabètes en majorité, condamnés aux tâches de plantons, chauffeurs, gardiens, ces derniers côtoient des fonctionnaires qui vivent bourgeoisement et s'apprêtent à diriger le futur État.

Sans l'apport des couches civiles et leur capacité politique, il est évident que les couches militaires, ces nouvelles élites, n'auraient pu mener à bien, seules, la libération du pays. Elles en avaient conscience. Mais à l'heure où le pouvoir se profile à l'horizon, les cadres de l'armée extérieure, même quand ils ne sont pas uniquement mus par l'ambition, considèrent leur prééminence comme la récompense légitime de leur activité. Peut-être s'exagèrent-ils leur contribution à l'indépendance ? Leurs adversaires ne se font pas faute de souligner cet aspect et de relever que les dangers courus à partir de 1959 par les cadres de l'armée extérieure étaient moindres que ceux des militants clandestins de la Fédération de France ou des combattants des

wilayas. Les faits corroborent ce jugement. Toutefois, il n'a pas pour lui la puissance des armes.

Une des questions qui divisent la bureaucratie est le problème de la culture nationale. Le conflit social et politique se reflète également à travers les affrontements culturels. La possession de la langue française et la qualification sont perçues comme un pouvoir social et une arme. Pour avancer dans la hiérarchie, les cadres instruits invoquent leur compétence. Les cadres illettrés leur opposent l'engagement et l'ancienneté dans la lutte. Ils se retrouvent sur les mêmes positions que les éléments de culture arabe, qui, à quelques exceptions près, sont au bas de la hiérarchie. Selon leur tempérament ou leur intérêt, les dirigeants mettent l'accent sur la compétence comme le font Krim et Boussouf, ou sur l'engagement comme le fait Ben Bella. L'attitude du personnel politique sur les critères d'avancement n'est pas rigide. Ainsi, tel cadre illettré plaide pour la qualification une fois sa position assise.

L'indifférence des dirigeants à l'égard de la question de l'arabisation est à l'origine, après 1962, de tâtonnements coûteux pour le développement et la modernisation du pays. Certes, ils n'ont pas les moyens humains et matériels de la résoudre. Ils auraient pu cependant la poser et prendre des mesures pour que les éléments de culture arabe ne soient pas les parents pauvres de l'appareil. Mais, en cette question, comme en d'autres, la direction du FLN agit comme l'héritière de la colonisation, c'est-à-dire pratique l'art d'écarter les problèmes qui la dérangent. Il lui suffit de savoir qu'elle doit sa légitimité et son autorité à une révolution et qu'elle est, face à la France, le seul interlocuteur. La conscience de ne devoir son ascension et son triomphe qu'à elle-même donne à la bureaucratie algérienne une capacité d'initiative réelle qui a pour contrepartie la vantardise, le chauvinisme et le goût de la mise en scène.

CHAPITRE 20

LE GPRA DANS L'IMPASSE (MARS-MAI 1962)

Le peuple algérien suit l'ultime phase des négociations avec un espoir mêlé d'inquiétude. Le terrorisme de l'Organisation armée secrète (OAS), mouvement ultra-colonialiste né en janvier 1961, prend de l'ampleur. S'appuyant sur la population européenne, l'administration et une fraction de l'armée, l'OAS s'avère être un obstacle de taille à l'application des accords. Loin de résorber les passions, la perspective de la paix ne fait que les exacerber. En son for intérieur, chaque Algérien attend le miracle, mais en public il affiche son scepticisme.

LES DÉCHIREMENTS DE LA PAIX

Le 18 mars, à 17h30, les négociateurs annoncent leur accord. Le cessez-le-feu, fixé au 19 mars à midi, est accueilli partout avec soulagement. Le crédit du GPRA est à son apogée. On lui sait gré d'avoir mis un terme à la guerre. Le contenu des accords ne fait problème que pour une frange très mince de militants avertis.

En Kabylie, la population jubile : « Personne ne dort, personne n'est fatigué[1]. » Si, à l'intérieur du pays, la vie reprend peu à peu ses droits, dans les grandes villes, à Alger, à Oran, à Annaba, c'est l'apocalypse. Ignorant les garanties offertes aux Européens, l'OAS redouble de violence et détruit l'équipement administratif. La guerre continue, plus atroce.

Gestionnaire du pays, l'exécutif provisoire est impuissant. Le GPRA espérait en faire un organisme représentatif des forces nouvelles pour affronter, dans de bonnes conditions, une transition périlleuse, tandis que la France y voyait l'embryon d'un État modéré. Elle a eu gain de cause, mais, du coup, elle renforce la portée des critiques des adversaires algériens des accords. L'exécutif provisoire n'est pas représentatif. Son

---

1. Lettre de Mohand Oulhadj au GPRA. Archives privées.

président, Abderrahmane Farès, est l'expression de cette «troisième force» tant décriée par l'ALN.

Originaire d'Akbou, notaire à Koléa, Abderrahmane Farès a eu un itinéraire politique qui suscite la méfiance. Membre du groupe des libéraux de Jacques Chevallier, président de l'Assemblée algérienne, il symbolise la compromission. Après les événements d'août 1955, il se rapproche des thèses du FLN, puis s'en éloigne à nouveau «sur ordre d'Abbane, qui m'a confié une mission», dit-il plus tard. En 1957, il se met au service de la Fédération de France du FLN. En juin 1958, le général de Gaulle lui propose d'entrer dans son gouvernement. Le FLN lui enjoint de refuser. Il s'exécute. Impliqué dans les activités d'un réseau d'acheminement de fonds, il est arrêté en novembre 1961, et libéré en mars 1962. Pour le GPRA il n'appartient au FLN que par une sorte de malentendu politique. Sa carrière, son tempérament, ses relations sociales ne le prédisposent guère à se faire l'avocat de l'intransigeance. Imposé à la tête d'un exécutif provisoire, composé de douze membres (trois Européens et neuf Algériens, dont cinq militants du FLN), Abderrahmane Farès est boudé par le GPRA, qui décide de ne pas l'intégrer au groupe FLN à l'exécutif provisoire, mais se déjugera plus tard, donnant la preuve de son manque de fermeté. Deuxième faille, la responsabilité de «l'embryon d'armée» qui doit regrouper 40000 hommes, l'équivalent des effectifs de l'ALN, échappe au FLN. Dirigée par un avocat de Tlemcen, M[e] El-Hassar, encadrée par des officiers algériens demeurés dans l'armée française, elle bénéficie de l'aide de conseillers techniques français. Pour l'ALN, son existence est la preuve de l'intention de la France de créer un ordre social contraire aux objectifs du FLN. Enfin, les représentants du FLN au sein de l'exécutif provisoire sont issus dans leur quasi-totalité de l'aile réformiste du MTLD. À l'exception de Hadj Hamidou (délégué à la santé), les délégués FLN – Chawki Mostefaï (affaires générales), Abderrazak Chentouf (affaires administratives), Abdesslam Belaïd (affaires économiques), Mohammed Benteftifa (délégué aux postes) – ont tous appartenu au courant «centraliste». Il n'en faut pas plus pour voir resurgir le spectre des polémiques anciennes. Déjà battue en brèche par l'OAS, l'autorité de l'exécutif provisoire, corps étranger aux combattants, est donc contestée par les wilayas.

Les exactions de l'OAS donneront le résultat inverse de ceux attendus par ses chefs. Dans un climat de panique générale, les Français

d'Algérie partent sans espoir de retour, cédant leurs biens à leurs relations algériennes à des prix dérisoires. Fin juin, 560000 d'entre eux, dont plus de 100000 Juifs algériens, s'embarquent pour la France. Contrôlant les postes d'encadrement, leur exode paralyse le pays. L'État se désintègre. Sur 80000 fonctionnaires en poste, 82 % sont européens. Les Algériens ne formaient en 1959 que 5,2 % de la catégorie A[2], 11,8 % de la catégorie B, 19,4 % de la catégorie C et 53,7 % de la catégorie D. Selon Jean-Claude Douence, 70 % des fonctionnaires européens ont abandonné leurs postes. Il estime, lui-même, que ce pourcentage «est en dessous de la réalité[3]». La capacité de l'activité industrielle et commerciale est réduite de 80 à 90 % par rapport à 1954. Au moment où les populations quittent les camps de regroupement, où les détenus se présentent sur le marché du travail, la situation sociale devient dramatique.

Les accords d'Évian organisent la reprise en main du mouvement populaire par la bourgeoisie locale. Les événements sanctionnent l'irréalisme du projet. L'exode européen prive l'impérialisme français de son cheval de Troie et rend sans objet les dispositions des accords d'Évian sur la minorité européenne. L'Algérie est rendue à son peuplement arabo-berbère.

La «force de l'ordre» est le dernier atout possible des partisans de l'association avec l'impérialisme. Toutefois l'approche de l'indépendance met les soldats et les officiers algériens qui la composent dans une position morale intenable. Les appels à la désertion lancés par les wilayas la font basculer par unités entières dans le camp de l'ALN. Le libéralisme perd la partie en Algérie. La période transitoire a été trop brève, la situation trop mouvante pour permettre la formation d'un État de type néocolonial.

Pendant que l'OAS crée les prémisses du dépassement des accords d'Évian, le FLN voit s'affronter en son sein trois stratégies de pouvoir, celle du GPRA, celle de l'état-major et celle de Ben Bella.

1. *La stratégie du GPRA.* Le gouvernement provisoire s'était fixé trois buts, faire respecter les accords d'Évian, préserver le monopole politique du FLN sur la communauté musulmane, empêcher la

2. Schématiquement, la catégorie A correspond au personnel de conception et de direction, la catégorie B au personnel d'encadrement et les catégories C et D au personnel d'exécution.

3. Jean-Claude Douence, *La mise en place des institutions algériennes*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1964.

convocation du CNRA pour éviter de discuter de l'avenir du pays. Les instruments de cette politique devaient être le groupe FLN à l'exécutif provisoire et les wilayas.

Après la tension que la violence coloniale a imposée au peuple algérien, un choc en retour était possible. Le rôle des wilayas et de la zone autonome d'Alger est de contenir toute explosion collective de violence et en même temps de ne pas permettre la reconstitution de partis politiques musulmans. Les circulaires du chef de la wilaya 3 à ses unités sont édifiantes. Il leur est recommandé de ne pas «blesser l'amour-propre des harkis et des goumiers», de «faire preuve de correction et de courtoisie vis-à-vis des soldats français et de réduire au minimum les rencontres avec eux afin d'éviter les incidents, de surveiller les adversaires européens de l'indépendance et de signaler leur cas à la direction».

Respectueux des Européens et de leurs intérêts, le GPRA entend rester le représentant exclusif du peuple algérien. En ce qui concerne les mouvements algériens, le MNA surtout, ordre est donné aux wilayas d'inciter leurs militants à rejoindre le FLN ou à les mettre sous surveillance en cas de refus. À cet effet, les listes de détenus MNA que le cessez-le-feu rend à la liberté sont communiquées aux wilayas. Dans certaines régions, comme à Tlemcen, ces directives sont appliquées avec la plus extrême rigueur. Pour nombre de détenus MNA, la libération sera une antichambre de la mort ou de l'exil forcé.

Dans la stratégie du gouvernement, le rôle des wilayas est primordial, et celui du groupe FLN qui doit veiller à ce que l'autodétermination aboutisse à un transfert du pouvoir au FLN, subsidiaire. Homme avisé, Chawki Mostefaï a très vite perçu un vice dans la politique du GPRA. Celui-ci ne prévoit aucune mesure organisationnelle pour faire face à un éventuel antagonisme entre les wilayas et l'exécutif provisoire. En conséquence, il propose la création d'un comité de coordination interwilayas. Faute d'harmonie au sein du gouvernement, cette suggestion n'a pas de suite. L'impuissance du GPRA à intégrer les forces sous ses ordres lui sera fatale.

2. *La stratégie de l'état-major.* La primauté du militaire sur le politique et la non-reconnaissance des institutions (GPRA et CNRA) commandent toute la stratégie de l'état-major général. En 1962, l'armée n'est pas organisée pour assumer seule le pouvoir. Elle doit à la fois s'entendre avec les couches civiles et combattre en leur sein ceux qui

n'admettent pas sa prééminence. Ses dirigeants la considèrent comme l'embryon de l'armée nationale et n'entendent pas la voir dispersée. Sur le plan politique, «la réforme agraire, l'industrialisation du pays et la répartition équitable de la production et des richesses» constituent l'essentiel de son programme. Estimant que le CNRA est un organisme dépassé, l'état-major général suggère donc, pour résoudre son différend avec le GPRA, la convocation d'une conférence de cadres. «Il importe que le CNRA, instance suprême, bien que symbolique et purement théorique, admette librement, sans y être forcé un jour ou l'autre par la base, l'incapacité des rouages du sommet à mettre de l'ordre et à mettre la révolution sur les rails»[4]. Tranchant, le verdict laisse poindre une menace de putsch, car «la base» dont il est question n'est rien d'autre que l'armée.

3. *La stratégie de Ben Bella.* Il est hostile à un coup de force de l'armée. Face à un gouvernement moralement usé, il nourrit l'espoir de rassembler autour de lui les forces vives du FLN. Il sait qu'il doit compter avec l'opposition de Boudiaf et envisage de partager le pouvoir avec lui: «Qu'il prenne le parti et moi le gouvernement ou l'inverse[5].»

L'arabisme, l'islam et la réforme agraire sont les trois volets du programme de Ben Bella. Sommaires et schématiques, ses vues ont été consignées dans un document d'une quinzaine de feuillets, élaboré en commun avec Khider et Bitat. La lutte contre l'érosion des sols y occupe une grande place. Les rapports avec la France, les États tunisien et marocain sont vus sous un angle conflictuel, mais Ben Bella se défend de vouloir croiser prématurément le fer avec eux et adopte à leur égard une tactique temporisatrice. Ben Bella accepte les accords d'Évian mais à contrecœur. Il ne veut ni les combattre ouvertement ni les justifier. Selon Aït Ahmed, sa réaction à leur lecture a été très vive. Et il aurait déclaré préférer un partage du pays à une solution accordant des garanties exorbitantes à la minorité européenne.

En ce qui concerne l'armée extérieure, Ben Bella la conçoit comme «un facteur de sauvegarde de la révolution, car elle est la victime d'une politique réformiste[6]». Sur deux points, l'adoption d'un programme et la création d'un bureau politique du FLN, la stratégie de pouvoir

4. «Rapport du commandant Slimane au CNRA sur la refonte des structures de la révolution, 10 avril 1962», dans *Les archives de la révolution algérienne, op. cit.*, p. 334-338.
5. Notes personnelles.
6. *Idem.*

de Ben Bella concorde avec celle de l'état-major général. Elle s'en démarque par la confiance dans l'indépendance de jugement des combattants de l'intérieur et le respect de la souveraineté du CNRA, dont il demande la convocation. C'est en ces termes qu'il expliquera, dans une lettre à Bachir Boumâaza, sa ligne de conduite :

> Un grave danger menace notre révolution maintenant que les portes du pays s'entrouvrent : les germes dissolvants de l'extérieur risquent d'être introduits à l'intérieur et y contaminer ce qu'il y reste de plus pur et de plus désintéressé. [...] Les membres des wilayas qui assisteront au CNRA, au complet cette fois, au lieu d'envoyer comme par le passé des mandats à des frères se trouvant à l'extérieur et qui en font un usage qui ne correspond pas toujours aux réalités de l'intérieur, vont donner une autre tournure aux débats. Ces membres des wilayas, dont certains n'ont pas quitté le pays depuis novembre 1954, vont apporter des éléments concrets dégagés des réalités vécues, ce qui rendra ses travaux infiniment plus valables[7].

Parmi les stratégies en présence, celle de l'état-major est la plus lucide, car elle postule l'échec du GPRA et du CNRA à résoudre la crise interne.

L'ÉCHEC DU GPRA

Le 20 mars, Aït Ahmed, Boudiaf, Ben Bella, Khider et Bitat retrouvent au Signal de Bougy, en Suisse, les négociateurs algériens. Les premiers échanges sont significatifs. « La voilà, la sale bande », dit Khider. « Le pouvoir est à vous. Prenez-le », réplique Bentobbal. La discorde que laissent présager ces propos acrimonieux incite le ministre des affaires étrangères, Saad Dahlab, à faire courir le bruit de sa démission[8].

Jovial et affable, Saad Dahlab est, comme beaucoup d'hommes du Sud algérien, un conteur né. Mieux que tout autre, il excelle dans les exercices d'acrobatie politique et sait éluder par la boutade les problèmes qui dérangent. C'est un homme du terrain qui fait bénéficier de ses prouesses Ben Youssef Ben Khedda, homme de cénacle. Leur association fonctionne bien. Ils font route commune depuis 1955.

7. Lettre à Bachir Boumâaza. Archives privées.

8. C'est Isabelle Vichniac, correspondante du *Monde* à Genève, qui publia la nouvelle.

Avantagés par les limites politiques des activistes, ils s'imaginent être les représentants de l'intérêt général et se pensent au-dessus des antagonismes qui opposent Krim, Bentobbal et Boussouf à l'état-major général. Ils surestiment leurs moyens. Abdelmalek Benhabylès, ancien membre du comité central du MTLD, relève que leur tactique, dans la crise du FLN, s'apparente étrangement à leur attitude face à Messali en 1954. Alliés de Krim, Bentobbal et Boussouf, Ben Khedda et Dahlab croient pouvoir contenir leurs partenaires en retardant l'issue du conflit avec l'état-major général. Ils contribuent, malgré leurs bonnes intentions, à rendre la situation politique inextricable.

À l'heure des règlements de comptes qui couvent depuis 1956 et que le souvenir des polémiques sur les voies de la révolution en 1954 ne fait qu'exacerber, Dahlab, précédant en cela Ben Khedda, pense qu'on peut les éviter en cédant la place. M'hammed Yazid, le ministre de l'information, qui se considère comme «le seul blindé de l'armée algérienne», a une position différente. «Moi, je ne démissionnerai pas. Personne, parmi les grands chefs, ne voudra de mon strapontin[9]».

Le 22 mars, le GPRA délibère, à Rabat, du conflit avec l'état-major général. Au nom de la majorité, Bentobbal fait part à Ben Bella du rejet de sa proposition de convoquer le CNRA.

Ben Bella se retrouve dans la même position que Messali en 1953 vis-à-vis du comité central. Accepter le jeu des institutions, c'est signer son arrêt de mort politique. S'y dérober, c'est sortir de la légalité et encourir le reproche de ne pas se plier aux décisions de la majorité et de se laisser aller «au culte de la personnalité». Pour échapper à ce dilemme, Ben Bella prend la décision de s'exprimer publiquement sur les grands problèmes de l'heure sans tenir compte de l'appareil. L'état-major général lui fournit l'occasion de développer ses vues en invitant les ministres libérés, et seulement eux, à rendre visite à l'ALN à Oujda.

Aït Ahmed et Boudiaf donnent leur accord au colonel Boumediene, sous réserve que ses hôtes soient traités sur un pied d'égalité. Celui-ci acquiesce, mais ses anciens secrétaires, les capitaines Abdelaziz Bouteflika (Si Abdelkader) et Ahmed Medeghri (Si el-Hocine), organisent la réception et font ovationner le seul Ben Bella.

---

9. Notes personnelles.

L'entrevue avec les «5» n'est pas encourageante pour l'état-major qui espère les voir prendre seuls le pouvoir. Leurs divisions interdisent une telle évolution. Seul Ben Bella prend nettement position contre le GPRA, «cet océan de saletés». Ce jugement sans nuances témoigne de l'impatience de Ben Bella. En lui, l'homme d'action a trop longtemps été étouffé sous le poids des contraintes de l'adversité. Les appréciations des membres de l'état-major sur la rencontre avec les ministres libérés divergent. Kaïd Ahmed et Ali Mendjeli sont enclins à penser que, «divisés», les «cinq» ne constituent pas une alternative et qu'il faut, si nécessaire, se préparer à une épreuve de force avec le GPRA. Ce n'est pas l'avis de Boumediene qui décide, selon sa propre expression, de se réfugier sous «l'aile protectrice du burnous du leader», c'est-à-dire de Ben Bella.

Entre celui-ci et ses anciens codétenus, Aït Ahmed et Boudiaf, qui font de la solidarité ministérielle un principe intangible, les anicroches vont se multiplier. La première a lieu avec Boudiaf à propos d'une visite en Égypte. Ben Bella répond favorablement à une invitation du président Nasser à l'insu du GPRA. Son geste est politique. Dans la hiérarchie des alliances, Ben Bella place l'Égypte au-dessus de la Tunisie dont la direction, selon lui, «a lâché l'Algérie en 1955». Boudiaf ne veut pas jouer les accompagnateurs, mais Aït Ahmed sera du voyage. «Il ne faut pas alimenter les rumeurs sur les divergences au sein du gouvernement. Suis-le», lui demandent ses collègues du GPRA. Le 11 avril, un incident oppose Ben Bella à Aït Ahmed, qui lui fait grief d'avoir modifié un texte commun sur la Palestine. Le paragraphe remanié énonce le souhait de voir se former une armée de libération de la Palestine et affirme que «la révolution arabe en Algérie [...] est prête à engager cent mille de ses soldats dans la bataille». «Ces propos sont inopportuns et outranciers[10]», proteste Aït Ahmed, d'accord par ailleurs avec Ben Bella sur la question palestinienne. Ce n'est pas sans arrière-pensées que Ben Bella se fait provocateur. «L'Algérie est un pays arabe et musulman. On ne le dissociera pas du reste du monde arabe[11].» La prudence de ses collègues sur la Palestine et les contacts du FLN avec le Mapam israélien[12] à New York sont ainsi mis en cause.

10. Déclaration à La Voix des Arabes, station de radio égyptienne d'État à diffusion internationale. Elle fut créée en juillet 1953 sous l'impulsion de Nasser.

11. Notes personnelles.

12. NdÉ. Le Mapam (en français, Parti uni des travailleurs), était un parti de la gauche israélienne.

Le 14 avril, à son arrivée à Tunis, Ben Bella revient sur son thème favori : « Nous sommes arabes. Nous sommes arabes. Nous sommes arabes », répète-t-il à l'intention du président Bourguiba, alors adversaire du président Nasser, qui l'accueillait. Dans les rangs du GPRA, l'émotion est à son comble. « L'OAS ne pouvait espérer mieux », dit Dahlab exaspéré[13]. Les membres du GPRA, obnubilés par la question des Européens d'Algérie, sont alors soupçonnés de distiller l'alarmisme pour conjurer le spectre de la crise.

Le 16 avril, Krim et Boudiaf regagnent Tunis où ils sont accueillis par tous les ministres tunisiens et algériens, à l'exception de Ben Bella. Préméditée, cette absence permettait de désigner ses véritables adversaires. Le 19 avril, Ben Khedda veut convoquer le Conseil des ministres pour étudier les problèmes de la transition qui ne sauraient attendre. Ce même jour, Ben Bella rend visite à l'ALN aux frontières algéro-tunisiennes. Le fonctionnement du gouvernement est remis en cause. Chacun, pour sa part, juge que cela ne peut durer. Mais que faire ? Convoquer le CNRA, répond Ben Bella, appuyé par Khider et Bitat. Fort de l'appui des wilayas, le GPRA se dérobe. À l'exception de la wilaya 6, que dirige un ancien disciple des oulémas, le colonel Mohammed Chaabani, la résistance intérieure soutient le gouvernement. Informé de la crise, le colonel Tahar Zbiri, chef de la wilaya des Aurès, signifiera par message aux protagonistes que la wilaya 1 ne recevra aucun ordre de l'extérieur et les « conjure d'aborder franchement et de trancher (leurs) problèmes entre (eux) ». Cette position, neutre en apparence, doit être nuancée. La confiance du colonel Tahar Zbiri va davantage à Ben Khedda et Bentobbal qu'à l'état-major.

Fin avril, la tension monte d'un cran. Le 25, l'état-major général fait état d'un incident entre l'ALN et l'armée française dans le djebel Ben-Salah, près de Souk-Ahras, et met en garde les forces françaises « contre les violations systématiques des accords d'Évian ». Il demande l'arrêt des fouilles et menace, si un terme n'y est pas mis, « de donner ordre à ses forces de riposter ». Dans les rangs du gouvernement, c'est l'affolement. La menace a un caractère tactique : créer des conditions favorables à l'acheminement accéléré d'hommes et d'armes en

fondé en 1948, se réclamant du marxisme. Il participe au gouvernement de 1955 à 1961, et de 1966 à 1977. Parti « sioniste le plus à gauche », il a cessé d'exister en tant que parti distinct en 1996, ayant fusionné avec d'autres formations.

13. Notes personnelles.

Algérie. Cet aspect n'échappe pas au gouvernement qui, par mesure de rétorsion, supprime en mai le budget de l'ALN extérieur après avoir arrêté, en mars, la fourniture du ravitaillement. L'état-major général a prévu cette éventualité. Il a près de 700 millions d'anciens francs d'économies à sa disposition.

Dans la première quinzaine de mai, le piétinement du GPRA décide Aït Ahmed à soutenir la proposition de convoquer le CNRA. Navigateur solitaire, Aït Ahmed n'était lié à aucun groupe. Son changement d'attitude permet à Ben Bella d'obtenir la majorité. Le calcul de ses adversaires qui voulaient l'acculer à l'illégalité est déjoué. Le CNRA est convoqué pour le 27 mai à Tripoli, en Libye. Une commission interministérielle est désignée pour élaborer un projet de programme. En font partie : deux membres du gouvernement, Ben Bella et Yazid ; deux membres du CNRA : Benyahia et Lacheraf ; Réda Malek, directeur d'*El-Moudjahid* ; Mohammed Harbi, responsable de la direction centrale du ministère des affaires étrangères, et Abdelmalek Temam, ancien membre du CNRA, fraîchement sorti de prison. Aucun n'est lié aux maîtres de l'appareil – Krim, Bentobbal et Boussouf – et aucun n'adhère profondément à la ligne officielle. Les plus engagés aux côtés de la direction, Benyahia et Yazid, savent, à l'occasion, cultiver le dissentiment. Par sa composition, cette commission est davantage portée à mettre au point « un programme de l'opposition » et à exprimer les vues de l'intelligentsia bureaucratisée sur l'avenir du pays.

LES PRÉPARATIFS DU CNRA

Réunis à Hammamet, en Tunisie, les rédacteurs procèdent à une division des tâches. Réda Malek et Mostefa Lacheraf sont chargés de définir la nature de la révolution algérienne ; Mohammed Benyahia et Mohammed Harbi d'esquisser les grands traits de la politique économique et sociale et de la politique étrangère. Le travail sur la construction d'un parti échoit à Abdelmalek Temam. La commission a un délai de dix jours pour achever ses travaux. Elle n'a reçu aucune directive du gouvernement. Les points de vue des wilayas et de la Fédération de France n'ont pas été portés à sa connaissance. Elle a, par contre, été saisie de rapports de Mohammedi Saïd, de Kaïd Ahmed, de Ben Bella, de Khider et de Bitat. Les problèmes de la transition et de la mise en place d'un nouveau système politique

restent du ressort du gouvernement. Les conditions de travail sont médiocres, la participation aux débats fort inégale. Les textes des rapporteurs sont examinés directement en séance plénière, chacun lisant son texte pour connaître les observations de ses collègues. Le gros du travail retombera sur Lacheraf, Malek et Harbi. Benyahia, malade, ne participe qu'aux débats en séance plénière. Le texte de Temam est rejeté dans son intégralité pour «insuffisance et manque de clarté», selon la commission. Il est réécrit par Mohammed Harbi, à la lumière des indications des rapporteurs, après la clôture des travaux et annexé tel quel au programme.

Dès l'ouverture des travaux, tous les rapporteurs constatent que le FLN est incapable d'assurer la poursuite de la révolution et estiment qu'il est nécessaire de le réformer. Faut-il faire éclater ses divisions pour en faire, par la suite, un mouvement plus homogène? Sur cette question, à l'exception de Mohammed Harbi, les rapporteurs répondent négativement, condamnant ainsi le FLN à se retrouver aux prises avec son propre passé quand la direction voudra le couler dans un moule monolithique. Ils considèrent que la différenciation se produira d'une manière automatique sur la base du programme. Pour sa part, Ben Bella estime que la réorganisation du FLN doit se faire immédiatement pour le doter d'un bureau politique ayant sous son autorité l'ALN et l'exécutif provisoire. Il ne cache pas sa volonté de traiter les contradictions politiques et sociales par des mesures administratives.

Le consensus s'établit très vite sur la signification des accords d'Évian, définis comme une «plate-forme néocolonialiste» et un frein à la révolution. Cependant, la proposition de Mohammed Harbi de prendre en considération les événements concrets et d'enjoindre aux wilayas et à l'exécutif provisoire de soutenir tout mouvement d'occupation des terres, est écartée. Le rôle des masses, aux yeux de la majorité, est d'appuyer les initiatives de la direction.

L'analyse de la nature sociale de la révolution donne lieu à trois interprétations divergentes.

1. *Lacheraf et Malek, appuyés par Benyahia et Yazid,* définissent l'Algérie comme un pays colonial et semi-féodal. Le pays affronte donc les problèmes de son passage à l'époque moderne: constitution d'un État, réforme agraire, industrialisation, émancipation de la femme et élimination des séquelles féodales. Toutes ces tâches sont celles

que le marxisme assigne à la révolution démocratique bourgeoise. Malek et Lacheraf substituent à cette expression celle de «révolution démocratique populaire» pour mettre en lumière la défaillance de la bourgeoisie dans la lutte contre le colonialisme et la profondeur des aspirations sociales. À cause de la faiblesse du prolétariat, de la situation politique du FLN et de la priorité à donner aux tâches de caractère strictement national, Lacheraf et Malek estiment prématurée toute référence au socialisme. En conséquence de leur thèse, la réalisation de la révolution démocratique populaire n'incombe à aucune classe en particulier, mais à un État qui tient la bourgeoisie en tutelle et trouve sa base sociale auprès de la paysannerie, des travailleurs en général, des jeunes et des intellectuels révolutionnaires.

Mostefa Lacheraf et Réda Malek procèdent à l'analyse de la société en empruntant leur langage au marxisme. Ils parlent de paysans pauvres, de prolétariat, de petite bourgeoisie, de bourgeoisie et de féodaux. Mais dès qu'il s'agit de définir la base sociale de la révolution, ils utilisent des expressions telles que paysannerie, travailleurs en général, jeunes, etc. Le refus de reconnaître l'existence de la lutte des classes les entraîne à forger un double vocabulaire pour exprimer les mêmes réalités. La notion de paysannerie évoque les différentes catégories de cette couche (paysans pauvres, aisés, etc.). L'expression «travailleurs en général» assimile arbitrairement les travailleurs indépendants (artisans et petits commerçants), les salariés (fonctionnaires, petits et moyens employés) et les professions libérales, c'est-à-dire les catégories regroupées sous le vocable de petite bourgeoise, aux ouvriers qui vivent de la vente de leur force de travail. Absente en apparence de l'alliance populaire, la petite bourgeoisie y est introduite par un artifice de langage. Délibérée, l'occultation tend à préserver l'unanimité nationale.

2. *Comme Réda Malek et Mostefa Lacheraf, Ben Bella* écarte toute idée de lutte des classes et défend des idées voisines de celles que Frantz Fanon a développées dans son ouvrage *Les damnés de la terre.* Selon lui, la révolution algérienne ne peut être qu'une révolution socialiste dont la force dirigeante est la paysannerie. Sa stratégie met l'accent sur le rôle de l'islam qui constitue un rempart des pauvres contre les riches et donne son caractère distinctif à l'authenticité algérienne. Ben Bella prône une internationale des pays du tiers-monde contre les pays industrialisés où «la classe ouvrière s'est embourgeoisée».

3. *Pour Mohammed Harbi,* l'Algérie ne doit pas être classée parmi les pays à passé féodal, car ni les formes de la propriété, fortement imprégnées par le droit musulman, ni le rôle de l'État, ni les rapports entre les villes et les campagnes ne rappellent ceux du Moyen Âge occidental. La notion de féodalité dissimule la nature hybride d'une classe bourgeoise où le propriétaire foncier, le marchand et le fonctionnaire sont souvent une seule et même personne.

Mohammed Harbi fait valoir que la prolétarisation et la domination du capitalisme dans les campagnes ont été accélérées par la guerre, même si le poids de la bourgeoisie algérienne reste insignifiant. Il n'y a donc pas de place pour une phase de développement historique comparable à celle qu'ont connue les États occidentaux. Les tâches de la révolution nationale et de la révolution sociale sont liées et requièrent la lutte sur deux fronts, contre l'impérialisme et contre la bourgeoisie locale. La petite bourgeoisie économique doit être neutralisée.

Le moteur de la révolution, estime-t-il, ne peut être que la classe ouvrière, si faible soit-elle. S'en remettre à l'État, c'est livrer le pays à une bureaucratie dont le peuple a déjà l'expérience. Il faut mettre à profit les leçons de la guerre et les échecs des pays de l'Est et créer un réseau d'associations d'ouvriers et de paysans pauvres appuyé par un parti qui ne serait pas un double de l'État. Par ailleurs, la révolution socialiste a un caractère international. Une alliance stratégique avec l'URSS et la Chine est indispensable.

LE PROGRAMME DE TRIPOLI

La disparité entre ces trois conceptions et les conditions de travail explique l'imprécision du programme et son manque de cohésion. Amalgame d'éléments de conceptions différentes, le programme de Tripoli reflète une vision nationaliste et populiste qui sacralise et idéalise le peuple et en même temps déifie l'État.

La référence à la religion est introduite à la demande de Ben Bella, qui remet en question la laïcité de l'État et celle du FLN. Son contradicteur principal, Lacheraf, lui oppose deux arguments. Premièrement, l'islam porte en lui le poids des valeurs propres à une civilisation rurale archaïque et son intégration à l'idéologie politique peut servir de frein à la modernisation du pays. Deuxièmement, les forces conservatrices vont s'appuyer sur la religion pour perpétuer des mœurs rétrogrades

en ce qui concerne la famille, la condition féminine et les rapports dans la société. L'histoire confirme les prévisions de Mostefa Lacheraf.

Le rapport de Mohammed Harbi sur la politique économique et sociale et la politique étrangère est amendé sur plusieurs points. Mostefa Lacheraf et Réda Malek font supprimer toute référence à la nécessité de contenir le développement bourgeois potentiel de la petite bourgeoisie économique. Mais paradoxalement la disparition à long terme du secteur privé est retenue. Le programme souligne que «pendant la période où il sera nécessaire de laisser subsister un secteur privé, celui-ci sera orienté[14]».

La nationalisation des richesses minérales et énergétiques prévue à moyen terme n'est pas acceptée par Ben Bella. Celui-ci confère une primauté absolue à la reprise des terres des colons et ne veut pas alarmer d'une manière inopportune le partenaire français. La nationalisation du gaz et du pétrole n'est donc envisagée qu'à long terme. L'alliance privilégiée avec les pays de l'Est est rejetée sur proposition de Benyahia, qui la juge en contradiction avec les principes du non-alignement.

Réquisitoire contre la direction, le programme de Tripoli dénonce l'existence «de féodalités politiques, de chefferies et de clientèles partisanes», «l'indigence idéologique», «la fuite devant la réalité [...] la recherche individualiste des situations stables», ainsi que «les préjugés [...] à l'égard des paysans et des militants obscurs». Le programme agraire préconise la limitation de la grande propriété, la redistribution gratuite des terres, l'annulation des dettes des paysans, la formation par adhésion volontaire de coopératives de producteurs ruraux, la constitution de fermes d'État avec participation des ouvriers aux bénéfices et à la gestion et l'interdiction immédiate des transactions sur la terre et les moyens de production de l'agriculture. L'industrialisation est conçue en fonction des besoins de l'agriculture : à court terme, industrie légère «pour exploiter les matières premières de caractère agricole» et «implantation des industries de base nécessaires à une agriculture moderne[15]». La création d'industries lourdes n'est envisagée qu'à long terme. La nationalisation, dans des délais rapprochés, du crédit et du commerce extérieur doit assurer l'accumulation du

14. Programme de Tripoli, https://autogestion.asso.fr/app/uploads/2012/11/le-programme-de-tripoli1.pdf.
15. *Ibid.*

capital nécessaire au développement. L'apport de capitaux étrangers est souhaité mais dans le cadre d'entreprises mixtes, sous réserve de la réglementation des changes et du «réinvestissement sur place d'une part des bénéfices[16]».

Dans le domaine social, le programme recommande la liquidation de l'analphabétisme, la nationalisation de la médecine et la gratuité des soins, l'émancipation de la femme et la mixité au sein du FLN. Il reconnaît le droit de grève aux ouvriers, y compris dans les entreprises d'État. Quant à la politique extérieure, elle reste fondée sur les principes du non-alignement.

Le texte sur le parti est un compromis entre les partisans d'un parti de masse et ceux d'un parti d'avant-garde. Le parti, qui exerce un rôle premier, est appelé à ne pas effectuer un contrôle bureaucratique sur les organisations populaires et à respecter l'autonomie des syndicats. La primauté du parti est contrebalancée par le droit de grève des ouvriers. En clair, il s'agit de rompre avec l'habitude de considérer les dirigeants de l'UGTA et de l'UGEMA comme des fonctionnaires des ministères de tutelle. La commission ne se prononce pas, malgré l'insistance de Ben Bella, sur la question du parti unique. Ses réserves ne sont pas exemptes d'arrière-pensées. En privé, Yazid les formulait ainsi: «Nous sommes musulmans et en islam il n'existe pas de mariage indissoluble[17].»

On peut regrouper autour de deux thèmes les positions de la commission sur le parti.

- Il est organisé sur la base des principes du centralisme démocratique: éligibilité des responsables à tous les échelons, primauté des instances supérieures sur les instances inférieures, soumission de la minorité à la majorité.

- Il exclut de son sein «la coexistence d'idéologies différentes». C'est le premier correctif au choix d'un parti de masse, le second consiste dans un recrutement «selon des critères précis et rigoureux, car l'efficacité d'une organisation ne se mesure pas au volume de ses effectifs, mais à la qualité de ses membres[18]». Le programme élude toute précision sur le rôle de l'armée et laisse sans réponse le problème de l'instauration d'une vie démocratique. Il exprime les visées d'une

16. *Ibid.*
17. Notes personnelles.
18. Programme de Tripoli.

bureaucratie en formation, qui, face à la paupérisation généralisée du pays, cherche à consolider son pouvoir en détruisant la propriété impérialiste et en menant la nation entière d'une civilisation agraire à une civilisation industrielle. L'idéologie des bourgeoisies occidentales reconnaît l'autonomie des individus et des classes.

Celle de la bureaucratie a pour base le développement.

L'espoir d'éviter la voie capitaliste en niant tout rôle politique à la bourgeoisie privée, mais sans l'éliminer économiquement, repose sur l'illusion d'une coexistence sereine entre cette classe et la bureaucratie et sur la croyance naïve en leur capacité de se répartir à l'amiable les fruits de l'exploitation du travail. Ce n'est pas un hasard si l'application de ce programme aboutit à la formation d'un système sociopolitique qui cumule les inconvénients du capitalisme et ceux des régimes bureaucratiques des pays de l'Est.

À l'issue d'un bref débat, le GPRA adopte, sans modification, le projet de programme. Les signataires des accords d'Évian taisent leurs réserves. Craignant de donner a posteriori des justifications à l'OAS, ils obtiennent que le document reste secret. Ben Bella pensait embarrasser ses collègues. Il en sera pour ses frais. L'idée que les dirigeants s'affrontent à visage découvert, programme contre programme, est une chimère comme l'est également celle qui veut faire du FLN une sorte de parti guidé par une idéologie commune. L'histoire du FLN, des origines au cessez-le-feu, a engendré une situation telle qu'aucune question ne pouvait plus se poser «ouvertement et honnêtement».

La bataille contre Ben Bella s'engage sur la procédure. À la veille de la réunion du CNRA, Ben Khedda, imité par Dahlab et Boudiaf, offre sa démission. Le gouvernement ne l'accepte pas et décide d'observer devant le CNRA le principe de la solidarité ministérielle. Ben Bella est à nouveau prisonnier. Mais il ne réagit pas. Pour le GPRA, c'est un succès, mais qui s'inscrit dans une dynamique de désunion.

À quelques exceptions près, les préparatifs du CNRA restent circonscrits au sommet. La Fédération de France associe indirectement ses cadres étudiants à la rédaction d'un programme. Plus fouillé et plus complet que celui de Tripoli, selon Boudiaf, ses grandes lignes s'inspirent des modèles soviétique et cubain, y compris au plan institutionnel. Deux questions fondamentales pour l'avenir n'y sont pas abordées : les leçons de l'expérience du FLN et l'attitude à adopter à l'égard des accords d'Évian. Or, c'était le problème de l'heure.

L'état-major, quant à lui, abandonne à Ben Bella le travail politique pour se consacrer à la tâche d'entraîner derrière lui les wilayas. Ses efforts portent sur la wilaya 2, limitrophe de la Tunisie. Y sont dépêchés en émissaires, les capitaines Chadli Bendjedid et El-Hachemi Hadjerès, les lieutenants Mohammed Ataïlia (Rouge) et Mohammed-Salah Bechichi. Ils seront arrêtés sur ordre du commandement de la wilaya 2 dans la plaine d'Annaba et de là dirigés sur El-Milia, puis Constantine.

C'est peut-être pour se protéger contre les menées de l'état-major que le commandement de la wilaya 2 décide de faire participer tous les chefs de secteurs à la préparation du CNRA. Réunis en assemblée extraordinaire, ils arrêtent cinq décisions : 1. Refus d'accepter l'autorité de l'état-major général. 2. Intégration des bataillons de l'armée extérieure à leur wilaya d'origine. 3. Réunion d'assemblées de militants dans l'armée et formation dans les villes de comités de travailleurs, de femmes et de jeunes. 4. Épuration des collaborateurs et des éléments qui ont refusé d'aider la résistance intérieure pour adhérer plus tard au FLN à l'extérieur. 5. Réforme agraire immédiate pour recaser les paysans qui quittent l'armée. Ainsi, contre l'état-major général, le GPRA peut compter sur la wilaya 2.

CHAPITRE 21
L'ÉCHEC DU CNRA (MAI-JUIN 1962)

La session du CNRA se déroule du 25 mai au 7 juin 1962. On a pu dénombrer 66 votants au CNRA, dont 35 représentent la Fédération de France et les wilayas dont les délégués n'ont pas tous fait le voyage de Tripoli. La wilaya 3 a donné procuration au colonel Mohammed Yazourène, la wilaya 4 au commandant Ahmed Bencherif. Les wilayas 1 et 5 sont représentées par les colonels Tahar Zbiri et Othmane. Le conseil de la wilaya 2 est présent au grand complet. Les chefs d'orchestre du FLN, et donc a priori de la réunion, sont tous des membres du GPRA. Mais trois hommes des wilayas – les colonels Tahar Zbiri[1], Salah Bou Bnider[2], plus connu sous le nom de Sawt El-Arab, et Mohammed Yazourène[3] (Saïd Berirouche) – vont déjouer leurs prévisions. En effet, Zbiri se rallie au dernier moment à Ben Bella ; Bou Bnider, par son altercation avec ce dernier, donne le signal de la dispersion du CNRA ; et Yazourène qui est détenteur des mandats de Kabylie, en se désolidarisant de Krim, assure la majorité à Ben Bella.

LES FORCES EN PRÉSENCE

Deux coalitions s'affrontent au CNRA. Leurs contours s'étaient fixés lors du remaniement ministériel qui a porté, en septembre 1961, Ben Khedda à la présidence du GPRA et Boudiaf à la vice-présidence aux

1. Tahar Zbiri. Voir note, ch. 16.
2. Colonel Salah Bou Bnider. Originaire d'Oued Zenati, centre agricole du Nord-Constantinois. Fils de commerçants aisés, petit transporteur lui-même, adhère au MTLD et se prononce en 1954 pour l'insurrection. Youssef Zighoud lui confie la responsabilité de la région d'Oued Zenati, qu'il assume de novembre 1954 à janvier 1955. D'août 1957 à 1959, responsable militaire de la wilaya 2, dont il devient le chef de 1960 à 1962. Franc et direct, c'est son altercation le 4 juin 1962 avec Ben Bella sur la question des mandats du colonel Tahar Zbiri qui donnera le signal de la dispersion du CNRA.
3. Colonel Mohammed Yazourène. Dirige la région de l'Akfadou en novembre 1954. Après le massacre de Melouza et le rappel du colonel Mohammedi Saïd à Tunis, prend la tête de la wilaya 3 pour une courte période. Détenteur des mandats de la Kabylie, c'est lui qui en se désolidarisant de Krim, donnera la majorité à Ben Bella, lors de la session du CNRA en juin 1962.

côtés de Krim et de Ben Bella. On se souvient que ce remaniement a eu pour conséquence la rupture entre Ben Khedda et l'état-major et qu'il a rejeté dans l'opposition au GPRA non seulement Abbas, Francis et Boumendjel, mais également Khider et Bitat.

Le groupe formé autour du GPRA résulte d'une alliance entre activistes et centralistes. Il draine derrière lui les couches civiles de la bureaucratie, les wilayas 2 et 3, la zone autonome d'Alger et la Fédération de France. Les wilayas 4 et 5 sont encore dans l'expectative. L'alliance autour du GPRA reflète les intérêts du compromis d'Évian. Mais ce compromis n'a pas la même signification pour tous. Les wilayas visent la prise du pouvoir sans aucune concession et n'attendent que la proclamation de l'indépendance pour substituer leurs représentants à ceux de l'exécutif provisoire. Boudiaf se classe à gauche, Aït Ahmed aussi. Ce sont des adversaires du libéralisme bourgeois. Derrière eux se rangent les dirigeants de l'émigration, des syndicats et du mouvement étudiant. Trait dominant de cette coalition : on retrouve en son sein les individus, les groupes sociaux et les appareils (diplomatie, information, police politique) capables de s'intégrer à l'ancienne société sans bouleversement radical parce que leur culture et leur expérience sociale les sensibilisent au modèle occidental.

En majorité populiste, le groupe réuni autour de Ben Bella est pour sa part appuyé par l'armée extérieure, la wilaya 1 et la wilaya 6. Il se présente comme le parti de la restauration arabo-musulmane, rassemblant ceux qui lient leur avenir à la refonte de la société pour garantir un pouvoir qui ne peut s'ancrer dans l'ancienne. En son sein, Ferhat Abbas, Ahmed Francis et Ahmed Boumendjel, anciens dirigeants de l'UDMA, ne sont que des otages et des faire-valoir. Leur place réelle était aux côtés du GPRA. Leur souci de revanche sur Ben Khedda et Krim, plus que leurs idées sur l'avenir, les a aiguillés dans une autre direction.

Ces coalitions sans principes ne renvoient pas à des divisions sociales claires, mais à des modalités différentes d'insertion dans le système colonial, ce qui sera à l'origine d'une confusion extraordinaire qui désorientera tous ceux que le marxisme vulgaire a habitués à des analyses de classe sommaires. Les effets de cette situation seront d'autant plus meurtriers que la stratégie des deux groupes est orientée

vers des bureaucrates qui ont des situations acquises à défendre et non vers le peuple.

LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX

La discussion du programme ne traîne pas en longueur. Ferhat Abbas le considère comme du «communisme mal digéré», mais l'accepte. Un amendement d'un représentant de la Fédération de France, un avocat, Ali Haroun, introduit la référence au socialisme. Personne ne s'y oppose. Le programme est adopté à l'unanimité.

C'est au moment de choisir le bureau politique que le conflit éclate. Le CNRA désigne une commission pour consulter individuellement ses membres sur les hommes susceptibles de figurer au bureau politique. En font partie le colonel Mohammed Yazourène, le commandant Kaïd Ahmed, un membre du bureau du CNRA, Mohammed Benyahia, et le commandant Hadj Ben Alla, un des adjoints de Ben M'hidi en novembre 1954, qui fut arrêté en 1956 et qui venait à peine de recouvrer sa liberté. Cette commission est saisie de plusieurs propositions. Deux d'entre elles méritent d'être signalées.

La première émane de Ben Bella qui demande une direction restreinte et unique de sept membres, composée de Aït Ahmed, Boudiaf, Khider, Bitat, Mohammedi Saïd, Hadj Ben Alla et lui-même. Belkacem Krim, dont l'attitude entre août 1954 et janvier 1955 a permis au FLN de l'emporter sur le MNA, est exclu au profit de Mohammedi Saïd, un homme terne et sans rayonnement en Kabylie. Krim payait la note du congrès de la Soummam et son opposition à l'état-major. La seconde liste, inspirée par Krim, comprend des chefs «historiques» du comité des «22» et du comité des «9»: Bentobbal, Boussouf, Boudiaf, Bitat, Aït Ahmed, Khider, Ben Bella, Krim et un centraliste, Dahlab.

Selon le colonel Tahar Zbiri, la liste présentée par Ben Bella obtient (lors des sondages de la commission des candidatures) 33 voix contre 31 à celle de Krim[4]. Ce «succès» appelle quatre remarques, indispensables pour comprendre les péripéties ultérieures de la crise.

1. La majorité requise, qui est des deux tiers, n'est pas atteinte. Cette exigence condamne chaque fraction à accepter une large alliance. Si un des protagonistes refuse de la respecter, les mécanismes institutionnels

4. Interview du colonel Tahar Zbiri. Archives privées.

sont bloqués et la crise ne peut se dénouer qu'en dehors des organismes légaux sur la base des rapports de force.

2. Les votes du colonel Yazourène et du commandant Bencherif au nom des wilayas 3 et 4 soutiennent Ben Bella et ne traduisent pas la volonté de leurs mandants, au nombre de neuf. Leurs procurations faussent donc le vote.

3. Les dirigeants de la wilaya 2 expriment des intentions de vote différentes. Les commandants Larbi Berredjem, responsable de l'intendance, et Rabah Belloucif, responsable des renseignements et des liaisons, se prononcent pour la liste de Ben Bella et se dissocient des décisions prises par l'assemblée des chefs de secteur sur le rôle de l'état-major.

4. Aït Ahmed et Boudiaf refusent d'appartenir au bureau politique tel qu'il a été proposé par Ben Bella. «Nous n'étions pas d'accord entre nous en prison, nous ne le sommes pas plus entre nous aujourd'hui. Alors pourquoi proposer une liste dont les membres ne s'entendent pas au départ? Tout cela mène droit à une dictature militaire», souligne plus tard Aït Ahmed[5].

Plus que toute autre considération, l'exclusive contre Krim crée un imbroglio inextricable. L'état-major a vu juste. Le CNRA est taillé à la mesure de Krim, Bentobbal et Boussouf. On ne peut, à la fois, le reconnaître comme organisme suprême et croire parvenir à une solution de la crise à leurs dépens. Les conciliateurs sont légion. Beaucoup ne partagent pas l'optimisme des chefs de file du GPRA, qui croient à une solution sans grands dommages de la crise, et essaient de conjurer le spectre de la guerre civile. C'est ainsi que le bureau du CNRA, dont font partie Mohammed Benyahia, Omar Boudaoud, chef de la Fédération de France, et le colonel Ali Kafi, se concerte avec le conseil de la wilaya 2 et tente une démarche commune auprès de Ben Bella.

Leur émissaire, le colonel Ali Kafi, s'entretient avec Ben Bella pendant deux heures et demie à l'hôtel Mehari. Selon le colonel Ali Kafi:

> Il a été convenu qu'en contrepartie de la présence de Krim au bureau politique, Ben Bella prendra la direction du gouvernement. Tout sera terminé demain, m'a promis

5. Interview de Aït Ahmed. Archives privées.

> Ben Bella. Il n'en a rien été. Je m'interroge encore sur son revirement. Mon hypothèse est que le commandant Rabah Belloucif l'a instruit des sentiments que nous inspiraient les «5». Nous avons dit dans notre réunion que les «5» n'étaient pas à la hauteur de la situation. C'est d'ailleurs un sentiment que partageaient leurs partisans. Je ne porte pas une accusation gratuite contre Rabah Belloucif. À un moment, je me suis rendu dans la chambre de Ben Bella et je l'y ai trouvé en conciliabule avec lui. Je suis ressorti. Le lendemain je me retrouve face à face avec Ben Bella. Il a le visage fermé et s'abstient de m'adresser la parole. J'ai alors compris que notre accord était devenu caduc. La suite a confirmé mon pressentiment[6].

On peut se demander, à l'examen, si ce sont les appréciations sur les «5» qui ont motivé Ben Bella et s'il ne faut pas chercher les raisons de son changement d'attitude dans son style de travail. Ben Bella est un conciliateur, un homme de compromis. Il lui arrivera souvent au cours de la crise de prendre des initiatives sans se référer à ses partenaires et, devant leur opposition, de renoncer à ses engagements. L'exclusive contre Krim ne vient pas seulement de lui, mais aussi de l'état-major. Comment peut-il par ailleurs accepter la présidence du GPRA après avoir, avec ses collègues, refusé la démission de Ben Khedda avant l'ouverture du CNRA?

C'est le 4 juin que le CNRA reprend ses travaux après une courte interruption. D'entrée de jeu, Ben Bella demande la révision des mandats. En effet, un de ses alliés, le colonel Tahar Zbiri, a en sa possession les procurations des commandants Amar Mellah, Mohammed Salah Yahiaoui et Ismaïl Mostefa Mahfoud. Leur enregistrement n'ayant pas eu lieu à temps, le bureau du CNRA en refuse la validation en application du règlement. Le GPRA tranche la question en faveur des thèses du bureau du CNRA. Pour Ben Khedda, Ben Bella cherche un moyen de revenir sur une décision légale. Les deux hommes s'affrontent sur la question des mandats. À un moment de la discussion Ben Bella insulte Ben Khedda, s'attirant en retour une réplique grossière de la

6. Interview du colonel Ali Kafi. Archives privées.

part du colonel Salah Bou Bnider[7]. La séance est suspendue dans le chahut et le brouhaha.

Aux yeux des adversaires de Ben Bella, celui-ci a sciemment provoqué l'incident pour empêcher un vote qui l'aurait contraint à transiger ou à violer la légalité. «Nous venons d'éviter un 18 Brumaire», soutient Mostefa Lacheraf[8]. Quand le 18 Brumaire aura réellement lieu, le 19 juin 1965, Lacheraf, au même titre que Ben Khedda, Dahlab, etc., l'accueillera favorablement. Et cet événement montre a posteriori que l'invocation du «militarisme» n'était qu'un prétexte. Ben Bella était l'homme à abattre à cause de ses idées et non de son alliance avec l'état-major.

L'incident entre Ben Bella et Bou Bnider est une aubaine pour la majorité gouvernementale, qui n'est dans l'immédiat que l'expression d'une minorité de blocage. Du 4 au 6 juin, diverses solutions pour sortir de l'impasse sont envisagées. Boussouf suggère à Aït Ahmed de proposer la présidence du GPRA à Khider.

«Propose-la-lui toi-même», répond Aït Ahmed[9]. Dans la nuit du 6 au 7 juin, coup de théâtre : Ben Khedda quitte Tripoli sans prévenir le bureau du CNRA et ses collègues du gouvernement, mettant ainsi l'assemblée dans l'impossibilité de clore normalement et statutairement sa mission. Mohammed Boudiaf, le colonel Dehilès Sadek et le commandant Azzedine suivent Ben Khedda, mais sollicitent Aït Ahmed pour accepter des procurations en leur nom en cas de poursuite des travaux du CNRA. Hostile à leur départ, Aït Ahmed les refuse.

Le coup de tête de Ben Khedda fraie la voie à toutes les aventures. Celui-ci se justifie plus tard en ces termes :

> Malgré ses faiblesses internes, le GPRA jouissait d'un immense crédit [...] toute atteinte portée à ce GPRA, partenaire de De Gaulle à Évian, directement responsable de l'application du cessez-le-feu, aurait jeté le trouble en France, encouragé les ultras, semé le désarroi dans le peuple qui, face aux provocations sanglantes de l'OAS, avait besoin de serrer les dents et d'accomplir le dernier pas pour s'emparer de la victoire. C'est pour toutes ces

7. Dans la première édition, sur la base d'un témoignage du colonel Tahar Zbiri, nous imputions à tort la responsabilité de l'incident à Bou Bnider.

8. Interview de Aït Ahmed. Archives privées.

9. *Idem.*

> raisons et pour barrer la route à tous ceux qui pourraient compromettre les fruits de cette victoire que j'ai pris sur moi de quitter Tripoli et de rejoindre Tunis pour reprendre mes responsabilités[10].

La référence au respect des accords d'Évian sert à innocenter Ben Khedda de ses faux calculs et de leurs conséquences. Ses responsabilités personnelles dans l'aggravation de la crise avec l'état-major ne sont pas minimes. En septembre 1961, il utilise l'état-major contre le triumvirat Krim, Bentobbal, Boussouf et ces derniers contre Abbas. Après son accession au pouvoir, il soutient que la crise est une affaire entre militaires et joue les Ponce-Pilate. Plus tard, il affirme que les dissensions internes seront surmontées grâce aux négociations avec la France. Or non seulement la crise s'aggrave, mais elle devient le point de cristallisation de toutes les contradictions sociales et politiques et de toutes les rancunes personnelles accumulées depuis novembre 1954. L'impasse de juin 1962 est en partie le résultat de la fuite en avant et des options antérieures des conciliateurs du GPRA. On ne saurait l'en dissocier.

FORMATION DE LA COALITION BENBELLISTE

Ben Khedda pense avoir évité le pire en quittant le CNRA. Bien au contraire, le pire devient inévitable. La direction du FLN dans son ensemble est gagnée de vitesse par le développement de la crise. L'atmosphère politique s'exaspère. Une solution des divergences qui épargnerait le sang des hommes devient aléatoire. Le GPRA est divisé d'une manière irréconciliable. Quatre de ses membres sur douze – Ben Bella, Bitat, Mohammedi Saïd et Khider – sont désormais tenus par des engagements pris en dehors du GPRA. Cette situation favorise l'élément militaire de chaque coalition. Désormais, on parlera en termes de rapports de force.

La coalition benbelliste définit son attitude à Tripoli même lors d'une réunion des membres du CNRA où l'état-major propose la proclamation sur-le-champ du bureau politique pressenti par la commission des candidatures. Ben Bella ne se rallie pas à lui. Il pressent bien qu'à agir prématurément, il prend le risque de s'aliéner des forces qui lui barreront à jamais la route du pouvoir. Selon Ben Bella, les

10. Ben Khedda, «Historique du FLN», avril 1964. Archives privées.

conditions n'existent pas à l'intérieur du pays pour régler la crise. Les partisans du GPRA, pour l'instant, sont plus forts. Les wilayas 1 et 6 sont faibles, la wilaya 5 hésitante. Avec la France, la Tunisie et le Maroc, il faut prendre soin de bien manœuvrer, car si ces États apportent leur soutien au GPRA et bloquent l'armée à l'extérieur, c'en est fini de la coalition qu'il a constituée. Il préfère donc engager la lutte pour grignoter les positions du GPRA à l'intérieur et temporiser à l'extérieur. Quarante membres du CNRA signent personnellement ou par procuration un procès-verbal de carence à l'encontre de Ben Khedda[11]. Trente-et-un seulement d'entre eux sont de fermes partisans de Ben Bella (les neuf autres contesteront les votes émis en leur nom). Tous ces hommes constituent un establishment.

Vont se joindre à eux plusieurs forces aux buts et aux itinéraires différents.

Il y a d'abord des hommes dont l'histoire est étroitement liée à celle du courant activiste. On trouve parmi eux des membres du comité des «22» qui se sont heurtés à Mohammed Boudiaf avant ou après novembre 1954; Youssef Haddad, chef de la wilaya de Paris, arrêté en 1959; Mohammed Mechati, ex-membre de la direction de la Fédération de France, arrêté en 1956; des membres du Comité des «22» liés à Bitat et mis hors de combat après les premières actions, comme Zoubir Bouadjadj, Mohammed Merzougui et Othman Belouizdad; des figures de la bataille d'Alger, Yacef Saâdi, Mostefa Fettal, futur chef des services spéciaux de la Présidence (1963-1965), Boualem Moussaoui, qui deviendra ambassadeur d'Algérie en France.

Tous ces militants, qui sortent des prisons de France, ont un contentieux à régler avec le GPRA, car, dès le cessez-le-feu, Krim a chargé la Fédération de France de les diriger vers leurs localités d'origine et de leur interdire de se rendre en Tunisie et au Maroc. On espérait ainsi neutraliser ces hommes disponibles et donner des cadres plus aguerris aux wilayas. Ce calcul donna le résultat inverse de celui escompté, en alimentant les forces de déstabilisation dont le cri de bataille «On veut nous livrer à l'OAS» eut des échos rapides.

On trouve aussi dans la coalition qui appuie Ben Bella des dirigeants qui cherchent à retrouver la place que, légitimement selon eux, ils doivent occuper sur la scène politique. On peut citer, parmi eux, un

11. Voir en annexes.

ancien membre du CNRA, Mohammed Lebjaoui, chef de la Fédération de France, évincé de cette instance en 1959 à la demande, selon Krim, de Ben Bella[12] ; Amar Ouzegane, le principal rédacteur de la plate-forme de la Soummam ; un vieux militant nationaliste, Bachir Boumâaza ; le colonel Amar Ouamrane, un des adversaires les plus décidés de Ben Bella en 1957 mais qui apura son contentieux avec lui dès 1961 en rencontrant Ahmed Mahsas à Cologne[13].

On trouve enfin des cadres dont l'appareil s'est séparé au cours des épurations successives, comme le colonel Amara Bouglez, qui a été le chef de la base de l'Est de 1956 à 1958 ; Khelifa Laroussi, directeur de cabinet de Boussouf, démis de toute responsabilité début 1960 et qui attendait l'heure de la revanche sur son chef, etc.

C'est avec le concours de ces forces qu'est établi un plan de bataille. Alors que le GPRA s'avère incapable d'organiser l'intégration des forces qui le soutiennent, chacune agissant dans sa sphère en fonction de ses intérêts particuliers, l'opposition au gouvernement apparaît comme une formation plus homogène. Elle dispose d'un noyau centralisé, l'état-major général, qui concentre entre ses mains tous les moyens d'action.

Les chefs militaires prennent, en coopération avec Ben Bella, des dispositions pour créer, si nécessaire, des groupes parallèles à l'intérieur du pays et contrecarrer l'action du GPRA. Avec l'échec du CNRA, la lutte pour le pouvoir soumet toutes les forces à sa logique implacable. Le choix des moyens pour créer un nouvel équilibre au sein du FLN ne dépend ni de la sagesse ni des prévisions des protagonistes. La dualité des pouvoirs s'aggrave encore du fait de deux nouveaux événements : l'accord FLN-OAS du 17 juin 1962 et la création du Comité interwilayas.

L'ACCORD FLN-OAS

Le 17 juin, le docteur Chawki Mostefaï, parlant au nom du FLN, annonce un accord avec l'OAS de Jean-Jacques Susini[14]. Son contenu se résume en deux points : participation des Européens à la force locale et à la police d'une part, amnistie des militants de l'OAS pour les délits commis après le 19 mars.

12. Krim, lettre inédite. Archives privées.
13. La rencontre a été préparée par Bachir El-Kadi.
14. L'OAS à Oran ne cesse son action que le 27 juin.

Ben Bella, suivi par Khider, Bitat et Mohammedi Saïd, réagit avec promptitude et dénonce «une exigence que le peuple algérien ne saurait admettre». Le 18 juin, du Caire, où il assiste à une réunion des chefs d'État du groupe de Casablanca en compagnie de Ben Youssef Ben Khedda, Aït Ahmed affirme que le GPRA «n'a rien à voir avec le règlement conclu pour mettre fin au terrorisme de l'OAS» et conteste à l'exécutif provisoire «le droit de conclure des accords politiques». Or à l'évidence, le geste de Chawki Mostefaï engageait le FLN. C'est de lui que l'OAS voulait des garanties. Le 19 juin, le président Ben Youssef Ben Khedda sort de son silence et condamne à son tour les accords. Le même jour, Jean-Jacques Susini lance un ultimatum pour que «soient constituées dans les 48 heures, à l'intérieur de la force de l'ordre, des unités recrutées parmi les Européens d'Algérie».

Le 22, l'exécutif provisoire décide le recrutement de 225 policiers européens. Le 27 juin, les membres du groupe FLN de l'exécutif provisoire remettent leur démission au GPRA pour protester contre le désaveu de l'accord avec l'OAS et rappellent les faits précédant sa conclusion en ces termes:

> À la suite d'une initiative de Farès, et de propositions paraissant positives faites par Chevallier et Farès, trois membres FLN du groupe (Farès, Benteftifa et Mostefaï) se rendaient à Tripoli, puis à Tunis, pour en informer le gouvernement. À Tripoli, les ministres Ben Bella et Mohammedi Saïd étaient touchés individuellement; à Tunis étaient contactés à leur tour les frères Khider, Bitat, Aït Ahmed, Ben Khedda, etc. Puis le GPRA, saisi de cette question en réunion à Tunis, nous recommanda de demander à l'OAS de «proclamer le cessez-le-feu», «soutenir politiquement les accords d'Évian» et «condamner tout acte de violence». Lors de ces contacts individuels, ou en audience du GPRA, les deux points de l'amnistie et de la participation des Européens au maintien de l'ordre avaient été expressément soumis et n'avaient soulevé aucune objection formelle à aucun moment et par qui que ce soit. Plus précisément, le Président, en présence de Bentobbal, et à la fin de la réunion du gouvernement, nous notifia son accord sur le principe de l'amnistie et

sur la possibilité d'utiliser des éléments européens pour le maintien de l'ordre dans le cadre des accords d'Évian[15].

La réaction en ordre dispersé des membres du gouvernement est un signe de l'existence de deux autorités parallèles. Pour mesurer le sens réel du désaveu de Ben Bella et de la rétractation de Ben Khedda, il faut les replacer dans le climat politique des événements de début juin et les relier à un fait passé sous silence dans les différentes déclarations et qui sert de détonateur à la crise.

Si la querelle entre le GPRA et la coalition benbelliste s'apaise en apparence entre le 7 juin et le 17, les litiges ne sont pas pour autant résolus. L'atmosphère politique en demeure viciée. Quels qu'aient été leurs griefs contre Ben Khedda, Ben Bella et ses amis jugeaient habile, sinon de les oublier, du moins de les taire momentanément. Une initiative de Belkacem Krim va les contraindre à enfreindre la réserve qu'ils s'imposaient. Vers le 10 juin, Belkacem Krim et Mohammed Boudiaf rentrent en Algérie, malgré l'interdiction qui leur était faite par les accords avec la France. Farès est dans la confidence. L'entorse aux engagements contractés est flagrante, mais l'Agence France-Presse minimise l'événement et «croit pouvoir annoncer que Belkacem Krim s'est mis en congé du GPRA».

Le but des deux vice-présidents du GPRA était de s'assurer l'appui de la wilaya 2 dont le commandement est divisé et de la wilaya 3 dont les mandats au CNRA ont été utilisés contre Krim. Cependant, au cours de leur séjour, Krim est amené à rencontrer le Haut-Commissaire français Christian Fouchet et à donner sa caution à l'accord avec l'OAS.

Comme dans une conjoncture de crise la présomption remplace souvent la preuve, l'hypothèse de tractations inavouables, de marchandages au profit du GPRA s'impose aussitôt à Ben Bella. Mais fort habilement, celui-ci s'abstient de s'attaquer au gouvernement français pour ne s'en prendre qu'aux inspirateurs d'un accord qui «procède d'une campagne d'intoxication» destinée à permettre à l'OAS de «ne pas perdre la face». Ben Bella vise le GPRA, bien qu'à en croire Chawki Mostefaï, il n'était pas opposé à un arrangement avec l'OAS. Les véritables causes du désaveu restent dans l'ombre. On se bat à fleurets mouchetés.

15. «Lettre de démission du groupe FLN de l'exécutif provisoire, adressée au GPRA, 27 juin 1962», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 340-342.

La rétractation de Ben Khedda n'est pas à imputer à la logique de la crise, mais à la crainte soudaine qu'une révision des accords d'Évian «sur des points mineurs» (l'expression est de Ben Bella) n'aboutisse en fait à un statut organique des communautés, donc à battre en brèche le fameux principe «d'unité du peuple» mis en avant par le GPRA tout au long de la négociation.

Tout à sa politique de conciliation et d'équilibre, le GPRA n'arrive pas, malgré l'acharnement de Belkacem Krim et de Mohammed Boudiaf, à faire preuve de fermeté. La faction des «indulgents», dont font partie Ben Youssef Ben Khedda et Saâd Dahlab, s'échine à éviter l'irrémédiable, mais en vain.

Si le malaise s'approfondit, le GPRA y contribue donc à sa manière. Son double jeu dans l'affaire de l'OAS accentue l'antagonisme entre l'Exécutif et les wilayas. L'opposition entre les conceptions populistes de la vie politique et de l'organisation sociale et celle des réformistes bourgeois est irréductible. «Certains responsables ne se gênent plus en pleins meetings électoraux pour porter des attaques directes et publiques contre le groupe FLN», souligne la lettre de démission des délégués FLN à l'exécutif provisoire[16]. Boudé par ses représentants à l'exécutif provisoire, contesté par l'état-major, le GPRA vogue à la dérive. Il inquiète ses adversaires sans organiser ses partisans ; attitude pleine d'inconséquence qui finalement le perdra.

LES EXIGENCES DU COMITÉ INTERWILAYAS

Les wilayas vont ainsi se donner elles-mêmes les moyens de faire face à l'état-major, dont le dispositif de combat se met en place dès la première quinzaine de juin. Sans succès aucun, car la plupart des émissaires de l'état-major général sont neutralisés. Le commandant Ahmed Bencherif, qui se réclame de Ben Bella plutôt que de Boumediene, est arrêté à Rovigo, libéré après intervention du commandant Lakhdar Bouregâa[17] et assigné à résidence à Blida après la découverte d'acheminements d'armes en direction d'Alger. Il a sur lui un ordre de mission qui le nomme, en dépit des règlements, chef de wilaya. Il le déchirera lui-même pour donner des gages de sa bonne volonté à ses interlocuteurs de la wilaya 4, dont le commandant Hassan.

16. *Ibid.*

17. Lakhdar Bouregâa. Membre du conseil de la wilaya 4. Député à l'Assemblée (1962-1965). Membre fondateur du FFS (1963). Aide le colonel Zbiri en décembre 1967, arrêté et condamné.

Le commandant Kaïd Ahmed, membre de l'état-major est accueilli à Médéa par le conseil de la wilaya 4. Il est laissé en liberté contre le vœu du commandant Youssef Boulekhrouf, mais sera arrêté à Constantine. Il en sera de même pour le colonel Ouamrane, Boualem Moussaoui, Djamila Bouhired et Zohra Drif interceptés, eux, à Alger. Seuls les capitaines Abdelhamid Brahimi et Abderrahmane Bendjeber parviennent à se mettre en contact avec les cadres de la wilaya 2, dont Cheikh Belkacem Fantazi assure la direction en l'absence du colonel Salah Bou Bnider. Selon Abdelhamid Brahimi, «les cadres, par discipline ou par conviction, suivaient Bou Bnider. Nos contacts n'ont servi à rien[18]».

Contre l'état-major, les wilayas remportent la première manche. Elles se concertent pour coordonner leur action. Des contacts et des rencontres préliminaires ont lieu dans la deuxième quinzaine de juin à l'initiative du docteur Saïd Hermouche, un officier de la wilaya 4 qui, parti à l'extérieur, réintègre l'Algérie lors du cessez-le-feu. Ils aboutissent à une réunion qui se tient à Zemmorah, en wilaya 3, les 24 et 25 juin 1962 et groupent les wilayas 2, 3, 4, la zone autonome d'Alger et la Fédération de France. Tout en étant favorable à la réunion, la wilaya 5 (Oran) pour ne pas y participer allègue comme excuse un calendrier de travail trop chargé. Son commandant, le colonel Othmane reste donc hésitant. Les wilayas 1 et 6, elles, ne répondent pas aux invitations. Deux ministres, Belkacem Krim et Mohammed Boudiaf, envoient à la réunion interwilayas un message de soutien, ce qui fera dire à leurs adversaires qu'ils se félicitent de leur propre initiative.

Après étude de la situation créée par l'échec du CNRA, les délégués à la conférence déplorent «le manque d'autorité du gouvernement», «le vide politique» et «la rébellion de l'ex-état-major général» et décident de ne plus agir séparément en créant «un comité de coordination interwilayas» qui a pour tâche «de préparer les listes des candidats à la Constituante; d'arrêter les conditions du déroulement et de la participation au congrès national; d'organiser l'intégration au sein des wilayas respectives des unités de l'ALN stationnée aux frontières; de faire rentrer l'armement stocké à l'extérieur». Pour faire face aux menées de l'état-major, le comité interwilayas proclame «l'état

18. Interview de A. Brahimi. Archives privées.

d'urgence» sur l'ensemble du territoire «jusqu'à la mise en place des institutions définitives du pays» et appelle les wilayas 1, 5 et 6 à se joindre à lui pour «éviter que les querelles internes de l'extérieur ne se transposent à l'intérieur». Hostile à l'état-major, il affirme une ligne de neutralité entre les membres du gouvernement:

> Nous nous refusons [...] d'entériner une division quelconque à l'heure actuelle et encore moins de prendre position pour l'un ou l'autre des ministres. Pour nous, ou bien le GPRA est un, ou bien nous ne reconnaissons aucun contrôle[19].

Par une extension abusive de son autorité, une partie de la résistance intérieure s'estime fondée à se substituer au GPRA et au CNRA. Elle assigne au gouvernement un rôle d'auxiliaire et lui demande de «rester uni», «de préparer la prise en charge de la souveraineté nationale après le 2 juillet» et de «dénoncer les membres de l'état-major».

Ces décisions prolongent une manœuvre mise au point en septembre 1961 par le GPRA et poursuivie par Krim et Boudiaf en juin 1962 lors de leur visite aux wilayas 2, 3 et à la zone autonome d'Alger, mais n'ont pas les effets escomptés. Il y a plusieurs raisons à cela:

1. La logique des événements et les nécessités politiques incitent à la centralisation des forces qui reconnaissent le leadership de Krim et Boudiaf, mais le particularisme des wilayas remet en cause cette centralisation. Pis, la méfiance de la wilaya 4 à l'égard du GPRA, consécutive à la création de la zone autonome d'Alger, ne désarme pas. La volonté de cette wilaya de récupérer le contrôle de la capitale apparaît lors de l'attentat organisé par le capitaine Youssef contre deux membres du conseil de la zone autonome, le commandant Mohammed Oukid, responsable des liaisons et renseignements, qui décède des suites de ses blessures, et le capitaine Ali Lounici, responsable des services de santé.

2. La neutralité du comité interwilayas à l'égard des membres du GPRA n'est pas évidente. En son sein, la zone autonome d'Alger mène campagne contre Ben Bella et lance le mot d'ordre «Un seul héros, le peuple», qui le vise personnellement.

---

19. «Lettre du comité inter-wilaya aux responsables des wilayas 1 et 6, 25 juin 1962», dans *Les archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 345.

3. Militairement, l'état-major, appuyé inconditionnellement par les wilayas 1 (Aurès), 6 (Sahara) et 5 (Oranie) est en position de force. Son alliance avec Ben Bella et Khider est une donnée fondamentale de l'analyse. Et l'ignorer mène droit à l'affrontement. Certes le Comité interwilayas prend la précaution de préciser dans sa résolution qu'il ne suivra qu'un gouvernement uni. Or justement, Ben Bella, Bitat et Khider avaient décidé de ne pas rentrer en Algérie avec le GPRA. Le vœu du comité interwilayas joue donc au détriment du GPRA qui va se retrouver sans support aucun.

La crise de la direction devient publique, le 26 juin. Ce jour-là, le commandant Azzedine, qui avait suggéré de dégrader l'état-major, et le Dr Saïd Hermouche se rendent à Tunis pour informer le GPRA des décisions du Comité interwilayas. Krim et Boudiaf étaient dans la confidence, mais Ben Khedda connaîtra l'objet de leur démarche quelques moments seulement avant la tenue d'un conseil des ministres, convoqué spécialement pour les écouter.

En cours d'audience, la tension monte. Les exigences des wilayas portent les divergences du gouvernement à leur paroxysme. Aït Ahmed et Boudiaf approuvent la résolution du comité interwilayas. Bitat accepte de la discuter. Ben Bella se lève et quitte la réunion sans dire mot. Khider réagit violemment, dénonce les prétentions des wilayas et donne sa démission en signe de protestation. «Ce Khider, c'est un homme. Je ne le voyais pas ainsi», s'exclame le colonel Boumediene à l'annonce de sa démission. L'ancien traminot n'a rien perdu de sa fougue, c'est un fonceur. Jusqu'à la constitution du premier gouvernement de l'Algérie indépendante, il sera le véritable animateur de la coalition benbelliste.

Le 26 juin marque la fin du gouvernement. Il ne sera plus qu'un paravent derrière lequel s'abritent des stratégies concurrentes. L'opposition entre les deux coalitions qui aspirent au pouvoir s'exaspère. Les ressentiments personnels, les intrigues et les manifestations des appétits propres à toute période de grande confusion enveniment les antagonismes politiques. Il n'y a plus de règles, mais un jeu terrible et complexe dans lequel interfèrent les alliances extérieures et les calculs stratégiques de la Tunisie, du Maroc, de l'Égypte et de la France. Chacun de ces États a des visées propres.

La Tunisie, par la voix du président Bourguiba, souhaite voir l'Algérie se tourner vers le monde occidental. À son avis, les combattants

de l'ALN qui parlent de reprendre les armes et de continuer la révolution «chevauchent des chimères», car «l'Algérie future dépend des qualités de tête de ses chefs et de la façon compréhensive dont elle sera traitée [...] par la France en particulier, mais aussi par la Grande-Bretagne et les États-Unis». Au Maroc, Ben Bella dispose de nombreuses amitiés parmi les anciens résistants, dont un ministre, Abdelkrim Khatib, mais la tendance dominante dans les milieux du pouvoir est de mettre à profit les luttes internes algériennes pour poser et résoudre les litiges frontaliers. L'Égypte veut à la fois éviter la formation d'un bloc maghrébin et entraîner l'Algérie dans son orbite. Les choix de la France sont dictés par le respect des accords d'Évian. Le général de Gaulle est prêt à s'en tenir à une attitude de neutralité et à laisser les Algériens régler leurs problèmes entre eux, pour peu qu'il obtienne des assurances de tous sur les engagements pris au nom de l'Algérie.

Le départ de Mohammed Khider, le 27 juin, pour Rabat procède d'un double calcul: rappeler à Ben Bella et Bitat la nécessité de ne pas céder au chantage à l'unité, et faire apparaître le GPRA, qui attend la proclamation de l'indépendance pour regagner l'Algérie, comme l'expression d'une faction et non le représentant de la légitimité révolutionnaire. Dès lors, l'histoire s'accélère. Dans le dédale des intrigues, des intérêts personnels et des passions, chacun réagit à l'événement sans mesurer la portée de son attitude. La logique de l'exode européen, du morcellement du FLN-ALN veut que la situation aboutisse au chaos. Il n'en est pas ainsi dans l'ensemble. Ahmed Ben Bella, Ferhat Abbas, Ben Youssef Ben Khedda et Hocine Aït Ahmed, entre autres, usent de leur influence et de leur poids pour maîtriser les conséquences des affrontements.

Les calculs de Khider reçoivent une consécration le 28 juin. Ce jour-là, Ben Bella quitte brusquement Tunis, à bord d'un avion égyptien qui part pour la Libye en laissant à terre ses passagers. Mis au courant de l'incident, le président Bourguiba prédit à Ben Bella le sort de Salah Ben Youssef. Mais l'histoire ne se répétera pas. Les motifs du départ inopiné de Ben Bella n'ont jamais été clairement élucidés. L'intéressé a avancé la thèse de son arrestation imminente par le gouvernement tunisien à la demande du GPRA. Cette version mérite qu'on s'y arrête.

Il ne fait pas de doute que le GPRA n'a pas demandé l'arrestation de Ben Bella, pas plus qu'il n'a contracté une alliance ferme avec la Tunisie et la France contre Ben Bella, comme cela lui en a été fait grief. S'il en avait été ainsi[20], son acte aurait, malgré son évidente supériorité militaire, connu le sort du youssefisme.

L'allié privilégié du président Bourguiba, le vice-président du GPRA, Belkacem Krim, aurait-il pris, à lui seul, cette initiative ? Cela semble peu probable. Le gouvernement ne l'aurait pas cautionné, même a posteriori. Sa majorité était indisposée par les appréciations du président Bourguiba sur les divergences au sein de la révolution. Le 26 avril 1962, un communiqué du GPRA qualifie son interview au *Times* «d'intervention inacceptable dans les affaires intérieures du gouvernement algérien et de la révolution».

Selon l'hypothèse la plus vraisemblable, Ben Bella ne se sentait pas en sécurité en Tunisie. Le président Nasser était également inquiet de l'alliance Krim-Bourguiba et de ses éventuelles conséquences. Dans ce contexte, les manœuvres d'intoxication ont trouvé un terrain favorable. À deux reprises, avant le 28 juin, Ben Bella a saisi le gouvernement de renseignements – dont un émanait d'un gouverneur tunisien – faisant état de préparatifs de son assassinat à l'instigation de Krim. Incrédules, les ministres n'ont pas donné suite à ces informations. Quoi qu'il en soit, l'initiative de Ben Bella va dans le sens souhaité par Mohammed Khider. Mais, en même temps, elle délivre le gouvernement des leaders qui en paralysent le fonctionnement. Le 30 juin, à 10h40, le colonel Mohand Oulhadj, chef de la wilaya 3, un sage, adresse au GPRA un message ainsi libellé : «Donner explications sur les modalités de retour en Algérie des combattants stationnés aux frontières. Le comité interwilayas propose le 5 juillet pour la proclamation de l'indépendance. Une cérémonie avec la participation de toutes les wilayas aura lieu à Sidi-Ferruch.» En pleine crise, les wilayas n'oublient pas les symboles. Les troupes françaises ont pris pied le 5 juillet 1830 à Sidi-Ferruch. Au même endroit sera célébrée, 132 années plus tard, la libération du pays.

Ce même jour, entraîné par Krim et Boudiaf, le GPRA destitue l'état-major. Le FLN, en tant que large rassemblement national, a vécu.

20. L'accusation a été portée par Ben Bella.

CHAPITRE 22
LA GUERRE DE SUCCESSION (FIN JUIN-SEPTEMBRE 1962)

Dénoncée par Khider et Ben Bella alors que leurs alliés, Bitat et Mohammedi Saïd, siégeaient encore au gouvernement, la destitution de l'état-major général crée une situation peu propice aux tentatives de médiation. Deux d'entre elles sont cependant à signaler : celle du président Nasser et celle du comité interwilayas.

L'IMPOSSIBLE COMPROMIS (FIN JUIN-22 JUILLET)

Marqué par l'échec de Salah Ben Youssef en Tunisie et soucieux de ne pas se laisser entraîner dans le guêpier algérien, le président Nasser demande le 2 juillet 1962 à Ben Bella de rentrer, avec le GPRA, en Algérie. Ben Bella ne veut rien entendre tant que la mesure contre l'état-major n'est pas rapportée. Dans ces conditions, les bons offices du président du Conseil égyptien, Ali Sabri, et de Mohammed Hassanein Heikal, conseiller de Nasser, restent sans résultats. Ils ont pour conséquence de renforcer Krim dans sa conviction d'une victoire du GPRA et, au pire, d'un compromis honorable. C'est que le président Nasser suit Ben Bella à son corps défendant. Il est tiraillé entre l'appui à un homme qui lui garantit une alliance stratégique sous le drapeau du nationalisme arabe et le désir non seulement de ne pas se couper du GPRA, mais aussi de ne pas compromettre l'amélioration des rapports de l'Égypte avec la France. Cela, le GPRA, habitué aux interventions brouillonnes des services spéciaux égyptiens, ne l'ignore pas. Le président Nasser s'entoure du maximum de précautions pour ménager les susceptibilités de ses partenaires algériens officiels sans compromettre les chances de son allié privilégié, Ahmed Ben Bella. Un épisode anodin rend bien compte des incertitudes du président Nasser.

Au lendemain de l'échec de la médiation égyptienne, son directeur de cabinet, Sami Charaf, convoque l'ambassadeur algérien au Caire, le colonel Ali Kafi, pour l'informer de l'arrivée imminente de Ben

Bella et lui suggérer de l'accueillir à l'aéroport. Cette suggestion devait permettre de recevoir officiellement Ben Bella et de faciliter une rencontre entre lui et le président Nasser. Le colonel Ali Kafi rétorque à son interlocuteur qu'en tant qu'ambassadeur, il dépend du ministère algérien des affaires étrangères et qu'en conséquence il n'accueillera Ben Bella que si son gouvernement le saisit régulièrement.

À l'initiative de Lotfi El-Kholi, Ibrahim Tobbal et Mostefa Moussa, amis de Ben Bella, un autre scénario est mis au point et appliqué. Ben Bella se rendra le premier à l'ambassade d'Algérie. Le colonel Ali Kafi lui rendra ensuite une visite de courtoisie à sa résidence. Ce n'est qu'après que le président Nasser recevra Ben Bella.

La seconde tentative de conciliation entre les deux factions a lieu fin juin. À Tizi-Ouzou, le comité interwilayas, après s'être concerté sur les suites à donner à son initiative du 26 juin, prend la décision de provoquer le 6 juillet, en wilaya 4, une réunion des chefs de la résistance intérieure. Deux officiers, les commandants Youssef Boulekhrouf (wilaya 4) et Ahcène Mahiouz (wilaya 3) consultent, à ce sujet, les wilayas 1, 5 et 6. Ils essuient un refus du colonel Tahar Zbiri (wilaya 1), mais obtiennent l'accord des colonels Othmane (wilaya 5) et Chaabani (wilaya 6). Mais en brusquant son retour en Algérie avec l'espoir illusoire de se faire plébisciter par le peuple, le GPRA met le comité interwilayas en porte-à-faux. Les participants de la conférence de Zemmorah prennent en effet l'engagement de ne reconnaître qu'un gouvernement uni. Fidèle à cette recommandation, la wilaya 4, tout en écartant une proposition du commandant Mohammed Bousmaha d'interdire au GPRA l'entrée en Algérie, se résout à ne pas participer à sa réception. Le bruit court même à Alger que le capitaine Youssef, dont dépend l'aéroport de Maison Blanche, s'apprête à arrêter les ministres. Aussi Abdesslam Belaïd, alarmé par cette rumeur, s'est empressé de la vérifier auprès du Dr Hermouche, conseiller politique de la wilaya 4, et en obtient un démenti. La zone autonome et la wilaya 3 tournent le dos à leur promesse : le commandant Azzedine et le colonel Mohand Oulhadj sont présents aux côtés de Farès le 3 juillet pour recevoir le GPRA.

Le 6 juillet, les wilayas 5 et 6 ne se présentent pas au rendez-vous. Au demeurant, en ignorant l'état-major, le comité interwilayas se condamnait à n'être entendu que de ses partisans.

VEILLÉE D'ARMES

Après le référendum du 1er juillet 1962, l'indépendance est proclamée le 3 juillet ; le peuple algérien explose de cette joie qui suit les grandes meurtrissures. Passés les premiers jours, la morosité s'installe, car la crise se prolonge. Les dirigeants multiplient les discours. Mais on sent bien qu'ils cherchent à galvaniser leurs troupes ou à rassurer l'adversaire d'hier sur leurs intentions. Tout se passe comme si la parole était devenue une compensation de l'impuissance, accentuant du même coup les éléments formels dans la vie politique.

Personne ne veut d'un affrontement armé, mais chacun y pense et s'y prépare. Un cargo, qui a chargé des armes à Tripoli pour pourvoir les wilayas 2, 3 et 4 est immobilisé de justesse par le directeur de la Sûreté libyenne, El-Bousseiri, un ami de Ben Bella. Faute de mieux, les wilayas débauchent la force de l'ordre et puisent dans ses stocks.

Vers le 5 juillet, les troupes de l'état-major commencent à essaimer en Oranie. À l'est, le 19e bataillon commandé par Abderrazak Bouhara réussit, le premier, à s'installer sans encombre à Souk-Ahras. Rassemblés en toute hâte pour barrer la route aux troupes de l'état-major, plusieurs bataillons se résignent à trouver un *modus vivendi* avec elles. Leur chef, le capitaine Bouali, n'est pas disposé à donner l'ordre de tirer.

Les cadres supérieurs de la wilaya 2 se trompent lourdement sur l'état d'esprit de leurs soldats. Ces derniers s'inquiètent de l'avenir. Les querelles du sommet ne passionnent que les cadres. Après des années de guerre, chacun a hâte de reprendre une vie normale et de retrouver les siens. Personne n'est prêt à mourir pour le GPRA. Contre la France, il représente la nation. Contre l'état-major, il n'est qu'un clan parmi d'autres. Pour les soldats comme pour tous les Algériens, le problème le plus urgent est celui du travail.

Au GPRA, Krim et Boussouf vont à la bataille avec résolution, surestimant leurs forces. L'attitude du capitaine Bouali est un signe prémonitoire. On l'a ignoré. Aït Ahmed lorgne du côté des syndicats et du mouvement étudiant, encourage la gestion des HLM par l'Union générale des travailleurs algériens au grand scandale de Bentobbal et Ben Khedda qui lui opposent l'autorité de l'État. Mais son mot d'ordre de «congrès populaire» pour sortir de la crise rencontre peu d'écho à l'heure des cliques armées.

La clef de la politique de Ben Bella est dans la question du pouvoir. Il est convaincu que Krim est prêt à toutes les compromissions et il se bat pour que la direction politique soit entre des mains fermes. Il estime que toutes les retraites sont praticables, à condition que la capacité de décision reste intacte. Touché par un émissaire du général de Gaulle, qui veut connaître ses intentions sur les accords d'Évian, il prend publiquement l'engagement de les respecter et de les défendre et ramène ses divergences avec le GPRA à la question de l'état-major. La crise reste une affaire intérieure algérienne.

L'état-major a une vue cynique des choses. Il désire ruiner l'autorité du GPRA et du CNRA et ne voit plus leur raison d'être maintenant que la victoire est là. Khider est du même avis, mais avec l'arrière-pensée d'empêcher l'état-major de devenir le maître du jeu.

LES DERNIÈRES TRACTATIONS (9-21 JUILLET 1962)

Le 9 juillet, les tractations reprennent à Rabat où Ben Bella a rejoint Khider. Une délégation du comité interwilayas, composée des colonels Mohand Oulhadj et Hassan et du Dr Saïd Hermouche, tente à nouveau de dissocier Ben Bella de l'état-major. Selon le Dr Hermouche, Ben Bella n'a pas une connaissance exacte des effectifs des forces intérieures: «Vous étiez quelques chats, vous êtes des milliers maintenant», dit-il à ses interlocuteurs. Il est vrai que les maquisards ont gonflé à l'excès leurs effectifs, mais de source française, ils sont une dizaine de milliers au moment du cessez-le-feu.

Le Dr Hermouche plaide la nécessité de «coller à la wilaya 3 pour éviter la résurgence du berbérisme». Sans succès. Les discussions prennent fin sur un ultimatum de Khider: «Vous êtes avec nous ou contre nous. Il faut choisir.» Pour sa part, Ben Bella annonce son entrée à Oran et promet de ne faire aucune déclaration. Yazid, qui sait que Ben Bella ne pourra garder le silence, s'empresse d'appeler les responsables à s'abstenir «de tout commentaire qui peut porter préjudice à l'unité sacrée et nécessaire». C'est à Tlemcen que Ben Bella établit son quartier général. Le préfet du département, le commandant Si El-Hocine, Ahmed Medeghri, est un subordonné du colonel Boumediene et un admirateur de Ben Bella, qu'il préfère à son ancien chef.

Ben Bella et ses alliés ont établi leur plan d'action vers le 13 juin. Il y est question de faire ratifier par les wilayas la composition du

bureau politique pressenti à Tripoli. Un mois plus tard Ben Bella fait appel aux wilayas pour se rendre à Tlemcen et s'entretenir avec lui. Les consultations aboutissent à une réunion qui se tient à Orléansville vers le 17 juillet. À l'ordre du jour : la création d'un organisme de commandement unifié et d'un bureau politique. Les débats prennent l'aspect d'un dialogue de sourds. La wilaya 3 accepte le bureau politique pressenti à Tripoli à la condition que Krim y remplace Mohammedi Saïd. Les colonels Chaabani, Zbiri et Othmane rejettent sa proposition. Pour sortir de l'impasse, le conseil de la wilaya 4 suggère de créer un bureau politique provisoire formé des chefs de wilayas avec pour tâche la convocation d'un congrès.

Le 21 juillet, les colonels Othmane, Zbiri et Chaabani demandent un délai de réflexion pour consulter leurs adjoints et se rendent à Tlemcen. Les autres délégués attendent leur retour quand ils apprennent le 22 juillet par la radio la proclamation du bureau politique. L'événement a été porté à la connaissance des Algériens au cours d'une conférence de presse donnée par Ahmed Boumendjel. Mis devant le fait accompli, le GPRA est désorienté. Le ministre des affaires étrangères, Saad Dahlab, démissionne. Aït Ahmed aussi, mais en prenant soin de miner le terrain sur lequel va évoluer le bureau politique, puisqu'il encourage ouvertement l'occupation des « biens » devenus vacants par le départ massif des Européens.

Hormis Krim et Boudiaf, qui considèrent la proclamation unilatérale du bureau politique comme « un coup de force », la majorité du GPRA est mue par le souci d'empêcher le chaos et d'obtenir des garanties pour elle-même. Mohammedi Saïd est mandaté pour faire part à ses pairs du bureau politique de l'accord du gouvernement sous réserve d'une convocation ultérieure du CNRA. La riposte est habile. Au sein de cette instance, la coalition benbelliste n'a aucune chance d'obtenir la majorité. Le pointage lui donne 31 voix sur 66 environ. On va donc assister à une série de manœuvres de la part de la coalition benbelliste pour faire correspondre le rapport des forces au CNRA qui lui est défavorable avec le rapport de forces matériel qui joue à son profit.

Du côté des wilayas, la proclamation du bureau politique provoque diverses réactions. Seule la wilaya 3 a une attitude ferme. La position de la wilaya 4 est ambiguë. Elle est dictée par les visées qu'elle a sur Alger. Or, vers la mi-juillet, Ben Bella avait encouragé le commandant

Mohammed Bousmaha à en prendre le contrôle et à mettre fin au pouvoir des commandants Azzedine et Omar Oussedik. Son vœu ne sera exaucé que le 29 juillet. Quant au colonel Salah Bou Bnider, il négocie avec Ben Bella et Khider la levée de l'état d'urgence dans le Nord-Constantinois, en vigueur depuis le 24 juin et, en échange, obtient la promesse d'une convocation du CNRA. Le 24 juillet, il revient à Constantine annoncer la fin de la crise. Le lendemain, le commandant Larbi Berredjem, en violation des accords, occupe Constantine et procède à l'arrestation de dizaines de cadres, dont un ministre, Bentobbal. La solution de la crise est retardée de plusieurs jours.

L'OCCUPATION DE CONSTANTINE

L'occupation de Constantine semble donner raison à ceux qui estiment que Ben Bella et l'état-major ne reculeront devant aucun procédé pour se saisir du pouvoir. Mais à y regarder de près, force est de constater que s'ils sont les metteurs en scène, ils ne sont pas les créateurs des événements. La crise a libéré des forces incontrôlées qui ont leurs propres buts. Le commandant Larbi Berredjem en fait partie. Il est une de ces nombreuses figures qui ont donné au mouvement nationaliste son enracinement populaire. Fils d'un petit paysan, plâtrier de profession, il gagne le maquis des Aurès, après l'affaire de l'Organisation spéciale, en compagnie de Lakhdar Bentobbal. Peu estimé de ses hommes, la vie de maquisard l'éprouve nerveusement: «Je suis mieux avec les chacals, dit-il volontiers. Je me méfie des hommes.» Responsable de la région d'El-Milia, de 1956 à 1961, il accède très tard au conseil de wilaya où on lui confie l'intendance. Il s'y retrouve en compagnie de cadres qu'il a précédés au maquis et qui lui semblent faire peu de cas des anciens. Ce sentiment se double chez lui de la conviction d'être victime du régionalisme de son supérieur, le colonel Salah Bou Bnider. Au conseil de wilaya, trois membres sur cinq sont originaires du village d'Oued Zenati. La crise lui offre l'occasion de prendre sa revanche sur ses pairs, mais aussi sur Bentobbal, son ancien compagnon, qu'il rend responsable de l'infériorité de son statut.

Le commandant Larbi Berredjem prend position contre le GPRA avant même l'ouverture du CNRA à Tripoli. Il rencontre Ben Bella à Hammamet au moment de la préparation du programme. Celui-ci

garde de lui une opinion flatteuse que ne partagent ni Réda Malek ni Mostefa Lacheraf. Voyant la crise prendre fin avec le maintien de la hiérarchie en place, Larbi Berredjem se décide à forcer le cours du destin pour se donner une assise propre en occupant Constantine. L'opération est préparée à partir de son PC, situé à Aïn-M'lila en wilaya 1, car, en vérité, il n'a pas de partisans dans le Nord-Constantinois. Sa force de frappe est constituée par les bataillons de l'état-major mis sous ses ordres.

Selon Bentobbal, le commandant Larbi Berredjem a agi sur ordre de Ben Bella et de l'état-major. C'est ce qu'il aurait affirmé lui-même à Bitat. Cette version des événements est mise en cause par le capitaine Abdelhamid Brahimi, qui dépendait de l'état-major: «J'étais au PC d'Aïn M'lila avec Si Larbi et Abderrahmane Bendjaber. J'ai eu avec eux un différend au sujet de la prise de Constantine. Je me suis prononcé contre le projet parce que j'estimais que le renversement de tendance n'était pas à exclure. Il était clair que Si Larbi voulait avoir son domaine. Et il l'a eu.» Ces deux thèses ne sont pas nécessairement contradictoires. Il est possible que Ben Bella et l'état-major aient décidé de conquérir le Constantinois par les armes, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas d'issue pacifique. Mais il semble acquis que la violation de l'accord avec Salah Bou Bnider n'est pas imputable à Ben Bella qui n'a même pas les moyens de prendre des sanctions contre le commandant Berredjem et avouera lui-même son impuissance à l'ancien chef de la wilaya 2.

Au lendemain du coup de force de Constantine, Boudiaf et Krim organisent la résistance au groupe de Tlemcen. Ils annoncent à Tizi-Ouzou la formation d'un Comité de défense et de liaison de la révolution dans le but de créer notamment un commandement unifié à l'échelle nationale, d'homogénéiser les structures du FLN en vue «d'un congrès large, libre, démocratique», et de préparer les élections à l'Assemblée nationale. En pratique, seul Boudiaf, partisan d'une action commune des wilayas 3 et 4 pour reprendre Constantine, adhère à ce programme. Krim fait monter les enchères dans le seul but de rester un interlocuteur privilégié.

Après maintes péripéties, dont l'enlèvement de Boudiaf à M'sila par des éléments de la wilaya 1, un compromis intervient le 2 août entre les intéressés. L'accord conclu entre Boudiaf-Krim et Mohand Oulhadj d'une part, Khider d'autre part, aboutit à la reconnaissance

du bureau politique et à l'effacement du CNRA. Il stipule que «le GPRA devra se réunir» une semaine après les élections à l'Assemblée, «faire le point de la situation» et «examiner le problème du bureau politique», le confirmer dans ses fonctions ou en modifier la composition. Boudiaf accepte de siéger au bureau politique et de mener l'opposition de l'intérieur du système. Aït Ahmed persiste dans son refus. Erreur tactique qui débouche sur l'élimination des syndicats comme partenaires politiques et sur la dispersion du mouvement étudiant.

Plusieurs facteurs ont concouru au compromis du 2 août : l'isolement de Krim et Boudiaf au sein du GPRA, les intérêts immédiats des wilayas, la crainte de Khider et Ben Bella de devenir prisonniers des forces militaires. Il y eut aussi le coup de semonce du gouvernement français. Le 24 juillet, à l'issue d'un conseil des ministres, Alain Peyrefitte déclare : «Si la situation s'aggravait, la France interviendrait directement pour protéger ses nationaux [...]. Il n'y a pas de coopération possible si la vie et les biens des Français sont menacés.»

LA DÉSAGRÉGATION DES WILAYAS

La victoire du bureau politique sur les wilayas a fait l'objet de multiples interprétations. On a invoqué le rôle qu'ont joué les impositions abusives et injustifiées des wilayas sur les populations. L'argument mérite examen. De mai à août 1962, les wilayas ont reçu près de 4 milliards d'anciens francs de la seule Fédération de France pour entretenir des effectifs qui n'excédaient pas 10 000 hommes en mars 1962. Elles ont donc disposé de 100 000 francs par soldat et par an, ce qui, dans les conditions de l'Algérie, est énorme. Mais on sait que les wilayas ont presque quadruplé leurs effectifs en absorbant les troupes de la force de l'ordre et les partisans isolés sortis des camps et des prisons. Elles devaient donc se procurer des ressources supplémentaires que le GPRA ne leur a pas données. Selon quels critères et selon quelles méthodes ? «Ce n'est ni le paysan ni l'ouvrier qui étaient imposés, mais bien les industriels, les gros commerçants, les fonctionnaires qui ont bénéficié de la promotion musulmane de De Gaulle», répond la wilaya 4.

Une note de service du chef de la wilaya 4, le colonel Hassan, en date du 30 avril 1962, édicte les conditions suivantes de perception des cotisations :

> Dans les cas de refus obstinés et injustifiés de paiement [...] la contrainte physique doit être évitée. Un boycott peut être ordonné quand il s'agit de commerces sans importance économiquement vitale ou de professions libérales. Pour les fonctionnaires et employés, on peut avoir recours à la mise en quarantaine tout en signalant leur cas aux militants responsables des administrations qui tenteront de les faire remplacer dans leur fonction par des patriotes compétents.

On retrouve dans cette note les modes de pensée et d'action des milieux populaires et les pratiques du PPA-MTLD.

Quand on évoque les impositions, on ne doit pas omettre de signaler que, même si des sommes incontrôlées ont été détournées à des fins individuelles (on en a de nombreux exemples), les budgets des wilayas ont servi pour l'essentiel à prendre en charge les familles des martyrs et des soldats ou à dispenser des soins gratuits. Les impositions «abusives» ont touché les couches supérieures de la société dont le mécontentement a trouvé un écho dans tous les camps, chez Ben Khedda comme chez Khider. La dénonciation visait à la fois les procédés et les options politiques. Le pouvoir des wilayas a été ruiné à cause des limites de la plèbe rurale dont elles étaient le parti. Quand les maquisards quittent les montagnes en mars 1962 pour les villages et les villes, ils le font sans espoir de retour et rompent toute liaison avec la partie de la paysannerie qui leur a permis de survivre. Mais ils se sentent des devoirs à l'égard du petit peuple et entendent faire la révolution. Or dans les petites bourgades et dans les périphéries urbaines se trouve concentrée la plèbe des paysans chassés par la guerre, dont l'expérience sociale est celle de marginaux sans droits. Mal structurés, ils sont la partie de la population qui a le pouvoir social le plus faible et se sentent d'autant plus frustrés qu'ils n'ont pas bénéficié de la prospérité factice des villes. Proche des combattants des maquis, la plèbe rurale a tendance à considérer les citadins comme des collaborateurs. Même les détenus sortis des camps d'hébergement entre 1960 et 1962 ne trouvent pas grâce à ses yeux. Les nouveaux venus à la ville pensent que l'histoire commence avec eux. En mai 1962, ils sont les auxiliaires les plus efficaces de la lutte contre l'OAS. À la recherche d'un butin, d'un logement, ces plébéiens prennent des risques et occupent systématiquement les appartements abandonnés par les Européens. À Alger, «dès que les Français aperçoivent sur un

balcon un homme en turban, la panique s'empare des locataires et l'immeuble se vide », raconte le capitaine Ali Lounici.

Cette plèbe est la base sociale des wilayas. Les impositions, les arrestations, les vexations et les brimades sont un aspect de la revanche contre « les Messieurs ». On impose aux bourgeois et aux notables des invitations, des alliances matrimoniales contre leur gré. On va jusqu'à les humilier publiquement. À Nedromah, on leur fait balayer la rue.

Au nom de l'islam, l'ordre moral resurgit avec force. À Mila, on lapide une femme pour adultère. À Alger, on fait la chasse « aux filles du 13 mai[1] » et on demande aux hommes accompagnés d'une femme de montrer leur livret de famille. À Adrar, on fouette en public un fumeur de kif. À Guelma, aux cris de « plus d'idoles », la population se rend avec l'imam au théâtre romain pour y détruire des statues. Ce sont là quelques exemples de manifestations intégristes et non des faits isolés.

Dans les fermes et les écoles où sont cantonnées des troupes, le pillage du matériel prend des proportions inquiétantes. Conscientes de la nocivité de ces pratiques, les directions des wilayas multiplient les circulaires, mais réagissent avec beaucoup de laxisme. « Quand des éléments violent les consignes de discipline (vol, pillage, etc.), il conviendra de leur faire de sévères avertissements pour les rappeler à l'ordre. En cas de récidive, envisager des peines d'emprisonnement variables. » – « On ne peut pas réprimer les pauvres, dit un officier de la wilaya 4. Ils n'ont rien et ils ont trop souffert. » L'armée extérieure réagit différemment. À Oran, le capitaine Bakhti rétablit l'ordre avec une poigne de fer.

La multiplication d'actes irresponsables discrédite les wilayas dans les appareils sans leur aliéner les sympathies du petit peuple. Elle autorise les forces pro-bourgeoises, qui poussent à la fusion entre le GPRA et l'exécutif provisoire[2], à présenter d'une manière tendancieuse la loi, non pas pour instaurer le chaos, mais pour établir l'État sur des bases plus justes. Ils exigent l'épuration immédiate de l'administration. Tout

1. L'ALN a été très marquée par la séance de dévoilement des femmes algériennes qui eut lieu au forum d'Alger après le 13 mai 1958. Nombre de soldats conservateurs avaient tendance à considérer les femmes émancipées comme des filles de joie.

2. Au cours de la crise, certains dirigeants dont Chawki Mostefaï avaient envisagé la fusion du GPRA et de l'exécutif provisoire. Ce nouveau gouvernement devait comprendre, selon Bernard Tricot, deux Européens en plus. Voir Bernard Tricot, *Les sentiers de la paix…*, *op. cit.*

ce qui représente le passé est rejeté comme une survivance coloniale. Contre le sous-préfet se dresse le chef de zone, appuyé par la population. Les choix des autorités ne passent pas inaperçus. Il y a toujours des militants en armes prêts à mobiliser la population pour annuler des décisions jugées iniques. Les délégations spéciales qui gèrent les municipalités changent plusieurs fois de main. Aux maquisards, hostiles à la hiérarchie en place, fonctionnaires, bourgeois et notables opposent les anciens conseillers municipaux nationalistes, leurs vieux adversaires. C'est essentiellement à travers les wilayas que se dessinent ainsi les tendances du mouvement populaire à la gestion directe et à la publicité des décisions. Déjà pauvres en cadres, les wilayas commettent l'erreur de se séparer des militants qui possèdent l'expérience des affaires publiques pour les intégrer à l'exécutif provisoire. Dans ces conditions, elles n'arrivent pas à édifier un contre-État, d'autant que pour elles l'État est incarné par le GPRA.

Obnubilé par l'immédiat et peu confiant en son avenir, le mouvement populaire ne parvient pas à affirmer ses buts propres qui sont de caractère social. Par peur des dépassements, la bureaucratie du FLN – GPRA et bureau politique – laisse la question sociale sans réponse et privilégie l'édification d'un État. Les syndicats revendiquent 250 000 adhérents, mais n'ont aucun enracinement. Leur marge de manœuvre à l'égard des appareils du FLN est nulle. Aussi bien la dégénérescence du mouvement populaire, épuisé par des années d'épreuves, était-elle dans la logique des choses. Le but atteint, les wilayas ne sont plus l'organisation des combattants pour la liberté, mais le refuge des combattants libres.

LA CRISE DE L'INTÉGRATION (AOÛT-SEPTEMBRE 1962)

En concluant un compromis, Ben Bella et Khider montrent qu'ils n'ont pas l'intention de provoquer une rupture irrémédiable avec leurs adversaires. En redoutent-ils les conséquences? Ce n'est pas exclu si l'on admet qu'un des mobiles de l'accord du 2 août était justement la crainte de voir l'état-major devenir la pièce maîtresse de la coalition benbelliste. La tactique est d'obliger l'adversaire à reculer, sans le provoquer outre mesure.

Ben Bella et Khider espèrent-ils que la fermeté sur les principes et la souplesse dans la méthode rendront possible le ralliement des wilayas 2 et 4 aux thèses du bureau politique? On ne saurait exclure cette

hypothèse, car cela leur permet de ne pas administrer à la résistance intérieure un choc trop dur. Ils ont sous-estimé le sentiment de révolte des maquisards devant l'injustice d'un sort qui les condamne, eux qui ont supporté dans l'isolement tout le poids de la guerre, à s'effacer devant le pouvoir de l'état-major.

Selon les termes de l'accord du 2 août, les prérogatives du bureau politique se limitent à la préparation des élections et de la réunion du CNRA. Le bureau politique ne l'entend pas ainsi. La répartition des tâches en son sein montre qu'il ne se considère pas comme un secrétariat administratif du FLN, mais comme une autorité souveraine. Ben Bella supervise l'exécutif provisoire ; Ben Alla, l'armée ; Bitat, le FLN, qui n'existe que sur le papier ; Mohammedi Saïd, l'éducation nationale ; Boudiaf, les relations extérieures. Secrétaire général du FLN, Khider coordonne l'ensemble et a sous son autorité le service des liaisons et des renseignements, qui a abandonné Boussouf et a quitté la base de Tripoli vers le 15 juillet. Le bureau politique a à la fois les attributs du gouvernement et du parti. On est loin du rôle que lui assigne le programme de Tripoli. Mais pouvait-il en aller autrement après l'élimination du GPRA ? La séparation du pouvoir politique et du pouvoir militaire s'avère délicate.

Dans les Aurès, au Sahara et en Oranie, l'installation des fédérations du FLN a lieu sans encombre. Le choix des cadres a été fait par les wilayas et approuvé par le bureau politique. En Oranie par exemple, quatre responsables sur six viennent de l'armée, plus précisément du groupe d'Oujda. Ce sont Abdelaziz Bouteflika, Ahmed Medeghri, Bouizem Mokhtar (Si Nasser) et Kadi Mohammed (Si Boubaker). Vis-à-vis de la Kabylie, le bureau politique fait preuve d'une grande prudence et pratique une politique d'apaisement. Mais sa majorité ne peut asseoir son pouvoir et former un gouvernement à son image, sans se faire reconnaître par les wilayas 2 et 4.

CONFUSION EN WILAYA 2

Or en wilaya 2, dans le Nord-Constantinois, c'est l'imbroglio. Ben Bella est pris en tenaille entre ses alliés de l'état-major et le commandant Larbi Berredjem d'une part, les partisans du colonel Bou Bnider d'autre part. Cette wilaya qui a su, tout au long de la guerre, éviter les déchirements, est la plus secouée par les divergences au sommet.

Le 6 août, Ben Bella se rend à Constantine et procède à la séparation du pouvoir politique et du pouvoir militaire. Sur les cinq membres du comité de wilaya, trois d'entre eux sont chargés de former le FLN. Ce sont le colonel Bou Bnider, les commandants Abdelmajid Kahl-Erras et Rabah Belloucif. Les deux autres, les commandants Larbi Berredjem et Tahar Bouderbala ont la direction de l'armée. Cette formule se révèle peu viable.

Allié au commandant Ali Mendjeli de l'état-major hostile à la solution mise au point par Ben Bella, le commandant Larbi Berredjem ne veut pas appliquer les décisions prises. L'état-major est l'arbitre de la situation. Sans lui, le commandant Berredjem, chef nominal, n'est rien. Le pouvoir réel est entre les mains des commandants Bensalem, Chabou et Chadli Benjedid (qui a recouvré la liberté après la prise de Constantine). Le conflit entre les dirigeants du Nord-Constantinois ayant pris un tour aigu, le bureau politique les convoque à Alger. Décision est prise de consulter les cadres de la wilaya 2. Le colonel Salah Bou Bnider, assuré de l'emporter sur ses rivaux, accepte cette solution que deux membres du bureau politique, Hadj Ben Alla et Rabah Bitat, doivent faire appliquer.

La veille de leur arrivée à Constantine, le commandant Si Larbi Berredjem fait un coup de force. Des centaines de cadres sont arrêtés, d'autres prennent la fuite. Le sous-lieutenant Kaddour Boumedous, qui s'était distingué au cours de la guerre à Constantine, est grièvement blessé. Contre l'alliance entre le commandant Berredjem et l'état-major, le bureau politique est à la fois impuissant et complaisant. Il croit affirmer son autorité en désignant le colonel Bou Bnider commissaire national du FLN pour le Nord-Constantinois. Abderrahmane Guerras et Bachir Boumâaza, futur ministre de l'économie, sont ses adjoints. Cette solution n'est pas plus acceptée que les précédentes par l'état-major. Le colonel Bou Bnider est arrêté, mais relâché sur l'initiative de soldats qui sympathisent avec lui.

Les changements qui se sont produits dans la wilaya 2 dissimulent mal la victoire de l'état-major dont les discours sur l'austérité et la rigueur morale s'effacent devant l'approche du pouvoir. En effet, le Nord-Constantinois vit à l'heure du pillage. Les officiers de l'intérieur, une petite minorité, se servent les premiers et rachètent les commerces européens de luxe de la rue Caraman et de la rue de France à Constantine. Certains d'entre eux, arrêtés avec leur butin,

sont aussitôt libérés. Le capitaine Abdelhamid Brahimi alerte le colonel Boumediene et le commandant Mendjeli et leur fait part du mécontentement des populations, exaspérées par l'arbitraire et les exigences des «seigneurs de la guerre». «Nous avons toujours besoin de Si Larbi», lui répondent-ils. Sidéré par un tel langage, le capitaine Abdelhamid Brahimi donne sa démission et quitte l'armée.

Bafoués par les commandants Mendjeli et Larbi Berredjem, qui ne se doutent pas qu'ils rehaussent ainsi le prestige du colonel Boumediene, plus modéré et moins remuant, Khider et Ben Bella veulent s'assurer la maîtrise d'Alger contrôlée par la wilaya 4. Au désir d'instaurer l'ordre et de mettre fin aux enlèvements des Européens – plus d'un millier ont disparu – s'ajoutent des mobiles plus intéressés, en particulier celui de pourvoir en postes ceux qui les ont soutenus contre le GPRA. Le rétablissement de la sécurité correspond à une nécessité politique, mais aussi aux ambitions et aux intérêts d'une cohorte d'arrivistes mécontents de ne pas figurer sur les listes de députés à l'Assemblée nationale. Leurs pressions vont dans le sens des vœux de la majorité du bureau politique.

En effet, les chefs de wilayas ont droit de regard sur la répartition des sièges de députés. Or, il se trouve que les départements contrôlés par les wilayas 2, 3 et 4 ont droit à 128 députés sur 196. Il y a donc un risque pour le bureau politique de voir élire une assemblée où ses adversaires disposeront d'une majorité ou constitueront une opposition puissante.

LA WILAYA 4 FACE AU BUREAU POLITIQUE

Dès la mi-août, les litiges se multiplient entre le bureau politique et la wilaya 4 qui s'opposent sur deux questions. D'abord la wilaya 4 refuse d'inscrire sur ses listes de députés Abderrahmane Farès, Cheikh Kheireddine et Madame Chentouf. Après avoir essayé en vain de convaincre ses représentants, Khider rompt les pourparlers. Ensuite, la wilaya 4 conteste la composition du comité fédéral du Grand Alger où ne figure aucun de ses membres.

Le 19 août, le bureau politique publie les listes de candidats aux élections à l'Assemblée nationale, prévues pour le 2 septembre. Le même jour, la wilaya 4 met ses troupes en alerte. Le 20 août, des incidents ont lieu dans les hauts de la Casbah entre les groupes de Yacef Saâdi et ceux de la wilaya 4. C'est la lutte entre deux

fractions du mouvement populaire, la plèbe de la Casbah et celle des périphéries urbaines. Commence alors la guerre des communiqués et l'organisation de manifestations concurrentes. «L'armée dans les casernes», scandent les partisans du bureau politique. C'était le mot d'ordre brandi en juillet par le GPRA contre l'état-major. Khider crée des «comités de vigilance» où se ruent sans distinction sociale ou politique tous ceux (y compris les victimes de l'épuration, qui étaient d'anciens collaborateurs) qui mettent la sécurité au premier rang de leurs préoccupations.

La wilaya 4 essaie de tourner le bureau politique sur sa gauche en accusant Ben Bella, qui avait lancé un appel aux investisseurs étrangers, de faire le jeu du néocolonialisme. Dans le même temps, elle lance le mot d'ordre «La ferme aux paysans». La tentative de politiser le conflit ne trouve pas audience dans la population, atterrée, puis excédée par les luttes fratricides.

Le drame se noue le 24 août quand les wilayas 3 et 4 annoncent que leurs conseils resteront en place jusqu'à la constitution «d'un État algérien issu légalement de l'Assemblée». Le cliquetis des armes retentit à nouveau. Le 25 août, les choses se gâtent. Khider estime que l'obstruction de la wilaya 4 ne permet plus au bureau politique d'exercer ses responsabilités. Les élections sont ajournées. Le drame se précise. Devant la montée des périls, Boudiaf se dissocie du bureau politique et démissionne. Il ne se lance pas dans la mêlée et adopte une attitude plus prudente qu'en juillet. L'heure est au bilan.

La publication de la composition du comité fédéral du Grand Alger, le 26 août, met le feu aux poudres. Vers le 28, les chefs militaires de la coalition benbelliste se réunissent à Bou-Saâda et décident de forcer les portes d'Alger et de n'accepter aucun compromis. La marge de manœuvre de Ben Bella et Khider est étroite. Seul le colonel Chaabani est encore prêt à les suivre sans réticence.

Le 29 août, à la Casbah, les groupes armés de Yacef Saâdi affrontent la wilaya 4. Il y a plusieurs morts. Les coups de feu sont tirés à la suite de perquisitions effectuées par la wilaya 4. Malgré le couvre-feu, la population descend dans la rue, parcourant les quartiers avoisinant la Basse-Casbah en scandant le mot d'ordre «Sept ans, c'est assez». Les protagonistes sont renvoyés dos à dos. À 23 heures, le lieutenant Allouache, porte-parole de la wilaya 4, essaie de rassurer la population: «Il n'y aura pas de guerre civile parce que personne ne la désire.»

sont aussitôt libérés. Le capitaine Abdelhamid Brahimi alerte le colonel Boumediene et le commandant Mendjeli et leur fait part du mécontentement des populations, exaspérées par l'arbitraire et les exigences des «seigneurs de la guerre». «Nous avons toujours besoin de Si Larbi», lui répondent-ils. Sidéré par un tel langage, le capitaine Abdelhamid Brahimi donne sa démission et quitte l'armée.

Bafoués par les commandants Mendjeli et Larbi Berredjem, qui ne se doutent pas qu'ils rehaussent ainsi le prestige du colonel Boumediene, plus modéré et moins remuant, Khider et Ben Bella veulent s'assurer la maîtrise d'Alger contrôlée par la wilaya 4. Au désir d'instaurer l'ordre et de mettre fin aux enlèvements des Européens – plus d'un millier ont disparu – s'ajoutent des mobiles plus intéressés, en particulier celui de pourvoir en postes ceux qui les ont soutenus contre le GPRA. Le rétablissement de la sécurité correspond à une nécessité politique, mais aussi aux ambitions et aux intérêts d'une cohorte d'arrivistes mécontents de ne pas figurer sur les listes de députés à l'Assemblée nationale. Leurs pressions vont dans le sens des vœux de la majorité du bureau politique.

En effet, les chefs de wilayas ont droit de regard sur la répartition des sièges de députés. Or, il se trouve que les départements contrôlés par les wilayas 2, 3 et 4 ont droit à 128 députés sur 196. Il y a donc un risque pour le bureau politique de voir élire une assemblée où ses adversaires disposeront d'une majorité ou constitueront une opposition puissante.

LA WILAYA 4 FACE AU BUREAU POLITIQUE

Dès la mi-août, les litiges se multiplient entre le bureau politique et la wilaya 4 qui s'opposent sur deux questions. D'abord la wilaya 4 refuse d'inscrire sur ses listes de députés Abderrahmane Farès, Cheikh Kheireddine et Madame Chentouf. Après avoir essayé en vain de convaincre ses représentants, Khider rompt les pourparlers. Ensuite, la wilaya 4 conteste la composition du comité fédéral du Grand Alger où ne figure aucun de ses membres.

Le 19 août, le bureau politique publie les listes de candidats aux élections à l'Assemblée nationale, prévues pour le 2 septembre. Le même jour, la wilaya 4 met ses troupes en alerte. Le 20 août, des incidents ont lieu dans les hauts de la Casbah entre les groupes de Yacef Saâdi et ceux de la wilaya 4. C'est la lutte entre deux

fractions du mouvement populaire, la plèbe de la Casbah et celle des périphéries urbaines. Commence alors la guerre des communiqués et l'organisation de manifestations concurrentes. «L'armée dans les casernes», scandent les partisans du bureau politique. C'était le mot d'ordre brandi en juillet par le GPRA contre l'état-major. Khider crée des «comités de vigilance» où se ruent sans distinction sociale ou politique tous ceux (y compris les victimes de l'épuration, qui étaient d'anciens collaborateurs) qui mettent la sécurité au premier rang de leurs préoccupations.

La wilaya 4 essaie de tourner le bureau politique sur sa gauche en accusant Ben Bella, qui avait lancé un appel aux investisseurs étrangers, de faire le jeu du néocolonialisme. Dans le même temps, elle lance le mot d'ordre «La ferme aux paysans». La tentative de politiser le conflit ne trouve pas audience dans la population, atterrée, puis excédée par les luttes fratricides.

Le drame se noue le 24 août quand les wilayas 3 et 4 annoncent que leurs conseils resteront en place jusqu'à la constitution «d'un État algérien issu légalement de l'Assemblée». Le cliquetis des armes retentit à nouveau. Le 25 août, les choses se gâtent. Khider estime que l'obstruction de la wilaya 4 ne permet plus au bureau politique d'exercer ses responsabilités. Les élections sont ajournées. Le drame se précise. Devant la montée des périls, Boudiaf se dissocie du bureau politique et démissionne. Il ne se lance pas dans la mêlée et adopte une attitude plus prudente qu'en juillet. L'heure est au bilan.

La publication de la composition du comité fédéral du Grand Alger, le 26 août, met le feu aux poudres. Vers le 28, les chefs militaires de la coalition benbelliste se réunissent à Bou-Saâda et décident de forcer les portes d'Alger et de n'accepter aucun compromis. La marge de manœuvre de Ben Bella et Khider est étroite. Seul le colonel Chaabani est encore prêt à les suivre sans réticence.

Le 29 août, à la Casbah, les groupes armés de Yacef Saâdi affrontent la wilaya 4. Il y a plusieurs morts. Les coups de feu sont tirés à la suite de perquisitions effectuées par la wilaya 4. Malgré le couvre-feu, la population descend dans la rue, parcourant les quartiers avoisinant la Basse-Casbah en scandant le mot d'ordre «Sept ans, c'est assez». Les protagonistes sont renvoyés dos à dos. À 23 heures, le lieutenant Allouache, porte-parole de la wilaya 4, essaie de rassurer la population: «Il n'y aura pas de guerre civile parce que personne ne la désire.»

Cette attitude résume à elle seule les contradictions de la wilaya 4. Elle veut garder intactes les structures héritées de la guerre sans envisager d'affrontement armé, se rallier les populations sans garantir leur sécurité, s'attaquer, en parole, aux bourgeois tout en entretenant les meilleurs rapports avec ceux d'entre eux qui l'ont aidée pendant la guerre. À ces jeux équivoques, elle ne pouvait que perdre.

L'image de marque d'ennemi de l'ordre que Khider, exploitant ses carences, lui a forgée, fait recette et l'isole. Le 30 août, le bureau politique donne l'ordre, aux wilayas 1, 2, 5 et 6 et aux troupes de l'état-major, de marcher sur la capitale. Ben Bella se réfugie à Oran, Khider à l'ambassade d'Égypte. Plusieurs colonnes se mettent en mouvement. Celle du colonel Chaabani se dirige sur Boghari, celle du colonel Tahar Zbiri sur Sour El-Ghozlane (Aumale). Leur force de frappe est constituée par les bataillons de l'armée extérieure et des groupes motorisés. Nombre d'officiers brûlent de prouver leur supériorité face aux partisans.

Dans les rangs de la wilaya 4, c'est l'affolement. Maintenant que la guerre civile est là, on veut l'éviter coûte que coûte. De plusieurs centres, des cars et des camions amènent des civils pour les interposer entre les troupes de la 4 et celles de la coalition benbelliste. Le colonel Chaabani les persuade de le laisser passer.

«L'Algérie n'appartient-elle pas à tous?» Les populations civiles s'inclinent devant l'argument. Les partisans du bureau politique se présentent dans la région de Boghari au sud et dans la région de Masséna à l'ouest. À Masséna, le commandant Omar Ramdane encercle les troupes de l'état-major et demande des instructions au colonel Hassan: «Il faut les désarmer», répond celui-ci.

À Boghari, le commandant Bousmaha s'effondre. Il pleure: «Je ne peux pas faire tuer des Algériens.» Mais il ne veut pas non plus les laisser passer. L'engagement est bref et meurtrier. Il y a plus d'un millier de morts sur le terrain. Parmi eux, le capitaine Youssef, une figure pittoresque qui avait un jour envahi par voie de mer Rocher-Noir où siégeait l'exécutif provisoire pour y faire reconnaître son autorité. La wilaya 3, avec laquelle le bureau politique assure contre toute évidence n'avoir aucun contentieux, ne bouge pas.

La crise avec la wilaya 4 ramène sur le devant de la scène tous les acteurs de la crise de juillet: Ben Khedda, Krim, le colonel Salah Bou Bnider, mais aussi l'UGTA, qui appelle «les travailleurs à s'opposer

par des manifestations pacifiques puissantes aux affrontements». Dans ces interventions, il y a le refus de l'effusion de sang, mais le bureau politique n'y voit que la remise en cause de son autorité, ce qui est aussi évident. La crise du FLN prend fin dans le sang et les larmes.

À la demande du colonel Hassan, le colonel Mohand Oulhadj négocie un cessez-le-feu. Les contingents de la wilaya 4 se retirent d'Alger le 9 septembre où les troupes des frontières, devenues «Armée nationale populaire», font leur entrée. «L'ANP est aujourd'hui à Alger et je puis vous dire que le bureau politique a triomphé grâce au peuple», déclare Ben Bella. Ce n'était pas vrai. Le bureau politique a triomphé grâce aux troupes de l'état-major. Et si Ben Bella voulait l'ignorer, la réalité viendra frapper sans cesse à sa porte pour le lui rappeler, jusqu'au jour fatidique du 19 juin 1965. Doit-on pourtant avaliser la thèse selon laquelle Ben Bella a frayé la voie au pouvoir de l'armée? Ses adversaires, dont Mohammed Boudiaf, ne cessent, depuis 1962, de l'en accuser. Qu'en est-il en réalité? Soulignons quatre points:

1. Il faut d'abord souligner que c'est le défaut de développement national qui a, en grande partie, déterminé le cours de l'histoire algérienne. C'est la force qui a forgé la nation et qui l'a unifiée. Mirabeau disait que la Prusse n'était pas un État ayant une armée, mais une armée ayant un État. C'est également le cas de l'Algérie.

2. En novembre 1954, ce n'est pas la mise en mouvement de la force populaire qui a sécrété l'armée, mais la constitution de noyaux armés qui a été à l'origine de la mobilisation populaire. Ce choix n'est pas délibéré. Il est directement tributaire du rapport de forces entre les tendances du MTLD et, donc, de la faiblesse initiale du FLN. Pour des raisons conjoncturelles tenant à son incapacité d'assurer seule la totalité du pouvoir, l'ALN s'est alliée, en 1956, à des forces civiles. Mais, dès qu'elles lui ont contesté son rôle de principal facteur de pouvoir, elle les a éliminées comme le prouve l'échec d'Abbane. Jamais exclue, l'alliance avec des forces civiles a toujours été subordonnée au principe de la prépondérance de l'armée. Les mêmes raisons qui ont abouti à l'éviction d'Abbane ont joué contre Ben Bella en 1965. Mais il est vrai que ce dernier a eu, entre mars 1963 et avril 1964, plus d'atouts pour assurer une reprise en main de l'armée par le pouvoir civil que personne avant lui.

3. Au cours de l'été 1962, la pression populaire ne s'est manifestée qu'à Alger les 29 et 30 août, pour renvoyer dos à dos des cliques armées qui étaient la base des coalitions en présence. Par sa nature de bureaucratie hiérarchisée, l'armée extérieure avait un avantage sur tous les autres appareils de la révolution, y compris le GPRA, qui subissaient une infinité d'intérêts particuliers. Elle a pu dépasser les régionalismes et prendre la forme d'un instrument politique centralisé à un moment où les forces de la révolution nationale étaient menacées de dispersion et de démoralisation. Elle a dessiné en creux et avant terme la forme de l'État et a donc contribué à son triomphe, mais, en même temps, cet État qui s'est constitué à son image est devenu l'obstacle à l'institution d'un cadre politique où les courants sociaux et idéologiques s'exprimeraient directement et non «en suivant la voie hiérarchique».

4. La contribution d'Aït Ahmed et Boudiaf à l'hégémonie de l'armée sur l'État, avant comme après 1962, n'est pas mince. Engagés aux côtés du GPRA dans la bataille contre les chefs de l'armée extérieure sous le prétexte fallacieux du danger militariste, ils ne se sont même pas posé la question de savoir pourquoi les troupes soutenaient leurs chefs et s'en sont remis au jugement de leurs collègues du GPRA. Aït Ahmed convient aujourd'hui que la destitution de l'EMG se fondait sur des informations erronées. On doit cependant noter que leurs idées ne sont pas étrangères à leur position. Leur analyse ne tenait aucun compte des aspirations concrètes des soldats, de ce qui les séparait de leurs chefs. On eut, après 1962, plusieurs exemples de l'opposition des soldats à leurs chefs; révolte de nombreux bataillons contre la hiérarchie des soldes, séquestration d'officiers et occupation de la ville de Constantine, refus de reconnaître l'autorité du colonel Boumediene pour protester contre un commandant qui avait tiré sur un soldat indiscipliné. N'est-ce pas d'ailleurs pour ces raisons que Boudiaf et Aït Ahmed, croyant à un retournement possible de l'armée, se sont lancés dans l'action armée contre le pouvoir de Ben Bella, renforçant du même coup le colonel Boumediene? Si on veut porter un jugement sur les hommes et les programmes sans tomber dans l'auto-justification, il faut d'abord mettre à jour tout le processus qui a amené l'armée au pouvoir et montrer comment l'évolution de la crise a dicté à chacun son comportement.

La crise du mois d'août 1962 modifie profondément l'équilibre des forces au sein du FLN. Hostiles au bureau politique, les forces de la résistance intérieure, les seules à même de former une armature politique liée au peuple, s'effacent devant l'émigration extérieure, totalement déracinée depuis des années. Tout lien avec le peuple est compromis, car il est impossible d'organiser un parti politique sans enracinement et à froid.

- La wilaya 2 va être totalement intégrée à l'armée extérieure. Une partie de ses cadres se rend en France où elle est prise en charge par la Fédération de France et participe, sous la direction de Boudiaf, à la création d'un nouveau parti, le Parti de la révolution socialiste (20 septembre).

- Les wilayas 3 et 4, pour leur part, diminuent leurs exigences. Leurs chefs ont conscience, malgré leur rancœur, que Ben Bella et Khider sont leurs meilleurs interlocuteurs et qu'ils ne doivent pas réduire davantage leur marge de manœuvre à l'égard de l'état-major. Mais, rejetées de fait des cercles dirigeants, elles n'acceptent pas sans résistance leur nouvelle situation et continuent à manifester une opposition sourde au bureau politique.

- La bureaucratie civile du GPRA, enfin, se disperse et s'abstient d'apporter sa caution au bureau politique, mais les centralistes ont mis à profit la crise du FLN pour peupler l'exécutif provisoire de nationalistes modérés. Leur politique, menée sous l'égide d'Abdesslam Belaïd, donnera des résultats durables. Ses collaborateurs – Smaïl Mahroug, Abdallah Khodja, Abdelmalek Temam et Mostefaï Seghir – formeront le véritable *brain-trust* de l'Algérie indépendante.

- Dans l'Orléansvillois et l'Algérois, le mouvement social des travailleurs des fermes européennes s'oriente depuis le mois de juin non sans tâtonnements et malgré l'obstination de l'exécutif provisoire, vers des voies nouvelles. Sous la pression de sa base, la wilaya 4 fait écho à ses revendications et édicte une mesure interdisant «tout achat de fermes, de locaux ou de meubles appartenant aux Européens». Mais les menées bourgeoises, facilitées par la corruption des cadres de la wilaya, s'avèrent plus fortes. Le 9 septembre, le conseil de la wilaya 4 rétablit la liberté des transactions. Les paysans soutenus par des soldats en armes et les bourgeois alliés aux fonctionnaires d'autorité entament une lutte confuse qui rejoint la tendance des partisans

du bureau politique à investir l'État et à en déloger les nationalistes modérés. Le conflit ne sera tranché qu'en mars 1963 avec les décrets sur l'autogestion ouvrière et paysanne.

LA NOUVELLE RÉPARTITION DU POUVOIR

La position de l'état-major sort renforcée de l'épreuve de force avec la wilaya 4. Cependant, Ben Bella valorise systématiquement les anciens secrétaires du colonel Boumediene, pour mieux contenir les commandants Ali Mendjeli et Ahmed Kaïd. Les marchandages autour des listes de députés sont un précieux indice du nouvel équilibre et des tendances des vainqueurs.

Pour le colonel Boumediene, l'alliance autour de Ben Bella n'a pas atteint tous ses objectifs et court le danger de se laisser neutraliser. Il n'accorde donc le label révolutionnaire qu'à ceux qui ont suivi l'état-major depuis 1960 et le dénie à tous les autres groupements. Aux yeux du colonel Boumediene, Ben Bella est le chef de file d'une faction et doit en conséquence veiller à ce que la représentation nationale et le gouvernement soient issus de la volonté exclusive du groupe de Tlemcen.

Inquiets des risques de division du pays, Abbas, Ben Bella et Khider optent pour la modération. La tactique du groupe de Tlemcen, quant à la répartition du pouvoir, reflète ces deux positions. On décide de reprendre aux wilayas vaincues une cinquantaine de sièges, d'éliminer tous les dirigeants dépourvus d'un répondant dans les forces armées et de former un gouvernement où ne figurent que les partisans du groupe de Tlemcen. Sont rayés des listes de députés une cinquantaine de dirigeants et de cadres dont Ben Khedda, Boussouf, Bentobbal, Dahlab, les colonels Bou Bnider, Ali Kafi et Benaouda, les commandants Tahar Bouderbala et Abdelmajid Kahl-Erras ainsi que Mohammed Benyahia, Mostefa Lacheraf, tous membres du CNRA, et Abdesslam Belaïd, délégué FLN à l'exécutif provisoire.

La répartition des postes ministériels, lors de la désignation du gouvernement, le 26 septembre 1962, est un savant dosage entre les tendances en présence. Le premier gouvernement Ben Bella comprend :

- Cinq ministres proposés par l'état-major : le colonel Boumediene, ministre de la défense, et quatre officiers, deux représentants l'ALN-Ouest, Ahmed Medeghri (intérieur) et Abdelaziz Bouteflika (jeunesse,

sports et tourisme), et deux représentants l'ALN-Est, Moussa Hassani (PTT) et Mohammed Seghir Nekkache (santé).
- deux ministres proposés par Ben Bella : Mohammed Khemisti (affaires étrangères) et Bachir Boumâaza (travail et affaires sociales).
- Deux anciens UDMA : Ahmed Francis (finances) et Ahmed Boumendjel (reconstruction, travaux publics et transports).
- Un ministre soutenu par le colonel Tahar Zbiri de la wilaya 1, Laroussi Khelifa (industrialisation et énergie).
- Un ministre soutenu par le colonel Chaabani de la wilaya 6, Mohammed Khobzi (commerce).
- Un ouléma : Tewfik El-Madani (affaires religieuses).
- Deux ministres proposés par Khider et Bitat : Amar Bentoumi (justice) et Mohammed Hadj Hamou (information).
- Deux ministres représentants de la fédération d'Alger, Amar Ouzegane (agriculture et réforme agraire) et Abderrahmane Benhamida (éducation nationale).
- Trois membres du bureau politique : Ahmed Ben Bella (président du Conseil), Rabah Bitat (vice-président) et Mohammedi Saïd (anciens moudjahiddines).

Après trois mois de déchirements et d'incertitude, les Algériens peuvent enfin se dire que la guerre est terminée. Les forces sociales qui soutenaient la révolution sont exsangues. La situation sociale est dramatique. 70 % des Algériens sont en chômage. Ironie du sort : après avoir chassé les Européens, les Algériens émigrent par milliers en France à la recherche d'un travail. Selon l'expression de Jean-François Lyotard : « Le pays n'est pas encore la demeure de ceux qui l'habitent, il reste à conquérir. »

L'État est faible et n'a d'autre support qu'une bureaucratie civile hostile à Ben Bella et l'armée extérieure. Ses caisses sont vides. Il n'a que des problèmes et pas de moyens pour les résoudre. Le FLN, dirigé par Mohammed Khider et Rabah Bitat, n'est qu'une prolifération de bureaux de réception et un lieu de transit vers l'appareil de l'État. Les wilayas, qui ont été l'âme de la résistance, brisées, le pays n'a plus d'armature politique.

Rejetée de l'appareil et coupée des bases populaires, l'opposition ne parvient pas à surmonter son traumatisme émotionnel. La mutation a été trop brutale pour lui permettre de mieux réagir aux événements. Ses clivages sont dus à la fois aux circonstances et aux positions

adoptées dès le mois de juillet par les chefs de file du GPRA et plus particulièrement Krim, Boudiaf et Aït Ahmed. À quelques exceptions près, les opposants considèrent le régime de Ben Bella comme une parenthèse. C'est aussi l'avis de Khider. Incapable de réviser ses idées, socialement apparentée au système qu'elle combattait, l'opposition se réfugie dans le messianisme et rêve de recommencer le 1er novembre. Dans ces conditions, bien que la stabilisation ne soit pas acquise et que la base du pouvoir demeure étroite, une victoire définitive de Ben Bella apparaît très probable.

ÉPILOGUE 1
DE BEN BELLA À CHADLI

Le pouvoir absolu de la bureaucratie étatique sur la société civile, la difficulté de construire un parti et l'émergence d'une nouvelle société de classes, caractérisent la période 1962-1979.

La prise de conscience de la bureaucratie n'est pas encore achevée en 1962. Alors que la bourgeoisie européenne a disposé de plusieurs siècles pour se différencier de l'ancien ordre social et s'assumer comme classe, la bureaucratie algérienne s'est trouvée, quant à elle, projetée en quelques années dans un nouvel univers. La réadaptation de ses membres, issus de différentes classes, se réalisera progressivement, grâce à la position dirigeante qu'ils ont dans l'État.

Peu structurée, faiblement différenciée, privée de tout concours des masses, la bureaucratie n'a ni la volonté ni les moyens de prendre de manière révolutionnaire le contrôle de l'État hérité de la colonisation. Au nouvel édifice, elle apporte en dot l'armée, les services de la Sécurité militaire, la diplomatie et l'information. Dans les autres secteurs de l'administration, elle se contente d'imposer ses hommes avant de créer ses propres structures.

En prenant le contrôle de l'État, dans un pays où l'économie est de type capitaliste, la bureaucratie algérienne connaît une mutation décisive et devient une bourgeoisie bureaucratique. L'effort de reconquête des masses au lendemain des décrets de mars 1963 sur l'autogestion ouvrière et paysanne freine momentanément le processus de bureaucratisation, mais augmente la cohésion entre les fonctionnaires solidaires de par leurs fonctions, leur conception du pouvoir et leur commune conviction quant à l'incapacité du peuple à gérer lui-même ses affaires. Pour les chefs de file de la bourgeoisie bureaucratique dans l'armée et dans l'économie, les concessions faites aux masses n'étaient tolérables qu'autant qu'elles les liaient au régime sans bouleverser les hiérarchies sociales et sans remettre en cause la suprématie du pouvoir d'État. La lutte sociale des travailleurs aboutit donc à l'expropriation

de la bourgeoisie européenne, mais au profit de la bureaucratie qui élargit considérablement ses bases sociales et acquiert la possibilité de subordonner le processus économique à ses propres fins.

Deux épisodes font date dans la marche de la bureaucratie vers le pouvoir total : le coup d'État du 19 juin 1965 contre le président Ben Bella et le putsch raté du colonel Zbiri contre le colonel Boumediene (décembre 1967). Le premier fait de l'armée la source du pouvoir et l'arbitre des luttes dans l'État. Le second conduit à neutraliser les mécanismes qui ouvraient le passage à la pression populaire : le mouvement étudiant est décapité par la répression ; les syndicats sont transformés en simples succursales du pouvoir ; les collectifs ouvriers sont évincés de la gestion de l'économie. Les incertitudes sur l'orientation du régime sont ainsi levées. L'ère des compromis avec les classes populaires appartient au passé.

La bureaucratie ne parvient pas cependant à résoudre d'une manière satisfaisante pour elle la question des institutions. La propension de ses chefs à se déterminer en fonction des itinéraires (clan d'Oujda avec Boumediene, clan des Aurès avec Zbiri, clan des officiers de l'armée française avec Chabou ou des partisans avec les chefs des anciennes wilayas) fait naître des lignes de clivage qui ne recoupent pas toujours les frontières d'intérêt. Le morcellement du pouvoir en entités quasi féodales, dirigées par des chefs inamovibles, au style de travail monocratique, favorise l'affirmation d'un arbitre tout-puissant, le colonel Houari Boumediene. Ce fut l'homme qui apporta la stabilité à la bureaucratie et qui incarna au plus haut point la promotion sociale, à un moment où la rente pétrolière permit d'ouvrir les canaux de l'ascension sociale.

À partir de 1967, la bureaucratie va apporter sa solution aux problèmes du décollage économique et de la modernisation du pays. L'expropriation des sociétés impérialistes, le renforcement de l'étatisme, l'industrialisation et la réforme agraire correspondent à la nécessité interne, pour la classe dirigeante, de concentrer davantage de pouvoir et de remodeler à son profit la vie nationale. Pour parvenir à ses fins, la bureaucratie va faire passer la nouvelle société de classes pour une société égalitaire, orienter la haine sociale des exploités contre l'impérialisme et la bourgeoisie privée, susciter l'enthousiasme pour des projets conçus en dehors des citoyens, favoriser la participation des travailleurs dans la mesure où elle fait avancer ses buts et la freiner

partout où elle risque d'aboutir à un partage du pouvoir. En un temps relativement court, la bureaucratie algérienne a créé de toutes pièces une économie dirigée avec une structure de pouvoir autoritaire. Le caractère militaire de la centralisation est multiplié par l'exode, depuis 1967, des cadres supérieurs de l'armée et de la police vers les ministères et les sociétés d'État. La prolifération des couches bureaucratiques, économiques, militaires et policières s'est accomplie sur une toile de fond dominée par une grande mobilité sociale et la ruralisation des villes, deux phénomènes propices à la manipulation des aspirations du peuple et au pouvoir incontrôlé de l'État propriétaire.

Mais cet État, à l'armature surdéveloppée, n'a pas soustrait le pays à la division internationale du travail, il a aggravé le déséquilibre de l'économie en la tournant encore davantage vers l'extérieur et la crise de l'agriculture avec ses conséquences : exode rural, sous-prolétariat des villes, émigration vers la France. Il n'a donc fait naître aucune des conditions qui rendent efficace l'effort d'industrialisation.

La disparition du colonel Boumediene a mis fin au rapport paternaliste qui existait entre la bureaucratie et les masses. La pauvreté sera désormais pénalisée. Depuis septembre 1979, la question sociale a été «déférée» devant les tribunaux. La bureaucratie d'État prétend tout inspirer, tout organiser. Constituée d'administrations médiocres, atteintes par la corruption, elle n'est pas à même de maîtriser le développement. Toutes les sociétés d'État connaissent un déficit chronique. La pénurie est devenue la norme. Les «réformateurs» expliquent les déformations, les carences et les échecs de l'économie, par le pouvoir personnel. Ce thème commode, que la classe dirigeante algérienne utilise depuis 1954, sert à circonscrire le champ du mécontentement social, à occulter la manière dont les bénéficiaires du système se sont hissés aux postes de commande et à perpétuer l'absolutisme de la bureaucratie en imputant à son chef toutes les responsabilités. N'est-il pas significatif que les institutions censées représenter les citoyens (parlement, assemblées communales et départementales) soient composées essentiellement de fonctionnaires de l'État. Le peuple en est absent. Son rôle est celui de sujet enthousiaste et passif. La politique reste l'affaire de l'administration. Le FLN, en tant que mouvement, n'est qu'une façade derrière laquelle se cache le pouvoir d'État. Aucun problème du pays, aucun conflit entre les chefs, n'a été tranché dans le cadre du parti. La succession du colonel Boumediene au profit du

colonel Chadli a été résolue par la hiérarchie militaire dont le congrès n'a fait que ratifier le choix. La réduction du FLN au rôle de caution symbolique résulte à la fois du jeu des contraintes imposées et de la peur de voir s'organiser les classes populaires. Au lendemain de l'indépendance, l'État a absorbé la quasi-totalité des cadres du FLN. Prenant le départ avant le parti, l'État ne lui a jamais permis de le rattraper. Avant avril 1963, Ben Bella craignait que Khider n'organise le FLN contre lui. Après cette date, débarrassé de ses opposants, il préféra avoir une relation directe avec les masses, car il pensait qu'elles constituaient pour lui la seule source de pouvoir autonome. Pas plus que Ben Bella, Boumediene ne laissa aucun de ses alliés du 19 juin, construire une machine de parti. Le contrôle strict du comportement populaire demeurait la règle.

Depuis l'accession au pouvoir du colonel Chadli, trois données nouvelles poussent à la construction d'un appareil de parti disposant d'un minimum de pouvoir. D'abord, la dissociation entre la bureaucratie et les masses est apparue au grand jour. Ensuite, les canaux d'ascension sociale sont de plus en plus bloqués. Enfin, de nombreux dirigeants ayant une expérience de l'État ont reflué vers le FLN. La crainte de la politisation des masses incite les chefs du FLN à se doter d'un parti intermédiaire avec la société. Cette tâche ne saurait être menée à bien que si la suprématie de la bureaucratie militaire n'est pas remise en cause. Du reste, l'armée reste un corps fermé et les récents remaniements en son sein ont échappé au bureau politique du FLN. Quoi qu'il en soit, il est exclu que le FLN devienne une organisation populaire comme l'a été le PPA-MTLD avant 1954. Or, c'est de ce parti que nombre de bureaucrates ont gardé la nostalgie.

Le régime algérien n'est donc ni un régime socialiste ni un régime de transition vers le socialisme. C'est un capitalisme bureaucratique. Le rôle de l'État a été décisif dans la formation de la société. Il a créé, de toutes pièces, une bourgeoisie et une classe ouvrière nouvelles, fonctionnarisé l'intelligentsia. Toutes les classes lui sont inféodées. Les éléments des classes urbaines, surtout issus des campagnes, ne sont pas encore enracinés dans leurs nouveaux milieux et restent très marqués par la culture paysanne.

Face à un corps social atomisé et sans défense, la classe dirigeante, imbue de la tradition militaro-bureaucratique, est peu préparée à assumer la direction de l'économie ; elle enserre, au nom d'un prétendu

socialisme, la société dans un corset étouffant et crée elle-même, dans ses rangs et en dehors, l'insécurité qu'elle prétend combattre.

Le processus de bureaucratisation a rendu la hiérarchie sociale plus complexe et plus hétérogène. Au sommet de la pyramide sociale, on retrouve la bureaucratie d'État (bourgeoisie bureaucratique) où dominent les hiérarques de l'armée et de la police. Principal employeur du pays, cette bourgeoisie de la fonction publique a un enracinement propre dans l'économie. Son monopole sur les affaires politiques lui permet de répartir à son gré la part de la plus-value qui revient aux ouvriers et de régler arbitrairement les conflits entre le secteur privé et le secteur d'État.

La bourgeoisie privée lui est associée dans le partage de la plus-value. Plus riche qu'en 1962, elle a une puissance sociale effective dans l'agriculture, le commerce, l'industrie des biens de consommation, quand bien même la richesse ne suffirait plus à assurer, seule, le rang social. Renouvelée par un apport plébéien et ouvrier, elle s'est, en partie, constituée avec les capitaux dont l'État a pourvu la quasi-totalité des officiers et des cadres de la résistance exclus de l'appareil d'État entre 1962 et 1967. D'origine populaire, la nouvelle bourgeoisie privée rassemble donc des parvenus qui doivent tout à leur participation à la guerre de libération. Son influence s'exercera à travers l'Association des anciens moudjahidines d'où sont parties les grandes offensives contre Ben Bella, puis contre Boumediene. L'omniprésence de l'État est telle que les rapports de la bourgeoisie privée avec lui se fondent davantage sur la corruption que sur les lois. Le secteur le plus florissant parmi les nantis est celui des commissionnaires, véritables compradores, noyautés par la Sécurité militaire et associés aux dignitaires du régime.

L'intelligentsia, les fonctionnaires lettrés forment l'armature de la machine administrative et économique. Elle fournit au régime les technocrates, l'encadrement des entreprises, de l'enseignement, de la santé et de la propagande. Divisée en une multitude de groupes, elle incarne l'État et a un statut privilégié par rapport aux producteurs directs (ouvriers de l'industrie et de l'agriculture). En son sein, les employés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'enseignement sont défavorisés par rapport aux autres catégories qui ont souvent des revenus supérieurs à ceux de l'oligarchie militaire, mais n'ont ni son prestige ni son influence. L'intelligentsia participe au processus

de décision sur les grandes orientations. Incontestée depuis juin 1965 quant à sa suprématie sur la classe ouvrière, sa réflexion et ses débats ne sont pas opposés à la structure du pouvoir, ils portent seulement sur les moyens et les techniques de développement.

Les étudiants ont été, durant des années (1962-1968), les éléments de l'intelligentsia les plus hostiles au pouvoir en place. Rééduqués par le service civil, brisés par la répression, séduits par les possibilités d'ascension sociale, ils ont fini par confondre leur promotion à venir avec la libération des classes exploitées, l'étatisme et le socialisme. La fonction critique demeure le lot d'une frange de marginaux dont la capacité de réflexion est souvent captée par les préoccupations excessives de l'immédiat.

Les conditions nécessaires à l'émergence d'une force politique prolétarienne n'existent encore qu'à l'état embryonnaire. Compartimentée entre des secteurs presque étanches les uns par rapport aux autres (ouvriers du secteur public, du secteur privé, de «l'autogestion», etc.), la classe ouvrière pâtit d'un modèle de développement qui, pour satisfaire les aspirations de la bourgeoisie bureaucratique, a constitué, à l'intérieur du monde du travail, des îlots de bénéficiaires des investissements sociaux. Les revendications immédiates sont sans support organisationnel. Elles s'expriment donc spontanément avec beaucoup d'énergie, mais restent sans coordination et sans perspective.

Le mouvement syndical n'est, ni par sa composition, ni par son idéologie, ni par son programme, un mouvement des travailleurs. C'est plutôt un front commun de toutes les forces et tendances représentant les salariés. Son inspiration et sa direction lui viennent de la bureaucratie qui fait de lui le défenseur de «la gestion socialiste des entreprises», tentative de faire coopérer les travailleurs à leur propre exploitation. Les syndicats ont fourni à la bourgeoisie bureaucratique des ministres et des directeurs de sociétés nationales. Dans ces conditions, il ne faut pas être surpris de les voir, comme leurs devanciers de la CGT avant 1954, laisser sans défense et sans organisation leur allié naturel, la grande masse des sans-travail et des déclassés. Malgré leur docilité, la sélection de leurs cadres et les infiltrations de la police en leur sein, les syndicats sont en permanence menacés d'interventions extérieures et de dissolution des sections rebelles à l'ordre établi.

Le coût social de la suprématie de la bourgeoisie bureaucratique est très élevé. Les masses pauvres et les classes de la petite production

paient les frais de la restructuration de la société, après avoir payé ceux de la guerre de libération. Des campagnes, les paysans émigrent massivement vers les grandes cités pour échapper à la misère ou à l'intervention tatillonne de l'État dans l'agriculture. Dans les villes, l'artisanat et le petit commerce, en proie à la rapine des monopoles d'État et du fisc, se défendent contre la prolétarisation par une spéculation effrénée sur les produits de consommation courante. Ils sont les boucs émissaires de tous les échecs de la bourgeoisie bureaucratique.

Le développement se fait suivant un processus de ségrégation sociale qui pousse les masses vers les marécages de la misère (les bidonvilles), hors des centres de l'Administration et des quartiers résidentiels. Leur drame s'exprime dans des phénomènes tels que la prostitution, la délinquance, le renouveau de la sorcellerie et des sectes mystiques.

Dans l'enseignement, l'arabisation, aspiration profonde de la majorité de la population, est menée d'une manière démagogique. Le système scolaire, coûteux et inefficace, oriente les enfants des classes pauvres vers l'arabisation et ceux des privilégiés vers le bilinguisme. Prolétaires de la bureaucratie, les arabisants ne veulent pas être seulement des faire-valoir du système et empruntent les chemins de la revanche sociale sous le drapeau de l'islam.

La confusion entre culture et religion est perpétuée au détriment de l'évolution des mentalités et de l'émancipation des femmes. L'interprétation religieuse de l'histoire que véhiculent les arabisants, condamnés à une culture traditionnelle, met sous le boisseau la période berbère et la période coloniale. Leur attachement à une religion militante est une manière de lutter contre la bourgeoisie bureaucratique qui déforme la religion à sa propre image, encourage l'intégrisme pour avoir la stabilité sociale et frappe la plèbe dès qu'elle remet en cause le principe d'obéissance. La classe dirigeante algérienne a multiplié les obstacles à la réalisation de sa politique économique. Elle veut mettre un terme au retard de la société en s'inspirant des techniques européennes, mais sans accepter le rationalisme scientifique par crainte de voir s'engouffrer derrière lui le marxisme et la lutte des classes.

Quel avenir a le capitalisme bureaucratique en Algérie? Le régime peut, soit s'assimiler aux systèmes des pays de l'Est, auxquels il est apparenté par nombre de traits, soit rester dans la dépendance de l'impérialisme et connaître le sort de la plupart des pays de l'Amérique du Sud. Le premier terme de l'alternative est exclu sauf dans le cas, peu

probable, de l'émergence inopinée d'une stratégie afghane. Le second est plus probant, car non seulement la bourgeoisie privée a réussi à se subordonner, par la corruption, une partie de l'appareil d'État, mais des membres en vue au comité central, au bureau politique du FLN et dans l'armée sont devenus eux-mêmes les partenaires d'affairistes.

L'aspect le plus frappant de l'évolution de l'Algérie de ces dernières années est l'émergence dans la bourgeoisie bureaucratique des catégories privilégiées ou instruites qui se sont développées à l'ombre du colonialisme français. Ce phénomène est décelable dans l'Armée nationale populaire où l'épuration des plébéiens n'a été freinée qu'en 1971, après la mort «accidentelle» du colonel Chabou. Nombreux sont les dignitaires d'aujourd'hui dont les familles ont été frappées en 1963 par l'épuration administrative, et qui se sont opposés eux-mêmes jusqu'en 1957, et même plus tard, à l'alliance du traditionalisme, de la religion et du paupérisme, ces trois piliers du nationalisme populaire.

L'action du peuple algérien a bénéficié à une minorité. Chacun de ses membres vit dans la hantise d'être, un jour, broyé par le système qu'il a contribué à forger ou qu'il sert. Après avoir longtemps utilisé la démagogie sociale pour manipuler les aspirations des masses, la classe dirigeante commence à parler le langage des hommes d'ordre : sécurité, rendement et productivité d'abord. Ainsi tôt ou tard, l'immense majorité des travailleurs et des sans-travail se remettra en mouvement pour modifier ses conditions d'existence, récuser la hiérarchie caractéristique de toute bureaucratie et se frayer un chemin vers la libération sociale.

Paris, septembre 1979

ÉPILOGUE 2
DE L'ILLUSION LYRIQUE À LA GLACIATION (1962-1992)[1]

Les conditions de la naissance du régime algérien en expliquent la nature. En trois décennies, il a connu plusieurs versions. L'autoritarisme en a toujours été le fondement. Certes, les différences entre Ben Bella, Boumediene et Chadli ne sont pas minimes. Mais les changements à la tête de l'État ne mettent pas en cause la fusion des fonctions idéologique, politique et économique. Cette continuité dans le refus d'un espace public pluriel est aussi le signe des difficultés d'une société à fonder la liberté. Quand l'histoire se remet en marche après les dramatiques événements d'octobre 1988, le ciel algérien connaît une éclaircie, mais très vite les nuages s'amoncellent à l'horizon et compromettent la sortie du régime autoritaire.

L'INTERMÈDE BEN BELLA

Dans les conditions socio-économiques propres à l'Algérie, les rapports de clientèle comme fondement du parti unique donnent à la société politique l'aspect d'un miroir à plusieurs faces. Faute d'une compétition ouverte et reconnue au sortir d'une période de troubles et de violences, les factions s'emparent du champ politique. À côté de celles conduites par Ben Bella et Boumediene, toutes les deux hétéroclites, il y avait d'autres factions qui ne désarmaient pas.

La destruction définitive des appareils des wilayas interviendra après l'élimination du colonel Zbiri en décembre 1967. Chacune d'elles avait ses prolongements dans l'armée, dans la police, dans l'administration et dans le FLN d'où une prolifération rapide de services de renseignements, de brigades spéciales et l'atmosphère policière de surveillance et de suspicion auxquelles, dans la classe politique, personne n'échappe.

---

1. Nous reprenons ici le dernier chapitre de Mohammed Harbi, *L'Algérie et son destin : croyants ou citoyens*, Saint-Denis, Bouchène, [1992] 2016.

La décantation politique est encore en cours. Les élites qui avaient soutenu le GPRA au cours de la crise de l'été 1962 cherchent leur voie. Elles avaient trois caractéristiques en commun : l'attachement au FLN de la résistance et au parti unique, un anticapitalisme confus et sentimental et le volontarisme, «prétention d'un individu ou d'un groupe d'imposer ses propres options, sans tenir compte, si ce n'est d'une manière purement tactique, des options des autres groupes ou de la résistance du milieu[2]». Si l'on tient compte des liens humains forgés au cours de la résistance entre les frères «ennemis» et de la présence massive d'opposants dans les corps de l'État[3], on conviendra que Ben Bella était aux commandes d'un pays où l'ordre et l'autorité ne sont qu'une fiction.

En proie à la passion des récriminations rétrospectives, les adversaires de Ben Bella ont tendance à donner à la conjoncture des années 1962-1965 une vision manichéenne et ne voir la réalité sociale qu'à travers les luttes entre Ben Bella (FLN), Aït Ahmed (FFS) et Boudiaf (PRS). Rien n'est plus faux. L'histoire, qu'on avait ensevelie entre 1956 et 1962, ressurgit pour une brève période, et ce, malgré l'étatisation de la religion, la suppression de la laïcité de l'école, l'interdiction du Parti communiste et des messalistes. Paraphrasant Karel Bartosek, nous dirons que les Algériens étaient malades de deux histoires, celle qui n'était qu'apparence et celle qui s'était véritablement déroulée. Il importe donc de souligner, si on veut dépasser le plan des simplifications abusives, que plusieurs sensibilités s'affrontèrent dès l'indépendance, malgré le monopole du FLN.

LE CONSERVATISME SOCIAL

Cette mouvance mal structurée avait, à la fois, des bases sociales et des bases idéologiques. Elle défendait également, en toute clarté, en s'appuyant sur la religion, le droit de propriété contre toute réforme des structures sociales. S'exprimant à travers les oulémas, notamment leur vieux leader, le cheikh Bachir El-Ibrahimi qui avait catégoriquement refusé en novembre 1954 de confier le destin de la religion et de la langue arabe aux populistes, les partisans du conservatisme social

2. Karl Deutsch, cité dans Institut d'études mexicaines de l'université de Perpignan, *Champs de pouvoir et de savoir au Mexique*, Paris, CNRS, 1982, p. 105.

3. Citons le cas d'Ali Mecili, d'Aït Chaalal Messaoud, de Abu Bakr Belkaïd, des colonels Mohand Oulhadj, Youssef Khatib, Salah Bou Bnider et El Hedi Khediri, futur directeur de la sûreté et ministre de l'intérieur.

s'opposaient sur tous les plans au programme de Ben Bella et faisaient preuve d'une agressivité sourcilleuse contre les tenants de l'étatisme ; arbitrairement englobés sous l'étiquette communiste. Le passéisme des oulémas, qui n'était pas accepté par tous les représentants de l'islam politique, Malek Bennabi par exemple, se lit dans leur effroi devant le comportement de la jeunesse. L'Algérie de l'émigration et des maquis découvrait, stupéfaite, les progrès de la sécularisation, la liberté des relations entre filles et garçons. L'adversaire aurait-il gagné la guerre ? Le thème du peuple algérien sacré dans sa spécificité religieuse et linguistique et dans son rapport à l'Orient musulman donne lieu à des débats acharnés qui dépassent l'opposition conservateurs-étatistes, en particulier parce que ces derniers se divisent entre deux sensibilités, les laïcs et les culturalistes musulmans. L'influence des oulémas rayonne sur tous les lettrés de langue arabe, hostiles au nassérisme. À quelques nuances près, ceux-ci s'estiment défavorisés, non parce que leur ouverture au monde est inférieure à celle des francophones, mais parce que ces derniers trustent les postes dirigeants. À l'instar de leurs mentors, les procédés modernes d'agitation et de propagande, l'utilisation massive des ressorts de la symbolique leur étaient étrangers.

LE « LIBÉRALISME »

Cette sensibilité a ses assises dans les classes moyennes influencées par le modèle jacobin. Incarnées par Ferhat Abbas, celles-ci n'ont jamais soutenu sans hésitation et sans faux-fuyants le libéralisme politique, tout en manifestant leur intérêt pour un dirigisme économique qui n'attente pas à la propriété privée. Leur idéal est celui d'un État républicain où la souveraineté populaire appartiendrait à une assemblée dont dépendrait le chef du gouvernement. L'équilibre des pouvoirs limiterait les abus d'autorité dans un système où « le FLN ne doit pas être le parti d'une faction » et d'où la cooptation serait bannie. La pensée marxiste et le Parti communiste auront droit de cité.

D'accord sur la nécessité d'un exécutif fort, Abbas, contrairement à Boumendjel, souligne la nécessité de s'appuyer sur la religion et la spécificité de la culture nationale :

> Les commandements de l'islam, en matière d'éducation religieuse, de droit de propriété; de droit à l'héritage, d'assistance sociale, etc. ne sont pas incompatibles avec une société socialiste. Bien au contraire. Sans déroger aux

> préceptes de l'islam, sans heurter les mœurs et traditions de notre peuple, nous pouvons engager résolument le pays dans une révolution[4].

La sensibilité représentée par Ferhat Abbas sera éliminée du pouvoir fin 1963, mais gardera quelques points d'appui dans l'administration.

LES COURANTS D'INSPIRATION MARXISTE

Il y a d'abord le PCA. Ce courant politique était dominant dans le mouvement étudiant et avait une implantation affirmée dans la JFLN (Jeunesse du FLN) et dans les syndicats. Mais son alignement inconditionnel sur l'Union soviétique lui imposa des analyses et des stratégies étrangères à la réalité algérienne. Méfiant à l'égard de l'autogestion, il se sentait plus proche des étatistes. Pendant une courte période (1962-1963), le PCA avait prôné le pluralisme politique, avant d'y renoncer au profit d'une intégration jamais réalisée dans le FLN et s'était «algérianisé» en marginalisant ses éléments d'origine européenne. Au fil des ans, le poids des anciens cadres et des ouvriers diminuait. Ce changement sociologique se traduisit par un infléchissement idéologique dans un sens plus nationaliste et plus élitiste.

On peut rattacher au courant d'inspiration marxiste, mais avec des précautions[5], les partisans de l'autogestion[6]. En elle se nouent toutes les ambiguïtés. On y trouve l'expression d'un nouveau modèle qui fait pièce à l'autoritarisme stalinien. Ce modèle rencontre l'opposition de chefs d'appareils peu soucieux d'une vision cohérente des réalités de l'économie et de leurs contraintes[7]. On y trouve aussi un paravent idéologique derrière lequel s'abritèrent tous les candidats à la gestion privative des biens de l'État[8]. On y trouve enfin un thème vidé de toute substance pour donner une spécificité au socialisme algérien officiel, une sorte d'affiche internationale en quelque sorte et une légitimation idéologique du nouveau pouvoir.

---

4. Ferhat Abbas, document ronéotypé, 11 pages, 12 août 1963.
5. La gauche du FLN rassemble des populistes partisans d'une révolution par en bas et des marxistes.
6. Mohammed Harbi, *L'autogestion en Algérie : une autre révolution ? (1962-1965)*, Paris, Syllepse, 2020.
7. Tout particulièrement Ahmed Mahsas, ministre de l'agriculture.
8. La gestion des commerces, hôtels, restaurants, cinémas a été confiée au ministère du tourisme géré par Abdelaziz Bouteflika. La gauche du FLN était opposée à leur nationalisation. C'est sur son intervention qu'un de ses membres, Rabah Bouaziz, devenu préfet d'Alger, restitua restaurants et hôtels à leurs propriétaires.

La mouvance autogestionnaire, telle qu'elle s'est manifestée à travers l'action de «la gauche du FLN» n'avait, initialement, pas d'enracinement. Elle tirait sa force de la cohérence de son projet, des échos qu'elle avait dans les syndicats et des alliances successives qu'elle dut contracter avec les factions dominantes (FLN avec Ben Bella et Hadj Ben Alla, Fédération du Grand Alger, Amicale des Algériens en Europe, Groupe des Aurès) pour faire face à la pression des étatistes (Boumâaza, Mahsas) et du ministre de la défense. Le monopole des étatistes sur la gestion, l'impossibilité de faire accepter l'autonomie des entreprises industrielles et agricoles et de prendre en considération les lois du marché sans en faire des tabous, compromit son entreprise en poussant les ouvriers à réclamer, légitimement, le statut plus clair et moins contraignant de salariés.

Prisonnière de références dogmatiques sur la lutte des classes, plus portée vers le social que soucieuse des libertés publiques, «la gauche du FLN» avait compris, mieux que tout autre courant, la nécessité de partir de la société pour édifier l'État, la tâche primordiale de refondre l'agriculture et de former une paysannerie, et de clarifier les rapports de l'institution militaire avec le pouvoir politique. Les chefs de l'armée l'avaient, eux aussi, compris et en avaient fait leur cible première. D'autant qu'en avril 1964, 36 officiers se rangèrent à ses côtés contre le colonel Boumediene.

LE NATIONALISME POPULISTE

Le nationalisme populiste visait, à l'origine, à détruire la colonisation par la mobilisation de toutes les classes de la société. Son but n'était pas le socialisme. Le choix de ce système en 1962 s'inspirait de la métamorphose d'éléments des couches moyennes et de déclassés en tronc bureautique et trouva sa légitimation dans la perspective ouverte par la vacance du domaine colonial. Le nationalisme populiste était au pouvoir avec le FLN de Ben Bella, dans l'opposition avec le PPA de Messali Hadj, mais surtout avec le FFS d'Aït Ahmed et le PRS de Mohammed Boudiaf. Ces mouvements sont fortement personnalisés. Les chefs ne tiennent pas leur pouvoir d'une délégation des militants. L'autorité y présuppose la hiérarchie et demeure valide contre la volonté des militants, car ceux-ci ne l'accordent pas, mais la reconnaissent.

Le socialisme algérien auquel ces courants se réfèrent n'a ni théorie de la société, ni vision cohérente de son fonctionnement. Les ajustements successifs de la doctrine du FLN: plate-forme de Tripoli en

1962, charte d'Alger en 1964, charte de 1976 et abandon de toute référence au socialisme après 1988, témoignent d'une adaptation des élites à l'évolution spontanée des forces sociales. L'économie y est considérée comme un facteur second, un moyen de stabiliser le pouvoir.

Le socialisme algérien doit être compris comme un prolongement du nationalisme. Il se distingue du marxisme par son culte de l'État et sa volonté d'intégrer toutes les catégories sociales dans «la communauté du peuple». Outre la parenté de vocabulaire et parfois la structure de l'analyse politique, il existe de nombreuses passerelles qui mènent du stalinisme ou du marxisme à ce courant et inversement. Cette situation a créé une grande confusion chez les islamistes dont la littérature assimilera arbitrairement, par exemple, Mohammed Benyahia et Reda Malek aux communistes.

Les cadres issus du FLN voient dans l'éthique militaire du devoir, dans l'esprit d'organisation, l'efficacité et la discipline, les fondements d'un État où chacun se tient au poste qui lui est affecté comme un soldat ou un fonctionnaire. Leur culture politique, empreinte d'in tolérance et d'exclusivisme, a été incontestablement influencée par le style de commandement, la rudesse et le paternalisme des notables ruraux dans leurs rapports avec les paysans.

La guerre d'indépendance a accentué dans les consciences des traits qu'on pouvait déjà déceler chez les militants du PPA-MTLD : le goût du changement brusque et total, le refus des règles, la primauté de la lutte et la manipulation des espérances millénaristes en l'établissement d'un régime parfait.

Le choix du parti unique supprime la compétition et rejette les mécanismes de négociation, sans renforcer la cohésion. La cohabitation forcée entre des factions opposées sur les buts et les moyens, refusant de choisir dans la clarté les forces sociales sur lesquelles elles s'appuient, apparaît comme une constante. On se bat en permanence sous les couvertures ; chacun est contraint de déguiser ses actes, de recourir à l'autocensure ou à la communication oblique. Il va donc de soi que l'interdiction de l'opposition ne signifie pas la fin des affrontements politiques. Les conflits relatifs à la distribution du pouvoir et des richesses se manifestent à l'intérieur du FLN et de son État. Fait socialement significatif, dès la formation du gouvernement Ben Bella, l'autonomie des syndicats est mise en cause. Les tentatives pour empêcher la fermeture du système restent sans lendemain. La

commission de préparation du congrès (décembre 1963-mars 1964) écarte la proposition d'organiser ce mouvement sous la forme d'un parti travailliste dont la résistance ne serait qu'une composante, et le droit à l'organisation des tendances[9]. Tout en parlant beaucoup d'autogestion. Au lendemain du congrès d'avril 1964, le comité central du FLN inclut dans le règlement intérieur un article qui interdit à ses membres de démissionner, même en cas de divergence[10]. La dissidence ou la mise à l'écart en douceur sont la seule alternative laissée aux opposants de l'intérieur. Toutefois les conditions sociales et politiques ne se prêtent pas encore à l'affirmation d'une ligne monolithique. Cet article ne sera strictement appliqué qu'après le coup d'État du 19 juin 1965. Jusqu'alors, les responsables n'hésitaient pas à prendre parti contre la direction et à s'en dissocier ouvertement. Ben Bella sera mis plusieurs fois en minorité et ses projets écartés ou renvoyés devant des commissions *ad hoc*. C'est qu'au sommet de l'État et dans le FLN, le véritable pouvoir est partagé entre plusieurs centres.

La coalition qui avait porté Ben Bella au pouvoir était faite de plusieurs factions divergentes. Alors que l'opposition n'était pas encore vaincue, les débats sur les pouvoirs respectifs du FLN et de l'État provoquèrent sa désagrégation. Si le parti devait détenir le pouvoir suprême, l'administration et l'armée ne pouvaient plus être que ses organes. Or Ben Bella avait été porté au pouvoir par l'armée extérieure. Mettre fin à cette alliance, c'était céder le leadership à Khider derrière lequel s'étaient rassemblés des clients alléchés par le partage du butin colonial. Ben Bella se séparera de lui avant de faire exclure Ferhat Abbas, hostile à un régime de type présidentiel et au pouvoir par le parti. Le résultat fut l'incorporation d'un parti en gestation à l'État.

Se posa ensuite le problème de l'armée. Son unité restait à faire. L'intégration des wilayas à l'armée extérieure se fera en plusieurs étapes. Le commandant Larbi Berredjem qui régnait en potentat sur le Nord-Constantinois fut facilement écarté. Vint le tour de la Kabylie

9. *Charte d'Alger*, p. 39, Alger, 1964. Notons que l'histoire des années 1962-1965, actuellement en cours sous la forme d'un témoignage a été simplifiée et déformée. Au cours des débats à l'intérieur du FLN, j'ai proposé au président Ben Bella, avant de devenir un de ses conseillers, la substitution au FLN d'un parti de type travailliste. Il a donné son accord puis, sous la pression d'autres groupes, il s'est rétracté. Je suis revenu, mais en vain, à la charge en demandant la liberté d'organiser des tendances au sein du FLN.

10. Au comité central, seuls des membres de la gauche du FLN s'opposèrent à cette disposition défendue par un membre du bureau politique, Omar Benmahjoub.

où le colonel Mohand Oulhadj donna son appui à l'insurrection du FFS, puis le lui retira pour ne pas être accusé de collusion avec le Maroc en guerre contre l'Algérie au sujet des frontières. Les Aurès ne posaient pas de problème particulier. Le colonel Zbiri, désigné chef d'état-major sans consultation préalable avec le colonel Boumediene était un officier «légaliste». Mais sa nomination porta un premier coup aux relations de confiance entre le colonel Chaabani à qui le poste avait été promis et Ben Bella. Quand, après le congrès d'avril 1964, le colonel Chaabani est sollicité pour devenir membre du bureau politique du FLN, il décline l'offre et propose à sa place un de ses fidèles, Mohammed Djeghaba. Il finit par accepter à la condition de garder son poste de chef de région militaire. Nommé à l'état-major et soupçonnant à juste titre qu'il s'agissait d'une sinécure et non d'une responsabilité effective, il entre en dissidence et se lie à tous les opposants. Il sera réduit, condamné à mort par un tribunal militaire et exécuté. L'armée était entre les mains du colonel Boumediene. C'est le moment que Ben Bella choisit pour réduire le pouvoir de la faction dont il était le chef et se donner une capacité de décision qu'il n'avait pas.

Les intrigues contre Ben Bella sont à peine dissimulées par les effervescences lyriques des lendemains de la libération. Alger vit dans l'illusion qu'elle est devenue un nouveau centre mondial de la révolution. Les grands leaders du tiers-monde s'y succèdent. Il n'est pas de combat libérateur qui ne puisse trouver un modèle et une assistance dans la nouvelle Algérie. Mais derrière cette façade, chaque faction songe à nouer des alliances avec des groupes extérieurs potentiellement mobilisables. Le colonel Boumediene à la faveur des oulemas et de tous ceux que Ben Bella a poussés sur le devant de la scène et a déçu. C'est notamment le cas du colonel Zbiri. Chef d'état-major, il était sans pouvoir au ministère de la défense. Ses interventions auprès de Ben Bella restaient sans suite. La réponse était toujours la même: «Il faut t'entendre avec Boumediene[11].» Il finit par s'entendre avec Boumediene contre Ben Bella. Sans l'appui des Chaouias, le coup d'État du 19 juin aurait présenté de gros risques.

On peut imputer à Ben Bella trois erreurs.

11. Témoignage de Tahar Zbiri.

La première est de n'avoir pas compris qu'opposant au GPRA, il avait gagné l'appui des militaires à un moment où ses choix politiques n'apparaissaient pas clairement. Les militaires cherchaient un homme d'ordre et un chef. Ne l'ayant pas trouvé, ils en prirent la place. Le président Ben Bella n'avait pas la capacité de direction dont rêve tout officier. Ses sincérités multiples, ses bonnes intentions et son habitude de se laisser convaincre par son dernier interlocuteur ne pouvaient séduire ses partenaires.

La deuxième erreur est de s'être laissé prendre lui-même à l'impact de sa personnalité. Il fut, en quelque sorte, victime d'une illusion d'autorité, alors qu'il n'avait véritablement pas d'appui dans les secteurs principaux de la structure dominante (armée, administration). Ayant pris l'habitude de s'adresser directement aux masses dans un style charismatique, il n'a pas compris, comme le montrera son expérience avec le Mouvement démocratique algérien, après 1980, la nécessité d'organiser un parti pour appuyer sa politique et neutraliser la résistance des factions adverses.

La troisième erreur est de n'avoir pas voulu tirer toutes les conséquences d'une adhésion, qui s'est révélée tactique, à l'autogestion et d'avoir ajouté au désordre consécutif à la lutte des factions, le désordre dans la gestion.

Face à ses opposants, Ben Bella n'a pas perdu le pouvoir parce qu'il sacrifiait les libertés au développement. Tous les dirigeants issus du FLN entretenaient avec l'idéal démocratique un rapport instrumental, cet idéal n'était alors qu'un «un rêve au seuil de la conscience[12]».

L'ÈRE DU BOUMEDIENNISME

Le coup d'État du 19 juin 1965 ouvre la route du pouvoir à une faction réunie autour du colonel Boumediene, le groupe d'Oujda, dont font partie ses jeunes collaborateurs Abdelaziz Bouteflika, Ahmed Medeghri et Chérif Belkacem. Ben Bella avait œuvré à leur promotion pour éloigner des centres du pouvoir les égaux du colonel Boumediene à l'état-major, Ali Mendjeli et Kaïd Ahmed, plus sévères à l'égard de son style de travail et de ses alliances tous azimuts. Cette faction avait besoin de l'appui du colonel Tahar Zbiri derrière lequel se regroupent d'une manière lâche et peu structurée les officiers chaouias

12. Sur l'opposition voir Ramdane Redjalor, *L'opposition en Algérie depuis 1962*, t. 1, Paris, L'Harmattan, 1988.

Saïd Abid, Mohammed Salah Yahiaoui, Salah Soufi (Bendidi), Amar Mellah, etc. Le groupe d'Oujda et le «groupe de l'Est» formaient l'ossature du Conseil de la révolution, nouvelle direction du pays. Y siégeaient également les chefs de wilayas[13], des membres du bureau politique du FLN[14], de l'ex-EMG[15], les chefs des régions militaires[16], de la police[17], de la gendarmerie[18], tous subordonnés au colonel Boumediene, président du Conseil et ministre de la défense.

Très vite, les orientations à prendre, privatisation, autogestion ou étatisme, offrirent des motifs de crise. La question du pouvoir provoque la secousse décisive. Les anciens chefs de wilaya, affectés collectivement au secrétariat du FLN sous l'autorité de Chérif Belkacem, ne voulaient pas jouer les faire-valoir à la tête d'une organisation dont le statut, inférieur à celui de l'administration, devait, selon Boumediene, ressembler à un bateau à quai. «Il ne devait ni bouger ni couler.»

Le ministre de l'intérieur, Ahmed Medeghri, était pressé de restituer terres et entreprises à leurs anciens propriétaires algériens. Les syndicats, supervisés au niveau ministériel par Abdelaziz Zerdani, étaient aux prises avec Abdesslam Belaïd, décidé à en finir avec l'autogestion. La segmentation des élites militaires relança le conflit entre cadres partisans et ex-officiers de l'armée française[19] qu'on accusait le colonel Moulay Abdelkader Chabou, secrétaire général du ministère de la défense et membre du Conseil de la révolution, de favoriser.

Se faisant l'interprète de tous les mécontentements, Tahar Zbiri posa le problème du rôle du Conseil de la révolution, puis celui de l'institutionnalisation. «Toi aussi, tu crois à ces sornettes?», lui répondit H. Boumediene[20] qui, comme à son habitude, temporisa. Le colonel Zbiri le relança, avant de bouder les cérémonies officielles. Le gros de l'armée et une grande partie du Conseil de la révolution étaient à ses côtés, mais les manœuvres de ses adversaires, les opérations d'intoxication psychologique dont il fut l'objet l'acculeront à l'affrontement. Ne l'ayant ni cherché ni voulu, il sera vaincu, entraînant

13. Mohand Oulhadj (W3), Youssef Khatib (W4), Salah Boudnider (W2), Haddou Bouhadjar (W5).
14. Bachir Boumâaza, Ahmed Mahsas, Mohammedi Saïd.
15. Ali Mendjeli, Kaïd Ahmed.
16. Commandants Saïd Abid, Chadli Bendjedid, Abdallah Belhouchet, Amar Mellah.
17. Ahmed Draïa.
18. Ahmed Bencherif.
19. Après 1962, plus de 200 officiers rejoignirent l'ANP.
20. Témoignage de Salah Zbiri.

dans sa chute tous les adversaires du groupe d'Oujda, à l'exception de l'un de ses clients, Mohammed Salah Yahiaoui, chef de la région de Colomb-Béchar. C'est en décembre 1967 que le coup d'État du 19 juin trouve son achèvement.

Le groupe d'Oujda monopolise la décision. Les organisations satellites du FLN sont épurées et mises au pas (UGTA) ou supprimées (UNEA) par Kaïd Ahmed, remplaçant de Chérif Belkacem au FLN. L'homme a de l'ambition et n'est pas impressionné par Boumediene. Dans son sillage, les responsables du FLN veulent jouer le premier rôle et réclament l'attribution des principaux postes de l'État à des militants du FLN. Peu importait qu'ils l'aient rejoint par intérêt et non par conviction. Les groupes les moins favorisés des classes moyennes exigeaient du pouvoir. Boumediene, tout en demandant aux hauts fonctionnaires de s'inscrire au FLN, mit fin à la grogne de ce mouvement en déclassant Kaïd Ahmed. De responsable du parti, il devenait «responsable de l'appareil du parti». Il était entendu que le FLN était incorporé à l'État. Par ce biais, ses fonctionnaires en devenaient les serviteurs. Mais les ambiguïtés nées de cette situation n'étaient pas pour autant levées. Les conférences périodiques des «cadres de la nation» montraient bien la primauté des fonctionnaires et de l'armée sur les militants.

Ses desseins couronnés de succès, Boumediene chercha à asseoir son indépendance complète à l'égard de la faction qui l'avait porté au pouvoir. Il la neutralisera au terme d'une longue crise qui prend fin avec l'exil de Kaïd Ahmed et le «suicide» d'Ahmed Medeghri. De ses compagnons de route, il ne reste à ses côtés qu'Abdelaziz Bouteflika. L'examen du destin tragique des membres du Conseil de la révolution en dit long sur les mœurs et les pratiques du pouvoir. Boumediene s'est hissé au pouvoir, contre Ben Bella, au nom de la collégialité, c'est-à-dire au nom du respect de l'équilibre entre les chefs. Dérogeant à ce principe, il se relégitime contre ses alliés d'hier par des opérations ponctuelles (réforme agraire, conflit avec le Maroc sur la question du Sahara occidental) et, pour couronner le tout, par l'élaboration d'une charte et d'une constitution-programme[21]. Le prince en appelle à l'opinion contre les barons du régime et trouve dans le

21. Elle est adoptée par référendum en 1976.

plébiscite la confirmation de sa légitimité et de son indépendance à l'égard de ses pairs.

L'incorporation de la fonction policière à la fonction politique met entre les mains du colonel Boumediene un instrument redoutable. L'étatisation de l'économie prolonge le nationalisme, mais l'analyse montre les liens qui existent entre la gestion prédatrice de l'économie et la régulation politique.

1. *La Sécurité militaire* devient la principale force d'intervention. Ses réseaux pénètrent les administrations, le FLN, la police. Ils choisissent les représentants au niveau municipal et régional et siègent dans les commissions de marché. Le rôle de la Sécurité militaire est prépondérant dans la cooptation des élites, l'organisation des congrès, les débats publics.

N'échappent à son contrôle que les membres du groupe d'Oujda qui disposent d'un pouvoir politique véritable. À quelques exceptions près, dont celle d'Abdesslam Belaïd, les ministres ont, dans leurs départements, un pouvoir de décision inférieur à celui de leurs fonctionnaires «placés». Ce sont ceux-ci qui décident, dans l'ombre, des promotions, des limogeages et des privilèges. La peur est un des facteurs d'exercice du pouvoir. La génération de la résistance n'échappe pas à l'arbitraire. Dévalorisée moralement, corrompue dans de larges proportions par les privilèges obtenus, elle n'a plus d'impact sur la société.

La répression contre les adversaires du régime ne doit pas être évaluée seulement en fonction de son degré d'intensité comme on a tendance à le faire, mais aussi de ses méthodes. La surveillance policière, l'osmose entre la magistrature, la police et le monde des avocats d'affaires – conseils des grandes sociétés, intermédiaires avec le marché international – permettent de faire fonctionner la répression à l'économie. La fabrication de faux dans un but de chantage agit dans le même sens. Les victimes coopèrent souvent à leur propre avilissement. Aux procès expéditifs, succèdent la libération anticipée de condamnés qui voient s'ouvrir devant eux la route qui mène à l'affairisme. «Dotés», ils permettent au régime de discréditer, à son profit, toute opposition. Les assassinats (Krim, Khider), les «suicides» (Saïd Abid, Medeghri), les accidents (colonel Abbès, colonel Chabou, etc.) couverts par des commissions d'enquête qui ne livrent jamais leurs résultats, servent à promouvoir la politique intérieure.

La formation de cadres en URSS (promotion «tapis rouge») s'est traduite par un transfert de la machination de type stalinien en Algérie. Rien n'illustre mieux cette dérive que l'affaire de Cap Sigli. Les services de la sécurité militaire suscitent, par des manipulations diverses, un parachutage d'armes en Petite Kabylie (10 décembre 1978) par les autorités marocaines. S'y trouvent amalgamés un État en conflit avec l'Algérie sur la question du Sahara occidental, des personnalités aussi diverses que Ferhat Abbas, Ahmed Mahsas, Tahar Zbiri, Hadj Smaïn, Mohammed Seddik Benyahia. Seuls Aït Ahmed et Boumâaza avaient flairé le piège.

L'édifice policier est complété par des réseaux spéciaux, dont ceux de Messaoud Zeggar (Rachid Casa), directement liés au colonel Boumediene. Tous ces appareils sont les centres d'un affairisme sous contrôle, la place forte d'une stratégie collective d'enrichissement.

2. *Étatisation de l'économie.* Après l'échec des projets de développement, l'idée selon laquelle l'étatisme envahissant qui s'est emparé de l'Algérie serait le produit d'une décision arbitraire du pouvoir ou de dogmes idéologiques, s'est ancrée dans nombre d'esprits. Or le pouvoir a d'abord cru à la possibilité de coopérer avec les intérêts internationaux pour promouvoir la modernisation. L'URSS, par la voix de Khrouchtchev, avait averti Ben Bella: «Nous ne pourrons pas supporter deux Cuba. Vous avez un bon partenaire, le général de Gaulle, gardez-le[22].» Les élites algériennes, par choix, regardaient surtout vers l'Occident et reproduisaient la démarche de Nasser avant 1956. C'est de l'expérience qu'est né le conflit avec d'autres intérêts nationaux, ceux de la France notamment. Le groupe d'Oujda hésitait sur la voie à suivre. Mais les concours qu'il espérait de France, et d'ailleurs tardant à se manifester, le colonel Boumediene qui tenait à l'autonomie de décision nationale suit son ministre de l'industrie et change son fusil d'épaule. L'idéal du développement continue l'action du nationalisme. Il est vécu à la fois comme une guerre avec ses soldats et comme une religion avec ses prêtres, les économistes et les technocrates. L'idéologie mobilise les groupes sociaux les plus divers contre la structure coloniale de l'économie. Le pays, divisé politiquement, se trouve uni dans une commune opposition à une société industrielle. Populiste et autoritaire, le modèle de développement,

22. Notes personnelles, mai 1964.

porté à bout de bras par la rente pétrolière, substitue les mécanismes d'allocation des ressources publiques aux mécanismes de négociation et de marchandage collectif. Tablant sur une progression continue, le pouvoir politique croyait pouvoir brider indéfiniment les contradictions sociales par l'allocation continue, directe ou indirecte de gratifications à tous les groupes sociaux et se donner une légitimité religieuse en instrumentalisant l'islam, d'où son acharnement à s'approprier la religion et à s'en remettre à des fonctionnaires pour gérer le champ religieux. Sous prétexte de prémunir l'identité algérienne contre l'«agression culturelle» et l'influence «néfaste» des idéologies étrangères, les fonctionnaires de la religion s'emparent de l'appareil scolaire, créent des instituts de formation des imams, introduisent, par prédicateurs interposés, la politique dans les mosquées. La collaboration entre l'État modernisateur et les hommes de religion ne se réalise qu'au prix d'un double langage[23]. Privé de toute autonomie, l'islam va sortir de la sphère officielle, s'articuler sur le social et le politique, revendiquer la redéfinition des institutions conformément à la Chari'a. Le piège se refermait sur les apprentis sorciers et avec eux sur toute la société. Lorsqu'en 1976, à l'occasion des débats sur la Charte nationale, le régime réalisa ses bévues et ordonna la fermeture des instituts islamiques, il était bien tard. Dans tous les domaines de la vie, un nouveau type de diplômé, plus proche par son style des tribuns nationalistes que des anciens oulémas, pamphlétaire, expert dans la manipulation des sentiments se signalait à l'attention du public et annonçait l'islam parallèle. Il n'avait pas encore l'aura des gestionnaires de l'Économie.

La récupération des richesses nationales, l'industrialisation par l'État et la réforme agraire concourent à la formation d'un capitalisme bureaucratique avec, comme conséquence, l'émergence d'une intelligentsia fonctionnelle. L'administration assume à la fois la fonction d'exécution et de gérant du patrimoine national. Le rôle exorbitant de l'État, dans ses attributions économiques, dans son monopole sur l'instruction et la culture, dans son rôle d'arbitre de la sélection sociale provoque une concentration, au sommet, de l'initiative et des moyens.

La salarisation massive, la pratique généralisée du suremploi permettent, pendant une courte période, de laisser croire que l'économie

23. Voir Luc-Willy Deheuvels, *Islam et pensée contemporaine en Algérie : La revue* Al Asala, *1971-1981*, Paris, CNRS, 1991.

se développe et tend à satisfaire les besoins de la population. Toutefois, les coûts financiers des industries, fortes consommatrices de matières premières et de produits importés, sont énormes. Gouffre à devises, elles fonctionnent au-dessous de leurs capacités. Le coût social n'est pas moindre. Malgré un pouvoir d'achat sans rapport avec les capacités réelles du pays, la pénurie de logements et de produits de consommation courante va bientôt devenir un cauchemar pour les classes populaires[24]. Cette situation renforce l'attraction des modèles de consommation de l'Occident et suscite chez certains technocrates des interrogations sur la validité du modèle et sur les effets de la gestion privative de la rente.

Comme dans les pays de l'Est, l'économie algérienne fonctionne selon le bon vouloir de l'État. Ses dysfonctionnements ont, en partie, leur origine dans l'expropriation politique des populations et sont un élément constitutif d'un modèle étroitement subordonné à la régulation politique. Il est cependant hasardeux d'assimiler le passage obligé des classes par l'État qui caractérise l'Algérie au «socialisme» des pays de l'Est.

L'opposition «secteur public-secteur privé» ne peut rendre compte du fonctionnement d'un capitalisme d'État que seule la connaissance empirique des voies de l'accumulation, des pressions du marché international, des phénomènes de patronage et de clientélisme et des stratégies familiales permet de comprendre. Dans une recherche sur le système des rentiers, le professeur Ahmed Henni met à nu les bases de la corruption politique des différentes classes.

> Le système de prix libres pratiqué par les entrepreneurs privés et le commerce sous forme de marché parallèle absorbe l'excès de pouvoir d'achat libéré par les bas prix du secteur public et le rationnement. Le système trouve ainsi la base sociale qu'il lui faut, car il emporte l'adhésion de tous, sauf de ceux qui travaillent réellement et n'y trouvent pas leur juste récompense. Entrepreneurs publics et privés, titulaires de signatures, salariés rentiers, tous y trouvent leur compte. Il est clair que, dès que l'on voudra obliger les gens à payer un loyer vrai ou une consultation

24. C'est sous Boumediene que commencent les constructions illicites et que réapparaissent les bidonvilles, parfois habités par des gens roulant en Mercedes.

> médicale, ce sera autant de pouvoir d'achat en moins pour constituer une demande de la production privée.
> C'est pourquoi les privés algériens ont toujours été rattachés à ce système. Leurs intérêts convergent avec ceux des salariés rentiers[25].

Dès 1977, il apparaissait clairement que l'évolution ne se conformait pas au schéma des modernisateurs. La manipulation de la rente pétrolière masque provisoirement les impasses d'un capitalisme bureaucratique en crise. Une campagne de rumeurs sans précédent est lancée des sommets contre le colonel Boumediene. La crise de l'autorité, déterminée par la résistance passive des populations, concourt à la dégradation de l'esprit public et de l'éthique professionnelle, au refus de l'effort dans l'administration et les entreprises. L'appel au nationalisme face à la recherche de l'avantage immédiat s'avère inefficace. Dans le secteur étatisé, on assiste à une flambée de grèves ouvrières et à la manipulation des désistements d'acquéreurs de terres nationalisées. Revanche du marché sur les interventions administratives autoritaires, les pratiques illégales dans l'économie interviennent comme correctif contre les blocages de fonctionnement, mais provoquent aussi la formation d'un secteur informel dominé par les hommes du régime. Au plan politique, on assiste à l'évolution souterraine d'oppositions de type culturaliste, sous le signe de l'islamisme ou du berbérisme. Les droits de l'homme n'étaient pas encore à la mode.

RÉGULATION POLITIQUE ET PRÉDATION

Comment réduire les tensions politiques dans un pays où la guerre d'indépendance a mobilisé des milliers d'acteurs ? La répression à elle seule ne saurait y suffire. Y suppléera donc la distribution des ressources de l'État pour neutraliser les opposants en puissance et les désigner ensuite, comme bourgeois, à la vindicte publique. Confiée à Chérif Belkacem, l'opération qui témoigne de l'incompatibilité foncière entre les pratiques et l'idéologie officielle, « socialiste », commence par les cadres de la résistance, éliminés après la mésaventure du colonel Tahar Zbiri. Les uns sont dotés de capitaux et autorisés à prospérer dans le secteur privé. Les autres reçoivent des sociétés nationales en apanage. L'État se crée de toutes pièces une clientèle et les fonctionnaires y

25. Document ronéotypé, 142 pages, p. 34. Archives privées.

trouvent une caution politique pour se forger des passerelles avec le monde des affaires. Contrairement à un mythe cher aux étatistes, le contrôle de l'économie par l'État n'était pas hostile à la propriété privée dont la dénonciation participait des techniques de domination.

L'appropriation des fonds publics prend les formes les plus diverses. La gestion des sociétés nationales donne lieu à de multiples trafics favorisés par l'existence d'intermédiaires[26] répercutant les incitations du marché international. Commissions sur les achats et les investissements, surfacturations, etc. épongent la richesse nationale. Les pourcentages sur les achats déterminent les choix des fournisseurs et des produits, toujours au détriment du consommateur. La spéculation ne cesse d'accompagner de ses affairismes divers le négoce des céréales, du café, du sucre, du lait, aux mains d'hommes étroitement associés aux fournisseurs. Ce phénomène apparaîtra en toute lumière, sous Chadli Bendjedid, quand le changement de fournisseurs donnera lieu à une féroce bataille entre le complexe militaro-économique et le gouvernement Hamrouche, victime d'une violente campagne de presse prenant appui sur des thèmes antisémites[27].

La situation créée par le régime Boumediene, plus connue par les forces qui dominent le marché international que par les Algériens, a donné naissance à des personnages étranges qui se distinguent par un mélange schizophrénique de nostalgie de la résistance, de corruption personnelle, de discours socialiste et de vanité nationale. Le même homme, hier encore enraciné dans la plèbe, peut dénoncer l'agiotage, vilipender l'impérialisme français, désigner du doigt un concurrent associé à d'autres hommes du pouvoir, s'offrir un hôtel de luxe à Paris, servir de prête nom aux puissants du moment et survivre à toutes les tourmentes.

En définitive, la bourgeoisie d'État s'affirme comme «une force supérieure à des péripéties» qui n'entament ni son élargissement ni son enrichissement. Ses revenus, occultés la plupart du temps, sont soustraits à une fiscalité sélective. Sa démarche reste déterminée

26. Abdesslam Belaïd avait fait passer une mesure pour éliminer les intermédiaires algériens. Elle avait été acceptée par le colonel Boumediene en accord avec Messaoud Zeggar qui voulait être le seul intermédiaire.

27. Les groupes d'affaires lésés ont crié au complot sioniste. Le bureau d'études Act qui avait été chargé de rationaliser le secteur commercial, employait un marocain de confession juive, Raymond Benaïm, condamné dans son pays pour des motifs politiques.

par le poids du passé. Dans ses travaux sur le capitalisme fiscal en Algérie, Peter Von Sivers constatait que l'organisation économique de la couche supérieure rurale était «fiscale et non productive» et notait que ses revenus se fondent sur les rentes, sur les commissions et sur les impôts[28].

Ce phénomène que nous avons évoqué dans nos travaux[29] pour caractériser la trajectoire des groupes sociaux algériens a été étudié, sous différents aspects pour la période coloniale, par Ahmed Henni[30]. En l'évacuant, le marxisme dans ses versions soviétique et maoïste a réduit l'État à un rôle purement instrumental au service du projet de développement, et a occulté le rapport étroit entre les tendances prédatrices des couches bureaucratiques et une bourgeoisie rentière. L'analyse sociale était faussée et les pratiques du pouvoir ramenées à des dysfonctionnements. Au bout du chemin, ne restaient plus comme thèmes de réflexion que les débats sur l'honnêteté et la compétence des exécutants. Le moralisme devenait, comme chez les élites religieuses, la clé de toutes les interprétations.

Les premières lézardes dans l'édifice apparaissent du vivant même de l'architecte du système, Houari Boumediene. Plus que le régime d'Ahmed Ben Bella ouvert à l'intervention populaire contrôlée et au monde extérieur du fait des circonstances, celui du colonel Boumediene s'inscrit mieux dans la continuité de la révolution. Il pousse jusqu'au bout la logique autoritaire et l'exigence de décolonisation radicale, mais en accentuant la désarticulation des rapports sociaux, en détruisant l'agriculture et en aggravant toutes les tendances, déjà à l'œuvre sous la colonisation (émigration, exode rural, déculturation, segmentation des élites etc.). L'État reste extérieur à la société et ne réussit pas à s'enraciner dans la nation. C'est qu'il n'y a de modernité qu'engendrée dans la liberté. Or, comme celui de ses prédécesseurs, le pouvoir de Boumediene repose d'abord sur l'assentiment des élites, «les cadres de la nation». Hostile à la reconnaissance d'une opposition, le colonel Boumediene croyait, comme tous les nationalistes populistes, au mythe d'une communauté étrangère aux factions. Or, celles-ci, dans et en dehors du système, restaient toujours à l'œuvre. Pour leur échapper,

28. Peter Von Sivers, «le capitalisme fiscal en Algérie», *Annales-Economie-Société-Civilisations*, 35e année, n° 3-4, mai-août 1980.

29. Mohammed Harbi, *La guerre commence en Algérie, op. cit.*

30. Ahmed Henni, *État, surplus et société en Algérie*, Alger, Édition nationale du livre, 1986-1987.

il se trouva spontanément poussé à transférer sur sa personne la souveraineté du corps social. Combinant la pression, la corruption, l'appel à l'intérêt national et l'exploitation du narcissisme d'élites fascinées par la grandeur et la puissance, il se montra très habile dans la manipulation de l'opinion et se la rallia au moment de la guerre arabo-israélienne de juin 1967.

On ne peut, sans simplification, qualifier son régime de dictature militaire. Respecté et craint des officiers, Boumediene ne laissa pas l'armée exercer le pouvoir, mais s'en servit pour consolider le sien. L'affectation de militaires à des institutions civiles lui permettait de maîtriser les contradictions de l'armée, tout en sécurisant son encadrement.

On a tendance, aujourd'hui, à imputer au seul Houari Boumediene les échecs d'un modèle de développement. Ce jugement manque de sérénité. La part prise par des élites arrivistes et peu attentives à la capacité endogène du pays à son élaboration et à sa mise en œuvre ne saurait être niée. Le volontarisme des militaires et la vanité des technocrates se sont unis dans la commune conviction que le retard de la société ne saurait être rattrapé qu'en concentrant l'initiative et les ressources entre les mains de l'État. Le dédain à l'égard des «masses ignares» leur servait de légitimation. Ce même dédain est à l'origine de l'impuissance d'oppositions incapables d'entreprendre une critique de l'héritage révolutionnaire. L'adhésion à un schéma évolutionniste du développement dans sa version rostovienne[31] ou soviétique renforçait cette incapacité.

Quand le colonel Boumediene quitta la scène à la suite d'une maladie, sa disparition ne fut pas saluée par le soulagement général que ses adversaires espéraient. En haut, les dirigeants connurent le vertige du vide. En bas, le sentiment confus d'avoir perdu un père nourricier fit place à la douleur.

L'APRÈS BOUMEDIENE

Il ne s'agit pas ici de présenter une image exhaustive ou définitive de l'ère Chadli, mais de la saisir dans sa dynamique et d'essayer de

31. NdÉ. La théorie rostovienne du *take-off* (1970) reposait sur une interprétation de l'histoire de l'industrialisation anglaise, supposée pouvoir devenir le modèle des industrialisations à venir. Voir Jean Philippe Peemans, «Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable», *Mondes en développement*, n° 150, 2010/2.

comprendre pourquoi le boumediennisme a pu produire des héritiers apparemment étrangers à lui-même.

Orphelin d'un père sévère, les dirigeants de l'État FLN, confrontés à la redistribution des pouvoirs sans y être préparés, se demandaient comment des luttes âpres et violentes entre eux pouvaient être évitées. La peur d'une intervention populaire maintenait leur unité. La couche dirigeante se composait de quatre groupes : la direction de l'armée qui avait nommé comme coordinateur le chef de la région militaire de l'Oranie, Chadli Bendjedid, le FLN avec Mohammed Salah Yahiaoui, les industrialistes avec Abdesslam Belaïd, la haute administration qui se reconnaissait dans Abdelaziz Bouteflika, seul rescapé du groupe d'Oujda.

Le pouvoir des gestionnaires de l'industrie avait commencé à décliner avec la nomination d'Abdesslam Belaïd au poste de ministre des industries légères. N'étant pas au Conseil de la révolution, lequel devait être dissous après le congrès du FLN, Abdesslam Belaïd n'avait droit au chapitre qu'indirectement. Les nécessités de la transition avaient introduit dans le jeu le président de l'Assemblée nationale, Rabah Bitat. Entre lui, Yahiaoui et Bendjedid, se réalisa un accord pour gouverner ensemble le pays. Mais la formule d'un triumvirat fut écartée par la direction de l'armée, au profit de celui qu'elle avait désigné. Dans ce choix, la Sécurité militaire avait joué le premier rôle. Ses chefs (Kasdi Merbah, Yazid Zerhouni, Ferhat Zerhouni et Tounsi) connaissaient bien le pays et le personnel dirigeant, mais n'avaient pas le poids des chefs des régions militaires. Ils seront parmi les premières victimes des remaniements à venir.

Connu pour ses relations avec le monde des affaires, dirigiste, Chadli Bendjedid, intronisé secrétaire général du FLN par un congrès, devint président de la République à l'issue d'élections sans choix. Ses parrains dans l'armée, ses concurrents et les résistants qui brûlaient de revenir sur scène voyaient en lui un homme de transition. Peu porté aux relations publiques, il composa avec tous les groupes d'intérêts en présence, sans pour autant leur céder sur les prérogatives héritées de son prédécesseur et ne pardonnera pas à ses rivaux d'avoir voulu amender la Constitution pour mieux le contrôler. Pour disposer du pouvoir réel, il faudra au nouveau Président investir, par clients interposés, les institutions qui faisaient la force du boumediennisme, comme l'y invitait l'absence de ces règles du jeu caractéristique des

États de droit. Appuyé par l'armée, entrée en force dans son sillage au comité central et au bureau politique, il modifia, après trois années de luttes feutrées et de remaniements, la composition des groupes qui possèdent politiquement l'État, détiennent ou contrôlent la propriété. C'est ainsi qu'il s'allia avec Yahiaoui pour abattre les industrialistes, s'appuya sur les chefs de régions militaires pour neutraliser Merbah, écarta Yahiaoui au profit de Mohammed Chérif Messadia qui, comme lui et Abdallah Belhouchet, venait de la «base de l'Est», limogea Bouteflika avant de faire arrêter Messaoud Zeggar qui pouvait en être le bailleur de fonds. Si tous ces hommes, hier encore puissants, ont été aisément vaincus par une personnalité falote mais imprévisible et impénétrable, et s'ils ont pris le parti de se réfugier dans le silence, c'est qu'ils étaient victimes de deux faiblesses fondamentales: l'absence de soutien dans l'armée et l'attachement à une culture politique fondée sur le principe d'autorité.

Avant de tourner la page du boumediennisme, le président Chadli s'efforça de donner un tour positif à son action par des faveurs aux anciens résistants et par certaines mesures politiques. Le rétablissement de la libre circulation des personnes, la libération de Ben Bella, la grâce du colonel Zbiri laissèrent espérer une libéralisation du régime et donnèrent au président Chadli Bendjedid une popularité réelle. La criminalisation des éliminations politiques qui n'épargna ni les barons du boumediennisme (Tayebi Larbi, Abdelaziz Bouteflika, Mohammed Salah Yahiaoui, Abdesslam Belaïd, etc.) ni leurs clients (Ghozali, Lyassine, Akrouf, Mimouna Kebaïli, etc.) laissa les gens indifférents. L'arbitraire qui était au cœur du système touchait à leur tour les puissants. L'innovation dans le domaine des procédés d'intimidation qui touchaient coupables et innocents, terrorisait ses adversaires. Dans la Cour des comptes («des règlements de compte», disait-on), présidée pendant une période par Ahmed Taleb, certains inquisiteurs étaient de notoriété publique des hommes véreux.

Dans leur présentation de l'œuvre politique du président Chadli Bendjedid, ses contradicteurs insistent sur la destruction de l'autorité de l'État et entendent par-là le contrôle direct, par les groupes dominants (armée, FLN, bureaucratie), de la population, sans légitimité populaire et sans la médiation de l'État, appareil coercitif mais rationnel. Ces contradicteurs occultent une donnée majeure: l'absence d'État est une constante de la vie politique depuis 1962. À sa place, il y a

une machine politique. Les institutions sont des formes vides. Il est impossible, sauf pour des cercles étroits d'initiés, de désigner le lieu où se prennent les décisions politiques. Comme ses prédécesseurs, mais avec moins de relief, le président Chadli Bendjedid s'est borné à définir ou à ratifier les compromis entre les factions qui rivalisaient pour le pouvoir. Apprécier sereinement son œuvre nécessite que soient déterminés les éléments de continuité du système et les obstacles qu'il a rencontrés ou qu'il s'est créés.

Jusqu'en 1989, le système algérien s'est caractérisé par une indissoluble unité entre la politique et l'économie. Les relations de puissance et l'assurance contre les risques sociaux grâce à la salarisation généralisée inspiraient la pratique des dirigeants. Dans leur majorité, ingénieurs et experts ont signalé la gravité des dangers encourus du fait du surnombre des postes de travail dans les entreprises, du choix arbitraire des lieux d'implantation des usines, du recours à des technologies trop sophistiquées pour la capacité endogène, de l'absence de contrôle financier. Leur exclusion des cercles où se prenaient les décisions rendait vaines leurs critiques.

Le second élément de continuité réside dans la crise d'autorité sur les lieux de travail et dans les administrations, îlots de pouvoir quasi autonomes. « Voler l'État, ce n'est pas voler », telle était la devise. Fait de système, cette crise d'autorité a préexisté au chadlisme. Les mesures administratives que son régime a mises en œuvre pour la surmonter se sont avérées vaines. La politique d'« assainissement » a été un échec. Elle n'a pénalisé que les classes pauvres des bidonvilles expulsées des cités, dans des conditions iniques, et renvoyées à l'intérieur du pays sous escorte militaire.

Le troisième élément est le quadrillage des administrations économiques (commerce, agriculture, industrie) par les réseaux de clientèles. La pénurie des produits – suscitée parfois par les agents des services d'approvisionnement qui sont, dans la structure sociale, les vrais commerçants –, la rareté des biens sociaux (logements, etc.) en ont fait le cadre naturel de l'échange par troc. Le capitalisme mercantile fleurissait à l'ombre de l'État tutélaire. L'impunité dont jouissaient les fonctionnaires protégés contrastait avec les risques encourus par ceux de leurs collègues qui restaient attachés au respect des règles. Il reste vrai que le marché parallèle a connu, sous Chadli Bendjedid, un développement sans précédent. De l'affairisme sous contrôle, on

est passé à un affairisme débridé. Des familles entières, mettant à profit l'attribution d'une allocation en devises à tout candidat au voyage, se sont faites les relais d'un secteur informel. Tout le monde commerçait, spéculait, agiotait. Les transactions illégales en devises étrangères avaient un banquier tout trouvé : l'émigration algérienne en France. Les demandeurs de devises, organisés avant 1979 en réseaux locaux et régionaux de collectes de francs français, se sont multipliés. Les spéculateurs détournaient une épargne privée évaluée, en 1979, à 66 milliards de dinars. Le dinar algérien, largement surévalué du fait d'un système productif en panne et d'un recours abusif à la planche à billets, est passé en quelques années de la parité avec le franc français à dix centimes sur le marché parallèle.

Comment surmonter les effets d'une bureaucratisation asphyxiante, modifier des mécanismes de gestion récusés par l'expérience et rattraper le retard de l'habitat, des transports, de l'hydraulique dans une conjoncture où un développement démographique accéléré menaçait les acquis de tous ?

Dans les années 1980, les caisses de l'État étaient pleines. Les militaires, rassurés par des années de stabilité, se montraient sensibles à une ouverture à la société. Les cadres de l'économie – même les plus volontaristes – avaient pris conscience des contraintes des lois de la valeur et du marché mondial. L'idée d'un développement autocentré sans référence à la capacité endogène s'était avérée une chimère. Malheureusement, le diagnostic des réformateurs – quelques économistes sans appui réel dans les groupes dominants, obsédés par la seule logique d'accumulation des biens et de l'accroissement de la production –, a porté exclusivement sur l'économie. La rationalisation s'est accompagnée d'une fermeture totale du système politique. Au moment même où se décidait le relâchement des forces du marché, la classe ouvrière se voyait privée de la possibilité de marchander sa force de travail en vertu de l'article 80 des statuts du FLN qui réserve à celui-ci le monopole de la représentation syndicale. Les cadres en place furent désignés comme boucs émissaires d'une politique décidée en haut lieu et écartés le plus souvent au profit de médiocres, clients du nouveau pouvoir. Le changement de perspective, le renversement des alliances intérieures ont aggravé le désordre au lieu de le maîtriser. Le pouvoir créait lui-même de nouveaux obstacles. Il était pourtant clair que les difficultés réelles étaient liées au système politique et à

la gestion privative du pouvoir central, comme le montrent les stratégies contradictoires des réformateurs Abdelhamid Brahimi d'abord, Ghazi Hidouci ensuite et celles de leurs tuteurs à la Présidence. Le Président et son alter ego dans le sérail, Larbi Belkheir, voulaient se donner, grâce au contrôle des approvisionnements, les moyens de la régulation politique, s'ouvrir au secteur privé et aux nantis. Mais en dehors de l'agriculture, ce secteur n'était pas entre les mains d'entrepreneurs, mais de rentiers (courtiers, intermédiaires avec le marché international, spéculateurs). La manipulation des devises étrangères au profit de faux chefs d'entreprise a favorisé l'évasion des capitaux. L'absence et l'impossibilité d'une fiscalité sur l'enrichissement appauvrissaient le pays. Dans les conditions d'une corruption sans frontières, le désengagement social de l'État ruinait sa crédibilité. Avec l'assèchement du stock des devises en 1986, le pouvoir se retrouva le dos au mur. La pratique des emprunts à court terme pour nourrir la population, faire fonctionner l'économie et rembourser les intérêts des emprunts aggravait l'endettement et mettait l'Algérie à la merci de ses créanciers. La prédation continuait cependant. Dans la faction dirigeante, il n'y avait pas de véritable conscience nationale. D'où pouvait alors venir le changement, sinon de l'exacerbation des contradictions économiques et sociales ?

LES CHEMINS DE LA CRISE OUVERTE

Quelle que soit la faction à laquelle ils appartenaient, les dirigeants du FLN avaient un dénominateur commun : la défense du monopole politique. Aucun d'eux n'était prêt, en 1980, à prendre en considération les problèmes de société, à réviser les dogmes figés sur les questions de la langue et de la culture, sur les rapports de l'État et de l'islam, sur le patriarcat, sur les libertés publiques. C'est pourtant sur ces thèmes que se manifeste l'opposition de la société au pouvoir. Le calendrier de la protestation sociale est connu. Les revendications pacifiques sont le lot des ouvriers et du mouvement des femmes. Les groupes ethnocentriques et les jeunes se manifestent en force dans la rue. Entre mars 1980 (manifestations en Kabylie) et novembre 1986 (émeutes de Constantine et de Sétif), les villes algériennes deviennent les lieux d'une violence récurrente. Les tensions accumulées dans la société, la dégradation du niveau de vie, la marginalisation d'une jeunesse sans perspectives suscitent, faute de médiations politiques,

des mouvements de foule qui prennent l'État et ses institutions pour cibles. Dans ces mouvements, les jeunes sont aux avant-postes. Le développement démographique en a fait la majorité de la nation. Face à cette situation, l'inquiétude des dirigeants de l'État FLN se traduit par une tentative timide de libéralisation du régime des associations. Les services de sécurité y sont favorables, avec l'arrière-pensée que les manipulations, les infiltrations et la corruption permettront le contrôle des nouvelles associations. Malgré le feu vert de la présidence, le FLN fait écran aux pressions réformatrices et utilise, à cet effet, ses organisations satellites et l'Assemblée populaire nationale. Son immobilisme appelle une explication.

Dans les travaux sur l'Union soviétique, David Rousset estimait que l'administration politique était à sens unique et qu'en dehors d'une crise violente, il était peu probable que les clans qui composent la haute bureaucratie acceptent des réformes qui portent atteinte à la libre disposition de la propriété fondamentale[32]. L'expérience algérienne confirme ce constat.

Le colonel Boumediene a confisqué, au profit de l'État, la capacité politique du FLN. Depuis sa mort, celui-ci a repris à différents niveaux (municipalités, wilayas, Assemblée nationale, éducation et justice) une partie du pouvoir perdu. Son appareil et son budget se sont enflés démesurément. Le statut de ses cadres a été aligné sur celui des fonctionnaires. Le peu de goût du Président pour la communication directe, son style de travail, confèrent aux dirigeants du FLN un poids spécifique. Pour se protéger, ils s'organisent en syndicat d'intérêts, installent des proches dans tous les postes de pouvoir. Autour de Mohammed Chérif Messadia, des hommes nouveaux (Larbi Zoubeiri, El Hadjar, Bachir Khaldoun, Sadek Zouaten, etc.) mettent l'accent sur l'islam et la langue arabe, en font un moyen de contrôle social et de gestion des conflits et attirent dans leur orbite des généraux (Hachemi Hadjerès, Alleg, Larbi Lancène, etc.)[33], des candidats à la magistrature suprême (Ahmed Taleb). Les biens de l'État (évalués à 650 000 villas, appartements, locaux commerciaux), les diverses formes de marché libre que les autorités favorisent, la redistribution

32. David Rousset, *La société éclatée*, Paris, Grasset, 1973, p. 511.

33. Tous ces generaux sont écartés après avoir demandé dans une commission de préparation du congrès du FLN en 1986, présidée par Ahmed Taleb, l'instauration d'un État islamique.

des terres de la réforme agraire[34], la répartition des réserves foncières sont ouverts aux proches du pouvoir, à leurs familles et à leurs clients. Or la rétraction de la capacité distributive de l'État ne menace pas seulement le monde du travail dans le secteur public, mais également tous les appareils improductifs et donc le FLN. L'ère du salaire politique et des enveloppes spéciales touche à sa fin au profit d'un nouveau type de privilèges fondé d'abord sur l'exploitation du travail. Cette remise en cause et la crainte justifiée des explosions sociales génèrent la défiance et la peur de l'inconnu.

La diplomatie exceptée, les cadres arabophones du FLN avaient peu de chances de se voir ouvrir des carrières stables dans les sommets de l'État. Cette situation provoquait de leur part des réactions de défense, une obstruction passive plus dangereuse que la résistance ouverte.

Incapable d'esquisser une alternative crédible sur le plan économique, l'appareil du FLN tente de mettre en difficulté les partisans des réformes sur la question culturelle. Les clins d'œil des arabophones du FLN aux islamistes, la dénonciation du « parti français[35] » témoignent moins d'un sens national que d'un désarroi profond devant les remaniements des appareils, les épurations à venir.

La passivité de l'administration appelle quelques éclaircissements. L'Algérie indépendante a hérité d'un corps de fonctionnaires formé pour servir n'importe quel gouvernement à même d'assurer l'efficacité de l'administration. La tradition de service public qui a permis pendant quelques années aux agents de l'État de conserver une sorte d'administration rationnelle fondée sur l'idée de devoir, a vite été rendue inopérante par les pratiques du clientélisme. Renouvelées et élargies grâce à la prolifération d'institutions bureaucratiques nouvelles, les couches supérieures du corps des fonctionnaires sont devenues le prolongement du FLN ou de l'armée et fournissent ministres, ambassadeurs, conseillers aux détenteurs du pouvoir politique. Les positions clés de l'administration sont entre les mains des groupes dominants qui décident de l'avancement, des affectations, des carrières. Dans

34. Au cours de la bataille entre les clans du FLN, Mouloud Hamrouche a rendu public les noms des bénéficiaires de la privatisation des terres.

35. La notion de « parti français » a été lancée par Boumediene qui, après « la mort accidentelle » de Chabou, mit en place une commission spéciale pour enquêter sur la promotion des officiers issus de l'armée française au sein de l'ANP. Elle a été reprise par des courants d'inspiration différente : les arabophones dans la presse arabe et dans l'appareil du parti, les anciens chefs de la résistance les industrialistes.

toutes les périodes de lutte ouverte entre les factions, l'administration s'immobilise dans l'attente du dénouement.

Pendant quatre ans (1984-1988), une lutte sournoise et dissimulée oppose, par appareils interposés, étatistes et dirigistes ouverts au secteur privé et au relâchement des contrôles policiers, Mouloud Hamrouche, secrétaire général du gouvernement et El Hadi Khediri, directeur général de la Sûreté nationale (DGSN). Ce dernier, pour faciliter le déblocage de la décision au sommet avait, dès 1983, donné des encouragements discrets à la revendication des droits de l'homme. L'éclatement des événements d'octobre, déterminé par le contexte des affrontements politiques au sommet, va hâter la résolution des divergences en faveur du Président. Entre le 5 et le 10 octobre, la «démocratie» est muette. L'analyse et la critique du système n'ont, à aucun moment, remis fondamentalement en cause le régime en place.

Mettant à profit la peur qui portait la classe moyenne et la société politique à chercher abri derrière un homme d'ordre, le président Chadli Bendjedid a pu utiliser la force populaire hostile à sa politique pour se relégitimer et s'offrir un troisième mandat. L'armée, soumise à des remaniements accélérés et au viol du principe hiérarchique dans les promotions, est désorganisée. Les opposants au Président dans le FLN, dont il est le financier, n'avaient qu'une importance secondaire. Liés au régime par une histoire et des liens multiples, invisibles, ils n'aspiraient qu'à redevenir des barons pour peser de l'intérieur sur le cours des événements.

L'élimination de Mohammed Chérif Messadia et son remplacement par le gendre du président, Abdelhamid Mehri, réintègre définitivement le FLN dans le giron de l'État. Comme centre d'une faction ayant un poids par lui-même, le FLN n'existe plus et retrouve le rôle que lui destinait le colonel Boumediene. Le chef de l'État est, dès lors, face à face avec ses pairs de l'armée. La nomination de Kasdi Merbah n'est pas une concession aux étatistes. Le groupement d'intérêts auquel il est sensible mêle en son sein commissionnaires, rentiers et entrepreneurs. Mais l'ancien chef de la sécurité militaire est un homme d'ordre, soucieux des règles quand il peut les accommoder en sa faveur. Dans une jungle où l'orgie de références au droit n'a d'égale que sa violation, le formalisme apparaissait comme une vertu civique.

Durant deux années (1988-1990), deux débats politiques se développent parallèlement et s'influencent: l'un, au sommet de l'État où

Mouloud Hamrouche, homme de confiance du Président, élimine en même temps deux hommes opposés par leurs choix : Kasdi Merbah et El Hadi Khediri, pour se retrouver avec un homme du sérail, Larbi Belkheir ; l'autre, dans la rue où rien n'échappe désormais à la critique : la corruption, l'arbitraire, la répartition du logement, le statut de l'armée et des services de sécurité.

L'entreprise du chef de l'État restait vulnérable et souffrait de l'absence d'un projet alternatif. Ni lui ni son entourage n'ont compris que l'idéologie « socialiste », cocktail d'abstractions sans prise sur le réel, répondait non seulement à un besoin de légitimation, mais aussi à un besoin d'identification collective. En appelant la religion à leur secours pour vaincre leurs adversaires, ils transféraient sur celles-ci toutes les espérances.

Cependant l'économie n'était pas devenue plus productive, mais s'était transformée en vaste entreprise de commerce et de courtage. Vainqueurs au sommet des étatistes, les chadlistes ne maintenaient pas vraiment une administration soucieuse de sa propre préservation. Après avoir misé exclusivement sur le marché pour mettre un terme à l'anarchie du système, ils eurent recours, sous la pression des événements, à une révision du cadre politique. Mais ils n'avaient trouvé aucune parade à l'érosion rapide du pouvoir d'achat des couches intermédiaires et n'avaient toujours rien à offrir à la masse des exclus, qui s'élargissait de jour en jour. En 1985, le chômage touchait 658 000 personnes. En 1987, il s'élève à 1 200 000. Le mécontentement du monde du travail se traduisit par la plus importante vague de grèves de l'histoire du pays (1 095 grèves pour le 1er semestre 1989). L'opposition ne fit que grandir en même temps que les appuis qu'avaient les chadlistes dans l'armée s'amenuisaient.

La force du président Chadli se nourrissait à la fois de la peur des débordements populaires et de l'attente des couches privilégiées, plus réservées à son égard que par le passé, mais effrayées par les souvenirs de l'état antérieur. Or, il ne suffisait plus d'éliminer Chadli pour revenir en arrière. Ni la situation interne, ni la situation internationale ne le permettaient. Par ailleurs, la sécurité militaire (direction générale de la prévention sociale), ligne de défense du pouvoir, demeurait importante dans la vie politique. Dans ce contexte, la transition à froid vers un autre système était-elle possible ?

LES CADRES POLITIQUES DE SUBSTITUTION (1980-1988)

Trois décennies après son indépendance, l'Algérie se retrouve devant le même problème qu'en 1962 : il n'existe aucune force politique, aucune force sociale capable de faire accepter à tous un modèle de société. Certains problèmes hérités du passé, dont la question culturelle, sont devenus inextricables. L'enseignement, sinistré, concourt surtout à élargir le champ de la marginalité. Un islam entaché de régression romantique et favorisé par son identification historique à la culture nationale veut plier la réalité à ses volontés. Ce qui importe, c'est la crise de structure devant laquelle se trouve le capitalisme bureaucratique et, avec lui, l'ensemble de la société. Le monopole du FLN semble levé. Mais cette mesure ne résout aucun problème.

Avec la crise des devises, l'État clientéliste s'est trouvé brutalement face à un problème qui, par sa nature, est un problème à long terme, celui de la nécessité d'avoir à passer d'une économie de rente à une économie productive. Toutes les solutions impliquaient que le pouvoir accepte d'affronter les titulaires de rentes de situation dans toutes les couches de la population, de réformer ses appareils politiques et administratifs gangrenés par la prébende et la corruption, de restreindre leur train de vie et de revoir ses relations avec la société. Or, il n'en avait ni la volonté ni les moyens. D'une part parce qu'il ne disposait d'aucune force propre pour imposer de telles solutions et, d'autre part, parce que sa base sociale, dans l'armée, ne réalisait pas l'étendue de la catastrophe économique et voulait éviter tout choc frontal avec les populations.

Le système s'était fondé sur la cooptation des « élites », l'absence de recours juridictionnel contre l'arbitraire et sur la confusion des pouvoirs qui empêchaient les groupes fonctionnels (entreprises, administration, institutions culturelles, médias) d'avoir une activité autonome.

Chacun, après octobre 1988, pressentait que l'on ne pouvait plus continuer à gouverner demain comme on avait gouverné hier. Les premières années de pouvoir de Chadli Bendjedid ont vu se renforcer la répression de toute expression autonome. Le colonel Boumediene s'était accommodé d'une opposition communiste cooptée par son régime et le légitimant. Le président Chadli, lui, a très vite fait comprendre qu'il se passerait de tels services. Le Parti d'avant-garde socialiste sera donc rejeté dans l'opposition où il ira rejoindre les partisans d'Aït Ahmed (FFS), de Ben Bella (MDA) et de tous les groupes d'extrême

gauche qu'il a combattus pour le compte de Boumediene. Hormis d'éphémères retrouvailles entre Aït Ahmed et Ben Bella (accord de Londres, décembre 1985), les adversaires du régime, dans l'exil et en Algérie même, n'ont pas montré qu'ils constituaient une menace ou une alternative. Pourtant la société, après s'être signalée par la résistance passive, le refus du travail et la dérision face aux valeurs du socialisme algérien, avait commencé à sortir de la pénombre où ses dirigeants avaient prétendu la confiner. Les problèmes de la société affleuraient à la surface, portés par les générations nouvelles.

1. Le mouvement des femmes s'est constitué contre la discrimination entre les sexes[36]. Leur action a commencé en 1981 en signe de protestation contre une décision de police qui leur interdisait la sortie du territoire sans autorisation du mari, du père ou d'un tuteur. Elle se développe, dès 1983, contre le projet de code de la famille adopté en 1984. Ce code organise un système d'assujettissement inspiré de la chari'a et associé à une morale répressive. Il faut souligner qu'avant même son adoption, nombre de juges prononçaient leur sentence en fonction des normes coraniques et non des lois en vigueur. Le Code de la famille consacrait des pratiques généralisées. Comme dans les autres sociétés musulmanes, le statut des femmes est la pierre angulaire d'une réforme intellectuelle et morale et un critère de la capacité des mouvements algériens à affronter le problème de la modernité et de la citoyenneté.

L'œuvre de Mansour Fahmy[37] peut servir de modèle. L'auteur distinguait clairement, dans la condition féminine, ce qui relève de l'ordre prophétique et ce qui relève de l'ordre humain. La misogynie qui est un trait des textes sacrés ne doit pas être éludée ou justifiée. Ce phénomène caractérise toutes les religions et ce n'est pas en idéalisant l'histoire qu'on en finira avec l'idéal de la femme servante.

Fatima Mernissi[38] n'est pas parvenue (est-ce à cause des conditions dans lesquelles elle agit ?), à contourner cet écueil. Dans *Le harem*

36. Monique Gadant, « Les femmes, la famille et la nationalité algérienne », *Peuples méditerranéens*, n° 15, 1981 ; « Le mouvement des femmes en Algérie, modernisation ou féminisme », *Critique communiste*, n° 120-121, juillet 1992, p. 45-52.

37. Mansour Fahmy, *La condition de la femme dans l'islamisme*, Paris, Allia [1913] 1991.

38. Fatima Mernissi, *Beyond the Veil, Male-Female Dynamics in a Modern Muslim Society*, Cambridge, Sohen Keman, 1975 (en français, *Sexe, idéologie, islam*, Paris, Tierce, 1983. *Le harem politique, le Prophète et les femmes*, Paris, Albin Michel, 1987).

politique, l'écrivaine marocaine ne traite pas son sujet du strict point de vue de l'histoire et de la sociologie. Chercher, comme elle l'a fait, à opposer un hadith à un autre, c'est contribuer inévitablement à sacraliser le texte et à en faire la référence ultime. C'est dans la société musulmane et non dans la psychologie et la moralité d'un être qu'il faut chercher l'origine des «hadiths» sur la femme.

Les sociétés musulmanes demeurent régies par les principes du patriarcat. Sans une révision radicale de ces principes, la modernité restera condamnée à l'inachèvement. Pour ne l'avoir pas compris ou voulu, les dirigeants modernistes, tout particulièrement le président tunisien Habib Bourguiba qui a été le réformateur le plus audacieux, n'ont pu avoir raison de la récurrence du refuge dans le religieux qui s'est toujours manifesté avec force dans les périodes d'instabilité et d'insécurité personnelle. La «question des femmes» qui est d'abord celle des hommes, de la morale, de la sexualité est le problème central à partir duquel les passéistes remontent la pente et cherchent à reconstituer ce que les générations antérieures ont changé.

Le patriarcat a reçu son sacre de l'islam, comme dans le christianisme et le judaïsme. Mais il lui a préexisté et est donc indépendant de lui. À ignorer que la mentalité patriarcale relève de l'ordre humain, on s'interdit de s'interroger pour savoir comment évolue le système des représentations collectives, quant au rapport entre les sexes, suivant quels rythmes et quelles modalités et donc de susciter des réactions démocratiques parmi les musulmans.

Au 12e siècle, le philosophe Ibn Rushd (Averroès) faisait déjà le lien entre le sort des femmes et le déclin des pays d'islam. «Dans ces États, écrit-il, on ne connaît pas la capacité des femmes parce qu'on ne les prend que pour la procréation... Le fait que la femme est un fardeau pour l'homme est une des raisons de la pauvreté de ces États.» Aujourd'hui, les données sociales que reflétaient les préceptes coraniques ont changé. Les femmes sont devenues, de fait, des chefs de famille (1/10e du total en Algérie), mais le travail a ajouté à leurs charges sans pour autant les libérer. Et si l'on veut comprendre le développement du racisme antiféminin, il est moins nécessaire de se référer au Coran qu'à ce phénomène nouveau qu'est l'emploi des femmes. Aussi les luttes sociales se doublent-elles d'une compétition entre les sexes, compétition qui désagrège, notons-le, les valeurs traditionnelles. Rappelons qu'avant novembre 1954, en Algérie, les

syndicalistes nationalistes avaient déjà préconisé, pour faire face au chômage, un seul emploi par ménage, entendant par-là, que les postes de travail libérés par les femmes européennes seraient occupés par des Algériens.

Évoquer le statut des femmes, c'est en même temps, souligner la spécificité du mouvement féministe et la nécessité de son autonomie et sa fécondité pour l'émancipation de toute la société. On a trop souvent eu recours, dans les pays arabes, à l'identité de classe pour subordonner sa démarche à celle des autres mouvements, syndicaux ou politiques.

Dans les années 1970, les dirigeants algériens prétendaient être à l'origine d'une véritable «révolution culturelle» – c'est le titre d'un ouvrage du Dr Ahmed Taleb. Si on entend par là une aspiration à reconstruire la société en y introduisant de nouvelles habitudes de penser et de vivre, on constatera, la représentation terminée, que le discours tenu par la révolution sur le statut des femmes n'était qu'un déguisement et un refuge dans le rêve pour faire oublier la réalité. Bien des résistantes, la promotion sociale aidant, l'ont oubliée. La participation des femmes à la guerre d'indépendance n'a pas réussi à ébranler les conceptions traditionnelles de la famille et de l'ordre moral. Si certaines d'entre elles ont pu se frayer un chemin dans la société, elles le doivent à leur talent. L'indépendance n'a pas changé grand-chose à leur infériorité légale. À l'illusion lyrique succédera le temps des illusions perdues.

Dans un livre fondateur, tiré d'une thèse de doctorat, Djamila Amrane écrit : «Qu'il s'agisse d'œuvre de fiction, de témoignages ou de recherches universitaires, les écrits sur la guerre d'Algérie sont de plus en plus nombreux et divers, mais tous ont en commun d'ignorer le militantisme des femmes[39].» Cette affirmation manque de nuance car, dans le même ouvrage, elle signale, en le critiquant, un entretien que j'ai eu avec Christiane Dufrancatel[40]. Alors que je montrais, faits à l'appui, l'ambiguïté des dirigeants du FLN à l'égard de la participation des femmes qui se trouvaient dans les maquis, Djamila Amrane explique que «cette décision avait été justifiée par l'intensification de la guerre et l'extension des zones interdites, qui rendaient plus rudes

39. Djamila Amrane, *Les femmes algériennes dans la guerre*, *op. cit.*, p. 13.
40. Entretien de Christiane Dufrancatel avec Mohammed Harbi, *Les Révoltes logiques*, n° 11, p. 78-93.

les conditions de vie des maquisardes[41] ». Cet argument est opposable à tous, hommes et femmes. Rappelons que l'incapacité des femmes à exercer certaines fonctions essentielles a toujours été considérée comme l'une des marques de son statut d'infériorité. Dans le domaine de la guerre, l'expérience vietnamienne nous prouve le contraire. Le problème n'est donc pas là où Djamila Amrane le situe. Bien que l'attribution de la qualité de militante, comme celle de *moudjahida*, pose d'une manière sérieuse le problème de la concordance entre le fichier existant et la vérité historique, la participation des femmes n'est pas en cause. Ce qui l'est, par contre, c'est l'équation «participation des femmes à la guerre = libération des femmes». Si l'évolution vers l'égalité des sexes ne peut être linéaire, ce sophisme a permis aux dirigeants de l'Algérie de se dérober à l'examen des problèmes soulevés par les rapports entre les sexes, de retarder avec une caution de gauche le rassemblement et l'épanouissement d'un féminisme axé sur l'égalité totale. Malgré des représentations méprisantes de la féminité, l'attraction que les islamistes exercent sur les femmes montre seulement que les changements en Algérie se sont produits sur une toile de fond faite d'un profond conservatisme social et familial dont la société masculine reste le support premier. Cependant la coupure profonde entre femmes de l'élite et femmes du peuple constitue une autre hypothèque pour une extension rapide d'un féminisme algérien.

2. Le mouvement culturel berbère en Kabylie, longtemps refoulé de la scène, s'est manifesté à travers des structures lâches après 1962, en réaction à la généralisation de la langue arabe combinée avec l'exclusive contre toute expression officielle en berbère[42]. Il se développe, grâce à l'action de l'écrivain Mouloud Mammeri en Algérie et celle d'un vieux résistant Bessaoud Mohand-Arab à Paris. La formation de l'«Académie berbère» en 1966 et du «groupe de Vincennes» va lui servir d'infrastructure et l'émigration en France, de réservoir de militants activistes. Cette mouvance dont les fins spécifiques n'étaient pas politiques a eu pour fonction de servir de cadre politique de substitution. Elle contribuera largement à la réactivation, dès 1978, du Front des forces socialistes d'Aït Ahmed dont les animateurs Ali Mecili, El-Hafid Yaha et Naït Djouni n'arrivaient pas, du fait d'une

41. Djamila Amrane, *Les femmes algériennes dans la guerre*, *op. cit.*, p. 250.
42. Salem Chaker, «L'émergence du fait berbère en Algérie», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, CNRS, 1980, p. 474-484.

surveillance policière étroite et des provocations de «services» tout puissants, à Paris même, à sortir de l'isolement.

L'interdiction, au printemps 1980, d'une conférence de Mouloud Mammeri à l'université de Tizi-Ouzou provoque de grandes manifestations et contribue à renforcer un espace de socialisation politique distinct du FLN et de ses organisations. Le Dr Khellil (FFS), le Dr Saïd Saadi, le chanteur Ferhat Mehenni, Me Aït Larbi Arezki, fondateurs du Rassemblement culturel démocratique après octobre 1988 (RCD) ont fait leur apprentissage politique dans le mouvement culturel. Leur impact sur la jeunesse scolaire et universitaire fut tel qu'avant même le changement de cap du régime, ils bénéficieront d'une reconnaissance tacite et organiseront ouvertement un séminaire à Yakouren sur les problèmes d'identité et de culture.

3. Alors que le culturalisme berbère s'enracine dans une communauté linguistique, le mouvement des droits de l'homme[43] n'apparaît qu'en 1983, autour de trois pôles: des personnalités indépendantes mais liées au régime (Me Omar Menouar, Me Miloud Brahimi), des culturalistes berbères, des trotskistes «lambertistes» (Kamel Souidi, Louiza Hannoun, Mostefa Ben Mohammed). Les manœuvres des autorités et les divergences sur l'attitude à observer à l'égard du régime ont durci les désaccords entre ceux qui réclament le respect des droits individuels à la manière d'Amnesty International, ceux qui, avec Ali Yehia Abdennour, refusent le système établi et ceux enfin pour qui les droits de l'homme ne sont qu'une tactique dans une stratégie révolutionnaire de longue haleine. Comme le relevait avec ironie l'humaniste Fellag, «l'Algérie aura trois ligues et pas de droits».

La faiblesse numérique et les divisions du mouvement en faveur des droits de l'homme sont dictées par les conditions dans lesquelles il est né. Dans sa masse, l'opinion ne relaye pas une mouvance dans laquelle elle voit une action élitiste d'intellectuels qui y trouvent une satisfaction morale. Leurs pratiques diffèrent peu de celles des factions du FLN et démontrent que le pluralisme, corollaire d'une société déconfessionnalisée, est au mieux, un rêve pour l'avenir.

43. Salem Chaker, «Les droits de l'homme sont-ils mûrs en Algérie? Réflexions d'un acteur sur la Ligue des droits de l'homme», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 24, 1985, p. 489-503. Cet article ne fait pas apparaître les jeux qui ont précédé la création de la LADH et l'intervention permanente des autorités.

4. De tous les cadres de substitution politique, la religion est, sans comparaison aucune, la plus importante. L'absence d'autonomie du champ politique à l'égard du champ religieux a d'autant mieux contribué à désagréger l'État-FLN que, contrairement à la Tunisie et au Maroc, l'Algérie a toujours eu un pouvoir islamique peu structuré. Dans ces circonstances, l'autorité religieuse avait tendance à se retrouver entre les mains de personnes qui, par leur prétention à une certaine érudition, étaient aptes à l'exercer en tant qu'imams, enseignants et fonctionnaires de la religion. La confusion entre le temporel et le spirituel les contraignit longtemps au double langage. La crise de l'autorité va les libérer de cette obligation. Dans les situations autoritaires, les risques que courent les opposants à l'État sont de prêter le flanc à la répression. En choisissant des symboles religieux pour exprimer son autonomie face aux élites du pouvoir, la société délégitime l'État sans s'identifier pour autant à toutes les valeurs que la religion véhicule. Ainsi s'expliquent les contradictions d'une jeunesse fréquentant massivement les mosquées, participant avec fougue à toutes les manifestations, mais peu respectueuse des normes morales islamiques.

Contrairement aux autres sensibilités, l'islamisme a toujours bénéficié d'appuis importants chez les caciques du FLN, Boualem Benhammouda, Ahmed Taleb, Baki Boualem, Abderrahman Chihane et Cheikh Hamani. L'action de ces personnalités vise à re-islamiser la société à partir de l'État. La défense de l'institution familiale, telle qu'elle est définie par l'islam, leur conception de l'école et du système éducatif, leur volonté d'empêcher toute séparation entre la langue arabe, la religion et la culture les rapproche des animateurs de l'islam non officiel, y compris ceux qui considèrent le nouvel État comme un «État impie».

Parmi leurs disciples, on compte un grand nombre de francophones. L'islamisation de l'école a créé un socle culturel commun entre arabophones et francophones. La critique de la langue française n'a pas la même fonction que chez les nationalistes arabes. Elle véhicule, en réalité une contestation contre la technocratie au pouvoir. L'enjeu en est l'échelle de prestige.

Radicaux en politique, les islamistes sont conservateurs en matière sociale et se distinguent par un racisme antiféminin outrancier. Ils sont donc incapables de concevoir une idéologie cohérente. Les adeptes de la réislamisation par le bas sont influencés par les doctrines d'Ibn

Abdelwahab (Arabie saoudite), de Hassan El Banna et Sayyed Kotb (Frères musulmans d'Égypte), d'Abu Al' Ala al-Mawdoudi (Pakistan). Les plus ouverts à la modernité se réclament de Malek Bennabi.

L'islam de cette intelligentsia, fortement marqué par la pensée totalitaire, est distant à l'égard de l'expérience religieuse individuelle. L'accent y est mis sur la foi collective. L'exégèse critique et l'usage des méthodes historiques sont rejetés comme véhicules de l'« agression culturelle ».

La mouvance activiste et paramilitaire a été longtemps refoulée au second plan. Elle s'inspire de la tradition nationaliste (Mustapha Bouyali, ancien militant du FLN, tué au cours d'un accrochage en 1987, Meliani et Cheblouti), des expériences afghane et iranienne. Les chefs de familles nombreuses y sont légion, ce qui témoigne d'un engagement rare dans les organisations paramilitaires. Sur les 208 partisans de Bouyali, on a recensé 49 ouvriers d'entreprises, 29 ouvriers agricoles, douze enseignants, vingt-deux commerçants et artisans, huit étudiants, neuf employés, trois entrepreneurs et d'autres professions que nous n'avons pu répertorier. Tous les groupes sociaux y sont représentés.

L'affrontement des islamistes avec le pouvoir leur a valu l'appui, dans les années 1970, des victimes de la réforme agraire et des nouveaux riches, soucieux, selon une vieille tradition, de légitimer leur richesse en construisant des mosquées pour honorer la communauté et en être honorés. Ce n'est qu'après 1980 que, la crise sociale et les jeux du pouvoir aidant, les islamistes ont trouvé le chemin des classes populaires. Derrière l'aspect religieux, se dissimulent des fins politiques. Le mouvement islamiste est un mouvement millénariste. Sa force d'attraction, ses succès fulgurants s'expliquent par cette hypothèse. Comme dans le PPA-MTLD des années 1946-1948, l'élan millénariste se traduit par la fixation d'une échéance pour l'écroulement du système et la croyance à la possibilité d'un changement brutal à la suite de quelques heurts soudains, indépendamment d'une stratégie patiente de contrôle du pouvoir.

D'autres aspects millénaristes caractérisent l'islamisme : l'illusion que la violence et l'injustice sont seulement du côté des autres, alors que les méthodes de pression physique et psychologique ont, chez lui, un potentiel inépuisable d'autojustification qui sacralise toutes les initiatives de ses dirigeants, etc. Griefs enfouis et ressentiments

l'alimentent, mais «il faut se garder de moraliser le ressentiment et de le juger péjorativement. Il faut replacer cette conduite dans des situations sociales concrètes de domination [...], de pression et d'oppression, d'abaissement, d'humiliation. [...] C'est ainsi seulement qu'on échappera au mépris aristocratique[44]».

L'itinéraire de l'islamisme rappelle par nombre de traits celui du nationalisme populiste. Il s'enracine donc dans une vieille tradition et n'a pas l'aspect de nouveauté bouleversante que certains lui prêtent. Ce qui étonne l'observateur, c'est de voir qu'en un temps relativement court, les humiliés d'hier, aujourd'hui installés, retrouvent spontanément contre leurs adversaires islamistes les termes par lesquels on les désignait: «gueux», «proxénètes», «repris de justice».

Avec les islamistes, l'infantilisation maintenue de la société semble être la condition à de nouvelles formes d'assujettissement. Les Algériens sont pris dans l'étau d'un double contrôle: de l'intérieur par l'islam et de l'extérieur par les instruments de coercition du pouvoir, armée, police, justice.

LA FAUSSE SORTIE D'UN RÉGIME AUTORITAIRE

Cataclysme et catalyseur, les événements d'octobre libèrent temporairement le pouvoir de son immobilisme. Dans la foulée, le président Chadli dote, le 23 février 1989, le pays d'une constitution nouvelle qui lui confère des pouvoirs exorbitants, mais autorise des associations politiques. L'initiative lui donnait, face à ceux de ses adversaires qui souhaitaient sa démission en octobre, de nouvelles ressources politiques. Elle apparaissait à beaucoup comme une contrepartie indispensable pour faire admettre des réformes économiques fondées sur la sanction du marché et le rejet du volontarisme, pour obtenir des classes moyennes leur concours à leur mise en œuvre. Que ces classes qui échappent, à des degrés divers, à l'insécurité matérielle, se sentent plus concernées par la démocratie que par un système d'allocations de ressources qui sert de justification à la privation de liberté, n'est pas fait pour étonner. C'est chez elles que le débat sur la démocratie et la lutte pour les droits de l'homme recrutent des partisans. Mais la lecture de l'actualité montre que ce débat, faute de clarification des notions utilisées, s'enlise et se fait bavard et inconsistant.

---

44. Wilhelm E. Muhlmann, *Messianismes révolutionnaires du tiers-monde*, Paris, Gallimard, 1958, p. 265.

Guillermo O'Donnel et Philippe C. Schmitter, cités par Michel Camau proposent de distinguer la «libéralisation» politique qui «se caractérise par la précarité d'un régime de liberté surveillée», de la démocratisation qui «pour l'essentiel tend à substituer des règles et procédures de la citoyenneté à d'autres principes de gouvernement[45]». Ni l'une ni l'autre ne sont irréversibles. L'expérience algérienne correspond à une «libéralisation». Les faits et les événements tendent à le démontrer.

- L'armée et les services de sécurité se sont retirés des instances dirigeantes du FLN, mais demeurent hors de portée de tout contrôle du gouvernement et de l'Assemblée nationale. L'impunité dont ont pu jouir les tortionnaires d'octobre en dit long sur les véritables détenteurs du pouvoir.
- Le contenu de la Constitution[46], les conditions d'agrément des associations politiques et leur financement montrent que les droits des propriétaires de l'État l'emportent sur l'État de droit. Le Front islamique du salut est reconnu au mépris des dispositions de la Constitution et de la loi sur les associations politiques, alors que de multiples manœuvres ont tenté d'empêcher la reconnaissance du FFS d'Aït Ahmed. Le découpage électoral, destiné à diminuer le poids des islamistes a été voté par une assemblée exclusivement FLN, après le scrutin du 12 juin 1990 qui avait pourtant fait du Front islamique du salut de loin le premier parti d'Algérie, portant ainsi à son comble la crise de confiance à l'égard du pouvoir.
- Le fonctionnement de l'information répond aux normes de la régulation politique et donne une image plus réelle du caractère fallacieux de la transition démocratique. L'agence officielle de presse, la télévision et les chaînes de radio étaient entre les mains du gouvernement. La prolifération de nombreux titres, négociés dans l'ombre, laisse les journalistes dans la dépendance de l'État, pourvoyeur de subventions et «garant de l'avenir de la profession journalistique». Le dépouillement de la presse d'octobre 1988 à juin 1990, effectué par une chercheuse québécoise, Lise Garon, montre que si «le vieux spectacle de l'unanimité des acteurs sur la scène politique est passé de mode. [L'] évolution du langage politique n'a pas encore éliminé

45. Michel Camau, «Trois questions à propos de la démocratisation dans le monde arabe», *Égypte/Monde arabe*, n° 4/90, p. 25-46.
46. Chalabi El Hadi, *L'Algérie, l'État et le droit*, Paris, Arcantère, 1989.

les phénomènes de l'autocensure, de la rétention de l'information et de la langue de bois. Le discours journalistique algérien demeure porteur de toute une série de procédés destinés à banaliser les échecs et à transmettre les images du pouvoir susceptibles de séduire le lecteur[47] ». L'auteur cite, entre autres exemples, la censure exercée contre le Premier ministre, Kasdi Merbah, lors de son conflit avec le président Chadli Bendjedid. On peut aussi évoquer l'attitude des médias à l'égard d'opposants courageux, revenus sur la scène politique et traînés dans la boue par des journalistes qui avaient servi tous les pouvoirs.

En définitive, «la transition démocratique» était conduite par les mêmes hommes d'hier qui, dans la tourmente, cherchaient à s'adapter sans cesse aux institutions et aux tournants politiques, sans parvenir à rendre crédible leur volonté de changement. Cet aspect de la situation peut justifier l'argument selon lequel la «libéralisation» n'était conçue que pour permettre la reproduction des intérêts du pouvoir en place par l'aménagement des relations entre les bénéficiaires du système au centre et à la périphérie.

La «libéralisation» achoppe sur une série de données en interaction. La première d'entre elles est la bifurcation sociétale. Le terme désigne «une série de clivages entre générations, entre couches sociales, voire entre régions qui concourent à une coupure entre deux versants de la société dont l'un est pleinement intégré au système socio-économique, tandis que l'autre est marginalisé et se marginalise par rapport à ce système[48] ». Ajoutons qu'en Algérie, la bifurcation sociétale se doublait d'une segmentation culturelle entre francophones et arabophones héritée en partie de la colonisation, mais extrêmement aggravée par la politique de l'État depuis l'indépendance. La solution de ces phénomènes ne pouvait, elle aussi, intervenir qu'à long terme. Elle était compliquée par le fait qu'aux yeux des exclus, l'État n'apparaît pas comme un arbitre mais comme une classe privilégiée.

La seconde donnée réside dans la puissance des mouvements islamiste et culturaliste berbère qui ont réussi à capitaliser politiquement le mécontentement populaire.

47. Lise Garon, «Les médias algériens et la crise d'octobre», document ronéotypé, 22 p. Archives privées.
48. Michel Camau, «Trois questions à propos de la démocratisation dans le monde arabe», art. cité, p. 40.

Ces mouvements antagoniques posent le problème de l'alternance. L'islamisme entretient avec la «libéralisation» un rapport instrumental et proclame nettement sa volonté totalitaire, appuyé, en cela par un fort courant populaire. L'État avait organisé le vide social puis, après avoir pris en charge tout l'espace, voulait se désengager. Les islamistes se substituent à lui dans sa fonction de redistributeur. En prenant en charge la solidarité et l'entraide, ils recomposent le tissu social, mais en embrigadant les hommes et en les livrant à des chefs tout-puissants, autoproclamés vicaires de Dieu sur terre.

Le foisonnement des associations politiques favorisé par le pouvoir pour mieux les satelliser et les jouer les unes contre les autres, conjugue une stratégie de bipolarisation islamistes-FLN, crée, en l'absence d'une culture civile, une scène politique irréelle. Les objectifs de la transition et ses étapes intermédiaires ne sont pas définis et suscitent des polémiques sans fin, alors que le problème central était celui de la gestion privative de l'État et de la rente pétrolière.

Un pragmatisme de petits boutiquiers inspirait les tenants de l'État, dans une conjoncture où les gens, dépossédés pendant des décennies de toute initiative et de toute autonomie, attendaient tout du pouvoir. Les chefs du FLN n'ont jamais eu à rendre compte de leur gestion depuis 1954. Ils ont toujours abordé les problèmes, non pas en fonction des données concrètes, mais des résultats qu'ils escomptaient. Chacun d'eux ne se sentait menacé que par la génération de la résistance. Le président Chadli Bendjedid et ses conseillers ont cédé à la tentation de manipuler l'islamisme pour éviter Ben Bella, Aït Ahmed, Abdesslam Belaïd. Cette tactique était censée favoriser un «pluralisme sous contrôle». Elle eut des résultats différents. Les tensions imposées à des générations nouvelles, formées à l'école du cynisme, du double langage et de la loi du plus fort, étaient énormes. Au vide créé par l'échec du «socialisme algérien», s'ajoutent les incertitudes du lendemain. La jeunesse a grandi, lorsque les écoles et l'université sont devenues des espaces sinistrés. Elle va donc employer les défroqués hors d'usage que le réseau des mosquées et le système éducatif avaient mis à sa disposition. Il s'agissait de faire payer au pouvoir les résultats d'un changement social forcé, les névroses personnelles et collectives et une déculturation, source d'un sentiment profond de dépersonnalisation et de perte d'identité.

La politique de l'État-FLN ne correspondait ni aux besoins de la société ni à ceux des forces que l'après-octobre avait révélées. Si les leaders de formation sans base ne rêvaient que d'entrer dans le sérail, le Front islamique du salut (FIS) et le FLN entendaient négocier le pouvoir. Le FLN, affaibli par des épurations successives, miné par les scandales, était incapable, malgré le retour au bercail des vieilles figures du mouvement (Bouteflika, Boumâaza, Belaïd, Yahiaoui etc.) de regagner l'adhésion libre de la collectivité.

La perspective d'élections «truquées» provoque un raidissement du FIS. Les secteurs radicaux qui contrôlaient la rue et imposaient par la violence l'ordre moral à des classes moyennes à la recherche d'un sauveur, avaient pris le dessus sur les éléments «infiltrés», objets de la sollicitude du pouvoir et de ses services. Le seul thème de réflexion portait sur les moyens d'affronter l'État. Le fantôme de la révolution algérienne guidait les pas des leaders. Le souvenir de la grève des 8 jours du FLN en 1957 inspira Abbassi Madani. Il rallia derrière lui toutes les forces qui faisaient de la violence un fétiche et voulaient en découdre avec l'armée, donnant enfin à celle-ci l'occasion de répondre aux vœux des classes moyennes. Le Premier ministre Mouloud Hamrouche s'éclipsa laissant le Président seul dans une situation incertaine. Mais aux yeux du peuple, toutes les élites étaient confondues dans le même rejet. En juin 1990, le FIS, frappé par la répression, semblait affaibli, mais la sanction des urnes dont le Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, attendait sa consécration, lui fut favorable. La paralysie des appareils de l'État, après la victoire du FIS, laissait présager une poussée irrépressible en sa faveur et précipita l'intervention militaire réclamée par un Comité national de sauvegarde de l'Algérie créé à cet effet. L'atmosphère dans le pays rappelait l'effervescence qui s'était emparée de l'Algérie en avril 1948, lors des élections de l'Assemblée algérienne. Prières collectives et séances de purification ont précédé le vote. Les «disponibles» et les «laissés-pour-compte» s'apprêtaient à la revanche. La rumeur publique comparait déjà le sort des gouvernants et des couches qui leur étaient liées à celui des pieds-noirs.

L'armée, appuyée par une constellation de forces liées à l'État - entrepreneurs publics et privés, syndicats, intelligentsia, s'assure la caution de Mohammed Boudiaf, cofondateur du FLN et opposant réfugié au Maroc depuis 1963. Celui-ci présidera un directoire de quatre membres qui n'était qu'un instrument au service des dirigeants.

L'armée ne se résignait pas à une évolution qui mettait en jeu sa place et peut-être sa survie. À l'unisson des classes moyennes, elle estimait avoir sauvé le pays.

Cependant le corps-à-corps du pouvoir avec la société va se poursuivre dans la violence. Mohammed Boudiaf en sera victime. Le dernier parcours de ce vieux lutteur aura été une tragique méprise. Revenu au pouvoir en sauveur, il s'était totalement trompé sur les hommes et les événements. L'obsession des carences de la société avait diminué son intérêt pour la question démocratique. Il avait en commun avec les chefs de l'armée le culte de l'autorité et de l'État. Son ambition était de devenir le moteur d'un profond mouvement de rénovation et de modernisation du pays. On ne lui en donna pas les moyens et on ne lui en laissa pas le temps. Il mourut le 29 juin 1992, assassiné par un officier de sa protection, sous le regard complice de ses collègues. Le crime portait la griffe des hommes de l'ombre.

ÉVALUATION CRITIQUE

Le système algérien s'est forgé au cours d'une longue histoire. Ni le passé précolonial, ni la domination étrangère n'expliquent à elle seule toutes ses caractéristiques. Comme tout système politique, il n'a pas été librement voulu, mais résulte des circonstances. Cependant une tradition nationale s'est forgée dans le cadre des empires arabe et ottoman. Le pouvoir émanait des gens d'armes. La vision religieuse fondait la pratique de l'État. L'autorité ne reconnaissait pas l'individu en tant que tel et celui-ci ne disposait pas de liberté vis-à-vis d'elle. Les seuls droits étaient ceux que l'on pouvait acquérir à travers des positions de pouvoir social.

Les dignitaires recrutés sur la base de la vénalité des charges étaient au service personnel du dey. Les principes du patronage et du clientélisme régissaient à tous les échelons les rapports entre les individus et les groupes. L'économie était de type redistributif. Elle n'avait pas d'autonomie. Le marché intérieur au sens moderne n'existait pas.

Les communautés religieuses ibadite ou juive qui relevaient, elles, de la *dhimma* géraient leurs affaires, en particulier l'instruction et la justice intérieure de la communauté. Leurs dignitaires avaient pouvoir sur les fidèles. Mais la religion de l'État était le sunnisme orthodoxe, partagé entre le malekisme et le hanafisme.

Sur le plan linguistique, chaque groupe constituait sans entrave son unité, l'arabe étant la langue religieuse de tous. Dans les zones montagneuses, les langues berbères de caractère oral se présentaient comme un élément clé d'une appartenance collective et d'un refus des empiétements du pouvoir central. La tendance à l'autonomisation caractérisait de larges secteurs de la communauté. Sur 516 tribus recensées, 206 dont 128 tribus *Makhzen*[49] acceptaient la domination du centre. On comptait 200 tribus indépendantes et 86 chefs semi-indépendants.

Ce système peut être caractérisé comme une domination patrimoniale en ce sens que les pouvoirs gouvernementaux sur lesquels pesait l'influence de *l'odjak* (armée) et des raïs ont leur source dans le *beylik*[50], lié à «la maison» du dey. La corruption et les jeux d'influence, l'arbitraire n'épargnaient pas les grands dignitaires. La dissidence, l'exil, l'élimination dégradante étaient les seuls moyens d'échapper aux injustices du pouvoir.

Avec la colonisation, la société s'est reconstituée sur d'autres bases. Des groupes sociaux (bourgeoisie, prolétariat, etc.) ont commencé à se structurer autour d'intérêts spécifiques. Les activités de la population, dans les villes et dans les villages, se sont organisées autour d'un jeu politique communément vécu. Mais la militarisation et la ruralisation du mouvement politique, à travers le FLN, a bloqué ce processus. Le FLN agit dans une société régie à tous les niveaux par le principe autoritaire et par la confusion entre les pouvoirs. C'est à la fois un acteur et un produit social à traiter, par conséquent, comme tel, sans recours aux jugements catégoriques et péremptoires. Son évolution n'était pas au goût de toutes les élites qui le suivaient, même si celles-ci partageaient sa conception du salut de la révolution, selon laquelle les intérêts du pouvoir sont toujours supérieurs aux considérations de légalité et au respect de l'intégrité physique des individus.

À l'indépendance, la privatisation de l'État, la mobilisation des allégeances et l'absence d'autonomie des institutions et des groupes de

49. NdÉ. Le *makhzen* désigne un mode de gestion politico-administratif dans l'histoire de l'Algérie dès l'époque médiévale. Les «tribus makhzen» avaient un statut privilégié dans la régence d'Alger : elles participaient aux contingents qui levaient l'impôt sur les tribus dites par opposition raïas, et à leur mise au pas.

50. NdÉ. Le terme *beylik* désigne à la fois le titre et la fonction d'un bey, et le territoire soumis à l'autorité d'un bey. Par la suite, il est employé par extension à une entité politique et administrative.

la société et de la libre politisation ont suscité une réflexion féconde sur le système politique algérien. En réaction aux schématisations outrancières de l'économisme, la discussion s'était déplacée du terrain des thèmes du développement vers celui de la théorie du politique.

En 1977, Jean-Claude Vatin et Jean Leca caractérisaient le système politique algérien comme un sultanisme populaire. Les traits en étaient les suivants :

> La tendance du leader à se dégager des influences des notables politiques du parti et des entreprises nationales (et inversement l'effort de ceux-ci pour l'emprisonner dans leurs stratégies, afin de se rendre indispensables et de conserver leurs postes), la séparation entre le centre politique du «pouvoir révolutionnaire» et la périphérie sociale, l'allocation par le premier à la seconde des ressources en emplois, crédits, réformes agraires, permises notamment par la rente pétrolière, la segmentation des demandes sociales à travers des canaux corporatistes, tendant à éviter toute politisation autonome des groupes sociaux, le Président comme symbole de la communauté politique aussi bien au plan interne qu'international[51].

De son côté, Addi Lahouari[52], reprenant un terme proposé par Shmuel Noah Einsenstadt[53], utilise la notion de néopatrimonialisme pour définir le régime algérien et sa tendance à faire de l'économie une ressource politique.

Ces deux interprétations qui ont rendu visibles, par le recours à l'analogie, des phénomènes évacués pour des raisons idéologiques par les économistes ou considérés comme de simples dysfonctions, présentent l'inconvénient de ne pas s'inscrire dans la longue durée. Mais peut-il en être autrement ? La systématisation prématurée est aussi un jalon dans la voie de la connaissance. À la lumière des développements politiques récents déterminés par la rétention de

---

51. Jean Leca et Jean-Claude Vatin, «Le système politique algérien : idéologie, institutions, et changement social», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 16, 1977. L'extrait est tiré de Jean Leca, «À propos de l'État, la leçon des États non-occidentaux», dans *Études en l'honneur de Madeleine Grawitz*, Paris, Dalloz, 1982, p. 209.
52. Addi Lahouari, *L'impasse du populisme*, Alger, ENAL, 1990.
53. Shmuel Noah Einsenstadt, *Traditionnalism and Modern Neo-patrimonialism*, Londres/Beverly Hills, Sage Publication, 1973, p. 229-233.

la capacité distributive qui met l'État clientéliste le dos au mur, de l'éveil de l'opinion et de l'émergence des questions liées au sacré et à la culture, une réévaluation générale des interprétations devient possible. Les facteurs structuraux qui déterminent la formation des systèmes politiques, notamment les relations de classe, la nature du capitalisme et l'intégration au marché mondial nous font déjà apparaître le système algérien sous un autre jour.

POSTFACE À LA NOUVELLE ÉDITION

Pourquoi cette postface ? Pourquoi reproduire ces documents ? En quoi aident-ils à mieux comprendre l'histoire du FLN ?

J'ai choisi des documents qui permettent de comprendre l'évolution sinueuse de la politique du FLN et de caractériser la crise du nationalisme algérien de cette époque.

On assiste à une recomposition des forces sociales et politiques. Je vois dans cette recomposition émerger deux mouvements interclassistes, l'un à dominante plébéienne, l'autre à dominante patricienne. On a parlé, à propos du FLN, de «petite bourgeoisie» potentiellement bourgeoise. En réalité, il y a, à cette époque, au FLN deux groupes de l'intelligentsia. L'un regroupe les officiers formés dans le giron de l'armée française, l'autre est le produit des écoles coloniales. On ne peut comprendre ce qui s'est passé que si l'on conçoit l'histoire de cette révolution comme une histoire discontinue. Cette situation n'est pas sans rapport avec le processus de la révolution mexicaine (1910-1920) qui a aussi connu une décantation sociale progressive. Cette révolution fut avant tout un mouvement visant à détruire l'autorité du dictateur Porfirio Díaz. Dans le cas algérien, il s'agissait de la destruction de la situation coloniale.

Concernant la révolution mexicaine, je me réfère à l'historien mexicain Daniel Cosío Villegas qui parle d'un «mouvement issu du sol[1]».

Ce mouvement était aussi contre la ville, venant des éléments les moins favorisés s'opposant aux éléments les plus favorisés, s'opposant à l'organisation de la société. Les Algériens étaient plus patriotes que nationalistes. Ils n'ont pas pensé la nation, mais à un pouvoir de type jacobin. Or, cela n'était compris que par les éléments issus de l'école coloniale, par les connaisseurs du «modèle français» (pour ce qui concerne la métropole). Au fond, ceux qu'on retrouve au FLN, ce sont les éléments les plus favorisés soutenus par des gens à la recherche

1. «L'intellectuel mexicain et la politique», dans *Intellectuels et État au Mexique au 20e siècle*, Paris, CNRS, 1979, p. 9-17.

d'un avenir. Il s'agit pour ces derniers de populations rurales, sans grande conscience politique. Ce n'étaient pas des gens orientés vers l'édification d'un appareil pour une révolution : ils voulaient un avenir et se le construisaient empiriquement à travers leurs pratiques.

Au titre des nombreuses questions qui se posent, faut-il réduire la lutte entre le FLN et le MNA à une concurrence entre deux mouvements issus du même rameau ou s'agit-il plutôt d'une guerre civile qui ne dit pas son nom ? Pour moi, il s'agit d'une guerre civile. À mon sens, la guerre d'indépendance représente un ensemble de guerres civiles : entre les Algériens (dont celle opposant le FLN au MNA) ; entre les Algériens et le parti colonial, etc. Cela sans compter les antagonismes régionaux. Ainsi, par exemple, quand les militants de la wilaya 6 (Sud) se sont opposés à ceux de la wilaya 3 (Kabylie), est apparu le choc de sensibilités différentes exprimant l'expérience de rapports sociaux différents.

Il faut traiter d'une autre manière les oppositions à la révolution, contre le FLN et contre le MNA, et tenir compte de la militarisation de la société. Le recrutement des harkis est lié aussi à la militarisation ainsi qu'à la grave crise sociale frappant les campagnes.

L'insurrection a commencé, le 1er novembre 1954, sans qu'ait été tranchée la question de la nation. L'intégration nationale avait seulement été pensée en termes de pouvoir en ignorant la diversité politique, ethnique et sociale du pays, les contrastes régionaux. C'est-à-dire en occultant la question culturelle berbère ; les questions posées par la population coloniale ou pro-coloniale dans laquelle il faut inclure non seulement les « pieds noirs » d'origine européenne, mais aussi les Berbères judaïsés de très ancienne époque (environ deux millénaires) et devenus français du fait du statut accordé aux Juifs d'Algérie par le décret Crémieux en 1870 ; la question noire ; la question des populations sahariennes. Par là même, on a évacué la diversité linguistique et la diversité religieuse (par exemple le particularisme ibadite au M'Zab).

La révolution a connu une accélération décisive avec l'insurrection du Nord-Constantinois le 20 août 1955, sous la direction de Youcef Zighoud, où est entrée en scène la plèbe contre les Français, mais aussi contre des Algériens – des membres de l'élite algérienne ont été assassinés. La stratégie mise en œuvre était d'attirer la répression et, par là, la mobilisation. C'était l'inauguration d'une tactique visant

à provoquer consciemment les Européens et à les faire réagir de manière affreuse.

Plusieurs des documents présentés ci-après sont issus du MALG (ministère de l'armement et des liaisons générales). Je veux attirer l'attention sur des travaux[2], dont les miens, qui permettent à des observateurs politiquement avertis, d'englober dans la rubrique «police politique» toutes les activités du MALG, auquel succéderont la SM (Sécurité militaire), puis le DRS (Département du renseignement et de la sécurité). En effet, les «transmissions», le «contre-espionnage» qui est une activité politique, la «formation», les tentatives de penser la nation autrement qu'avec les critères nationalistes, tout cela est évident à la lecture du rapport sur la wilaya 6 (à propos notamment de l'affaire Bellounis – annexe 16).

Un autre phénomène majeur à souligner est la rencontre des populations dans le contexte d'une lutte pour le pouvoir et de la guerre: Kabyles, Chaouïa, gens du Sud... Cette mise en contact de troupes de régions différentes est le signe d'une société non intégrée. Ces gens ne connaissaient pas le pays et n'ont pensé qu'au pouvoir. C'est ce qu'on se disait dans la Fédération de France du FLN. Ce qu'on apprenait aux militants pour s'organiser, c'était de former des petits groupes, de leur donner un chef et, en additionnant les petits groupes, et en superposant les strates géographiques et sociales, construire une organisation pyramidale et verticale.

Les chefs portaient en eux-mêmes ces modèles qui ouvraient sur le régionalisme, le népotisme, le clientélisme...

La colonisation s'est appuyée sur des données régionales, linguistiques et religieuses pour idéologiser des différences aux dépens de toute intégration nationale. Tout cela n'a pas été sans conséquences sur la conception d'un jacobinisme autoritaire. De même, en ce qui concerne l'édification d'une armée-État sous couvert d'un «parti unique» et de ses «organisations de masse», également uniques (syndicats; organisations sociales – femmes, jeunes, anciens moudjahidin, fils de

2. Dahou ould Kablia, *Boussouf et le MALG: la face cachée de la révolution*, Alger, Casbah, 2000. Cet ouvrage plaide en faveur d'une approche non exclusivement policière du rôle d'acteurs politiques. Ainsi, Abdelhafid Boussouf, alors responsable de la *daïra* de Skikda pour le MTLD et lecteur de James Burnham (auteur de *L'ère des organisateurs*), mettait l'accent sur la mort du marxisme et le rôle des organisateurs quand il s'adressait aux jeunes militants.

chouhada, étudiants ; organisations professionnelles). Soit l'organisation d'une société corporatiste.

On pourrait relier ces observations aux débats qu'illustre bien par exemple un stimulant article signé Guy Nicolas à propos du Nigeria : « Dynamique agonistique d'une nation à polarisation variable[3] ». Dans cet article, l'auteur relève que « la plupart des analyses contemporaines concernant les "constructions nationales" au sein des sociétés réputées en développement se basent sur un modèle centré sur le rôle fondateur quasi exclusif de l'État héritier du pouvoir colonial ». Cet article interroge la nature de ces États et les rapports qu'ils entretiennent avec la masse de la population, « masse atomisée, soumise à des tendances centrifuges diverses ». À propos de l'institution étatique, l'auteur souligne qu'elle est « censée concentrer sur elle la quasi-totalité de l'essence des sociétés soumises à sa gestion », et ceci même lorsqu'elle est née d'un coup de force ou gouvernée par des dirigeants qui ignorent les principes de l'État démocratique autogestionnaire. « Quant aux cadres sociaux hérités du passé, ajoute l'auteur, il s'agirait seulement de vestiges, responsables du sous-développement de ces pays. » Il plaide pour une prise en compte des sociétés réelles qui devrait selon lui considérer leur « complexité souvent extrême [...], leurs contradictions, leurs dynamiques propres, les travestissements qu'y revêtent les modèles importés et la vitalité des polarisations collectives trop vite reléguées au rang d'anachronismes ».

On se rend par ailleurs compte que l'appel à l'islam comme élément d'unification est loin de suffire. Certes, il suffit pour empêcher une révolution culturelle contre la tradition patriarcale (infériorisation du genre féminin, domination du genre masculin, culture machiste, etc.). Sans compter la recherche d'unanimisme derrière un chef dont on entretient le culte.

L'intervention de Ferhat Abbas sur les thèmes de la propagande (annexe 15) et les rapports d'Abdelhafid Boussouf sur les tendances politiques (annexe 17) aussi bien en France qu'en Algérie, ne doivent pas être sous-estimés par les historiens.

Le rapport de Ramdane Abbane (annexe 13) est explicatif de la rencontre entre trois tendances de la petite bourgeoisie :

---

3. « Dynamique agonistique d'une nation à polarisation variable », dossier « La prolongation des conflits », *Culture et conflits*, n° 1, hiver 1990-1991, p. 114-150.

- la tendance du nationalisme autoritaire incarnée par ceux qu'on désigne généralement sous la formule «les militaires». Le nationalisme autoritaire débouche sur la société militaire;
- le parti de la modernisation: centralistes, communistes intégrés, libéraux (UDMA), mais aussi certains militaires. Ce courant représente les sensibilités nouvelles, les couches sociales émergentes qui regardent vers l'Occident, non pas pour s'y subordonner, mais pour mener l'aventure nationale jusqu'au bout. La grande tare de ce parti, c'est qu'il ne s'est jamais sérieusement posé la question de l'assimilation réciproque des élites au plan linguistique, soit le problème de l'intégration nationale;
- la tendance religieuse composée des divers courants islamiques. Sur l'univers des courants islamiques en Algérie, voir l'ouvrage de Luc Willy Deheuvels, *Islam et pensée contemporaine en Algérie*[4].

Une contradiction dans les perceptions (surtout en France) a découlé du fait qu'il y avait deux interlocuteurs. D'une part, l'interlocuteur français qui valorisait le patrimoine universaliste sans se soucier des obstacles à son expansion; d'autre part, non seulement la religion, levier de mobilisation, mais aussi toute la tradition patriarcale, l'attachement au consensus qui ne facilite pas le passage à la démocratie. Cela s'est par exemple illustré lorsque de Gaulle a proposé de discuter de l'autodétermination. En effet, des mois durant, il y a eu des bagarres pour essayer de se mettre d'accord, rechercher un consensus: faut-il accepter de discuter de cette question?

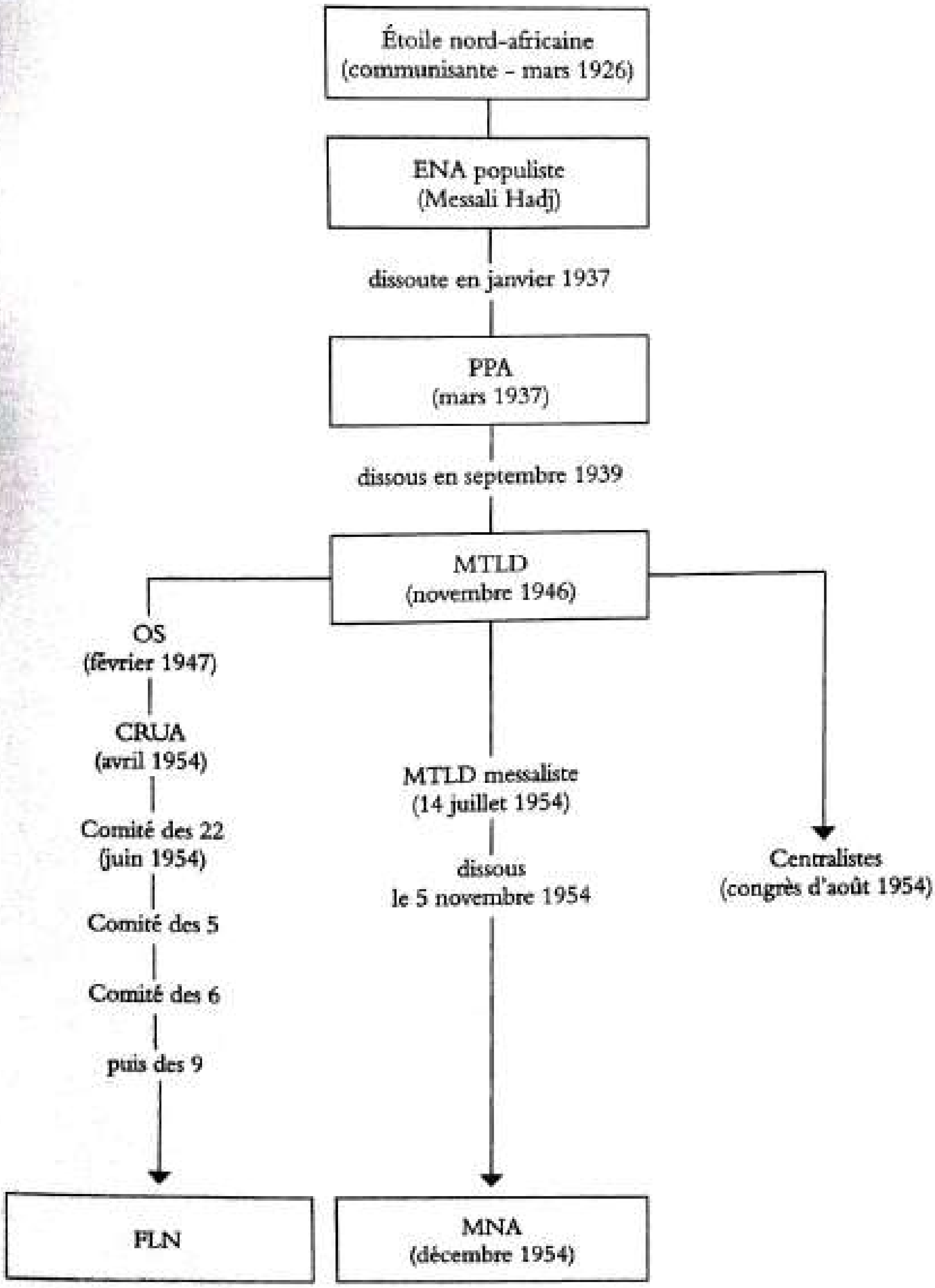
Concernant cette contradiction, je pouvais évoquer, dans le premier tome de mes *Mémoires*[5], «un long mariage qui, pour avoir été forcé, n'en avait pas moins produit une sorte de "confusion des sentiments"». Ainsi Jacques Berque (1910-1995), né en Algérie, grand spécialiste de l'histoire sociale de l'islam contemporain, écrivait-il pendant la guerre de libération: «La France et l'Algérie? On ne s'est pas entrelacé pendant cent trente ans ans sans que cela descende très profondément dans les âmes et dans les corps.» C'était vrai de notre génération, celle qui a tranché les liens. Est-ce encore vrai aujourd'hui pour les nouvelles générations? Aujourd'hui, en 2024, je peux affirmer la même conviction.

---

4. Luc-Willy Deheuvels, *Islam et pensée contemporaine en Algérie: la revue* Al-Asâla *(1971-1981)*, Paris, CNRS, 1991, 316 p.
5. *Une vie debout, mémoires*, t. 1: *1945-1962*, Paris, La Découverte, 2001, p. 183.

ANNEXES

ANNEXE 1
GÉNÉALOGIE DU NATIONALISME ALGÉRIEN DES ORIGINES À L'INSURRECTION



ANNEXE 2
TABLEAU DES CHEFS DE WILAYAS ET DES MEMBRES DE L'EMG (1956-1962)[1]

Noms	Origine politique	D'origine urbaine	Années d'exercice	Profession en 1954
Adlani Amer, dit Pedro	MTLD		1955-1956	Permanent
Bouaziz Saïd	PC		1957-1962	Employé
Bensalem Nourreddine	MTLD		1955-1956	Permanent
Boudaoud Omar	MTLD (OS)		1957-1962	Commerçant
Boulahrouf Tayeb	MTLD		1956-1957	Permanent
Boumendjel Ahmed	UDMA		1957	Avocat
Doum Ahmed	MTLD		1956	Employé SNCF
Guedroudj Messaoud	MTLD	X	1957	Commerçant
Guerras Abderrahmane	MTLD (OS)	X	1955-1956	Permanent
Harbi Mohammed	MTLD		1957-1958	Étudiant
Haroun Ali	sans parti		1958-1962	Avocat
Lebjaoui Mohammed	sans parti	X	1er trim. 1957	Commerçant
Louanchi Salah	MTLD	X	1956-1957	Permanent
Madi Larbi	MTLD		1955-1956	Étudiant
Mahsas Ahmed	MTLD (OS)		1955-1956	Permanent
Mechati Mohammed	MTLD (OS)	X	1955-1956	Permanent
Moundji Zine	MTLD	X	1956-1958	Permanent
Souissi Abdelkrim	MTLD	X	1961-1962	Permanent
Taleb Ahmed	Oulémas	X	1956-1957	Étudiant
Tarbouche Mourad	MTLD		1955-1956	Permanent
Zerrouk Ahcène, dit Kalala	MTLD	X	1955-1956	Permanent

1. Dans cette liste sont inclus les chefs de wilaya qui n'ont pas eu une nomination légale (exemple : Si Mohammed en wilaya 4).

ANNEXE 3
TABLEAU ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES DE LA DIRECTION DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE (1954-1962)

Aït Ahcène Meziane	Ministère des forces armées
Abdesslam Belaïd	Ministère de la culture (1958-1959) Présidence du Conseil (1961-1962)
Mᵉ Abdelmoumène	Ministère des finances (1958-1961).
Bejaoui Mohammed	Présidence du Conseil (1959-1961)
Belhocine Mabrouk	Ministère de l'armement (1958-1959) Ministère des affaires étrangères (1960-1961)
Benyahia Mohammed	Présidence du Conseil (1958-1961)
Hadj Azout	Ministère de l'armement, du ravitaillement et des liaisons générales (1960-1961)
Hadj Cherchalli	Ministère des affaires sociales (1958-1961) Présidence du Conseil (1961-1962)
Chentouf Abderrazack	Ministère de l'intérieur (1958-1961).
Idir Mouloud	Ministère des forces armées (1958 début 1960)
	Affaires étrangères (1961)
Mostefaï Chawki	Affaires nord-africaines (1958-1960).
Laroussi Khelifa	Ministère de l'armement et des liaisons générales (1958-début 1960)
Yadi Mohammed	Ministère de l'armement et des liaisons générales (1961-1962)
Hadj Hamou Mohammed	Ministère de l'information (1958-1962)
Fanon Frantz	
Réda Malek	
Lacheraf Mostefa	
Harbi Mohammed	Ministère des forces armées puis des affaires étrangères

ANNEXE 4
DIRECTEURS DE CABINET, CONSEILLERS POLITIQUES DES MINISTRES DU GPRA ET IDÉOLOGUES

Noms	origine politique	origine urbaine	membre du FLN	profession	zone de commandement
Cherif Mahmoud	UDMA	X		Militaire professionnel	Aurès-Nementchas*
Mohammed Amouri	MTLD	X	X	Enseignant en arabe	
Nouaoura	MTLD	X	X	Commerçant	
Hadj Lakhdar Abidi	MTLD	X	X	Transporteur	
Zbiri Tahar	MTLD	X	X	Chef d'équipe pompier	
Zighoud Youssef	MTLD		X	Forgeron (artisan)	Nord-Constantinois*
Bentobbal Lakhdar	MTLD	X	X	Professionnel politique	
Kafi Ali	MTLD	X		Enseignant en arabe	
Bou Bnider Salah	MTLD	X	X	Transporteur	
Boussouf Abdelhafid	MTLD		X	Professionnel politique	Oranie
Boumediene Houari	sans parti			Étudiant à El-Azhar	Oranie
Ben Ali Dghine (Lotfi)	UDMA	X		Lycéen	Oranie
Bouhadjar Haddou					
(Othmane)	MTLD			Ouvrier agricole	Oranie
Ali Mellah	MTLD		X	Professionnel politique	Wilaya 6
Abderrazack Ahmed ben	MTLD			Commerçant	
(Si Haouès)					
Mohammed Chaabani	Oulémas	X		Étudiant	
Kaïd Ahmed (EMG)	UDMA	X		Instituteur	Membre de l'EMG

Mendjeli Ali	MTLD	X		Commerçant	Membre de l'EMG
Zerari Rabah	sans parti	X		Ouvrier	
Mohammedi Saïd	sans parti			Enseignant de zaouia	Kabylie*
Yazourène Mohammed	MTLD		X	Commerçant	Kabylie*
Ould Hamouda					
Amirouche	MTLD			Artisan	Kabylie*
Mohand Oulhadj	sans parti			Commerçant	Kabylie*
Ouamrane Amar	MTLD		X	Professionnel politique	Wilaya 4
Dehilès Slimane	MTLD			Chauffeur de taxi	
Bouguerra (Si M'hammed)	MTLD		X	Cheminot	
Zamoum Mohammed					
Salah	MTLD		X	Secrétaire de mairie	
Bounaama Djilali					
(Si Mohammed) Khatib Youssef (Si Hassan)	MTLD sans parti			Ouvrier mineur Étudiant en médecine	

* Dans cette liste sont inclus les chefs de wilaya qui n'ont pas eu une nomination légale (exemple : Si Mohammed en wilaya 4).

ANNEXE 5
MEMBRES DES CONSEILS DE WILAYAS EN MARS 1962

Noms	Origine politique	Langue de culture	Organisation
Zbiri Tahar	MTLD	arabe	wilaya 1
Yahiaoui Mohammed Salah	Oulémas	arabe	–
Mellah Amar	Oulémas	arabe	–
Mahfoud Mostefa Ismail	MTLD	–	
Bennoui Mostefa	UDMA	–	
Bou Bnider Salah	MTLD		wilaya 2
Kahl-Erras Abdelmajid	–	arabe	–
Belloucif	–	arabe	–
Larbi Berredjem	–	–	
Bouderbala Tahar	–	–	
Mohand Oulhadj	sans parti		wilaya 3
Mahiouz Ahcène	–	–	
Seddiki Tayeb	–	arabe	–
Ouali Mohand	–	–	
Hemimi	–	–	
Hassan Khatib	wilaya 4		
Boulekhrouf Youssef	–		
Bouregâa Lakhdar	–		
Bousmaha Mohammed	–		
Ramdane Omar	–		
Bouhadjar Haddou	MTLD		wilaya 5
Boubekeur Cadi	–		–
Mokhtar Bouizem	–		–
Abdelwahab Abbas	–	arabe	–
Chaabani Mohammed	Oulémas	arabe	wilaya 6
Rouina Mohammed	–	–	–
Slimani Slimane	–	–	–
Kheireddine Cherif	–	–	–
Sakhri Amar	–	–	–

ANNEXE 6
FONDATEURS DU FLN, MEMBRES DU CNRA ET DES CONSEILS DE WILAYAS MORTS AU COMBAT[1]

Wilaya 1 : Ben Boulaïd Mostefa (1956), Ali Souahi, Amar Rejaï (1959).

Wilaya 2 : Didouche Mourad (1955), Zighoud Youcef (1956), Benbaatouche Allaoua (1957), Hocine Rouibah (1960).

Wilaya 3 : Amirouche, Tahar Amirouchene, Abderrahmane Mira (1959).

Wilaya 4 : Si M'hammed (1959), Si Lakhdar (1957), Si Mohammed et Si Salah (1961), Souidani Boudjemaa (1956).

Wilaya 5 : Ben M'hidi Larbi (1957), Kerzazi (Si Tarik, 1961), Lotfi (Dghine Benali), M'Barek (1960).

Benabdelmalek (1954).

Wilaya 6 : Si Haouès (1959).

Cinq des cadres cités sont morts en voulant passer la ligne Morice : Benbaatouche, Lotfi, M'Barek, Rejaï et Souahi.

1. Dans cette liste ne figurent pas les victimes des règlements de comptes internes.

ANNEXE 7
LE PPA-MTLD EN ORANIE, 1943-1949

TÉMOIGNAGE D'AHMED ABBAD

À la veille du débarquement allié, on pouvait distinguer en Oranie deux catégories de groupes politiques.

a) Les groupes politiques métissés multiraciaux, c'est-à-dire la SFIO et le PC. La SFIO recrutait essentiellement des Européens et des lettrés algériens. Le PCA recrutait dans les couches inférieures des petits blancs juifs et espagnols surtout. Il y avait quelques lettrés algériens. Les ouvriers algériens vivant à l'européenne, mais aussi des dockers et des cheminots.

b) Les groupes politiques nationaux.

– Les oulémas. L'étiquette culturelle ne doit pas tromper. Il s'agit en fait d'un mouvement politico-religieux. L'organisation se situe à deux niveaux.

Au niveau de la *medersa* Jemaït El Fallah, un regroupement large incluant des lettrés agnostiques politiquement liés à la SFIO et au PC (un clerc de notaire, Guettaf, deux enseignants, Belhalfaoui, Benali Seghir et un interprète judiciaire, Sebbagh), des cadres religieux, des éléments pieux de formation arabe, un ouvrier en confection, Abbad, un restaurateur, Metahri, un employé de librairie, Souiyah, un facteur, Nafi, un employé des TO, un ouvrier spécialisé (mécanicien), trois commerçants en tissu : Benahmed, Semghouni Ahmed, Reguig, deux commerçants ambulants, Dellal El Ghoui et M'Hamed Benabderrahmane. Au niveau de la section des oulémas (Chaaba) un autre regroupement plus populaire et plus militant.

Les activités avaient trait à la collecte de fonds, à la propagande, à l'organisation de l'enseignement en arabe et des cours du soir pour les adultes. Il y avait trois enseignants : Senoussi, Kaïd et Cheikh Saïd Zemouchi. En fait, les oulémas constituaient le seul groupement spécifiquement algérien.

Le PPA avait gardé quelques militants, mais la répression l'avait décapité. Les militants étaient emprisonnés. Turqui Abdelkader a été arrêté en 1939 et emprisonné à Lambèse. Memchaoui, artisan-tollier, était en détention à Lambèse, Abdallah d'Oran était au camp de Djenien Bourezq. D'autres étaient en liberté : Ouled Aïssa Belkacem, commerçant en articles de ménage, Moulay Chérif électricien, El Hadj Maamar, cordonnier. Ces trois éléments étaient tous de Mostaganem. Il y avait aussi Benosmane, commerçant moyen, Guenanèche Mohammed, bonnetier à Tlemcen, Karour Mohammed, pêcheur à Nemours et un ou deux éléments à Relizane.

La relance du PPA a lieu au cours de l'été 1943 à la suite de trois prises de contact.

Un premier contact non officiel. Un deuxième contact avec un ex-ouléma devenu PPA, Chadly El Mekki, et un troisième contact avec Ahmed Bouda. C'est au cours du troisième contact que fut constituée la direction pour la région d'Oran.

Elle comprendra trois membres de la Chaaba oulèma, un restaurateur gargotier, Metahri, un marchand ambulant, Dellal El Ghouti, Abbad, ouvrier en confection, un potier, Hadda Mazouni, un fonctionnaire de la préfecture, Abdelkader Maachou, et un ouvrier, Hammou Tahar. Mazouni et Maachou quitteront le PPA à la suite de la distribution d'un tract. Ils étaient opposés à ce genre d'action et voulaient que nous restions une secte. La direction du PPA délègue, début 1944, un représentant permanent auprès de cette direction.

On constitua alors une direction fédérale pour l'Oranie. Elle comptera deux permanents rémunérés à 4 000 F : Benamar de Tlemcen, instituteur, et Ahmed Abbad, ouvrier en confection.

Le PPA comptait alors 150 militants répartis dans toute l'Oranie. En mai 1945, le PPA avait un millier d'adhérents en Oranie, et son influence excédait largement son pouvoir d'organisation limité par son interdiction et par la clandestinité. Il y avait 446 militants à Oran, 60 à Tlemcen, 125 à Mostaganem.

À Oran-ville, l'influence du parti se fait sentir d'abord à Medina Jedida puis à El Hamri (exclusivement arabe et plébéien), puis aux Planteurs, à Sidi El Houari et à Gambetta.

Au cours des années 1944-1945, c'est surtout l'activité au sein des AML qui monopolisera les énergies des militants PPA. C'est Abbas, lui-même, qui contactera les personnalités dont le chef de file est Guettaf, qui sera plus tard militant UDMA.

Au comité local, il y avait équilibre entre les personnalités : Guettaf, le professeur Benabderrahmane, le professeur Belhalfaoui, le professeur Mahdad et les militants et sympathisants PPA. Le secrétaire du comité est Souiyah El Houari (PPA). Il y a aussi Maachou (sympathisant), Benchiha (PPA), Kiouane Mohammed, enseignant (sympathisant), Sahraoui Mohammed et Zeddour Belkacem.

À la veille de la création des AML, la Chaaba des oulémas cède le pas devant le PPA. Elle perd ses éléments les plus dynamiques au profit du PPA. N'y restent que les notables. Mais ces départs ne sont pas encore une rupture. En allant au PPA, les membres de la Chaaba avaient avisé

Cheikh El-Ibrahimi qui les avait encouragés à prendre la direction du PPA dont les oulémas deviendraient, d'une manière détournée, les directeurs de conscience. Brahimi avait confié à ses interlocuteurs qu'une opération du même genre était en cours dans l'Est algérien avec le concours de Chadly El Mekki (sommé de s'expliquer Chadly nia le fait). Ceci explique que l'affrontement entre PPA et oulémas ait été tardif en Oranie, contrairement à ce qui se passera dans certaines régions. Les frontières entre oulémas et PPA étaient fragiles. Ce n'est qu'en 1947, dans le quartier Gambetta, que le MTLD créera une médersa. Pourtant, dès 1943, Kaïd et Senoussi avaient quitté les oulémas et rallié le PPA.

L'implantation du PPA fut rapide. Sa pénétration commença par les grands centres : Mascara, Mostaganem, Tlemcen, Saïda, Relizane, Tiaret. Trois remarques au sujet de cette pénétration :

a) Elle est rapide, emprunte les structures naturelles (familles, groupements d'originaires), d'où son caractère massif par endroits.

Il en va ainsi à Kristel, Arzew où paysans et ouvriers agricoles adhèrent en masse. Ces adhésions massives aboutissaient parfois à faire plafonner l'organisation et à créer des réticences chez certains groupes quand leur adhésion était sollicitée après celle de groupes traditionnellement rivaux. Les particularismes étaient encore vivaces mais en net recul.

b) Les montagnes étaient totalement négligées.

c) Les émigrés kabyles, à l'intérieur du pays, jouaient un rôle non-négligeable dans l'enracinement du PPA. C'est le cas à Sig avec Mouloud, artisan tailleur, à Aïn-Temouchent avec Zaouche (commerçant), à Kenadsa avec Ouali, ouvrier.

Des éléments originaires de Kabylie participaient à des directions locales comme à Oran, à Mecheria. À Oran, la rue Philippe était le fief du PPA. Tous les petits commerces ou presque appartenaient à des Kabyles.

La composante sociale du PPA variait selon les régions et même selon les villes.

À Tlemcen, en 1943, le comité directeur était composé de deux commerçants moyens (Benosmane et Guenanèche), d'un artisan-tollier, Memchaoui, d'un tollier, d'un tisserand, d'un fils de commerçant et d'un employé. On retrouvait un taux important de fils d'artisans et de commerçants. Les militants étaient en général lettrés. Les réunions régulières. La direction était compétente mais la combativité faible.

À Bel Abbès, en 1943 toujours, l'organisation PPA comprenait un artisan-tailleur, deux employés, un employé de mairie, un artisan-coiffeur, un marchand de meubles, un commerçant qui deviendra UDMA après 1945.

À Mechéria, Aïn Sefra, Beni Ounif, Boussemghoun, Bechar, Kenadsa, Beni Abbès, des noyaux PPA sont formés dès 1944. À Kezzaz-Taghit, Adrar et Timimoun, la pénétration se fait en 1947. Il en va de même pour Tindouf où le recrutement se fait au nom de Messali et de l'émir Abdelkrim.

La moyenne d'âge des adhérents oscillait entre 18 et 25 ans. Nomades et semi-sédentaires étaient organisés dans la région de Bechar et d'Adrar. À Bechar, ils étaient organisés par l'imam Touhami. Malgré les schémas, l'organisation épouse les structures traditionnelles. Les «Grands» de la Djemaâ étaient automatiquement les responsables. Dans l'extrême Sud, de grandes réunions étaient périodiquement organisées par deux commerçants chambi, Hadj Bitoun et Hadj Allal.

Au PPA, l'information et la formation étaient déficientes. Les moyens faibles. Nous disposions du journal clandestin *L'Action algérienne*. La lecture avait lieu en cellule. Nous le lisions et le commentions. Nous le diffusions après. Chaque militant était tenu de «payer» le journal lu en cellule. Selon ses moyens il payait ou ne payait pas. Beaucoup faisaient un versement symbolique. Jusqu'en 1948 nous n'avions pas de bulletin intérieur. Ces militants avaient recours à leurs moyens personnels (noter la puissance de l'idéologie implicite). Nous nous attachions surtout aux problèmes d'organisation et puisions notre expérience chez les sociétés secrètes: confréries, KKK. Il y avait chez beaucoup de responsables une grande méfiance et même un mépris des masses et des militants de base. Ainsi pour Embarek Filali qui avait alors pour pseudonyme Mansour, «L'homme est un réveil. Il faut savoir le remonter, le faire sonner à l'heure qu'on veut.»

Les réunions étaient fréquentes. Nous nous retrouvions pratiquement tous les soirs. Notre préoccupation principale était la conquête du terrain, l'étude des adhésions. Nous n'avions aucune difficulté pour recruter sauf dans les milieux lettrés, très sceptiques et très réticents.

Indépendamment des tracts qu'on distribuait pour exprimer notre avis sur certains événements (ex. appui à la Tunisie et dénonciation de la France lors de la mort de Moncef Bey), la vie de l'organisation a été marquée par trois événements: la préparation de la manifestation du 1er mai 1945, celle du 8 mai 1945 et la campagne de popularisation du MTLD en 1947-1948.

a) Le 1er mai, le PPA avait décidé de manifester avec le mot d'ordre d'indépendance. L'Oranie a été avisée de la décision de la direction 36 heures avant par quatre émissaires: Saïd Amrani, Abdallah Filali, le Pr. Mahfoudi et Benamar. L'organisation pratique a été réglée à minuit la veille de la manifestation. C'est entre minuit et le matin que nous avons procédé à la mobilisation de l'organisation. À Oran, le 1er mai à 8 heures, le commissariat

ignorait tout de la manifestation. À 8h30 eut lieu la première prise de parole à El Hamri. Le départ a eu lieu du siège des AML. La directive du PPA était d'effrayer les partenaires AML enclins au compromis et à la conciliation, faire des AML un second PPA, se subordonner les bourgeois. Il y eut un mort lors de la manifestation et plusieurs blessés. Souiyah El Houari, secrétaire des AML à Oran a été arrêté.

b) Le 8 mai, nous avons reçu ordre d'organiser une manifestation. Les militants devaient être armés et riposter en cas d'attaque de la police. La directive a été transmise par Embarek Filali. La direction fédérale refuse d'accepter la directive. À l'appui de son refus, elle allègue pêle-mêle l'absence d'armes, la répression du 1er mai, les critiques et les pressions des partenaires au sein des AML.

La directive a été tardive. Elle n'a été transmise que le 7 mai. Les responsables locaux mettent en doute le sérieux de l'initiative. Alors A. Filali manœuvre. Il prend chaque responsable individuellement pour lui arracher une approbation. À Ahmed Abbad il dira: «Nous avons acheté 300 mitraillettes. C'est un secret que je ne confie qu'à toi.» Le 8 surviennent les événements de Sétif et de Guelma. La direction centrale donne une nouvelle directive. Elle nous parviendra le 11 ou le 12 mai, la manifestation armée devait avoir lieu le 14. Le but: élargir l'insurrection pour que n'apparaisse pas la catastrophe de Sétif. En réalité, la direction croyait fermement à une intervention des Alliés pour mettre fin au massacre et accorder au moins l'autonomie interne. Le rappel du processus syrien est largement significatif. La direction fédérale d'Oran se réunit pendant trois jours. La longueur des réunions témoigne de l'hésitation des responsables à suivre la direction centrale. On cherche alors des faux-fuyants. Les responsables de l'Oranie demandent à la direction centrale 100000 francs à laisser aux familles. La directive est tout de même communiquée aux militants. On leur recommande donc de ne pas s'attaquer aux civils, de porter un brassard vert pour être considérés comme combattants. Les masses du parti ne suivent pas. À Saïda, seulement, les militants brûlent la mairie. Les arrestations ont eu lieu en juin. Elles auraient pu être catastrophiques pour le moral des masses. Il n'en fut rien. Un peu à cause de la situation politique que connaissait alors la France, mais aussi et surtout parce qu'après le 8 mai 1945 l'Oranie a été inondée de tracts et d'inscriptions murales. Même les centres où n'existaient pas des noyaux PPA ont été touchés. Malgré les erreurs putschistes de la direction, le peuple se disait: Ils sont encore debout, tenons bon. Après l'amnistie, la direction fédérale d'Oran a demandé des éclaircissements à la direction centrale.

La question de fond fut éludée. On nous répondit que, s'il n'y avait rien eu à Alger, c'est parce que l'administration était au courant du projet et que les domiciles des responsables étaient surveillés.

Notre niveau politique était alors bas et notre confiance dans le parti aveugle. Mais nous étions restés foudroyés devant tant de cynisme.

Au congrès de 1947, Lahouel et ses amis reconnurent que la politique de la direction, en mai 1945, était erronée, mais ils affirmèrent leur solidarité avec les responsables de cette politique. C'était incompréhensible. Je ne sais pas qui est directement responsable de cette ligne. À la direction en 1945, il y avait Bouda, Asla, Mezerna, Mokri Hocine. Asla et Mezerna ont été arrêtés le 1er mai. Au comité d'organisation, il y avait Bouda, Ouali, Ould Hamouda. Si les survivants parmi eux parlaient, on finirait enfin par connaître la vérité sur cette période capitale de l'histoire du mouvement national et de l'Algérie.

c) En 1947, le parti a lancé une grande campagne contre le vice et la prostitution. Il fallait, nous disait-on, rétablir la cohésion du peuple algérien. Nous formions alors des commandos et nous allions dans les cafés à l'heure de l'apéritif tabasser les bourgeois. Le petit peuple afflue en masse vers le MTLD. Pour lui, il y avait quelque chose de nouveau. Comme beaucoup d'autres mesures, celles-là ont dégénéré et sont devenues des instruments démagogiques entre les mains des malins du parti.

d) En 1946, le parti décide de participer aux élections. L'Oranie s'opposait à la participation et était un exemple. Le PC refusait d'y participer parce que les conditions politiques ne s'y prêtaient pas. Lahouel essaya de convaincre la direction fédérale. «Nous préparons la révolution, nous disait-il. Il faut avoir des députés qui, grâce à l'immunité parlementaire, pourront transporter des armes. D'ailleurs les députés n'iront pas siéger. Ils boycotteront le Parlement français.» Il n'en fut rien bien sûr. Plus tard, on arguera du débat sur le statut pour expliquer la présence au Parlement français.

En 1947, il y eut un congrès à Alger. Y participaient pour l'Oranie Ben Bella, Hamou Boutlelis, Memchaoui. Ils avaient été cooptés à l'insu de la direction fédérale. C'était une réunion et non un congrès. Aucun militant en Oranie n'y a été associé. Tout s'est fait sur la base de la cooptation. On écartait les «discutailleurs», c'est-à-dire tout le monde. Ce sera le début d'une crise qui connaîtra son épilogue en 1949 avec la démission de la direction fédérale. Sur le champ, Benamar est imposé comme délégué au congrès. C'était une concession de la direction centrale à la Fédération d'Oran.

À partir de ce congrès, l'organisation comptera trois secteurs:

– le PPA, parti clandestin;

– le MTLD, organisation légale de caractère électoral. Les membres étaient considérés comme adhérents du PPA ;

– l'OS, c'était une organisation paramilitaire. Ses militants étaient choisis parmi les éléments les plus sûrs. Ils n'étaient pas connus de la police pour leurs opinions nationalistes. Leur encadrement était composé d'ex-militaires. Ils avaient parfois des initiatives bizarres : faire entrer quelqu'un dans une caserne, arrêter quelqu'un dans un restaurant, etc.

Il y avait dans l'organisation du PPA une grande instabilité et aussi une combativité certaine. De là des remaniements constants. Jusqu'en 1945, la direction d'Oran était exclusivement plébéienne. C'était la période de la clandestinité et du risque permanent. Les responsables avaient les mêmes habitudes de vie que les militants. Et souvent aussi les mêmes limites. Après les évènements de 1945 accèdent à la direction des éléments plus sensibles à la démarche politique des couches moyennes. Fin 1947, la direction locale revient à nouveau aux mains des plébéiens. Et cela jusqu'en 1949. La direction du parti passait son temps à rechercher un équilibre entre des forces antagonistes, à concilier des attitudes et des idées opposées. Tout se passait comme si elle voulait échapper au choix et réaliser la fusion des différentes catégories qui formaient le parti.

ANNEXE 8
PROCLAMATION DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE[1]

AU PEUPLE ALGÉRIEN, AUX MILITANTS DE LA CAUSE NATIONALE,

Vous qui êtes appelés à nous juger, le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement, notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents : administratifs et autres politicailleurs véreux.

Nous considérons avant tout qu'après des décades de lutte, le mouvement national a atteint sa phase finale de réalisation. En effet, le but du mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions favorables pour le déclenchement d'une action libératrice, nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action et, sous ses aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique des frères arabes et musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de lutte et de libération de l'Afrique du Nord. À noter dans ce domaine que nous avions depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne.

---

1. Texte ronéoypté distribué en Algérie et diffusé aux organes de presse. La proclamation, en date du 31 octobre 1954, est rendue publique le 1er novembre. *Archives de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 101-103.

L'HEURE EST GRAVE !

Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence, pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

Nous tenons, à cet effet, à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes considérations mesquines et erronées de personnes et prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique. Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

Pour nous préciser, nous retraçons ci-après, les grandes lignes de notre programme politique :

BUT : L'INDÉPENDANCE NATIONALE PAR

1) La restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.

2) Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions.

OBJECTIFS INTÉRIEURS

1) Assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par là, l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, cause de notre régression actuelle.

2) Rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

OBJECTIFS EXTÉRIEURS :

- Internationalisation du problème algérien.

- Réalisation de l'unité nord-africaine dans son cadre naturel arabo-musulman.
- Dans le cadre de la charte des Nations unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes nations qui appuieraient notre action libératrice.

MOYENS DE LUTTE

Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

Pour parvenir à ces fins, le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément: une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et de toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue mais l'issue est certaine.

En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir de paix, limiter les pertes en vies humainse et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises, si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes.

1) l'ouverture des négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, une et indivisible.

2) La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toute poursuite contre les forces combattantes.

3) La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des moeurs du peuple algérien.

EN CONTREPARTIE

1) Les intérêts français: culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.

2) Tous les français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis

des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et, dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs.

3) Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

ALGÉRIEN !

Nous t'invitons à méditer notre charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté ; le Front de libération nationale est ton front, sa victoire est la tienne.

Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, forts de ton soutien, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la patrie.

Le secrétariat

ANNEXE 9
JE NE RÉPONDRAI PAS[1]

Monsieur le président de la République française,

Le sursis qui m'avait été accordé par l'autorité militaire pour terminer mes études venant à expiration, je dois être appelé incessamment pour accomplir le service militaire. J'ai le devoir de vous informer que je ne répondrai pas aux convocations qui pourraient m'être adressées et de vous expliquer en détail les raisons de mon attitude:

Je suis né à Tiaret en Algérie le 11 juin 1931 et j'y ai vécu plus de vingt ans de ma vie. Très tôt, j'ai eu l'occasion de vérifier personnellement la fausseté de l'affirmation des gouvernements français selon laquelle l'Algérie serait une province française.

C'est lorsque je vins en France pour la première fois et que je liais connaissance avec des démocrates français que j'ai commencé à prendre conscience qu'il y avait des causes profondes aux maux dont souffrait ma patrie; j'acquis la conviction, qui ne s'est nullement démentie par la suite, qu'il était possible de construire une Algérie libre, heureuse à condition d'abattre l'odieux régime colonial qui lui avait été imposé voilà plus de cent vingt ans. Il m'apparut que mon devoir était d'œuvrer à hâter la venue de cet heureux événement. Il n'en fallut pas plus au ministre de l'air en exercice pour m'exclure, sous un prétexte futile dû à mon inexpérience, de l'École nationale supérieure de l'aéronautique où j'avais été admis après trois années de préparation à un concours difficile.

Je suis retourné dans mon pays où j'ai exercé pendant un an le métier de maître auxiliaire d'enseignement au collège de Tiaret; aujourd'hui quelques-uns parmi les meilleurs de mes élèves musulmans sont militaires dans l'Armée de libération nationale.

---

1. Lettre de Claude Sixou (Joseph Sixou) adressée, en 1956, au président de la République René Coty. Claude Sixou né le 11 juin 1931 en Algérie est mort le 10 juin 2011 en France. En 1956 il avait créée, à Paris, avec une dizaine d'intellectuels, le Comité des Juifs algériens pour l'indépendance. Cette lettre a été publiée dans *L'Action* (ancêtre de *Jeune Afrique*), éditée en Tunisie, le 2 décembre 1957. sous la présentation suivante « Un israélite algérien, M. Joseph Sixou, ingénieur de l'aéronautique, nous communique la lettre ci-dessous qu'il a adressée à M. René Coty, président de la République française, pour lui expliquer les raisons de son ralliement au FLN. »

L'année suivante j'ai suivi les cours de la faculté des sciences d'Alger : c'est là, à la Maison des étudiants musulmans, que j'ai lié quelques-unes de ces amitiés qui comptent dans la vie d'un homme ; de mes amis, les uns sont déjà glorieusement tombés pour leur patrie, les autres sont dans la lutte.

C'était pour moi la première fois que je me trouvais mêlé aussi intimement aux masses profondes de mon peuple sur la seule base où la rencontre était possible, sur la base de l'anti-colonialisme.

En deux ans, je fis dans cette voie des progrès extraordinaires : cette carapace d'incompréhension qu'on avait accumulée entre deux communautés sœurs fondait comme neige au soleil de l'estime réciproque ; je redécouvrais les multiples affinités qu'un siècle d'une politique d'assimilation forcenée n'avait pu faire disparaître ; je découvrais, et cela croyez le bien, cela sera porté au terrible dossier d'accusation du colonialisme français, que j'avais une patrie, que je n'en avais jamais eu qu'une et que j'avais été incapable de la voir pendant plus de vingt ans...

En septembre 1954, en application d'une loi d'amnistie (qui d'ailleurs avait été votée principalement en vue de réhabiliter certains collaborateurs) je fus réadmis à l'École nationale supérieure de l'aéronautique.

Dans les conditions qui étaient celles de l'Algérie à cette époque, il était de mon devoir de revenir en France pour y étudier afin de préparer à ma patrie un de ses cadres techniques dont elle aura un si urgent besoin dans un proche avenir.

Comme des millions d'Algériens, j'ai accueilli les nouvelles du 1er novembre 1954 avec un indicible sentiment de joie et de fierté : il me semblait que j'attendais ce jour depuis la défaite d'Abd el-Kader.

En vérité, il ne s'y mêlait qu'une seule appréhension, celle de voir ces hommes valeureux se faire massacrer jusqu'au dernier (comme cela est déjà arrivé tant de fois), avant d'avoir pu grouper derrière eux l'ensemble du peuple algérien. Je n'ai jamais dissimulé ces sentiments dans la mesure où j'estimais que leur manifestation contribuait à approcher l'heure où cesserait cette tuerie « imbécile et sans issue » pour la France.

C'est ce qui me valut, sans doute, les dernières mesures des services de la Sécurité air : annulation de mon contrat de travail avec la Snecma[2] et radiation de la liste des promus au grade de sous-lieutenant de réserve, sanctionnant les cours de l'instruction militaire obligatoire où j'avais obtenu des notes suffisantes. [...]

2. NdÉ. Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation puis Snecma. La Snecma a été créée par la nationalisation le 29 mai 1945 de la société Gnome et Rhône. En 2016, la Snecma devient Safran Aircraft Engines.

Si je vous ai exposé en détail toutes les raisons personnelles de mes actes, Monsieur le président de la République, c'est qu'il se trouve en France des gens pour dénier aux Algériens non musulmans tout sentiment de patriotisme : ils trouvent plus commode de les affubler du nom de traître, alors que, comme il ressort clairement de ce que je vous ai exposé, la véritable traitrise serait pour moi d'agir d'une autre façon ; c'est aussi parce que, Algérien de culture française, j'ai toujours raison de m'inquiéter de la détérioration croissante des rapports franco-maghrébins. Je désire passionnément une collaboration amicale et fructueuse dans tous les domaines entre la France et l'Algérie ; mais ni moi, ni aucun autre patriote algérien n'acceptera jamais plus que cette association soit celle du cavalier et du cheval.

C'est pourquoi, avant qu'il ne soit trop tard, dans l'intérêt du peuple français aussi bien que dans celui du peuple algérien, dans l'intérêt même des Français qui vivent de leur travail en Algérie, il faut reconnaître l'indépendance de l'Algérie et négocier avec le Front de libération nationale.

Joseph Sixou,
ingénieur de l'aéronautique

ANNEXE 10
COURRIER DES PRISONNIERS DE LA SANTÉ, EN RÉPONSE AU CCE, APRÈS RÉCEPTION DES TEXTES DE LA SOUMMAM [SEPTEMBRE 1956 ?]

Chers frères,

I. Nous avons reçu, il y a quelques jours, un procès-verbal de vos travaux du mois d'août relatif, en particulier, aux organismes de direction (CNRA et CCE) et à certaines affirmations de principes politiques. Nous espérons que vous voudrez bien nous faire connaître le reste des décisions qui ont été prises lors de cette réunion, afin qu'il nous soit permis de vous donner nos points de vue là-dessus. En attendant votre réponse à ce sujet, nous aimerions vous faire part des observations suivantes :

1. Il serait nécessaire de nous préciser ce que vous entendez exactement par : membres honoraires (du CCE), étant spécifié, par ailleurs, que nous «restons» associés aux tâches de décision et d'exécution, malgré notre détention.

2. Nous souhaiterions que vous ne rendiez pas publiques les décisions du congrès avant que nous en ayons pris connaissance.

En vous demandant de surseoir à leur publication, nous exprimons également le souci légitime d'en rectifier la forme, sinon le fond, pour donner de nos travaux l'impression de sérieux et éviter d'éventuels critiques et malentendus. Il serait encore temps peut-être d'apprécier le choix des hommes nouveaux qui figurent au CNRA.

3. Il y aurait nécessité à envisager ensemble l'examen de certains problèmes majeurs et, pour cela, il importe que vous établissiez entre nous une liaison efficace et fréquente. En effet, nous sommes en mesure de vous soumettre de temps à autre des suggestions et d'étudier à tête reposée toute question de notre ressort qu'il vous paraîtrait utile de débattre en vous entourant du maximum de conseils. Nos responsabilités, les loisirs forcés dont nous disposons, l'expérience de la politique française que nous avons été amenés à acquérir depuis un an, la connaissance des besoins et des réalités de la Fédération de France, ainsi que les perspectives présentes et d'avenir qui nous préoccupent relativement aux problèmes nationaux et internationaux : tout cela nous fait un devoir de nous occuper avec vous à des tâches communes. Nous espérons que vous ne manquerez pas, en retour, de nous informer plus souvent que vous ne le faites de la situation en Algérie et des positions politiques que vous êtes amenés à prendre.

II. D'autre part, nous avons appris depuis quelque temps, que la Fédération de France avait reçu l'ordre de déclencher le terrorisme dans ce pays. Bien que cette décision ait été fort discutée dans le passé par les responsables de France qui la considéraient comme inapplicable ici, vous semblez la réitérer sans tenir compte des avis autorisés de certains frères, ni des conditions économiques, morales et humaines dans lesquelles vivent et militent les émigrés algériens. Ces conditions déjà précaires sont rendues particulièrement graves par l'hostilité chauvine de toute une nation dont les instincts agressifs, aujourd'hui latents ou mal contenus à l'égard de nos compatriotes, pourront se donner demain libre cours contre eux. Le terrorisme, qui n'est ni un jeu gratuit ni un suicide organisé, se fait toujours en fonction des réalités d'un pays, de l'efficacité et des objectifs concrets qu'on veut atteindre. Car, il est impensable qu'une minorité de 400 000 hommes de tous âges, sous-prolétarisés, sous-alimentés, souvent désarmés, psychologiquement et socialement déracinés, jetés dans un pays étranger, au milieu d'un peuple hostile de plus de 40 millions d'habitants, puisse engager une action terroriste quelconque sans subir, en retour, toutes les conséquences d'un combat inégal et sûrement désastreux. Et puis, quels seraient les avantages de ce terrorisme extra-national qui est une véritable gageure? Serions-nous à ce point acculés à des actions désespérées pour qu'il nous faille porter la guerre en France avec des moyens aussi dérisoires, alors qu'en Algérie un million de soldats, de policiers et de miliciens armés jusqu'aux dents, disposent de ressources incalculables et servis par une administration complice, ne parviennent pas depuis trois ans à effrayer ou à vaincre notre peuple?

Envisageons maintenant les répercussions d'ordre politique et moral qu'une pareille action pourrait susciter en France et dans le monde.

Nous pensons, quant à nous, que l'action militaire de l'ALN, de jour en jour plus décisive, jointe à un terrorisme efficace et mesuré qui frapperait des coups retentissants dans certaines villes, sans entraîner la dilapidation de nos forces vives comme à Alger, nous pensons que cette double action directe propre à l'Algérie, pourrait se compléter en France et partout à l'étranger par un travail politique, de propagande, de formation technique, d'aides de toutes sortes. L'opinion française, quoique très lente dans son évolution, et pas toujours favorable à notre cause en raison même de son chauvinisme raciste, a cependant été ébranlée, depuis le printemps dernier, par les récits de tortures et les crimes commis par l'armée française. Tout cela, ainsi que le marasme économique, les crises ministérielles, les divisions politiques au sein des partis et des groupes sociaux, l'ont amenée et l'amèneront davantage dans un proche avenir à envisager avec faveur une

solution qui arrêterait la guerre. Par conviction, mais surtout par lassitude, cette opinion française et les formations qui la représentent mettront un terme, le moment venu, à l'activité catastrophique de leurs boutefeux. Et l'on peut dire que c'est en grande partie grâce aux succès militaires et politiques de l'ALN-FLN et à la résistance opiniâtre du peuple algérien que la France se trouve aujourd'hui devant un bilan économique désastreux et une situation fertile en troubles sociaux, en divisions inexpiables, en discrédits flagrants aux yeux de l'opinion internationale. Ce pourrissement multiple, nous avons tout intérêt à le hâter par des initiatives audacieuses, des campagnes diplomatiques et de propagande, un surcroît de dynamisme militaire, et non pas à le compromettre par des actions ineptes qui auront pour conséquences de détruire en peu de jours le long travail de maturation et de démystification dont nous commençons à percevoir les signes en France et dans le monde relativement au problème algérien. L'une des conséquences du terrorisme en France serait de ressouder les factions dans ce pays qui se déchire de jour en jour. De plus, toute perspective de solution négociée serait condamnée à jamais. Le parti de la guerre qui donne des signes de fléchissement retrouverait une adhésion unanime et un regain de chauvinisme belliciste chez un peuple que tout prédispose actuellement à capituler.

Il ne faut pas oublier que l'exécution d'une personnalité française quelconque sur le sol français serait ressentie fâcheusement par toute l'opinion publique, sans distinction de tendance ou de classe. La psychose serait telle – tout effet de terreur ou d'intimidation étant écarté, vu le nombre infime des Algériens par rapport à la masse énorme des Français – que c'est au contraire la sécurité de nos compatriotes et leurs conditions de vie qui se trouveraient menacées et tragiquement compromises sans aucun profit pour notre cause. Pour des actes beaucoup moins graves et souvent imaginaires, des dizaines de Nord-Africains ont été abattus impunément à la fin de 1944 par des civils français qui les suspectaient de collaboration économique avec les Allemands. Des lynchages contre les nôtres ont été signalés un peu partout en France depuis un an. C'était, chaque fois, pourtant, à l'occasion d'attentats dirigés contre des membres MNA. En mai ou juin 1956, les rumeurs d'un complot poujadiste étaient parvenues à la connaissance de la Fédération de France, selon lesquelles des anciens paras projetaient de recruter des chômeurs algériens inorganisés afin de les lancer contre la population française et d'exploiter ensuite sa réaction sur une grande échelle. À l'époque, la vigilance de nos militants et une organisation plus solide du Front ont prévenu le danger. Aujourd'hui, ce danger n'est pas éliminé pour autant, mais, alors que nos militants sont

insuffisamment formés, énervés par les événements et les luttes qui les opposent aux traîtres messalistes, aigris par une sorte de captivité qui les empêche de sortir de France et d'aller se battre en Algérie, le nombre des jeunes fascistes et des anciens soldats de retour d'Afrique du Nord augmente dans de très grandes proportions. Il ne déplairait pas à ces voyous abondamment armés et à la recherche du moindre prétexte sérieux de se lancer demain dans l'aventure contre les émigrés algériens avec la complicité et le soutien, non seulement de la police, mais de la masse française tout entière. Cela ne veut pas dire que nos compatriotes ne se défendraient pas s'ils étaient attaqués.

Considérez aussi que sur le double plan politique et de la propagande, aucune voix ne s'élèverait plus jamais pour condamner les crimes de l'armée française ou critiquer Lacoste. Le bénéfice moral de notre lutte de libération, de la pureté de notre patriotisme, des répressions cruelles subies par notre peuple, sera perdu en Europe même où l'on comprendra mal que nous ayons recours à de telles pratiques hors d'Algérie. La diplomatie française aura alors plus de poids. Quant à Soustelle ou Lacoste, par exemple, il ne serait pas souhaitable d'en faire des martyrs, ni de fournir l'occasion à leurs partis respectifs de redorer leur blason à bon compte.

Encore une fois, si nous devons entreprendre quelque chose de ce genre, c'est en Algérie que nous le ferons. Agir autrement c'est méconnaître les réalités de la vie politique française dans ses rapports avec l'opinion publique, son évolution actuelle, ses réflexes, ainsi que la situation générale des Algériens de France. Ces derniers ne sont pas aussi bien préparés, politiquement et matériellement, que leurs compatriotes d'Algérie à des tâches de cet ordre. Tout leur fait défaut : le contexte humain indispensable, la sécurité morale sinon matérielle, la formation idéologique et même technique, le stimulant et la confiance que procurent légitimement le contact du sol national et la solidarité naturelle. Les Algériens de France ne manquent généralement ni de courage ni d'esprit de sacrifice, mais il ne convient pas de les lancer dans une aventure inutile et sans issue honorable. Il faudrait avant tout s'occuper de leur formation qui a été longtemps négligée, leur donner des responsables hautement qualifiés, aider les volontaires à quitter cet immense ghetto qu'est devenue la France en leur facilitant le passage des frontières. La Fédération de France, que la simple logique nationaliste et nos principes nous interdisent de considérer comme une wilaya algérienne, devrait se charger d'autres tâches, aussi importantes dans leur genre que celles de l'intérieur. Il y a ici une masse d'hommes jeunes mais souvent frustes, dépaysés par un monde étranger, sans préparation et sans moyens adéquats, qu'on gagnerait à utiliser comme une réserve pour les combats

qui se livrent ailleurs. Des réserves semblables devraient être rationnellement constituées et formées en Algérie en vue de l'après-guerre. Faire prospérer économiquement cette émigration qui fait vivre les siens en Algérie et subvient pour une large part aux besoins financiers de la lutte nationale ; choisir dans ses rangs, pour les orienter, des ouvriers qui seraient susceptibles de se perfectionner dans différentes techniques, en France et en Europe, occuper d'autres éléments qu'on aura formés au préalable, à des missions délicates de sabotage des installations militaires françaises, dans les usines de guerre et les ports d'embarquement de matériel, les instruire dans les méthodes d'infiltration et de noyautage, les préparer aux batailles difficiles du syndicalisme. Pour le reste, la Fédération constituera une base importante de travail politique et de propagande. N'est-il pas surprenant qu'au cours du débat sur la loi-cadre, ou pendant l'actuelle crise ministérielle, aucun tract, aucune consigne politique opportune ne soient venus révéler à l'opinion française ou occidentale qu'il existe en France un organisme du FLN qui fait parler de lui autrement que par sa lutte contre le MNA ? Pourquoi ce vide politique ? Les militants sont les premiers à en souffrir. L'exemple de l'émigration vietnamienne pendant la guerre d'Indochine devrait nous inspirer. Mais, pour cela, il faudra se soucier plus sérieusement du sort de la Fédération de France qui, à certains égards, est franchement tragique. Les possibilités sont grandes dans le présent et pour l'avenir, mais ce qu'il y a de certain c'est que le terrorisme leur portera un coup fatal, plongera inutilement dans l'inaction et la misère toute l'émigration algérienne et entraînera à sa suite le crédit que la cause nationale gagne de proche en proche en France et dans le monde.

Nous espérons que toutes ces considérations vous amèneront à annuler purement et simplement une décision si grosse de conséquences malheureuses. S'il fallait réunir tout le CCE, nous estimons que cela en vaudrait la peine. Par la même occasion vous arrêterez pour cette importante région la ligne politique et les tâches qui cadrent le mieux avec ses réalités propres et les possibilités de ses militants. Nous avons pris sur nous de demander à la Fédération de France de surseoir à l'exécution de votre directive sur le terrorisme jusqu'à ce que vous ayez réexaminé cette grave question. Que l'un de vous (le premier qui lira ce rapport) fasse parvenir d'urgence à la Fédération des instructions provisoires pour lui confirmer ce que nous lui avons dit. En d'autres termes, faites stopper, en attendant, toute action terroriste. Quand vous aurez mûrement débattu le problème en comité élargi, avec si possible la participation d'un responsable de France, vous donnerez des ordres plus détaillés et définitifs à la Fédération.

Bien fraternellement à vous.

ANNEXE 11
LETTRE DE KHIDER À OUAMRANE (1956) MISE AU POINT CONTRE DES RUMEURS

Au frère Ouamrane de la part de Khider

Le privilège d'être informé a été pour nous plutôt rare depuis notre arrestation. La lettre du 22 mars n'a pu donc que nous faire plaisir, tout au moins dans ses premières lignes. Car, pour le reste, elle ne diffère guère de celles que nous avions reçues des frères d'Alger. Ta lettre, elle aussi, constitue un autre réquisitoire dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est, lui aussi, injuste et injustifiable. Mais elle est, quand même et malgré tout, la bienvenue, ne serait-ce que parce qu'elle m'offre l'occasion, en te répondant, de me soulager le cœur et de nourrir mon indignation de vous voir, tous, toi et ceux d'Alger, ligués et acharnés à nous faire endosser la responsabilité d'actes qui, tous, relèvent de l'imagination maladive et de l'intrigue de certains névrosés de votre entourage.

Il est possible et plus que regrettable pour notre révolution de constater avec quelle facilité et avec quelle légèreté vous vous laissez suggérer des incriminations aussi grossièrement fantaisistes, comme celles que vous nous portez, toi et ceux d'Alger, et auxquelles malheureusement vous vous hâtez de croire sans vérification aucune, alors qu'elles ne sont inventées de toutes pièces que pour être mises sur notre dos pour servir des desseins qu'il me répugne même de justifier.

Pour n'en revenir qu'à ton questionnaire: Pour qui te prends-tu pour croire qu'il n'existe pas d'entente entre nous quatre? Qui est la saleté qui vous l'a rapporté? Sur quoi te fondes-tu et qui est cette autre saleté qui vous a fait croire que c'est parce que vous êtes des Kabyles que nous vous avons privés d'armes comme l'affirme Abbane? Qui vous a dit que Khider a jamais été le «chef» de la délégation dans le sens que vous-mêmes donnez à ce mot? Qui te fait penser que nous ayons été pour quelque chose dans la désignation de Tawfik El-Madani à la tête de la délégation après notre arrestation?

Sur quoi te bases-tu pour conclure que nous avons correspondu avec les zones, régions et secteurs dont tu parles?

Et ainsi, pour toutes les autres questions que tu poses toi-même, qu'ont posées ceux d'Alger avant toi et toutes les questions que vous pourrez encore vous poser à l'avenir; oui, pour toutes ces questions, sur quoi donc vous fondez-vous pour nous accuser de tel acte ou de tel autre, sinon sur

des mensonges et des ragots auxquels vous avez la faiblesse coupable de prêter une oreille complaisante et que vous prenez comme du pain béni sans même vous donner la peine de vérifier les couleuvres que l'on veut bien vous faire avaler.

Je ne te cache pas, mon cher Ouamrane, ma déception de relever tant de méfiance chez vous et un tel état d'esprit. Tu comprendras que, dans ces conditions, je ne puis ni répondre à ton questionnaire et encore moins vous suivre dans cette manie qui semble s'emparer de vous à tour de rôle et qui consiste à nous poser périodiquement des séries de questions plus saugrenues les unes que les autres.

Le monde nous jugera et Dieu et l'Algérie en seront témoins, cela est évident et valable pour tous, vous et nous, au même titre. Mais il n'en demeure pas moins – heureusement – que le salut de la patrie ne dépend ni de vos questions ni de nos réponses.

Reste ce que nous pensons du «congrès» et de ses décisions, tu n'ignores certainement pas que nous avons adressé un long rapport à Abbane sur ce problème. Il serait plus indiqué, peut-être, de lui en demander copie. Ce rapport soulève les principaux problèmes que pose notre révolution. La solution revêt un caractère d'urgence évident. Nous attendons toujours la réponse de Abbane. Malheureusement, le temps passe et cette réponse ne vient pas. Mais viendra-t-elle jamais?

Merci pour les nouvelles que tu me donnes de la famille. Fraternellement,

Khider

ANNEXE 12
PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CCE EN DATE DU 10 JUIN 1957

Décisions prises

1. Convocation du CNRA. Le lieu de réunion sera Le Caire dès l'arrivée des membres du CNRA qui se trouvent encore à l'intérieur.

Le CCE demandera de toute urgence aux chefs de wilaya et au chef de la délégation de l'extérieur de lui fournir des rapports sur la situation militaire, politique, sociale, etc.

Le CCE demandera à tous les membres du CNRA en prison leurs vœux et suggestions. À cet effet, une lettre individuelle sera adressée à chacun d'entre eux. Cette lettre sera rédigée ainsi:

«Une réunion du CNRA devant se tenir prochainement nous te demandons en tant que membre du CNRA de nous transmettre par écrit tes vœux et suggestions concernant les questions d'ordre intérieur et extérieur, ainsi que ton point de vue sur d'éventuelles négociations avec la France et sur toutes les questions que tu jugeras utile de soumettre au CNRA.»

2. Malek est chargé de refaire le projet des statuts.

3. Le CCE chargera Yousfi de convoquer Mahsas au Caire pour le 1er juillet.

4. Cas des Aurès. La constitution du PC de la wilaya n° 1 est ratifiée. Le colonel Mahmoud est désigné comme membre titulaire du CNRA et le commandant Lamouri comme membre suppléant.

5. Souk-Ahras. La constitution de la zone de Souk-Ahras en base de ravitaillement est acceptée. Son PC est ratifié. Le colonel Amara est désigné comme membre suppléant du CNRA.

6. Cas des prisonniers de Tunis. Le membre du CCE en mission à Tunis est chargé de procéder au jugement des intéressés.

7. Le CCE entendra Ferhat Abbas sur ses rapports avec «Djamaa el-Islam» et sur le cas de Me Boumendjel et Sator.

8. CCE décide de tenir une conférence de presse le 5 juillet au Caire, avec la participation du Dr Lamine, Yazid, Abbas, Ouamrane et des chefs de wilaya présents à l'Extérieur. Le Dr Lamine est chargé de la préparation de cette conférence. Les membres du CCE devront arriver au Caire le 25 juin.

9. Le Dr Lamine est confirmé comme chef de la délégation.

Le colonel Ouamrane est confirmé comme chef de la logistique. Ces deux éléments relèvent individuellement et directement du CCE.

10. Les organisations de Tunisie et du Maroc relèvent du CCE. Cependant sur le plan diplomatique le chef de la délégation en accord avec le CCE aura des rapports avec les gouvernements tunisien et marocain.

11. Le CCE décide d'envoyer un nouveau responsable à la tête de la Fédération de France. Cet élément sera désigné par l'organisation du Maroc. Il sera porteur d'instructions très précises notamment pour :

a) Intensifier la lutte armée en exécutant les personnalités ultras, en allumant des incendies de forêts, en sabotant les voies de communications et les centres vitaux de l'économie française, sans oublier de s'attaquer à la «presse ultra».

b) Lutter contre le MNA, abattre tous les dirigeants de ce parti. Cas Messali : Messali a manifesté le désir de rejoindre le FLN. Notre réponse est la suivante : Messali devra au préalable faire une déclaration proclamant la dissolution du MNA et appelant tous les militants à rejoindre le FLN sans aucune condition.

c) Intensifier la propagande pour neutraliser une partie tout au moins de l'opinion française.

d) Faire rentrer le maximum d'argent possible.

e) Envoyer les finances disponibles.

12. Le CCE décide d'accorder une aide de 25 millions à Souk-Ahras et de 50 millions aux Aurès.

13. Le CCE décide d'établir son PC à Tétouan.

14. Le CCE décide la centralisation de la presse et de la propagande intérieure et extérieure du FLN à Tétouan, sous l'autorité du CCE. À l'avenir seul le PC de Tétouan est habilité pour répondre et prendre position sur les événements qui se produiront à l'intérieur du pays. Les chefs des différents bureaux dans les capitales étrangères pourront reprendre et diffuser les communiqués de Tétouan.

Le CCE décide la suppression de *Résistance algérienne* de Tunis, Tétouan et Paris. À l'avenir seul *El-Moudjahid,* organe officiel du FLN, sera diffusé à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Algérie.

15. Le colonel Mabrouk est chargé d'installer dans les plus brefs délais des postes radios dans chaque wilaya.

16. Le CCE décide la centralisation de toutes les finances.

17. Le Croissant rouge algérien aura pour siège central Le Caire. Les organisations du Croissant rouge de Tanger et de Tunis dépendront du Caire. Le Croissant rouge algérien est placé sous la direction du chef de la délégation.

18. Le CCE décide de rappeler au colonel Mabrouk où en sont les comptes avec le Dr Kettib.

19. Le CCE donne son accord pour l'entrée en Algérie des journalistes américains.

20. Allal et mis à la disposition du chef de la délégation. Abdel Djallil prendra la place de Allal.

21. Tunis présentera un projet de décoration.

22. Le CCE préparera une directive générale à adresser à tous les chefs de wilaya. Cette directive générale devra comporter des directives politiques : Grève 1er novembre, pas de massacres collectifs sous aucun prétexte, pas de décision politique à caractère national par les PC des wilayas, rappel des décisions du congrès du 20 août (prisonniers, égorgements, etc.). Des directives sur les liaisons et renseignements. Entre le PC du CCE et les PC des wilayas devront fonctionner trois liaisons, postales, radios et djebels. Les chefs de wilaya fourniront régulièrement au CCE des rapports politiques, militaires, sociaux... Sur le plan militaire, renforcement et coordination des actions, notamment pendant la période de l'ONU. Chaque wilaya installera une équipe de presse et éditera un *Bulletin d'information et d'éducation*.

23. Le capitaine des transmissions de la wilaya n° 5 est nommé commandant. Il relèvera lui et son personnel du CCE.

24. Le CCE décide la création d'une commission de la presse, d'une commission politique, d'une commission militaire et d'une commission liaisons et renseignements.

Krim, Dahleb, Benkhedda, Abbane

Destinataires : les membres du CCE, Lamine, Mabrouk, Ouamrane.

ANNEXE 13
RAPPORT DE ABBANE RAMDANE AU CNRA (1957)[1]

PRÉSENTATION

Lors d'un séminaire d'automne de l'Association berbère de recherche, d'information, de documentation et d'animation, A. Sayad invitait les historiens à «réévaluer les effets de la colonisation et du nationalisme anticolonial». La déconstruction de la mémoire coloniale et de la mémoire nationaliste est une nécessité pour le renouvellement de notre vision du passé et du présent algérien, tant il est vrai que les connotations politiques qu'a prises notre histoire hypothèquent notre devenir. Le champ des sciences sociales a été longtemps livré à des individus et des groupes politiques à qui fait défaut l'éthique de la conviction, et qui choisissent de négocier la vérité pour un combat partisan.

Les événements d'octobre 1988 ont remis au goût du jour la revendication démocratique. Des discours sont nés hors du pouvoir, qu'il ne contrôle pas, et qui le troublent. Pour leur faire face, le détournement technique qui consiste à se prévaloir des idées qu'on combat, s'est substitué à l'interdit. La notion de démocratie est devenue l'enjeu de toutes les manipulations et ce, pour mieux voiler la pensée de ceux qui en usent.

Notre hypothèse, maintes fois affirmée, est que la démocratie est une idée neuve qui peut aider à la formation d'une génération nouvelle de citoyens et de chercheurs étrangers au nationalisme élitiste. Encore faut-il avoir le courage de questionner sans complexe l'héritage national, entreprendre des travaux sociologiques sur les dirigeants algériens qui ont mené le pays à la victoire sur le colonialisme, en examinant leur pratique à la lumière des facteurs sociaux qui ont contribué de manière décisive à les façonner.

C'est dans cet esprit que nous publions cet inédit attribué à Abbane Ramdane, rédigé au nom du Comité de coordination et d'exécution (CCE) à l'intention du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) réuni au Caire en août 1957. Nous avons choisi de ne pas le commenter mais de l'accompagner de notes brèves pour en faciliter la lecture. Il faut le lire en fonction du contexte d'alors.

- Absence d'ouverture politique française, et donc radicalisation de la guerre.
- Conflits internes, avec comme enjeu la direction du FLN-ALN.

1. *Naqd*, n° 12, printemps-été 1999, p. 191-211.

RAPPORT DU CCE AU CNRA

PLAN DU RAPPORT

I. Activités passées
II. Le point de la situation
III. Perspectives d'avenir

I. Activité passée

A. Situation avant le congrès du 20 août
B. Le congrès du 20 août
C. La crise Mahsas
D. La sortie du CCE

II. Le point de la situation

A. Nos forces
B. Nos insuffisances
C. Les forces ennemies
D. La révolution algérienne dans le contexte international

A. Nos forces

1. À l'intérieur
   - a. Le FLN
   - b. Le peuple
   - c. L'ALN
   - d. Les finances
   - e. Les syndicats
2. À l'extérieur
   - a. Notre délégation
   - b. L'organisation du Maroc
   - c. L'organisation de Tunisie
   - d. L'organisation de France

B. Nos insuffisances

1. À l'intérieur
   - a. Les armes et leur acheminement
   - b. Les cadres
   - c. Notre infrastructure politico-militaire
   - d. La propagande
   - e. Les finances

2. À l'extérieur

a. Les mauvaises habitudes héritées du passé

b. Le manque de coordination

C. Les forces ennemies

1. L'armée, la police et les supplétifs

2. La pacification

3. La propagande

D. La révolution algérienne dans le contexte international

1. Les Afro-Asiatiques

2. Le contexte russo-américain

a. Les USA

b. L'URSS

3. L'ONU et l'internationalisation

III. Perspectives d'avenir

A. Fermeté sur le principe de l'indépendance

B. Renforcement de la propagande

C. Refonte de l'infrastructure politico-militaire

D. Les finances

E. Les cadres

F. Armement et logistique.

RAPPORT DU CCE

I. ACTIVITÉ PASSÉE

A. LA SITUATION AVANT LE CONGRÈS DU 20 AOÛT 1956

Les frères qui prirent la décision de déclencher l'insurrection du 1er novembre 1954 se séparèrent en se donnant rendez-vous dans trois mois. Ce rendez-vous devait leur permettre de faire le point de la situation, d'étudier ensemble les besoins de la révolution et de désigner une direction[2].

La rencontre n'eut pas lieu. Trois sur cinq des responsables qui étaient à l'intérieur devaient tomber soit entre les mains de l'ennemi soit au champ d'honneur (Bitat, Ben Boulaïd Mustapha et Didouche). Les responsables qui étaient à l'extérieur n'ont pas pu rencontrer ceux de l'intérieur à cause du danger que présentait à l'époque un tel déplacement. La liaison interzonale[3]

2. Selon ce point de vue, ni le «comité des 22», ni le «comité des 6», qui sont à l'origine du 1er novembre, ne constituaient une direction.

3. En août 1956, l'appellation wilaya a remplacé celle de zone.

n'existait pas. Les deux tiers du territoire national n'avaient pas bougé ce qui rendait impossible la jonction des groupes armés existants.

La révolution, faute de cette rencontre, restera donc sans autorité nationale reconnue. À cela il y a lieu d'ajouter un vide politique effrayant. Le FLN en tant qu'organisation n'était pas encore né. Les quelques responsables qui avaient échappé à la mort et à l'arrestation hésitaient dans leur isolement à prendre des décisions sur les grands problèmes.

Cette situation terrible ne devait heureusement durer que quelques mois. Petit à petit la révolution progressait dans tous les domaines. Difficilement la liaison se rétablissait entre les zones Alger-Kabylie, Alger-Oranie, Alger-Paris, Alger-Extérieur, et plus tard Alger-Nord-Constantinois. Cependant la répression interrompait fréquemment cette liaison. Par ailleurs le FLN commençait à se populariser, d'abord à Alger et ensuite dans le reste du pays. Le mythe de «l'Algérie française» était démoli. Les maquis prenaient de l'ampleur et s'implantaient solidement chaque jour davantage. Le problème algérien était enfin clairement posé.

Devant la poussée insurrectionnelle, les anciennes formations politiques classiques (MTLD, oulémas, UDMA) s'intégrèrent dans le FLN. Le PCA s'obstina à suivre, mais n'ayant aucune base populaire solide, il ne tarda pas à être emporté par la tourmente.

Le rassemblement au sein du FLN de toutes les énergies vives du pays devait faciliter l'union dans le feu de la lutte de tout le peuple algérien.

L'esprit FLN qui avait banni le sectarisme des anciens partis politiques a été pour beaucoup dans cette union du peuple algérien.

À ce stade de la lutte il était indispensable que tous les responsables de l'insurrection se rencontrassent pour confronter les points de vue et se définir dans tous les domaines.

La rencontre eut lieu le 20 août 1956 dans la vallée de la Soummam.

B. LE CONGRÈS DU 20 AOÛT 1956

On a beaucoup parlé et encore plus écrit sur le congrès du 20 août 1956. Certes le congrès du 20 août n'a jamais eu la prétention d'être une panacée à tous nos maux, cependant tout homme de bonne foi est obligé de reconnaître que le congrès du 20 août a été la plus belle victoire remportée sur l'ennemi depuis le 1er novembre 1954.

Au milieu de difficultés sans nombre (alertes, ratissages, embuscades, accrochages), la plupart des responsables de l'Oranais[4] et de l'Algérois

4. Soulignons ici que Ben Alla Hadj a donné mandat à Ben M'hidi pour représenter l'Oranie, A. Boussouf ne l'a pas mandaté à cet effet.

et Constantinois ont délibéré quinze jours durant. De ces délibérations devaient sortir :

a. Les organismes dirigeants de la révolution, CNRA et CCE.

On a critiqué la composition du CNRA, pourtant cet organisme reflète l'union nationale réalisée au sein du peuple. Le CNRA, qu'on le veuille ou non, est un organisme représentatif pouvant valablement engager l'avenir du pays.

b. Le principe de la primauté du politique sur le militaire

Ce principe que d'aucuns ont aussi contesté est un principe universel valable dans tous les pays et dans toutes les révolutions, car il affirme le caractère essentiellement politique de notre lutte à savoir : l'indépendance nationale.

c. Le principe de la primauté de l'intérieur sur l'extérieur

Là encore on a trouvé à redire. Pourtant ce principe est encore valable pour une foule de raisons dont la moindre est qu'une révolution comme la nôtre ne peut être dirigée que par des hommes qui la vivent et, indiscutablement, on ne peut vivre la révolution algérienne qu'à l'intérieur des frontières de l'Algérie[5].

d. La structure de l'ALN

La structure conçue le 20 août a permis à l'ALN de devenir une véritable armée avec sa personnalité propre. Les grades, les insignes, la composition des unités, etc. furent uniformisés.

e. Les assemblées du peuple

Innovation heureuse qui répond à un sentiment profond chez notre peuple : l'amour de la démocratie. Les assemblées du peuple permettent à nos populations de faire leur apprentissage dans l'art de se gouverner elles-mêmes et au FLN de consolider et d'élargir ses assises populaires[6].

C. LA CRISE MAHSAS

Mis au courant de la réunion dès le mois de février 1956, les frères de l'extérieur n'ont pu venir assister au congrès pour des raisons indépendantes de notre volonté. Il en a été d'ailleurs de même des frères des Aurès-Nemenchas. Néanmoins les congressistes décidèrent de retarder la publication des décisions en attendant de recueillir les vœux et suggestions des frères absents.

5. La sortie du CCE à l'extérieur avait pour Abbane un caractère provisoire.
6. Le FLN-ALN ne se présente pas seulement comme un mouvement politique mais comme un contre-État.

Les décisions du congrès furent d'une part remises aux frères Zirout et Amirouche, chargés de les communiquer respectivement aux Nemenchas et aux Aurès, et d'autre part envoyées au Caire par agent de liaison spécial[7]. Ce dernier rencontra Ben Bella à Tripoli et les lui a remises en mains propres en lui demandant de les communiquer aux frères de l'extérieur. Malheureusement il se produisit l'épisode de l'avion que tout le monde connaît et qui se termina par l'arrestation des « 5» et la saisie de tous les documents en leur possession. Ainsi les décisions du congrès qui étaient encore secrètes tombèrent entre les mains de l'ennemi.

Devant cette nouvelle situation le CCE ne pouvait plus retarder la publication des décisions du congrès parce que:

a. Les Français pouvaient d'un moment à l'autre les rendre publiques, ce qui n'aurait pas manqué de provoquer des réactions très vives et justifiées de la part des militants.
b. L'ennemi criait à qui voulait l'entendre que le FLN était décapité et le moral du peuple et de nos troupes commençait à être atteint.

C'est alors que le CCE prit sur lui la responsabilité de faire paraître les décisions du congrès du 20 août dans le n° spécial du *Moudjahid* daté du 1er novembre 1956.

La publication des décisions provoqua un échange de lettres entre le CCE et les frères de la Santé. Ces derniers reprochaient au congrès son manque de représentativité, sa conception du FLN qui a été le principal critère dans le choix des hommes composant les organismes dirigeants de la Révolution, le principe de la primauté de l'intérieur sur l'extérieur, le principe de la primauté du politique sur le militaire et enfin que la République algérienne devait à leur sens revêtir un caractère nettement islamique[8].

Nous avons exposé plus haut les arguments qui militent en faveur de la conception du FLN des congressistes et du choix des hommes devant siéger aux organismes dirigeants de la révolution. Nous avons aussi développé les arguments qui militent en faveur des principes: primauté du politique sur le militaire et primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Il nous reste à examiner la non-représentativité du congrès, le caractère islamique de la République algérienne.

Toute l'Algérie était présente au congrès exception faite des responsables de l'ex-zone Aurès-Nemenchas, qui ne sont pas arrivés à temps à cause des ratissages et des luttes intestines qui ravageaient cette partie du

7. Seddik Tamzali.
8. Cette proposition émanait de Ben Bella et Khider. Aït Ahmed n'y était pas associé.

territoire algérien. Quant à Souk-Ahras, pour tous les congressistes elle faisait partie de l'ex-zone Nord-Constantinois qui avait envoyé au congrès ses cinq principaux responsables[9]. L'Oranie était représentée par son principal responsable. Quant à l'extérieur nous avons dit qu'ils étaient avisés plusieurs mois à l'avance.

Pour ce qui est du caractère islamique de la future République algérienne, le CCE considère que c'est là un argument démagogique auquel ne croient même pas ses auteurs. Les frères de la Santé n'ont pas été les seuls à contester les décisions du congrès. Il y aurait aussi Mahsas qui avait été désigné par Ben Bella comme responsable de la base de Tunis.

Le congrès avait désigné Mezhoudi et Benaouda pour se rendre à Tunis afin de clarifier la situation et activer l'envoi des armes.

Dès leur arrivée ils se heurtèrent à Mahsas qui était déjà maître de la situation. Ce dernier non seulement conteste les décisions du congrès mais entreprend un travail de sape et dresse les éléments des zones frontalières (Souk-Ahras, Aurès-Nemenchas) contre le congrès et le CCE. Le résultat est que les armes sont bloquées. Il s'ensuit une lutte anarchique entre Algériens.

Ces agissements atteignent dangereusement le prestige du FLN auprès des autorités tunisiennes qui tiennent compte de la situation à leurs frontières.

La réaction de la délégation à l'extérieur, tant au Caire qu'à Tunis, une lettre officielle du CCE au gouvernement tunisien et enfin l'arrivée de Ouamrane devaient isoler Mahsas, qui parvint cependant à fuir[10].

La situation est aujourd'hui complètement rétablie et un tribunal militaire vient de clore la crise Mahsas en prononçant 13 condamnations à mort dont deux par contumace (Mahsas et Ben Boulaïd Omar)[11].

D. LA SORTIE DU CCE

L'idée remonte à plusieurs mois. Elle émane du chef de la wilaya d'Oran[12], qui était à la frontière algéro-marocaine et de ce fait à même de sentir le malaise qui existait entre les éléments de l'intérieur et de l'extérieur.

D'autres raisons devaient précipiter la sortie du CCE, les principales en sont :

a. La situation confuse en Tunisie et aux zones frontalières (Souk-Ahras, Aurès-Nemenchas).

9. Y. Zighoud, L. Bentobbal, A. Benaouda, B. Mezhoudi, A. Kafi.

10. A. Mahsas a échappé à son gardien algérien puis s'est réfugié chez le directeur de la Sûreté tunisienne Driss Guiga, qui l'a aidé à fuir.

11. Le tribunal était présidé par Bentobbal, assisté de trois juges, A. Benaouda, Kaci et A. Bouglez, Mahmoud Cherif faisant fonction de procureur.

12. Larbi Ben M'hidi.

b La crise d'autorité qui sévissait au sein de la délégation extérieure dont le chef était contesté par les «4» de la Santé.

c. L'entrée des armes en Algérie.

d. L'indispensabilité de réunir le CNRA pour faire le point.

e. Et enfin l'atmosphère quasi irrespirable à Alger après la féroce répression qui a suivi la grève de 8 jours.

II. LE POINT DE LA SITUATION

A. NOS FORCES

1. À L'INTÉRIEUR

a. Le FLN

Exception faite de quelques douars qui se sont ralliés à l'armée française et qui habitent autour des camps militaires (leur chiffre est d'environ 4 à 5 par wilaya) et d'une partie de la population de certains villages et villes qui échappent à notre contrôle, tout le peuple algérien est embrigadé dans le FLN.

Tous les Algériens sont membres du FLN. L'immense majorité par conviction, une infime minorité par crainte. Il nous est impossible de donner le chiffre exact des militants du FLN.

Tous les Algériens participent à la lutte. Les uns éduquent, les autres organisent, d'autres font de la propagande, ramassent des fonds, du ravitaillement, des médicaments, etc, d'autres encore prennent la garde, servent de guides dans leur douar, hébergent, renseignent et font à l'occasion le coup de feu. Ces millions d'êtres humains sont encadrés par quelques centaines de commissaires politiques (ex-militants des anciens partis politiques, jeunes lycéens et universitaires qui ont déserté les cours).

Les commissaires politiques sont aidés dans leur tâche par tous les membres de l'ALN, officiers, sous-officiers et hommes de troupe qui à l'occasion tiennent des réunions aux militants, ramassent les cotisations, tranchent les litiges qui surgissent entre les habitants des douars et des villages.

Depuis le congrès du 20 août la tâche des commissaires politiques est facilitée par l'élection des membres de l'assemblée du peuple qui gèrent véritablement les affaires de leurs douars (police, état civil, ravitaillement, garde, etc.)

Les commissaires politiques, pour faire régner l'ordre, disposent de gendarmes, de groupe de *moussebline*[13] et éventuellement des groupes de l'ALN.

---

13. NdÉ. *Mousseblìne* (*moussebel* au singulier) . Dans les statuts du FLN de 1955 le *moussebel* est le partisan auxiliaire du moudjahed dont il complète l'action en cas de besoin. le moudjahed est le soldat de l'ALN. Quant au *fidaï* (*fidaïn* au pluriel), c'est un élément de commando. Voir Rémi Brocart,

Indiscutablement les résultats sont plus qu'encourageants. L'administration française n'a jamais pu faire régner l'ordre qui existe aujourd'hui dans nos campagnes. Dans les villes mêmes les délits de droit commun ont diminué dans une proportion énorme.

b. Le peuple

Le peuple c'est nous avons dit plus haut le FLN.

Depuis bientôt trois années, il supporte tout le poids de la guerre. Une répression féroce s'abat sur lui. Les pertes sont lourdes. Elles sont de l'ordre de 250 000 à 300 000 individus (hommes, femmes, vieillards et enfants) ; à cela il faut ajouter quelques dizaines de mille dans les prisons et les camps. Il est rare de trouver une famille algérienne qui ne soit pas touchée dans sa chair ou dans ses biens. Des familles entières ont disparu, massacrées par l'armée française, d'autres complètement ruinées ont quitté leur douar d'origine pour aller chercher refuge dans une autre région. La misère est le lot d'une fraction importante de la population. Les habitants de nombreuses régions dites «pourries» ou déclarées zones interdites suivent dans leur repli les groupes de l'ALN lors des opérations de ratissages. Ces populations sont considérées par les Français «hors la loi» et sont souvent mitraillées par l'aviation.

Malgré une répression féroce et une misère effroyable le moral demeure très bon. Tous les rapports des chefs de wilaya corroborent ce que les membres du CCE ont pu constater eux-mêmes lors de leur passage au maquis. À quoi cela est-il dû? À plusieurs raisons : il y a d'abord le caractère algérien qui ne se plie jamais à la force brutale. Il y a ensuite cette conviction profonde chez tous que notre victoire est certaine. C'est un sentiment qui ne se raisonne pas chez nos masses.

Le peuple croit à l'indépendance comme il croit au paradis. Vouloir l'en dissuader est peine perdue. Certes, il connaît parfois des moments d'abattement, mais très vite il se ressaisit et reprend confiance à la vue d'une section de nos moudjahidine qui vient de désarmer une unité française dans une embuscade ou un accrochage.

De plus, le fait de se trouver en pleine mêlée au milieu de tous ces jeunes moudjahidine venus des villes et des campagnes l'encourage, et puis il ne faut pas craindre de le dire, il n'a pas le choix. Les Français n'ont plus confiance en lui, il ne lui reste plus qu'à lutter et à mourir au milieu des siens

«L'organisation politico-administrative et militaire du FLN, vue à travers les archives du 5e bureau de l'EMI», *Revue historique des armées*, n°187, 1992.

Pour clore ce chapitre, nous dirons que le peuple est tout pour nous. De lui dépend la victoire ou la défaite. Le CNRA est invité à se pencher sur ses besoins qui sont de deux ordres : les armes et l'argent. Les armes lui permettront de se défendre et l'argent de se nourrir. Nous devons de l'extérieur envoyer des secours en nature et en espèces. Si nous arrivons à faire face à ces deux besoins notre victoire est certaine et à brève échéance.

c. L'ALN

L'ALN est l'ensemble des *moudjahidine*, *fidaïne* et des *mousseblïne* lorsque ces derniers sont armés. Les unités qui la composent sont le groupe, la section, la compagnie et le bataillon. L'ALN ne ressemble en rien à une armée de métier. L'ALN est d'abord et surtout une armée populaire qui vit et combat au sein du peuple. Exception faite de certaines régions montagneuses de Souk-Ahras, des Aurès-Nemenchas et du Sud-Oran, les groupes de l'ALN sont constamment dans les douars au sein de nos paysans.

L'emploi du temps d'un groupe armé peut être schématisé de la façon suivante : le groupe arrive dans une mechta le plus souvent de nuit et s'installe dans une ou deux pièces qui sont mises à sa disposition. Le chef de groupe établit un tour de garde et désigne le premier guetteur qui viendra réveiller son camarade une ou deux heures après.

Lorsqu'aucun travail n'est prévu pour la journée du lendemain, les hommes dorment jusqu'au lever du jour. Puis ils passent la journée à laver leur linge et à nettoyer leurs armes. Si l'ennemi est signalé par les guetteurs qui montent une garde vigilante sur les crêtes, le groupe se met vite en tenue de combat. Dans le cas où il existe dans les environs une zone de repli (forêt, ou terrain accidenté), les moudjahidine quittent la mechta et se camouflent. Dans le cas où le terrain est plat, alors ils choisissent l'emplacement et se mettent en position de combat et attendent l'ennemi. Le combat est engagé et dure très souvent jusqu'à la tombée de la nuit. L'obscurité permet généralement aux nôtres de franchir les lignes ennemies et de sortir du cercle.

La guerre pour nos moudjahidine ne consiste pas seulement à se défendre, très souvent ils prennent l'initiative et attaquent : c'est le cas par exemple de l'embuscade ou de l'attaque des postes ennemis. L'embuscade est l'opération la plus payante. Les nôtres choisissent le lieu de l'embuscade et attendent passionnément le passage de l'ennemi pour l'attaquer par surprise. L'effet de surprise est terrible et très souvent les nôtres arrivent à massacrer et à désarmer des unités françaises supérieures en nombre et en matériel. L'attaque des postes ennemis peut être un simple harcèlement ou une prise d'assaut lorsque des complicités existent à l'intérieur du camp ennemi.

Les unités de l'ALN comprennent une proportion importante de fellahs. Seuls les cadres sont généralement citadins, ce qui donne à l'ALN un caractère profondément populaire, trait que nous ne devons jamais perdre de vue si nous voulons nous éviter des déboires dans l'avenir.

Le moral de l'ALN malgré la vie dure qu'elle mène est excellent. Aucun moudjahid ne parle de négociations, le thème des conversations est toujours le même : l'indépendance et surtout le grand défilé de la libération à Alger.

Le CNRA ne doit pas se fier à cet optimisme. Certes l'enthousiasme est un atout puissant entre nos mains, cependant nous devons tout faire pour fournir à ces hommes qui ont tout sacrifié les moyens de se défendre et de vaincre.

L'effectif de l'ALN est de l'ordre de 50 000 *moudjahidine et fidaïne* qui se répartissent ainsi : Base de Souk-Ahras : 4 000 ; wilaya n° 1 : 10 000 ; wilaya n° 2 : 6 000 ; wilaya n° 3 : 12 000 ; wilaya n° 4 : 4 000 ; wilaya n° 5 : 6 000 ; wilaya n° 6 : 2 000.

L'effectif des *mousseblinе* est aussi d'environ de 40 000 à 50 000.

En gros nous pouvons dire que nous avons 100 000 hommes qui combattent.

Ces hommes ne sont malheureusement pas tous armés. Environ 35 000 à 40 000 hommes sont armés d'armes de guerre, le reste de fusils de chasse et de revolvers ou sans armes du tout.

Le problème des armes sur lequel nous reviendrons plus loin reste posé.

d. Les finances

Jusqu'au congrès du 20 août, le FLN a pu non seulement subvenir aux besoins de la révolution à l'intérieur du pays mais à économiser environ 1 milliard.

Depuis le congrès du 20 août, la répression allant en s'accentuant, les ressources du FLN ont terriblement diminué. Les chefs de wilaya ont été obligés de prélever des sommes importantes sur leurs réserves. Aujourd'hui, seules trois wilayas ont encore un peu d'argent : la wilaya n° 3 possède 300 millions (alors qu'elle en avait 500 le 20 août 56), la wilaya n° 2 possède 100 millions (alors qu'elle en avait 200 le 20 août 56) et la wilaya n° 5 possède 600 millions. Les autres wilayas n'ont pas le sou. Le CCE est obligé de prélever des sommes importantes en Kabylie et en Oranie pour aider Souk-Ahras et les Aurès-Nemenchas.

Le CCE attire l'attention du CNRA sur ce problème qui conditionne tous les autres. Les sources à l'intérieur sont taries. C'est à l'extérieur et à l'extérieur seulement que nous devons chercher de l'argent pour faire face aux énormes dépenses que nécessitent l'achat de grosses quantités d'armes,

l'entretien d'une multitude de militants qui travaillent à l'extérieur et aussi et surtout aux besoins vitaux des populations à l'intérieur du pays qui se débattent dans une misère effroyable.

Tous les chefs de wilaya lancent un cri d'alarme. Si nous voulons maintenir et augmenter le niveau de lutte du peuple, nous ne devons pas le laisser mourir de faim.

Chacun de nous devra faire son examen de conscience. Des sommes énormes sont dilapidées par nous à l'extérieur. L'esprit d'économie n'existe chez aucun d'entre nous. Nous vivons dans des palaces, au moindre de nos déplacements, nous louons un taxi, des voyages inutiles et onéreux sont effectués par des nôtres. Tous les jours, des millions sont ainsi gaspillés alors que le peuple dans certaines régions, comme à Ténès par exemple, mange de l'herbe.

Nous reviendrons sur cette question dans les perspectives d'avenir.

e. Les syndicats

Nous avons pris l'initiative en mars 1956 de créer une centrale syndicale nationale, l'UGTA. L'enthousiasme rencontré au départ fut immense. En quelques mois l'UGTA comptait pour la seule agglomération algéroise plus de 100 000 adhérents. Malheureusement l'UGTA comme toutes les organisations nationales fut prise pour cible par l'ennemi. Des arrestations massives furent opérées. Des milliers de syndicalistes sont aujourd'hui dans les camps de concentration. À neuf reprises le secrétariat national de l'UGTA a été renouvelé en moins d'un an. Aujourd'hui tous les dirigeants de l'UGTA sont arrêtés et les locaux occupés par la police et l'armée française. Seuls ont échappé trois secrétaires nationaux qui se trouvent aujourd'hui à l'extérieur[14]. Ils sont en rapport avec la CISL et les syndicats qui composent cette centrale internationale. En outre ils participent à l'élaboration du projet d'unification des trois centrales nord-africaines (UGTI-UGTA-UMT).

La délégation de l'UGTA à l'extérieur devra se fixer pour tâche la formation des cadres grâce aux stages gratuits organisés par le CISL, de ramasser des fonds auprès de leurs camarades ouvriers en Tunisie et au Maroc, en Europe occidentale et en Amérique, afin de subvenir aux besoins des familles de syndicalistes algériens emprisonnés, et enfin, de faire de la propagande pour l'UGTA et la révolution algérienne dans les congrès, les conférences syndicales internationales.

14. Gaïd Mouloud dit Rachid, Rahmoune Dekkar et Embarek Djilani.

À côté de l'UGTA nous avons aussi créé l'UGCA qui se trouve dans une situation identique à celle de la centrale ouvrière[15].

2. À L'EXTÉRIEUR

a. Notre délégation

Notre délégation à l'extérieur représente indiscutablement une force par le nombre et par la qualité. C'est pour cela qu'elle n'a plus aucune excuse pour ne pas rendre.

La crise d'autorité qui était un grand handicap a disparu. Le chef de la délégation aidé du responsable à la logistique devra procéder à une réorganisation de tout l'extérieur. Il serait souhaitable qu'il se choisisse un adjoint énergique chargé tout spécialement de veiller à l'application stricte d'une discipline de travail et un contrôle de toutes les dépenses du personnel de la délégation.

b. L'organisation du Maroc

L'organisation du Maroc est bien assise. L'effectif des militants est d'environ 6000. Aucun Algérien habitant le Maroc n'échappe à notre contrôle. Tous contribuent, chacun dans la mesure de ses moyens, à l'effort de guerre. Les rentrées financières mensuelles sont de l'ordre de 20 à 25 millions. Cette puissante organisation nous permet de faire pression dans une certaine mesure sur les autorités marocaines et l'Istiqlal qui ne sont pas aussi bien disposés que les autorités tunisiennes et le Destour à nous aider.

L'ex-zone espagnole nous est très utile. Elle sert de refuge à nos éléments et là se trouvent les organismes vitaux de la wilaya n° 5.

Avec un peu de bonne volonté les autorités marocaines pourraient nous faciliter l'installation de camps d'entraînement, d'écoles de cadres de tous genres, de centres de transmissions, etc. Il est à souhaiter qu'une imposante délégation aille rendre visite au Sultan et au gouvernement marocain pour lui demander de nous aider plus efficacement.

c. L'organisation de Tunisie

Elle commence seulement à démarrer. Les crises successives ont mis par terre toute l'organisation qui, il est vrai, n'a jamais été bien solide.

Les autorités tunisiennes à l'inverse des autorités marocaines sont beaucoup plus compréhensives à notre égard. Mais les possibilités sont ici limitées. Nous n'avons ni l'équivalent de l'ex-zone espagnole, ni la masse des jeunes Algériens instruits qui habitent le Maroc. Cependant là encore la formation de camps d'entraînement est possible à proximité des frontières.

15. Elle était représentée à Tunis par Abbas Turqui et Belloul Akli.

Si nous rencontrons au Maroc de très grandes difficultés dans l'acheminement des armes, en Tunisie nous n'avons eu jusqu'ici aucune difficulté majeure.

L'effectif des Algériens qui habitent la Tunisie et qui sont actifs au sein du FLN est minime. Les éléments dynamiques vivent tous au maquis.

Les rentrées financières sont très faibles: 1 à 2 millions par mois. Il est vrai que les frais de la base de Tunis sont très élevés à cause de l'aide qu'elle apporte à la base de Souk-Ahras et à la wilaya n° 1 (traitement et soins aux malades et blessés, ravitaillement et habillement, etc.).

d. L'organisation de France

Le FLN en France n'a jamais pu se mettre au diapason de la lutte à l'intérieur du pays. Cela tient au milieu dans lequel vivent les nôtres et aussi au tempérament des responsables qui n'ont rien compris à notre révolution. Tous les responsables qui sont passés à la tête de la Fédération de France ont gardé l'esprit de l'ex-MTLD qui ne raisonnait qu'en fonction des réactions de la gauche française.

À cela il faut ajouter que la France a été et demeure dans une certaine mesure le bastion du messalisme. Les cadres messalistes, voyant la partie perdue en Algérie, sont tous partis en France où le gros des troupes de l'ex-Fédération du MTLD est resté fidèle à Messali. L'USTA, syndicat messaliste, aide beaucoup au maintien de la prépondérance de Messali dans le Nord et la Belgique.

Le rapport du nouveau responsable de France ne nous est pas parvenu. Cependant d'après les renseignements fournis par un membre du comité fédéral récemment sorti de France[16], il ressort que la situation va en s'améliorant. Les nôtres ont entrepris la liquidation physique de tous les messalistes. Les rentrées financières sont de l'ordre de 20 à 30 millions par mois. Un jeune chef de section parti d'Alger a pris en main l'organisation des groupes armés à Paris[17]. C'est lui qui a organisé l'attentat contre Chekkal[18]. Cependant l'action directe en France demeure très faible. Nous devons tout faire pour porter la guerre en France. Par des actes de sabotages nous affaiblirons le potentiel de guerre de la France. Par l'attentat individuel contre les responsables de la politique française nous rapprocherons la fin de la guerre.

16. Ahmed Boumendjel.
17. Rabah Bouaziz.
18. L'information est fausse. Bouaziz n'avait pas encore pris ses fonctions.

Si le jeune Ben Saddok avait séjourné trois mois dans un maquis, c'est-à-dire s'il était imprégné de l'esprit de la révolution, il aurait abattu le président René Coty qui était à deux pas de Chekkal. Lors de la reconstitution de l'attentat, il a été prouvé que Coty n'est pas mort parce que Ben Saddok ne l'a pas voulu.

Les objectifs autres de l'action directe que nous devons assigner à la Fédération de France sont: une intense campagne de propagande par voie de presse, de tracts, etc. La récupération des fonds: quoique Messali ait pressuré les travailleurs algériens, les sources ne sont pas encore taries comme en Algérie.

Le CCE devra solutionner un problème qui empoisonne la Fédération de France: les 1200 étudiants en grève. Un rapport et des propositions concrètes ont été demandées à l'UGEMA.

B. NOS INSUFFISANCES

1. À L'INTÉRIEUR

a. Les armes et leur acheminement. Quoiqu'un gros effort ait été fait dans ce domaine depuis trois ou quatre mois, le problème des armes demeure posé.

En effet sur les 100000 *moudjahidine, fidaïne* et *moussebline* seuls 40000 environ sont pourvus d'armes de guerre. Il nous faut donc encore 60000 armes, sans compter que, dans certaines régions, l'armement des fellahs est vital car les populations comme nous l'avons dit plus haut sont considérées par les Français «hors la loi».

Les wilayas qui ont un besoin urgent d'armes sont d'abord la wilaya n° 4 qui n'a en tout et pour tout que 650 armes de guerre enlevées à l'ennemi, alors que les autres wilayas ont au moins 4000 armes de guerre chacune. La wilaya n° 6 a été absorbée par les wilayas 4 et 5. À la suite d'un complot ourdi par un lieutenant de l'ALN (ancien MNA), tout le comité de la wilaya ainsi que la plupart des cadres kabyles ont été assassinés. Ce lieutenant, un nommé Chérif, s'est rendu aux Français à l'arrivée du commandant M'hammed de la wilaya n° 4.

Les besoins en armes de la wilaya n° 4 se trouvent ainsi accrus à la suite du rattachement à elle des deux tiers de la wilaya n° 6 qui n'avait pas plus de 200 armes de guerre.

Vient ensuite la wilaya n° 3 qui possède de gros effectifs (12000 hommes environ) et qui n'a reçu à ce jour que 2000 armes de guerre environ.

Les besoins en armes de la wilaya n° 5 se font aussi sentir depuis que le Sud est occupé par elle.

Lorsque le problème des armes sera résolu, il faudra trouver une solution à celui plus difficile de l'acheminement surtout vers la wilaya n° 4.

Le CCE et les responsables de la logistique doivent tout faire pour essayer de sortir de cette impasse.

a. Les cadres

Le manque de cadres et techniciens se fait de plus en plus sentir. La révolution prenant de l'ampleur embrasse tous les domaines. Nous manquons de cadres militaires ayant une technique militaire approfondie. Nous manquons de techniciens radio pour installer et faire marcher dans chaque zone, voire même région, des postes émetteurs-récepteurs. Nous manquons d'instituteurs pour enseigner dans les douars. Nous manquons de médecins pour soigner les blessés et la population. Nous manquons, nous manquons, la liste serait encore longue.

Il y a possibilité de créer des écoles de cadres au Maroc, cependant l'autorisation des autorités marocaines ainsi que l'octroi par ces dernières de locaux sont au préalable indispensables.

b. Notre infrastructure politico-militaire

L'infrastructure politico-militaire du 20 août 1956 ne répond plus à la situation présente. En effet, avec le gonflement de nos effectifs des problèmes insolubles se posent à nous. Il a été prévu le 20 août 1956 que l'effectif par exemple dans un secteur ne dépasserait pas celui d'une section. Nous avons aujourd'hui dans certains secteurs des Aurès des compagnies, voire même des bataillons, ce qui pose un problème d'autorité, car le chef politico-militaire du secteur a le grade d'adjudant alors qu'un chef de compagnie est aspirant ou sous-lieutenant. Avec le principe de la primauté du politique sur le militaire nous arrivons à ceci : un adjudant donne des ordres à un sous-lieutenant.

Le danger du militarisme qui nous avait amené à imaginer une infrastructure politico-militaire a à peu près disparu. Il y a lieu d'envisager la séparation des pouvoirs civil et militaire. Nous pourrons installer une administration civile avec sa police et sa gendarmerie, ce qui libérera l'armée d'une foule de tâches. L'ALN pourra alors se consacrer uniquement à combattre l'armée française. De plus nous pourrons procéder au regroupement des wilayas, ce qui nous permettra de supprimer l'esprit wilaya, si préjudiciable.

c. La propagande

Notre propagande à l'intérieur est très faible pour ne pas dire inexistante, surtout depuis la sortie du CCE. Certes il existe dans certaines wilayas des petits bulletins, quelques tracts paraissent de temps en temps, mais nous

devons avouer que c'est nettement insuffisant. Seule la radio peut toucher nos masses et entretenir leur moral. Dans toutes les campagnes d'Algérie, grâce aux groupes armés il y a des postes récepteurs. Tous les soirs, dans les douars les plus reculés on écoute Sawt el-Arab[19], de Tunis, Tétouan, Rabat, et Sawt El-Djazaïr qui est malheureusement brouillé.

Nous devons désigner des équipes pour s'occuper seulement des émissions du Caire, Tunis, Rabat et Tétouan. De plus le chef de la wilaya 5 devra essayer de voir s'il est possible d'augmenter la puissance de Sawt El-Djebha[20].

d. Les finances

Comme nous l'avons dit plus haut le problème financier se pose et se pose d'une manière urgente. Les sources à l'intérieur sont taries. Les besoins de l'ALN augmentent tous les jours et le peuple se ruine chaque jour davantage.

Nous devons tous ensemble nous pencher sur ce problème et le solutionner.

Nous devons constituer des délégations composées de nos éléments les plus représentatifs et aller voir tous les gouvernements et personnalités susceptibles de nous aider.

L'éventualité d'un gouvernement provisoire se poserait, ce dernier pouvait être la solution de cette angoissante question.

2. À L'EXTÉRIEUR

a. Les mauvaises habitudes héritées du passé

Nous devons tout d'abord nous débarrasser des mauvaises habitudes du passé. Il faut nous convaincre que nous ne sommes ni des ambassadeurs, ni des représentants de l'Algérie même de demain. Nous sommes des militants qui avons été chargés par un peuple qui combat et qui souffre d'aller à l'étranger solliciter une aide morale, matérielle et financière. Nous ne devons pas regarder si nous sommes bien habillés, si nous sommes bien logés, si nous sommes bien nourris, nous devons toujours nous rappeler ceux qui attendent tout de nous. Lorsque nous parviendrons à remporter cette victoire sur nous-mêmes, alors nous dirons que nous ne sommes pas très loin du but.

b. Le manque de coordination

Il y avait jusqu'à ces derniers temps un manque d'information extérieure. Certains de nos délégués donnaient l'impression du manque d'information car leurs déclarations n'étaient pas au diapason de celles du chef de

19. Émission de la radio égyptienne au Caire.
20. La voix du Front, radio qui émettait du Maroc.

la délégation, à moins chose plus grave, quoique informés ils préféraient expliquer leurs opinions personnelles.

C. LES FORCES DE L'ENNEMI

1. L'ARMÉE, LA POLICE ET LES SUPPLÉTIFS

a. L'armée

Aux premiers jours de l'insurrection, la France disposait en Algérie de 75000 hommes. Aujourd'hui, de l'avis même des dirigeants français, les effectifs atteignent 600000 hommes. Ces troupes sont réparties à travers les villes et les campagnes algériennes. Leur mission officielle est, d'une part, de rechercher pour les détruire les groupes de l'ALN et les cellules du FLN et, d'autre part, la protection des populations européennes et musulmanes. En fait 600000 soldats français font la guerre à tout le peuple algérien [...]. Ils tuent, volent, torturent, saccagent et brûlent.

b. La police, les CRS et la gendarmerie

La police renforcée par les CRS et la gendarmerie sont les auxiliaires de l'armée. Les effectifs de la police, CRS et gendarmes, sont de l'ordre de 120000 hommes. Des renforts arrivent chaque jour du Maroc, de la Tunisie et surtout de France. Les atrocités commises par la police qui était déjà fâcheusement célèbre, dépassent en horreur tout ce que l'esprit peut imaginer. La mort sous la torture est chose aujourd'hui courante en Algérie.

c. Les supplétifs

On désigne sous ce vocable les Français d'Algérie mobilisés et organisés en unités territoriales. Leur mission consiste à surveiller les routes, les ponts, les fermes. Ils participent parfois aux ratissages où leur haine de l'Arabe se donne libre cours. Leurs effectifs sont d'environ de 80000 hommes.

2. LA PACIFICATION

Les Français sont convaincus que le FLN a regroupé tout le peuple algérien derrière lui par la terreur. Faisant fi de la volonté de lutte et d'indépendance de tout un peuple, ils ne désespèrent pas de regagner la confiance des Algériens. À cet effet ils n'ont rien trouvé de mieux à faire que ce qu'ils appellent la «pacification». Qu'est-ce que la pacification? La pacification est le pendant de l'action militaire pure, en d'autres termes dans l'esprit de ses auteurs, c'est l'offensive politique qui doit marcher de pair avec l'offensive militaire.

a. Action psychologique
b. Renseignements
c. Répression

devons avouer que c'est nettement insuffisant. Seule la radio peut toucher nos masses et entretenir leur moral. Dans toutes les campagnes d'Algérie, grâce aux groupes armés il y a des postes récepteurs. Tous les soirs, dans les douars les plus reculés on écoute Sawt el-Arab[19], de Tunis, Tétouan, Rabat, et Sawt El-Djazaïr qui est malheureusement brouillé.

Nous devons désigner des équipes pour s'occuper seulement des émissions du Caire, Tunis, Rabat et Tétouan. De plus le chef de la wilaya 5 devra essayer de voir s'il est possible d'augmenter la puissance de Sawt El-Djebha[20].

d. Les finances

Comme nous l'avons dit plus haut le problème financier se pose et se pose d'une manière urgente. Les sources à l'intérieur sont taries. Les besoins de l'ALN augmentent tous les jours et le peuple se ruine chaque jour davantage.

Nous devons tous ensemble nous pencher sur ce problème et le solutionner.

Nous devons constituer des délégations composées de nos éléments les plus représentatifs et aller voir tous les gouvernements et personnalités susceptibles de nous aider.

L'éventualité d'un gouvernement provisoire se poserait, ce dernier pouvait être la solution de cette angoissante question.

2. À L'EXTÉRIEUR

a. Les mauvaises habitudes héritées du passé

Nous devons tout d'abord nous débarrasser des mauvaises habitudes du passé. Il faut nous convaincre que nous ne sommes ni des ambassadeurs, ni des représentants de l'Algérie même de demain. Nous sommes des militants qui avons été chargés par un peuple qui combat et qui souffre d'aller à l'étranger solliciter une aide morale, matérielle et financière. Nous ne devons pas regarder si nous sommes bien habillés, si nous sommes bien logés, si nous sommes bien nourris, nous devons toujours nous rappeler ceux qui attendent tout de nous. Lorsque nous parviendrons à remporter cette victoire sur nous-mêmes, alors nous dirons que nous ne sommes pas très loin du but.

b. Le manque de coordination

Il y avait jusqu'à ces derniers temps un manque d'information extérieure. Certains de nos délégués donnaient l'impression du manque d'information car leurs déclarations n'étaient pas au diapason de celles du chef de

19. Émission de la radio égyptienne au Caire.

20. La voix du Front, radio qui émettait du Maroc.

la délégation, à moins chose plus grave, quoique informés ils préféraient expliquer leurs opinions personnelles.

C. LES FORCES DE L'ENNEMI

1. L'ARMÉE, LA POLICE ET LES SUPPLÉTIFS

a. L'armée

Aux premiers jours de l'insurrection, la France disposait en Algérie de 75 000 hommes. Aujourd'hui, de l'avis même des dirigeants français, les effectifs atteignent 600 000 hommes. Ces troupes sont réparties à travers les villes et les campagnes algériennes. Leur mission officielle est, d'une part, de rechercher pour les détruire les groupes de l'ALN et les cellules du FLN et, d'autre part, la protection des populations européennes et musulmanes. En fait 600 000 soldats français font la guerre à tout le peuple algérien [...]. Ils tuent, volent, torturent, saccagent et brûlent.

b. La police, les CRS et la gendarmerie

La police renforcée par les CRS et la gendarmerie sont les auxiliaires de l'armée. Les effectifs de la police, CRS et gendarmes, sont de l'ordre de 120 000 hommes. Des renforts arrivent chaque jour du Maroc, de la Tunisie et surtout de France. Les atrocités commises par la police qui était déjà fâcheusement célèbre, dépassent en horreur tout ce que l'esprit peut imaginer. La mort sous la torture est chose aujourd'hui courante en Algérie.

c. Les supplétifs

On désigne sous ce vocable les Français d'Algérie mobilisés et organisés en unités territoriales. Leur mission consiste à surveiller les routes, les ponts, les fermes. Ils participent parfois aux ratissages où leur haine de l'Arabe se donne libre cours. Leurs effectifs sont d'environ de 80 000 hommes.

2. LA PACIFICATION

Les Français sont convaincus que le FLN a regroupé tout le peuple algérien derrière lui par la terreur. Faisant fi de la volonté de lutte et d'indépendance de tout un peuple, ils ne désespèrent pas de regagner la confiance des Algériens. À cet effet ils n'ont rien trouvé de mieux à faire que ce qu'ils appellent la «pacification». Qu'est-ce que la pacification? La pacification est le pendant de l'action militaire pure, en d'autres termes dans l'esprit de ses auteurs, c'est l'offensive politique qui doit marcher de pair avec l'offensive militaire.

a. Action psychologique
b. Renseignements
c. Répression

a. Action psychologique

Cette action n'a de psychologique que le nom. En effet, elle part de données fondamentalement fausses et fait fi de la psychologie primordiale d'un peuple qui veut se libérer. D'où les enfantillages, d'où l'hypocrisie des mesures prises dans l'équivoque et la contradiction.

Voici quelques faits qui illustrent cette méthode :

Recensement de la population : pour l'ennemi, le fait de rassembler quelques dizaines de paysans dans une région est une victoire importante sur le plan psychologique, car généralement les paysans fuient en voyant arriver l'armée française. Dans ce genre d'opérations l'ennemi monte tout un scénario. Rien ne manque : radio, journalistes, personnalités civiles et militaires, photographes, couscous, méchouis, etc. Dès le départ de tout ce monde, nos pauvres fellahs rentrent chez eux et la nuit venue descendent dans la plaine brûler une ferme ou couper quelques milliers de pieds de vigne.

Délivrance des cartes d'identité : pour découvrir les fellagas, les Français ont pensé à doter tous les Algériens d'une carte d'identité nationale. Toute une administration est mobilisée pour cette tâche lors des grands ratissages. On rassemble les fellahs, on les photographie et on leur délivre des cartes d'identité. Le soir un de nos commissaires politiques arrive et déchire toutes les cartes d'identité et l'opération est à recommencer[21].

Secours : la distribution symbolique de quelques kilos de semoule est accompagnée d'un grand tam-tam. Dans beaucoup de régions, les nôtres refusent tout secours des Français car non seulement les Français ne donnent en fait rien (20 sacs de semoule pour un douar de 15 000 à 20 000 hommes), mais profitent de l'occasion pour vérifier l'identité des secourus et essayer de tirer d'eux le plus de renseignements possible.

Assistance médicale gratuite : là encore le but des Français est d'attirer à eux les populations déshéritées. Cette assistance militaire n'est plus gratuite depuis un certain temps. Une circulaire de Lacoste en date du 23 mai 1957 prescrit la perception d'un tarif dit « forfaitaire » relatif à l'AM 6 ambulatoire.

Ici il y a lieu de signaler que certains médecins militaires français n'hésitent pas à inoculer des produits inconnus qui provoquent la mort (nous citerons à titre d'exemple les 22 bébés de moins de 3 ans vaccinés par l'officier SAS de Demalherbe le 4 mai 1957, qui sont tous morts le soir même).

À cela s'ajoute l'allocation aux vieux, le pèlerinage à La Mecque, les colonies de vacances, la libération des internés. Il est inutile [de dire] que

21. On retrouvera cette pratique chez les islamistes.

ce n'est là que de la poudre aux yeux. En fait les Français ne donnent rien. Il n'y a pas 100 Algériens qui touchent régulièrement l'allocation aux vieux. Il n'y a pas 100 enfants partis aux colonies de vacances durant l'année en 1956.

b. Renseignements

C'est le point faible de la pacification. Les Français n'arrivent pas à avoir des renseignements malgré les moyens financiers dont disposent les SAS ; ils n'arrivent pas à acheter les consciences, alors ils en sont réduits à la torture. Ils torturent des suspects, ils torturent des innocents pour avoir des renseignements. Nous pouvons affirmer sans risque d'être démentis que sans la torture l'ennemi ignorerait tout de nos activités.

c. Répression

Dans la tâche «pacification» l'ennemi a classé les régions en trois catégories : les régions suspectes, les régions touchées et les régions pourries.

- Les régions suspectes : elles sont le terrain idéal aux yeux des SAS pour le travail psychologique et le renseignement. Aucun effort n'est ménagé jusqu'au jour où les nôtres apparaissent et mettent par terre tout l'échafaudage passionnément monté par l'ennemi.
- Les régions touchées : là encore les SAS ne désespèrent pas de gagner à eux les populations, mais la méthode change. La souplesse et la fermeté vont ici de paire. Les résultats sont malheureusement pour les Français à peu près nuls.
- Les régions pourries : là les SAS disparaissent et laissent place à l'armée proprement dite. Dès que l'élément colon est évacué, l'artillerie et l'aviation entrent en action. Tous les moyens sont utilisés, incendie des forêts, napalm, bombes incendiaires, exécutions massives, viols, pillages, tortures à mort, etc.

Avant de clore ce chapitre de la pacification il faudra dire quelques [mots] sur les SAS qui en sont l'âme. Les SAS, abréviation de Section administrative spécialisée.

- Fonctionnement : à la tête de chaque SAS, il y a un officier du grade de lieutenant ou capitaine qui a reçu des rudiments de «sciences coloniales» et qui est formé par la suite dans un stage des «affaires dites algériennes». Le recrutement de ces officiers est assuré directement par le GG. Ces officiers dépendent soit des sous-préfets soit des administrateurs. Leur répartition tant géographique que politique semble correspondre aux anciens douars.

- Mission : la mission des SAS consiste comme nous l'avons dit plus haut en l'organisation psychologique, le renseignement et la répression. C'est dans une certaine mesure l'équivalent de notre commissaire politique sectoral.

Les SAS ont-ils réussi dans leur mission ? Non, répondons franchement non. D'ailleurs les Français eux-mêmes l'avouent. La raison majeure de cet échec est l'hostilité du peuple à l'égard des Français.

3. LA PROPAGANDE

De moyens formidables sont utilisés par l'ennemi à des fins de propagande à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Algérie.

À la propagande faite par les innombrables journaux et revues français s'ajoute celle faite par RTF de Paris, d'Alger et Brazzaville, ainsi que tous les films truqués qui passent sur les écrans des cinémas de France et d'ailleurs.

En Algérie les campagnes les plus reculées sont inondées chaque jour de tracts, d'affiches en arabe et en français : dans les villes et les villages, des voitures radios sillonnent les rues et diffusent des mots d'ordre colonialistes.

Tout le monde sait que les Français n'ont pas ménagé leurs efforts lors de la 2e session de l'ONU. Cette année Robert Lacoste est en train de rassembler un dossier volumineux en prévision de l'ONU. Les Français ont réalisé des documents importants sur les massacres de Melouza et Wagram (Oranie) ; en outre nous avons eu connaissance d'une note adressée début juin 1957 par la légion de gendarmerie à toutes les brigades où il était question de lui adresser d'urgence tout document concernant les interdictions de fumer, d'avoir des chiens, de porter le pantalon et le béret européen, de recevoir des soins gratuits, de lire des journaux, de fêter les fêtes religieuses, de se marier sans l'autorisation du FLN.

D. LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL

1. LES AFRO-ASIATIQUES

Les Afro-Asiatiques nous ont toujours assurés de leur appui dans notre lutte pour l'indépendance nationale. À Bandoeng comme à l'ONU, leur soutien ne nous a jamais fait défaut.

Les Arabes plus particulièrement, aussi bien les États du Moyen-Orient, que la Tunisie et le Maroc, nous ont apporté leur aide morale, diplomatique, matérielle et financière.

L'aide de ces deux pays notamment nous est précieuse (logistique et politique). Les récentes déclarations de Bourguiba et de Mohammed V insistant sur l'indépendance de l'Algérie valent d'être mises en évidence en rapport avec la modération dont ces deux hommes d'État ont toujours fait

preuve et au prestige dont ils jouissent chez les Occidentaux, surtout chez les Américains. Il y a là identité de vue parfaite sur le problème algérien à l'échelle nord-africaine. C'est pour nous un point capital que nous nous plaisons à souligner.

2. LE CONTEXTE RUSSO-AMÉRICAIN

a. Les USA

L'Amérique a toujours soutenu la France dans sa guerre d'Algérie, diplomatiquement, moralement, économiquement, et matériellement. Tout ce qui est utilisé par la France pour nous combattre est américain, depuis le «Sikorsky» jusqu'au «corned-beef». Bien plus, la France n'a pas hésité à prélever quelques-unes de ses divisions de l'OTAN pour s'en servir contre nous et sans rencontrer la moindre récrimination du côté américain. Les récentes déclarations de Dulles et d'Eisenhower affirmant que «l'Algérie était juridiquement la France» montrent bien que l'appui officiel de l'Amérique est toujours acquis à la France.

Certes l'intérêt des USA exige par ailleurs qu'ils regardent vers les pays arabes avec lesquels ils tentent une politique de rapprochement. Cela s'explique par l'importance stratégique de ces pays et les richesses naturelles (ressources pétrolières et minières) que renferme leur sous-sol.

Mais il semble que pour l'instant cette politique ne pèse pas d'une façon décisive sur le gouvernement américain. Il apparaît que les intérêts de l'OTAN et de l'alliance occidentale l'emportent sur l'amitié avec les Arabes et expliquerait la position du Département d'État dans l'affaire algérienne.

Certaines personnalités américaines telles que le démocrate Kennedy n'ont pas hésité à faire au Sénat une déclaration pour l'indépendance algérienne. L'intérêt d'une pareille déclaration est qu'une fraction de l'opinion américaine commence à prendre conscience du problème et l'idée d'indépendance fait du chemin dans le monde. Mais ce n'est là qu'une simple déclaration qui n'engage que son auteur ou les intérêts qu'il représente.

Tout dernièrement les journaux ont fait état de la rencontre Dulles-Pineau à Londres. Le chef du Département d'État aurait demandé à son collègue français de trouver une solution nouvelle, constructive au problème algérien d'ici septembre, faute de quoi l'Amérique n'apporterait plus à la France un appui actif dans ce domaine. Dulles et les milieux gouvernementaux américains seraient partisans d'une confédération franco-nord-africaine, intégrée dans le camp occidental et évidemment sous la haute autorité de l'Amérique. Mais tout cela n'est que commentaires de presse et ne revêt aucun caractère officiel.

La prochaine session de l'ONU reste pour nous un test pour juger de la position américaine à notre égard.

b. L'URSS

L'URSS a toujours pris position en faveur de l'Algérie, de même que les démocraties populaires. Cela s'explique par sa politique anti-occidentale. Mais l'URSS voudrait voir le conflit algérien réglé dans l'intérêt de la France, pour d'une part éviter à l'Amérique de s'immiscer dans cette affaire et renforcer sa position en Afrique du Nord. et, d'autre part, maintenir dans le camp occidental un germe de division interne. C'est ce qui expliquerait en partie la passivité du Parti communiste français (absence d'agitation politique ou de grèves).

Certains de nos frères, dans le contexte russo-américain, préconisent de «jouer au chantage russe» afin d'infléchir la politique américaine en notre faveur. C'est un couteau à double tranchant. Ou bien nous obtiendrons des résultats positifs ou bien nous nous aliénerons les Américains et ceux-ci ne manquent pas de moyens de pression sur nous (Libye, Espagne ; peut-être même Tunisie et Maroc, sans compter l'augmentation de l'aide à la France).

3. L'ONU ET L'INTERNATIONALISATION DU PROBLÈME ALGÉRIEN

Le fait d'avoir internationalisé le problème algérien à l'ONU constitue pour le FLN une grande victoire. L'Afrique est sortie du cadre français. Elle est reconnue internationalement et cela lui permet de bénéficier d'un certain nombre d'appuis dans le monde qui iront certainement en augmentant.

Mais l'internationalisation comporte aussi des inconvénients qui, si nous ne prenions pas garde, peuvent se transformer en dangers.

Certes nous agissons auprès de l'ONU et de différents États pour que le problème algérien soit de nouveau posé devant les instances internationales et que le conflit qui nous oppose à la France se termine par la reconnaissance de notre indépendance. Mais l'ONU, en s'immisçant dans nos affaires, peut pousser trop loin son intervention et nous imposer des solutions incompatibles avec notre souveraineté nationale. L'expérience mondiale de l'après-guerre nous enseigne que l'ONU n'a pas toujours pris des décisions heureuses dans les conflits qui ont opposé les peuples colonisés et les impérialistes occidentaux. Citons le cas de la Palestine, de la Corée, de l'Indochine dont la solution s'est terminée par le partage. Le partage de l'Algérie en deux zones, française et algérienne, recueillerait non seulement l'adhésion de la France, mais il pourrait avoir l'appui des Occidentaux pour lesquels une tête de pont en Afrique est aussi nécessaire que l'est Israël dans le Moyen-Orient. Sans préjuger de l'attitude de

l'URSS, celle-ci pourrait accepter cette solution comme elle avait accepté le partage de la Palestine. C'est pour elle un conflit latent enfoncé dans le camp occidental.

Un deuxième danger pourrait être la tutelle d'une ou plusieurs grandes puissances qui aurait pour conséquence d'allonger le délai de l'indépendance (Libye).

L'ONU peut même demander à la France d'accorder l'indépendance dans un délai de dix ans. C'est la thèse soutenue par Bevan[22].

III. PERSPECTIVES D'AVENIR

Le CNRA doit dès maintenant envisager ces dangers et étudier les moyens d'y parer.

Il y a là une ligne à préciser et la faire adopter par les Afro-Asiatiques à l'ONU. Nous l'examinerons tout à l'heure.

A. FERMETÉ SUR LE PRINCIPE DE L'INDÉPENDANCE

L'expérience des trois années de révolution nous enseigne que nous devons être fermes sur le principe de l'indépendance et ne pas transiger parce que :

a. C'est l'aspiration profonde de tous les combattants et surtout du peuple. La moindre concession dans ce domaine risque de soulever contre nous la base et d'introduire des germes de division parmi nos populations des zones frontalières de l'est et de l'ouest, qui ont été déçues par l'indépendance boiteuse du Maroc et de la Tunisie.

b. C'est une position qui paie non seulement à l'intérieur de l'Algérie mais aussi à l'extérieur. L'opinion internationale a fini par admettre l'idée de l'indépendance (déclaration de Kennedy, Bevan, Bourguiba, Mohammed V).

Les Français eux-mêmes finiront par suivre.

La procédure que nous devons leur proposer pour engager les négociations est la suivante :

- Le gouvernement français s'engage par une déclaration publique à reconnaître l'indépendance de l'Algérie.
- Les contacts préliminaires doivent être officiels et non clandestins.
- Les délégués français doivent être des personnalités connues et dont la représentativité ne souffre aucune discussion. Ces derniers doivent être dûment mandatés non par tel ou tel ministre mais par le gouvernement en entier.

22. Ministre britannique des affaires étrangères, membre d'un cabinet travailliste.

Sur le plan international, nous devons poursuivre l'internationalisation du problème algérien par l'ONU, mais devons éviter que celle-ci ne prenne des décisions préjudiciables à notre indépendance (ingérence des grandes puissances ou partage du territoire).

C'est sur le groupe afro-asiatique que nous devons toujours continuer à agir. L'heure est arrivée où nous ne devons plus nous contenter de généralités. Nous devons avoir des propositions concrètes à soumettre.

Voici un projet de résolution que nous pouvons demander au groupe afro-asiatique de soutenir devant les Nations unies :

L'Assemblée générale des Nations unies considérant (ici suivent plusieurs considérants) :

- «invite les deux parties à ouvrir dans un délai de trois mois des négociations en vue d'un cessez-le-feu.»

- «Ces négociations devront être engagées sur la base d'une part de la reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Algérie et de son droit à disposer librement de son sort, et d'autre part de l'engagement par le FLN de respecter les libertés et les intérêts de la population tout entière.»

B. RENFORCEMENT DE LA PROPAGANDE

Nous devons désigner des équipes compétentes pour s'occuper sérieusement des émissions de Sawt El-Arab, Tunis, Rabat, Tétouan et Sawt El-Djabha. Nous devons aussi intervenir auprès des gouvernements d'Égypte, de Tunisie et du Maroc pour nous accorder un temps plus long pour nos émissions et aussi nous laisser une certaine latitude dans la rédaction des textes radiodiffusés. Quant à Sawt El-Djebha, il y a lieu d'étudier la possibilité d'augmenter sa puissance et d'envisager aussi le brouillage de Radio Alger.

Les membres du CNRA doivent se faire un devoir d'envoyer au journal *El-Moudjahid,* organe central du FLN, des articles signés de leur nom. Cela relèvera le niveau idéologique et la tenue du journal.

C. REFONTE DE L'INFRASTRUCTURE POLITICO-MILITAIRE

Une commission devra être désignée pour étudier ce problème. Nous suggérons la séparation des pouvoirs civils et militaires et le regroupement des wilayas de l'Est et de l'Ouest, première étape vers la centralisation à l'échelle nationale.

Les trois wilayas 4, 5, 6 seront unifiées et dépendront d'un responsable qui sera soit un civil équivalent à un gouverneur de province, soit un militaire dont le grade devra être supérieur à celui de colonel, du fait que les chefs de wilaya actuels ont le grade de colonel. Le responsable qui sera en même temps le contrôleur général des trois wilayas relèvera directement du CCE.

Il en sera de même pour les wilayas 1, 2, 3 et la base de l'Est.

Ce système a en outre l'avantage de supprimer l'esprit autonomiste des responsables des wilayas.

D. LES FINANCES

Nous avons exposé dans le chapitre Finances la situation grave dans laquelle nous nous trouvons. Achats d'armes – grosses dépenses pour les frais du personnel qui se trouve à l'extérieur –, besoins urgents de nos populations à l'intérieur d'aide substantielle. À cela il faut ajouter les dépenses que nous occasionnent les réfugiés du Maroc et de Tunisie.

Nous avons dit aussi que les sources à l'intérieur sont taries, il faut donc trouver de l'argent ici. Pour cela nous devons désigner nos éléments les plus représentatifs pour aller voir tous les gouvernements et toutes les personnalités susceptibles de nous aider. Cette tournée nous prendra du temps mais elle est indispensable.

E. LES CADRES

Nous avons des instructeurs qui sont en mesure de diriger des écoles de formation accélérée de cadres des transmissions, du génie et d'administration. Seulement nous manquons de locaux. Seuls les autorités marocaines pourraient les mettre à notre disposition; jusqu'ici les frères de la wilaya n° 5 n'ont rien pu obtenir. Il y a lieu d'envoyer une importante délégation pour voir le Sultan[23]. La question de locaux pour formation des cadres sera un des sujets de l'entretien.

F. LES ARMES ET LEUR ACHEMINEMENT

Le service de la logistique devra prévoir la récupération ou l'achat d'au moins 60 000 armes individuelles afin de pouvoir armer tous nos effectifs actuels (*moudjahidine, fidaïne* et *moussebline*).

Il devra en outre étudier avec le CCE le moyen d'acheminer ces armes par le Maroc et la Tunisie dans la proportion de deux tiers par l'ouest, un tiers par l'est. Par l'est l'acheminement ne pose pas de gros problèmes, du moins jusqu'à la frontière algéro-tunisienne. Mais par l'ouest le problème est plus difficile. La difficulté majeure est l'entrée des armes au Maroc. Là encore les Marocains pourraient nous aider s'ils veulent prendre certains risques. La délégation qui ira voir le Sultan devra aussi l'entretenir de cette question.

---

23. S. M. Mohammed V.

ANNEXE 14
COURRIER DES PRISONNIERS FLN DE LA SANTÉ (PARIS, 26 FÉVRIER 1958)[1]

Nous vous accusons réception de votre courrier, à savoir : une lettre de Belkacem, une d'Abdelhafid et une d'Amar qui nous ont occasionné une vive joie. Nous saluons avec satisfaction ce geste, le premier en son genre depuis notre arrestation et nous prions Dieu de faire de cette tentative le commencement d'une collaboration fructueuse en même temps que l'amorce d'une parfaite entente dans l'intérêt de notre patrie.

En vérité nous n'avons jamais désespéré de voir un jour se normaliser nos relations. Il est en effet impensable qu'une révolution telle que la nôtre puisse se laisser égarer par une ou plusieurs personnes quand ces dernières sont animées d'un esprit malsain, intéressé et surtout malfaisant. Nous ne pouvons donc que vous encourager dans cette voie de l'assainissement. Il est de notre devoir à tous, si nous tenons à sauver la révolution et l'Algérie de demain, de nous montrer intraitables sur ce chapitre de l'épuration, aussi faut-il être juste et aller jusqu'au fond des choses, autrement nous ne ferons que pallier au plus urgent en laissant le mal continuer ses ravages.

De notre part, nous considérons qu'un grand pas vient d'être fait ; le devoir vous commande, vous qui êtes libres, de ne pas vous arrêter là si vous êtes logique avec vous- mêmes et si votre but est de faire une œuvre salutaire.

Mais nous ne pouvons que vous appuyer dans la chasse de tous les germes de décomposition qui ont pu se faufiler dans notre sein. N'oubliez pas que la lutte nous a déjà privés d'un bon nombre de cadres irremplaçables, que la poignée qui reste manque de cette impérieuse nécessité de serrer ses rangs et de faire barrage à tous les aventuriers et opportunistes de tout poil qui cherchent désespérément à s'infiltrer parmi nous pour se refaire et continuer les jeux dangereux des clans et des partis qui ont illustré leur passé, encore tout récent pour être oublié.

1. Ce courrier écrit de la main de Ben Bella, au nom de ses compagnons de détention, le 26 février 1958, est suivi d'un document de Krim Belkacem, au moment de la réunion des dix colonels (Tunis, août-décembre 1959). Le premier document est une lettre écrite par Ben Bella dans un cahier d'écolier où figure à la fin, sur une page à part, une liste rajoutée par Krim Belkacem (en 1959) avec la mention suivante : « En Révolution, gouvernement large » composée de colonels des différentes wilayas à l'exception de ceux des wilayas 1 et 6. J'en ai pris connaissance dans le bureau de Krim, lors d'une rencontre avec Bentobbal, probablement à l'automne 1959. Je les ai récupérés plus tard, à la fin de ma résidence surveillée en 1971, en Algérie.

Incidemment nous touchons ici au problème des hommes de la révolution, problème capital qui mérite, à notre sens, un petit développement. À l'exemple de tous les sujets que nous nous proposons de soulever par la suite, vous remarquerez qu'il s'agit beaucoup plus d'une approche que d'un développement sur le fond qui exige de poser tous nos problèmes et de les penser, compte tenu de tous les facteurs touchant à la révolution dans son passé, son présent et son avenir. Ignorant en grande partie les derniers développements, nous ne pourrons en conséquence, comme nous venons de le dire qu'avancer quelques principes et formuler certaines suggestions que nous jugeons utiles et urgentes.

À propos des hommes, nous faisons une nette différence entre ceux qui ont été à la base de la révolution ou en sont les produits les plus purs et ceux que les circonstances lui ont adjoints d'une façon ou d'une autre. Confondre entre ces deux catégories, tel qu'il a été fait à l'occasion du 20-8-56, c'est tout simplement faire une grossière erreur de jugement, lourde de conséquences.

Abandonner ce critère de base équivaut en définitive à une démission préjudiciable à tous les points de vue. Les exemples dans l'histoire des révolutions sont trop nombreux pour avoir à les citer: Chine, Égypte [mot illisible]. À ce sujet nous nous faisons un devoir de vous signaler deux cas d'espèce sur le compte desquels nous émettons toutes les réserves.

1. Lamine: nous avions déjà attiré votre attention immédiatement après notre arrestation, s'il le faut mille fois, sur le danger de cet individu. D'une ambition effrénée, maniaque de la persécution, soupçonneux, intrigant par nature, incapable du moindre effort intellectuel, nous ne comprenons pas pourquoi ni comment il a accédé à une si haute responsabilité. Nous pensons que depuis le temps vous vous êtes fait une opinion assez exacte pour tolérer encore plus longtemps sa présence parmi vous.

2. Boumendjel: ce dernier est tout simplement un malhonnête et un indésirable dont le nom seul salit la révolution. Un rapport circonstancié le concernant vous a été adressé par les ex-responsables de la Fédération, dont Louanchi et même Lebjaoui. Remis à Hancen [Abbane Ramdane] du temps qu'il était à Tunis, il est demeuré sans réponse alors que l'intéressé semble de jour en jour prendre du poids dans vos services. Faut-il ajouter à cet état de service peu reluisant le rôle qu'il a joué depuis 1936 pour mieux vous édifier? Le dernier voyage à Tanger ne fait que confirmer nos vues.

Toujours dans ce chapitre des hommes, nous partageons une discipline ferme sous l'égide d'une autorité collective homogène et cohérente.

Le deuxième point en importance est celui que pose notre collaboration à vos travaux. À cet effet nous voudrions tant pour convaincre que notre participation, en dépit de notre situation actuelle, est non seulement possible mais souhaitable. Nous estimons aujourd'hui que les freins et les suspicions qui avaient bloqué nos échanges avant ce jour n'existent pratiquement plus et, par conséquent, nous sommes obligés de faire des efforts d'imagination pour comprendre vos réticences. Il est inutile de vous énumérer les avantages d'une telle collaboration et nous vous laissons maîtres de la décision dont vous supporterez l'entière responsabilité. Néanmoins nous tenons à vous éclairer sur certains aspects de cette question qui semblait à la base de votre crainte d'entretenir des relations régulières avec nous. Ces deux questions qui se posent sont :

LES POSSIBILITÉS DE LIAISON ET LE SECRET

Pour le premier point, nous vous faisons savoir que nous disposons actuellement de trois défenseurs au Maroc, tous disposés à assurer la navette à tour de rôle pour éviter de les brûler ou d'attirer l'attention de la police par le va-et-vient fréquent s'il s'agissait d'un seul. De notre côté nous ne voyons pas la moindre difficulté de faire parvenir votre courrier au Maroc soit par votre canal propre, soit par valise diplomatique. Pour ce qui est d'ici nous avons notre système pour faire entrer et sortir ce que nous désirons. D'ailleurs sur ce point nous prenons nos responsabilités et soyez certains que toutes les précautions seront prises pour éviter les accidents. En outre, rien ne nous empêche d'utiliser des codes, de l'encre sympathique, de l'eau de riz ou autre moyen susceptible d'assurer un maximum de chance de sécurité. Il s'agit avant tout de se convaincre de l'utilité de nos échanges et de l'intérêt qu'ils représentent pour la cause ; quant aux moyens, nous serons des incapables, si nous ne les trouvons pas.

Pour le second aspect : le secret, nous vous prions de nous dire quand il nous a été saisi un seul papier depuis que nous sommes ici. Il y a l'affaire du rapport de BB dont Boumendjel peut vous en dire plus long et où notre responsabilité est entièrement dégagée. S'il y a un responsable, c'est bien Lebjaoui et surtout ceux qui lui ont donné les consignes imbéciles de reproduire les documents en plusieurs exemplaires et d'en garder quelques-uns en réserve pour les perquisitions éventuelles. C'est ce qui arriva d'ailleurs et cela malgré nos demandes réitérées de nous rendre l'original pris à la même occasion avec tout le fatras d'archives qu'empilait ce « responsable » qui ne connaît de l'organisation et de la clandestinité que le nom. En dehors de ce cas nous ne voyons pas ce qui peut encore motiver vos appréhensions au point de vous empêcher de concrétiser une collaboration entre nous,

laquelle ne peut être que profitable à tous. En dernier lieu, nous pensons comme les fois passées faire notre devoir que d'insister sur notre désir d'aider dans la mesure de nos moyens aux solutions des problèmes innombrables que pose la révolution en y apportant notre contribution.

La troisième partie nous la consacrons à quelques suggestions en tête desquelles nous plaçons la question de la contribution d'un gouvernement dont la lettre vous a été communiquée, il y a bientôt dix mois. Vous nous dites que vous l'étudiez depuis le temps, ce qui nous réjouit, mais nous voudrions savoir quelles sont les raisons qui ont motivé ce long retard que nous avons peine à comprendre. Nous aurions aimé trouver dans votre courrier une référence à cette question vitale qui représente pour nous une initiative capable de transformer la situation de fond en comble et de mettre la France dans une situation intenable, sans compter les répercussions qu'elle aura dans le monde entier. Nous n'écartons pas l'idée d'une réticence de la part des frères marocains et tunisiens. Mais le problème d'aujourd'hui est de savoir si ces derniers sont résolus à continuer la politique de la chèvre et du chou ou de prendre franchement position pour l'Algérie. Comme appui à leur thèse ils peuvent invoquer qu'une éventuelle reconnaissance des pays de l'Est équivaut à un alignement avec toutes ses implications et entraîne automatiquement un durcissement des Américains, alors qu'en réalité la reconnaissance et l'alignement sont deux choses différentes et sans aucun rapport. À ce juste (titre) nous n'arrivons pas à trouver ces raisons majeures que vous invoquez et nous vous saurions gré de nous les communiquer, si parfois elles existent en dehors de ce que nous venons d'exposer plus haut. Comme vous le constatez, nous tenons particulièrement à connaître votre opinion sur ce point et surtout à vous voir mettre sur pied un exécutif le plus rapidement possible avant qu'il ne soit trop tard.

Notre deuxième suggestion se rapporte à nos relations avec les Marocains qui, d'après ce que nous savons, sont loin d'être bonnes.

Nous ne démontrons rien pour souligner la nécessité d'un accord ou tout au moins une bonne entente avec ces frères, compte tenu de notre politique générale nord-africaine et surtout de l'importance du Maroc en tant que base militaire et de logistique indispensable à nos prévisions de guerre. Pour ce, une représentation plus importante du Front devra être décidée à y demeurer en permanence pour être en contact constant avec eux, en adoptant une politique plus active, capable de les entraîner en les talonnant sans répit. Il est facile de constater les carences mais il est plus utile de les combattre d'autant plus quand il y va de l'avenir de tout le Maghreb. Notre absence d'une place aussi vitale ne peut que faciliter le jeu et les intrigues des Français qui s'acharnent à nous couper d'un bastion

aussi vital. Politiquement et militairement nous resterons commandés par cet impératif capital qu'est le facteur nord-africain et nous n'avons pas le droit de nous figer dans une position négative faite de rancœurs et de critiques stériles, en arguant de l'immobilisme et du manque de maturité politique de nos voisins ou en prônant des attitudes protocolaires qui font passer l'amour-propre sur l'intérêt national. Dans ce contexte, notre cas qui n'a vu de votre part aucune sorte d'exploitation peut en l'occurrence vous servir comme levier tant auprès du Palais que des formations politiques. Loin de nous l'idée de vouloir par ce moyen nous faire une propagande personnelle, nous demeurons convaincus que le silence qui a suivi notre rapt est pour beaucoup dans la situation lamentable actuelle. Sans vouloir rappeler ce «lâchage» incompréhensible pour ne pas dire plus, ne pourriez-vous tout au moins utiliser cet atout dans l'intérêt supérieur?

En dernier lieu, toujours dans le domaine des suggestions, nous pensons que dans toute la gamme des pressions à exercer sur nos ennemis, vous devez prospecter du côté des pays arabes, grands fournisseurs de pétrole à l'Europe, le moyen de mener une action bien préparée et concertée en vue de couper ce carburant à la France.

Cette question a été affleurée par certains journaux, en parlant des éventuelles conséquences de la prolongation de la lutte en Algérie, et il est hors de doute de se représenter le coup mortel qui serait porté à toutes les activités françaises dans le cas d'une réussite. La simple menace sur les compagnies pétrolières, fournisseurs des Français, est capable de provoquer une véritable panique dans les milieux industriels et financiers, sans compter les répercussions inévitables sur la machine de guerre ennemie et les craintes d'une généralisation touchant tout le monde occidental. Le sujet est très vaste pour être développé dans une suggestion de quelques lignes et nous vous laissons le soin de l'éplucher plus en détail.

Conférence de Tanger: nous ne pouvons qu'effleurer le sujet, étant donné qu'il nécessiterait une analyse de la situation au Maghreb et de la politique française. Ce que vous avez déjà fait vous-même nous l'espérons.

La formation de fédérations ou confédérations d'États dans le monde, offre peu d'exemples d'unité d'action, d'expériences communes, de communautés affectives et d'intérêts, comparables à celle qui a marqué l'histoire récente des pays du Maghreb.

La conférence de Tanger aurait donc pu être le couronnement de cette poussée unificatrice comme c'est le cas dans les autres pays frères qui, eux, en sont arrivés au stade institutionnel de cette unification. Malheureusement nous nous retrouvons au point de départ. La conférence est une conférence

de partis et non de gouvernements et nous en sommes encore à parler de soutien de l'Algérie.

Cette anomalie résulte à l'origine d'un «désengagement militaire» [...]. C'est, il faut le rappeler, la lutte commune et ses développements en puissance qui ont accéléré l'accession du Maroc et de la Tunisie à l'indépendance. L'arrêt de la lutte commune a provoqué l'isolement militaire de l'Algérie. Mais l'Algérie a eu la sagesse politique d'accepter et de soutenir [...].

La deuxième recommandation ne peut être acceptée que dans la mesure où les frères marocains et tunisiens seront persuadés de notre détermination de former le gouvernement et de les mettre devant le fait accompli le cas échéant.

Nous supposons que les bruits relatifs à la création d'un comité de libération sont de sources françaises. C'est une voie de garage destinée à saboter l'idée d'un gouvernement en exploitant les tendances au mimétisme de la résistance française, dont le comité de libération n'a jamais eu l'autorité qu'exerce le CCE.

ANNEXE 15
INSTRUCTIONS AUX CHEFS RESPONSABLES DE LA PRESSE, DE LA RADIO, DE LA PROPAGANDE EN ALGÉRIE ET À L'ÉTRANGER

DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION, CIRCULAIRE N° 3

DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION, CIRCULAIRE N° 3 INSTRUCTIONS AUX CHEFS RESPONSABLES DE LA PRESSE, DE LA RADIO, DE LA PROPAGANDE EN ALGÉRIE ET À L'ÉTRANGER.

Dans le cadre de la politique et des décisions arrêtées par le CCE, le département de l'information donne les directives suivantes à tous ceux qui sont chargés de défendre, par la parole et les écrits, les positions du FLN et la guerre d'indépendance du peuple algérien. Il n'échappe à personne que l'information et la propagande sont une forme importante de la lutte que nous menons contre l'impérialisme français et que cette lutte est d'autant plus efficace qu'elle est dirigée, coordonnée et adaptée aux circonstances et aux milieux dans lesquels elle s'exerce.

Les mois à venir – de juillet à octobre – peuvent amorcer un tournant décisif dans notre lutte. Ils peuvent être chargés de promesses à la condition qu'un grand effort soit accompli selon une «stratégie» arrêtée à l'échelle de l'Algérie, de la France, de l'Afrique du Nord, du monde arabe et de l'opinion internationale.

1. SUR LE PLAN ALGÉRIEN

Après bientôt quatre ans d'une guerre meurtrière où l'héroïsme de nos soldats et de notre peuple a fait l'admiration du monde entier, il convient plus que jamais d'assurer notre peuple et nos soldats que cette guerre ne peut avoir pour enjeu et pour but que la libération nationale et l'indépendance de l'Algérie.

Tous les Algériens, là où ils sont, doivent en être persuadés. Il s'agit pour notre peuple «d'être ou de ne pas être». Il s'agit pour notre pays de sortir, une fois pour toutes, de la domination coloniale.

C'est pourquoi notre soldat doit être convaincu que ses sacrifices ne peuvent avoir pour fruit que la liberté et l'indépendance de son pays.

L'information et la propagande à l'intérieur doivent apporter à nos soldats et à nos populations civiles cette assurance que le peuple algérien restera mobilisé aussi longtemps que le drapeau de l'Algérie ne flottera pas sur un pays débarrassé de la domination coloniale. Les dirigeants du

Front de libération nationale sont, cependant, conscients des souffrances et des privations du soldat et du peuple. Ils sont conscients de leurs lourds sacrifices. Aussi bien, si ces dirigeants pouvaient écourter d'un seul jour ces souffrances, ils n'hésiteraient pas à le faire. Mais pas à n'importe quel prix. Il est facile à chacun de nous de comprendre qu'il ne peut s'agir de trahir les sacrifices de tout un peuple en acceptant des solutions comportant des demi-servitudes.

C'est dans cette optique que le soldat qui a les armes à la main doit voir notre propagande à l'extérieur. Plaider le dossier de l'Algérie devant l'ONU, faire appel à l'opinion internationale, manœuvrer, interpeller le gouvernement et les démocrates français, prendre contact, discuter avec les uns et les autres, tout cela n'a de sens que si on lui donne un but bien déterminé : affaiblir sur le plan diplomatique les positions de l'ennemi et hâter notre victoire.

Notre propagande doit rendre familières ces notions à notre peuple. Celui-ci doit savoir que toutes les déclarations des dirigeants sont toujours conçues avec le souci d'isoler la France, de démontrer sa mauvaise foi, de dénoncer ses visées impérialistes, de mettre en relief ses contradictions, en un mot, d'affaiblir ses positions morales face à l'opinion internationale.

Ceux qui parlent au nom de notre Peuple, doivent appuyer leurs déclarations sur deux faits indiscutables : la guerre d'Algérie sera gagnée parce que :

1. Notre soldat est invincible. Il ne convient pas de parler de victoire militaire, de toucher à l'amour propre du soldat français et de dire par exemple que dans un an, dans trois ans, dans dix ans, nous serons capables de rejeter à la mer l'armée française. Nous risquerons à ce moment de tomber dans le ridicule du fameux « dernier quart d'heure » de Robert Lacoste. Ce que nous pouvons dire sans risque de nous tromper c'est que la guerre d'Algérie ne pose pas un problème d'ordre militaire. Elle pose un problème d'ordre politique. Et que tant que ce problème politique n'est pas réglé, tant que nos objectifs d'indépendance ne seront pas atteints, notre soldat restera invaincu et invincible.

2. Nous ne sommes plus seuls. L'Asie et l'Afrique sont entrées d'une manière définitive dans le cycle de la « décolonisation ». La lutte pour cette décolonisation et pour la liberté est engagée par tous et sur tous les fronts. Les Malgaches se battent. Les peuples noirs se battent. La lutte pour l'instant n'est pas comme chez nous une lutte armée. Mais elle débouchera tôt ou tard sur une lutte armée analogue à la nôtre et elle aboutira au même résultat.

Notre qualité de peuple nord-africain doit être constamment soulignée. Notre sort est lié à celui des deux peuples frères. Ne jamais oublier que

nous sommes un peuple nord-africain. Ce qui est vrai pour la Tunisie et le Maroc est vrai pour nous. En apparence la France entretient le mythe de «l'Algérie française», de «l'Algérie province française» au même titre que la Savoie et la Bretagne. Mais elle sait que son mythe d'intégration ne trompe plus personne.

Sa position est largement dépassée même aux yeux des peuples européens attachés au concept de la civilisation occidentale et à la mission civilisatrice de la France. C'est pourquoi l'effondrement moral de la France ne tardera pas à devenir définitif, comme le fut celui des autres nations coloniales.

Rappeler donc constamment ces deux facteurs : le combat militaire et le combat diplomatique s'appuyant l'un sur l'autre sans cependant se confondre.

C'est dire que l'information et la propagande doivent tenir compte de la nature du terrain sur lequel elles s'exercent. Du Caire à Buenos Aires, l'humanité change, les optiques diffèrent. L'art de servir l'Algérie consiste à utiliser l'argument qui frappe et qui retient davantage l'attention de l'interlocuteur.

C'est pourquoi notre propagande doit être souple, multiforme. Elle doit épouser toutes les formes du terrain sur lequel elle s'exerce tout en restant ferme sur les principes.

II. SUR LE PLAN FRANÇAIS

Il y a pour l'instant et pour l'immédiat l'avènement du général de Gaulle. Incontestablement, son nom est utilisé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur pour asseoir l'autorité de son gouvernement et de la France.

Sur le plan algérien, il mise sur les élections et le référendum.

Quelle doit être notre attitude ? Il est de tradition en France qu'à l'extérieur la politique de gauche soit appliquée par un homme de droite. De même que la politique de droite est souvent appliquée par des hommes de gauche. C'est un socialiste qui a renforcé la répression et la guerre en Algérie.

Alors une question se pose : de Gaulle, homme de droite, négociera-t-il avec le FLN sur la base de l'indépendance de l'Algérie ? Pouvons-nous l'amener à cette négociation et par quel moyen ?

Quoi qu'il en soit et pour ne pas risquer de nous tromper, il nous reste la possibilité de «coller» à tous ses faits et gestes, le juger sur ses actes, le démonétiser et le contraindre à se démasquer.

Pour l'instant :

1. Dénoncer la «pacification» et les «ralliements»,
2. Dénoncer le génocide,
3. Dénoncer le travail des SAS et des SAU,

4. Faire échec à son référendum et à ses élections,

De toute manière, de Gaulle semble être, pour l'instant, en retrait sur la position des précédents gouvernements. Il nie la révolution algérienne. Il fait semblant de l'ignorer. Il ne tient aucun compte de la volonté du peuple algérien. Imposé par les ultras d'Alger et l'armée en opération en Algérie, il fait pour l'instant leur politique : choix de Soustelle, prétendue « fraternisation », intensification de la guerre, crédits supplémentaires, renforts, etc.

III. SUR LE PLAN NORD-AFRICAIN

L'Algérie est un pays nord-africain. Par la nature des choses, elle est tributaire de la Tunisie et du Maroc. L'Union nord-africaine n'est pas seulement une réalité politique, elle est une entité géographique et humaine. Ne pas l'oublier en aucune circonstance.

Pour l'Algérie au combat, la Tunisie et le Maroc constituent deux poumons qui commandent la vie ou la mort. Pour éviter l'asphyxie, ces poumons doivent s'articuler librement.

Les perspectives d'avenir sont également communes. Les trois pays sont condamnés à être colonisés ensemble ou à être libres ensembles. Le dernier siècle de la colonisation française le démontre.

C'est dans cette optique que nous sommes appelés à ménager, malgré leurs défaillances, la dynastie chérifienne et la personne du Président Bourguiba. D'ores et déjà nous devons penser nos problèmes à l'échelle du Maghreb arabe uni.

C'est pourquoi notre information et notre propagande doivent aller jusqu'à associer la Tunisie et le Maroc aux richesses du Sahara et à ouvrir les perspectives d'une défense nationale commune, d'une culture commune, d'une économie commune, etc.

En un mot, maintenir contre vents et marées l'unité de l'Afrique du Nord et l'amitié des peuples nord-africains.

IV. SUR LE PLAN DU MONDE ARABE

Ce n'est un mystère pour personne que le monde arabe est encore divisé. Dans cette division, les séquelles de l'impérialisme anglais et français, relayé par l'impérialisme américain, jouent un grand rôle. D'autre part, les peuples arabes ne se trouvent pas au même degré d'évolution. Certains de ces peuples marchent vers la prise du pouvoir populaire alors que d'autres vivent encore sous des féodalités moyenâgeuses.

Si l'Algérie combattante ne doit pas ignorer cette diversité du peuple arabe, elle ne doit pas pour autant prendre parti. Pour elle, le monde arabe est un. Pour aussi longtemps que notre indépendance ne sera pas

un fait accompli, nous devons éviter d'épouser les querelles des régimes et des tendances. C'est à ce prix que nous tirerons le maximum d'aide à nos combattants.

V. SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Une classification géographique vient tout de suite à l'esprit :

États africains indépendants

États asiatiques Europe de l'Est

Europe de l'Ouest et du Pacte de l'OTAN Amérique latine.

Aux deux premiers groupes d'États correspondent deux organismes politiques que le FLN peut exploiter au maximum : la Conférence afro-asiatique et celle d'Accra.

Mais nous soulignons tout de suite que ces pays séparés de nous par de grandes distances relèvent davantage du département des affaires extérieures que de celui de l'information. On peut dans une certaine mesure les toucher par la presse, les brochures, mais il n'en demeure pas moins que l'action la plus efficace reste la diplomatie.

Le troisième groupe nous est, par principe, acquis. À certains égards, il s'intéresse à nous beaucoup plus que nous nous intéressons à lui. Le communisme se donne pour objectif la conquête du monde. Il est fort possible que dans la stratégie de cette conquête, les pays sous-développés et à faible structure capitaliste soient beaucoup plus accessibles à ce communisme que les nations industrialisées.

À nous de savoir tirer profit de ce combat à l'échelle du monde, à la condition que notre guerre d'émancipation nationale ne dégénère pas, sous l'influence de ce groupe d'États, en lutte fratricide de classes.

Dans le quatrième groupe, il y a lieu de classer, d'une part, les peuples diplomatiquement solidaires de la France et, d'autre part, ceux qui défendent un genre de civilisation et de vie beaucoup plus que le système colonial lui-même.

Dans la première catégorie il faut classer l'Italie, la Belgique la Hollande, l'Angleterre, le Canada, les États-Unis.

Dans la deuxième catégorie, les pays scandinaves, la Grèce, l'Autriche, l'Allemagne fédérale, l'Irlande et, dans une certaine mesure, l'Espagne.

Pour la première catégorie, l'information et la propagande consistent à accuser et à dénoncer le colonialisme français et ses complices. Il n'est pas nécessaire d'arriver à la provocation, mais c'est sur ce terrain-là qu'il faut porter le fer rouge et démontrer à nos ennemis qu'ils mènent contre nous une guerre perdue d'avance.

Chez les pays de la deuxième catégorie, la persuasion, le sentiment, les attitudes de principe, doivent davantage nous guider. Les pays scandinaves sont contre le colonialisme, mais ils croient que la France fait une œuvre civilisatrice.

Cette attitude est également valable pour l'Amérique latine. L'an dernier, Soustelle et Pineau développaient dans les républiques sud-américaines le thème de la lutte de la Croix contre le Croissant et des peuples latins contre les peuples arabes, de la civilisation chrétienne contre la barbarie arabe. Toute leur propagande a consisté à nous présenter comme un peuple fanatique mû par le panarabisme et le panislamisme contre une œuvre de «haute civilisation chrétienne». On peut s'imaginer jusqu'où peut aller la mauvaise foi des Français.

Heureusement la position du FLN vis-à-vis des minorités européennes d'Algérie est un argument irréfutable contre de pareilles accusations. Elle démontre que notre combat est un combat national pour une patrie algérienne, et non pas une guerre de religion et de race.

Rappeler constamment l'attitude, en notre faveur, du clergé français en Algérie, produire les témoignages des chrétiens eux-mêmes.

Maintenir le contact du FLN avec ces pays. À cet égard, les noms d'un certain nombre d'hommes influents ont été retenus pour recevoir notre littérature et la diffuser. Mais un travail beaucoup plus rationnel reste à faire. Peut-être le département des affaires extérieures devra-t-il songer à placer, aux deux extrémités de l'Amérique latine, à Buenos Aires et à Mexico, deux délégations du FLN.

Ces deux délégations auront pour mission de rappeler à ces peuples épris de liberté que le peuple algérien, à leur exemple, est en train de mourir pour arracher son indépendance. Et qu'à ce titre, il a droit à leur solidarité.

Le 12 juillet 1958

ANNEXE 16
RAPPORT SPÉCIAL SUR LA SITUATION EXTRAORDINAIRE EN WILAYA 6

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE – MINISTÈRE DES LIAISONS GÉNÉRALES ET COMMUNICATIONS

N° 030/MLGC/D

Le 24 octobre 1958

Le ministre des liaisons générales et communications à

Messieurs les président du Conseil vice-président et ministres

Objet : Transmission de rapport spécial sur la situation extraordinaire en wilaya 6

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un rapport spécial sur la situation extraordinaire en wilaya 6.

RAPPORT SPÉCIAL SUR LA SITUATION EXTRAORDINAIRE EN WILAYA 6

Vers le 15 avril 1958, le CCE avait pris la décision de réorganiser la wilaya 6. Le nommé Ahmed Ben Abderrazak [Si Haouès], commandant la zone 3 de la wilaya l (Biskra) a été désigné pour prendre le commandement de la wilaya 6 et ainsi élevé au grade de colonel. Driss Amor a été nommé commandant militaire adjoint et Djoughlali, commandant politique, un troisième commandant devait être proposé par les trois personnes sus-nommées.

Des instructions furent transmises par le chef du département de la guerre par l'intermédiaire de Si Mahmoud Cherif à Ahmed Ben Abderrazak vers la fin avril. Djoughlali se trouvait au Caire et notification lui a été faite sur-le-champ.

L'idée principale qui avait guidé le CCE dans la réorganisation de la wilaya 6 a été le cas Bellounis.

Quatre mois après, Si Mahmoud nous annonça que Bellounis a été tué. Depuis le mois d'avril 1958 aucune information à caractère organique ne nous est parvenue de la wilaya 6. De plus, il a été signalé à la wilaya 5 que le colonel Ahmed Ben Abderrazak n'était jamais arrivé sur les lieux et que la situation allait de mal en pis.

Après la mort de Bellounis, un nouveau personnage allait apparaître, le dénommé Meftah. Ex-lieutenant de Bellounis, et fort d'un soutien tacite de l'ennemi, ce dernier, après avoir imposé son autorité aux bandes bellounistes désorientées un moment par la disparition du traître, assoit son pouvoir

dans le Sud-Algérois, région de Djelfa. Depuis le début d'octobre, Meftah cherche à étendre son influence en direction du Sud-Oranais.

Âgé de 32 ans, originaire d'Alger et connu pour son sentiment MNA acharné, Meftah dirige actuellement un groupement de 1100 hommes répartis en onze compagnies.

L'armement des meftahistes qui date du temps de Bellounis comprend des fusils Garant, des MAS, des MAT, des FM 24-29, des mitrailleuses 30.

Disposant d'une puissance de feu considérable, les meftahistes exercent une vive pression sur la population de la région de Djelfa qui semble prendre pour devise de se rallier à la force supérieure.

Les informations reçues de la wilaya 6 ou de la zone limitrophe de la wilaya 5 permettent d'avoir une idée plus précise sur l'ascension de Meftah, l'organisation des meftahistes, leurs méfaits et la réaction de nos troupes et de nos cadres.

1° L'ASCENSION DE MEFTAH

Homme habile et intelligent, Meftah a commencé sa carrière comme chef du secteur B de l'ex-zone de Sidi Ziane. Ayant rejoint le 27 septembre 1957 le traître Bellounis, ce félon aurait disposé sous son commandement de trois compagnies, avec rang de capitaine. Avant même la mort de Bellounis, Meftah était en rapport tendu avec son chef. Méfiant, il ne se déplaçait qu'avec ses hommes et, deux mois avant la mutinerie de Haouch Naas, Meftah et sa bande avaient occupé le djebel Boukhil. Dès la mort du traître Bellounis, Meftah, messaliste acharné, va mener une violente propagande contre son chef et dénoncer sa trahison. Grâce à son ascendant et à son activité, Meftah va peu à peu réunir autour de lui des bandes ex-bellounistes.

Notons que l'ennemi qui exerçait une vive pression sur les bandes bellounistes au mois de juillet, a réduit considérablement ses activités contre les meftahistes qui ont pu ainsi, pendant l'été, se renforcer et fortifier leur position dans la région de Djelfa. L'apparition de ce Meftah peut faire espérer à l'ennemi une nouvelle «opération Bellounis» d'autant que d'après les informations reçues, il ne cherche pas à s'opposer à l'implantation MNA meftahiste qu'il aide en sous-main.

2° L'ORGANISATION DES MEFTAHISTES

Le point de départ de l'actuelle formation meftahiste remonte au mois de juillet dernier où le groupement ex-bellouniste se réduisait à quelques petites bandes dispersées. L'effectif à cette date atteignait le chiffre de 150 hommes. Actuellement les meftahistes sont au nombre de 1100 hommes répartis en onze compagnies.

Généralement sans formation politique, les hommes de Meftah ont par contre une bonne formation militaire, grâce en particulier à l'instruction fournie par les parachutistes ennemis. L'armement : fusils Garant, MAS, mitraillettes MAT, fusils-mitrailleurs 24-29, mitrailleuses 30, se caractérise par un chiffre élevé de pièces automatiques et un approvisionnement en munitions suffisant. Les meftahistes disposent de stocks cachés importants et doivent s'alimenter à d'autres sources. La puissance de feu des bandes meftahistes est donc considérable.

L'organisation militaire est médiocre, parfois franchement mauvaise. En général, chaque chef a ses hommes et ne s'en sépare jamais. Les unités sont irrégulières.

3° L'ACTION DES MEFTAHISTES ET LEURS MÉFAITS

Meftah, reprenant la bannière MNA dont il utilise le cachet vert et rouge MNA-ALN, mène une intense propagande messaliste dans la région de Djelfa depuis bientôt cinq mois. Il occupe depuis cette date le djebel Lekahal, à 25 kilomètres au sud-est de Djelfa.

Les meftahistes semblent disposer de la confiance de la population de cette région et y recrutent des éléments.

Avant le 22 septembre, date de passage du commandant Fayçal en wilaya 3, la situation était déjà fort trouble en wilaya 6.

Indépendamment de l'absence du colonel Ahmed Ben Abderrazak, commandant la wilaya 6, une série d'événements allait dévoiler les méfaits des meftahistes :

1° Assassinat du lieutenant Bouamama.

2° Compromission de Zarzi, commandant la région 1 de la zone 9, avec Bendokmane, lieutenant de Meftah.

3° Inactivité de nos troupes contre les meftahistes.

Depuis le début octobre, ces derniers débordent peu à peu vers le nord-ouest et le sud-ouest de Djelfa sur les djebels de la région 1, zone 9 de la wilaya 6 et tentent une infiltration dans la région 4, zone 8 de la wilaya 5.

Le dessein de Meftah est donc de contrôler la route du pétrole Alger-Djelfa-Ghardaïa, d'une part, et d'étendre son influence en direction du Sud-Oranais, de l'autre.

Depuis le 5 octobre, des combats opposent nos unités aux meftahistes dans le djebel Mahassa. Disposant d'une forte puissance de feu, les félons visent la position stratégique de la Gaada, au sud d'Aflou. La pression des traîtres meftahistes bouscule le peuple qui balance entre les deux camps, situation exploitée par l'ennemi.

4° LA RÉACTION DE NOS TROUPES ET DE NOS CADRES

À la date du 17 octobre, nos unités de la région 4, zone 8 de la wilaya 5 remportent une première victoire en faisant échec à l'avance des meftahistes sur Gaada. Cependant, nos hommes épuisés physiquement mais au moral de fer, demeurent hantés par le manque d'armes et de munitions.

L'ordre a été donné aux responsables de la région 4, zone 8, wilaya 5 de pénétrer avec leurs hommes en zone 9 de la wilaya 6, mais des difficultés surgissent, dues au manque d'armes et de munitions. De son côté, la zone 9 de la wilaya 6 se caractérise par une faiblesse d'effectifs, de cadres, d'armes et de munitions. L'organisation elle-même est à l'état embryonnaire.

Tant sur le plan politique que sur le plan militaire, de grands moyens sont indispensables pour écraser le danger meftahiste. Si le ralliement massif des traîtres meftahistes demeure limité, ces derniers craignant le châtiment et ne pouvant se rallier qu'à des forces supérieures, leur anéantissement est possible, à condition de fournir à nos troupes des moyens matériels adéquats, équivalents à ceux des messalistes. L'attentisme de l'ennemi peut faire craindre qu'il ne joue la carte «Meftah» en renforçant ses bandes et même en les encadrant.

D'après les informations en provenance du commandement général de la wilaya 5, les unités meftahistes bien équipées et bien armées se promettent dans un proche avenir d'envahir la région d'Aflou et de Géryville dans le Sud-Oranais. Les conséquences politiques et psychologiques d'un tel mouvement seraient certainement importantes.

Il est urgent, note le colonel Lotfi d'étudier le problème des maquis messalistes du Sud-Algérois dans son fond et essayer de le régler une fois pour toutes en y engageant les moyens qu'il faudra.

NB. Il est à noter :

1. Qu'actuellement Ahmed Ben Abderrazak et Driss Amor se trouvent en wilaya 3 ;
2. Que lors de leur désignation aux postes de responsabilité à la tête de la wilaya 6 :

a) Ahmed Ben Abderrazak était connu de Mahmoud Cherif et de Bentobbal.

b) Driss Amor était connu de Boussouf et du colonel Lotfi.

ANNEXE 17
RAPPORT SUR LA SITUATION PSYCHOLOGIQUE ET POLITIQUE EN ALGÉRIE (PÉRIODE DU 14 AU 25 OCTOBRE 1958)

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE - MINISTÈRE DES LIAISONS GÉNÉRALES ET COMMUNICATIONS

N° 033/MLGC/SR

Le 28 octobre 1958

Le ministre à Messieurs les président du Conseil, vice-président et ministres

Bulletin de renseignements n° 9

Objet : Situation psychologique et politique en Algérie (période du 14 au 25 octobre). Source : Valeur confirmée.

RAPPORT SUR LA SITUATION POLITIQUE ET PSYCHOLOGIQUE EN ALGÉRIE

(période du 14 octobre au 25 octobre)

La situation politique et psychologique en Algérie est dominée à partir de la mi-octobre :

1. par les répercussions administratives et politiques de l'envoi d'une lettre directive envoyée par le chef du gouvernement ennemi à son délégué général en Algérie ;
2. par les réactions suscitées tant en milieu européen qu'en milieu algérien, à la vue des prochaines élections législatives ; à la libération de soldats français faits prisonniers par l'ALN, de même que celle promise par le général Salan de vingt de nos moudjahidine ; aux dernières déclarations des responsables algériens et français.

Nous allons donc examiner rapidement ces deux points :

I. L'ACTION DES AUTORITÉS ENNEMIES EN ALGÉRIE À DATER DU 15 OCTOBRE :

Dans le cadre des instructions reçues le 14 octobre dernier de Paris, le général Salan diffuse une note de service par laquelle il enjoint l'ordre à tous les officiers faisant partie des CSP de cesser sans délai leurs fonctions au sein de ces comités. De même, il fait procéder à la radiation de tous les militaires inscrits sur les listes électorales en Algérie qui doivent voter par correspondance ou par procuration dans leur commune d'origine.

Sur le plan de la presse, le délégué du gouvernement français en Algérie prend un arrêté par lequel il permet la diffusion de journaux précédemment

interdits. Ce sont: *La Croix, La Tribune des nations, La Vie française, Le Progrès, le Frankfurter Allgmeine, le News Chronicle, la Stampa et le Corriere della sera.* Notons également qu'à la date du 25 octobre, les autorités ennemies en Algérie, permettent de nouveau la diffusion du journal français *Libération.*

Parallèlement à ces mesures pré-électorales, l'ennemi prend également une série de mesures dans les différents domaines administratif, politique et militaire.

Primo, en vue de la diffusion par la RTF, le gouvernement français demande à tous les préfets en Algérie de fournir à bref délai des rapports mettant l'accent sur l'action constructive de la France dans le domaine économique et social, au profit de la population algérienne.

Secundo, l'ennemi procède au recensement de tous les ressortissants israélites et regroupe au centre de Douéra les intellectuels algériens détenus dans les camps de concentration.

Par ailleurs, il envisage la création, dès le 27 octobre, de commissions départementales en vue de l'étude des dossiers d'assignés à résidence dans les centres suivants: Saint-Leu, Arcole, Lodi, Bossuet, Sidi Marouf, Beni Messaoud, Djorf et Trois-Marabouts (centre de transit).

Les autorités françaises procéderaient à d'éventuelles libérations exceptionnelles de détenus après l'examen de toute urgence des notices psychologiques des détenus.

Notons à ce titre que le préfet de Tlemcen a demandé les noms des assignés à résidence surveillée pouvant bénéficier d'une libération exceptionnelle.

Tertio, sur le plan militaire l'ennemi opère actuellement un remaniement territorial en Algérie en vue d'une action de grande envergure à l'échelon de tout le territoire national. Le général Faure a rédigé un rapport en mettant l'accent sur la nette insuffisance des effectifs et a demandé l'envoi de 400 000 hommes en renfort.

Il est à remarquer en outre qu'un général français vient de séjourner à Tripoli.

Face à ces mesures prises par les autorités ennemies, l'opinion des Européens d'Algérie, comme celle des milieux algériens, n'est pas restée indifférente à la libération réciproque des prisonniers et aux différentes déclarations des responsables algériens et français.

II. RÉACTIONS DES POPULATIONS EN ALGÉRIE

A. MILIEUX EUROPÉENS

L'amorce de la libération de 20 de nos moudjahidine promise par le général Salan a suscité des critiques au sein de la masse européenne. D'une manière

générale, les Européens d'Algérie, surpris par cette libération réciproque de prisonniers, accueillent défavorablement l'éventualité de négociations.

Si tous les milieux attribuent ce changement d'attitude du FLN au fait qu'il ne veut pas passer comme irréductible devant l'opinion mondiale, les milieux d'extrême droite considèrent cette libération réciproque comme un élément préparant le terrain à la négociation, tandis que les Français libéraux voient en ces gestes une tendance à la conciliation.

Dans le département de Sétif, certains Européens pensent même que l'affaire algérienne est pratiquement réglée et que le frère Abbas est susceptible d'être retenu comme interlocuteur valable.

Toujours à Sétif, la population européenne, quoique troublée, a confiance en de Gaulle et se tient à l'écart de la réaction préconisée par le mouvement extrémiste. Ainsi le mot d'ordre général du CSP n'a pas été suivi dans tout le département où, par ailleurs, ont lieu de vives controverses sur l'opportunité du retour des ex-élus à Sétif. Certains Européens d'Algérie craignent que la liberté de scrutin et d'opinion promise par de Gaulle ne donne la victoire aux «séparatistes» et aux intellectuels de l'UDMA.

Pour sa part, le général Montsabert entreprend une tournée de conférences et de réunions dans l'ensemble des départements de Constantine et de Bordj-Bou-Arreridj. Très lié avec les colons qui le contactent par personnes interposées dont un certain Lopez, colon à Mostaganem, le général Montsabert aurait l'intention de se présenter aux prochaines élections législatives.

Enfin, il est à noter que les Européens d'Algérie se sont indignés des termes employés par le chef du gouvernement ennemi dans sa dernière conférence de presse, qualifiant nos moudjahidine de braves.

B. MILIEUX ALGÉRIENS

Les milieux algériens évolués, à l'instar des Français libéraux, voient en la libération réciproque de prisonniers une marche vers la conciliation.

Dans le département d'Aumale, les populations sédentaires et nomades aspirent à un retour à l'existence normale. Sous l'action de l'armée ennemie, cette tendance se transformerait en large adhésion, tandis que la confiance en de Gaulle se raffermit. En outre, par suite de contraintes, cinq Algériens membres des CSP acceptent la vice-présidence dans des délégations spéciales.

Dans le département de Tlemcen, les milieux algériens intéressés par les prochaines élections sont satisfaits du discours du frère Ferhat Abbas renonçant au préalable de l'indépendance, ainsi que la confirmation qui en a été faite dans le discours des frères Krim Belkacem et M'hammed

Yazid. L'ensemble de la population de ce département a confiance en de Gaulle pour régler le problème algérien.

De source ennemie, nous apprenons que pour la population des départements de Bougie, Sétif, Tiaret, Tlemcen, Mostaganem, Batna, et dans tous les milieux, les déclarations des frères Ferhat Abbas, Krim Belkacem, Yazid laissent croire à des pourparlers en cours et à un cessez-le-feu bientôt proclamé.

Cette dernière perspective satisfait fort certains milieux algériens qui considèrent les déclarations des frères précités comme une concession du FLN et font également état des déclarations de Messali Hadj à Belle-Isle.

Par ailleurs, certains Algériens envisagent la candidature éventuelle aux prochaines élections législatives des anciens membres des partis dissous tandis que, dans l'ensemble, les milieux algériens font confiance à de Gaulle et espèrent une solution fédérale ou fédéraliste.

Toujours de source ennemie, la conférence de presse de de Gaulle à la date du 23 octobre a suscité un grand intérêt parmi la population des départements de Tizi-Ouzou, Bougie, Orléansville, Tiaret, Mostaganem.

La proposition de De Gaulle au sujet du cessez-le-feu est favorablement accueillie par la majorité de la population qui s'attend à un prochain arrêt des hostilités en Algérie.

Il est à noter enfin que la dernière déclaration de notre président du Conseil, en date du 25 octobre, a suscité de notables réactions, notamment en milieu algérien de Tunisie.

Accueillie avec réserve par le milieu civil, cette déclaration est accueillie avec surprise par le milieu militaire algérien.

Les dernières initiatives de de Gaulle contre les ultras d'Alger, suivies par la libération réciproque des prisonniers, ont laissé la nette impression de l'existence d'accords prémédités entre responsables algériens et français. Cependant, les deux milieux précités se félicitent de la réalité du gouvernement algérien, évaluent l'énorme responsabilité qu'il endosse à cette heure et reposent sur lui leur entière confiance.

Additif. Dernière minute

On apprend en dernier lieu que la dernière conférence de presse du chef du gouvernement ennemi suscite des réactions dans tous les milieux en Algérie.

L'ensemble de la population accueille avec satisfaction la conférence de presse de De Gaulle, notamment le passage où il est fait mention de la personnalité algérienne étroitement associée à la France.

Dans les départements d'Alger, de Sétif, de Bouira, d'Oran et de Tizi-Ouzou, l'état d'esprit général des populations est que de Gaulle est animé de réalisme politique.

Les milieux politiques algériens sont plus que jamais pour de Gaulle, la cause en étant les difficultés rencontrées pour le retour à la paix qui se dessine. Pour leur part, les milieux évolués sont très satisfaits.

Les milieux européens réagissent différemment, certains pensent que leur destin est entre leurs mains, alors que dans le département de Bouira, les Européens sont très inquiets et très irrités des termes de la déclaration de de Gaulle. Pour d'autres, c'est l'éventualité de tout vendre et de partir en France, la crainte du retour des nationalistes algériens semant le désarroi.

ANNEXE 18
INTERVIEW DE FERHAT ABBAS PAR SIMONE LACOUTURE

Interview accordée le 5 décembre 1958 par le président Ferhat Abbas, président du gouvernement provisoire de la République algérienne à Madame Simone Lacouture.

Y a-t-il actuellement des négociations officieuses entre vous et le gouvernement français ?

En ce moment, il n'y a aucune sorte de négociations entre le gouvernement français et le gouvernement algérien.

Désirez-vous entamer des négociations avec le gouvernement du général de Gaulle et le moment vous semble-t-il opportun dans la conjoncture politique actuelle ?

Quand il s'agit de mettre fin à la guerre, le moment est toujours opportun. Il faut arrêter l'effusion de sang et le plus tôt serait le mieux. Nous sommes toujours d'accord pour substituer la négociation à la guerre. Le nouveau gouvernement ? Je pense qu'un gouvernement de droite peut faire ce qu'un gouvernement de gauche n'a pas su faire. Et pourquoi ne ferait-il pas une politique de gauche puisque les socialistes ont fait la politique de droite ?

On dit, en France, que les combattants de l'ALN refusent toute négociation et font pression sur les personnalités politiques...

Légende ou manœuvre ! Les combattants de l'ALN ne sont pas hostiles aux négociations et font confiance à leur gouvernement. Ils savent que ce gouvernement ne trahira pas leur idéal et leurs sacrifices.

Pourquoi les propositions de négociations du général de Gaulle vous ont-elles paru inacceptables ?

Les propos du général de Gaulle sont explicites, et ne sauraient recevoir d'autre explication que celle que nous leur avons donnée : la reddition sans conditions. Et pourquoi cette reddition ? Sommes-nous battus ? Notre armée est plus forte que jamais. Et même serions-nous affaiblis que nous préférerions mourir les armes à la main que de nous soumettre à un néo-colonialisme tel que celui qu'envisagent pour nous les impérialistes français.

Préférez-vous discuter directement avec le gouvernement français ou par l'intermédiaire d'un médiateur ami ?

Directement, et en cas d'échec, un médiateur pourrait intervenir, en particulier la Tunisie et le Maroc.

Où voudriez-vous que se réunissent les négociateurs?

Dans un pays neutre, en Tunisie, à Rabat, à Madrid, à Genève.

Et qui souhaiteriez-vous comme interlocuteur?

Peu importe la personnalité. Mais il est indispensable que le négociateur soit un Français et qu'il représente officiellement le gouvernement de son pays.

Êtes-vous toujours d'accord pour qu'il n'y ait pas de préalable?

Le gouvernement l'a dit : nous ne posons aucun préalable à la rencontre. Nous pourrions même nous réunir sans ordre du jour. Les discussions doivent porter sur l'ensemble du problème, car ce qui nous paraît comme le point essentiel, c'est de ne pas dissocier le problème politique du problème militaire. La guerre d'Algérie ne pose pas seulement un problème militaire, mais surtout un problème politique.

Quels seraient les principes de base de la négociation?

Il s'agit de poser le problème de l'Algérie dans son contexte nord-africain et africain. Les Républiques africaines sont en train de naître. Il serait impensable qu'à notre époque seule la République algérienne n'ait pas droit de cité. Madagascar, la Guinée, le Dahomey, deviennent républiques autonomes. Il saute aux yeux que l'Algérie est au moins aussi bien armée que ces pays pour être un État indépendant.

Pour Madagascar, l'acte d'annexion a été abrogé. Pourquoi ne le serait-il pas pour l'Algérie?

Ce serait là à mon avis un point de départ.

Comment interviendrait un cessez-le-feu?

Si des accords partiels intervenaient sur le problème d'ensemble, un cessez-le-feu pourrait intervenir avant la signature de la paix. À la suite des accords partiels, la discussion se poursuivra jusqu'à la signature d'un protocole et des accords définitifs. Cette période intermédiaire peut être plus ou moins longue.

Que pensez-vous de la récente consultation électorale en Algérie?

Ces élections sont une galéjade! C'est du temps perdu. Le général de Gaulle s'apercevra, plus tôt qu'il ne le pense, qu'il a opté pour la mauvaise voie et qu'il tourne le dos au règlement du problème algérien et à la paix. Ce n'est pas avec des élus désignés par une armée d'occupation que le problème algérien pourra être réglé.

Si cette paix intervenait un jour, quelle sera votre première tâche?

Celle de procéder à une consultation électorale. Mais des élections valables ne peuvent avoir lieu avant la fin des combats et par l'intermédiaire de

l'autorité coloniale. Elles ne sauraient avoir lieu avant que le gouvernement algérien ne soit installé en Algérie pour en contrôler le déroulement. Cette élection ne pourrait avoir pour objet que la désignation d'une assemblée constituante souveraine, seule qualifiée pour désigner un gouvernement algérien définitif et pour donner à la République algérienne, à la fédération maghrébine et aux nouveaux rapports avec la France, des assises valables.

Quels seraient les caractères de ces nouveaux rapports ?

Ces nouveaux rapports ? Mais dans le cadre de l'indépendance de l'Algérie et de la Fédération maghrébine, tout me paraît facile et possible. La France est un grand pays, riche de technique et de culture. Une coopération avec elle ne peut être que très profitable pour elle et pour nous.

Nous sommes contre le régime colonial, mais à certains égards, le combattant du maquis lui-même n'est pas hostile à la France. Je puis vous l'assurer. L'hostilité du peuple algérien est uniquement dirigée contre les mystifications, les mensonges. Il est indispensable que les Français comprennent que nous ne voulons plus être dupés.

Quel serait, dans la République algérienne, le sort des Français d'Algérie ?

Les Français d'Algérie ? Contrairement à ce qui a été fait en Tunisie et au Maroc, nous considérerons que les Français d'Algérie sont des Algériens et, à ce titre, ils participeront à la vie et aux institutions du pays. Seuls les colonialistes seront exclus de cette vie communautaire. Et, bien sûr, ceux qui voudront rester Français auront la possibilité de le demeurer mais alors ils auront le même statut que celui des Français résidant en Tunisie et au Maroc. À eux d'opter.

Pendant les négociations, le gouvernement algérien restera-t-il au Caire ?

En attendant de rentrer en Algérie, le gouvernement reste au Caire, mais il se rapprochera des frontières algériennes dès que possible.

Avez-vous l'impression que l'opinion publique en France est favorable à la négociation ?

J'aimerais que cette question soit posée au chef du gouvernement français.

ANNEXE 19
PROCÈS-VERBAL ORIGINAL SUR L'ABANDON PAR BEN KHEDDA DE LA RÉUNION DU CNRA DU 7 JUIN 1962

L'an mil neuf cent soixante-deux et le sept juin,

- Les membres du CNRA et

- Les membres des wilayas/des comités/soussignés, présents à Tripoli à l'occasion de la réunion du CNRA./Session du 27 mai :

Considérant que sur requête du gouvernement, le CNRA a été convoqué pour le 25 mai 1962 ;

Considérant qu'à l'ouverture des travaux, le CNRA a régulièrement établi son ordre du jour à l'unanimité ;

Que cet ordre du jour comportait deux points :

- Premier point. Étude et adoption du projet de programme de la révolution démocratique populaire ;

- Deuxième point. Désignation d'une direction politique telle qu'elle était prévue dans le programme précité.

Considérant que le premier point, après étude en commission et en séance plénière, a été adopté à l'unanimité ;

Considérant que pour la désignation de la direction politique une commission a été désignée ;

Que malgré des efforts poursuivis pendant plusieurs jours, elle n'a pas réussi à faire accepter à tous les frères présents la constitution d'une équipe travaillant en commun ;

Qu'elle a pu en outre dégager les noms des frères qu'il convenait de placer aux postes de direction ;

Considérant que sur ces entrefaites, le frère président du Conseil a quitté Tripoli dans la nuit du 6 au 7 juin 1962 sans prévenir le bureau du CNRA et ses collègues du gouvernement, mettant ainsi l'Assemblée dans l'impossibilité de clore normalement et statutairement sa mission :

Ont dressé, en conséquence, pour valoir ce que de droit, le présent procès-verbal en six exemplaires numérotés de un à six.

ONT SIGNÉ PERSONNELLEMENT OU PAR PROCURATION :

Conseil de la Wilaya 1

Tahar Zbiri, Mohammed Salah Yahiaoui, Amar Mellah, Ismaïl Mahfoud Mostefa, Bennoui

Conseil de la Wilaya 2

Commandant Larbi, commandant Rabah.

Conseil de la Wilaya 3

Colonel Saïd en son nom et au nom du colonel Akli Mohammed, Ouelhadj et des commandants Tayeb, Hemimi Ahcene et Mohammed Ouali.

Conseil de la Wilaya 4

Ahmed Bencherif, Lakhdar, Youssef, Mohammed, Hassan.

Conseil de la Wilaya 5

Athmane, Boubekeur, Abdelouahab, Nasser, Abbès.

Conseil de la Wilaya 6

Mohammed Chaabani, Mohammed Rouina, Slimane Slimani, Chérif Kherredine, Amar Sakhri.

État-major général

Ali Mendjeli, Slimane, Boumediene

Les membres du CNRA

Ahmed Ben Bella, Boumendjel, Ferhat Abbas, Ben Alla Hadj, Khider, pour Bitat et par procuration: Khider, Francis, colonel Nasser

MEMBRES DU CNRA N'AYANT PAS SIGNÉ LE PROCÈS-VERBAL DE CARENCE CONTRE BEN KHEDDA

Ministres

Bentobbal, Boussouf, Boudiaf, Krim, Yazid, Ben Khedda, Dahlab, Aït Ahmed.

Bureau du CNRA

M. Benyahia, A. Kafi, O. Boudaoud.

Fédération de France

R. Bouaziz, A. Souissi, A. Ladlani, A. Haroun. Fédération de Tunisie

M. Tarbouche.

Fédération du Maroc

N. Bensalem.

Wilaya 2

Colonel S. Bou Bnider, commandants T. Bouderbala et Kahl-Erras. Zone autonome d'Alger: commandants Azzedine et Omar Oussedik.

Autres membres du CNRA

Colonels Dehilès, Ouamrane, Benaouda et Hadj Lakhdar, commandant Kaci.

ANNEXE 20
CADRES SUPÉRIEURS VICTIMES DES PURGES INTERNES[1]

1. Cadres victimes de la Direction			
Nom	Responsabilité	Organisation d'appartenance	Motif
Abbane Ramdane	Responsable de l'information	CCE	Refus de reconnaître la prédominance des militaires
Laghrour Abbès	Chef des Aurès	Wilaya 1	Refus de reconnaître les décisions du congrès du 20 août
Lazhar Cheriet	Chef des Nementchas	Wilaya 1	–
Colonel Amouri	Chef de wilaya	Wilaya 1	–
Colonel Nouaoura	Chef de Wilaya	Wilaya 1	Complot contre le GPRA
Commandant Azdat	Membre du conseil de wilaya	Wilaya 3	Rapports sexuels avec une combattante
Commandant Mostefa Lekhal	En détachement au Caire	Wilaya 4	Complot contre le GPRA
2. Cadres supérieurs victimes des purges internes à leur organisation			
Mellah Ali	Chef de wilaya	Sahara (6)	Arbitraire et régionalisme[3]
Chihani Bachir	Chef de zone[2]	Sahara (6)	Accusation d'homosexualité
Djoghlali Tayeb	Chef de wilaya	Aurès-Nementchas (1)	Nomination refusée par les chefs de zone[4]

Commandant Abdellatif	Membre du conseil de wilaya	Algérois	Rencontre avec de Gaulle
Commandant Lakhdar Bouchama	Membre du conseil de wilaya	Algérois	Rencontre avec de Gaulle
Capitaine Abdellah	Chef de zone	Oranie	Appui à la rencontre avec de Gaulle[5]

1. Ce tableau exclut les victimes des purges consécutives à l'opération d'intoxication des services français en wilaya 3 et 4 qui ont touché plus de 2000 personnes. Il ne donne pas non plus une idée de l'ampleur des règlements de compte en wilaya 1et 6. 2. L'appellation wilaya n'a été introduite qu'en 1956. 3. Sur l'assassinat d'Ali Mellah, voir Azzedine, *On nous appelait Fellaghas,* Paris, Stock, 1976, p. 120-130. 4. Sur l'assassinat de Tayeb Djoghlali, voir Teguia, mémoire de maîtrise. 5. Abdellah a été tué sur l'ordre du commandant Si Mohammed qui l'accusait d'avoir soutenu les partisans d'un accord avec de Gaulle.

ANNEXE 21
DÉCLARATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE ALGÉRIENNE[1]

L'exacerbation des contradictions sociales, politiques et culturelles, la relative rupture de l'équilibre du bloc au pouvoir, la radicalisation du mouvement de masse et enfin les premiers signes d'une libéralisation timide témoignent du caractère particulier et de l'évolution de la situation actuelle en Algérie. Les militants de la gauche démocratique et socialiste, qui luttent pour un développement intégral de la démocratie et pour la libre émulation des forces politiques et sociales, tiennent à souligner ici leur participation active à ce processus tout en définissant clairement leurs positions, aussi bien par rapport au passé que par rapport au présent.

Ia) La caractéristique centrale du mouvement national algérien avant 1954 était la pluralité et la diversité politique. Ce sont cette diversité et cette pluralité qui furent fondamentalement à l'origine de la maturation révolutionnaire du peuple algérien. Le mouvement national, traversé par des courants et des tendances sociales contradictoires, vivait et se renforçait au rythme d'une double confrontation, avec lui-même et contre le colonialisme. La confrontation interne était en vérité la condition *sine qua non* de l'efficacité face au pouvoir colonial, de même qu'elle avait pour résultat l'approfondissement de la conscience nationale. Si le peuple s'est finalement engouffré dans la lutte anticoloniale la plus radicale qui soit, la lutte armée, c'est précisément parce que par lui-même il avait fait l'expérience de l'inanité des projets réformistes soutenus par les uns et de la vanité des tactiques postulées par les autres. Du fait que les masses algériennes, toutes différences sociales confondues, aient pu tenir - bien qu'à des degrés divers – si fermement et supporter si douloureusement une guerre impitoyable, il n'y a pas d'autre explication que celle-ci : le peuple, acculé à cette forme de lutte par le colonialisme, l'avait librement adopté et nul sacrifice ne pouvait surpasser ce choix.

Ib) Que le peuple algérien ait été, dans les faits, le seul juge du type de lutte à mener ne préjugeait ni de la forme précise qu'allait revêtir cette lutte sur le plan organisationnel ni de son caractère politique. Le virulent débat qui opposait les différents courants était en substance moulé dans un cadre démocratique : l'hégémonie d'un courant sur l'autre dépendait d'abord

1. Ce texte a été publié dans *Sous le drapeau du socialisme*, n° 86, février-mars 1981.

et avant tout de l'épreuve devant le mouvement de masse. La démocratie n'était pas une gageure, encore moins une sorte de bien privé appartenant à une prétendue élite : le peuple acquérait des traditions de confrontation politique, la démocratie se développait. Celle-ci était plus qu'une méthode de discussion et d'éducation politique : elle était une victoire acquise de haute lutte sur le colonialisme.'

Dès lors, force est de constater que la signification historique de l'avènement du FLN fut d'emblée marquée par une contradiction qui allait s'accentuer par la suite : d'une part, ce mouvement fut, en effet, porté à bout de bras par une exceptionnelle radicalisation des masses, d'autre part et en retour il imposa une véritable régression dans les formes politiques de la lutte. L'homogénéisation instaurée par le FLN sur les masses avait la prétention d'éliminer du champ politique tous les conflits qui ne se rapportaient pas directement à la confrontation avec le colonialisme ; en fait, cette conception de la lutte, où le fusil remplaçait le débat entre partisans, a eu pour résultat d'accentuer ces conflits et de les rendre plus meurtriers. Au débat, et à la maturation politique qui en résulte, s'est substitué le diktat : l'insulte, l'exclusive et l'invective étant, dans le meilleur des cas, les formes courantes de l'argumentation politique.

Ic) Que le FLN ait pu imposer cette homogénéité régressive s'explique tout autant par la dualité d'objectifs qui a caractérisé la lutte en Algérie : le peuple avait pour objectif central de bouter hors du pays le colonialisme ; son énergie toute entière était ramassée dans cet effort. Le débat politique apparaissait ainsi, du point de vue de la conscience spontanée, comme relativement secondaire. Or c'est précisément en s'abritant derrière cette attitude que des groupes dirigeants au sein du FLN se sont emparés de la direction du mouvement de masse et, de serviteurs de la société, en sont devenus les maîtres. Leur objectif principal étant, non de développer la conscience politique des masses par le débat, mais d'empêcher que le débat ne se développe contre eux. C'est dans la matrice de cette dualité que s'est joué le destin de la révolution algérienne.

IIa) En 1962, les masses populaires arrivaient à l'indépendance sur la lancée de leur radicalisation et ne voulaient pas s'arrêter en chemin : elles exigeaient plus, elles voulaient la transformation des relations sociales. Le FLN, quant à lui, débouchait sur la libération dans un état de décomposition avancée : les querelles de clans, les luttes fratricides, les intrigues de fractions, les complots et la suspicion en son sein l'affaiblissaient gravement. Cette situation permit au mouvement de masse de conquérir, çà et là, des positions de pouvoir et des formes d'expression autonomes. Cependant le

FLN, devenant progressivement l'expression organisée d'un État en formation plus qu'un mouvement politique, avait accepté ces marges d'autonomie sociale des masses, mais en imposant d'emblée la suppression des libertés fondamentales et l'interdiction de tous les autres courants politiques. Dès lors, le sort de la radicalisation en Algérie était scellé.

IIb) En juin 1965, les forces «d'ordre» ainsi que tout ce que la société comptait d'arrivistes, de parvenus, de privilégiés se liguèrent et finirent par mettre en œuvre un véritable «cantonnement» des forces populaires. Le principal résultat de cette victoire fut la «militarisation» et la bureaucratisation de la vie politique et économique – et cela, il faut le souligner, malgré les réserves de nombreux jeunes officiers et soldats. S'il est nécessaire de rappeler que, avant le 19 juin 1965, la gauche révolutionnaire dissociait le problème des libertés et ses buts sociaux, se contentant de condamner dans les instances dirigeantes la notion de délit d'opinion, il faut aussi souligner qu'après 1965 les forces sociales bourgeoises, elles, en se ralliant au nouveau pouvoir et en approuvant la répression contre le mouvement populaire, ont cru en vérité faire l'économie, pour se développer, de ces mêmes libertés. C'était avoir le jugement un peu court.

IIc) De fait, le peuple algérien, dépossédé de sa victoire sur le colonialisme, soumis à l'étreinte du pouvoir, vidé et atomisé, a réagi comme tout peuple opprimé et désarmé : par la désaffection, dont les conséquences ont touché tous les secteurs de la société. La politique économique mise en place, au lieu d'apporter le bien-être et le progrès, a en réalité exacerbé les contradictions sociales, accentué les inégalités, renforcé la gabegie, insufflé un élan inouï à la corruption. Le triomphalisme démagogique, le gigantisme et l'autoritarisme administratifs qui ont prévalu dans la stratégie de développement, ont étouffé la participation populaire et ont stérilisé les capacités de milliers de cadres. C'est parce que cette politique était sans issue et qu'elle n'offrait aucune autre alternative aux masses sinon la soumission ou la négation, que celles-ci se prirent en charge elles-mêmes : la nouvelle radicalisation revêt ainsi aujourd'hui la forme soit d'un retour à l'islam originel comme à une source authentique de libération, face à la décomposition morale et politique engendrée par le pouvoir, soit à l'accentuation des luttes pour les revendications démocratiques élémentaires, telles la liberté d'expression et l'autonomie culturelle, soit, enfin, à la lutte acharnée, sur le plan de la quotidienneté, pour une répartition plus équitable du revenu national. Dans tous les cas de figure, le refus populaire reste irréductible.

IIIa) Comment sortir de cette situation? L'expérience accumulée depuis 1962 nous indique d'emblée la voie à ne pas suivre. Car toute cette

expérience peut se résumer en une formule: sans les libertés sociales, politiques et culturelles il n'y a pas, il n'y aura pas de progrés. Car sans ces libertés la société est menacée dans ses fondements; sans ces libertés, il n'y a pas d'acquis social durable; sans ces libertés, il n'y a pas d'émancipation. Cela signifie d'abord que la revendication démocratique n'est pas un luxe, non plus qu'un cadeau pour le peuple, moins encore une caractéristique formelle «bourgeoise». Cela signifie ensuite que la démocratie n'est pas une question simplement institutionnelle; là démocratie est en réalité un modèle d'organisation de l'ensemble des rapports sociaux, politiques et culturels. Cela signifie enfin que, mûre pour la démocratie, ceux-là seuls qui la refusent à la société algérienne porteront une terrible responsabilité devant l'histoire.

IIIb) C'est pourquoi les socialistes autogestionnaires que nous sommes soutiennent aujourd'hui toutes les tentatives de «libéralisation» qui voient le jour, et cela de quelque secteur qu'elles viennent; car le point commun à tous les démocrates c'est de permettre que la menace ne pèse sur personne et que la sécurité dans la liberté soit l'apanage de tous. Mais les tentatives de «libéralisation», aussi positives qu'elles soient, ne doivent pas faire oublier que la plus grande des libertés demeure encore la possibilité pour le peuple de définir lui-même ses objectifs. Cela signifie, dans l'immédiat, de permettre aux femmes algériennes de décider elles-mêmes de leur vie et de leur rôle dans la société; rompre avec l'obscurantisme et le monolithisme culturel dont le résultat constitue une véritable tragédie nationale; cesser enfin de manipuler l'émigration et faciliter, le plus rapidement possible, le retour au pays de cette partie de l'Algérie exilée. C'est pourquoi nous revendiquons également dans l'immédiat et pour tous la liberté d'expression et d'organisation, les libertés syndicales, la liberté religieuse, l'élection, enfin, au suffrage universel d'une assemblée constituante qui fixera les institutions futures du pays. Le mouvement national algérien, dans son expression la plus profonde, a toujours proclamé: «PAS DE STATUT OCTROYÉ, LA PAROLE AU PEUPLE».

Bruxelles, le 26 novembre 1980
Pour la gauche démocratique et socialiste!
Hocine Zahouane & Mohammed Harbi

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

LA NAISSANCE DU NATIONALISME ALGÉRIEN

26 juin 1912 : les partisans de l'assimilation présentent au président Poincaré une note : « Le manifeste Jeune algérien ».

1916 : troublés dans les Aurès contre le service militaire.

1919 : montée de Mustafa Kemal en Turquie.

Février 1919 : Loi sur la représentation des indigènes.

1920 : France, naissance du PCF

1921 : le PCF crée l'Union intercoloniale.

1922 : division de Jeunes algériens en partisans et adversaires de la naturalisation avec l'émir Khaleb.

Appel de l'Internationale communiste pour l'indépendance de l'Algérie et de la Tunisie.

1923 : naissance de la République du Rif d'Abdelkrim.

1924 : l'émir Khaleb soumet son programme au cartel des gauches. France, victoire du cartel des gauches.

1925 : crise du PCF sur l'orientation du travail colonial.

Mars 1925 : À l'IC, Hadj Ali contre l'alliance avec la bourgeoisie. Naissance de l'Étoile nord-africaine, but : l'indépendance.

1926 : reddition d'Abdelkrim

Mai 1926 : échec du congrès panislamique du Caire.

Juin-juillet 1926 : échec du congrès panislamique de La Mecque.

1927 : crise au sein du l'ENA entre communistes et indépendants (nationalistes).

1928 : Messali prend la direction de l'ENA

1929 : interdiction de l'ENA

1930 : Algérie, célébration du centenaire de la conquête.

20 juin 1930 : formation de la Fédération des élus musulmans du Constantinois dont Ferhat Abbas et Bendjelloul (assimilationnistes).

1931 : échec du congrès panislamique de Jérusalem.

5 mars 1931 : fondation de l'Association des oulémas réformistes ; but : reconnaissance de la personnalité algérienne.

28 mai 1933 : l'ENA se sépare définitivement du PCF.

1935 : congrès islamo-européen à Genève, présence de Messali.

1936 : Front populaire en France. Traité anglo-égyptien.

Mars 1936 : Messali se réfugie à Genève.

7 juin 1936 : 1er congrès musulman (élus oulémas et communistes) ; but : l'égalité par le rattachement de l'Algérie à la France.

2 août 1936 : Messali condamne, à Alger, la politique au congrès musulman.

17 août 1936 : la région algérienne du PCF se transforme en PCA.

26 janvier 1937 : nouvelle interdiction de l'ENA. Silence du PCF sur l'interdiction.

31 mars 1937 : Messali fonde le PPA à Nanterre.

9-11 juillet 1937 : 2e congrès musulman, le PPA non admis.

Décembre 1937 : le 9e congrès du PCF se prononce contre l'indépendance de l'Algérie.

ÉCHEC DE L'ASSIMILATION ET MONTÉE DU NATIONALISME (1938-1945)

1938 : éclatement du congrès musulman.

Février 1938 : les oulémas renoncent au programme politique du congrès musulman. Le PPA propose aux oulémas un rassemblement musulman.

Mars 1938 : ajournement du projet Blum-Violette sur l'assimilation des élites.

Juillet 1938 : division des assimilationnistes, Abbas se sépare de Bendjelloul.

Janvier 1939 : le PCA et Bendjelloul défendent encore le projet Blum-Violette.

Septembre 1939 : France, la Drôle de guerre.

26 septembre 1939 : interdiction du PPA.

Mai-juin 1940 : l'Allemagne envahit la France.

Novembre 1940 : jusqu'en décembre 1941 le PCA réclame l'indépendance.

1940 1936 : Front populaire en France. Traité anglo-égyptien. Proclamation de l'indépendance de la Syrie, sous mandat français.

1942 : F. Abbas énonce une conception fédérale des rapports franco-algériens.

Novembre 1942 : débarquement des alliés en Afrique du Nord.

31 mars 1943 : S'inspirant des idées d'Abbas, les élus lancent le manifeste du peuple algérien.

11 juin 1943 : F. Abbas et Tamzali remettent un projet de réforme au général Catroux.

Décembre 1943 : création d'une commission de réformes musulmanes.

7 mars 1944 : ordonnance donnant la nationalité française à une catégorie d'Algériens.

14 mars 1944 : PPA, oulémas et partisans d'Abbas s'unissent au sein des AML ; but : un parlement algérien.

Septembre 1944 : contre les AML, les communistes créent les Amis de la démocratie.

Avril 1945 : discussion au sein des AML entre indépendantistes et fédéralistes.

23 avril 1945 : déportation de Messali à Brazzaville.

8 mai 1945 : massacres de Sétif et de Guelma. Libération de la France, le PCF appelle à la répression.

Août 1945 : les nationalistes indonésiens proclament l'indépendance.

Septembre 1945: Ho Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam.

L'IMPOSSIBLE VOTE LÉGAL (1946-1953)

Mars 1946: F. Abbas lance l'UDMA.

9 mars 1946: loi d'amnistie à l'initiative du PCF.

Juin 1946: victoire de l'UDMA aux élections législatives; abstention du PPA.

Été 1946: échec de la conférence de Fontainebleau sur le Vietnam.

Octobre 1946: Messali libéré regagne l'Algérie.

Novembre 1946: le PPA propose l'union à l'UDMA et aux oulémas; échec. Bombardement d'Haïphong.

15 février 1947: à son 1er congrès, le MTLD crée une organisation paramilitaire: l'OS.

15-22 février: Le Caire, naissance du comité de libération du Maghreb.

Août 1947: indépendance de l'Inde et du Pakistan.

20 septembre 1947: tous les députés musulmans contre le statut de l'Algérie.

Octobre 1947: victoire du MTLD aux élections municipales.

Avril 1948: élections truquées; viol du statut de l'Algérie.

Décembre 1948: la lutte armée à l'ordre du jour dans le PPA.

1948-1949: guerre israélo-arabe.

Mars 1949: crise du MTLD et crise berbériste.

5 avril 1949: l'OS attaque la poste d'Oran.

Mai 1949: le PCA demande une république algérienne avec son parlement et sa constitution.

21 septembre 1949: naissance de la République populaire de Chine.

Mars 1950: la police démantèle l'OS

17 juin 1951: truquage des élections à l'Assemblée nationale.

5 août 1951: naissance du FADRL.

Décembre 1951: début de la crise tunisienne.

1952 : Cheikh Brahim s'installe au Caire.

2 février 1952: Paris, pacte des organisations nationalistes du Maghreb.

23 juillet 1952: Coup d'État militaire en Égypte, émergence de Nasser.

Décembre 1952: émeutes à Casablanca, épreuve de force en Tunisie.

MALAISE DANS LES MOUVEMENTS NATIONALISTES ET SCISSION DU MTLD (1953-1954)

Avril 1953: 3e congrès du MTLD.

Juillet-décembre 1953: discussions entre Messali et le comité central.

10 décembre 1953: malgré Messali, le comité central appelle à un congrès national algérien.

27 décembre 1953: crise ouverte du MTLD.

23 mars 1954: naissance du CRUA.

Juin 1954: regroupement des anciens de l'OS (comité des 22).

14-17 juin 1954 : congrès messaliste à Hornu (Belgique), scission du MTLD.

Juin 1954: Mendès France président du Conseil.

Juillet 1954, première quinzaine: entretiens Boudiaf-Ben Bella en Suisse.

20 juillet 1954: dissolution du CRUA. Accord de Genève avec le Vietnam.

31 juillet 1954: la France reconnaît le principe d'autonomie de la Tunisie.

13-16 août 1954 : congrès des partisans du comité central.

Août 1954 : accord entre le comité des 22 et la wilaya de Kabylie.

Août-novembre 1954 : gestation du FLN-ALN.

LA GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE (NOVEMBRE 1954-1962)

1954

1er novembre : début de la lutte armée sous la direction du FLN.

5 novembre : dissolution du MTLD.

7-9 novembre : ajournement des questions tunisienne et marocaine à l'ONU.

9 novembre : le PCF condamne l'action du FLN.

20 novembre : accord franco-tunisien pour l'arrêt de la lutte armée.

24 novembre : Mitterrand prône le recours à la force.

1er décembre : renforts militaires en Algérie.

10 décembre : débat à l'Assemblée sur l'Afrique du Nord.

22 décembre : arrestation des dirigeants du MTLD, Messali substitue le MNA au MTLD.

1955

1955 : implantation militaire du FLN.

15 janvier : Mort de Didouche Mourad. Soustelle nouveau gouverneur de l'Algérie.

5 février : Mendès France renversé à la chambre.

11 février : arrestation de Ben Boulaïd.

16 mars : arrestation de Bitat.

28 mars : contacts Soustelle-nationalistes non FLN.

31 mars : loi sur l'état d'urgence en Algérie.

Avril : UDMA et PCA participent aux élections cantonales. Conférence de Bandoeng.

3 juin : signature des accords franco-tunisiens.

15 juin : le FLN dénonce les nationalistes modérés.

20 août : soulèvement du Nord-Constantinois. Émeutes au Maroc.

24 août : décret de rappel des disponibles, 70 000 hommes concernés.

11 septembre : premières manifestations de rappelés.

13 septembre : dissolution du PCA.

30 septembre : inscription de la question algérienne à l'ONU.

Octobre : action du MNA en Oranie, échec.

16 novembre : Mohammed 5 rétabli sur le trône du Maroc.

Décembre : démission des élus UDMA.

1956

Janvier : L'UDMA rejoint le FLN.

16 janvier : Motion des 61 élus demandant la nationalité algérienne.

31 janvier : investiture de Guy Mollet.

6 février : Guy Mollet cède aux Européens d'Algérie, démission du général Catroux.

9 février : Lacoste ministre résident.

12 février : Ralliement des Oulemas au FLN. Février 1956 : Le FLN rejette toute union avec le MNA. 16 février 1956 : Naissance de l'USTA (messaliste).

24 février : Naissance de l'UGTA (frontiste).

Mars : Le FLN prend le dessus sur le MNA en Kabylie. Naissance des combattants de la libération (PCA).

2 mars : indépendance du Maroc.

12 mars : vote des pouvoirs spéciaux en Algérie.

20 mars : indépendance de la Tunisie.

27 mars : Mort de Ben Boulaïd.

16 avril : Mort de Souidani Boudjemaa du Comité des 22.

21 avril : Ferhat Abbas rejoint Le Caire. 2 juin : Mort de l'aspirant Maillot (PCA).

1er juillet : Les combattants de la libération intégrés au FLN.

18 juillet, à Brioni, Tito, Nehru et Nasser condamnent la politique française en Algérie.

20 août : Congrès FLN de la Soummam. Création d'un CC et d'un CNRA.

1er septembre : rencontre à Rome entre Yazid, Kiouane (FLN) et Commin (SFIO).

7 septembre : 1er congrès de l'UGCA. Début du terrorisme à Alger.

23 septembre : Mort de Zighoud Youssef.

22 octobre : Kidnapping de l'avion royal marocain avec les dirigeants du FLN.

25 octobre : Alain Savary démissionne du gouvernement Mollet.

1er novembre : agression tripartite contre l'Égypte.

4 novembre : intervention soviétique en Hongrie.

Fin : Lebjaoui responsable du FLN France.

1957

7 janvier : le général Massu responsable de la sécurité à Alger.

28 janvier-4 février : grève des 8 jours.

12 février : exécution de militants algériens, dont Iveton.

18 février : le président tunisien Bourguiba demande le départ des troupes françaises.

28 février : arrestations de Lebjaoui et Taleb à Paris.

1er mars : arrestation de Louanchi à Paris.

5 mars : assassinat de Ben M'Hidi arrêté le 25 février.

Mars : le CCE quitte Alger.

21 mai : chute du cabinet Guy Mollet.

28 mai : massacre de Melouza par le FLN.

Juin : le CCE s'installe à l'étranger.

11 juin : formation du cabinet Bourgès-Mounoury.

Juillet : Omar Boudaoud responsable de la Fédération de France.

20 août : réunion du CNRA au Caire, remaniement du CCE.

9 septembre : état d'urgence dans les provinces tunisiennes à la frontière de l'Algérie.

24 septembre : démantèlement de la zone autonome d'Alger, arrestation de Yaacef Saâdi.

25-29 octobre : le FLN maintient le préalable de l'indépendance.

6 novembre : accord Bellounis-armée française.

29 novembre : loi-cadre sur l'Algérie.

6 décembre : regroupement des troupes françaises de Tunisie. Décembre : assassinat d'Abbane Ramdane.

1958

28 janvier : Dissolution de l'UGEMA.

8 février : bombardement de Sakiet - Sidi - Youssef en Tunisie.

30 mars : Journée de solidarité mondiale avec l'Algérie.

Avril : La direction de la Fédération de France s'installe en Allemagne. Formation du Comité d'organisation militaire.

27-30 avril : conférence maghrébine de Tanger.

26 avril, manifestation ultra à Alger.

29 avril : Ralliement des forces de Kobus au FLN.

9 mai : Le FLN annonce l'exécution de trois militaires français.

13 mai : l'armée au pouvoir en Algérie.

1er juin : de Gaulle président du Conseil.

Juin-juillet : Crise algéro-tunisienne à propos du pipeline d'Edjelé.

Juillet : rupture Bellounis - armée française. Mort de Bellounis.

22 juillet : saisie d'El Moudjahid à Tunis.

25 août : action armée du FLN en France.

16 septembre : discours de De Gaulle sur l'autodétermination.

19 septembre : formation du GPRA.

28 septembre : France, référendum constitutionnel en France ; Guinée choix de l'indépendance.

23 octobre : de Gaulle propose « la paix des braves ».

25 octobre : le FLN rejette l'offre de De Gaulle.

10 novembre : de Gaulle renouvelle son offre de négociations.

23-30 novembre : élections truquées en Algérie.

8 décembre : congrès des peuples africains à Accra.

21 décembre : de Gaulle président de la République et de la Communauté.

Fin décembre : réunion interwilayas, absence des wilayas 2 et 5.

1959

8 janvier : naissance de la 5e République ; entrée de Fidel Castro à La Havane.

7 mars : Transfert des ministres FLN emprisonnés à l'île d'Aix.

11 mars : Ali Hambli se rend avec ses troupes à l'armée française.

Mars : Crise au sein du OPRA après le suicide d'Amira au Caire.

28 mars : Mort des colonels Amirouche et Si Haoues.

Juillet : Début de la réunion des 10 colonels de l'ALN.

29 juillet : « Mort » d'Aïssat Idir.

Mai : rencontre en Suisse des responsables des réseaux français de soutien au FLN.

28 septembre : Le OPRA demande des garanties sur les conditions de l'autodétermination.

20 novembre : Le GPRA désigne les prisonniers de l'île d'Aix pour négocier avec la France. Refus de De Gaulle.

Décembre : Fin de la réunion des colonels. Désignation d'un nouveau CNRA.

16 décembre : Réunion du CNRA à Tripoli.

1960

18 janvier : fin de la réunion du GPRA, reconduction du gouvernement Abbas, Boumediene chef d'état-major de l'ALN.

18 janvier : rappel du général Massu.

24 janvier : barricades à Alger.

19 février : Appel de F. Abbas aux Européens d'Algérie pour édifier ensemble la république.

30 avril : voyage de Krim à Pékin.

10 juin : entretiens Si Salah-de Gaulle à l'insu du GPRA.

Août : crise entre la Chine et l'URSS.

25-29 juin : pourparlers franco-algériens à Melun, échec.

7 octobre : l'URSS reconnaît le GPRA.

22 octobre : attaque des postes de harkis à Paris.

27 octobre : manifestation de l'UNEF contre la guerre.

3 novembre : procès des barricades.

4 novembre : de Gaulle : « La République algérienne existera un jour ».

24 novembre : voyage de De Gaulle en Algérie.

9-13 décembre : manifestations populaires pour l'indépendance.

20 décembre : fondation du Front de libération du Sud Vietnam.

1961

Janvier : 16 généraux français contre l'autodétermination. Salan se réfugie à Madrid.

8 janvier : Référendum sur l'autodétermination.

Février : constitution de l'OAS.

22 février : Rencontre Pompidou-Boumendjel en Suisse.

30 mars : Communiqué du GPRA et du gouvernement français sur l'ouverture de négociations (7 avril).

31 mars : Le GPRA renonce à se rendre à Évian.

15 avril : échec de l'invasion de Cuba par les USA.

22 avril : putsch des généraux.

20 mai : Ouverture des négociations d'Évian.

17 juin : Ajournement des négociations.

21-23 juin : en Tunisie, Bizerte investie par l'armée française.

5 juillet : Journée contre la partition en Algérie. 15 juillet : Démission de l'état-major de l'ALN. 20 juillet : Reprise des négociations à Lugrin.

23 juillet : Mort du commandant Si Salah.

28 juillet : Suspension des négociations franco-algériennes.

9-28 août : Réunion du CNRA à Tripoli. Ben Khedda, président du GPRA.

17 octobre : Manifestation des Algériens à Paris contre le couvre-feu.

1er novembre : Journée pour l'indépendance de l'Algérie.

4 novembre : Arrestation de A. Farès à Paris.

9-13 novembre : Manifestations et contremanifestations à Alger.

6 décembre : journée anti-OAS en France.

1962

Janvier à mars : multiplication des attentats OAS en Algérie et en France.

10 février 1962 : contact franco-algérien aux R Jusses

Février 1962 : les CNRA ratifie les accords.

7 mars 1962 : négociations à Évian.

19 mars 1962 : cessez-le-feu.

30 mars : Salan crée le CNR.

14 avril : Pompidou Premier ministre.

20 avril : arrestation de Salan.

27 mai 1962 : réunion du CNRA, crise du FLN.

7 juin 1962 : accord FLN-OAS à Alger.

LA CRISE DU FLN JUIN-JUILLET 1962

25 juin : les wilayas 1, 2, 4, la zone autonome d'Alger et la Fédération de France se réunissent à Zemmora pour examiner la crise entre le GPRA et l'état-major.

26 juin : le conseil interwilayas demande au GPRA la dégradation de l'état-major. M. Khider démissionne et fait état d'une divergence de vues sur les prérogatives du GPRA et des organismes qu'il contrôle.

28 juin : Ben Bella quitte précipitamment Tunis à bord d'un avion égyptien. 30 juin : Le GPRA dégrade les membres de l'état-major.

1er juillet : référendum en Algérie sur l'indépendance. Ben Bella désapprouve la mesure prise par le GPRA.

3 juillet : la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie.

9 juillet : rencontre à Rabat entre des émissaires du GPRA et des wilayas d'une part, Khider et Ben Bella d'autre part.

La formation du groupe de Tlemcen

11 juillet : Ben Bella rentre à Tlemcen où il établit son quartier général. Sa décision est prise de concert avec l'état-major.

12 juillet : à Oran, A. Francis et A. Boumendjel, anciens dirigeants de l'UDMA sont aux côtés de Ben Bella.

16 juillet : F. Abbas rejoint le groupe de Tlemcen mais n'approuve pas le principe du parti unique.

17 ou 22 juillet : réunion de toutes les wilayas à El-Asnam. Aucune formule d'accord n'est trouvée pour sortir de la crise.

22 juillet : le porte-parole du groupe de Tlemcen, A. Boumendjel, lit une proclamation instituant un bureau politique du FLN composé de MM. Ben Bella, Khider, Aït Ahmed, Boudiaf, Mohammedi Saïd et Ben Alla. Aït Ahmed et Boudiaf refusent de siéger dans cet organisme.

Naissance du groupe de Tizi-Ouzou

25 juillet : le commandant Berredjem Larbi prend le contrôle de Constantine. Bentobbal est arrêté. Krim et Boudiaf s'installent à Tizi-Ouzou pour organiser la résistance au « coup de force » des benbellistes. Mais la wilaya 4 n'accepte pas de s'engager à leurs côtés.

27 juillet : Aït Ahmed et S. Dahlab démissionnent du GPRA et quittent l'Algérie. Conversations entre Khider et Ben Khedda à Alger. Ben Tobbal libéré se joint à eux.

28 juillet : rencontre Khider-Krim. Un compromis entre les divers groupes semble proche.

2 juillet : alors que la wilaya 4 prend le contrôle d'Alger, M. Khider se

rend à Paris pour s'entretenir avec les dirigeants de la Fédération de France.

30 juillet : une rencontre entre trois des protagonistes de la crise Khider Krim et Boudiaf est annoncée. Ce même jour, M. Boudiaf est enlevé par des éléments de la wilaya 1 à M. Sila. Me Bouzida annonce à Tizi-Ouzou la création d'un comité de liaison pour la défense de la révolution.

Pause dans la crise: L'accord du 2 août

1er août : libéré après intervention du bureau politique, M. Boudiaf regagne Alger en compagnie de Bitat et rencontre M. Khider en présence de Krim et du colonel Mohand Ou El-Hadj.

2 août : accord pour mettre un terme à la crise.

3 août : le bureau politique s'installe à Alger. Boudiaf en fait partie mais Aït Ahmed refuse toujours de s'y intégrer.

L'action du bureau politique

6 août : Ben Bella se rend à Constantine pour procéder à la reconversion de l'armée et à la séparation des pouvoirs entre FLN et ALN.

10 août : confronté aux réticences des wilayas 3 et 4 à se dissoudre, M. Khider prononce au nom du bureau politique une allocution dans laquelle il affirme que la reconversion de l'ALN présente un caractère d'urgence incontestable.

13 août : après consultation des wilayas, le bureau politique précise ses intentions en matière de séparation des pouvoirs et annonce la formation d'un comité national chargé d'organiser le parti.

19 août : publication des listes des candidats aux élections à l'Assemblée algérienne prévue pour le 2 septembre. La wilaya 4 met ses troupes en alerte.

La crise est rouverte

20 août : Khider annonce la création de « comités électoraux » et de « comités de vigilance ». 22 août : Les partisans du bureau politique manifestent à Alger aux cris de « l'armée dans les casernes ».

23 août : la wilaya 4 instaure la censure à la radio et dans les journaux pour interdire les déclarations du bureau politique et organise des manifestations.

24 août : dans une déclaration, les wilayas 3 et 4 annoncent que leurs conseils resteront en place jusqu'à la constitution « d'un État algérien élu légalement ».

25 août : Khider annonce que l'obstruction de la wilaya 4 ne permet plus au bureau politique d'exercer ses responsabilités. Les élections du 2 septembre sont ajournées. M. Boudiaf démissionne du bureau politique.

3 septembre : alors que Bitat et Khider se sont réfugiés à l'ambassade d'Égypte, Ben Bella gagne Oran et donne l'ordre aux troupes qui le soutiennent de marcher sur Alger. Des heurts violents, provoquant plus d'un millier de morts, ont lieu près de Boghari.

5 septembre : à la demande du colonel Mohand Ou El-Hadj de la wilaya 3, un accord entre le bureau politique et les wilayas 3 et 4 prévoit l'arrêt des combats, la démilitarisation de la ville d'Alger et l'organisation d'élections à bref délai.

9 septembre : les élections sont fixées au 20 septembre. Les troupes commandées par Boumedienne font leur entrée à Alger.

13 septembre : une nouvelle liste des candidats à l'Assemblée est publiée. Ben Khedda et Boussouf n'y figurent plus. Boudiaf retire sa candidature. La liste des députés du Nord-Constantinois est profondément remaniée.

20 septembre : les Algériens sont appelés à ratifier les listes de candidats qui leur sont soumises par le bureau politique.

GLOSSAIRE

Chaouch : nom donné en Afrique du Nord aux appariteurs des services publics, plus largement émissaires, huissiers, gardiens.

Daïra : équivalent de sous-préfecture au sein d'une wilaya.

Fidaï (*fidaïn* au pluriel) : élément de commando.

Harka : dans les pays arabes et berbères du Maghreb, troupe de milice levée par une autorité politique ou religieuse.

Harkis : soldats d'Afrique du Nord qui servaient dans une harka sous l'autorité de l'armée française.

Kasma : correspond à une commune.

Mechta : hameau.

Moghaznis : supplétifs chargés de la protection des sections administratives spécialisées (SAS) et des sections administratives urbaines (SAU) de l'armée française durant la guerre d'Algérie.

Moudjahid (*moudjahidin* au pluriel) : soldat de l'ALN. On appelle également les femmes combattantes *moudhadida* (*moudhaidate au* pluriel).

Moussebel (*moussebline* au pluriel) : dans les statuts du FLN de 1955. Le *moussebel* est le partisan auxiliaire du *moudjahid* dont il complète l'action en cas de besoin.

Wilaya : structure territoriale du FLN, puis de l'État, correspondant à un département. C'est en août 1956 que l'appellation wilaya a remplacé celle de zone.

Oulemas : savants en sciences religieuses, docteurs de la loi musulmane.

Rahmanya (confrérie) : la confrérie des Rahmanya a été à l'origine du soulèvement de 1871.

INDEX

Abbad, Ahmed 63, 67, 106, 508, 509, 512
Abbane, Ramdane 32, 34, 54, 171, 172, 173, 174, 175, 177, 178, 181, 184, 186, 191, 193, 207, 213, 214, 215, 216, 222, 223, 224, 226, 227, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 255, 256, 266, 344, 382, 433, 496, 584
Abbas, Ferhat 47, 61, 62, 66, 68, 70, 88, 94, 97, 124, 129, 157, 173, 174, 175, 176, 210, 224, 232, 240, 241, 245, 251, 252, 256, 259, 260, 261, 264, 286, 287, 293, 296, 298, 302, 317, 324, 325, 329, 332, 333, 334, 335, 341, 345, 362, 400, 401, 414, 436, 449, 450, 453, 459, 496, 509, 529, 576, 577, 579, 583
Abbas Nasr, Eddine 328
Abbassi, Madani 294, 487
Abbès, Laghrour (colonel) 153, 224, 229, 458, 583, 584
Abdallah 508
Abdelatif (commandant) 284
Abdelaziz, Mohammed 150
Abdelghani 320
Abd el-Kader 30, 51, 86, 115, 520
Abdelkader, Mouhoub 320
Abdelkader, Turqui 508
Abdelkrim 265, 266, 511
Abdellah 585
Abdellatif (colonel) 283, 585
Abdelli, Aïssa 134, 150
Abdelmoumen 270
Abdelmoumène 503
Abdelouahab 583
Abdelwahab, Abbas 506
Abderrahim, Kamal 269
Abderrazack, Ahmed 504
Abdoun 67, 70
Abduh, Mohammed 55
Abidi Hadj, Lakhdar 278, 291
Abid, Saïd 294, 320, 456, 458
Aboud 325
Adjoul, Adjoul 224
Adjoumi, Brahim 116
Adlani, Amer (dit Pedro) 502
Aggoun, Mohammed 270
Ahidjo, Ahmadou 324
Aïnouz, Mouloud 266
Aïssat 153
Aït Ahcène, Meziane 227, 503
Aït Ahmed, Hocine 41, 63, 74, 78, 81, 82, 85, 88, 89, 96, 105, 106, 107, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 127, 136, 155, 156, 157, 166, 191, 213, 214, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 234, 242, 246, 288, 289, 303, 385, 386, 387, 388, 390, 400, 401, 402, 404, 408, 413, 414, 419, 421, 424, 434, 438, 448, 451, 459, 475, 476, 479, 484, 486, 537, 583
Aït, Ali 101, 114
Aït Idir 270
Aït Larbi, Arezki 480
Aït Mehdi, Amokrane 270
Akli, Mohammed 583
Akrouf 467
Allahoum, Abdelmajid 270
Allahoum, Mohammed 270, 319, 352
Allal, Hadj 511
Alleg Mohammed 270, 320, 471
Allouache 320
Allouch, Saïd 184
Amimour, Mohieddine 266
Amioud 102
Amira, Allaoua 285, 287
Amirouche 28, 64, 105, 216, 223, 224, 229, 244, 246, 277, 278, 279, 280, 505, 507, 537
Amirouchene, Tahar 507
Amouri 584
Amouri, Mohammed 256, 265, 266, 267, 268, 504
Amrane, Djamila 27, 478, 479
Amrani, Saïd 78, 125, 130, 511
Angel (M'hammed Yousfi) 228

Aouachria 24
Aouati-Asami 85
Aouchiche, Mohand 101
Aouechria 266, 267, 268
Aouine 134
Arbaoui, Mahmoud 255
Arezki, Basta 150
Asla 513
Asselah, Hocine 62, 65, 70
Ataïlia, Mohammed 397
Ayat, Lekhal 270
Azdat (commandant) 584
Aziz, Hassan 342
Aziz Ibn Cheikh El-Haddad 64
Azzam, Pacha 72
Azzedine 182, 266, 290, 299, 345, 349, 350, 404, 413, 418, 583
Azzoug 96
Babouche, Saïd 143
Baccouche, Abdelbaki 116
Baccouche, Hedi 329
Bachir 205
Bahi, Ladgham 251
Bakhti (Nemiche Djelloul) 96
Baki, Boualem 481
Bakr Belkaïd, Abu 448
Barrat, Robert 178, 207
Basri 252
Bayoud 192
Bechichi, Mohammed-Salah 397
Bedjaoui, Mohammed 296, 342, 365
Begarra 236
Bejaoui, Mohammed 503
Beji 156
Bekhat, Ahmed 150, 202
Belaïd, Abdesslam 39, 153, 154, 346, 382, 418, 435, 436, 456, 458, 463, 466, 467, 486, 503
Belaïd, Mohammed 64
Belarbi, Sid Ahmed 57
Belbegra, Mohammed 205
Belhadi 203
Belhadj, Djilali (Kobus) 85, 94, 110, 111, 113, 147, 170
Belhadj, Lakhdar 268, 269
Belhalfaoui, Mabrouk 508, 509
Belhocine, Mabrouk 102, 103, 259, 290, 292, 503
Belhouchet, Abdallah 268, 319, 323, 456, 467
Belkacem, Chérif 257, 455, 456, 457, 462
Belkacem, Salah 277
Belkébir 139, 140
Belkheir, Larbi 270, 470, 474
Belloucif, Rabah 402, 403, 429, 506
Belloul, Akli 375, 544
Bellounis, Mohammed 62, 190, 195, 202, 206, 278, 279, 280, 495, 570, 571
Beloucif 342
Belouizdad, Mohammed 78, 80, 85, 86, 109, 110, 157
Benabadji, Rachid 328
Benabdelmalek, Ramdane 120, 131, 139, 155, 507
Benabderrahman 509
Benabderrahmane, M'Hamed 508
Benahmed, Mohammed Abdelghani 508
Benahmed, Moussa 322, 344, 347, 348
Benaï 85
Benaïm, Raymond 463
Benaïssa, Khaldoun 150, 184
Ben Ali Dghine (Lotfi) 504
Ben Ali, Salah 24
Benali, Seghir 508
Benamar 509, 511, 513
Ben Amar, Khelifa 61, 203
Benaouda (colonel) 116, 216, 224, 241, 256, 257, 350, 436, 538, 583
Benattoura, Tawfik 266
Benayad, Hedi 329
Benbaatouche, Allaoua 507
Ben Badis, Cheikh Abdelhamid 47, 63, 150
Ben Barka, Mehdi 91, 94
Ben Bella, Ahmed 13, 22, 23, 33, 37, 74, 82, 85, 93, 94, 96, 106, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 124, 136, 139, 142, 155, 156, 157, 159, 160, 166, 170, 172, 176, 177, 178, 191, 192, 196, 201, 202, 212, 213, 214, 215, 216, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 239, 240, 241, 242, 244, 246, 256, 264, 278, 284, 288, 289, 293, 294, 303, 320, 331, 344, 346, 354, 355, 356, 357, 380, 383, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 412, 413, 414, 415, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438,

440, 442, 443, 447, 448, 449, 451, 452, 453, 454, 455, 457, 459, 464, 467, 475, 476, 486, 513, 537, 538, 558, 583
Ben Boulaïd, Mostefa 214, 228, 507
Ben Boulaïd, Omar 115, 125, 131, 134, 141, 142, 144, 145, 153, 155, 157, 160, 164, 165, 181, 189, 227, 278, 293, 534, 538
Bencheikh El-Hocine Abbas 153
Bencherif, Ahmed 273, 275, 292, 293, 294, 327, 399, 402, 410, 456, 583
Benchiha 509
Bendidi, Salah (Salah Soufi) 271, 456
Bendjaber, Abderrahmane 423
Bendjedid, Chadli 319, 320, 397, 447, 456, 463, 465, 466, 467, 468, 473, 475, 483, 485, 486
Bendjelloul (docteur) 47, 48
Bendokmane 572
Bengana 205
Benhabylès, Abdelmalek 153, 154, 387
Benhabylès, Cherif 338
Benhamida, Abderrahmane 437
Benhamla 153
Benjedid, Chadli 429, 474
Ben Kedadra 374
Ben Khedda, Ben Youssef 60, 63, 67, 71, 102, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 132, 147, 149, 152, 153, 172, 177, 178, 181, 184, 193, 224, 225, 233, 235, 241, 285, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 296, 297, 299, 302, 341, 342, 345, 346, 347, 351, 363, 373, 378, 386, 387, 389, 396, 399, 400, 403, 404, 405, 406, 408, 409, 410, 413, 414, 419, 425, 432, 436, 583
Benmahjoub, Omar 322, 374, 453
Benmallem, Hocine 270
Ben M'hel, M'hammed 63, 78, 85, 112, 121, 125, 130, 153
Ben M'hidi, Larbi 32, 141, 147, 155, 156, 157, 165, 172, 177, 212, 214, 215, 216, 223, 224, 232, 237, 239, 258, 401, 507, 535, 538
Ben Miloud 255
Benmiloud, Aziz 200, 201
Ben Mohammed, Mohammed 270
Ben Mohammed, Mostefa 150, 205, 480
Ben Msabih, Mostefa 270
Bennabi, Malek 482
Bennoui 582
Bennoui, Mostefa 506
Benn, Wedgwood 323
Benoits, Henri 249
Benosmane 508, 510
Benouenniche 121, 205
Ben Saddok 546
Bensalem, Nourredine 199, 215, 267, 271, 292, 319, 323, 344, 377, 429, 502, 583
Bensiam 205
Bensid 203
Benteftifa, Mohammed 153, 382
Bentobbal, Lakhdar 24, 27, 32, 156, 157, 158, 163, 169, 186, 212, 216, 223, 224, 237, 240, 241, 243, 244, 245, 255, 256, 262, 263, 269, 274, 276, 278, 279, 280, 285, 286, 287, 288, 290, 291, 292, 293, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 317, 318, 319, 326, 332, 341, 345, 346, 352, 353, 354, 360, 362, 365, 378, 386, 387, 389, 390, 401, 402, 405, 408, 419, 422, 423, 436, 504, 538, 558, 573, 583
Bentoumi, Amar 437
Benyahia 153, 225, 241, 390, 391
Ben Yahia 233
Benyahia, Allaoua 175
Benyahia, Belkacem 106
Benyahia, Hamoud 153
Benyahia, Mohammed Seddik 28, 240, 290, 294, 333, 390, 401, 402, 436, 452, 459, 503
Benyezzar Yazid 275
Benyoucef 153
Benyounès 82
Ben Youssef, Salah 94, 229, 230, 231, 249, 265, 266, 414, 417
Benzaïm 116
Berirouche Saïd (Mohammed Yazourène) 399
Berque, Augustin 109
Berredjem, Larbi 402, 422, 423, 428, 429, 430, 453
Berthelet, Jacques 340
Bessaoud, Arab 255
Bevan, Aneurin 323, 555
Bey Lagoun 63
Bey, Moncef 511
Bitat, Rabah 141, 147, 157, 165, 177, 205, 242, 264, 284, 289, 303, 355, 356, 385, 386, 389, 390, 400, 401, 405, 406, 408, 413, 414, 417, 423, 428, 429, 437, 466, 583
Bitoun, Hadj 511

Blackstein 323
Blum, Léon 56
Bouabid 251
Bouadjadj, Zoubir 157
Bouakouir, Salah 338
Boualem 150, 170
Bouali, Saïd 143, 155
Bouanane 270
Bouarfa, Mostefa 328
Bouaziz 201, 292
Bouaziz, Rabah 450
Bouaziz, Saïd 502
Boubekeur, Cadi 506, 583
Bou Bnider, Salah (Sawt El-Arab) 244, 377, 399, 404, 411, 422, 423, 428, 429, 432, 436, 448, 504, 506, 583
Bouchaïb, Belhadj 96
Bouchama, Lakhdar 585
Bouchebouba, Ramdane 140, 141
Boucheria 150
Boucif 347
Bouda, Ahmed 60, 70, 71, 78, 80, 81, 85, 89, 103, 125, 147, 149, 152, 153, 177, 509, 513
Boudaoud, Omar 102, 201, 292, 402, 502, 583
Boudechiche 134
Bouderba 205
Bouderbala, Tahar 429, 436, 506, 583
Boudiaf, Abdelhamid 182, 371
Boudiaf, Mohammed 37, 54, 81, 82, 109, 110, 111, 113, 117, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 143, 144, 147, 153, 155, 156, 157, 163, 164, 166, 170, 172, 177, 178, 182, 189, 191, 192, 197, 204, 212, 213, 214, 215, 225, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 239, 240, 241, 242, 246, 256, 258, 264, 284, 289, 303, 354, 355, 356, 371, 385, 386, 387, 388, 389, 396, 399, 400, 401, 402, 404, 406, 409, 410, 411, 412, 413, 415, 421, 423, 424, 428, 431, 433, 434, 435, 438, 448, 451, 487, 488, 583
Boudjadja, Ali 109, 187, 188, 189, 205
Boudjellab, Omar 328
Boudjemaa, Mohand 101
Boudjemaa, Souidani 82, 96, 507
Boudjerida 125
Boudjeroudi 150
Boudnider, Salah 456
Bouglez, Amara (colonel) 24, 25, 26, 228, 241, 256, 407, 538
Bouguerra, Ahmed (Si M'hammed) 216
Bouhadjar, Haddou 456, 504, 506
Bouhafa, Abed 187
Bouhara, Abderrazak 269, 272
Bouhired, Djamila 411
Bouizem, Mokhtar (S. Nasser) 506
Boukadoum, Messaoud 71, 73, 85, 93, 95, 109, 153
Boukerma, Aïssa 114
Boukli 328
Boulahrouf, Tayeb 72, 123, 125, 153, 197, 199, 324, 341, 342, 343, 502
Boulekhrouf, Youssef 411, 418, 506
Boulenouar 203
Boulkeroua, Salah 123, 153, 189
Boumiaza, Bachir 104, 183, 288, 289, 355, 386, 407, 429, 437, 451, 456, 459, 487
Boumediene, Houari 13, 22, 26, 71, 241, 244, 246, 255, 256, 257, 258, 266, 267, 268, 269, 290, 291, 292, 293, 297, 299, 300, 301, 319, 328, 329, 344, 345, 347, 349, 352, 377, 387, 413, 420, 430, 434, 436, 440, 441, 442, 447, 451, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 461, 462, 463, 464, 465, 471, 473, 475, 476, 504, 583
Boumediene, Massoum 195
Boumedous, Kaddour 429
Boumendjel, Ahmed 61, 62, 124, 129, 176, 197, 231, 232, 246, 251, 293, 333, 341, 342, 400, 421, 437, 449, 502, 583
Bounaama, Djilali 505
Bouregâa, Lakhdar 410, 506
Bourgès-Maunoury 175
Bourguiba, Habib 91, 229, 249, 250, 259, 260, 328, 330, 331, 332, 349, 389, 413, 414, 415, 477, 228, 552, 555
Bourouiba, Boualem 184
Bourzah 104
Bousmaha, Mohammed 418, 422, 432, 506
Boussouf, Abdelhafid 24, 26, 112, 129, 139, 147, 155, 156, 206, 224, 228, 240, 241, 243, 244, 245, 249, 251, 252, 255, 256, 258, 263, 267, 268, 269, 274, 276, 278, 279, 280, 285, 286, 287, 288, 290, 291, 292, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 326, 332, 345, 346, 353, 354, 359, 360, 370, 378, 380, 387, 390, 401, 402, 404, 405, 407, 419, 428, 436, 495, 496, 504, 583

Boutaleb 205
Bouteflika, Abedlaziz (Si Abdelkader) 257, 319, 344, 356, 379, 387, 428, 436, 450, 455, 457, 466, 467, 487
Bouteftifa 153
Boutella 270
Bouyali, Mustapha 482
Bouzada 270
Bouzid 150, 331
Bouzida 332
Brahimi, Abdelhamid 269, 272, 275, 411, 423, 430, 470, 510
Brahimi, Miloud 480
Brockway, Fenner 323
Brown, Irving 183, 184
Cassi, Rabah 64
Castle, Barbara 323
Castro, Fidel 348
Catroux, Georges 57, 62, 236
Chaabani 179, 294, 389, 418, 421, 431, 432, 437, 454, 504, 506, 583
Chaalal Messaoud, Aït 448
Chabou 270, 271, 292, 429, 440, 446, 456, 458, 472
Challe, Maurice 280, 281, 283, 339, 340
Charaf, Sami 417
Charef, Moussa 349
Chassin 262
Châtaigneau, Yves 83
Chaulet, Pierre 205
Cheblouti 482
Cheikh, Amar 105
Chekkal 545, 546
Chelloul, Noureddine 328
Cheloufi 270
Chentouf, Abderrazack 124, 125, 290, 294, 503
Chentouf (madame) 430
Cherchalli, Hadj 60, 70, 83, 85, 92, 93, 124, 125, 130, 177, 200, 503
Cheriet, Lazhar 229, 584
Cherif, Mahmoud 538
Chevallier, Jacques 82, 122, 123, 130, 132, 382
Chihane, Abderrahman 481
Chihani, Bachir 30, 153, 214, 224, 228, 584
Chikh, El-islam 147
Clostermann, Pierre 226
Commin, Pierre 236
Costes 112
Coty, René 183, 270
Curiel, Henri 340
Dadsi, Belahcene 356
Dahlab, Saad 66, 132, 153, 154, 172, 178, 213, 224, 225, 233, 235, 241, 297, 341, 342, 343, 346, 348, 369, 386, 387, 389, 396, 401, 404, 410, 421, 436, 583
Damerdji, Yassine 255
Debaghine, Lamine 60, 63, 65, 70, 71, 72, 73, 77, 78, 79, 80, 81, 85, 87, 92, 93, 94, 96, 97, 106, 107, 108, 109, 110, 125, 164, 193, 195, 213, 215, 231, 241, 256, 287, 292, 302
Dehilès, Slimane (Sadek) 216, 237, 241, 291, 299, 343, 505, 583
Dekhli 125, 140, 148, 153
Demaghlatrous, Larbi 63, 125, 164
Depreux, Édouard 126
Derdour, Djemal Cheikh 63, 73, 85, 92, 93, 94, 197
Dessaigne 113
Dia, Mamadou 324, 325
Didouche, Mourad 38, 81, 115, 135, 141, 142, 155, 156, 157, 165, 186, 507
Diori, Hamani 324
Djaffar 152
Djallil, Abdel 531
Djeghaba, Mohammed 454
Djelloul, Naceur 328
Djemaï, Saadia (Mostefa Lekhal) 184
Djenadi, Smaïl 64
Djermane, Rabah 184
Djilali, Bounaâma (Si Mohammed) 281, 283, 284, 350, 373, 502, 505, 507, 585
Djilani 123, 125, 130
Djilani, Embarek 153, 256, 543
Djilani, Si 60, 100
Djoghlali, Tayeb 584
Djouadi, Ali 204
Djouden (adjudant Slimane) 147, 165, 212
Djouni, Naït 479
Doua 150
Douar, Mohammed 58, 64
Doum, Ahmed (dit Réda) 197, 199, 215, 238, 502
Draïa, Ahmed 268, 319, 456
Drif, Zohra 411
Dulles, Foster 553
Einsenhower, Dwight 323

El-Abad 194
El-Baïdaoui, Cheikh Belkacem 63, 150
El-Bousseiri 419
El-Fassi, Allal 93, 94, 166, 170, 239
El Ghouti, Dellal 509
El Hachemi Benchenouf 27
El-Hachemi, Hadjerès 397
El-Hadj 150
El Hadjar 471
El Hadj, Maamar 508
El-Hafid, Yaha 479
El Haouès, Si 278, 279, 504, 507, 570
El-Hassar, Mustapha 195, 382
El-Ibrahimi, Cheikh Bachir 94, 178, 448, 510
El-Kadi, Bachir 407
El-Kebir, Mohammed 202
El-Khaffif (voir Filali) 152
El-Kholi, Lotfi 418
El-Madani, Tewfik 176, 224, 232, 241, 292, 437
El-Mahdi 90
El Mekki, Chadly 63, 206, 509, 510
El-Sadate, Anouar 230
Fahmi, Mansour 476
Fanon, Frantz 290, 503
Fantazi, Cheikh Belkacem 411
Farès, Abderrahmane 122, 198, 382, 408, 409
Faure, Edgar 209
Faure (général) 575
Fellag 480
Feraoun, Mouloud 371
Ferhani, Sadek 282
Ferhat, Ali 105
Ferhat (capitaine) 348
Ferkoul 205
Ferrat, André 57
Ferroukhi, Mustapha 125, 149, 153, 198
Fethi, Dib 191
Fettal, Mostefa 406
Filali, Abdallah 39, 60, 63, 71, 85, 123, 131, 132, 134, 135, 137, 150, 152, 195, 202, 204, 205, 511, 512
Filali, Embarek 511, 512
Florentin (commandant) 248
Fouchet, Christian 409
Francis, Ahmed 175, 176, 232, 236, 241, 299, 302, 342, 343, 400, 437, 583
Francis, Mustapha 288
Fulbert, Youlou 325
Gadiri, Hocine 252
Gaïd, Rachid 331
Gaulle, Charles de 31, 62, 251, 252, 259, 262, 263, 283, 284, 285, 299, 301, 302, 303, 333, 334, 337, 338, 340, 341, 350, 351, 382, 404, 414, 420, 424, 459, 497, 566, 567, 576, 577, 578, 579, 580, 585
Ghozali, Si Ahmed 467, 487
Godard (colonel) 234, 277, 291
Goffal, Mohammed 188, 205
Gorse 236
Guedroudj, Messaoud 152, 153, 154, 198, 199, 201, 360, 502
Guellal, Sadek 352
Guemraoui, Ahmed 143, 157
Guenanèche, Mohammed 508, 510
Guennazi 270
Guennez, Mahmoud 320
Guerram, Amar 375
Guerras, Abderrahmane 116, 197, 199, 215, 429, 502
Guerroudj 181
Guerrouf 181
Guettaf 508, 509
Guettal, Louardi 179
Guiga, Driss 538
Habachi, Abdallah 116, 150
Hachani 152
Hached, Ferhat 128
Haddad 198, 199
Haddad, Omar 96, 101
Haddad, Youssef 120, 143, 406
Hadj Ali 245, 288
Hadj Ali, Ahmed 200
Hadj Ali, Bachir 103, 181
Hadj, Azout 503
Hadj Ben Alla 401, 429, 451
Hadjerès, Hachemi 179, 322, 397, 471
Hadjerès, Saddek 103, 106, 181
Hadj Hamidou 382
Hadj Hamou, Mohammed 205, 437, 503
Hadj, Lakhdar Abidi, 291, 327, 504, 583
Hadj, Messali 37, 39, 41, 50, 51, 53, 54, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 88, 89, 92, 93, 95, 97, 100, 102, 103, 105, 106, 107, 112, 115, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 144,

145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 158, 159, 160, 161, 166, 170, 171, 173, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 196, 197, 198, 202, 203, 204, 232, 278, 283, 387, 451, 501, 511, 545, 577
Hadj, Smaïn 459
Hafid, Ibrahim 202
Halit, Sid Ali 101
Hamani, A. 361
Hamani, Cheikh 481
Hambli, Ali 28
Hammou, Tahar 509
Hamrouche, Mouloud 463, 472, 473, 474, 487
Hamza 70
Hannoun, Louiza 480
Haouès, Si 278
Harbi, Mohammed 200, 201, 342, 360, 390, 391, 393, 394, 502, 503
Haroun, Ali 292, 502, 583
Hassan 583
Hassan (colonel) 420, 433
Hassani, Abdelkrim 361
Hassan II 349
Hassani, Moussa 294, 437
Havard 112
Heikal, Mohammed Hassanein 417
Hemimi 282, 506, 583
Henine 102, 106
Herbaut 236
Hermouche, Arezki 376
Hermouche, Saïd 411, 413, 418, 420
Hidouci, Ghazi 470
Hoffmann, Slimane 270, 271, 292
Houphouët-Boigny, Félix 325
Ibn Séoud 127, 187, 325
Ibrahim, Hafed 170
Ibrahimi, Cheikh 58, 88, 94, 178, 179, 192, 448
Idir, Aïssat 153, 178, 183, 184, 225
Idir, Mouloud 272, 275, 292, 503
Imache, Amar 54, 100
Imlahayène, Tahar 122, 129
Inal, Mustapha 255
Inal, Rachid 255
Iveton, Fernand 182, 183
Jacob, Alain 338, 339
Jeanson, Francis 175, 340
Jouhaud, Edmond 340
Kabouya, Brahim 287
Kaci, Abdelkader 216, 266, 317, 331, 332, 378, 538, 583
Kaci (commandant) 317, 331, 332, 583
Kadi, Mohammed (Si Boubaker) 428
Kafi, Ali 216, 244, 278, 280, 290, 291, 292, 293, 327, 402, 417, 418, 436, 504, 538, 583
Kahl-Erras, Abdelmajid 429, 436, 583
Kaïd 299, 342, 508, 510
Kaïd, Ahmed 242, 244, 257, 269, 285, 287, 288, 293, 297, 301, 322, 378, 388, 390, 401, 411, 455, 456, 457, 504
Kalala 502
Kalkitger 323
Kaouane, Rabah 67
Kara, Abdelaziz 269, 274
Karour, Mohammed 508
Karrour, Mustapha 64
Kassem, Abedel Karim 325
Kebaïli, Mimouna 467
Kébir 135
Kehal, Arezki 63, 64
Kennedy, John 323, 555
Kerbouche, Cheikh 63
Kerked, Mokhtar 270
Kerzazi (Si Tarik) 507
Khaldoun, Bachir 471
Khalfa, Boualem 181
Khatib, Abdelkrim 349, 414
Khatib, Hassan 377, 506
Khatib, Youssef 448, 456
Khediri, El Hadi 473, 474
Khediri, El Hedi 448
Kheffache, Laïd 184, 203
Kheireddine, Cheikh 71, 124, 179, 252, 293, 430, 506
Khelifa, Laroussi 407
Khelifati 105
Khelil 270
Khelladi, Noureddine 352
Khellil 60, 480
Khemisti, Mohammed 367, 437
Khène, Lamine 290
Kherredine, Chérif 583
Khettab, Amar 114
Khettab, Lounès 114
Khiari, Abdelkader 116
Khider, Amar 60
Khider, Mohammed 60, 73, 78, 85, 93, 96,

97, 100, 104, 123, 136, 138, 155, 157, 160, 166, 177, 187, 191, 205, 214, 215, 228, 229, 230, 231, 232, 236, 242, 246, 284, 288, 289, 303, 356, 385, 386, 389, 390, 400, 401, 404, 405, 408, 413, 414, 415, 417, 420, 422, 423, 424, 425, 427, 428, 430, 431, 432, 435, 436, 437, 438, 442, 453, 458, 527, 528, 537, 583
Khobzi, Mohammed 437
Khodja, Abdallah 435
Khodja, Ali 205, 223, 266
Khrouchtchev, Nikita 324
Kiouane, Abderrahmane 130, 132, 147, 149, 152, 153, 173, 177, 236
Kiouane, Mohammed 509
Krim, Belkacem 24, 26, 32, 40, 41, 61, 96, 105, 142, 143, 155, 157, 159, 164, 165, 169, 175, 177, 186, 191, 197, 205, 213, 214, 215, 216, 223, 224, 227, 236, 239, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 251, 254, 255, 256, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 272, 274, 275, 276, 278, 279, 280, 284, 285, 286, 287, 288, 290, 291, 292, 293, 294, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 317, 319, 320, 323, 324, 325, 326, 331, 332, 341, 342, 343, 345, 346, 347, 348, 349, 353, 354, 355, 359, 360, 362, 375, 376, 378, 380, 387, 389, 390, 399, 400, 401, 402, 403, 405, 406, 407, 409, 410, 411, 412, 413, 415, 417, 419, 420, 421, 423, 424, 432, 438, 458, 558, 576, 577, 583
Krouma, Hamadi 189
Laban, Maurice 182
Lacheraf, Mostefa 209, 390, 391, 392, 393, 394, 404, 423, 436, 503
Lacoste, Robert 57, 236
Lacouture, Simone 579
Ladgham, Bahi 329
Ladjali 150
Ladjouzi 152, 153
Ladlani, A. 199, 201, 292, 583
Lahcène, Larbi 270
Lahmar 184
Lahouel, Hocine 70, 71, 72, 75, 78, 80, 83, 85, 93, 96, 105, 112, 113, 124, 125, 131, 132, 141, 142, 147, 148, 149, 153, 166, 176, 177, 191, 214, 293, 513
Laïdi, Ahmed 328
Laiffa, Mahdjoub 24
Laïmèche 63
Lakhal, Mostefa 265, 266, 267, 268
Lakhdar 283, 284
Lamara, Hamel 281
Lamari 184
Lambert, Pierre 207
Lamine 103
Lamoudi 156
Lamouri (colonel) 28, 241
Lamrani 181
Lancène, Larbi 471
Larbaoui, Abdallah (capitaine Mahmoud) 254
Larbi, Berredjem 506
Larbi (commandant) 583
Larbi, Tayebi 467
Laroussi, Khelifa 437, 503
Larribère, Camille 103, 181
Latrèche, Abdelhamid 270
Lazhar, Cheriet 229
Lebjaoui, Mohammed 225, 229, 232, 292, 407, 502
Legouy (père) 289
Le Grève, Pierre 201
Lekhal, Mostefa 584
Leusse, Bruno de 341
Lotfi (colonel) (Dghine Ben Ali) 244, 258, 278, 291, 292, 293, 299, 507
Louanchi, Salah 149, 153, 199, 214, 225, 292
Loulou, Hamma 273, 275
Lounici, Ali 349, 376, 412
Lyassine 328, 467
Maachou, Abdelkader (Si Abdeljellil) 252, 368, 509
Madaoui 270
Madi, Larbi 197
Maghlaoui, Mohammed 189
Mahdad 509
Mahfoudi 63, 511
Mahfoud, Ismaïl Mostefa 403, 506, 582
Mahiouz, Ahcène 418, 506
Mahmoud, Cherif 229, 240, 241, 243, 244, 245, 254, 256, 264, 265, 268, 279, 290, 292, 297, 298, 504
Mahroug, Smaïl 435
Mahsas, Ahmed 85, 109, 110, 111, 113, 116, 136, 146, 172, 197, 201, 202, 214, 215, 228, 229, 231, 232, 234, 244, 256, 407, 450, 451, 456, 459, 502

Maillot, Henri 182, 183
Maïza 154
Maïza, Brahim 63, 71
Maïza, Hammoud 134
Maïza, Salah 125, 146, 153
Malek, Réda 286, 342, 390, 391, 392, 394, 423, 449, 452, 503, 529
Mamari 184
Mammeri, Mouloud 479, 480
Mandouze, André 205
Maoui, Abdelaziz 361
Maroc, Hocine 202
Maroc, Mohammed 109, 110, 113, 114, 115, 188, 190, 201, 202
Marty, André 86
Masmoudi 329
Massu, Jacques 262
Matteri, Cherif 329
Mazouni 509
Mazouni, Hadda 509
Mazouzi, Mohand Saïd 101
M'Barek (commandant) 327, 507
Meany, George 323
Mechat 116
Mechati 144, 155, 156, 197, 199
Mechati, Brahim 143
Mechati, Mohammed 142, 144, 406, 502
Mecili, Ali 448, 479
Medeghri, Ahmed (Si el Hocine) 257, 387, 420, 428, 436, 455, 456, 457, 458
Mediaoui 328
Mediouni 270
Medri, Aït 102
Meftah, Si 206
Mehenni, Ferhat 480
Mehiri, Tayeb 329
Mehri, Abdelhamid 60, 146, 153, 154, 164, 225, 241, 256, 299, 302, 328, 341, 473
Meliani 482
Mellah, Ali 30, 143, 171, 216, 224, 371, 504, 584
Mellah, Amar 179, 403, 456, 506, 582
Mellah, Rachid 143, 156
Mellouli, Saïd 202
Melzi, Allal 150
Memchaoui, Mohammed 61, 85, 123, 125, 131, 134, 139, 150, 188, 194, 508, 510, 513
Menaa, Smaïn 106, 199
Menad, Mohammed 64
Mendjeli, Ali 153, 267, 268, 275, 292, 294, 297, 299, 301, 322, 342, 343, 344, 345, 347, 377, 388, 429, 430, 436, 455, 456, 505, 583
Menouar, Omar 266, 480
Merzougui, Mohammed 157, 406
Mesbah 198
Messadia, Mohammed Chérif 268, 319, 467, 471, 473
Messaoudene, Aït 270
Messaoudi 63
Mestari Mezerna, Ahmed 125, 131, 135, 139, 140
Metahri 509
Mezerna 60, 66, 73, 78, 80, 82, 85, 93, 97, 125, 126, 134, 139, 140, 144, 150, 160, 183, 189, 191, 192, 206, 513
Mezhoudi, Brahim 179, 216, 224, 241, 538
Mezouar 188
M'hamdi 252
Mira (commandant) 268, 282, 507
Mohammedi 216, 290, 291, 297, 299, 300, 301
Mohammedi, Saïd 26, 256, 257, 267, 280, 297, 299, 300, 301, 319, 346, 390, 399, 401, 405, 408, 417, 421, 428, 437, 456, 505
Mohammed V 170, 325, 228, 552
Mohand-Arab, Bessaoud 479
Mohieddine, Zakaria 230
Moh, Touil 143
Mokrani 65
Mokri, Hocine 62, 125, 513
Mollet, Guy 57, 226, 236, 344
Montsabert, de Goislard de, Joseph 576
Morice, André 248
Mostefaï, Chawki 61, 63, 67, 70, 75, 93, 104, 122, 124, 197, 382, 384, 407, 408, 409, 426, 503
Mostefa, Moussa 418
Moulay, Chérif 508
Moulay Hassan 205
Moulay, Merbah 125, 130, 132, 134, 135, 150, 184, 187, 190, 466, 467, 473, 474, 485
Mouloud 510
Moundji, Zine 127, 145, 197, 201, 360, 502
Moussaoui, Boualem 411
Mouzarine, Saïd 213
Murphy, Robert 61
Naegelen, Edmond 83

Nafi 508
Nasba, Ahmed 150, 198, 203
Nasser 583
Nasser, Gamal Abdel 196, 214, 230, 325, 332, 388, 389, 415, 417, 418, 459
Nehru, Jawaharlal 206
Nekkache, Mohammed Seghir 437
Nemiche, Djelloul (capitaine Bakhti) 95, 96
Nezzar, Khaled 270
Nouaoura, Ahmed 24, 257, 266, 267, 268, 504, 584
Nour, El-Bachir 347
Nour, Hassane 64
Othmane (colonel) 377, 399, 411, 418, 421, 504
Oualane, Abdelkader 186, 190
Ouali 513
Ouali, Bennaï 72, 73, 81, 101, 103, 105, 106, 107
Ouali, Mohammed 583
Ouali, Mohand 506
Ouali (ouvrier) 510
Ouamrane, Amar 25, 105, 142, 174, 178, 186, 207, 212, 213, 216, 223, 229, 231, 237, 240, 241, 243, 244, 245, 259, 279, 290, 292, 343, 407, 411, 505, 583
Ouamrane, Omar 254
Ouartsi, Kamel 270
Oubraham, Boualem 270
Oucharef 266
Ouelhadj 583
Oufkir, Mohamed 332, 349
Ougaras 115
Ougueni 195
Ould Hamouda, Amar 63, 72, 82, 85, 92, 102, 103, 104, 105, 106, 109, 111, 113, 505, 513
Oulebsir, Larbi 150, 190, 194, 205
Ouled, Aïssa Belkacem 508
Oulhadj, Mohand 282, 283, 294, 350, 415, 418, 420, 423, 433, 448, 454, 456, 505, 506
Ourabah 129, 170
Oussedik, Boualem 349
Oussedik, Omar 63, 72, 73, 85, 102, 104, 105, 106, 182, 277, 278, 279, 290, 292, 294, 297, 327, 349, 350, 376, 422, 583
Ouzegane, Amar 218, 407, 437
Pablo, Michel 207, 249
Parlange, Gaston 247
Périllier, Louis 66
Pétain (gouvernement) 60
Peyrefitte, Alain 424
Pineau, Christian 214, 226, 553, 569
Pompidou, Georges 341
Porter, Charles 323
Powell, Adam 323
Qelala, Chadly 94
Rabbah, Noureddine 182, 583
Rachid, Ali Yahia 103, 104, 105, 107, 184
Radjeff, Belkacem 85, 104, 125, 153, 154
Rafa, Abdelamjid 150, 205
Rahmoune, Dekkar 543
Ramdane, Omar 432, 506
Ramdani 184
Reguig 508
Reguimi, Djilali 109, 110, 113, 115, 125, 135
Rehal, Abdellatif 328
Rejaï, Amar 293, 327, 507
Roosevelt, Franklin D. 59
Rouibah, Hocine 216, 372, 507
Rouina, Mohammed 506, 583
Rous, Jean 183
Rouzik, Kacem 153, 154
Saâdi, Selim 270
Saâdi, Yacef 191, 212, 237, 350, 406, 430, 431
Saadji, Abdallah 134
Saadoun, Mostefa 182
Sabri, Ali 417
Sadek (Dehilès Slimane) 237, 256, 258, 268, 349
Sahli 200
Sahraoui, Mohammed 509
Sahraoui, Mustapha 147
Saïd, Ahmed 230
Saïd, Cherif Hadj 63, 175
Saïdi, Sadok 104
Saïfi 39
Sakhri, Amar 506, 583
Salah, Soufi 505
Salan, Raoul 262
Salor, Jacques 181
Sandid 66
Savary, Alain 225
Sawt El-Arab (Bou Bnider) 399, 556
Sayah, Abdelkader 27, 62
Schoen 112
Sebbagh 508

Sebti 170
Seddiki, Tayeb 506
Seghir, Mostefaï 435
Semghouni, Ahmed 508
Semmache, Ahmed 202, 347
Senghor, Léopold 325
Senoussi 325, 508, 510
Si, Abdelkader (Bouteflika Azzedine) 387
Sid, Ali 125, 130, 131, 132, 149, 153, 177
Sid, Ali Adab 150
Sid Saïd Ali 63
Si, El-Hadj (Messali Hadj) 128
Si, Lakhdar (Boudjadja Ali) 187, 188, 194, 507
Si, Larbi 423, 429, 430
Si, M'hammed 216, 277, 278, 279, 299, 505, 507
Si, Mohammed (Bounaâma Djilali) 281, 283, 284, 350, 373, 502, 505, 507, 585
Si Mustapha Ben Mohammed (dit Negro) 194
Si, Nasser 428
Si, Rabah 114
Si, Salah 28, 334
Si, Salah (Zamoum Mohammed) 283, 284
Si, Smaïl 277
Slimane, Cheikh 583
Slimani, Slimane 506, 583
Smaïn (voir Boudiaf, Mohammed) 192
Soekarno 206
Souahi, Ali 293, 327, 507
Soualili, El-Hachemi 328
Soufi, Salah 271, 320
Soufi, Salah (Bendidi) 456
Souidi, Kamel 480
Souissi, A. 292, 502, 583
Souiyah, Houari 125, 132, 139, 140, 145, 153, 154, 508, 509, 512
Soustelle, Jacques 170, 173, 174, 175, 179, 248, 262, 293, 525, 567, 569
Sportisse, William 181
Stamboul 64
Stambouli 150
Susini, Jean-Jacques 407, 408
Taalbi, Allal 241, 244, 292
Taleb 197, 229
Taleb, Ahmed 39, 467, 471, 478, 481, 502
Taleb, Larbi 229
Taleb, Mohammed 60, 70
Tarbouche, Mourad 197, 502, 583
Tayeb 150, 583
Tayebi, Larbi 257
Tchouar, Chaïeb 150
Tebessi, Cheikh Larbi 124, 179
Tefaha 184
Temam, Abdelmalek 63, 102, 125, 153, 177, 178, 213, 225, 238, 292, 390, 391, 435
Thévenin 106
Tobbal, Ibrahim 418
Touhami 511
Tounsi 466
Truman, Harry S. 110
Turqui, Abbas 205, 375
Wichenski 323
Yacine, Kateb 203
Yadi, Mohammed 503
Yahia, Ahmed 129
Yahiaoui, Mohammed Salah 179, 403, 456, 457, 466, 467, 487, 506, 582
Yaker, Layachi 39
Yata, Ali 199
Yazi 390
Yazid, M'hammed 38, 123, 125, 130, 134, 141, 142, 146, 148, 149, 152, 153, 166, 176, 177, 183, 214, 225, 233, 236, 241, 294, 297, 299, 302, 342, 343, 346, 348, 387, 390, 391, 395, 420, 576
Yazourène, Mohammed 143, 291, 399, 401, 402, 505
Yehia Abdennour, Ali 480
Yousfi, M'hammed 228
Youssef (capitaine) 418
Zahi, Mohammed 56
Zahiri, Saïd 102
Zahouane, Hocine 186, 276, 281, 282, 283, 347
Zamoum, Ali 143, 156, 157
Zamoum, Mohammed (Si Salah) 143, 283, 505
Zaouche (Bencheikh Lefgoun) 373, 510
Zarzi 572
Zbiri, Tahar 267, 293, 294, 327, 348, 377, 389, 399, 401, 403, 404, 410, 418, 421, 432, 437, 440, 447, 454, 455, 456, 459, 462, 467, 504, 506, 582
Zeddour, Belkacem 509
Zeggar, Messaoud 256, 459, 463, 467
Zeller, André 340

Zemouchi, Cheikh Saïd 63, 508
Zenine 328
Zerari, Rabah 505
Zerdani, Abdelaziz 376, 456
Zerguini, Mohammed 270, 272, 274, 292
Zerhouni, Ferhat 466
Zerhouni, Yazid 342, 466
Zeroual 101
Zerrouk, Ahcène 198, 199
Zerrouki 197
Zighoud, Youssef 157, 170, 186, 205, 212, 213, 215, 216, 223, 244, 359, 399, 494, 504, 507, 538
Zitouni, Messaoudi 153
Zitouni, Mokhtar 190, 193, 205
Zmerli 213
Zouani, Abdelghani 270
Zouaten, Sadek 471
Zoubeiri, Larbi 471
Zoubir, Hamadia Tahar 293, 298, 319

IDEX DES ORGANISATIONS ALGÉRIENNES

ALN (Armée de libération nationale) 23, 24, 27, 28, 29, 30, 32, 35, 37, 40, 105, 165, 167, 170, 173, 181, 182, 184, 198, 210, 212, 214, 216, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 228, 232, 235, 237, 239, 240, 242, 243, 247, 248, 249, 250, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 262, 267, 268, 269, 271, 272, 276, 277, 278, 279, 284, 285, 289, 291, 292, 293, 295, 296, 298, 299, 300, 317, 319, 320, 321, 322, 324, 325, 327, 328, 329, 330, 332, 333, 334, 337, 338, 346, 348, 349, 352, 353, 354, 356, 361, 367, 376, 378, 382, 383, 387, 389, 390, 391, 411, 414, 426, 433, 436, 437, 519, 523, 524, 532, 533, 536, 539, 540, 541, 542, 546, 547, 548, 549, 572, 574, 579

Amicale des Algériens en Europe 320, 451

AML (Amis du manifeste et de la liberté) 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 71, 76, 85, 124, 175, 185, 209, 210, 509, 512

ANP (Armée nationale populaire) 269, 270, 320, 322, 433, 446, 456, 472

Association des oulémas 47, 56, 63, 175, 178, 179, 293, 374

CCE (Comité de coordination et d'exécution) 163, 164, 171, 201, 213, 221, 224, 227, 228, 229, 230, 231, 233, 238, 239, 240, 241, 242, 244, 255, 256, 257, 259, 262, 263, 264, 272, 289, 297, 298, 300, 359, 360, 532

Charte d'Alger 40, 354, 452

CIG (Comité interministériel de la guerre) 299, 317, 326, 327, 328, 329, 332, 344

CNRA (Conseil national de la révolution algérienne) 72, 74, 110, 124, 149, 163, 179, 199, 214, 221, 224, 225, 227, 228, 233, 237, 240, 241, 242, 244, 263, 273, 275, 285, 290, 292, 293, 294, 296, 297, 298, 299, 300, 317, 319, 326, 327, 331, 332, 333, 342, 343, 344, 345, 350, 351, 352, 353, 354, 359, 361, 362, 367, 368, 375, 384, 385, 386, 387, 389, 390, 396, 397, 399, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 409, 411, 412, 420, 421, 422, 424, 428, 436, 522, 529, 532, 533, 536, 539, 541, 542, 555, 556, 582, 583

COM (Comité d'organisation militaire) 228, 254, 256, 257, 258

Comité central jeunes 81

Congrès de la Soummam 213, 350

Congrès musulman 57, 75, 100, 185, 196

Conseil de la Révolution 267, 268, 271, 273, 275, 282, 293, 294, 319, 320

CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action) 38, 136, 140, 141, 142, 155, 159, 160, 163, 168, 188, 198, 199, 233, 501

CSP (Comité de salut public) 133, 574, 576

DARG (Direction de l'armement et du ravitaillement général) 254, 255

DRS (Département du renseignement et de la sécurité) 495

EMG (État-major général) 25, 276, 285, 299, 319, 320, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 344, 346, 347, 349, 350, 352, 353, 354, 356, 384, 385, 386, 387, 389, 390, 397, 407, 410, 411, 417, 434, 456, 502, 504, 505

ENA (Étoile nord-africaine) 48, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 60, 61, 63, 64, 71, 75, 77, 95, 100, 104, 131, 149, 151, 185, 203, 210, 501

FAD (Front algérien démocratique) 61, 203

Fédération des élus du Constantinois 46, 47

FFS (Front des forces socialistes) 41, 74, 237, 255, 344, 410, 448, 451, 454, 475, 479, 480, 484

FIS (Front islamique du salut) 487

Front algérien 61, 123, 126, 186, 203

Front algérien pour la défense et le respect des libertés 186

GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) 22, 28, 60, 61, 66,

71, 72, 112, 123, 124, 164, 175, 203, 206, 253, 257, 263, 264, 265, 266, 267, 269, 276, 278, 279, 282, 283, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 296, 298, 299, 300, 303, 317, 319, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 338, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 356, 360, 361, 364, 374, 379, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 396, 397, 399, 400, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 412, 413, 414, 415, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 424, 426, 427, 428, 430, 431, 434, 435, 438, 448, 455, 584

Groupe d'Alger 70, 74, 77, 78, 80, 113

Groupe d'Oujda 286, 320, 428, 455, 456, 457, 458, 459, 466

Jeunes Algériens 46

JFLN (Jeunesse du FLN) 450

MALG (ministère de l'armement et des liaisons générales) 363, 495

MDA (Mouvement démocratique algérien) 455, 475

MNA (Mouvement national algérien) 30, 41, 60, 61, 110, 114, 134, 159, 170, 184, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 235, 278, 339, 341, 384, 401, 494, 501, 524, 526, 530, 546, 571, 572

MPB (Mouvement populaire berbère) 103

MTLD (Mouvement pour la triomphe des libertés démocratiques) 24, 26, 30, 37, 38, 39, 41, 48, 53, 58, 60, 61, 66, 69, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 88, 89, 93, 94, 95, 96, 97, 103, 105, 106, 107, 109, 110, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 134, 136, 138, 140, 141, 145, 146, 148, 149, 152, 154, 155, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 183, 184, 187, 189, 190, 191, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 204, 211, 214, 216, 217, 222, 228, 234, 242, 244, 275, 276, 277, 278, 283, 290, 293, 320, 322, 343, 344, 347, 359, 365, 368, 374, 376, 377, 378, 382, 387, 399, 425, 433, 442, 452, 482, 495, 501, 502, 504, 505, 506, 510, 511, 513, 514, 535, 545

OAS (Organisation de l'armée secrète) 23, 61, 203, 371, 381, 382, 383, 389, 396, 404, 406, 407, 408, 409, 410, 425

OS (Organisation spéciale) 37, 41, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 122, 123, 126, 127, 128, 131, 135, 136, 139, 142, 144, 155, 163, 164, 166, 167, 170, 171, 172, 188, 189, 191, 199, 201, 211, 228, 232, 233, 242, 355, 356, 374, 422, 501, 502, 514

PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste) 103

PCA (Parti communiste algérien) 26, 55, 59, 71, 75, 76, 77, 80, 83, 88, 90, 97, 100, 103, 106, 126, 131, 154, 157, 180, 181, 182, 183, 185, 218, 328, 374, 450, 508, 535

PNR (Parti national révolutionnaire) 60

PPA-MTLD 26, 30, 39, 41, 60, 61, 74, 78, 79, 81, 83, 85, 88, 93, 95, 96, 103, 105, 106, 107, 113, 114, 117, 122, 126, 136, 138, 140, 152, 155, 168, 190, 217, 425, 442, 452, 482

PPA (Parti du peuple algérien) 24, 26, 30, 39, 41, 48, 53, 54, 56, 58, 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 85, 88, 92, 93, 95, 96, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 109, 110, 111, 113, 114, 116, 117, 122, 124, 126, 131, 136, 138, 140, 152, 155, 157, 168, 171, 175, 190, 192, 199, 203, 210, 217, 244, 275, 287, 290, 356, 425, 442, 451, 452, 482, 501, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514

Programme de Tripoli 40, 246, 393, 394, 428

PRS (Parti des la révolution socialiste) 448, 451

RCD (Rassemblement culturel démocratique) 480

SAS (Section d'administration spéciale) 566

SAU (Section d'administration urbaine) 29, 566

UDMA (Union démocratique du manifeste algérien) 26, 61, 66, 68, 69, 71, 76, 77, 80, 97, 123, 124, 126, 129, 130, 131, 151, 170, 173, 174, 175,

176, 191, 192, 197, 220, 224, 232, 285, 287, 289, 293, 317, 322, 343, 344, 374, 378, 400, 437, 497, 502, 504, 506, 509, 510, 535, 576
UGEMA (Union générale des étudiants algériens) 215, 328, 361, 395, 546
UGSA (Union générale des syndicats algériens) 184, 185, 219
UGTA (Union générale des travailleurs algériens) 183, 184, 185, 209, 213, 215, 219, 295, 395, 432, 457, 543, 544
UNEA (Union nationale des étudiants algériens) 328, 457
USTA (Union syndicale des travailleurs algériens) 184, 185
ZON (zone opérationnelle Nord) 319
ZOS (zone opérationale Sud) 320

LES ORGANISATIONS FRANÇAISES ET INTERNATIONALES CITÉES

CGTU (Confédération générale du travail unitaire) : issue de la CGT en 1921, animée essentiellement par les militants communistes fusionne avec la CGT en 1935.

CISL (Confédération internationale des syndicats libres) : créée en 1949, avec l'appui notamment des USA, en opposition à la FSM.

FSM (Fédération syndicale mondiale) : fondée en 1945.

IC (Internationale communiste), ou 3e Internationale : Créée en 1919, deux ans après la révolution russe. S'autodissout en 1943.

JR (Jeune résistance) : Réseau français clandestin de lutte contre la guerre.

JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne. Comme la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), partie prenante des mouvements de l'action catholique, influencés par le christianisme social.

MAF (Mouvement anticolonialiste français) : dit aussi Réseau Curiel.

Mapam (Parti des travailleurs unis) : parti de la gauche israélienne se réclamant du marxisme.

OAS (Organisation armée secrète) : partisans de l'Algérie française s'opposant aux accords d'Évian et au retrait de l'armée française.

PCF (Parti communiste français).

PCI (Parti communiste internationaliste) : organisation trotskiste, section française de la 4e internationale.

PSU (Parti socialiste unifié) : parti de gauche fondé en 1960 par divers courants issus de la SFIO, de courants chrétiens sociaux ou du trotskisme opposants à la guerre d'Algérie.

SAS (Section d'administration spéciale) : structure investie de fonctions identiques à celles normalement exercées par des administrations des services civils.

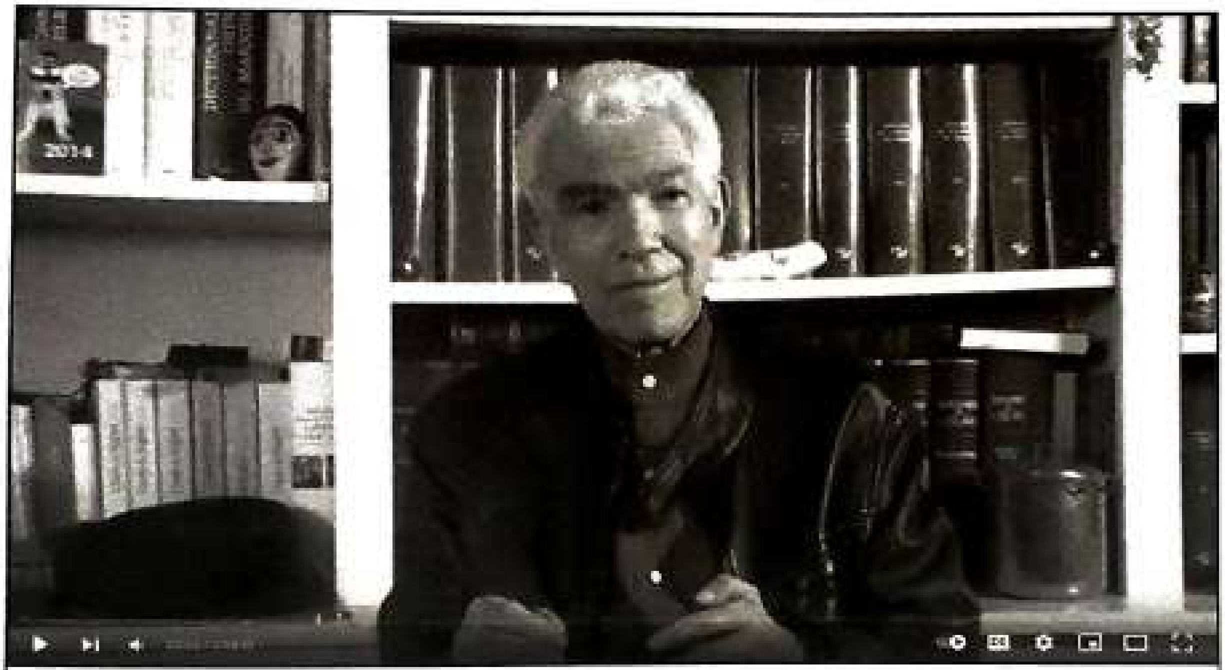
SAU (Section d'administration urbaine) : équivalent des SAS dans les villes.

SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) : parti socialiste.

Secours populaire : héritier du SRI dont la section française est devenue Secours populaire de France et des colonies en 1936, puis, après la Libération, Secours populaire français.

Secours rouge international (SRI) : fondé en 1922 par l'Internationale communiste.

UNEF (Union nationale des étudiants de France) : syndicat étudiant français qui regroupe environ un étudiant sur deux pendant la guerre d'Algérie.



MOHAMMED HARBI : MÉMOIRES FILMÉS

38 heures en 23 entretiens sur les combats de Mohammed Harbi et l'histoire de l'Algérie contemporaine.

Sur la chaîne Youtube AMH (AMH comme « Algérie mémoire et histoire » ou « Archives Mohammed Harbi ») :

www.youtube.com/channel/UC_VOF248yKqKeQcF7RGgCiQ?app=desktop

Entretiens et réalisation: Bernard Richard et Robi Morder sur une idée de Claude Kowal.
Production: Mohammed Harbi.
Producteur délégué: Le Carnet rouge.
Avec le soutien des éditions Page 2 (Lausanne) et Syllepse (Paris).

Le 1er novembre 1954, commence l'insurrection algérienne. Le FLN, que l'on découvre alors, en a pris l'initiative. Il accomplira en huit ans son but premier, l'indépendance de l'Algérie.

Ses fondateurs sont issus du parti de Messali Hadj, leader charismatique de la lutte pour l'indépendance, dont le combat a commencé dès les années 1920. C'est dans des conditions particulières, de clandestinité et de lutte armée, de « crise berbériste », de conflits entre willayas et clans, que se sont développés au sein du mouvement les éléments constitutifs d'une bureaucratie. Ses modèles de référence furent le caïd, le notable rural, un pouvoir qui trouve ses racines dans la tradition nationale.

Si par-delà les intérêts individuels et les passions, les manœuvres et les conspirations, les dirigeants du FLN avaient tous en commun leur engagement total en faveur de la guerre d'indépendance et leur patriotisme, l'absolutisme avait été érigé en principe. Il demeure en maître dans l'Algérie nouvelle, malgré les aspirations populaires, qui se sont encore manifestées avec le Hirak de 2019.

Mohammed Harbi fut un des acteurs de ce mouvement. Il s'engage à 14 ans pour l'indépendance, exerce des responsabilités dans la clandestinité puis dans l'Algérie nouvelle, et subit la répression et la prison. En historien reconnu, il porte un regard lucide et critique sur cette histoire.

Le FLN : mirage et réalité, a été publié pour la première fois en 1981, la présente édition, revue et augmentée, est indispensable à la connaissance et la compréhension de ce que fut le FLN, comme de l'Algérie d'aujourd'hui.

28 €

9 791039 902458